LE SECRET DE LA FRONTIÈRE

CHARLEROI

DU MÊME AUTEUR

L'Allemagne et le fer : les frontières lorraines et la force allemande. *Ouvrage couronné par l'Académie française.* Paris, Librairie Académique Perrin, 1916.

Ange Pitou, agent royaliste et chanteur des rues (1767-1846). *Ouvrage couronné par l'Académie française.* Paris, Ernest Leroux, 1899.

Inventaires de la Collection de la Couronne :

Inventaire des Tableaux du Roy, dressé en 1709 et en 1710 par Nic. Bailly, garde des Tableaux, publié pour la première fois avec des additions et notes. Paris, Ernest Leroux, 1898.

Inventaire des Tableaux commandés et achetés par la Direction des Bâtiments du Roi, 1709-1792. Paris, Ernest Leroux, 1899.

FERNAND ENGERAND

Député du Calvados

LE SECRET DE LA FRONTIÈRE

1815-1871-1914

CHARLEROI

HUIT PORTRAITS ET QUATORZE CARTES

PREMIÈRE ÉDITION



ÉDITIONS BOSSARD

43, RUE MADAME, 43

PARIS

1918

A LA MÉMOIRE DE MON NEVEU

RENÉ GILBERT

SOUS-LIEUTENANT AU 270e D'INFANTERIE,

QUI COMBATTIT A CHARLEROI

ET TOMBA AU CHAMP D'HONNEUR DE GUISE,

LE 29 AOUT 1914,

DANS LA 26e ANNÉE DE SON AGE.

AVANT-PROPOS

L'argument de ce livre peut tenir en quelques lignes.

Notre frontière politique procédait des traités de 1815 et de 1871 ; elle fut alors tracée à dessein de brider chez nous toute initiative offensive, de nous maintenir en deçà de nos limites, bien plus, livrant à l'ennemi les accès de nos éternelles voies d'invasion, de lui ouvrir des passages.

Le secret de la frontière, c'était l'obligation pour la France de la défensive.

Au temps où le Français n'avait pas perdu l'habitude de réfléchir et quand on connaissait l'Histoire — soit avant la dictature du journal et du roman — cette condition de notre frontière était bien connue des politiques et des stratégistes.

Ceux de l'ancienne monarchie savaient pertinemment que le point le plus perfide était au Nord, dans ces vastes et riches découverts, sans défenses naturelles, et par où Paris pouvait être atteint en quelques marches : ils avaient dressé là, sur la frontière politique et même au delà, une solide frontière militaire qui plusieurs fois sauva la France.

Le traité de Francfort créa un autre danger, à l'Est, plus grave encore, car il mettait positivement l'ennemi en France. Le premier devoir était de fermer à tout prix et sans délai la frontière ainsi ouverte : le général Séré de Rivières établit à l'Est et au Nord un sérieux barrage, qui ne laissait guère à l'ennemi de possibilité de pousser très avant, mais qui se trouvait établi, par la contrainte des faits, en deça de notre frontière politique.

Le péril paré, et quand toute notre politique était à l'opposite, l'esprit d'offensive s'empara de l'armée et tout notre enseignement militaire fut orienté dans le sens d'une guerre de mouvement, d'une prise immédiate de l'initiative par l'offensive hors des frontières. Une frontière défensive, un gouvernement pacifiste, une armée offensive, tel fut le régime paradoxal et quasi insoupçonné d'avant la guerre : « En France, a écrit le général Maitrot, bien que tout le monde ait traversé l'armée, on l'ignore ».

La défensive fut présentée comme la marque de la faiblesse et ses

moyens méprisés. On ne vit de péril qu'à l'Est et l'on n'entretint que là des défenses puissantes. De la frontière du Nord et de la seconde ligne de défense on n'eut cure ; on laissa tomber ces barrières tutélaires, ne voulant pas croire que l'ennemi nous attaquerait par là et sans réfléchir que, s'il ne l'avait déjà, on lui en donnait ainsi la tentation.

Quand la guerre éclata, notre plan de concentration était orienté à l'Est, de Belfort à Mézières, exclue toute la région du Nord par où l'ennemi montait son offensive, et quand son dessein était patent et reconnu par tous, le commandement en chef se refusait à une évidence qui dérangeait des habitudes d'esprit, des idées reçues, des plans préconçus. On sait le reste et les suites de cette effroyable aberration : Charleroi, l'occupation.

« Un pays, a écrit Beudant, peut être grand et prospère malgré des erreurs dans l'ordre des sciences physiques; mais qu'une erreur l'égare dans l'ordre moral et politique, c'en est fait de lui. » Nous avons pu n'y pas succomber, et ce fut bien un grand miracle : le devoir présent est d'y réfléchir.

C'est la genèse, le développement et l'aboutissement de cette tragique erreur que j'ai voulu donner.

Qu'on ne voie pas, dans cette recherche désintéressée et, je crois, impartiale, une censure du haut commandement et la dépréciation de ses efforts ; il s'agit moins de juger que d'expliquer.

Et, à dire vrai, ces erreurs d'avant-guerre furent moins des erreurs individuelles qu'une vaste erreur collective, on pourrait presque dire nationale. La pusillanimité serait d'essayer de cacher une faute et, à cette fin, de mystifier l'Histoire : le péché avoué obtient vite le pardon.

La France n'a rien à redouter de la vérité. Nous avons, au cours de cette guerre, récolté assez de gloire pour nous pouvoir mettre au-dessus d'un vain amour-propre national, et à plus forte raison professionnel. Nous ne craignons pas de reconnaître nos erreurs; les Allemands, qui en eurent eux aussi à leur actif, n'osent pas les avouer et se laissent servilement abuser par une coalition d'intérêts de caste et de coterie : de quel côté est la plus vraie grandeur?

Certains trouveront peut-être impertinent et indiscret qu'un civil et un parlementaire s'occupe de ces choses et cherche le sens de ces batailles, d'où dépendirent pourtant le sort de la Patrie et la liberté du monde. J'entends les propos : un député qui traite des choses militaires! une machine à écrire qui prétend écrire l'Histoire! stra-

tégie en Chambre!! L'ironie est facile, je ne la crois pas péremptoire. Si, avant la guerre, les Chambres s'étaient intéressé un peu plus aux problèmes militaires et surtout si elles avaient pu sur ces sujets penser par elles-mêmes et non par des organes administratifs, qu'en fût-il advenu de pire?

J'ai considéré comme un devoir de mon mandat de représentant d'écrire cette sombre histoire, non en critique militaire, mais en homme politique, soucieux d'en dégager les enseignements qui permettront à la Nation avertie de se donner une meilleure règle de vie.

Est-il trop tôt pour cette recherche? Non, car les réformes qui s'en suivront devront être immédiates. Si l'on attend que l'histoire de cette guerre soit techniquement écrite, on attendra pour le moins un demi-siècle. Ne peut-on, dès maintenant, essayer d'en donner le sens, et qui le pourra mieux que les contemporains qui l'ont vécue, qui en furent les témoins? « Toute histoire qui n'est pas contemporaine est suspecte », a dit Pascal, — et Stendhal a repris : « La postérité ne pourra guère se fier qu'aux historiens contemporains; car on sent chez un homme le ton de la vérité. » J'espère qu'on le sentira dans ces pages peut-être trop multipliées.

Ce livre n'est que pour quelques-uns. Il ne s'adresse pas encore au grand public et ne vise qu'une élite qui a le goût de la réflexion. Cette élite, assurément, ne saurait à elle seule, faire l'opinion, mais elle peut empêcher qu'on ne fraude l'Histoire, et, quand l'Histoire est faite, tôt ou tard elle emporte l'opinion.

C'est ici la réunion de dix articles, qui, au cours de ces deux dernières années, parurent dans le Correspondant, *et je tiens à reconnaître cette hospitalité et la splendide indépendance de cette illustre maison, qui fut, au cours de cette guerre, l'un des bons refuges de la liberté de penser.*

J'ai voulu laisser ces études dans l'ordre et dans la forme où elles furent publiées : assurément j'eusse pu mieux fondre certaines parties, retrancher des redites, mais les heures passées à ce soin eussent été perdues pour d'autres travaux. Le souci de la forme est un luxe du temps de paix; en guerre le fonds emporte la forme, et n'est-ce pas Napoléon qui a appelé la répétition « la plus énergique des figures de rhétorique »? Telle quelle, l'œuvre est homogène et le lecteur pourra mieux suivre les étapes de ma pensée.

Que restera-t-il de ce livre, quand l'histoire de cette guerre aura été écrite et les faits que j'expose le premier passés au crible des discussions et de la critique?

Peut-être admettra-t-on qu'il se sera opposé à ce que sur les faits envisagés la légende se substitue à la réalité.

La régence de l'opinion fut l'art le plus parfait de notre régime républicain. Il était inévitable — et tous nous nous y sommes plus ou moins prêtés — que sur cette guerre et dans son long cours, on fit l'opinion avant que de faire l'Histoire; mais ne commencions-nous pas à voir l'Histoire s'établir d'après cette opinion ? Je me suis efforcé de remettre au point choses et gens ; les faits ont été observés en eux seuls et non en vue de personnes. Ce livre aura au moins ce mérite d'avoir le premier posé la question de la non-défense de la frontière du Nord.

Un autre lui sera aussi reconnu; il restera le témoignage de l'état d'ignorance où se trouvaient, après quatre ans de guerre, la Nation et ses représentants sur les faits les plus formidables de notre histoire.

Il a fallu à un représentant de la Nation près de deux ans d'un travail sans partage pour pouvoir, dans la quatrième année de la guerre, se rendre compte de la cause de nos malheurs et de l'erreur fondamentale de notre plan de concentration. Lille fut abandonnée, la frontière du Nord laissée sans défense, le plus riche quartier de la France occupé par l'ennemi, sans qu'on sache à ce jour ni pourquoi ni comment...

Je crains que les historiens de l'avenir n'arrivent pas à comprendre la raison d'une telle dissimulation, car ils auront, eux, mesuré à la profondeur de la chute la grandeur du redressement et le miracle de notre sublime effort.

La vérité m'est apparue comme le plus grand acte de respect national. Je l'ai cherchée librement, sans haine et sans crainte; l'avenir dira si je l'ai rencontrée...

F. E.

Paris, 10 mai 1918.



LIVRE PREMIER

LA FRONTIÈRE DU NORD ET DE L'EST

CHAPITRE Ier

LA FRONTIÈRE REFAITE

I

LA FRONTIÈRE DE 1815 ET DE 1871

Le premier devoir d'un peuple est de connaître ses frontières, et, s'il en a une longue ligne, les parties les plus faibles, les plus exposées aux entreprises de l'ennemi : c'est sur ces points menacés qu'il devra porter sa vigilance, et au besoin obliger ses gouvernants à prendre les sûretés nécessaires. La frontière, c'est la porte de la patrie, et il faut que cette porte-là soit fermée; un pays, tout comme un simple particulier, doit se bien clore, surtout s'il est riche et s'il a un voisin sans scrupules ni respect de la propriété.

Une frontière naturellement fermée est le meilleur des dons de Dieu. L'opposition que par soi un obstacle naturel met aux incursions ennemies apporte au pays qui en a l'avantage un supplément de force qui lui permet d'économiser une garde nombreuse et d'en pouvoir disposer ailleurs. Toutefois de cette inestimable faveur un danger peut naître : la nation, ainsi protégée et débarrassée du soin de pourvoir à la défense de ses frontières, est libre de réserver sa

force à des buts offensifs, et comme la puissance politique est fonction de la force militaire, hier du nombre des baïonnettes, aujourd'hui de la force du matériel, cette nation peut dominer celles qui ont à se défendre. Ouvrir les frontières d'un pays fut toujours le plus sûr moyen de prévenir des visées impérialistes.

La France a des frontières incomparables et de ce chef sur l'Allemagne un avantage marqué. La mer, le plus efficace des obstacles, est sa principale limite; les Pyrénées, les Alpes la bornent avec les pays latins; mais du côté des peuples germaniques, si différents à tous égards, elle n'eut jamais une bonne et franche barrière. Déjà, en 1568, dans un manifeste intitulé *Le Rhin au Roy*, le fleuve se plaignait « d'être depuis si longtemps sous main estrange, captif et désolé, au grand préjudice et ruine de la France, fortifiée et remparée naturellement et divinement, de tous les côtés et circuits, de monts et mers inaccessibles pour armées, hormis cestuy endroit d'où venait de toute antiquité le pernicieux et mauvais vent à la France faute d'estouper sa source et origine[1]. » Le Rhin est géographiquement la limite de l'Europe centrale; il était inévitable parce que trop naturel que de notre côté on ait voulu qu'il fût aussi celle de la France, et ce fut chez nous une politique séculaire que de chercher à prendre une telle frontière. Nous parvînmes à la rive gauche du Rhin, mais nous ne la pûmes jamais garder tout entière; nous ne nous maintînmes pendant deux siècles que dans son cours supérieur.

Il y a là une indication historique et des contin-

[1] *Le Rhin au Roy*, par le médecin de Mgr le cardinal de Guise (Jean Lebon). Paris 1568.

gences politiques qu'il faut reconnaître. Dans le même manifeste, le Rhin faisait encore cette déclaration au roi de France : « Je suis nommé martial et belliqueux, et non sans bonne juste cause et raison, car qui est en paix de ma seigneurie il peut commander au reste de l'Europe et me posséder serait une manière d'arrêter ces irréligieux nègres qui viennent fourrager la Lorraine et saccager la Champagne. » Et voilà le secret redoutable. La France détentrice de toute la rive gauche du Rhin se fût trouvée close naturellement de toutes parts; elle devenait trop forte et prenait de là une puissance dont il lui eût été possible de mésuser. Puis elle avait ainsi toutes les côtes de Brest à Hambourg; or, pour tenir un rôle politique en Europe, l'Angleterre a besoin sur le continent d'une base navale, d'un quai de débarquement; la France les lui retirait et, par surcroît, commandant le Rhin, était maîtresse de ses communications avec l'Europe centrale.

Aussi l'Angleterre s'unit-elle toujours aux États de l'Europe centrale pour contester à la France la possession des bouches du Rhin et des pays avoisinants : la Hollande et la Belgique furent l'objet d'une interdiction formelle et, de ce fait, nous eûmes toujours une frontière des plus dangereuses, celle du Nord. « Depuis qu'il y a un royaume de France, a écrit le duc de Broglie, tous ceux qui ont porté dignement la couronne ont regardé d'un œil inquiet cette frontière septentrionale dénuée de toute défense naturelle, laissant à découvert, avec le chemin de la capitale, le cœur même de la patrie, et leur souci constant fut toujours de la reculer et de la défendre [1]. »

---

[1] *Le dernier bienfait de la monarchie.* Paris, C. Lévy.

Mais aucun n'y put réussir; nous pûmes fermer notre frontière à l'Est, jamais au Nord.

De cela bien peu de Français eurent conscience ; nous ne regardions et ne voyions de menace qu'à l'Est; et même nous en préoccupions-nous comme il eût convenu, et ne considérions-nous pas la connaissance de la frontière comme l'affaire exclusive des militaires? Combien, au début de cette guerre, eussent pu aller droit et sans hésitation sur la carte aux points où se jouait la vie du pays?

Hypnotisés sur l'Est, nous en assurâmes hermétiquement la clôture, — sauf pourtant sur le point essentiel, sur les trente kilomètres où tout le minerai de fer, l'âme de la métallurgie allemande, aurait pu être mis sous notre canon; mais autrement notre frontière de l'Est présentait un obstacle quasi infranchissable. Nous n'avons pas vu que dès lors nous reportions le danger sur le Nord, et, insensés que nous fûmes, de nos propres mains nous abattîmes nos défenses de ce côté, et ouvrîmes toute grande cette frontière, traçant ainsi nous-mêmes à l'ennemi ses directives d'invasion.

C'est l'histoire de cette aberration que je veux d'abord écrire.

Chaque Français doit connaître les frontières de sa patrie comme les bornes de sa propriété, et cette science est particulièrement nécessaire à un moment où un tracé nouveau, effaçant le sinistre « liséré vert » de 1871, devra donner enfin à la France des limites « protectrices » sur cette partie de sa frontière qui jamais ne fut naturellement fermée : pour pouvoir réclamer des sûretés à cet effet, il faut savoir quelles elles doivent être.

Cette étude n'est inspirée par aucun esprit d'école ou de parti. J'ai à relater des choses infiniment tristes, que nous avons laissé faire et qui, à les revoir aujourd'hui, donnent véritablement le frisson. Il y a des responsables assurément, mais ils sont un peu partout et chez tous; la part de chacun seule est inégale.

Je fus moi-même député au cours de cette période lugubre où se fit la destruction de notre frontière du Nord; j'ai conscience de n'avoir jamais rien refusé à la défense nationale et de lui avoir parfois même accordé plus que ne voulait le gouvernement, mais, quand cette histoire se représentait sous mes yeux, je me demandais si c'était assez, si l'opposition par le bulletin de vote suffisait, et si je n'aurais pas dû combattre à la tribune des projets dont j'aperçois aujourd'hui l'extrême gravité. Mais comment l'eussé-je pu? Le contrôle parlementaire est d'une difficulté sans bornes du fait de la multiplicité des questions posées, et le plus terrible c'est l'impossibilité pour chaque représentant de se faire sur chacune, et même sur les plus graves, une opinion personnelle. Il m'a fallu plus de trois années d'un travail incessant pour arriver à connaître ce problème de la frontière. Le gouvernement par les assemblées est un simulacre; en fait on s'en remet et on ne peut parfois que s'en remettre à l'avis des administrations, trop souvent dans la dépendance de préjugés d'école et même d'intérêts particuliers. Sur ces questions de défense nationale, nous nous rangions à l'avis de l'État-Major, et c'est lui qui réclamait ce démantèlement de la frontière!

L'intérêt général doit avoir un défenseur stable et

responsable. Il est à noter que l'organisation défensive de nos frontières fut faite, précisément en prévision de l'attaque qui s'est produite en 1914, quand le Président de la République était responsable et avait le pouvoir de gouverner, et que c'est à dater du moment où cette responsabilité lui fut retirée et où son rôle devint purement décoratif, que l'œuvre de destruction put commencer et se poursuivre.

Ce n'est pas troubler l'union sacrée que d'exposer ces choses. Nous avons failli payer de notre vie de nation ces erreurs : la leçon n'en doit pas être perdue. On oublie vite en France. C'est le moment, dans la gravité des suprêmes heures de la lutte, de revoir cette histoire : aussi bien, à le faire, y trouve-t-on les plus sûres raisons d'espérer ; un pays qui est sorti d'un tel péril est visiblement protégé par Dieu, et, après l'héroïsme de nos armées, le gage le plus certain de la victoire, c'est que nous vivons!



II

LES TROIS VOIES D'INVASION

Chateaubriand écrivait en 1815 : « Les guerres de Napoléon ont divulgué un fatal secret : c'est qu'on peut arriver, en quelques jours de marche, à Paris, après une affaire heureuse; c'est que Paris ne se défend pas, c'est que Paris est beaucoup trop près de la frontière. » Ce secret fatal fut vite remis en oubli, et la France en 1914 était toujours dans la même ignorance. Consulter la carte A

« Paris est le vrai cœur du royaume et l'abrégé de la France », déclarait Vauban. La comparaison est rigoureusement exacte : Paris fut providentiellement établi pour grouper les provinces françaises et, comme le cœur, y projeter la vie et l'influence.

Le bassin géologique parisien est mollement ondulé et sans notables accidents naturels : jusqu'aux Vosges, il présente bien une succession de sept crêtes, nettement concentriques à la Ville, et toutes orfiant leurs escarpes à l'Est; mais, vers le Nord, de bas plateaux couronnent des vallées aux pentes douces, de toutes parts des rivières ouvrent des communications et par les grandes plaines de l'Escaut et de la Meuse mettent la France en contact avec l'Allemagne. Longtemps les fleuves furent les grands véhicules de la civilisa-

tion et pour les peuples les meilleurs moyens d'expansion, mais en revanche ils ont toujours aussi constitué des voies d'invasion. Dans cette région du Nord notamment, loin de fournir des fossés défensifs, ces fleuves — et les chemins de fer ont aggravé la situation — tracent par leurs vallées, perpendiculairement aux frontières politiques, des couloirs d'approche et des chemins de guerre. L'aire stratégique de cette frontière fut à toutes époques nettement mauvaise, et au cours des siècles toutes les coalitions dévalèrent par les trois grandes vallées convergentes sur Paris, de l'Oise, de la Marne, de la Seine.

L'Oise prend sa source en Belgique, près de Chimay, à 200 kilomètres de Paris, pénètre en France à Anor par une vallée ouverte, traverse la Thiérache, à Guise fait un brusque coude et prend la direction du Sud-Ouest, puis contourne le pied de la falaise de Champagne, et court sur Paris qu'elle investit en quelque sorte, car elle se jette dans la Seine à l'ouest de la capitale : c'est la grande route d'invasion, la voie classique peut-on dire, la plus courte et la plus facile d'accès.

Moins dangereuse la vallée de la Marne, puisque son point de départ n'est pas sur la frontière, mais on y accède aisément par la large dépression entre la vallée de la Moselle et celle de la Meuse, entre les côtes de Meuse et les Vosges, — la trouée de Charmes, — ainsi que par la trouée de Dun-Stenay, entre Verdun et Montmédy.

La troisième voie d'invasion, la vallée de la Seine, n'a pas non plus son origine sur la frontière, mais l'ennemi s'y peut glisser par la terrible brèche d'entre les

Vosges et le Jura, la trouée de Belfort, — porte maîtresse et véritable antichambre de la France, qui y donne accès dans toutes les directions.

Par ces trois voies, Paris peut être atteint en quelques marches.

Jusqu'à nos jours tous les gouvernements considérèrent comme le premier de leurs devoirs de protéger ces points mortels. Faute de pouvoir mettre nos limites au Rhin, Louis XIV dressa une frontière artificielle aussi sûre qu'on le pouvait souhaiter. Les frontières du Nord et de l'Est sont traversées par des fleuves, l'Escaut, la Meuse, la Moselle, entre lesquels d'autres rivières, la Lys, la Scarpe, la Sambre, la Sarre, forment une série d'obstacles naturels que termine et complète la grande barrière des Vosges. Vauban utilisa ces voies pénétrantes, les appuya par des fortifications et en fit la ligne bastionnée d'une citadelle dont Paris serait le réduit. Cette ceinture de fer fut pendant deux siècles notre barrière protectrice au Nord; elle sauva la France de Louis XIV en 1708, elle sauva la France de la Révolution en 1794 : « on pouvait l'entamer, en faire sauter quelques chaînons, elle ne tombait que lentement et jamais tout entière ; pendant qu'elle paralysait les généraux ennemis qui, par crainte ou calcul, refusaient de s'aventurer par une brèche et de marcher entre ces forteresses, elle ménageait à nos armées une précieuse zone de sûreté dans laquelle elles pouvaient, et avec le temps voulu, opérer leur concentration, réparer leurs pertes, appeler leurs réserves, organiser et ressaisir la victoire[1] ».

---

[1] *Les Études*, du 20 août 1904. *Une frontière en péril!* par A. Butin.

Cette frontière de Vauban ne valait toutefois qu'à la condition d'être entretenue et bien tenue au point; les glorieuses guerres de mouvement de la Révolution et de l'Empire avaient un peu trop fait mépriser la fortification, les forteresses furent négligées. Napoléon élargit si fortement nos frontières qu'elles n'existaient plus; il n'avait jamais eu à recourir à la défensive, — « la guerre de chicane et de bicoques », comme il disait, — et quand, en 1814, il y fut contraint, la ceinture de fer de Vauban détendue ne résista pas à la poussée que la coalition y exerça de toute sa force et sur tous ses points : elle céda partout.

Les Alliés connaissaient le secret de nos frontières et ils apportèrent dans la rédaction des traités de 1815 cette science terrible de notre géographie militaire. S'ils n'imposèrent à notre frontière de 1790 que des réductions en apparence minimes, ils les dirigèrent sur les points essentiels et, s'assurant nos portes d'invasion, ils pouvaient à leur gré s'ouvrir des passages.

Le but des Alliés était de mettre la France sous le canon de l'Europe centrale. A cet effet la Belgique fut annexée à la Hollande et constituée « en un formidable bastion, — a écrit Blücher, — qui prenait en flanc toute invasion que la France pourrait projeter contre l'Allemagne », et la trouée de l'Oise, que l'on a justement nommée l'esplanade de Paris, fut entièrement ouverte. Vauban l'avait renforcée par une triple ligne de défense, Philippeville et Marienbourg au premier plan; Avesnes et Rocroi au second; Guise, La Fère, Laon, Soissons au troisième. Philippeville et Marienbourg furent détachés de la France et donnés aux Pays-Bas ainsi que la première ligne de forteresses

établie au long de la frontière, Ypres, Menin, Tournay, Mons, Charleroi, Namur; tout l'armement de ces places fut tourné contre la France.

Et comme la Prusse avait été, malgré elle, amenée sur la rive gauche du Rhin pour y tenir l'emploi de sentinelle avancée, c'était elle, en fait, qui commandait cette principale route d'invasion. Avec Luxembourg, déclaré place de la Confédération germanique et surtout avec la région lorraine de la Sarre et la vieille cité française de Sarrelouis, point d'arrêt établi par Vauban pour barrer la vallée de la Moselle, on lui donna la seconde voie d'invasion. Enfin Huningue et Landau, les deux portes de l'Alsace, furent, celle-ci détachée de la France, celle-là démantelée, rendant libres ainsi le chemin de Strasbourg et la trouée de Belfort.

C'est ainsi que sans réductions territoriales notables ni même apparentes, les portes de la France furent livrées à l'Europe centrale. Une pensée stratégique avait seule présidé à ce tracé de la frontière, aucune intention de cupidité n'était derrière : l'ouvrage était de main anglaise[1]. Le traité de Francfort, où la Prusse opéra seule, fut l'œuvre brutale du bandit; il éventra littéralement la frontière de l'Est. Les Alliés, en 1815, avaient seulement voulu prendre des sûretés contre la France, s'y ouvrir des passages, avons-nous dit, mais sans pénétrer dans la maison et surtout

[1] Un frein avait pu être mis aux convoitises de la Prusse qui déjà étaient sans bornes ; c'est ainsi qu'on lit dans les *Mémoires* de Metternich : « La Prusse n'avait apporté au Congrès qu'un droit immodéré d'étendre ses possessions aux dépens de tout le monde, et sans égard à aucun principe de justice ou seulement de décence. Cette passion n'avait sa source ni dans le caractère du roi, ni dans celui de son principal ministre... Ce système fondé et poursuivi depuis un siècle a trouvé un nouvel appui dans l'enthousiasme général de la nation, dans l'énergie de l'armée et dans le pouvoir irrésistible qu'un certain nombre de militaires distingués exercent aujourd'hui sur le Cabinet. » (Tome II, p. 478.)

sans y rien prendre. Bismarck, lui, fit main basse sur deux provinces, non seulement pour pouvoir de là menacer l'ennemi vaincu, mais pour prendre ses richesses, les mines et les usines.

J'ai déjà dit ce que fut ce tracé, son extravagance et la pensée cupide qui présida à sa direction[1]; je n'ai ici à envisager le dommage qu'au point de vue de notre défense nationale : il était sans égal.

La ligne frontière que ce traité de Francfort avait mise entre la France et l'Allemagne s'appuyait d'un côté à la Suisse, de l'autre au Luxembourg. Le tracé, — le sinistre liséré vert, — partait ainsi de la frontière suisse à l'est de Delle, enfonçant comme un coin dans la France le district suisse de Porrentruy; elle coupait ensuite la trouée de Belfort à douze kilomètres à l'est de la place et atteignait au Ballon d'Alsace la crête des Vosges, qu'elle suivait jusqu'au Donon, à hauteur de Strasbourg. L'avantage que ce tracé présentait au point de vue politique ne se retrouvait plus pour nous au point de vue militaire, car les Allemands s'étaient réservé la plate-forme du Donon et les cols de commandement des vallées qui descendent vers la Meurthe.

Jusque-là, orientée du sud au nord, la frontière à ce point s'infléchissait fortement vers le nord-ouest et sa ligne, dès lors, devenait purement artificielle et arbitraire. Elle laissait à l'Allemagne toute la vallée de la haute Sarre, traversait le Sanon à Xures, abordait la Seille à Petoncourt pour suivre son cours jusqu'à hauteur de Nomény, s'en éloignait pendant

---

[1] Fernand Engerand, *L'Allemagne et le fer : les frontières lorraines et la force allemande*, Paris, Perrin, 1916.

quelques kilomètres pour le reprendre plus loin pendant quelques centaines de mètres et l'abandonner tout à fait à hauteur de Pont-à-Mousson.

A quelques kilomètres en amont de Pagny, elle rejoignait la Moselle, en adoptait le cours pendant quatre à cinq cents mètres et laissait alors le fleuve filer en territoire allemand au point précis où commence le bassin ferrifère de Lorraine. Elle serpentait dès lors jusqu'au Luxembourg, au pied des coteaux de la Moselle, en un déroulement fantaisiste et uniquement inspiré par la volonté de prendre les mines de fer alors connues ou soupçonnées. Et, — au lieu d'aborder nettement la frontière luxembourgeoise — à Esch-sur-Alzette, où normalement devait se faire le contact, elle laissait l'Allemagne s'y insérer, sur un espace de quelques kilomètres, de façon à couper les principales relations ferroviaires entre la France et le grand-duché.

Cette frontière de 1871 était « un chef-d'œuvre de destruction ». Elle ne constituait nullement du côté français une ligne de défense militaire, au contraire. Sur un développement de 285 kilomètres, de Longwy à la frontière suisse, aucun accident naturel ne gênait l'entrée de l'envahisseur. La ligne de la Moselle, qui naguère nous couvrait, de Thionville à Frouard, était retournée contre nous : sous son abri et avec l'appui de Metz et de Thionville, l'armée allemande pouvait se concentrer en sécurité sur la ligne Metz-Sarrebourg et avait le libre choix des entrées pour s'avancer de là sur le centre de la France, car l'obstacle même des Vosges ne pouvait être utilisé par nous comme moyen défensif permanent, la frontière étant mise sur la crête et les voies ferrées, plus déve-

loppées sur le versant alsacien, permettant à nos ennemis de nous devancer.

La situation était telle, et si multipliés les points d'invasion, qu'en six jours une armée allemande eût pu se porter de Metz à Châlons : en 1875, notre concentration ne pouvait se faire que sous Paris, c'est-à-dire que nous étions obligés, au cas d'un conflit, d'abandonner sans débat à l'ennemi plusieurs de nos plus belles provinces. Les traités de 1815 avaient ouvert la frontière du Nord, le traité de Francfort défonçait toute celle de l'Est. L'ennemi avait le moyen d'attaquer sur tous les points; la défense, ne pouvant prévoir où porteraient ses premiers efforts, demeurait exposée à une surprise. La plaie resta quelque temps béante et la France à la merci de son vainqueur.



III

LA FRONTIÈRE DE SÉRÉ DE RIVIÈRES : LES DÉFENSES DE L'EST

Consulter les cartes A. et C.

En 1873, la première préoccupation du maréchal de Mac-Mahon, une fois à la présidence de la République, fut de fermer la frontière, dont il se savait et dont il était responsable. Il reconstitua sans délai le Conseil supérieur de défense, en donna la présidence au maréchal Canrobert avec le soin d'établir un mur défensif à l'abri duquel la France pût respirer.

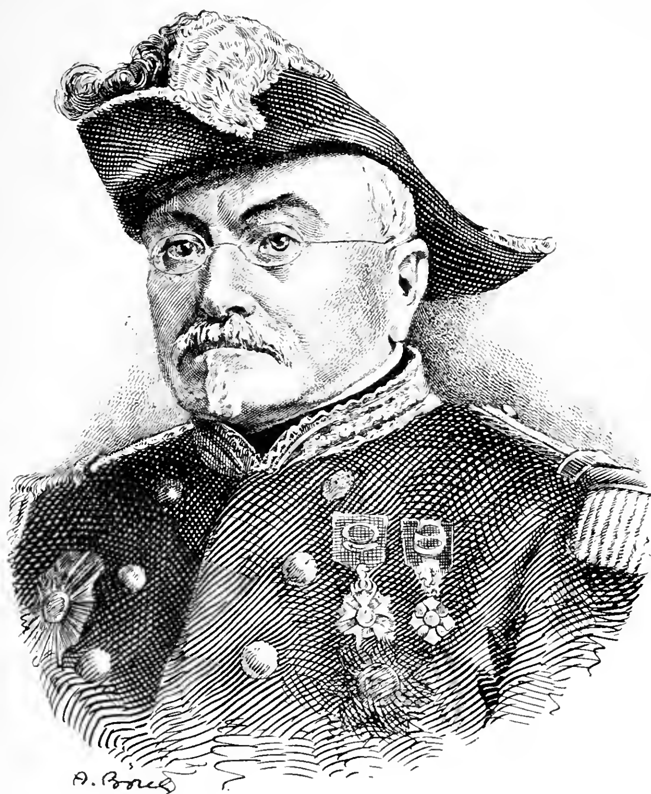
Les malheurs de la patrie avaient mis de la gravité dans les esprits; les commissions, le gouvernement, l'administration même comprenaient l'importance de leurs tâches; il y avait alors « du sérieux dans le souverain » et ces dispositions, cette émotion patriotique imprimèrent aux œuvres de ce temps-là un caractère et une solidité qu'on trouverait plus difficilement dans celles qui ont suivi. Fait qui aujourd'hui paraît incroyable, en moins de six ans ce Conseil supérieur discuta, adopta et réalisa la reconstitution de tout notre système défensif; la frontière fut refaite dans ce laps si court.

L'inspirateur et l'agent d'exécution fut le général Séré de Rivières, alors directeur du Génie au ministère de la Guerre. Dans l'histoire de notre frontière, son nom mérite d'être placé à côté des plus grands;

il fut le Vauban de la troisième République, et, dans un temps et sous un régime qui eussent moins peur des hommes, surtout des militaires, son nom eût été exalté et consacré par la reconnaissance nationale. Pourtant, sauf de quelques spécialistes, il est ignoré; à la Bibliothèque nationale, je n'ai trouvé sur lui d'autre document que l'éloge que prononça sur son cercueil un de ses compagnons d'armes ! L'anonymat obscur des bâtisseurs de cathédrales ne s'explique pas dans l'ordre politique ; rien de plus déprimant et malfaisant : c'est une prime à l'indifférence et le moyen, en dissimulant le vrai mérite, de réserver la faveur publique à sa contrefaçon. La peur des meilleurs fit toujours la fortune des médiocres et des indolents.

L'importance de l'œuvre fera mesurer l'étendue de l'ingratitude. Il fallait faire une frontière militaire et cette frontière ne pouvait être que défensive. Les Allemands avaient compris que, dans une guerre contre la France, ils devaient interdire rigoureusement à l'armée française l'entrée de l'Alsace-Lorraine et ils avaient hardiment porté sur l'extrême frontière, derrière la Seille et la transversale Thionville-Metz, les points terminus de leur zone de débarquement, quelques-uns à une étape de Nancy et de Lunéville. L'Alsace et la Lorraine étaient ainsi transformées en un vaste camp et l'armée allemande avait, elle, une entière liberté d'offensive : le problème était de lui interdire, s'il se pouvait, l'accès de notre territoire, sinon de limiter le plus possible le champ de son insulte.

L'avantage d'une frontière naturelle n'est pas d'opposer à l'envahisseur un obstacle infranchissable :



Le Général de Division
SÉRÉ DE RIVIÈRES

Dessin gravé de A. Borel.

les montagnes les plus hautes, les fleuves les plus larges ont leurs points de passage forcés, mais précisément ces points de passage sont imposés à l'assaillant; dès lors, ses débouchés se trouvent étroitement réglés et la direction de son attaque, par suite, manifestée à l'avance. La nature fait alliance avec l'assailli et lui fournit le moyen d'imposer préalablement sa volonté à l'assaillant.

La conception du général de Rivières fut alors de redonner, par la fortification, à notre frontière ouverte ces avantages précieux des frontières naturelles : l'impénétrabilité de la majeure partie du front, la limitation des débouchés. Ne pouvant interdire, faute de moyens suffisants, à l'ennemi une irruption sur tout le développement de la frontière politique, il canalisa l'attaque. Il est des points où la nature du terrain détermine des directions d'invasion plus faciles, d'autres où elle offre plus de difficultés. Renforcer par la fortification ces propriétés défensives du sol, multiplier les obstacles, c'est faire de l'ensemble une digue quasi infranchissable : une armée moderne, avec ses impedimenta, son matériel roulant, son artillerie, cherchera toujours à éviter les obstacles, surtout au début d'une guerre où le temps gagné est l'un des principaux éléments du succès; nécessairement, pour éviter les lenteurs d'un siège, elle sera amenée à tourner la difficulté et il appartient alors au défenseur de limiter l'étendue et le nombre des débouchés en multipliant et en étendant celui des points d'arrêt.

La frontière du traité de Francfort ne présentait pas, surtout sur le front lorrain, de ces lignes naturelles de défense, par elles-mêmes impossibles à

déborder ou à prendre à revers, mais il en était, et de puissantes, dans ses abords.

La Moselle et la Meuse coulent parallèlement à cette frontière et offrent, l'une après l'autre, deux lignes de défense dans tout son développement. La Moselle nous donne son cours supérieur, l'Allemagne eut son cours inférieur; la Meuse coule en France jusqu'à son entrée en Belgique. La Moselle prend sa direction à l'origine du massif des Vosges, aux portes de Belfort et, de là, court jusqu'à Épinal sous la double protection des Vosges et des côtes de Moselle, incomparable obstacle, pour ainsi dire sur la frontière, digue naturelle dont Belfort et Épinal forment les deux musoirs.

La Meuse, elle, de Neufchâteau à hauteur d'Épinal, jusqu'à Dun, au nord de Verdun, coule à l'abri d'une longue et épaisse chaîne de hauteurs, qui ne prend de l'importance qu'à Toul, pour monter de là en s'élargissant jusqu'à l'est de Verdun, se rétrécir ensuite et finir à Dun : ce sont les Hauts de Meuse. Leur versant s'abaisse en pentes douces jusqu'au fleuve, mais le revers oriental tombe face à l'Allemagne en falaises abruptes : position défensive de premier ordre, dominant les vastes plaines et plateaux de la Woëvre jusqu'à la Moselle. Toutes les routes de Strasbourg et Metz à Paris traversent cette chaîne ; c'est la voie d'invasion qui conduit directement des positions de la Moselle dans les plaines de la Champagne. Toul et Verdun, avec leurs ensembles fortifiés, forment les deux bouts de cette digue incomparable.

Ces deux obstacles naturels couvrent la presque totalité de la frontière. Le général de Rivières les

choisit comme barrières d'arrêt. Son plan fut de mettre sous le canon toutes les routes, toutes les voies d'accès, non plus comme dans les ouvrages de Vauban par une ligne de places fortes et de villes à enceintes bastionnées, mais par le moyen qu'il imagina de forts isolés, dits d'arrêt, se suffisant à eux-mêmes et ayant pour seul objet de barrer un passage déterminé. Aux deux extrémités de cette chaîne de forts d'arrêt, quatre grandes places à camp retranché, Verdun et Toul, Épinal et Belfort, constituaient un ensemble formidable, une réelle frontière naturelle.

Ces deux digues n'étaient pas reliées entre elles et ne se reliaient pas à la frontière. Il existait trois trouées, celle de Belfort, celle de Charmes entre Toul et Épinal, celle enfin de Dun-Stenay au nord de Verdun. Séré de Rivières les avait laissées telles, car il réglait ainsi les débouchés de l'ennemi, qui devait passer par là, parce qu'il ne pouvait passer que là. L'offensive allemande se trouvait par suite canalisée et, dès lors, il devenait facile à l'armée française de se concentrer à l'abri de ces défenses, de façon à surveiller les trouées et s'opposer à toute invasion.

Une frontière militaire était ainsi dressée, mais non sur la frontière politique. Pour utiliser ces rideaux défensifs, force avait été de reculer jusqu'aux côtes de Meuse et de laisser en glacis entre les deux frontières une zone trop considérable de la Lorraine, et spécialement Nancy, Lunéville et la région de Briey. Les richesses minières de Briey étaient alors insoupçonnées, ce pays n'avait pas l'importance qu'il allait bientôt prendre, et son abandon

ne semblait point grave. Mais jamais Nancy ne se résigna au rôle qu'on lui assignait, et quand, hélas! on en devait voir d'autres empressées à perdre l'honneur de places fortifiées pour bénéficier de la position présumée plus confortable de villes ouvertes, Nancy, ville ouverte, toujours revendiqua l'honneur d'être défendue et d'exposer aux premiers coups de l'ennemi sa beauté et ses incomparables trésors.



IV

L'ORGANISATION DÉFENSIVE DU NORD

C'est ainsi que le général Séré de Rivières avait bouché la brèche terrible faite à notre frontière de l'Est; mais il en était une autre, déjà mauvaise avant 1870, toujours et d'autant plus dangereuse que le danger était moins apparent, celle du Nord. Consulter la carte B.

Ce fut une de nos plus grandes erreurs que d'avoir voulu voir là deux frontières distinctes, d'avoir cru qu'elles pouvaient être inégalement défendues, et qu'il nous suffisait de ne faire bonne garde qu'à l'Est. Ces deux frontières de l'Est et du Nord, en réalité, n'en étaient qu'une, parce que l'une comme l'autre étaient exposées à la même agression, et qu'en arrière de la Belgique était la Prusse, précisément amenée en 1815 sur la rive gauche du Rhin à dessein d'attaquer, le cas échéant, la France de ce côté. Entre ces deux frontières, il y avait la solidarité des vases communicants; à n'en défendre qu'une, on refoulait le danger sur l'autre. Sur une falaise constamment battue et rongée par la mer, que j'aie à défendre ma propriété contre cet inlassable agresseur, si, visant à l'économie, je ne pose une digue que sur le point le plus exposé, je reporte en l'aggravant le danger sur

les parties mal protégées, la mer s'y jettera de toute sa force multipliée et irritée et emportera le tout.

La défense de la frontière du Nord devait être assurée en fonction de celle de l'Est et en même temps, car, après 1871, la France était aussi et peut-être même plus vulnérable au nord qu'à l'est, puisque là étaient concentrés les trois quarts de sa production houillère. Le général de Rivières l'avait compris : il mit donc en état cette frontière du Nord aussi soigneusement et plus ingénieusement encore que l'autre; l'organisation qu'il en fit était un chef-d'œuvre de prévoyance.

La France a 285 kilomètres de frontières communes avec l'Allemagne, elle en a 300 kilomètres de communes avec la Belgique et, il ne faut jamais l'oublier, disposées en 1815 à dessein d'ouvrir à la Prusse des voies d'invasion. Au point de vue stratégique et topographique, cette frontière, de Longwy à la mer, se partage en trois compartiments bien distincts : des limites de la Lorraine annexée à Givet, — de Givet aux collines de la Sambre, — de ces collines à la mer.

Jusqu'à Sedan, la frontière est parallèle au cours du Chiers, au cours de la Meuse jusqu'à Givet, mais non délimitée par ces rivières : région montueuse, pays de forêts, assez pauvre et de communications difficiles, on le tenait naguère pour impraticable aux armées d'autant que, de l'autre côté de la frontière, les mêmes dispositions se retrouvaient par la succession jusqu'au Rhin du massif des Ardennes, des Hautes Fagnes, de l'Eiffel. Les chemins de fer, établis dans les deux Luxembourg, allaient sans doute

faciliter la pénétration des armées dans ces régions ardennaises, mais ne modifiaient guère les difficultés de leur séjour et de leurs manœuvres. Le grand péril était au delà de Givet.

La Sambre part de Nouvion-en-Thiérache et pendant quelques kilomètres se dirige du sud-est au nord-ouest jusqu'au pied des collines de l'Artois, où elle opère un complet changement de direction, et monte alors, du sud-ouest au nord-est, vers la Belgique, sa rive gauche protégée par ces collines de l'Artois qui constituent le promontoire de la région du Nord. Parallèlement, à 30 kilomètres au sud, l'Oise descend de Belgique en France, sa rive droite protégée jusqu'à Guise par les côtes de Thiérache. La dépression intermédiaire constitue un couloir qui, de Guise, va s'élargissant par delà la frontière jusqu'au point de jonction, à Namur, de la Sambre et de la Meuse et des collines au pied desquelles elles coulent. C'est la trouée de l'Oise, l'origine de la vallée par où ce fleuve dévalera jusqu'à Paris, la plus terrible route d'invasion et le plus court chemin de l'Allemagne du Nord sur Paris. L'angle montueux de Namur et le cours de la Meuse jusqu'à Givet forment le seul et assez fragile barrage de ce point de pénétration; or la frontière prussienne est à une marche de Liége, à deux de Namur, et de Namur c'est la descente sur Paris, sans autre obstacle que le massif de Saint-Gobain.

Ce danger naturel fut aggravé quand les voies ferrées s'ajoutèrent aux voies terrestres. Les chemins de fer, comme les chaussées reliant Cologne et Dusseldorf à Aix-la-Chapelle, convergent sur Liége, et à Liége la ligne Berlin-Dusseldorf-Aix-la-Cha-

pelle devient la ligne Namur-Maubeuge-La Fère-Paris. Le chemin de fer a, lui aussi, suivi la voie classique des invasions germaniques et en a singulièrement accru le péril, faisant de cette route — la plus courte du Rhin à la Seine — la meilleure stratégiquement, puisqu'elle relie le plus directement l'ennemi à sa base d'opérations, lui assure par les voies ardennaises une jonction aisée avec l'armée d'invasion de Lorraine, et lui permet, en se mettant entre les armées françaises du Nord et de l'Est, d'empêcher l'unité de leurs opérations.

La trouée de l'Oise est incontestablement le principal défaut de la cuirasse de la France : pour en avoir le libre accès, l'ennemi n'a qu'à s'assurer la possession d'une large ouverture de l'angle formé par les collines de la Sambre et de la Meuse ; à cet effet, en 1815, un coin large et profond fut entré dans cette frontière. Sa ligne contourne d'abord Givet et le tient isolé sur un long promontoire, puis elle fait un vaste circuit, un large golfe de 45 kilomètres pour se replacer à Maubeuge dans le prolongement de Givet. L'intention stratégique est évidente : ouvrir le plus large passage sur le point de la frontière le plus rapproché de Paris.

Pour le reste, de la Sambre jusqu'à la mer, soit sur près de 150 kilomètres, la frontière file à travers l'immense plaine qui des collines de l'Artois s'étend jusqu'aux bouches du Rhin, région la plus fertile et la plus industrielle, véritable ruche de l'Europe occidentale.

Le général de Rivières se trouvait là devant le même problème qu'à l'Est : fermer une frontière

béante sur un espace de 150 kilomètres; il lui donna la même solution : régler les débouchés de l'adversaire par une trouée dont on défend solidement les côtés. La nature et la politique imposaient la trouée, celle de l'Oise ; il fallait constituer une barrière défensive dans la région d'entre la Sambre et la mer, et surtout dans le secteur Sambre et Escaut, limitrophe de la trouée. A cet effet il utilisa d'une façon incomparable le terrain de cette région plate et sillonnée de multiples rivières et canaux, et l'obstacle permanent que lui avait offert dans l'Est le relief du sol, il le demanda à l'eau, aux inondations qui pouvaient être « tendues » par l'arrêt des multiples cours d'eau de la région.

La trouée de l'Oise ne sera donc pas défendue de front; on se bornera à ralentir le plus possible la marche de l'envahisseur en mettant toutes ses voies d'accès sous le feu des forts de Maubeuge, d'Hirson, de Givet, des Ayvelles : Maubeuge intercepte les lignes de Mons et de Charleroi, Hirson le nœud des voies ferrées se dirigeant sur Laon, sur Mézières, sur Busigny, sur Reims, — point essentiel qu'il eût convenu peut-être de doter d'un ouvrage plus important, mais qui, tel quel, devait imposer au point de départ de l'invasion un arrêt d'au moins vingt-quatre heures et faciliter la concentration des troupes de défense de la région du Nord.

Le plan de Séré de Rivières fut donc d'établir sur cette trouée de l'Oise une formidable menace latérale, en constituant le secteur d'entre la Sambre et la mer en un immense camp retranché dont Lille et Dunkerque seraient le double réduit, et les quatre parallèles, les quatre rivières de la Sambre, de

l'Escaut, de la Scarpe et de la Lys, dont le cours avait précisément la même orientation.

Le premier secteur d'entre Sambre et Escaut a, de Maubeuge à Valenciennes, 30 kilomètres ; il trouve dans ces deux rivières une double ligne de défense, renforcée par la nature du terrain intermédiaire. Le front principal, celui qui avoisine et surplombe la trouée de l'Oise, est constitué par la Sambre et les collines de l'Artois ; à l'ouest de Maubeuge, au point le plus périlleux, l'épaisse forêt de Mormal forme un obstacle sérieux qui, sous la protection des forts de Maubeuge et de Landrecies, qui en gardent l'entrée et l'issue, barre la route à l'armée d'agression. En arrière de Landrecies, la Rhonelle, dont le cours, parallèle à la frontière, allant par le Quesnoy vers l'Escaut à travers des fonds marécageux, forme le front ouest du secteur. Un fort fut établi au Quesnoy pour y commander les écluses par lesquelles l'inondation de la Rhonelle pouvait être tendue jusqu'à la forêt de Mormal. En aval un autre fort, à Curgies, pouvait assurer une autre inondation. De la sorte la partie de la frontière d'entre Sambre et Escaut était rendue parfaitement imperméable.

L'Escaut, par Cambrai, Bouchain et Valenciennes, se dirige vers la frontière jusqu'à Condé où il fait un brusque coude pour suivre alors cette frontière jusqu'à Mortagne, et là il entre en Belgique après avoir reçu la Scarpe, dont le cours également lui a été parallèle par Arras, Douai et Saint-Amand. Sur la frontière, l'angle formé par la jonction des deux rivières est occupé par les forêts de Raismes et de Vicoigne ; Condé fait tête de pont entre l'Escaut et la frontière, un fort sérieux y fut établi pour garder les

écluses qui commandaient une inondation sur plus d'une lieue. Au-dessus, au confluent de la Scarpe, les forts de Flines et de Maulde couvraient les grandes écluses de Mortagne, permettant d'inonder tout le pays jusqu'à Saint-Amand. En arrière, à Douai, une inondation pouvait pareillement être tendue et couvrait le front ouest de ce secteur.

C'est ainsi que la protection de cette partie de la frontière, de la Sambre à la Scarpe, se trouvait assurée par le jeu combiné des forêts et des inondations. Ces inondations étaient commandées par des forts savamment disposés à dessein de faire naître l'obstacle au moment voulu par le défenseur : le Quesnoy, Douai, Condé, Valenciennes, Maulde, Flines, forts qui, par surcroît, tenaient sous leur feu toutes les voies ferrées, et, avec Maubeuge et Landrecies, formaient les avancées redoutables de la place de Lille.

Lille est, on peut le dire, la clef du coffre-fort de la France ; la région avoisinante et elle-même sont les détentrices principales de nos plus riches houillères et, par suite, de l'activité industrielle du pays ; sans cette région du Nord, il semblait impossible que le pays pût soutenir une guerre de quelque durée. L'or attire le fer, le fer allemand surtout, et la position de Lille était dangereuse, dans un saillant de la frontière, sans défense naturelle, à la merci d'un coup de main. Un intérêt national supérieur prescrivait de rectifier une telle situation et d'interdire à l'ennemi cette partie si désirable du territoire. La défense de Lille fut donc organisée non seulement pour défier une attaque brusquée, mais un siège en règle, et un rôle stratégique lui fut assigné qui dépassait de beau-

coup la protection du secteur de la Scarpe à la Lys.

Lille complétait et parfaisait la digue défensive posée de la Sambre à la Lys sur ce coin si périlleux de la frontière. Comme aux digues de l'Est, à chaque extrémité, deux grandes places à camp retranché formaient musoirs; Lille soutenait Maubeuge comme Toul Verdun, comme Épinal Belfort : c'est le camp retranché de Lille qui donnait toute sa force à celui de Maubeuge ; l'un supprimé, l'autre défaillait. L'ensemble défensif était un tout basé sur la solidarité de chacun de ses organes.

A Lille encore une autre mission incombait : outre qu'il protégeait l'important arsenal de Douai, son vaste camp retranché de 52 kilomètres de périmètre, — l'un des plus importants de France, — assurait le rassemblement de l'armée destinée à opérer sur le flanc de l'envahisseur engagé dans la trouée de l'Oise, et une telle menace était bien de nature à le faire hésiter. C'est ce rôle stratégique qui inspira l'organisation de la défense de Lille plus qu'une pensée de protection de la ville. 126 millions furent dépensés pour ce résultat. C'était un poste d'honneur qui lui avait été assigné, et qui comportait les plus grands devoirs pour le temps de guerre. Sans doute le développement industriel de la ville et de ses entours risquait de créer des difficultés à l'exercice d'une mission aussi noble : le fier passé de Lille était le plus sûr garant du patriotisme de sa population, et, si des intérêts particuliers prétendaient rejeter ce grave devoir, l'État devait les subordonner énergiquement à un intérêt national évident. Au surplus, en maintenant solides ces défenses intermédiaires dont on vient de voir la multiplicité et la

sûreté, une attaque de Lille restait très improbable; c'était le réduit de cette place forte qu'était cette région du Nord.

Aussi la dernière hypothèse envisagée par Séré de Rivières — le repli sur Dunkerque — apparaissait-elle de plus en plus invraisemblable.

De la Lys à la mer, la frontière restait ouverte, mais la nature même du sol offrait le meilleur moyen de défense. Cette région avait été en partie conquise sur la mer. Sous l'action des vents du large, le flux avait poussé et accumulé les sables, qui bientôt constituèrent une lisière de dunes, un barrage naturel. Le travail des hommes compléta l'œuvre du vent : de puissantes digues assurèrent la défense des terres ainsi conquises contre un retour offensif de la mer et permirent de les mettre en valeur; des canaux dirigeaient vers la mer l'eau des marais; des écluses posées sur les dunes du rivage empêchaient l'irruption du flot aux grandes marées. C'est ainsi que sur une profondeur de près de dix kilomètres le pays se trouvait au niveau de la mer, parfois au-dessous; une mince couche de terre y recouvrait seulement l'eau emprisonnée, — à Dixmude nos fusiliers-marins ne constatèrent-ils pas que les inhumations n'étaient faites, pour cette cause, qu'à cinquante centimètres du sol!

Cette disposition géologique permettait, pour ces Flandres française et belge, la plus extraordinaire défense. Les écluses maîtresses étaient à Calais, à Gravelines, à Dunkerque, à Nieuport. On pouvait à volonté mettre sous l'eau toute la région : en tenant fermées les écluses du littoral, on tendait dans un délai de vingt jours une inondation d'eau douce; en

les ouvrant, au contraire, dans un cas désespéré, on provoquait une inondation d'eau de mer, — presque instantanée aux périodes des grandes marées, — inondation qui valait des armées, barrait sans réplique la route à l'envahisseur et rendait Dunkerque et Calais inapprochables...

Et c'est par ces moyens combinés que, de la Sambre à la mer du Nord, le général Séré de Rivières était arrivé à ne laisser à l'ennemi, sur une étendue de 150 kilomètres, que deux passages, l'un entre Douai et Lille de quelques kilomètres et bien hasardeux, l'autre entre la Lys et l'Yser de 40 kilomètres, mais trop excentrique. Là aussi on avait réglé à l'adversaire ses débouchés, et dans des conditions bien plus difficiles que dans l'Est.



V

LA SECONDE LIGNE DE DÉFENSE : LA FALAISE DE CHAMPAGNE

Cette réfection de la frontière fut conçue et réalisée à une époque où la France, accablée par le malheur, était quasi inanimée, sans alliance et incapable d'aucun effort offensif; aussi son caractère fut-il étroitement défensif et en prévision d'une attaque concomitante de l'Allemagne par la Lorraine et par la Belgique. On ne s'illusionnait pas alors sur l'Allemagne, on venait de voir à nu l'âme prussienne, et l'on était payé pour savoir quelle foi méritaient la parole et les engagements germaniques. Personne, surtout dans les milieux militaires, ne mettait en doute que les Allemands ne se feraient aucun scrupule de violer la neutralité de la Belgique s'ils y avaient le moindre intérêt, et il apparaissait clairement qu'ils y avaient un intérêt stratégique considérable. Consulter la carte A.

Il faut lire à ce sujet le livre qu'en 1882, sous l'inspiration du général de Rivières, l'historien Tenot consacrait aux *Nouvelles défenses de la France*; il manifeste bien l'état d'esprit qui prévalait alors et qui, pour notre malheur, ne devait pas persister :

Si le respect de la neutralité belge, y lit-on [1], pouvait être considéré comme un point acquis en tout état de cause, il n'y aurait assurément pas lieu de se préoccuper de la défense éventuelle de la frontière du Nord... Mais il serait peu sage d'oublier que la neutralité belge ne repose que sur des conventions diplomatiques dont la sanction est subordonnée aux convenances, aux intérêts et aux moyens d'action des puissances garantes. Des événements peuvent surgir qui fassent de cette neutralité une fiction décevante. C'est aujourd'hui une opinion courante dans les cercles militaires allemands qu'elle ne serait pas respectée dans l'éventualité d'un nouveau conflit.

L'intérêt stratégique pour l'Allemagne était évident :

Cet intérêt s'est encore accru depuis la transformation de notre frontière démembrée, au point que *de très bons juges considèrent l'attaque par la Belgique comme désormais inséparable de tout plan rationnel d'offensive allemande.* La barrière des côtes de Meuse est trop forte, disent-ils, pour être abordée de front; les Allemands s'y briseraient, ils le savent, et c'est pour tourner ce boulevard infranchissable qu'ils reprendront, sans souci de la neutralité belge, le chemin classique des invasions du Nord dans le bassin de la Seine.

Aucune hésitation, d'ailleurs, sur le point où se produira l'agression :

La trouée de l'Oise est le défaut de la cuirasse de France. Nul autre point n'offre aux Allemands, avec la perspective d'avantages décisifs en cas de succès, plus de garanties de retraite sûre et de ralliement aisé en cas de revers. Au surplus l'avantage de combattre hors du champ clos délimité par nos barrières fortifiées suffirait à justifier stratégiquement la marche des Allemands par Liége et Namur. L'État-Major de Berlin doit être d'autant plus tenté de

---

[1] Eugène Tenot, *Les nouvelles défenses de la France. La frontière* (1870-1882), Paris, Dumaine, 1882.

sacrifier à cette considération que l'armée allemande est plus confiante dans sa valeur, dans le talent de ses généraux et dans les résultats souverains de l'offensive.

La marche de l'ennemi était prophétiquement annoncée et les proportions des effectifs à engager exactement prévus. L'armée allemande était alors à 18 corps d'armée : 6 corps d'armée, affirmait l'historien, seraient laissés en Lorraine et prononceraient sur la trouée de Charmes une démonstration afin d'y retenir le plus possible de l'armée française, et les deux autres tiers de l'armée allemande, soit 12 corps, aborderaient la frontière entre Maubeuge et Verdun[1]. « *Les coups décisifs devant être portés par la grande armée lancée sur la ligne Liége-Namur-Laon, on peut tenir pour assuré que la concentration la plus formidable se fera sur la voie ferrée Cologne-Aix-la-Chapelle-Liége* »; la première armée, chargée de l'attaque par la trouée de l'Oise, sera de 7 à 8 corps, la seconde, qui débouchera du Luxembourg belge et de la haute Woëvre, en comprendra 4 ou 5.[1]

Le désavantage de la frontière et l'éloignement de la ligne de concentration ne permettaient pas d'espérer pouvoir briser de front une telle agression et d'interdire immédiatement à l'ennemi la trouée de l'Oise; force était donc de le manœuvrer. Aussi cette trouée avait-elle été intentionnellement laissée libre ; mais, sur le flanc de l'ennemi, dans ce secteur du Nord, puissamment et ingénieusement organisé comme on vient de le voir, une armée, la plus considérable qu'il se pourrait, le devait menacer dans ses lignes de communications, l'obligeant ainsi à immobiliser

---

1 Toutes ces proportions se retrouvent exactement dans l'invasion de 1914.

contre elle de forts effectifs; et sur le chemin de Paris, à deux marches de la frontière, un obstacle sérieux était organisé, magnifique position de repli pour l'armée en retraite, butoir énergique pour l'armée d'invasion.

Le premier objectif avait donc été de diviser, dès sa pénétration en France, l'effort de l'ennemi en sorte qu'il se présentât déjà affaibli sur ces positions de seconde ligne: aussi ne dira-t-on jamais trop que cette région du Nord, organisée en un vaste camp retranché, constituait le point essentiel de la défense nationale. Une armée allemande, engagée dans la trouée de l'Oise, devait nécessairement se faire couvrir sur sa gauche, dans la direction Condé, Valenciennes, Bouchain, par une aile chargée de reconnaître l'importance des effectifs de l'adversaire et de prendre contact avec lui. La barrière d'arrêt établie de Maubeuge à Lille, le jeu des places et des inondations rendaient ce secteur infranchissable, et plus cette aile s'éloignait de l'armée d'opération, plus les difficultés grandissaient. Eût-elle réussi à repousser l'armée de défense et à franchir ce secteur d'entre Sambre et Escaut, elle était contrainte de laisser plusieurs corps d'armée pour investir Maubeuge et observer les débouchés de Valenciennes. Et alors elle trouvait l'adversaire replié dans le camp retranché de Lille, sur un terrain préparé pour une manœuvre d'envergure, avec le réduit inapprochable de Dunkerque comme suprême ligne de retraite.

Ainsi l'armée d'invasion se voyait, du seul fait de cette organisation défensive du Nord, affaiblie à son entrée même en France, d'autant que l'hostilité probable de la Belgique l'obligerait à immobiliser

des forces sérieuses devant Bruxelles et Anvers. C'est donc singulièrement réduite qu'elle pourrait poursuivre sa route et qu'elle se présenterait devant l'obstacle décisif derrière lequel l'armée française en retraite aurait eu le temps de se reprendre et le moyen de rompre sa poursuite.

Les armées française et allemande, en 1880, quand fut réalisée cette organisation défensive, étaient à 18 corps d'armée chacune; il y avait donc équilibre des effectifs et l'on comprendra l'infériorité qui résultait pour nous de cette disposition de la frontière en constatant que force nous était de laisser envahir une partie de notre territoire et de ne chercher la décision que dans les plaines de Champagne.

La nature offrait là le plus magnifique champ de bataille.

Entre les cours de la Seine, de la Marne, de l'Aisne et de l'Oise s'étend un large pays, fertile et accidenté dans son pourtour, à son centre presque entièrement découvert et par où passent les trois grandes vallées convergentes sur Paris : c'est la Champagne. Cette plaine gigantesque — ces champs catalauniques où se déroulèrent les plus grands événements militaires de notre histoire — a pour bordure à l'occident un arc convexe de falaises qui, de la Seine à l'Oise, de Fontainebleau à La Fère par Sézanne, Épernay, Reims et Laon, la séparent des riches plateaux et vallons de l'Ile-de-France et en font comme le premier et le plus sûr retranchement de Paris. Cette falaise de Champagne coupe toutes les voies se dirigeant sur la capitale et fait face aux principaux débouchés des armées d'invasion : entre La Fère et Laon de celle qui aurait pénétré par la trouée de

l'Oise, entre Laon et Reims d'une autre qui aurait forcé la trouée Dun-Stenay et les défilés de l'Argonne, enfin entre Épernay et Fontainebleau d'une troisième qui aurait franchi la trouée de Charmes.

Cette position incomparable fut choisie pour notre seconde ligne de défense et un ensemble fortifié redoutable fut combiné qui resta par malheur à l'état d'ébauche. Là encore c'était le système de la digue aux deux musoirs, La Fère et Reims.

A l'extrême pointe nord de la falaise, au confluent de l'Oise et de la Serre, où l'on avait tous les éléments d'une puissante inondation, La Fère, nœud de chemins de fer de la plus grande importance, devait être constitué en camp retranché avec onze forts qui rejoignaient ceux de Laon et avec ceux-ci tenaient sous le canon toutes les voies de la Belgique sur Paris : ce secteur La Fère-Laon était une immense place d'armes, un champ de bataille machiné d'avance où une armée française en retraite pouvait se ressaisir victorieusement, faire front à l'ennemi et le rejeter.

C'était également à une armée ayant franchi la Meuse au nord de Verdun et suivi la vallée de l'Aisne que cette falaise de Champagne faisait encore obstacle; celle-ci venait buter sur la ligne de hauteurs entre Craonne et Reims. Le fort de Condé-sur-Aisne assurait la liaison entre Laon et Reims. C'est à Reims qu'aboutissent tous les chemins de l'Argonne sur Paris : de ce point stratégique important la nature fit un point défensif incomparable, aussi devait-on l'outiller puissamment et doter la grande cité de douze forts qui en eussent fait pour nos armées un précieux camp de halte et de ralliement et pour l'ennemi un arrêt sérieux exigeant un siège en règle.

Enfin la falaise de Champagne barrait encore la troisième voie d'invasion et interceptait la route de Paris à l'armée d'Alsace qui, après avoir franchi la trouée de Charmes et évité le plateau de Langres, aurait pris la direction Troyes-Sens-Fontainebleau. Il entrait dans le plan d'organisation de compléter la fortification de cette partie de la falaise en prolongeant jusqu'à Épernay les ouvrages de Reims et en créant à Nogent-sur-Seine un vaste champ de manœuvre, mais il ne fut jamais donné suite à ce projet. On pensa sans doute que de ce côté la première ligne suffirait, et comme du côté de Belfort on était gardé le plus sérieusement par le triple jeu des places de Besançon, de Langres et de Dijon, il parut peu admissible que l'ennemi fût assez téméraire pour s'engager dans cette périlleuse impasse.

Tel fut le programme tutélaire du général de Rivières, et telle la frontière qui en sortit : l'exécution totale ne dépassa pas 700 millions ! on travaillait à bon marché dans ce temps où l'intérêt général tenait en bride les intérêts particuliers [1].

Séré de Rivières avait clairement aperçu les possibilités de la situation et compris que les traités de 1815 et celui de Francfort combinés condamnaient la France à une stricte défensive, qu'elle ne pouvait qu'assurer l'intégrité de son territoire, et il prit à cet effet toutes les sûretés. Sa frontière militaire fut la meilleure qu'on pût souhaiter; elle avait des sections très puissantes, d'autres moins, mais tout

---

1 Les premières prévisions furent exactement de 505.740.000 francs, plus de 110 millions de fonds de concours versés par les villes et les départements. Sur les exercices de 1880 et 1881, 87.100.000 furent ajoutés (*Situation des dépenses effectuées ou à effectuer par le Service du Génie en vue de la réorganisation du système défensif du territoire et des bâtiments militaires.* — Document communiqué par la famille du général Séré de Rivières).

de même solides et où une troupe résolue pouvait tenir à outrance. Comme toutes les choses humaines elle était assurément perfectible et plus que d'autres exigeait un entretien minutieux et une remise au point exacte. « Muraille de Chine! » crièrent ses détracteurs : cette « muraille de Chine » n'en eut pas moins, à ces heures critiques de notre vie nationale, sa part d'influence dans le maintien de la paix européenne, et qui oserait affirmer qu'elle n'eût pu encore, en 1914, écarter la guerre, si, au lieu de la démolir sur le point le plus périlleux, nous l'avions consolidée et respecté les intentions qui présidèrent à sa création?



CHAPITRE II

LA FRONTIÈRE DÉFAITE

I

LES TROMPETTES DE JÉRICHO : LA FRONTIÈRE CONDAMNÉE

Consulter la carte B.

La vieille armée, qui avait subi la défaite de 1871, avait pu en mesurer toute la gravité ; elle comprit que, s'ajoutant à ceux de 1815, le traité de Francfort condamnait la France à la défensive et qu'il fallait, d'abord et avant tout, fermer et fortifier la frontière. « Une frontière fortifiée, a écrit Napoléon, offre une protection à une armée inférieure contre une armée supérieure, elle lui donne un champ d'opération plus favorable pour se maintenir et empêcher l'ennemi d'avancer et des occasions pour l'attaquer avec avantage. »

Le général de Rivières avait tiré un parti inespéré d'une situation détestable ; il faut placer ici ce lumineux exposé qu'il a fait de l'idée qui inspira son œuvre :

La zone frontière de la France comprend tantôt des régions accidentées desservies par des communications peu nombreuses, qui, une fois maîtrisées, ne sont plus accessibles pour les masses ennemies, tantôt des régions ouvertes qui, en l'absence d'obstacles naturels, peuvent

être abordées de toutes parts et ne trouveraient aucune protection efficace dans la création d'obstacles artificiels, que la multiplicité des communications permettrait de tourner avec la plus grande facilité. *En complétant les propriétés défensives des régions accidentées par des ouvrages fortifiés, en maîtrisant les rares communications qui les desservent, il est évident que l'on détournera les masses ennemies vers les régions ouvertes ; on peut arriver ainsi à préciser les parties de la frontière sur lesquelles porteront les premiers efforts de l'ennemi et à régler, pour ainsi dire, le débouché de ses armées...* On peut être d'autant plus certain, que l'adversaire se précipitera vers les intervalles laissés libres, au lieu de perdre un temps précieux à s'ouvrir par une série de sièges un passage au travers des lignes fortifiées, qu'il trouvera dans ces régions des routes et des voies ferrées plus nombreuses, soit pour faire mouvoir ses armées, soit pour assurer ses rapports avec sa base d'opérations... Si, pendant la période des opérations engagées dans le voisinage de la frontière, les routes ordinaires suffisent à l'ennemi, une fois qu'il est parvenu dans l'intérieur du territoire, son ravitaillement exige impérieusement l'emploi des chemins de fer; la défense prolongera cette période critique en maîtrisant, au moyen de forts d'arrêt, chacune des lignes pénétrant dans le territoire... *La prudence commande impérieusement de prévoir la possibilité d'un insuccès, et de préparer à l'avance les moyens d'entraver la poursuite en organisant en arrière des régions, théâtre obligé des premières rencontres, de nouvelles lignes de défense destinées à arrêter l'adversaire et à permettre à nos armées de reprendre cohésion et de se reformer avec sécurité, de recevoir des renforts, en un mot, de se mettre en état d'engager de nouvelles luttes.* Ce rôle ne pourra être rempli qu'en demandant à la fortification d'organiser défensivement, en arrière de la frontière, de vastes espaces dans lesquels on maîtrisera tous les nœuds de circulation au moyen de forts d'arrêt pourvus de tout ce qui est nécessaire pour leur propre sûreté et complètement indépendants des manœuvres des armées. On constituera ainsi des théâtres

de guerre secondaires, dans lesquels l'armée de la défense, libre de se mouvoir dans toutes les directions, provoquera la lutte ou l'attendra à son gré.

Ainsi, dans la mesure du possible, se trouva corrigé, au moins quant à nos sûretés immédiates, le méfait des traités de 1815 et de Francfort.

La nouvelle frontière redonna au pays le sentiment de la sécurité; on s'enthousiasma pour l'idée et pour l'œuvre; pourtant des oppositions subsistaient dans l'armée et ailleurs[1], car la fortification y avait des adversaires déclarés et intransigeants. Puis, la France reprit des forces; l'Allemagne, par des noises grossières, surexcita le sentiment national et l'idée de revanche; l'amitié de la Russie, prélude d'une alliance d'où devait sortir tant d'illusions et de déceptions, nous tirait alors de notre isolement et remettait un peu d'équilibre en Europe; l'esprit d'offensive s'empara de l'armée qui n'admit bientôt plus la défensive pratique de Séré de Rivières. Une réaction furieuse se fit contre la fortification, on ne croyait qu'au mouvement et à la manœuvre, et l'on commit les imprudences du convalescent qui présume trop de ses forces.

Ce dédain de la fortification devint vite la doctrine militaire à la mode. On jeta à toutes l'appellation que Vauban n'avait réservée qu'aux places sans intérêt et « dont le roi pouvait se défaire » : les belles inutiles! L'inondation, notamment, apparaissait comme un moyen vétuste, archaïque, compliqué,

---

[1] La campagne contre le plan du général de Rivières fut soutenue, si elle ne fut même inspirée, par les entrepreneurs auxquels il avait imposé des conditions très dures; la réalisation de son programme, on l'a vu, fut un miracle d'économie, qui devait rester sans exemple.

trop lent et qui faisait sourire; remuer la terre était un exercice indigne du soldat, et les pelles, pics, pioches, des instruments pour seuls civils. Au dogme des forteresses, on opposa celui des « poitrines humaines »; la force morale est tout, du cœur du soldat seul on tire la victoire : « C'est dans le courage qu'est le vrai secret du gain des batailles », affirmaient successivement les ministres de la Guerre.

Les ensembles défensifs du général de Rivières, subirent le feu de la critique des théoriciens militaires. Pour en connaître la vivacité, il faut lire les *Sept études militaires* du capitaine Gilbert, publiées en 1892, et qui n'eurent un si grand retentissement que parce qu'elles interprétaient fidèlement et avec force les aspirations et les tendances de la jeune armée d'alors[1].

Seules, y disait-on, les batailles en rase campagne ont décidé du sort des États, et le précédent de Metz — il en était même qui remontaient à Alésia — démontre que les camps retranchés les ont, au contraire, perdus. La fortification permanente ruine dans la troupe et dans le commandement l'esprit d'offensive et, loin d'augmenter la résistance de l'armée, la condamne à l'ataxie et à la dispersion, occupant trop de monde et immobilisant la manœuvre; la fortification doit être la servante de la tactique et se régler, non sur le terrain en soi, mais sur la conception d'un plan de campagne. Et un général écrivait : « Sur la frontière ouverte l'instrument de défense le plus puissant est un bon réseau ferré; c'est à améliorer nos facultés de concentration et non à restaurer une

---

[1] Paris, Librairie de la *Nouvelle Revue*, 1892.

muraille de Chine qu'il faut consacrer des millions ».

Ces critiques ne restèrent point à l'état de controverses d'écoles, elles s'attaquèrent directement à l'œuvre réalisée, sapant la frontière refaite et risquant d'ébranler la foi de l'armée et des pouvoirs publics dans son efficacité. On prenait le contre-pied du système, il fallait abattre les barrières défensives et n'utiliser la fortification que pour boucher les trouées. A l'Est, ne considérer toutes les forteresses que comme de simples ouvrages de campagne, des lignes passagères propres seulement à recevoir des troupes de couverture et destinées à être laissées à l'ennemi; « les armer en conséquence et en retirer le matériel qui, tombant aux mains de l'ennemi, lui faciliterait le siège des places de l'intérieur » : donc supprimer Verdun, Toul, Épinal en tant que camps retranchés, raser à Verdun les forts de la rive gauche et les deux premières lignes de la rive droite, à Toul les forts de Villey, deGondreville, du Tillot, à Epinal ceux de la rive gauche, à Belfort les ouvrages à l'ouest de la Savoureuse. La frontière du Nord, superfluité coûteuse et encombrante! « Si la neutralité belge doit être violée par les Allemands, ce ne sera pas pour déboucher entre la Sambre et la mer dans une direction aussi excentrique » : donc boucher seulement la trouée de l'Oise, — la défendre latéralement « serait affecter un détachement considérable de forces sur un théâtre d'opération secondaire et hypothétique, méconnaître le principe de la concentration initiale des forces, » — et, en conséquence, abandonner les grands travaux accomplis sur la frontière belge, supprimer Lille, Valenciennes, Maubeuge.

Contre la seconde ligne de défense les critiques

furent les plus vives et eurent, par malheur, le plus d'effet.

Cette position de repli sur la falaise de Champagne imposait la retraite sur Paris et sur la région du Nord; on gardait sans doute à la France ses principales ressources économiques et avec Paris sa force politique, mais, pour la nouvelle école, Paris n'était « qu'un camp retranché de plus grande envergure que les autres » et c'était une erreur tactique que d'en vouloir faire le refuge des armées et le réduit de la défense nationale. Clausewitz n'avait-il pas dit que Paris n'est que la tête de la France, mais qu'Orléans en est le cœur; et prenant pour parole d'évangile ce qui n'était peut-être que le piège d'un ennemi, on affirmait que ce n'était pas Reims et la falaise de Champagne qu'il importait de défendre, mais Orléans et le cours moyen de la Loire, parce que c'est par là que l'ennemi a chance de pouvoir atteindre nos grands ateliers de Bourges, de Nevers, du Creusot, de Saint-Étienne et tarir les centres de notre production militaire: on ne s'avisait pas que l'ennemi arriverait au même résultat en s'emparant des matières premières de l'acier, le charbon et le minerai qu'on laissait sans défense sur la frontière!

En somme, pour pouvoir défendre utilement le territoire, l'armée devait se donner 250 kilomètres de champ:

Si la lisière extérieure du théâtre d'opérations principal (lire : la frontière) réclame peu de chose de la fortification, il faut, par contre, en prévision de revers, préparer à 200 ou 250 kilomètres des premiers champs de bataille une ligne solide de défense intérieure, avec des camps retranchés... A cette distance de la frontière, cette ligne de défense peut s'organiser à loisir. On a deux mois pour

mobiliser les places, aguerrir leurs garnisons de formation récente. Les armées battues se replieront vers ces régions fortifiées; suivant leur degré d'affaiblissement, elles feront halte en avant pour livrer de nouvelles batailles ou, passant dans les intervalles, elles iront se reconstituer en arrière, tandis que l'ennemi, contraint à des sièges, gêné par la destruction des voies ferrées, usera cette force spécifique de pénétration dont parle Clausewitz. La fortification jouera alors son véritable rôle.

Et le point de direction est nettement donné :

La véritable direction de retraite du gros de nos armées n'est donc pas vers Paris, encore moins sur Reims et Laon; *elle doit être prise sur Nevers et la Loire moyenne,* et un système de défense qui en détourne est, par là même, condamné... C'est derrière la Loire que nos troupes de campagne, appelant à elles d'inépuisables contingents, pourront se refaire avec sécurité. C'est dans le massif inexpugnable du Morvan, dans le bassin supérieur de la Saône protégé par le quadrilatère Dijon, Langres, Belfort, Besançon qu'une partie de nos armées pourront encore effectuer à propos une retraite latérale. *Orléans, Nevers, Autun, Dôle, voilà les directions de nos lignes de retraite...*

Ainsi, la frontière militaire reportée à 250 kilomètres à l'intérieur, la défense nationale était ramenée à un simple thème tactique, à un vaste *kriegspiel,* pour employer le vocable allemand dont notre État-Major usait pour désigner le jeu de la guerre : pour défendre utilement la France, il fallait commencer par en abandonner à l'ennemi la moitié, et la plus riche!...

Ces critiques ne furent pas sur le papier; avant que même qu'elles eussent été formulées, elles avaient reçu un fort commencement de satisfaction. En 1880, le général Farre, ministre de la Guerre, suspendait la continuation du programme Séré de

Rivières, estimant que « le moment était venu de rendre à l'armée active un rôle prépondérant, et de réduire l'influence des places, que l'idéal des combinaisons consiste à livrer combat dans une grande plaine et non à combattre pied à pied pour empêcher l'ennemi de s'emparer du territoire national[1] ». Il arrêtait notamment les travaux de la seconde ligne de défense, et cet interdit ne devait jamais plus être levé : les ouvrages de Reims ne furent pas achevés et la ville resta ouverte à l'ouest; la Fère n'eut son cercle de forts que sur le front est, et la défense de la falaise de Champagne, d'Épernay à Fontainebleau, ne fut même pas commencée; Dijon et Langres ne reçurent pas le développement projeté.

Puis, ce fut un autre malheur, plus préjudiciable encore. L'invention des obus-torpilles imposa à la fortification des transformations considérables, cuirassements métalliques pour l'artillerie, abris bétonnés pour les hommes et le matériel : c'était coûteux et cela venait à un fâcheux moment. Le budget était gêné; chaque année, le ministre des Finances imposait à ses collègues un chiffre d'économies et le budget de la Guerre en faisait les principaux frais, ses ministres n'ayant jamais ce que l'on a appelé « le courage budgétaire », celui de défendre énergiquement ce qui est nécessaire : de 1884 à 1895, ce budget de la Guerre fut ainsi réduit de 80 millions[2].

Les dépenses d'entretien de la fortification furent

---

[1] *La frontière ouverte*, par Ernest Judet, Paris, Dentu, 1881. Ce livre fut écrit sous l'inspiration directe du général Séré de Rivières.

[2] Sénat. Séance du 25 mai 1900 : discours de M. de Montfort. Dans cette période, le général Billot, ministre de la Guerre, avait proposé le démantèlement d'une partie de la fortification de Paris pour s'assurer l'argent nécessaire à la réfection de l'artillerie.

comprimées, ce n'était pas pour amorcer un nouveau programme et se lancer dans les frais de la mise au point de la frontière militaire. Les dispensateurs de la fortune publique avaient l'oreille prête à accueillir les critiques des adversaires de la fortification et l'esprit tout disposé à croire, comme ils le voulaient, que son temps était passé. Il y avait eu, d'ailleurs, un véritable abus; on avait ajouté un plan nouveau aux plans préexistants et l'armée n'aurait pas suffi à occuper tous les ouvrages fortifiés du territoire; l'administration de la Guerre dépensait sans assez compter, et les payeurs étaient naturellement portés à accueillir comme décisives des expériences de polygone qui peut-être dans la réalité n'eussent pas été aussi concluantes.

A un moment où l'avancement commençait à dépendre autant et plus de la faveur politique que du mérite, c'était faire le plus utilement sa cour au pouvoir que d'indiquer des sources d'économies. La fortification subit la plus imméritée et la plus dangereuse des disgrâces[1] : on proclama la fin des places;

---

[1] Le général Ch. Lecomte, qui fut l'un de nos plus éminents ingénieurs militaires, a bien voulu m'écrire à ce propos une lettre dont je détache ce passage, véritable page d'histoire :

« L'importance des places de guerre pour la défense des États a été discutée en tous temps. C'est là une des formes de la question, insoluble d'une façon absolue, du choix entre la guerre offensive et la guerre défensive. Or, dans le domaine des faits, l'offensive ne réussit, et pas toujours, qu'avec une supériorité très marquée sur l'adversaire et la défensive est l'inévitable lot de celui qui est hors d'état d'imposer sa volonté à l'ennemi. L'emploi des deux procédés varie suivant les théâtres de guerre et les événements; ils se mêlent et ne s'excluent pas; il faut les prévoir tous deux. En perdant de vue ces considérations et en accordant la seule valeur à l'offensive, on a imprégné de cette idée toutes les méthodes de combats enseignées dans des écoles de France et l'on a ainsi perverti l'esprit de plusieurs générations d'officiers. Leur instruction sur la fortication devint rudimentaire et peu encouragée; les enseignements de l'histoire militaire ne furent admis que s'ils servaient à la démonstration des théories nouvelles. Le corps du Génie perdit, de ce fait, son impor-

vers 1898 les tirs de siège disparurent des règlements de campagne, à l'École de guerre le cours de fortification était considéré comme une annexe de l'archéologie et suivi en amateur : guerre de mouvement, en plaine, une grande bataille de huit jours, une décision rapide avant le vingtième jour, telle était la doctrine sur la future guerre avec l'Allemagne.

Seuls, peut-être ceux de l'Est, ne partageaient pas de telles illusions : en contact permanent avec l'ennemi, ils voyaient et pouvaient se rendre compte des impossibilités d'une offensive de début ; ils exigèrent donc qu'on les protégeât et, comme la frontière de l'Est seule comptait, elle fut seule entretenue : là les deux digues de Séré de Rivières furent rendues encore plus imperméables, mais on reporta ainsi tout le danger sur le Nord.

Cette région du Nord avait attiré et concentré l'industrie française qui ne trouvait que là sa matière première, la houille ; de grands établissements s'y étaient posés et s'y posaient tous les ans : peut-être, prévoyant qu'avec le perfectionnement des moyens de destruction la guerre serait l'anéantissement des lieux où elle se mènerait, quelques-uns souhaitaient-ils qu'on allât se battre ailleurs. La place forte semblait appeler la guerre comme le paratonnerre la foudre, et, par une vraie aberration, les malheureux croyaient que démanteler la frontière, c'était éloigner le péril. Des cités, points d'appui de la

---

tance et de sa considération ; son recrutement fut presque compromis. Alors en ce qui concerne plus particulièrement les places fortes, on accepta sans étude suffisante et sans le désir d'y remédier le principe de la supériorité de l'artillerie sur les travaux défensifs ; ce fut le prétexte pour accueillir les plaintes des habitants des villes fortifiées qui, persuadés que leurs remparts ne les protégeaient plus contre les bombardements, demandaient à ne pas être les victimes d'un procédé de guerre démodé... »

défense nationale, aspiraient à être débarrassées de cet honneur et à devenir villes ouvertes.

D'autre part cet afflux d'établissements et de population avait nécessairement accru la valeur des terrains. Les servitudes inhérentes aux places de guerre étaient une gêne et mettaient l'interdit sur de vastes zones; leur déclassement par contre donnerait à ces terrains zoniers une valeur cent fois supérieure à leur prix d'acquisition; la spéculation intervint et le chœur des trompettes de Jéricho retentit. Les intéressés firent pression sur leurs représentants, qui à leur tour firent pression sur le Gouvernement : l'intérêt national, qui n'avait pas de défenseur, fut souvent mis en échec par ce consortium d'intérêts particuliers.

L'arrêt de mort fut, en réalité, officiellement prononcé en 1899. Le 24 février de cette année, le ministre de la Guerre, M. de Freycinet, présentait aux Chambres un projet de loi relatif au classement des ouvrages de fortification de la défense de terre en France; ce titre insignifiant ne cachait rien moins que l'anéantissement de notre frontière du Nord et de l'œuvre de Séré de Rivières.

Nous étions alors en difficultés avec l'Angleterre, les pensées orientées vers la guerre maritime se détournaient de la frontière orientale ; ayant négligé la défense des côtes, on s'était, suivant l'usage, empressé de démunir les places de l'intérieur pour le service du front de mer; Lille ainsi s'était vu retirer son bataillon d'artillerie de forteresse qu'elle se faisait gloire de posséder depuis Louis XIV. Il apparut au gouvernement que le moment n'était pas de remettre au point notre système de fortifications : « L'impor-

tance des dépenses auxquelles on serait entraîné, s'il fallait transformer toutes les places, tous les ouvrages de fortification, lit-on dans l'exposé des motifs, a amené à rechercher si ces dépenses sont toutes indispensables au même degré ». Et, répondant par la négative, le ministre, après approbation du Conseil supérieur de la guerre, proposait un nouveau classement, mettant dans une première classe les ouvrages qui, à raison du rôle important qu'ils jouent dans la défense du pays, doivent être munis de toutes les ressources en matériel et en hommes nécessaires à une résistance de longue durée; — dans une seconde, « les ouvrages qui ont à remplir un rôle éventuel de point d'appui et qui ne seront entretenus, armés et approvisionnés que dans des limites à déterminer par décisions ministérielles dans chaque cas particulier »; — dans une troisième, « les places et ouvrages qui ne seront ni entretenus, ni armés, ni approvisionnés, ni pourvus d'une garnison de défense ». C'était dire que seules seraient conservées les places de la première classe.

Le tableau de classement marquait nettement la portée et découvrait les tendances du projet. Pour cette frontière de l'Est et du Nord, seules étaient mises dans la première classe les places de Paris, Lyon, Toul, Verdun, Épinal, Belfort, les forts de Frouard, Pont-Saint-Vincent, Manonviller, du Cognelot. C'étaient les seuls survivants du naufrage. Tout le reste était condamné : Maubeuge, Montmédy, Besançon, les forts de Charlemont, de Troyon, du Camp des Romains, des Paroches, de Liouville, Girouville, Parmont, Rupt, Château-Lambert, Joux-Larmont, du ballon de Servance, mis dans la seconde classe et

condamnés avec sursis ; — Lille, La Fère, Laon, Reims, Langres, Dijon, les forts de Flines, Maulde, Curgies, Hirson, des Ayvelles, de Pagny-la-Blanche-Côte, Bourlemont, Montbard, du Lomont, de Laniscourt, Montberault, Bruyères, Condé-sur-Aisne, dans la troisième et condamnés sans appel. Et comme quelques places avaient été oubliées, — l'administration de la Guerre ne connaissant sans doute pas très exactement la liste des fortifications ! — le 9 mai 1899, M. Krantz, qui avait succédé à M. de Freycinet, présentait un nouveau projet pour déclasser sans délai l'enceinte de Lille, les places du Quesnoy, de Condé-sur-Escaut, Péronne, Longwy, « qui n'avaient plus de valeur réelle au point de vue de la défense du territoire ».

On ouvrait de la sorte la frontière du Nord et l'on faisait tomber toute la seconde ligne des falaises de Champagne jusqu'au plateau de Langres et à la Côte de Dijon, découvrant ainsi le chemin du Morvan et du Massif central. « Le projet actuel — déclarait le rapporteur à la Chambre, M. Forest — qui range La Fère, Laon, Reims, Langres et Dijon dans la troisième classe ne reconnaît plus aucune valeur défensive aux ouvrages de la seconde ligne : pour la première ligne, dans le groupe du Nord, nous ne conservons que Maubeuge et la défense devra s'en effectuer en utilisant les obstacles matériels du sol; les fortifications de l'Est sont les seules auxquelles le projet de loi reconnaisse une véritable importance. » Et le rapporteur ajoutait, attestant sans détour les théories que sanctionnait le projet : « Nous consacrons ainsi le principe de la défense active de nos frontières et nous comptons avant tout sur la valeur de notre armée. »

La Chambre ne discuta même pas le projet, elle le vota, comme tant d'autres, sans s'en apercevoir; mais l'alarme fut donnée au pays. Le général Beziat, le meilleur collaborateur de Séré de Rivières, dénonça cette folie ; malgré ses soixante-dix-sept ans, il mena une magnifique campagne où il devait trouver sa fin, mais l'opinion fut ébranlée :

Avec notre tendance persistante à réduire nos défenses du Nord — prophétisait-il le 20 mars 1899 — *la violation de la neutralité belge n'est plus seulement rationnelle, elle devient fatale.* Loin de se heurter de front à toutes les résistances accumulées sur les frontières de l'Est, l'ennemi pénétrera en France par les vallées de la Scarpe, de l'Escaut ou de l'Oise, par la trouée de Chimay comme il l'a fait en 1814, pour arriver en quelques jours à Paris par le plus court chemin, menaçant les derrières des armées dirigées vers la frontière allemande. Il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte de l'Europe pour se convaincre que la voie d'invasion de l'Allemagne la plus directe, la plus rapide et la plus sûre traverse la Belgique et que, dès l'entrée sur notre territoire, Lille serait débordée et tomberait, en cas d'insuccès, au pouvoir de l'envahisseur qui la trouverait sans moyens de défense.

Les places de La Fère et Laon, reliées par la forêt de Saint-Gobain, forment un groupe défensif d'une importance indiscutable; c'est le seul obstacle que rencontre l'ennemi venant de la trouée de Chimay pour arriver en quelques jours sous les murs de Paris. Notre frontière forme à la hauteur de Chimay un rentrant très sensible qui désigne la vallée de l'Oise ou la direction Laon-Soissons-Crépy comme les routes les plus rapides pour atteindre la capitale.

Le système de Lille et le groupe La Fère-Laon forment les deux points d'appui d'une armée dont la présence dans le Nord sauvegarderait bien mieux la neutralité belge que toutes les conventions internationales [1].

[1] *Mémoire du général Beziat au sujet du projet de loi relatif au nouveau classement des ouvrages fortifiés, 1re lettre à M. de Freycinet,* Paris, Gauthier-Villars, 1899.

Les villes menacées s'émurent. Lille donna le signal : les six sièges que la noble cité avait soutenus démontraient mieux que tout l'importance que l'ennemi attachait à sa prise et elle ne trouvait pas que la neutralité de la Belgique lui fût une protection suffisante; Laon, La Fère sentirent le péril de l'abandon absolu où le projet les laisserait; Langres protesta de même. Une énergique campagne de presse appuya les protestations du général Beziat. Le général de Gallifet prit le ministère de la Guerre et s'empressa de retirer le projet, qui d'ailleurs avait été au Sénat l'objet d'un rapport favorable du général Grévy.

Le général André succéda au général de Gallifet. Un de ses premiers actes fut de se rendre compte par lui-même de l'état de la place de Lille, et le trouvant très satisfaisant, il n'hésita pas à limiter le projet de déclassement aux seuls forts de Condé-sur-Escaut, du Quesnoy, de Péronne et de la lunette n° 41 de Besançon. Ceux-là payèrent pour les autres, et c'était déjà trop.

Les projets destructeurs avaient donc été retirés, mais le fait seul qu'un ministre de la Guerre les eût présentés, sous la caution du Conseil supérieur de la guerre, équivalait à la condamnation en règle de l'œuvre de Séré de Rivières, et, pour n'avoir pas été mise en forme de loi, elle n'en eut pas moins son effet. Les places portées sur la liste fatale ne furent plus ni entretenues ni armées; dans les budgets de la Guerre les crédits relatifs aux fortifications furent réduits aux plus minces proportions, et à partir de 1900 il n'est plus pour ainsi dire fait mention de la frontière du Nord.

II

COMMENT L'ALLEMAGNE PROTÉGEA LE BASSIN MINIER DE THIONVILLE ET COMMENT LA FRANCE NE DÉFENDIT PAS CELUI DE BRIEY

Consulter les cartes C. et G

Le plus grave reproche au dispositif de frontière du général de Rivières fut qu'il abandonnait sans combat, au début des hostilités, une part, réduite sans doute, mais importante, de la Lorraine: le territoire, objectait-on, n'est pas un champ de manœuvre, la fonction de l'armée est de le défendre pied à pied et non d'en laisser une partie à l'ennemi sous prétexte de le manœuvrer.

On sait que l'objet du plan de défense était d'attirer l'ennemi à travers la Woëvre et la région Nancy-Lunéville dans les trouées des Hauts de Meuse; ces deux villes, les bassins miniers de Nancy et de Briey étaient abandonnés, et cette question se pose : ces militaires, qui après 1871 refirent la frontière, connaissaient les ressources économiques du pays, ils avaient protégé la houille du Nord; ils ne devaient pas ignorer que pour les obus il faut de la fonte et pour la fonte du charbon et du minerai, comment donc laissèrent-ils sans défense les minerais de Lorraine?

L'abandon de la défense de Nancy semble avoir été, on le verra plus loin, la conséquence d'une intimidation allemande, qui ne manqua pas son but et eut

sur notre politique une impression prolongée : nos ministres de passage, désireux de ne pas s'attirer d'histoires, cherchaient avant tout à écarter les incidents qui les pouvaient faire surgir. A l'époque où se refaisait la frontière, le dommage n'était que pour Nancy et politique plus qu'économique; il faut, pour en juger, reconnaître les positions et les moyens de notre métallurgie à ce moment.

Le traité de Francfort avait tracé la frontière, dans la région de Metz, de façon à englober toute la métallurgie de la Moselle : l'Allemagne prenait 41 des 62 hauts fourneaux ainsi que les usines les plus importantes de ce département, et 19 mines de fer, tout ce qui était connu; elle nous laissait la zone des minerais phosphoreux de Briey, tenus alors pour inutilisables et sans valeur[1]. Le bassin de Nancy n'avait que des ressources très limitées et dès lors, la métallurgie française, s'installant sur le charbon, se réfugia et se développa dans le Centre. Ce ne fut que plus tard qu'elle réintégra la Lorraine. En 1878, Thomas découvrait le moyen d'utiliser les minerais phosphoreux pour la production de l'acier : c'était la fortune des minerais de Briey, mais les premières prospections ne se firent qu'en 1886, l'extraction ne prit quelque consistance qu'en 1896 et en 1905 seulement commença l'ascension. Le général de Rivières ne pouvait donc tenir compte d'un facteur économique qui n'existait pas encore, et le point de vue stratégique seul fut envisagé.

Le seul objectif fut de permettre à notre concen-

---

[1] Voir à ce sujet, dans le *Correspondant* des 10 et 25 septembre 1916, mes articles : *la Politique métallurgique de l'État allemand,* et mon livre déjà cité : *Les Frontières lorraines et la force allemande.*

tration de se faire à l'abri des Hauts de Meuse sur la ligne Chaumont-Neufchâteau-Langres-Bar-le-Duc-Revigny-Sainte-Menehould; le moyen était de commander les passages de la Meuse, de la rendre inaccessible à l'ennemi en tenant tous les ponts sous les feux des forts; à cet effet, à l'exception de Girouville et de Liouville, tous les forts des Hauts de Meuse furent établis sur le revers occidental, face à la Meuse, sans regard sur la frontière. Pourquoi, se demande-t-on, n'en avoir pas installé sur les deux versants et assuré ainsi la double surveillance qu'exigeait la défense? Vraisemblablement à cause du coût d'un tel établissement : on critiquait déjà la multiplicité de ces forts, qu'eût-on dit d'une telle profusion? La plaine de la Woëvre, considérée comme moins importante, fut sacrifiée à la défense de la Meuse. Cette plaine occupe le quadrilatère Stenay-Longwy-Toul-Nancy, de la frontière aux Hauts de Meuse; sa partie septentrionale, où sont les mines de Briey, se prête par la disposition du sol aux mouvements de troupe — elle ne fut jamais défendue; seule, la partie où les Hauts de Meuse s'abaissent et où l'obstacle pouvait plus facilement être abordé fut mise sous la protection des forts de Girouville et de Liouville, mais sa plus sûre défense était encore dans la nature marécageuse de son sol.

C'était donc parce que la concentration se faisait au delà de la ligne de la Meuse que le général de Rivières avait donné à ces forts cette orientation qui aujourd'hui nous apparaît si anormale. Plus tard, la concentration fut reportée très en avant sur la Meuse; les données du problème se trouvaient radicalement changées, ce n'était plus la rivière qu'il fallait inter-

dire, mais les Hauts de Meuse et les routes de la Woëvre : « Si le problème se fût posé de la sorte il y a trente-cinq ans, — écrivait, en 1911, le général Maitrot [1], — Séré de Rivières eût fait tous les forts sur la crête orientale des Hauts de Meuse et les eût orientés vers l'Est. » Et le clairvoyant soldat rappelait ce propos qu'en 1900 lui tenait le général Hagron, regardant avec lui, des Hauts de Meuse, ces plaines de la Woëvre : « Que ne puis-je transporter sur cette crête tous ces forts maintenant inutiles dans la vallée de la Meuse; c'est là qu'ils devraient être, là, au-dessus de la Woëvre qu'ils domineraient et battraient de leurs feux. » C'eût été facile mais eût coûté quelques millions, et le ministre de la Guerre venait de prononcer la condamnation du plan défensif de Séré de Rivières; on voulait déclasser les forts des Hauts de Meuse, ce n'était pas pour les reconstruire!

Pourtant la position respective, en France comme en Allemagne, du fer sur ces frontières lorraines et les conséquences militaires qui nécessairement devaient s'ensuivre eussent dû préoccuper l'État-Major.

Le bassin minier lorrain comporte trois divisions : le secteur luxembourgeois, le secteur de Thionville en Lorraine annexée, le secteur de Briey en Lorraine française. L'Allemagne avait pris en 1871 les mines de Thionville et y avait trouvé, avec l'aliment de sa métallurgie, le principal moyen de son avancement économique : elle avait là et n'avait que là son minerai de fer, puisqu'une disposition géologique singulière a mis la quasi-totalité du minerai de fer du

[1] Général Maitrot, *Nos frontières de l'Est et du Nord*, Berger-Levrault, 1913.

continent au delà de la Moselle et qu'il n'y en a pour ainsi dire pas en Europe centrale. L'Allemagne fit à sa réserve lorraine un appel sans cesse croissant : en 1913, sur 35 millions de tonnes de minerai extraites du sol allemand, 29 millions provenaient des seuls bassins de Thionville et du Luxembourg[1]. Or ce minerai, qui était l'âme de la métallurgie et le secret de la force allemandes, se trouvait ramassé sur la frontière, dans un secteur d'une vingtaine de kilomètres, sous le canon français; c'est le point faible de l'Allemagne, et qui aisément eût pu être rendu mortel, c'était le secret de sa frontière, à elle.

En 1885, de l'autre côté de cette frontière, les Français découvraient les mines de Briey; nos métallurgistes recevaient de l'État ces mines et bientôt ils leur eurent donné un développement considérable, mais l'État concédant leur laissa commettre cette redoutable imprudence de concentrer là la production du minerai, comme déjà il leur avait laissé concentrer, sur cette même frontière lorraine, celle de la fonte : en 1913, sur 21 millions de tonnes de minerai tirées du sol français, 19 provenaient du département de Meurthe-et-Moselle, et 16 du seul bassin de Briey. Il semble établi[2] qu'avant la guerre,

[1] Ces chiffres et indications sont pris des circulaires du *Comité des Forges de France* avant la guerre.

[2] Dans l'*Œuvre* du 3 février 1917, le général Verraux, qui, au début de la guerre, commandait la 42e division d'infanterie établie précisément sur la lisière du bassin de Briey, a apporté sur ce point un témoignage décisif. Les consignes de guerre, dont était pourvue cette division et dont les dernières dataient de janvier 1914, portaient qu'à la première alarme elle devait quitter ses garnisons et se porter au pied des côtes de Meuse, à 20 kilomètres en arrière de l'antenne la plus avancée du bassin de Briey, et ses avant-postes n'étaient portés qu'à la voie ferrée Longuyon-Conflans.

« Pas un mot dans ces instructions de l'État-Major général, rapporte le général Verraux, n'appelait l'attention sur l'importance du bassin de Briey: de tout temps l'État-Major en avait prévu l'abandon... Je dois avouer qu'il

et peut-être même longtemps après son déchaînement notre État-Major ignora l'importance de cette région de Briey et la position du minerai de fer sur les frontières respectives de la France et de l'Allemagne; ce coin exceptionnel de la frontière, où était l'âme même de la guerre, resta sans garde ni défenses, dans la situation de 1875, c'est-à-dire, en cas de guerre, abandonné à l'ennemi.

Il y eut là vraiment une de ces erreurs formidables qui bouleversent le jugement. Vainement, en 1911, le général Maitrot et après lui le colonel Malleterre[1] réclamaient l'établissement de nouveaux ouvrages fortifiés pour défendre la Woëvre et Briey; vainement ils en indiquaient les emplacements, rien ne fut fait: l'orientation des forts des Hauts de Meuse ne fut même pas changée, la gueule de leurs canons resta tournée vers l'Ouest et, quand la guerre survint, il n'y avait pour défendre cette région, avec la pauvre forteresse de Longwy, que le 16e bataillon de chasseurs installé

---

ne m'a pas paru qu'on se soit beaucoup aperçu alors, dans mon entourage, généraux, chefs de corps et états-majors, de la portée de cette erreur. Nos esprits n'avaient pas été orientés de ce côté-là. Le rôle économique de la région n'apparaissait encore à beaucoup d'entre nous que sous une forme bien vague, nous ne possédions que des données très imprécises sur la production du fer en France et en Allemagne, et beaucoup ignoraient combien celle-ci faisait appel à celle-là. »

[1] « J'avais réclamé, autant que je le pouvais, dans mon enseignement à l'École de guerre et à l'École des Sciences politiques et auprès des grands chefs que je connaissais, pour que nos bataillons de chasseurs de la Meuse fussent avancés à Briey, à Conflans, à Chambly, et que des organisations défensives fussent préparées dans ces régions si importantes. Je ne veux rechercher les raisons pour lesquelles notre couverture délaissa ces points essentiels... Il est certain que l'illusion qu'on avait d'une guerre de mouvements, relativement courte, ne prédisposait pas à tenir compte de certaines considérations économiques. *On craignait peut-être de livrer une bataille prématurée et incertaine dans ces régions industrielles, entraînant leur destruction immédiate.* Cette destruction eût mieux valu, on doit le reconnaître aujourd'hui, que les laisser exploiter par les Allemands! » (Général Malleterre, *De Verdun à Briey*, *Temps* du 31 janvier 1917.)

depuis quelques mois à Labry, près de Conflans, à l'extrême pointe occidentale !

Les dispositions défensives des Allemands, depuis 1900, dans cette région de Metz-Thionville, témoignaient pourtant de l'importance qu'elle avait à leurs yeux. Ils n'avaient jusque-là conservé en Alsace et en Lorraine que notre ancienne ligne de défense, Metz et Strasbourg, deux places sérieuses, mais n'ayant alors rien d'exceptionnel au point de vue de leur rayon d'action comme de leur coefficient de résistance. A cette date ils se rendirent compte qu'avec la portée de plus en plus grande des canons et la puissance de destruction des nouveaux engins, cette protection était insuffisante : ils multiplièrent donc en Alsace les ouvrages défensifs afin de la fermer à toute offensive française, et en Lorraine ils renforcèrent les défenses de Metz et de Thionville.

La place de Metz, qui était dans la partie sud du bassin minier, eut son périmètre étendu de 25 à 90 kilomètres; dix nouveaux forts furent construits et le nombre des ouvrages de la place porté à vingt-deux : ces ouvrages avancés étaient du dernier type, avec batteries masquées et bétonnées et pièces à tir rapide sous tourelles cuirassées. Il suffisait de relever l'emplacement et la direction de ces ouvrages pour découvrir l'intention qui avait présidé à leur établissement: huit sur dix étaient au nord de Metz, cinq sur la rive gauche de la Moselle, au-dessous de l'Orne, sur la frontière, face à Briey, et tenant sous leur feu les principales mines françaises; les trois autres, sur la rive droite, commandaient pareillement ce même secteur.

Et pour renforcer ces défenses et rendre plus impé-

nétrable encore ce secteur, la ligne de la Moselle fut fortifiée jusqu'à Sierck, soit jusqu'au point terminus du bassin lorrain-luxembourgeois : à cet effet furent construits le fort de Brousse, au confluent de l'Orne et de la Moselle, ceux d'Illange et de Guénétrange au sud-est et au nord-ouest de Thionville, enfin, plus au nord, celui du Geisberg entre Thionville et Sierck : tous, à 7 ou 8 kilomètres les uns des autres, croisant leurs feux, battaient complètement la vallée de la Moselle et maîtrisaient tous les passages du fleuve, de 20 kilomètres au sud à 40 kilomètres au nord de Metz. C'est ainsi que l'Allemagne gardait sa métallurgie et rendait impossible toute pénétration ennemie sur ce coin sacré.

Nous n'osâmes pas protéger par les mêmes moyens le bassin de Briey et établir une menace réciproque sur celui de Thionville, nous renforcions seulement nos défenses de la Meuse, et toute notre politique stratégique fut de réduire de plus en plus les débouchés que Séré de Rivières avait laissés à l'ennemi au nord et au sud des Hauts de Meuse. De Verdun et de Toul, places sérieuses, on fit des places colossales et telles que les masquer devenait très difficile; le camp retranché de Verdun fut porté de 25 à 47 kilomètres, Toul fut élargi de même et la trouée de Charmes rétrécie d'autant; mais l'orientation de la défense des Hauts de Meuse ne fut pas changée, la Woëvre et Briey furent laissés à la disposition de l'ennemi.

Assurément, les Allemands se rendirent compte du parti à tirer de cette aberration, mais aussi ils comprirent que ce n'était pas à l'Est que se trouverait la décision. Le défaut de la concentration alle-

mande fut toujours d'être trop ramassée, entre Thionville et Belfort, sur un front de 150 kilomètres; il était difficile, une fois les frontières franchies, aux directions stratégiques de diverger et de s'étaler, puisqu'il n'y avait, en somme, que deux débouchés. L'État-Major allemand avait cru pouvoir parer à cette crise de débouchés par une attaque brusquée, nos troupes de couverture déjouèrent ce dessein[1], mais la restriction de ces débouchés, s'ajoutant à l'accroissement des effectifs allemands, rendait de plus en plus difficile l'attaque par l'Est et imposait l'élargissement des zones d'opérations.

« Notre frontière de l'Ouest, forte en elle-même, — remarquait le général von Bernhardi, — peut être facilement tournée par la Belgique et la Hollande; aucune puissante forteresse ne s'oppose à l'invasion et *la neutralité n'est qu'un rempart de papier.* »[2]

« Avec les nouvelles dispositions prises, — observait de notre côté le général Herment, — les armées allemandes qui opéreront en Alsace-Lorraine n'ont plus à se préoccuper de leurs flancs, ni à consacrer pour les couvrir un certain nombre de corps d'armée. C'est un avantage considérable, qui donne à l'armée allemande une supériorité numérique incontestable et lui laisse sept ou huit corps d'armée disponibles... Qui les arrêtera s'ils trouvent entre Maubeuge et Dunkerque une énorme trouée sans défenseurs ? »[3]

« Nous nous en sommes tenus aux défenses de la

---

[1] Général Malleterre, *De la Marne à l'Yser,* p. 147, Chapelot, Paris, 1915.

[2] Von Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, Payot, 1913.

[3] Général Herment, *L'état des forteresses belges et sa répercussion sur la défense de notre frontière du Nord,* Lavauzelle, Paris, 1913.

Lorraine, — concluait le général Maitrot, — nous avons solidement fermé la grande porte de notre maison, mais nous avons laissé entr'ouvertes les portes de côté; c'est par elles que l'ennemi entrera. »



III

L'ATTAQUE ALLEMANDE PAR LA BELGIQUE ET LE DÉCLASSEMENT DE LILLE

Consulter les cartes B et D.

En 1899, quand le ministre français de la Guerre réclamait le démantèlement de Lille et de la frontière septentrionale, le général belge Brialmont, le créateur des défenses d'Anvers et de Liége, déclarait à ses compatriotes : « La violation de la neutralité de la Belgique était probable autrefois ; l'abandon du Nord de la France la rend aujourd'hui certaine[1]. » Les Français, alors occupés de disputes intérieures, ne regardaient pas au delà de leurs frontières, leur attention n'allait même pas jusqu'à elles et l'on ne voyait pas qu'on traçait ainsi soi-même les directrices de l'invasion :

Relever avec luxe la frontière de l'Est et laisser tomber la frontière du Nord, — écrivait justement, en août 1904, le R. P. Butin, de la Compagnie de Jésus[2], — est une invitation directe à se faire attaquer de ce côté ; c'est porter l'ennemi à descendre, dès le début de la guerre, dans une place

---

[1] Ce mot de Brialmont fut produit, à la tribune au Sénat, par M. de Montfort, le 25 mai 1900. L'honorable sénateur cita de même ce passage d'un article de l'*Indépendance belge :* « On se perd en conjectures sur les mobiles qui ont pu inspirer au gouvernement français une semblable détermination... *Le démantèlement de Lille met en sérieux péril non seulement la neutralité, mais l'indépendance de la Belgique* ».

[2] *Les Études,* 20 août 1904.

d'arme opulente et bien outillée d'où il pourrait s'élancer, comme d'une nouvelle base d'opérations, pour prendre à revers nos défenses de l'Est et marcher sur Paris avec moins de risques et de périls.

La brèche que les traités de 1815 avaient faite dans notre frontière du Nord était, avons-nous dit, d'autant plus dangereuse que moins apparente; pour l'opinion la mise en état de défense d'une frontière est une précaution contre le voisin et le voisin, en l'espèce, était un peuple ami. Mais ce n'était pas pour lui donner, à lui, un passage en France que les alliés de 1815 avaient ouvert la trouée de l'Oise, mais pour se permettre, à eux, et spécialement à leur sentinelle avancée, la Prusse, d'y pénétrer en franchissant les quelques étapes de la Belgique. On crut le péril passé quand la Belgique fut érigée en État et sa neutralité garantie par les cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Le peuple français mit toujours l'honneur au-dessus de tout; incapable d'y forfaire, il eut le tort de juger les autres à sa mesure: protéger la France du côté de la Belgique en vue d'une agression de la Prusse, n'était-ce pas tenir celle-ci pour capable de manquer à sa parole; un tel soupçon apparaissait comme un outrage. Pourtant, après 1870, les procédés de la politique bismarckienne ne permettaient pas d'écarter *a priori* une telle hypothèse; comme les particuliers, les États doivent prendre leurs précautions en prévision du pire et l'on eût d'autant mieux dû comprendre que la protection de notre frontière du Nord n'avait rien de désobligeant pour la Belgique et qu'elle constituait même la meilleure garantie de sa neutralité, que nos voisins avaient eux-mêmes envisagé cette

éventualité et pris personnellement leurs assurances.

Dès que furent établies, en 1882, les grandes lignes du plan du général de Rivières, le général Brialmont jugea que le forcement de notre front de l'Est deviendrait presque impossible et que nécessairement les Allemands seraient amenés à le tourner par une diversion qui, partie d'Aix-la-Chapelle, franchirait la Meuse entre Maestricht et Liége et pénétrerait en France par la trouée de l'Oise : il fit partager ses vues au gouvernement belge, et, en prévision d'une telle attaque, Liége et Namur furent constitués en camps retranchés et pourvus des moyens de défense les plus perfectionnés[1].

La menace se précisa et s'accentua après 1900. Au moment où la France commençait à désarmer sa frontière du Nord, l'Allemagne entreprenait en Lorraine et en Alsace les grands travaux de fortification qu'on vient d'exposer et sur lesquels on aura à revenir. C'étaient des indices d'une modification importante dans les idées et dans les plans du grand État-Major allemand. Jusqu'alors il avait dédaigné, lui aussi, la fortification et cru que la ligne de défense de la France serait incapable de résister à une action énergique, appuyée par la grosse artillerie et poussée à fond sans tenir compte des pertes. Il comprit mieux que nous la leçon de Port-Arthur et que la fortification n'était pas aussi périmée qu'on l'avait dit et peut-être qu'on l'avait cru. Nos forteresses de l'Est étaient

---

[1] Général Brialmont, *Les régions fortifiées : leur application à la défense de plusieurs États européens,* Guyot, Bruxelles, 1890. — L'histoire de cette mise en état de défense de la Belgique a été très clairement exposée par le général Herment dans son livre prophétique : *L'État des forteresses belges et sa répercussion sur les défenses de notre frontière du Nord,* Lavauzelle, Paris, 1913.

à peu près au point et quelques-unes transformées en ouvrages défensifs de premier ordre : devinant les difficultés que présenterait le forcement d'un tel obstacle, le grand État-Major allemand estima plus sûr d'essayer de letourner; il envisagea dès lors une extension du front stratégique et porta plus au nord sa ligne directrice d'attaque.

Le chemin de fer décèle et manifeste les plans stratégiques les plus secrets; l'orientation des travaux exécutés sur la rive gauche du Rhin ne permit bientôt plus d'illusions sur l'orientation de la future attaque.

Jusqu'en 1904, sur le réseau allemand les travaux avaient eu pour objet le développement des voies ferrées d'Alsace-Lorraine; à dater de là changement complet, il fut développé comme nous aurons à le montrer plus en détail, seulement dans les provinces rhénanes et le Palatinat. Toutes les voies ferrées, parallèles à la frontière belge, furent doublées, pourvues de vastes quais d'embarquement; de nombreuses gares militaires furent créées; sur le Rhin, deux ponts étaient jetés à Dusseldorf et à Ruhrort, deux autres à Cologne, et tous pour des lignes à double voie. Bientôt l'Allemagne disposa de ses lignes pour concentrer ses troupes sur la transversale Aix-la-Chapelle-Malmédy-Gouvy, et toutes ces lignes allemandes de Cologne, de Trèves, de Thionville, de Luxembourg reliaient les lignes belges de Liége et de Dinant et convergaient vers la trouée de l'Oise[1]. « Dans quel but, écrivait le général

[1] Le 24 mai 1904, M. Millevoye signalait le fait à la tribune de la Chambre; il citait ainsi un article de l'*Express de Liége*, intitulé : « Le parachèvement de l'outillage de pénétration de l'armée allemande en

Herment, ces travaux ont-ils été faits puisque la neutralité de la Belgique a été reconnue? » Les Allemands répondaient que c'était en prévision d'une violation par la France de la neutralité belge et d'une attaque de leur flanc droit par les 1er et 2e corps français, appuyés par l'armée anglaise débarquée à Anvers![1]

La Hollande allait se charger de découvrir mieux encore les intentions de l'État-Major allemand.

Convaincue de la résolution bien arrêtée de l'Allemagne de violer la neutralité belge et impressionnée par la force allemande, hostile à l'Angleterre depuis la guerre du Transvaal et n'ayant jamais eu de bien bons sentiments pour ses voisins de Belgique, la riche Hollande se disposait à cette neutralité qui tend par-dessus tout à détourner de chez soi les malheurs de la guerre. Or, de par les frontières que lui avaient faites les traités de 1833, la Hollande se trouvait entre les belligérants éventuels qui, des deux côtés, risquaient d'être obligés de passer sur elle, les Allemands par Maestricht pour atteindre la Belgique, les Anglais par les bouches de l'Escaut pour débarquer à Anvers.

Belgique », où l'on pouvait lire : « Nous aurons sous peu à la disposition des troupes allemandes pour venir occuper, tourner, envelopper la position de Liége : de front l'ancienne ligne de la Vesdre-Aix-Verviers, et de flanc par le nord, la ligne Herbesthal-Visé-Tongres, et par le sud la ligne Malmédy-Stavelot, parfaitement commode pour amener en quelques heures tous les hommes du formidable camp d'Elsenborn qui est, comme on sait, à un pas de Malmédy ». — Et M. Millevoye ajoutait : « Ainsi l'empereur d'Allemagne pourrait, s'il le voulait, — et rien ne prouve qu'il ne le voudra pas un jour, — organiser dans ce camp d'Elsenborn les éléments d'une armée d'invasion qui, après une rapide promenade militaire à travers la Belgique, se proposerait de prendre nos défenses de l'Est à revers. Qui donc pourrait garantir, au jour des grands conflits internationtaux, la neutralité de la Belgique ? ».

[1] Voir ci-après, Livre Second, le chapitre : *l'offensive allemande rendue possible par la Belgique, la liaison des champs de bataille lorrain et belge.*

Maestricht interceptait aux Allemands la voie ferrée d'Aix-la-Chapelle à Mons et Tournai par Gand, et Maestricht était place forte, par suite tenue au moins à un simulacre de résistance. Comme on ne peut exactement doser le degré de résistance au delà duquel le péril peut naître, le mieux parut de supprimer la cause : les fortifications de Maestricht furent démantelées et la voie laissée libre. D'autre part, l'Angleterre avait toujours été la grande protectrice de la Belgique, « sa mère nourrice », comme elle se qualifiait; nécessairement la violation de la neutralité entraînerait une intervention anglaise, qui se traduirait par le débarquement immédiat à Anvers d'une armée de secours. Anvers, camp retranché de la Belgique, était la seule base possible d'un débarquement; or Anvers n'avait pas libre accès à la mer, les traités de 1833 ayant donné à la Hollande les bouches de l'Escaut. En même temps qu'il démantelait Maestricht, en 1910, le gouvernement néerlandais demandait les crédits nécessaires pour renforcer son front de mer et spécialement relever les fortifications de Flessingue, qui commandaient le passage de l'Escaut.

Le geste était significatif et pour l'Allemagne un coup de sonde sur les intentions des puissances garantes. La Belgique ne s'y méprit pas : elle réorganisa et accrut son armée. L'Angleterre fit semblant de ne pas entendre et le gouvernement français de ne pas comprendre; pourtant l'avertissement lui fut donné. Le 16 janvier 1911, Jules Delafosse, qui apportait dans la politique extérieure et intérieure un pessimisme très circonspect, posait à ce sujet à la Chambre, dans la discussion du budget des Affaires

étrangères, une brève question au ministre : « Les stratégistes, — déclarait le député du Calvados, — s'accordent à prévoir qu'en cas de conflit international, la Belgique serait envahie pour permettre à l'envahisseur de prendre à revers l'aile gauche de l'armée française; la fortification de Flessingue équivaudrait à la fermeture de l'Escaut et interdirait à l'Angleterre de débarquer ses troupes à Anvers; ce serait une violation au moins virtuelle de la neutralité de la Belgique. » L'avertissement tombait dans le vide d'une séance du matin, personne n'y prit garde et le ministre promit seulement d'en conférer avec les puissances garantes. Plus clairvoyante alors, la presse manifesta quelque émotion : le 10 février 1911, — le premier sur cette question comme sur tant d'autres, — le *Correspondant* publiait, sur « la fortification de Flessingue », une étude remarquable où l'on découvrait au public français le plan allemand d'attaque par la Belgique.

En France on ne croyait pas, on ne voulait pas croire à la guerre, et le sentiment public était assez curieusement partagé : tandis que la frénésie pacifiste avait pris trop de civils et de politiques, l'esprit d'offensive tenait toujours les militaires; l'un et l'autre s'entre-choquaient mais s'accordaient pour ruiner les défenses de la frontière septentrionale : jamais peut-être on ne vit un tel esprit de vertige et d'erreur.

Les rapports avec l'Allemagne s'étaient pourtant tendus et les menaces de guerre rapprochées; en 1908 on en fut très près, on en devait être plus près encore en 1911. Le gouvernement tenait la guerre pour cer-

taine et ne doutait pas que l'attaque allemande ne vînt par la Belgique... Nous avons sur ce point un témoignage diplomatique impressionnant. M. Vesnitch, le ministre de Serbie, rapportait en ces termes une conversation qu'il eut en 1908 avec le général Picquart, alors ministre de la Guerre, et où l'éventualité d'une guerre franco-allemande était envisagée :

« *Le général Picquart — rapporte M. Vesnitch — considérait la guerre comme certaine et il était sûr, en même temps, que l'attaque viendrait de l'Allemagne et qu'elle se produirait en premier lieu par la Belgique. « Et pourquoi, me permis-je de lui demander, ne prenez-vous pas des mesures de nature à prévenir, pour la France, le danger qui résulterait d'une attaque par la Belgique?* » J'ai retenu sa réponse textuelle, et je l'ai même consignée dans un rapport à mon gouvernement. *Posément et avec une certaine résignation, il me répondit :* « *Que voulez-vous? Le peuple français est un peuple loyal et imbu du sentiment du droit. La neutralité de la Belgique est pour lui un axiome. Elle a été respectée en 1870. Notre opinion publique n'admettrait pas les sacrifices que cette protection exigerait, même si le Gouvernement les demandait. D'une part, les citoyens français les considéreraient comme inutiles ou plutôt superflus, et d'autre part, ils n'admettraient pas les inquiétudes que ces mesures provoqueraient inévitablement en Belgique*[1]. »

Pitoyable défaite! Il faut distinguer, surtout dans une démocratie, entre l'opinion et la nation. L'opinion, c'est la presse, c'est-à-dire le sentiment de quelques-uns, bruyamment exprimé et pas toujours personnel : les oppositions, devant lesquelles le ministre s'effarait, n'étaient pas dans la masse populaire, mais seulement chez certains de ses représen-

[1] Le *Temps*, 11 décembre 1915.

tants qui eussent assurément été désavoués si la question avait été soumise directement à la nation ; le gouvernement capitulait donc devant un simulacre. Au reste la Belgique ne se précautionnait-elle pas déjà en prévision de l'attaque allemande? on y discutait seulement si elle se produirait par la rive droite ou par la rive gauche de la Meuse.

Le vrai c'est que la remise en état de la frontière du Nord eût coûté cher, qu'on n'osait pas en faire la demande, non dans la crainte qu'elle fût repoussée par le Parlement, — qui toujours vota les crédits pour la défense nationale, — mais par peur inavouée des assauts que le gouvernement aurait eus à soutenir contre les adversaires des dépenses militaires. Et l'on trouvait plus commode et moins fatigant de s'en tenir aux redites sur l'inutilité des places fortes : ne pas toucher aux plans établis, ne voir que la frontière de l'Est, la trouée de Charmes, le « rempart des poitrines humaines », une grande bataille de quelques jours en terrain découvert dont on fixait même l'emplacement, Neufchâteau! : « C'est seulement par une armée solidement préparée et rapidement mobilisée que l'on défend une grande nation », répliquait, en 1911, le ministre de la Guerre, M. Berteaux, à un député qui signalait les insuffisances de la frontière. Au fond, théorie de paresseux, de gens qui n'ont pas le temps ou ne veulent pas se donner la peine de réfléchir, car à l'heure même où en France on affirmait la fin de la guerre de siège, l'Allemagne s'y préparait minutieusement et en rénovait les méthodes.

Le 13 août 1910, Guillaume II donnait à son armée une instruction nouvelle sur la guerre de siège et n'hésitait pas à affirmer :

La guerre de siège prend de plus en plus d'importance à mesure que se développent les travaux de fortification du temps de paix et que se perfectionnent les moyens d'attaque et de défense. A la guerre tous les chefs peuvent se trouver chargés de missions qu'ils ne pourront remplir qu'à la condition de connaître cette instruction : il est donc nécessaire que tous les officiers l'étudient pendant la paix; la troupe doit être également instruite en vue des exigences de la guerre de siège : la connaissance de cette branche de l'art de la guerre doit devenir familière à l'armée [1].

Toute l'instruction montrait l'importance de la guerre de siège et donnait à prévoir le parti à en tirer : « On est en Allemagne loin de méconnaître la valeur de la fortification moderne, — lit-on à ce sujet dans une revue militaire française[2], — les progrès de la technique, d'une part, paraissent en effet avoir rétabli en faveur de la fortification l'équilibre rompu, il y a vingt-cinq ans, par les perfectionnements apportés au matériel d'artillerie et surtout aux explosifs; l'expérience du siège de Port-Arthur, d'autre part, a mis en évidence la résistance surprenante que des ouvrages en état médiocre sont susceptibles d'offrir. »

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'exposer le détail ni même les grandes lignes de cette instruction allemande, dont l'importance ne pouvait échapper aux professionnels : on saura seulement qu'elle pourvoyait le grand État-Major allemand d'une section nouvelle d'armée de siège, avec un général d'artillerie à pied et un général du corps des ingénieurs et des pionniers. Élaborée dans un esprit

---

[1] *Instruction allemande sur la guerre de siège du 13 août 1910*, traduite par le capitaine Savary, Lavauzelle, Paris, 1910.

[2] *Revue militaire des Armées étrangères*, février 1911.

nettement offensif, qui pouvait-elle viser? Concordant avec le développement des préparations militaires du côté de la Belgique, n'était-ce pas pour la France la sonnerie du « garde à vous »? On ne s'y méprit pas en Belgique; en France on ne voulut rien savoir ; plus que jamais on se cantonna dans la seule préparation d'une guerre de mouvement, la fortification continua d'être méprisée et c'est le moment que le gouvernement choisit pour ouvrir notre frontière du Nord.

M. Messimy était ministre de la Guerre en 1911, quand la guerre faillit éclater avec l'Allemagne, comme il le fut également en 1914 quand elle éclata. M. Messimy était un ancien capitaine de chasseurs à pied, soldat des plus braves, mais qui conservait de son arme la violente passion de l'offensive et la foi dans l'irrésistibilité de la furie française; avec cela homme à idées, à idées multiples et pour beaucoup contestables, esprit absolu, entêté, inaccessible et insensible aux critiques; bref, avec les plus belles qualités militaires, l'homme le plus dangereux dans un ministère comme celui de la Guerre. Naturellement il partageait toutes les préventions des modernistes contre la fortification ; comme les autres il n'admettait que « le rempart des poitrines humaines », mais à sa place, d'autres eussent peut-être reculé, en ayant le pouvoir, à les appliquer ; lui n'était pas homme à connaître de telles hésitations, et, le 7 novembre 1911, comme entrée de jeu, il présentait à la Chambre trois projets de loi portant déclassement des forts de Hirson, Curgies, Maulde, Flines, Condé-sur-Aisne, Pagny-la-Blanche-Côte, Bourlemont; des citadelles et corps de place de La Fère et

de Laon, et enfin de l'enceinte et des ouvrages détachés de Lille.

Pour répondre à la provocation d'Agadir[1] nous ouvrions ainsi, avec la trouée de l'Oise, notre frontière du Nord de la Sambre à la mer; nous abattions nos défenses de seconde ligne de la vallée de l'Oise, jalonnant pour ainsi dire la route de l'invasion.

Les motifs invoqués étaient brefs et vingt lignes suffisaient à les exposer : le renforcement de ces ouvrages de défense exigerait des travaux coûteux, que le ministre ne jugeait pas utiles à la défense du territoire; ils constituaient de plus « une gêne pour les populations »; le Conseil supérieur de la guerre, constitué en conseil de défense, avait donné à leur déclassement un avis favorable[2], et le ministre en réclamait l'autorisation, ayant soin de prévenir que ce déclassement comporterait démantèlement, « afin d'empêcher que dans une guerre malheureuse ils ne puissent être utilisés contre nous par l'ennemi ».

---

[1] Les grandes manœuvres d'armée de 1911, dont le thème était la défense de la région de Saint-Quentin, Rethel, Soissons, Compiègne contre un ennemi ayant débouché par la trouée de l'Oise devaient être dirigées par le général Joffre; elles furent décommandées, le 24 août 1911, à la demande du préfet du Nord, sous prétexte de fièvre aphteuse! Le vol de la *Joconde*, survenu au même moment, détourna de cette incroyable décision l'attention publique.

[2] On est en droit de se demander jusqu'à quel point cette affirmation du projet de loi était exacte. Si je suis bien informé, lorsque fut lancé en 1911 le projet de démantèlement de Lille, le généralissime, qui était alors le général Michel, ignorait tout de la question. Il en eut connaissance en assistant à un exercice près du fort de Seclin : comme la position est fort belle, il demanda au général directeur du génie du 1er corps quels étaient les travaux que l'on exécutait pour compléter la défense aux alentours du fort. Le général lui répondit qu'on n'en faisait plus aucun, car le ministre avait prévenu le service du génie que la forteresse devait être démantelée. Le général Michel fut fort étonné de cette réponse et ne put s'empêcher de dire qu'il était très étonnant qu'une semblable mesure eût été décidée sans que l'on eût pris son avis.

Le rapporteur de ces divers projets fut M. Vandame, député de la 1re circonscription de Lille. Il se borna pour les deux premiers à recopier sans modification l'exposé ministériel, et ils furent votés par la Chambre sans débat le 26 mars 1912, votés pareillement sans débat par le Sénat, sur le rapport de M. Grosjean, le 11 juillet 1912, et promulgués comme lois d'État le 17 juillet 1912. La destruction de la frontière du Nord fut ainsi décidée à la muette et sans que les Chambres aient soupçonné l'énormité de la mesure qu'on leur faisait sanctionner.

Pour Lille les choses n'allèrent pas si bien. M. Vandame, souscrivant aux propositions du ministre de la Guerre, demandait donc que l'enceinte, la citadelle et les ouvrages détachés de la place de Lille fussent rayés du tableau des places de guerre et déclassés. M. Vandame est un ancien officier d'artillerie; il conservait peut-être les préventions du boulet contre la plaque, mais tout de même, député de Lille, s'il en demandait le déclassement, ce n'était pas pour être désagréable à ses électeurs.

Dans une étude remarquable, dont il a déjà été fait plusieurs fois mention, un Lillois, le R. P. Butin, de la Compagnie de Jésus, signalait en 1904 le travail qui s'opérait à Lille pour modifier le sentiment public sur cette question des fortifications. Les projets du gouvernement, en 1899, avaient éveillé « des perspectives superbes à certains points de vue particuliers » et leur retrait causa chez les intéressés déception et regret. La partie pourtant fut reprise et réduite à une revendication « zonière », mais, dans sa masse, la population y restait étrangère et même

assez hostile[1]. Pour concilier le rôle de la place avec les exigences imposées par le développement de la population, le Génie avait proposé une simplification des secteurs de la vieille enceinte, mais ce petit démantèlement ne satisfaisait pas les intérêts éveillés, qui réclamaient l'arasement total, la « libération absolue de toutes les servitudes d'un autre âge ». En dépit des plus hauts avertissements, on cherchait à se persuader que la défense nationale n'était pas intéressée à la conservation du camp retranché; les édiles de la cité préparèrent, sans attendre, un vaste plan d'aménagement des fortifications détruites et il fut promis, à la veille des élections municipales de 1903, que « non seulement on pouvait compter sur une solution prochaine mais prévoir dans un délai très court l'exécution des travaux[2] ». L'affaire entrait dans le domaine électoral,

[1] « Bon nombre d'habitants se tinrent à l'écart de ce mouvement, déplorant que sur un point important de cette ligne de forteresses, dont on avait salué le relèvement avec reconnaissance, il y eût une note discordante, un appel étrange aux Pouvoirs publics, les invitant à diminuer la force d'une place dont la belle tenue importait tant à la sécurité de la frontière.» (R. P. Butin, *déjà cité*).—Le R. P. Butin avait été professeur au cours préparatoire de l'école spéciale militaire : je ne me suis référé qu'à son étude, n'ayant pu, et pour cause, hélas! consulter la presse locale de cette longue période.

[2] Citant cette déclaration, le R. P. Butin donne comme référence le *Compte rendu du mandat des élus socialistes au Conseil municipal de Lille* (Lille, Imprimerie ouvrière, 1903, p. 26). Le R. P. Butin signalait, en ces termes, en août 1904, le péril de ce déclassement de Lille et les intentions évidentes de l'Allemagne de tourner par le Nord le front Verdun-Toul : « L'Allemagne demande au gouvernement belge l'autorisation de relier la voie ferrée de Malmédy à la petite ville de Stavelot, au sud de la province de Liége. Aux portes de Malmédy se trouve installé le camp d'Elsenborn où la Prusse peut réunir des forces considérables. On foncerait donc en nombre, et avec la rapidité de la foudre, sur la Meuse, entre Givet et Mézières, et on entrerait immédiatement en contact avec l'armée française. Mais cette armée risquerait de voir glisser les coups le long de son extrême-gauche, mal couverte, mal protégée, par un paratonnerre flanc-garde négligé, amoindri et peut-être déjà tombé aux mains de l'ennemi... Cette dernière hypothèse n'est pas gratuite et nous faisons

et le danger devenait sérieux, car ceux qui font de telles promesses se mettent dans l'obligation de les faire réussir et ceux contre qui elles ont été faites ne sont parfois pas fâchés de les voir réalisées puisqu'ainsi elles ne pourront plus être à nouveau tournées contre eux.

C'est ainsi que le 2 mars 1905, alors que M. Vandame était député et adjoint au maire de Lille, M. Delory, également député et ancien maire de Lille, demandait le démantèlement de sa ville et, pour lui être agréable, le ministre de la Guerre, M. Berteaux, lui accordait comme première mise l'ouverture de trois brèches dans les fortifications. M. Vandame, en 1911, concluait, par son rapport, à la suppression totale des fortifications, sous ce prétexte, contestable et d'ailleurs contesté[1], que les agglomérations voisines de Roubaix et de Tourcoing en rendaient la défense impossible. Mais cet argument était l'accessoire, et c'est au nom des principes que l'on réclamait cette destruction :

Le sort des nations qui se heurteront dans les prochains conflits se jouera en rase campagne, lit-on dans ce rapport :

tout ici pour la rendre de possible probable, et de probable certaine : à la grande poussée sur l'angle mort de l'Ardenne française, répondrait une poussée parallèle sur l'Escaut, celle-ci partie d'Aix-la-Chapelle et des lignes situées au nord de la Meuse ; ce ne serait qu'une diversion, qu'une manœuvre d'extrême-droite, mais une diversion menée sans à-coups et qui, réussie, peut donner à l'ennemi les avantages d'une attaque principale. N'allons-nous pas, nous, rendre la tâche des Pouvoirs publics et de l'État-Major malaisée en leur fatiguant les oreilles de vœux qui, tels qu'on les formule aujourd'hui, n'existaient, il y a trente ans, dans la tête et dans le cœur de personne. Il a fallu, pour les faire naître et y faire croire, créer tout un mouvement que des intérêts privés sont venus renforcer, en faisant trop facilement abstraction, nous ne voulons pas dire litière, des intérêts généraux. Tenons-nous en éveil et défendons-nous contre les mauvais rêves des frontières disparues! »

[1] Notamment par le général Herment dans sa brochure : *Considérations sur la défense de la frontière du Nord,* Chapelot, Paris, 1913.

les guerres seront courtes, les batailles seront longues et mettront aux prises des masses énormes de combattants dont la mobilisation exigera nécessairement des durées différentes; cette mobilisation, il faudra pouvoir y procéder en sécurité à l'abri d'un rideau supporté par des places de guerre et des forts détachés ou isolés, mais en dehors de quelques points exceptionnels, il n'y a pas lieu de maintenir dans notre pays de fortifications qui n'aient aucun rôle à jouer pendant la mobilisation et dont le seul objectif serait la défense d'une région déterminée; c'est à nos armées mobilisées, en effet, qu'il appartient de défendre efficacement le sol national dans toutes ses parties.

M. Messimy et M. Vandame avaient obtenu le déclassement de Hirson, Curgies, Maulde, Flines, Condé-sur-Aisne, Pagny-la-Blanche-Côte, Bourlemont, La Fère et Laon, en inscrivant à l'ordre du jour la discussion du projet « sous réserve qu'il n'y aura pas débat ». Cette appellation étrange — *discussion* sous réserve qu'il n'y aura pas *débat!* — est l'euphémisme parlementaire dont on désigne le vote par surprise : on glisse le projet à l'ordre du jour en fin de séance; personne, le plus souvent, ne s'en aperçoit, et le lendemain le vote est enlevé à l'improviste; mais l'affaire est manquée si un orateur s'inscrit et demande la discussion. Pour Lille, un député s'inscrivit : le commandant Driant ; pendant deux ans il tint et le projet destructeur ne passa pas.



IV

LE NORD OUVERT A L'ENNEMI

Consulter la carte B.

Le sentiment public en France commençait à se reprendre ; Agadir avait montré que la guerre était possible, d'aucuns disaient certaine ; et, quand le gouvernement désarmait la frontière du Nord, des voix énergiques et autorisées affirmaient que l'Allemagne était bien résolue à violer la neutralité de la Belgique et à chercher la décision sur notre front septentrional.

Le général Maitrot, le premier, parvint à émouvoir l'opinion et à mettre le pays en garde. Son article du *Correspondant :* « L'offensive allemande par la Belgique » (10 septembre 1911) fit une impression qui n'est pas encore effacée ; la presse commenta et diffusa ses affirmations : l'alarme était donnée, mais tous ne l'entendirent pas de la même oreille. Ses affirmations à peine produites étaient contrebattues et un haut officier breveté exposait, dans une brochure qui eut du retentissement, les raisons de l'État-Major contre la possibilité de cette attaque allemande par la Belgique : l'Allemagne irait à l'encontre de la théorie de Moltke, tenir ses forces massées ; elle devrait diviser ses armées en deux groupes séparés par un intervalle de sept à huit jours de marche, distraire

deux corps pour observer l'armée belge et masquer ses forteresses ; elle ne pourrait donc aborder la frontière française avant le seizième jour et il lui faut une décision avant le vingtième jour où la Russie envahira sa frontière orientale; dès lors, nos 21 corps, groupés autour de Nancy, n'auraient plus devant eux que les 13 corps de l'armée de Lorraine, ce serait pour nous l'offensive triomphante, le seizième jour nous aurions rejeté l'ennemi hors de l'Alsace-Lorraine:

La violation de la neutralité belge par l'Allemagne, concluait l'auteur, ne peut que donner lieu à la destruction complète de son armée. Le général Bernhardi, s'il est un brillant général de cavalerie, est un bien médiocre stratège; si nous étions à la place de ses compatriotes, nous l'inviterions fortement à retourner sur les bancs de l'École de guerre pour revoir son Clausewitz... Quant à nous, nous ne pouvons, avec nos amis belges, que désirer ardemment l'adoption de ses idées par le grand État-Major allemand; jamais la victoire ne nous aura été aussi facile [1].

C'était écrit en 1911 ; moins de deux ans après, le même écrivain, modifiant totalement son point de vue, publiait une nouvelle étude stratégique sur le même objet et aboutissait à cette conclusion : « L'Allemagne a le plus grand intérêt stratégique à violer la neutralité de la Belgique, afin de tourner notre formidable frontière de l'Est et d'atteindre nos armées par leur point faible, leur aile gauche. » Dans l'intervalle, l'Allemagne avait augmenté ses

[1] Cette étude n'ayant aucune intention polémique et ces erreurs étant celles d'une école autant et plus que d'un homme, le lecteur comprendra que je ne donne pas de nom et voudra bien s'en rapporter à moi pour l'exactitude de la citation.

effectifs et les avait portés de 21 à 25 corps d'armée ; l'Alsace-Lorraine ayant atteint, et depuis longtemps, le point de saturation stratégique, les débouchés de ce côté se rétrécissant de plus en plus, il ne faisait plus doute que le flot toujours accru ne pourrait se déverser que par le Nord. La Belgique, au reste, s'y préparait : en 1912, elle renforçait à 150.000 hommes son armée de première ligne.

Plus on allait et plus la possibilité d'une offensive initiale pour la France devenait évidente et plus s'imposait la nécessité de la défense stratégique. L'alerte d'Agadir avait réveillé le sentiment national et restitué à la race ses plus hautes qualités; les chefs — à de rares exceptions — constatant la valeur morale inégalée de leurs hommes, ne pouvaient se résigner à la défensive, que toujours les doctrinaires militaires interprétaient comme un aveu de faiblesse ; ils avaient perdu de vue les conditions faites à la France par sa frontière de 1871 et aggravées dans des proportions insoupçonnées par l'abandon de nos défenses du Nord ; un rempart de « poitrines humaines », si héroïques soient-elles, peut-il remplacer une digue contre l'agression d'une mer déchaînée ? A la veille même de la guerre, les décrets des 28 octobre et 2 décembre 1913 sur la conduite des grandes unités et le service des armées en campagne, sur lesquels nous aurons à revenir, n'affirmaient-ils pas avec force que « l'armée française, revenue à ses traditions, n'admet plus dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive », que « seule l'offensive parvient à briser la volonté de l'adversaire; la défensive, au contraire, ne donne jamais la victoire »?

Le réveil national avait pourtant impressionné la politique générale ; le ministère de M. Poincaré puis son élévation à la présidence de la République en furent les résultats ; la démolition de la frontière fut arrêtée, mais le mal fait ne fut pas réparé. En 1912, le général Herment l'exposait dans deux brochures[1], que l'histoire mettra à côté des articles prophétiques du général Maitrot. Le général Herment commandait l'artillerie du 1er corps; il avait pu étudier dans ses détails le système de Séré de Rivières, l'importance que présentait la défense de cette région du Nord et la folie du démantèlement de ce coin capital de la frontière. Ayant vu le péril, il eut le courage de le dénoncer : ce faisant, il était général de brigade ; comme le général Maitrot il l'est resté ; c'est un axiome de philosophie militaire que le plus grand tort d'un soldat, c'est d'avoir raison.

Dans la situation où se trouve l'Europe, écrivait-il, on projette de raser les fortifications et les ouvrages de Lille, ainsi que les forts d'Hirson, de Maulde et de Flines. Quand ce sera fait, il existera entre Maubeuge et Dunkerque une énorme trouée, et notre frontière du Nord ne sera plus protégée: est-il donc à supposer qu'elle ne risque plus d'être attaquée et doit-on croire que la Belgique, avec sa neutralité, nous mettra toujours à l'abri de toute tentative d'envahissement ? Il est difficile d'admettre cette hypothèse si l'on examine les travaux entrepris depuis 1904 sur le réseau allemand de la rive gauche du Rhin. Les Allemands y disposent de six lignes qui leur permettent de concentrer leurs troupes à quelques kilomètres de la frontière belge, en face de la ligne de la Meuse gardée par les places de Liége, de Huy et de Namur; dans quel but puisque la neutralité de la Belgique a été reconnue par

[1] Déjà citées.

toutes les puissances de l'Europe? Les Allemands peuvent donc jeter rapidement une armée dans la trouée de Chimay, mais se borneront-ils à nous attaquer par là? S'ils se décident à violer la neutralité belge, ils ne le feront pas timidement et n'hésiteront pas à tourner par le Nord les places de la Meuse si celles-ci ne sont pas soutenues par une armée... Et c'est le moment que l'on choisit pour désorganiser nos frontières et annuler nos défenses!

Et le général Herment montrait les désastreuses conséquences des déclassements déjà votés par les Chambres à la demande du Gouvernement.

Hirson déclassé, c'est la trouée de l'Oise libre et l'accès permis par les cinq lignes de chemins de fer que le fort tenait sous son feu, et c'est aussi Maubeuge singulièrement affaibli: à Hirson, porte septentrionale de la France, il eût fallu un ouvrage susceptible d'affronter l'artillerie de siège, mais il eût coûté deux millions. Dès lors comment défendre latéralement cette trouée de l'Oise et mettre sur le flanc de l'adversaire cette formidable menace, prévue et préparée par Séré de Rivières? Cette armée, pour bien tenir son rôle, devait être protégée de flanc contre une pénétration de l'ennemi entre la Sambre et la Scarpe; pour cela, la frontière avait été jalonnée de forts qui, tenant sous leurs canons toutes les voies d'accès, gardaient également les écluses qui permettaient, par les inondations de la Rhonelle, de l'Escaut et de la Scarpe, de rendre ce secteur infranchissable. Or on avait, en 1905, déclassé les forts de Condé et du Quesnoy, qui commandaient les inondations du haut Escaut et de la basse Rhonelle ; le déclassement de Curgies interdisait la seconde inondation de la Rhonelle et laissait libre l'ouverture entre la forêt de

Mormal et l'Escaut; le déclassement de ceux de Maulde et de Flines, venant après celui de Condé, rendait impossibles les inondations d'entre l'Escaut et la Scarpe. Ainsi l'armée de défense de la trouée de l'Oise avait son flanc gauche totalement découvert et perdait la moitié de ses moyens. S'ajoutant à tout cela, le déclassement de Lille isolait Maubeuge, hâtait sa chute et ouvrait toute grande la frontière du Nord; même après la destruction de cette barrière défensive d'entre la Sambre et la Scarpe, Lille, soutenant Maubeuge, restait une sérieuse menace contre l'envahisseur et l'obligeait à immobiliser des forces sérieuses pour la masquer ou la bloquer ; Lille ouverte c'était la route du Nord, non seulement permise, mais conseillée à l'ennemi.

Croit-on que l'ennemi ne cherchera pas à mettre la main sur les richesses de cette région qu'il saura n'être pas protégées et qu'il ne tentera pas d'en priver la France ? — s'écriait le général Herment. Les résultats qu'il obtiendrait, en nous privant de charbon et de tous les produits des industries du Nord, en prélevant des contributions en argent qui se chiffreraient par plusieurs centaines de millions et des contributions en nature qui assureraient les approvisionnements de ses armées, sont trop considérables pour qu'il ne jette pas sur cette région des détachements de cavalerie et d'infanterie.

N'est-il pas inouï de mettre les richesses de ce pays des Flandres à la portée de l'ennemi en lui montrant qu'on ne les défendra pas et qu'il peut venir les prendre sans peine ni risques? N'est-ce pas le tenter que d'agir ainsi ? N'aurons-nous pas besoin de toutes les ressources pécuniaires et industrielles qu'offre la région du Nord pour continuer la lutte? Ce ne sont pas les départements du Midi qui nous fourniront ces ressources, car ils sont notablement moins riches que ceux du Nord et ils ont peu

d'industries métallurgiques et minières. Pour obtenir ce que le Nord peut nous procurer et dont nous aurons besoin, nous serons obligés de nous adresser à l'étranger et alors de le payer fort cher.

Hélas! cette voix criait dans le désert...

Le 16 mars 1914, quelques semaines avant les élections générales, M. Messimy étant encore ministre de la Guerre, M. Vandame reprenait l'affaire de Lille. L'honorable député réclamait que la Chambre entreprît sans délai la discussion du projet de déclassement que l'opposition du commandant Driant arrêtait toujours: la question est posée, disait-il, et reste en suspens devant l'opinion publique. « Le Gouvernement, déclarait M. Messimy, ne voit que des avantages à cette discussion et il soutiendra le projet. »

Le commandant Driant a la parole; il se félicite d'avoir pendant deux ans barré le projet : « Je remplis un devoir en empêchant cet éventrement d'une forteresse indispensable à la défense du Nord et j'ai conscience d'avoir été utile à mon pays. Le général Lebas, chargé de la défense de Lille, se fait fort de défendre le camp retranché en dépit des difficultés locales; je suis persuadé avec lui qu'un chef décidé à tenir énergiquement conserverait Lille à la France au moins pendant une vingtaine de jours. »

— « Vingt jours, c'est peu! » interrompt M. Vandame.

— « C'est déjà beaucoup, réplique Driant; en vingt jours notre sort peut se décider! »

Driant avait pu encore sauver Lille :

A la septième fois les murailles tombèrent...



LIVRE SECOND

FRONTIÈRE DÉFENSIVE
ARMÉE OFFENSIVE

CHAPITRE Ier

LA FRONTIÈRE DE 1871
ET
L'ESPRIT D'OFFENSIVE

I

LE CARREFOUR DES ROUTES D'INVASION DE L'EST : LA TROUÉE DE CHARMES

Consulter la carte C.

Le Rhin est la ligne de partage évidente de l'Europe occidentale d'avec l'Europe centrale, c'est, a dit Salvien, « le fleuve qui sépare deux mondes », la limite naturelle des Allemagnes [1]. A chacun des pays délimités il ne constitue pas qu'une frontière politique, il leur est une incomparable frontière militaire, puisque le fossé qu'il met entre ces deux parties de l'Europe se trouve sur chaque rive protégé par une haute muraille et abrupte pour l'envahisseur de l'autre bord, la Forêt Noire, les Vosges. Le Rhin offre ainsi à chacun des peuples qu'il partage et sur chacun de ses bords une double protection, le fossé et l'escarpe ; jamais frontière ne fut plus nettement tracée par la nature et l'on comprend que Napoléon

[1] Ernest Babelon, *La grande question d'Occident. Le Rhin dans l'histoire*, Leroux, 1916-1917.

ait dit de ces limites qu'elles nous furent données « par un décret de Dieu ».

Vidal de la Blache a comparé le système montueux du Rhin à un dôme, lentement soulevé et finalement effondré en son milieu: la lézarde est la vallée rhénane [1]. De cette disposition géologique il résulte que les pentes extérieures des Vosges, ainsi que de la Forêt Noire, sont lentes et les pentes intérieures verticales, escalier raviné d'un côté, muraille à pic de l'autre. Au pied de chacune, deux rivières recueillent les eaux de chaque versant, le Neckar, la Moselle.

Les Vosges ont leur origine à la trouée de Belfort et se dirigent du sud au nord, parallèlement au Rhin, jusqu'au coude que le fleuve fait à Mayence; le mont Tonnerre en est le terminus nord. Elles acquièrent dès leur point de départ une hauteur considérable; c'est au sud que le massif a sa plus grande épaisseur, 60 à 70 kilomètres. Les divisions de la chaîne sont faites quant à la hauteur: les Hautes-Vosges, du ballon d'Alsace à la dépression de Saverne, par la chaîne des Ballons aux altitudes de 1.000 et 1.200 mètres; puis les deux grands pitons, le Hohneck (1.366 mètres), roi du massif, et le Donon: crête continue et n'autorisant la communication entre les deux versants qu'aux cols dont cette guerre a popularisé les noms, Bussang, Saales, le Bonhomme, Sainte-Marie-aux-Mines; — les Basses-Vosges et leur suite, le Hardt, qui encadrent toute la vallée de la Sarre et séparent la Lorraine des plaines rhénanes de l'Alsace septentrionale et du Palatinat,

[1] Vidal de la Blache, *La France*, Hachette, 1898. — *La France de l'Est* (Lorraine-Alsace), Colin, 1917.

ligne de monts et de forêts d'une quarantaine de kilomètres d'épaisseur et d'élévation moyenne, 4 à 500 mètres.

L'importance stratégique des Vosges, surtout des Hautes, est considérable ; c'est une solide barrière contre une attaque de l'Est ou du Nord-Est, pourvu qu'on ait tout le massif et ses deux versants. Dans les Hautes-Vosges, quatorze routes carrossables établissent les communications, mais il n'existe aucune voie ferrée, des embranchements seulement montent sur chaque versant et s'interrompent près de la frontière ; ils sont comme autant de mains qui tendent à se joindre et l'attestation la plus saisissante de l'arbitraire et de l'impiété de la séparation. Dans les Basses-Vosges les routes sont plus nombreuses, et le chemin de fer traverse en deux points le massif, aux dépressions de Pirmasens et de Kaiserslautern, qui commandent les communications du Palatinat et de la région lorraine de la Sarre. Malgré tout, il est aisé à qui a tout le massif de maîtriser ces défilés ; aussi la chaîne des Vosges est-elle dans tout son développement difficilement franchissable, mais elle peut être tournée ; le point classique, à cet effet, fut longtemps la trouée de Belfort.

Cette solution de continuité entre les Vosges et le Jura réunit la plaine alsacienne et la plaine comtoise et fusionne, pour ainsi dire, les bassins du Rhin et du Rhône, car la ligne de partage de leurs eaux n'est tracée par aucune saillie du terrain. Ce fut de tout temps l'un des grands chemins de pénétration de la Germanie en Gaule, la porte maîtresse de la France qui y donne accès dans toutes les directions : par le sud sur la Franche-Comté, par le nord sur la vallée

d'entre Meuse et Marne, Langres, les plaines de Champagne, Paris. C'était la voie normale d'invasion quand le centre de gravité de l'Empire était à Vienne, elle implique en effet le Danube comme base d'opérations; ce centre de gravité passé à Berlin, l'Autriche restant en dehors de la Confédération et de l'alliance germaniques et l'Allemagne sur la rive droite du Rhin, la situation stratégique se fût assurément modifiée; l'annexion de l'Alsace et l'alliance de l'Autriche avec l'Allemagne rendirent à la trouée de Belfort tous ses dangers.

Le pire était de permettre à l'ennemi de couper les communications entre le Midi et le Nord et de troubler profondément notre concentration. Ce sont, en effet, les corps d'armée du Midi et d'Afrique, amenés par les chemins de fer remontant les vallées du Rhône, de la Saône et du Doubs, qui constituent l'aile droite de nos armées ; le libre usage de la voie ferrée Lyon-Besançon-Vesoul-Épinal est donc indispensable, et par la trouée de Belfort l'ennemi peut en trois ou quatre marches atteindre cette ligne essentielle, par là faire tomber la place d'Épinal, puis, marchant par Dijon sur la Loire, séparer Paris des provinces du Centre et du Midi.

La trouée de Belfort fut longtemps le principal défaut de la cuirasse de la France. Le mieux, pour le réduire, eût été d'en faire cesser la cause en détachant l'Autriche de l'alliance de l'Allemagne. Alors Belfort aurait pu devenir une base offensive contre le pays de Bade, et même, dans les circonstances d'avant la guerre, un succès de nos armes sur la Moselle eût pu permettre aux troupes de réserve, par une poussée énergique, de couper les communi-

cations de Strasbourg avec l'Allemagne du Sud : d'où l'obligation, pour l'ennemi, d'immobiliser, dès le début d'une campagne, une fraction de ses forces en Haute-Alsace.

Les Hautes-Vosges constituaient pour la France, dans ses limites de 1815, le grand obstacle à une invasion venue de l'Est et, même avec les limites de 1871 et l'Alsace en glacis jusqu'au Rhin, la voie restait difficile et scabreuse : l'attaque de la France était bien plus facile par le Nord-Est. Là, les Basses-Vosges, moins élevées, plus coupées, n'interposaient point un barrage comparable et offraient trois couloirs de pénétration : Saverne, Pirmasens, Kaiserslautern.

La trouée de Saverne est au point de jonction des Hautes et des Basses-Vosges. Le Zorn, s'y frayant un passage, a ouvert la voie aux diverses communications de l'Alsace avec la vallée de la Sarre et la France, entre Strasbourg et Nancy : là, en effet, passent le chemin de fer de Paris à Strasbourg et le canal de la Marne au Rhin. Phalsbourg maîtrise ce nœud important qui, par Sarrebourg et Lunéville, aboutit en droite et courte ligne à la trouée de Charmes.

Plus au nord, Pirmasens et Kaiserslautern commandent de même les communications du Palatinat rhénan au travers des Vosges : Pirmasens celles de Deux-Ponts et de Landau ; Kaiserslautern surtout, nœud de huit routes, celles du Rhin, de la Moselle, de la Sarre, de la Blies, — toutes deux clefs du Palatinat, positions offensives contre la France, que la Prusse en 1815 eut soin de se faire remettre et par où elle dominait la vallée de la Sarre ; réciproque couloir de pénétration de la France en Allemagne et de l'Allemagne en France, mais d'inégales facilités.

La région de la Sarre, a écrit M. Hanotaux, est sur notre frontière la région militaire par excellence : Sarrebruck, avec ses trois ponts, présente un passage favorable de la rive gauche à la rive droite; une armée française essayant de pénétrer en Allemagne, se dirigerait naturellement vers Sarrebruck; c'est le principal débouché de la Lorraine vers le Palatinat, c'est de cette ville que rayonnent les chemins de fer de la Nahe et de la Bavière Rhénane, ce point stratégique est de la plus haute importance [1].

Les Prussiens le savaient aussi bien et mieux que nous et ils eurent soin en 1815 de mettre la main sur Sarrebruck et Sarrelouis où ils trouvaient, en plus d'un bassin houiller inestimable, les débouchés et les têtes du défilé de la vallée de la Sarre. Par là ils dominaient stratégiquement la France et y avaient un double accès : ils pouvaient tourner au nord et au sud l'obstacle des collines de la Meuse. Par Thionville et les plaines de la Haute-Woëvre ils arrivaient à la trouée Dun-Stenay; il subsistait sans doute une distance jusqu'à la trouée de Charmes, mais, maîtres du cercle des hauteurs circonvoisines du Hunsruck et du Hardt, ils avaient par Sarrelouis et Sarrebruck les têtes de la vallée de la Sarre, du grand couloir de pénétration qui, par Sarreguemines et Dieuze, rejoignait à Sarrebourg la trouée de Saverne et aboutissait à cette trouée de Charmes, porte de la France qui, forcée, ouvre le chemin de Paris et à l'orifice de laquelle le traité de Francfort mit cet ennemi avide et entreprenant.

La trouée de Belfort, la trouée de Charmes étaient les deux seules voies d'invasion que permettait à

---

[1] Hanotaux, *Histoire illustrée de la guerre de 1914*, tome III. — Voir aussi *La Géographie militaire*, du commandant Marga, Berger-Levrault, 1885, et Eugène Tenot, *La Frontière*, Germer-Baillière, 1883.

l'Allemagne le respect des traités; elle s'assura à cet effet toutes les facilités, sans avoir peut-être suffisamment entrevu l'obstacle que Nancy, les collines de la Meuse et le massif des Hautes-Vosges mettraient à de tels projets. Toutefois, malgré les apparences, ces voies n'étaient ni les plus courtes, ni même les plus commodes; de Berlin à Paris c'était le chemin des écoliers : le chemin direct était, au long des rivages de la mer du Nord par les plaines de la Belgique, tracé là par la nature et facilité par les relations internationales; il suffisait, pour s'en apercevoir, de regarder une carte de l'Europe physique et, pour s'en convaincre, la carte des chemins de fer. On le sut pertinemment en France jusqu'en 1880; pour notre malheur on l'oublia depuis se croyant très suffisamment protégé de ce côté par un obstacle « qui n'a pas l'épaisseur d'un fil » et que Sully-Prudhomme en ce temps-là affirmait plus puissant que l'eau, le roc et le sable : l'honneur.

A cette barrière défensive, les Vosges ajoutent encore, par les deux rivières maîtresses auxquelles elles donnent naissance, la Meurthe, la Moselle qui, par elles et leurs tributaires, la Seille, la Vezouse, le Sanon, la Mortagne, le Madon, mettent devant l'envahisseur un septuple fossé au point le plus critique, la trouée de Charmes.

La Moselle a jusqu'à Épinal un cours tourmenté entre deux arêtes montueuses et des bois épais; elle perd là son allure de torrent et coule alors apaisée à travers les ondulations d'une large plaine de 50 kilomètres, dite trouée de Charmes. Au sortir de là, elle se heurte à un vaste plateau rocheux et boisé, de

200 mètres de surélévation, le plateau de Haye, trait d'union entre Toul et Nancy, et dès lors ses eaux, grossies de celles du Madon, reprennent un cours irrégulier : d'abord à Pont-Saint-Vincent elles s'ouvrent un passage et coulent au fond d'une gorge étroite, puis après quelques kilomètres s'engagent dans la plaine, la quittent presque aussitôt et, comme attirées par ce plateau, font devant Toul demi-tour, retrouvent à Liverdun le promontoire nord du plateau, s'y ouvrent une issue et s'en vont à quelques kilomètres rejoindre la Meurthe, s'y jeter, devrait-on dire, car si officiellement la Meurthe est dite affluent de la Moselle, géologiquement à Frouard c'est la Moselle qui se jette dans la Meurthe et porte alors par Metz au Rhin leurs eaux mêlées.

Le cours de la Meurthe est bien plus calme et régulier ; c'est presque en droite ligne que du col de la Schlucht, où est sa source, elle dévale par Saint-Dié, Raon-l'Étape, traverse à Lunéville la trouée de Charmes et met à l'est de Nancy un fossé protecteur. La Moselle, par la vaste boucle qu'elle fait de Pont-Saint-Vincent à Frouard, enserre à l'ouest le plateau de Haye au pied oriental duquel est assise Nancy, et étant donné qu'au sud un canal de jonction relie la Moselle et la Meurthe, cette région nancéenne est comme dans une île, dont l'abord est protégé à l'est par une double couronne de collines et de forêts. Cette défense-là n'est que la crête extrême du bassin parisien, une suite régulière de falaises concentriques à la ville, reliées entre elles par des bois et lui faisant comme une couronne, d'où le nom de Grand-Couronné ; linéairement, c'est une demi-circonférence tangente à la frontière, avec

Nancy pour centre et la Meurthe prolongée par la Moselle pour diamètre.

Le point de départ, le pilier nord du Couronné, est sur la rive droite de la Moselle, au-dessous de Pont-à-Mousson, le mont Sainte-Geneviève (390 mètres), nom prédestiné et en souvenir de l'intervention victorieuse de la vierge de Paris contre les premiers barbares ; après c'est le mont Toulon (375 mètres), les Moivrons (417 mètres), le col de Bratte, les collines surplombant Leÿr et Bouxières-aux-Chênes, puis le mont d'Amance (410 mètres). Toute cette partie du Couronné commande la vallée de la Seille; là une solution de continuité se manifeste, causée par un petit affluent de la Meurthe, la Pissotte, mais comblée par la grande forêt de Champenoux, prolongée elle-même par la forêt de Saint-Paul. Le Couronné reprend après et assure la défense sud de Nancy par les collines du Rembétant et de Varangeville, qui rejoignent la Meurthe et dominent la plaine de Lunéville ainsi que toutes les grandes communications sur Nancy. Interrompu là par la Meurthe, le Couronné repart sur l'autre rive, à Saint-Nicolas-du-Port, et s'achève par les collines de Saffais-Belchamps, qui aboutissent à Bayon, l'un des points essentiels de passage de la Moselle dans la trouée de Charmes.

Consulter la carte F.

Nancy a donc une position stratégique hors pair. Entourée d'une fortification naturelle, d'une couronne — c'est le terme technique — dont chacun des monts, qui en forment les fleurons, sont autant de bastions et les forêts les courtines, Nancy est comme le réduit d'une citadelle, de toutes parts fermée par le roc, l'eau, les forêts, un ouvrage avancé de Toul

par le plateau de Haye et prolongé jusqu'à la frontière de 1871, où il s'enfonce comme un coin. Ce môle solide se développe d'un côté au long de la plaine de Woëvre, porte de sortie de Metz sur la France, de l'autre de la trouée de Charmes, voie éternelle d'invasion, — position défensive incomparable et du fait de sa contiguïté à la frontière pouvant même devenir offensive, mais qui, laissée sans défense, donnera à l'ennemi un avantage offensif exceptionnel, car elle est l'un des battants de cette porte de la France qu'est la trouée de Charmes.

La trouée de Charmes est donc une solution de continuité de 50 kilomètres dans le front de défense que font à la France les collines de la Meuse et la chaîne des Vosges, un large pertuis seulement défendu par les cours parallèles de la Vezouse, de la Meurthe, de la Mortagne, de la Moselle, de cette dernière surtout qui n'y peut être franchie que sur trois points : à Bayon, à Charmes, à Chatel. Ce débouché se trouve imposé à l'envahisseur par cela seul qu'il est l'aboutissement des diverses voies de communication de l'Allemagne et des pays rhénans. C'est le carrefour des routes d'invasion : de la route de la trouée de Saverne, juste dans la direction de celle de Charmes et qui conduit de Strasbourg par Sarrebourg, Blamont, Baccarat à Rambervillers, puis à Charmes; de la route de la vallée de la Bruche qui, de Strasbourg par Schirmeck, contournant le Donon, débouche par la vallée du Plaine à Raon-l'Étape et Rambervillers; surtout de la grande voie de la vallée de la Sarre qui, de Sarrelouis, de Sarrebruck, de Sarreguemines, par Saint-Avold, Château-Salins, Dieuze, Moyenvic, conduit à Luné-

ville et à Bayon, à Blamont et à Rambervillers. Rambervillers est ainsi l'étoile de toutes les voies de communication d'Alsace, Moyenvic de celles des Lorraines; Bayon et Charmes sont les points de convergence non seulement de toutes les voies terrestres, mettant l'Est en communication avec la vallée de la Marne et avec Paris, mais encore de la grande voie ferrée qui relie le Midi et la Franche-Comté à la Lorraine et s'embranche à Blainville sur la ligne Paris-Strasbourg. Épinal et Nancy sont les deux défenses indiquées de cette trouée de Charmes, dont l'importance stratégique apparaît assez : « Si une armée d'invasion, écrit M. Hanotaux, parvient à franchir la Moselle à Charmes, elle a tourné Nancy et Toul d'une part, Épinal de l'autre et elle n'a plus qu'à marcher par Neufchâteau sur Troyes et la Champagne[1]. »

Ce débouché-là était imposé par la nature à l'envahisseur; le commandement français, après 1871, avait compris le parti à en tirer, et le général Séré de Rivières, établissant ses deux digues défensives Belfort-Épinal, Toul-Verdun, avait aménagé là un champ de bataille de choix, tendu un piège, « une souricière », disait-on déjà. « C'est là, — écrivait Tenot dès 1883, — que l'armée française, si elle est concentrée en temps utile, affrontera le choc de l'ennemi. » — « C'est par les routes qui traversent cette trouée, — déclarait dans le même temps le commandant Marga, — que les armées allemandes s'avanceraient si elles voulaient éviter de se heurter aux forteresses dès le début des hostilités et d'attendre le résultat des sièges pour envahir notre territoire. »

[1] *Livre cité*, t. IV, p. 292.

II

NANCY, SA DÉFENSE ET SES DÉFENSEURS

Consulter les cartes C. et F.

En 1815, après Waterloo, quand le roi de Prusse eut fait connaître à ses alliés ses buts de guerre et la carte des territoires français dont il réclamait l'annexion, l'empereur Alexandre, s'opposant à cette prétention forcenée, déclara que la frontière ainsi délimitée était « un chef-d'œuvre de destruction » : ce chef-d'œuvre-là fut réalisé en 1871.

Le 26 octobre 1870, l'empereur Guillaume Ier, dans une lettre à l'Impératrice Eugénie, manifestait ainsi les arrière-pensées de l'Allemagne et ses desseins sur la frontière :

Après avoir fait d'immenses sacrifices pour sa défense l'Allemagne veut être assurée que la guerre prochaine la trouvera mieux préparée à repousser l'agression sur laquelle nous pouvons compter aussitôt que la France aura réparé ses forces et gagné des alliés. C'est cette triste considération seule, et non le désir d'agrandir une patrie dont le territoire est assez grand, qui me force à insister sur des cessions de territoires, qui n'ont d'autre but que de RECULER LE POINT DE DÉPART DES ARMÉES FRANÇAISES QUI A L'AVENIR VIENDRONT NOUS ATTAQUER [1].

---

1 Ce document capital a été versé au commencement de 1918 par S. M. l'Impératrice Eugénie aux Archives nationales; M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, en a donné la première lecture, le 1er mars 1918, à la commémoration à la Sorbonne de la protection de l'Alsace et de la Lorraine.

Le secret de la frontière était ainsi révélé ; notre ennemi voulait, en prévision d'une guerre future et qu'il savait inéluctable, nous interdire toute offensive de début et se réserver à lui-même cet avantage.

Le traité de Francfort traça donc la frontière politique de façon à mettre l'Allemagne en France, à la dominer de toutes parts, à la tenir sous le canon et à lui livrer les voies d'accès de Paris. La frontière était à l'orifice même de la trouée de Charmes et l'Est de la France totalement ouvert aux entreprises de l'ennemi. Les vallées de la Meurthe et de la Moselle pouvaient être débordées vers leurs sources; la chaîne des Vosges n'avait, en effet, plus de valeur défensive, les Allemands s'étant attribué les lignes de faîte et les ouvrages de défense ne pouvant être posés que sur les contreforts, et d'autre part, le massif du Donon donné à l'ennemi, tout le pays au nord était ouvert et la ligne de défense pouvait être débordée et tournée dès les premières marches.

En arrière de ces vallées s'étendait la Meuse que l'ennemi, il est vrai, ne pouvait tourner, mais qu'il pouvait aborder sur tous les points, car à ce moment les cinquante lieues de son développement ne comportaient pas de défense efficace. Et ainsi notre grande ligne de concentration se trouvait découverte, mise à nu, cette section Lyon-Besançon-Épinal-Lunéville, artère essentielle de l'armée de l'Est dont elle assurait les communications avec le bassin du Rhône, sa base, le cœur d'où partait sa vie; la concentration dès lors devait être reportée sous Paris. De par sa frontière de 1871, la France était condamnée à la défensive. On sait l'œuvre admi-

rable du général Séré de Rivières; par la façon dont, en août et septembre 1914, cette frontière militaire joua sur le seul point où elle avait été convenablement entretenue, l'on peut aisément deviner l'aide inestimable qu'elle eût apporté à nos armées et qu'elle aurait, sur tout son développement, arrêté net l'invasion et préservé le sol national de l'insulte de l'ennemi, si, au lieu de la détruire, on l'avait tenue en état et renforcée, et si, au lieu de céder à l'impulsion offensive, notre commandement s'était au début tenu résolument sur la défensive, seule politique stratégique, redisons-le, permise depuis le traité de Francfort.

De par la frontière de 1871 la défense restait incertaine des points où porteraient les premiers efforts de l'ennemi, à la merci de ses combinaisons, exposée à une surprise. Le problème consistait donc à régler, par une organisation défensive, les débouchés de l'adversaire et à l'obliger à donner, par ses premières démonstrations, des indications certaines sur ses opérations ultérieures; on se rappelle la solution fournie par le général de Rivières.

Le grand objectif était de parer à la menace la plus immédiate, la trouée de Charmes. A cet effet, un solide rideau défensif fut établi entre Toul et Verdun par la fortification des Hauts de Meuse, chaîne de collines accidentées, aux berges abruptes vers l'est et aux extrémités desquelles convergeaient les grandes communications entre la vallée de la Moselle et la Champagne, au nord par Dun et Stenay, au sud par l'entonnoir de Commercy. En maîtrisant ces diverses communications, la protection de la région moyenne de la Meuse se trouvait assurée, et l'on réduisait la

partie directement abordable, d'une part à l'ouverture nord entre Verdun et Montmédy, barrée en arrière par l'Argonne, de l'autre à l'ouverture sud de la trouée de Charmes, s'évasant sur une profondeur de 90 kilomètres de Vaucouleurs à Langres.

Un second rideau défensif couvrait de même le cours supérieur de la Meuse. La frontière politique mise sur la ligne de faîte des Hautes-Vosges, celles-ci étaient en fait annulées pour notre défense, la frontière militaire devait être mise en deçà : les Hauts de la Moselle offraient l'obstacle voulu. Du ballon d'Alsace par le contrefort de Servance ils se rattachent à la chaîne des Vosges. Ces côtes mosellanes se dirigent d'abord au nord jusqu'à Épinal et là s'infléchissent vers l'ouest et se relient à la chaîne des Faucilles, formant comme un V dont la pointe est à Épinal et les branches s'ouvrent sur la Franche-Comté. Les routes mettant en communication la vallée de la haute Moselle et le bassin de la Saône furent maîtrisées par des forts puissants établis sur le contrefort de Servance, isolant ainsi les armées ennemies qui opéreraient au nord et au sud des Faucilles et renforçant encore la défense de la trouée de Belfort.

Il résultait de cette disposition de la frontière militaire que l'envahisseur, prenant pour point de direction Paris par la Champagne, n'avait comme passages possibles que la trouée de Dun-Stenay au nord — et, au sud, de Nancy au ballon d'Alsace, que l'étranglement entre Épinal et Toul, la trouée de Charmes. L'armée ennemie était donc obligée, pour franchir cette frontière militaire, de se partager en deux ou trois tronçons entre lesquels la défensive française eût pu, heureusement, devenir offensive;

Consulter la carte C.

l'ennemi était appelé sur un champ de bataille soigneusement machiné, sur des positions fortement préparées et où la contre-attaque pouvait, avec toutes les chances, se déclencher. A l'abri de ce rideau défensif, les lignes essentielles de communication avec Lyon et le Midi pouvaient assurer la concentration, et l'armée, massée en arrière de la Meuse, prévenue à temps des intentions de l'ennemi, était en mesure d'engager, selon les circonstances, des opérations de front ou de flanc.

En somme, l'ennemi se trouvait attiré dans cette trouée de Charmes, où un piège lui avait été tendu. Il était à prévoir que le sachant — car l'intention se lisait sur le terrain — il tâcherait de l'éviter et chercherait une autre voie moins scabreuse et plus facile; notre frontière du Nord avait été, dans cette intention, habilement agencée pour lui ôter cette tentation, mais il fallait la tenir aussi exactement en état que celle de l'Est... Pour amorcer le piège, la trouée de Charmes fut donc laissée ouverte et défendue de flanc par les deux places d'Épinal et de Toul. L'armée campée à Épinal à une marche des divers points de passage permis à l'envahisseur pouvait se jeter sur ses derrières; de l'autre côté, les ouvrages du camp retranché de Toul, tenant sous leur feu le plateau de Haye, laissaient à nos troupes cette forte position, qui commandait les principaux débouchés de la trouée. Plus l'ennemi s'avançait et plus il se mettait dans un étau puissant dont les branches étaient Épinal et Toul : pourquoi pas Nancy?

La simple vue du terrain manifestait l'importance d'une telle position, il y avait là le plus puissant ensemble défensif naturel; comment alors les hommes

d'État et ceux de guerre ne mirent-ils pas à profit un tel avantage? Ne pas défendre Nancy c'était abandonner à l'ennemi tout un coin de notre frontière, spécialement toute la région de la Woëvre jusqu'aux Hauts de Meuse et engager ainsi l'ennemi à porter immédiatement la guerre sur notre territoire, — tentation d'autant plus dangereuse que chaque jour la région se découvrait plus riche, — et c'était, au cas d'une guerre, laisser à l'ennemi un gage sans égal et un avantage politique considérable, risquer d'ébranler le moral du pays et l'opinion de l'étranger. Défendre Nancy, ce n'était pas seulement tenir la rive droite de la Meurthe et de la Moselle et maîtriser les voies de pénétration qui traversent la frontière, c'était encore couvrir Toul et le plateau de Haye et mettre une menace sur le flanc de l'ennemi engagé au nord dans la Woëvre, au sud dans la trouée de Charmes ; c'était aussi nous donner un débouché offensif vers la Seille, au delà de la frontière.

Nancy constitue, en effet, à hauteur de la Seille, une position avancée qui sépare les deux directions de marche des armées allemandes : au nord, de Metz sur Verdun, par les plaines de Woëvre; au sud, de Strasbourg vers Neufchâteau, par la trouée de Charmes, à tel point qu'elle doit être avant tout abordée par l'ennemi. Suivant le mot du capitaine Gilbert, Nancy est « un coin enfoncé au cœur des lignes d'opérations allemandes », à une étape de la zone de concentration allemande, des lignes de communication entre Strasbourg et Metz, de ce point vital Morhange-Benstroff : que là, en effet, et plus bas à Dieuze, soient bousculées les troupes allemandes et la liaison

est coupée entre les XVI[e] et XV[e] corps allemands.

Nancy a donc une importance sans égale, non seulement défensive mais offensive : fortifiée et avec une garnison égale à Metz, elle impose à l'armée allemande une attitude purement défensive et de couverture sur la Seille. Metz et Nancy sont alors « deux pôles opposés qui s'annulent réciproquement[1] » : Nancy, tête de pont à la fois sur la Moselle et sur la Meurthe, tient Metz en échec, menace le flanc gauche de l'ennemi qui de la Moselle va vers la Meuse, le flanc droit du même ennemi qui s'avance dans la trouée de Charmes, et permet de déboucher en masse par une contre-offensive qui, si elle est heureuse, coupe les communications entre Metz et Strasbourg.

De cela l'œil aigu et l'esprit avisé du général Séré de Rivières ne pouvaient pas ne pas s'être aperçu; le 20 mai 1874, dans son *Exposé du système défensif de la France*, il écrivait :

Le plateau de Haye, situé entre Toul et Nancy, est tenu en échec par les ouvrages du camp retranché de Toul; en avant de ce plateau s'étendent les belles positions de Nancy et, par cette désignation, nous entendons parler de l'ensemble des hauteurs comprenant le plateau de Faux, la hauteur d'Amance et le plateau de Malzéville. L'ensemble des défenses de la trouée de Vigneulles, de Toul, de la forêt de Haye et des hauteurs de la rive droite de la Meurthe [lire : le Couronné de Nancy], constitue une

[1] Capitaine Gilbert, *Sept études militaires* (*Nouvelle Revue*, 1892). — Voir aussi sur cette question de la défense de Nancy : Général de Lardemelle, *La défense de Nancy* (*Revue militaire générale*, 1910). — Dimo (commandant Ligrisse), *Nancy place de guerre* (Nancy, Crépin-Leblond, 1906), et surtout un article du général de Négrier : *la Frontière de l'Est* (*Revue de Paris*, 15 février 1897).

position militaire de premier ordre à la fois défensive *et offensive*, appuyée sur la Meuse, prenant à revers la vallée de la Moselle et de la Seille, faisant face à la trouée de Sarreguemines et menaçant la vallée de la Woëvre. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance extrême qu'il y a à nous en assurer la possession et sur la nécessité *de se borner, quant à présent, à développer seulement les qualités défensives* de ce vaste ensemble. En ce qui concerne d'ailleurs les débouchés de l'ennemi, le camp retranché de Toul suffit pour les rejeter au sud de Nancy[1].

Il est visible que là le plan défensif du général de Rivières fut dominé par des contingences politiques, dont le mystère n'est pas encore complètement éclairci.

L'importance de Nancy, la menace qu'elle mettait dans la nouvelle frontière, le trouble qu'elle pouvait apporter aux plans stratégiques de l'Allemagne,

---

[1] Dans ses *Considérations sur la reconstitution de la frontière de l'Est* (15 novembre 1873), le général de Rivières, au § 2, « Défense des Vosges », parlait ainsi de la défense de Nancy :

« L'organisation du rideau défensif de la Meuse aura pour conséquence de restreindre à l'espace compris entre Verdun et Montmédy les débouchés vers le nord d'une armée d'invasion. D'autre part, le plateau de Haye, entre Toul et Nancy, étant tenu en échec par les ouvrages avancés du camp retranché de Toul, ce n'est que de Pont-Saint-Vincent jusqu'aux monts Faucilles que l'ennemi pourra déboucher vers le sud. Nous passerons sous silence les avantages et les inconvénients qui résulteraient de l'occupation de la position de Nancy, et par cette désignation nous entendons parler de l'ensemble des hauteurs situées au nord-est de Nancy, comprenant le plateau de Faux, la hauteur d'Amance et le plateau de Malzéville. En ce qui concerne d'ailleurs les débouchés de l'ennemi, point de vue dont nous nous occupons essentiellement, le camp retranché de Toul suffit pour les rejeter au sud de Nancy jusqu'à Pont-Saint-Vincent. »

Le général de Rivières avait pourtant prévu un fort à Bouxières-aux-Chênes, point de rencontre des vallées de la Meurthe et de la Moselle et qu'on pourrait ainsi maîtriser, de même que la gare de Frouard et les chemins de fer se dirigeant sur Metz, Paris, Nancy et Château-Salins. « Ce point de Bouxières, insistait-il, a une importance vraiment stratégique on ne saurait hésiter à l'occuper. » Une dépense de deux millions avait été prévue, à cet effet, dans le programme de 1873, comme de première urgence ; elle disparut du programme du 20 mai 1874.

n'avaient pas pu échapper à Bismarck ni au grand État-Major, et, s'ils laissèrent à la France un tel morceau, ce ne fut assurément pas par oubli, moins encore par bonté d'âme, mais dans la crainte qu'une aussi forte prise ne soulevât les protestations de l'Europe et n'obligeât à soumettre tout le rapt au contrôle et peut-être à la revision d'une conférence. Mais, ne pouvant prendre les deux cités lorraines, Bismarck s'assura contre le danger qu'il n'avait pas été sans deviner, et, très vraisemblablement, usant de ces procédés d'intimidation qui lui étaient familiers, il dut sinon interdire formellement la défense de Nancy, au moins déclarer verbalement aux négociateurs français qu'un tel acte exposerait aux pires répliques, peut-être même en faire un *casus belli*. Ces négociateurs durent accepter cette exigence; la chancellerie allemande eut toujours soin d'entretenir la menace, et les gouvernements successifs de la France, désireux par-dessus tout d'éviter de telles histoires et pour décourager les demandeurs laissèrent s'accréditer la créance qu'une clause secrète du traité de Francfort interdisait toute fortification dans la région de Nancy et de Pont-à-Mousson. En 1878, au colonel de Castex qui le suppliait de défendre Nancy, Gambetta, après s'être renseigné, répondait avec émotion : « Hélas! nous ne pouvons pas; ne me demandez pas plus de détails, nous ne pouvons pas! » [1] Et jusque-là, en effet, à toutes les demandes, faites en juillet 1874 et en mai 1876 par

[1] Le fait est mentionné dans une lettre adressée le 20 septembre 1912 au *Journal de Rouen* par le baron de Maugni à l'occasion de la mort du général de Castex.

Denfert-Rochereau à l'Assemblée Nationale et au Conseil de défense, une fin de non-recevoir absolue avait été opposée.

Le général de Rivières dressa donc son rideau défensif sans utiliser Nancy, le remettant vraisemblablement à des temps plus favorables. Rapportant la pensée intime du général, M. Ernest Judet donnait le mot de la situation : « Tant que notre mobilisation n'aura pas acquis la perfection qui seule pourrait nous assurer l'initiative, nous devons nous borner à organiser une défensive puissante; *politiquement, la fortification de Nancy n'est pas discutable, car, si l'on est résolu à prévenir les bombardements, le périmètre fortifié doit être reporté si près de la frontière qu'il devient déraisonnable de braver de gaîté de cœur des observations blessantes pour la dignité du pays*[1]. » Notre frontière militaire ne devait être que défensive, Nancy fortifié en modifiait le caractère : pour donner le change à l'opinion on affirma que jamais les Allemands ne s'engageraient dans le cul-de-sac formé par la boucle de la Moselle, avec Toul comme seule porte de sortie, que nécessairement ils prendraient l'espace laissé ouvert entre Pont-Saint-Vincent et Épinal, qu'ils entreraient dans la souricière de la trouée de Charmes...

En 1880, pour masquer l'abandon du plan de Rivières, le général Farre, ministre de la Guerre, fit élaborer par le nouveau directeur du génie, le général de Villenoisy, un projet complet de défense de Nancy, avec huit forts d'arrêt et quelques batteries annexes, évalué à 20 millions et qui fut adopté par le Conseil

[1] *La frontière ouverte*, Dentu, 1881.

de défense; des fonds furent votés, les travaux commencés, on construisit ainsi les forts de Frouard et de Pont-Saint-Vincent. Le 8 juillet 1881, notre ambassadeur à Berlin, M. de Saint-Vallier, demandant au gouvernement impérial ce qu'il penserait de la mise en état de défense de Nancy, recevait cette réponse que « dans une telle mesure rien ne pouvait plaire », et l'on n'alla pas plus avant. En 1882, le général Billot donnait l'ordre de suspendre les travaux : au lieu de forts, on éleva autour de la ville des batteries de campagne, des redoutes en terre et en bois sans valeur militaire...

Quand, en 1887, l'affaire Schnœbelé tendit à rompre nos relations avec l'Allemagne et que la guerre fut menaçante, le général Boulanger prescrivit l'exécution d'urgence des travaux défensifs de Nancy et les fit pousser avec ardeur. L'alerte et le ministre passés, ils furent abandonnés : « moins d'un an après, rapporte un témoin, les promeneurs pouvaient voir des trous remplis d'eau fangeuse, des carcasses de ferraille rongées par la rouille, des cavernes servant d'abri à des vagabonds; c'était tout ce qui subsistait des batteries, des citernes, des abris à munitions de 1887 ».

A dater de là, et quand la terreur de déplaire à l'Allemagne dominait notre politique, l'esprit d'offensive s'empara de l'armée; Nancy et son Couronné ayant une valeur offensive de premier ordre, la question de leur fortification fut soulevée par l'opinion militaire mais dans un but offensif, — ce qui était la plus maladroite des tactiques puisqu'on donnait ainsi à une œuvre de défense un caractère de menace qui nécessairement devait soulever des difficultés. Le



Louis Marin



Driant

LES

TROIS DÉPUTÉS

DE NANCY



Ferri de Ludre

Dessins gravés de A. Borel.

capitaine Gilbert posa nettement le problème dans ce sens agressif et entraîna l'adhésion de la jeune armée; plus raisonnablement le général de Négrier, n'envisageant que la contre-offensive, demandait que Nancy, substitué à Toul, devînt le Belfort de la Lorraine: « Il faut, écrivait-il, organiser Nancy en grande tête de pont, couvrant la ville et ses magasins contre le bombardement et assurant les débouchés dans tous les sens; alors les troupes de couverture deviennent libres, elles peuvent agir en dehors du camp retranché et se porter en masse sur l'un des flancs des lignes de marche de l'assaillant, c'est la contre-offensive dès le début. »

La défense de Nancy se posait chaque fois que nos relations se gâtaient avec l'Allemagne; c'était l'indication de l'importance stratégique du problème et comment ne se rencontra-t-il pas un chef militaire assez énergique pour l'imposer aux pouvoirs publics? Il fallait un civil et il se trouva fort heureusement en la personne d'un étudiant patriote passionné pour le bien public, laborieux, étranger à l'ambition comme aux vanités mondaines, curieux de tout, renseigné sur tout, un bénédictin laïc qui avait dressé sa cellule au quartier latin où il ne vivait que pour savoir, au milieu des dossiers et des livres; avec cela tenace, actif, mais n'agissant que pour sa conscience et non pour la réclame, un caractère enfin, — M. Louis Marin. En 1905, quand M. Delcassé dut quitter le ministère sur l'injonction allemande, M. Louis Marin vint se présenter à la députation dans sa ville de Nancy avec ce simple et audacieux programme : mettre Nancy et sa zone environnante à l'abri d'une surprise militaire. Sur son nom se fit

une consultation populaire sur la nécessité de l'organisation défensive du Grand-Couronné : c'était braver les préjugés d'école et les hostilités théoriques, dont la plus redoutable était celle du général Langlois, mais le bon sens populaire prévalut ; tout alla bien, la fière cité acclama le programme, se donna un incomparable représentant et affirma sa volonté d'être défendue. Cette formule raisonnable rallia vite les défensifs et les offensifs, et pour vaincre l'opposition du général Langlois on en fit un sénateur.

M. Louis Marin arrivait à la Chambre à un bon moment. Un patriote, M. Paul Doumer, avait dû procéder contre le président Brisson à un torpillage heureux qui brisa net le développement d'une politique désastreuse pour la défense nationale : il apporta à la présidence un souci très vif de la frontière. Précisément, au cours de la période électorale, il était allé à Nancy reconnaître, avec le colonel de Castelnau, commandant alors le 37e d'infanterie, les emplacements stratégiques du Grand-Couronné. M. Louis Marin n'eut pas de peine à amener à ses idées le président Doumer, et celui-ci forma un petit groupe parlementaire et militaire dont le nouveau député de Nancy devint le secrétaire, et qui résolut en première ligne de réaliser cette défense de Nancy. L'affaire fut ainsi mise en train.

Le problème comportait plusieurs données : aménager d'abord le Grand-Couronné, puis fournir des troupes suffisantes pour la défense sur place de ses divers éléments, enfin renforcer les garnisons voisines, Saint-Nicolas-du-Port, Lunéville, Pont-à-Mousson. M. Louis Marin, avec la plus grande clair-

voyance insista sur ce dernier point: l'État-Major n'admettait que la seule possibilité d'attaque de Nancy au sud-est, par la trouée de Charmes. Le jeune député affirmait que l'attaque se pouvait faire de tous les côtés et que Pont-à-Mousson devait être fortement organisé. Pont-à-Mousson est, en effet, le point de partage entre la Lorraine de Metz et celle de Nancy, le chemin qui de Metz conduit à l'entonnoir de Commercy et de là ouvre aussi la voie sur Paris; c'est la clef de la Woëvre; la côte de Mousson est devant le mont Sainte-Geneviève, pilier nord du Couronné; Pont-à-Mousson non défendu, c'est Nancy tourné par le nord.

C'était, pour un simple député, une entreprise quasi surhumaine que de faire aboutir un tel programme; les événements lui apportèrent une aide précieuse. L'affaire de Casablanca survint, M. Clemenceau étant président du Conseil. M. Clemenceau n'a peut-être pas un très bon caractère, mais il a du caractère : il comprit vite l'importance de la défense de Nancy et enjoignit à son ministre de la Guerre d'y procéder sans délai. Dans ce temps-là le ministre de la Guerre avait pour maître son chef d'état-major général, le général Brun, l'un des plus néfastes militaires de la troisième République, un général qui ne croyait pas à la guerre et considérait l'armée comme une institution archaïque et désuète : il tint tranquillement en échec tous les ordres ministériels et même présidentiels. Le point capital était l'organisation défensive de Pont-à-Mousson; il y fallait une garnison renforcée et des casernements importants, la municipalité en faisait les frais; au lieu de la renforcer, le général Brun,

quand il fut ministre de la Guerre, prétendit supprimer la garnison existante, mais par bonheur sa prétention fut contrariée.

M. Louis Marin fit appel à l'opinion et trouva de précieux coadjuteurs dans ses deux autres collègues, le commandant Driant, que Nancy venait de prendre comme son député, et M. Ferri de Ludre, passionné lui aussi pour la défense de sa ville : la représentation nancéienne avait sur ce point une unanimité profonde et absolue. Driant batailla dans la presse et à la tribune [1]; Louis Marin avait établi son quartier général à la Commission du budget, et ce fut de là qu'il enleva la victoire.

En octobre 1912, l'Allemagne augmenta ses armements, nous y répondîmes par la loi de trois ans et il fallut doter cette loi d'un programme d'armement de 500 millions. La commission du budget était quasi souveraine; en mai 1913 elle eut d'importantes séances secrètes, M. Marin y souleva la question de la défense de Nancy. On se rendit compte que les motifs donnés

[1] Le 29 novembre 1911, dans la discussion du budget de guerre, Driant appelait l'attention du ministre sur la situation de Nancy et demandait sa mise en état de défense. « Nancy est digne d'être défendue et désire l'être, affirmait-il avec force. Je demande à M. le ministre de la Guerre de ne pas s'en référer aux réponses qui ont été faites lors des premières tentatives de mise en état de défense de ses abords, notamment à cette conception que la fortification annihile l'esprit d'offensive, que tous les chefs s'accrochent aux ouvrages et ne peuvent s'en dégager. Il faut, au contraire, considérer, dans ce cas particulier, les ouvrages fortifiés comme un appui pour les troupes de couverture. » Le rapporteur du budget de la guerre répondait, découvrant ainsi les dangereuses illusions de l'État-Major : « Nombre de personnalités militaires estiment que Nancy doit rester ville ouverte et que notre résistance est en arrière... *Il n'y a qu'un moyen de couvrir Nancy, c'est de prendre l'offensive.* » A quoi Driant répliquait : « La première offensive sera prise par notre adversaire; il sera à Nancy au moment où l'on apprendra en France que l'invasion est déclenchée. Avec les quelques ouvrages que je demande, il serait arrêté pendant un temps suffisant pour permettre à nos troupes de se ressaisir et de prendre à leur tour l'offensive. »

depuis trente ans pour ne pas agir n'existaient pas en réalité ; le ministre des Affaires étrangères affirma qu'il n'y avait point à ce sujet de clause secrète du traité de Francfort, la mise en état de défense du Grand-Couronné fut votée. « C'est parce que vous êtes un bon type qu'on vous a donné le Grand-Couronné », avouait amicalement au député de Nancy un de ses collègues généralement mal disposé aux dépenses militaires; heureuse camaraderie des commissions!

Mais le vote d'une mesure n'est rien, le plus dur est de contraindre l'administration à l'exécuter. Celle de la Guerre n'y mit aucun entrain ; un projet minutieux fut bien préparé, mais en novembre 1913, rien n'était encore commencé. Le 2 décembre, le ministère tombait et le portefeuille de la Guerre était attribué à M. Noulens. Celui-ci avait été rapporteur général du budget et, à ce titre, avait appuyé à la commission du budget les revendications de M. Louis Marin; le jour même de son entrée au ministère, mis au fait du retard, il consacrait, de sa seule autorité, le reste des crédits disponibles à la défense du Grand-Couronné et donnait l'ordre de commencer sur-le-champ les travaux, qui devaient être achevés en mai 1915. En juin et juillet 1914, l'horizon se chargeant de nuages, le général Foch, qui commandait le 20e corps, pressa énergiquement les travaux et, quand la guerre éclata, le programme électoral de Louis Marin était réalisé dans ses lignes essentielles ; Nancy et sa zone environnante étaient à peu près à l'abri d'une surprise ennemie.

Nancy défendue, c'était la trouée de Charmes et Toul protégées de la plus efficace façon; la menace

était conjurée au sud, mais elle n'était qu'atténuée au nord; Pont-à-Mousson, sentinelle de Nancy, n'avait été qu'incomplètement armée, et la frontière, de Pont-à-Mousson à Longwy, restait ouverte et exposée aux entreprises de l'ennemi que tout y attirait.

Le plan de Séré de Rivières abandonnait la Woëvre. Les digues défensives des Hauts de Meuse et des Côtes de la Moselle, avec leurs musoirs Verdun-Toul, Épinal-Belfort, semblaient suffisantes pour briser l'effort de l'ennemi : l'objectif étant de l'attirer dans les trouées au nord et surtout au sud des Hauts de Meuse, on lui avait laissé libre champ à travers la Woëvre. Notre frontière militaire fut donc reportée là à 25 kilomètres en arrière de la frontière politique et assurément pour les mêmes considérations diplomatiques que celles qui pendant quarante ans devaient retarder la défense de Nancy[1]. Notre frontière militaire devait être strictement défensive, la concentration se faisait à l'abri des Hauts de Meuse, il fallait commander les passages du fleuve et mettre par suite tous ses ponts sous notre canon : aussi les forts des Hauts de Meuse furent-ils établis sur le versant occidental, leurs canons tournés à l'ouest, vers la France...

---

[1] Le général de Rivières avait pourtant prévu la création d'un fort d'arrêt au nord de Briey, sur la frontière même; on lit ainsi dans son rapport du 15 novembre 1873 : « Chemin de fer de Thionville à Montmédy. La conservation des fortifications de Longwy implique naturellement l'inoccupation de la position de Longuyon. Dans ce cas il serait indispensable de maîtriser la ligne des Ardennes au point où elle pénètre sur le territoire, à hauteur de Fontoy. Il existe entre Fontoy et Sanzy des positions sur lesquelles il serait facile de construire un fort d'arrêt ».

Le point de vue seul envisagé était la maîtrise des lignes de chemin de er. Pour le fort d'arrêt de Fontoy, les prévisions étaient de 2 millions, mais en 1874, dans le plan d'ensemble, ce projet fut abandonné et reporté à Vachémont, au-dessus de Longuyon, avec une prévision de 2 millions.

Consulter la carte G.

Au moment de l'établissement du plan du général de Rivières, l'inconvénient d'un tel abandon était politique plus qu'économique. En 1875 les mines de Briey n'étaient pas découvertes, le traité de Francfort avait fait passer en Allemagne presque toutes nos usines sidérurgiques de la Moselle et la métallurgie française avait délaissé l'Est pour s'établir dans le Centre, sur le charbon. En 1878 le procédé Thomas permit d'utiliser les minerais phosphoreux; cette région de Briey prit de l'importance, mais l'extraction minière ne commença à présenter de l'intérêt qu'en 1896 pour ne prendre son grand essor qu'à partir de 1906.

Or cette date de 1906 est précisément celle où nos relations commencèrent à se tendre avec l'Allemagne et c'est aussi celle où les métallurgistes allemands, à court de minerai et de plus en plus tributaires de l'exportation, recherchaient en France toutes les mines de fer disponibles et avaient déjà réussi à prendre le contrôle d'un trop grand nombre de celles de ces régions de Briey et de Nancy, — on comprend quelle devait être leur tentation, au cas d'une guerre, de mettre la main sur un gage aussi précieux. La menace sur Nancy devenait aussi forte par le nord que par le sud; par la Woëvre que par la trouée de Charmes, et c'était la plus grave et la plus inexplicable des imprudences de ne pas protéger un coin aussi capital.

D'autant que notre métallurgie, à la suite de la mise à fruit des mines de Briey, était revenue du Centre à l'Est. En 1913, le seul département de Meurthe-et-Moselle centralisait 85 % de notre production de fonte, 95 % de notre production minière, et son grand réservoir était Briey, qui fournissait 15 des 19 mil-

lions de tonnes, où se chiffrait l'extraction de tout le département. La fonte et le fer sont le principal moyen de la force militaire, notre État-Major ne devait pas ignorer qu'en cas de guerre il y aurait lieu d'augmenter dans de considérables proportions notre matériel d'artillerie, que le tir rapide exigeait des quantités considérables de munitions, que le 75 était un gros mangeur et que l'usure précoce des bouches à feu en commanderait vite et très vite le remplacement. Cette faute ayant été commise de laisser se concentrer notre métallurgie sur la frontière, au moins fallait-il la défendre, elle et ses approvisionnements.

Mais là n'était pourtant pas l'importance sans égale de ce coin de la frontière. La métallurgie allemande[1] demandait avant la guerre, à ces mines de Lorraine qu'elle nous avait prises en 1871, et à celles du Luxembourg, la quasi-totalité de son minerai ; dans la

---

[1] F. Engerand, *La politique métallurgique de l'Etat allemand.* (*Correspondant*, 10 et 25 septembre 1916.)

Déjà en 1900, M. Ardouin-Dumazet s'étonnait de la non-défense de la frontière de Frouard à Pagny-sur-Moselle et Novéant; il ajoutait que dans cette basse Woëvre les hautes collines boisées qui dominaient la vallée de la Moselle jusqu'à Pagny offraient des moyens de défense excellents et que, au delà jusqu'à Novéant, les abords de la vallée du Rupt de Mad pourraient être utilisés : « Si nous pouvions, écrivait-il, amener du monde sur ces hauteurs de la Moselle, il y aurait une redoutable ligne de défense. Malheureusement, notre concentration ne saurait être assez rapide et nos voisins, maîtres des tragiques campagnes de Saint-Privat, continuation de la Woëvre au nord, pourraient pénétrer sur le plateau de Mars-la-Tour sans trouver d'autre obstacle que la nature même du sol, formé d'une argile épaisse et tenace, où les eaux s'amassent en étangs avant de traîner paresseusement au fond des plis peu accusés qui vont à l'Yron, au Rupt de Mad, à l'Ache et au Terrouin. Par les pluies, ces terres sont presque impraticables. Au cœur du pays, une vaste forêt a été particulièrement défrichée, mais il en reste des lambeaux assez étendus pour que ces bois au sol fangeux offrent un sérieux obstacle. » (*Voyages en France*, 22e série. Berger-Levrault, 1900.)

Il eût été possible, sans doute, dans ces pays marécageux, d'utiliser l'eau comme moyen de défense et d'y tendre les inondations comme on l'avait fait pour la région du Nord.

seule Lorraine annexée, l'extraction du minerai passa d'un million de tonnes en 1880 à 14 millions en 1905, à 21 millions en 1913, et en cette année 1913, sur 36 millions de tonnes que l'Allemagne tirait de son sol, près de 29 millions provenaient des seules mines de la Lorraine annexée et du Luxembourg. Or, tout ce minerai se trouvait en bordure même de la frontière, sur une longueur d'une vingtaine de kilomètres et une profondeur maximum de sept, — en sorte que, restant strictement sur la défensive, gardant ces quelques kilomètres de notre frontière politique, nous tenions sous le canon la presque totalité de la production de minerai de fer de l'Allemagne et lui rendions ainsi impossible une guerre prolongée.

C'était là le problème militaire de Briey. Il est acquis qu'avant la guerre notre État-Major ne fut pas informé d'une telle situation; le directeur des Mines au ministère des Travaux publics a reconnu n'avoir pas appelé son attention sur un fait d'une aussi considérable importance pour notre défense nationale[1]. Les métallurgistes de cette région, eux non plus, ne pouvaient pas ignorer cette position du minerai allemand: l'exemple des députés de Nancy était là, comment ne donna-t-on pas à Briey les mêmes sûretés?

Or, sur cette partie de la frontière, de Longwy à Pont-à-Mousson, les Allemands avaient deux corps d'armée, tenus à effectifs renforcés, le XIVe à Metz, le XXIe à Sarrebruck et en plus les têtes de colonnes du VIIIe à Trèves, — et dans la région sur laquelle pesait une telle menace rien, rien et rien!

En vain, en 1911, le général Maitrot affirmait que

[1] *Écho de Paris*, 30 mars 1917.

ce serait dans la Woëvre que se ferait l'attaque brusquée « pour confisquer les ressources de cette riche région, troubler notre concentration en essayant de percer jusqu'à la Meuse, et couvrir la concentration allemande[1] ». On ne changea même pas l'orientation des forts des Hauts de Meuse et notre couverture resta en deçà du bassin de Briey : fin 1913 pourtant, on installa un bataillon de chasseurs, à Labry, sous le feu des canons des forts de Metz, pour garder le dépôt de machines que la Compagnie de l'Est avait établi à Conflans.

Non seulement ce coin capital ne fut pas mis en état de défense en temps de paix, mais son abandon était escompté en cas de guerre: on sait que le général Verraux, qui commandait la 42e division sur la lisière du bassin de Briey, a témoigné que ses consignes, datées de janvier 1914, comportaient le repli à 20 kilomètres de l'antenne la plus avancée[2].

Le général Malleterre a-t-il donné le mot de l'énigme? « On craignait peut-être — a-t-il écrit — de livrer une bataille prématurée et incertaine dans ces régions industrielles, entraînant leur destruction immédiate ; pourtant cette destruction eût mieux valu que de les laisser exploiter par les Allemands! »[3] Cette non-défense de Briey était désastreuse pour Nancy, puisqu'elle recréait au nord la menace qu'on venait de conjurer au sud...

[1] Général Maitrot, *Nos frontières de l'Est et du Nord*, Berger-Levrault, 1913.

[2] *L'Œuvre*, 3 février 1917.

[3] Le *Temps*, 3 février 1917.



III

L'ESPRIT D'OFFENSIVE ET L'ÉCOLE DE GUERRE

L'*Exposé du système défensif de la France* du général de Rivières débute ainsi : « La guerre de 1870, en nous enlevant deux de nos plus belles provinces, a mis en lumière la nécessité de pourvoir à la sécurité de notre territoire, nécessité que le sentiment exagéré de notre prépondérance militaire nous empêchait d'apprécier à sa juste valeur. Il n'y a pas à se le dissimuler maintenant, s'il est en Europe une puissance exposée à être envahie, c'est la France. » La défaite avait arraché cet aveu.

La vieille armée, qui avait vécu 1870 et savait quelle frontière nous avait faite le traité de Francfort, comprenait que la défensive seule nous était dorénavant permise, et que le premier devoir, la condition même de la vie et la sauvegarde de l'honneur du pays étaient de reconstituer sans délai, en arrière de la frontière politique, une frontière militaire, à l'abri de laquelle la France ne fût plus à la merci de son vainqueur. Ce fut l'œuvre de Séré de Rivières. La frontière militaire dont il dota la France lui permettait une défensive puissante et victorieuse; elle faisait disparaître le plus grave péril du traité de Francfort, mais ne changeait pas les possibilités stratégiques qu'il nous avait faites : toute offensive de début nous demeurait interdite.

On peut dire de cette frontière défensive qu'elle rendit à la France la liberté de sa politique; elle fit plus, elle influença l'équilibre et la répartition des groupes des puissances de l'Europe. Quand nos théoriciens militaires dissertaient sur l'avantage ou l'inconvénient de la fortification, l'empereur allemand, lui, avait compris que cette barrière décuplait notre force, que contre elle se briserait l'effort de ses armées, et qu'il lui faudrait désormais une alliance pour triompher de cette France redressée. Le 20 octobre 1879, il en faisait l'aveu à Bismarck :

Si nous avions une guerre avec la France, je ne partage pas l'opinion du feld-maréchal de Moltke qui croit nos forces suffisantes pour nous permettre de poursuivre une telle guerre sans alliés. Nous nous trouverions maintenant en présence d'une armée complètement différente de celle de 1870, car on ne peut nier les progrès que la France a faits. Puis, il y a une autre considération : c'est que *la frontière française est presque hermétiquement fermée depuis la Suisse jusqu'à la Belgique, qu'une ligne continue de forteresses et de forts, même si on parvenait à la passer, rendrait impossible l'envoi de tout renfort et entraverait énormément l'avancement stratégique de nos forces.*

D'après le feld-maréchal de Moltke, c'est sur un champ restreint que nous devrons livrer bataille. *Si nous sommes victorieux, nous ne pourrons pas poursuivre l'ennemi comme en 1870, car il nous faudrait immédiatement assiéger cette ceinture de forteresses avant de nous engager dans une poursuite. Des mois peut-être s'écouleraient avant que nous parvenions à prendre quelques forts, et cela donnerait le temps à l'armée défaite de se refaire derrière cette ligne et de se bien préparer à une nouvelle rencontre.* Si les Allemands, par malheur, étaient défaits dans la première bataille, la rive gauche du Rhin serait perdue et nous devrions nous retirer de l'autre côté du

fleuve. Pour cette raison, l'Autriche ne peut pas rester neutre dans une telle guerre, mais, au contraire, elle doit être obligée par ce traité à nous soutenir de toutes ses forces[1].

Un tel témoignage aurait dû faire dresser, sur toutes les places de France, des statues au nouveau libérateur du territoire; ce fut, au contraire, le moment que le gouvernement français choisit pour congédier cet admirable serviteur, brutalement et sans un merci[2]. Dans le même temps, l'École supérieure de guerre était fondée, qui allait prendre pour doctrine le mépris de la fortification et dont par la suite l'enseignement, poussé à l'outrance par quelques jeunes novateurs, devait avoir pour conséquence l'abolition du plan défensif du général de Rivières.

Aux grandes manœuvres il y a « la critique »; sur le terrain même le chef signale à ses subordonnés leurs erreurs — excellent exercice intellectuel et dont il est regrettable qu'avant la guerre ces grands chefs n'aient pu pour eux-mêmes bénéficier; leur prestige n'en eût pas été amoindri, car leur autorité réside plus dans le savoir-faire que dans la désignation officielle dont ils furent l'objet. A ces manœuvres appliquées qu'est la guerre, la « critique » est nécessaire. Les peuples paient de leur sang ces redoutables erreurs; ils ont au moins le droit de les connaître, car elles leur font mieux apparaître leurs égarements passés. « Un pays, a écrit Beudant, peut être grand et prospère malgré des erreurs dans l'ordre des

[1] *Mémoires de Bismarck*, par Busch, tome II, p. 260.

[2] Le général de Rivières mourut en février 1895 ; la religieuse alsacienne, qui assistait ses derniers moments, entendit de ses lèvres mourantes cette suprême parole : « La frontière... la frontière... »

sciences physiques; au contraire, qu'une erreur l'égare dans l'ordre moral ou politique, c'en est fait de lui. » Mais encore, pour s'en corriger, faut-il savoir d'où elle procède. Je voudrais, en tout respect mais en toute liberté, faire cette recherche sur un point qui me paraît avoir été capital. Je ne vise que les idées non les personnes et n'en puis donner une meilleure preuve qu'en taisant les noms des chefs dont l'enseignement propagea ce qui m'est apparu comme une erreur; j'affirme l'exactitude des citations que je produirai, mais je demande au lecteur de me croire sur parole et de me dispenser des références.

La guerre, c'est deux volontés aux prises, qui s'affrontent et cherchent concurremment à prévaloir. Pour ces grands duels comme pour les autres, il est une escrime courante, mais banale : on apprend, en somme, assez vite à mener un combat selon les règles, mais ainsi mené il ne met d'ordinaire des adversaires pareillement entraînés qu'à égalité sans entraîner la décision; le bon moyen, c'est le coup inédit, la botte secrète, la surprise, qui exige sans doute la pleine possession de l'art, mais associée au goût de l'innovation et servie par l'imagination, l'audace d'esprit, le bon sens. Le secret de l'art militaire c'est la surprise, et la surprise, c'est l'invention, l'observation attentive du détail mais pour s'élever à la conception de l'ensemble; d'un mot, le génie.

On a prêté à Taine cette boutade que l'art militaire est celui qui s'apprend le plus vite; rien de moins vrai, et il n'en est point au contraire qui exige plus le don, la prédestination. « La guerre, témoigne le maréchal de Saxe, a des règles dans les

parties de détail; elle n'en a pas dans les sublimes. » L'art militaire est une science en élaboration continue, en perpétuel devenir et qui ne risque pas seulement d'être modifiée dans le détail, mais qui peut d'un coup être totalement bouleversée dans ses fondations; il n'en est pas qui doive plus tenir compte des contingences; le génie est de voir le plus vite la réalité et de s'y adapter le mieux. Susciter le génie devrait donc être le grand objectif de l'enseignement militaire; l'étude exclusive de l'Histoire y serait impropre, elle peut lui donner son aplomb, elle ne saurait le créer, puisqu'elle est la science du passé et que la guerre est, au contraire, par excellence celle du présent : « Napoléon, a très justement observé M. Hanotaux [1], avait une façon de s'instruire qui est celle des maîtres; il élevait les leçons jusqu'à lui et les nourrissait de ses méditations; c'est dans ce sens qu'on a pu dire de ses études qu'elles furent superficielles: il connut les doctrines mais ne les subit pas.»

C'est en 1876 que fut fondée cette École de guerre, où l'élite de nos officiers devaient apprendre à penser et à réfléchir — un grand séminaire qui, révérence parler, tourna un peu au haras, sélectionnant un pur sang, seul reconnu comme générateur intellectuel de l'armée [2]. La base de sa doctrine

[1] Chapitre V du tome III de l'*Histoire de la guerre de 1914*. M. Hanotaux a exposé là des idées et apporté quelques preuves, qui ont pu paraître hardies à d'aucuns, mais qui ont heureusement posé le problème qu'on s'efforce ici d'approfondir. A lire aussi, dans la *Revue de Paris* du 1er juin 1916, l'article du général Fonville : *l'Enseignement de l'École de guerre et la guerre.*

[2] D'un des plus fameux maîtres de l'École de guerre : « Les officiers d'État-Major à la Grande Armée remplissaient fréquemment des missions même appartenant au service des étapes, et qui n'étaient pas de nature à rehausser la fonction. Il faut ignorer les principes les plus élémentaires de la biologie pour croire qu'un officier de haute valeur intellectuelle soit

est résumée dans cette définition d'un de ses plus glorieux chefs : « *En l'absence forcée d'un génie suffisant* où trouver les moyens de conduire rationnellement la guerre avec de pareilles masses d'hommes, sinon dans un corps d'officiers rendus capables par la méthode, le travail, la science, animés d'un même esprit, obéissant à la même discipline intellectuelle et assez nombreux pour faire mouvoir et manœuvrer la lourde machine des armées modernes? »

L'erreur fondamentale est ainsi découverte : il ne peut y avoir « un génie suffisant » pour conduire les armées modernes. Pourquoi un tel ostracisme? d'où une telle nécessité? où saisir l'origine de ce préjugé, sinon dans la crainte politique ambiante des supériorités militaires? Ç'aurait dû être précisément l'objet de l'École de guerre de susciter ce génie; autrement, prendre prétexte de son « absence forcée », c'était le vrai moyen de l'empêcher, car la méthode et l'esprit d'école en furent presque toujours l'étouffoir. Et d'autre part, du moment qu'on substituait au génie la méthode, on se mettait inévitablement à la remorque intellectuelle de l'Allemagne : « dans l'incertitude où l'on est de découvrir à l'heure dite le génie sublime, on en venait à le remplacer, comme on l'avait fait en Allemagne, par un groupement de forces individuelles qui se trouvaient naturellement désignées par l'assiduité et le classement à l'École. »[1]

Si l'École de guerre forma l'intellectualité militaire,

---

apte à remplir, tantôt des missions d'un ordre élevé, tantôt des missions d'un ordre infime... Attelle-t-on un pur sang à un tombereau? L'homme d'élite à l'intelligence vive, au cœur ardent, peut devenir rétif quand on ne sait pas l'utiliser complètement. »

[1] Hanotaux, *livre cité*, IV, 119.

elle donna aussi à l'armée, en trop grand nombre, des intellectuels, et avec les défauts des autres. « Le pédantisme des écoles, a dit Jomini, est cent fois plus dangereux que l'ignorance. Un homme doué d'un génie naturel peut faire de grandes choses, mais le même homme, bourré de fausses doctrines étudiées à l'école et farci de systèmes pédantesques, ne fera rien de bon, à moins qu'il n'oublie ce qu'il a appris. »

Cette École de guerre, qui aurait dû être l'école préparatoire du haut commandement, forma, sinon une bureaucratie supérieure, au moins d'excellents sous-ordres, ce qui, assurément, n'était pas négligeable! La mise en train d'une armée est un organisme fort compliqué et qui n'admet pas d'improvisation, il faut longtemps s'y préparer, l'École de guerre porta des esprits sérieux vers des travaux administratifs regardés jusque-là comme peu reluisants, transports, système de marche, ravitaillement, etc.; « une transformation psychologique profonde s'accomplit peu à peu dans l'armée française ; au caractère pimpant, brillant, parfois superficiel qui avait été celui de l'officier français, se substitua un caractère nouveau fait de gravité, de soin, d'attention vigilante et d'application réfléchie ». Mais l'envers de cette qualité fut la disposition à voir la bataille d'un bureau et non sur le terrain; excellente pour la préparation, cette formation d'esprit devenait redoutable pour le combat qu'elle faisait concevoir comme un mécanisme qui se pouvait régler sans tenir compte des contingences ni de l'imprévu.

L'autre erreur fut de vouloir demander l'orientation exclusive de la guerre à l'Histoire, au lieu de

s'appliquer à l'adapter à l'évolution de la science et à l'avancement économique.

Un des plus grands maîtres de l'École a ainsi exposé et développé le sophisme : « Pour entretenir en temps de paix le cerveau d'une armée, le tendre constamment vers la guerre, il n'y a pas de livre plus fécond en méditations que l'Histoire ; si la guerre, prise au point de vue le plus élevé, est une lutte de deux volontés, *la justesse des décisions s'inspire toujours des mêmes considérations que dans le passé;* les mêmes fautes se reproduisent amenant les mêmes échecs; l'art se puise aux mêmes sources. » Un tel esprit d'imitation, négation du génie, devait atrophier et abolir le sens inventif, facteur de la surprise et de l'initiative. On reste étonné qu'il y ait eu, en somme, dans notre haut commandement, si peu d'hommes d'imagination; Driant, Jules Verne militaire, avait mieux prévu et deviné la guerre moderne que tous les états-majors. L'esprit d'invention fut donc proscrit dans l'armée ; la pire note était une découverte heureuse et, même dans les conjonctures les plus tragiques, l'inventeur, l'homme à idées, celui qui découvre les erreurs et qui fera travailler pour les réparer, fut impitoyablement éconduit et écarté. J'ai vu, au cours de cette guerre et quand la question des transports donnait de graves déboires, le génial créateur du matériel à voie étroite, l'officier qui connaissait le mieux et en praticien le chemin de fer, systématiquement tenu à l'écart : personne n'a pu faire lever cet ostracisme.

Le pire fut que cette formation vint à réagir sur l'esprit même de l'armée. L'officier français est hors de pair, héroïque au combat, et avec cela intelligent,

possédé du désir de comprendre, plein d'initiative, — qualités incomparables, dont on n'a jamais tiré tout le parti qu'on eût pu, et dont il semble même qu'on ait tout fait pour contrarier le développement. Par crainte des officiers raisonneurs, on nota mal les officiers raisonnant, ceux qui, tout en obéissant, cherchaient à comprendre, et ainsi l'on inspira à l'officier, à tous les degrés, l'effroi de l'idée personnelle, le culte de l'idée reçue. Le grand chef n'adoptera une manœuvre que couvert par un précédent; chez le subalterne c'est la vérité subordonnée à la hiérarchie, les théories reçues sans trop oser y réfléchir et enseignées parfois sans y croire, et pardessus tout la terreur de la responsabilité; dans les états-majors l'on en vint un peu trop à vouloir tout résoudre au moyen de règles générales, à mettre la guerre en formules et la tactique en précédents historiques.

C'est ainsi que le dogme de l'offensive devint la religion de l'armée sans trouver pour ainsi dire d'hérétiques; par un faux point d'honneur la défensive fut considérée comme la marque de l'infériorité et presque comme un déshonneur. Une nation a la stratégie de ses frontières et l'on avait oublié que précisément, en 1815 et en 1871, les nôtres avaient été tracées pour nous interdire tout effort offensif, que stratégiquement et géographiquement nous étions dominés, que nous avions des frontières d'assailli qui nous condamnaient à la défensive, et qu'au surplus « l'armée d'une république parlementaire ne peut être un instrument d'offensive[1] ». Hypnotisée sur notre plus

[1] Général de Négrier, *étude citée.*

glorieux passé militaire, notre armée, au contraire, ne se prépara qu'à une guerre de mouvements et de manœuvres, à la guerre telle que la représentait l'Histoire.

L'enseignement de l'École de guerre fut dominé par le culte de Napoléon et se basa presque exclusivement sur la notion de manœuvre et l'étude des campagnes impériales : « manœuvrer son ennemi, être manouvrier, c'est tout l'art de la guerre », proclamait l'apôtre de cette doctrine. Suivant une judicieuse remarque, on en vint à « substituer l'esprit des manœuvres à l'esprit de la guerre » et à tenir pour secondaires les considérations du territoire et de la position ; la destruction de la force ennemie était le but essentiel, le reste l'accessoire. « Le fond de l'enseignement de l'École de guerre, a écrit le général Fonville, était nettement en faveur de l'offensive qu'il considérait comme seule capable de procurer le succès ; il rejetait délibérément la défensive passive comme fatalement vouée à succomber tôt ou tard, on ne l'admettait qu'à condition qu'elle fût temporaire et seulement en vue de ménager le passage ultérieur à une offensive bien préparée et féconde en résultats. »

Nous aurons ultérieurement à faire plus amplement et dans son détail l'histoire de cette erreur ; on ne peut ici qu'en marquer l'aboutissement en montrant quel était, à la veille de la guerre, l'état d'esprit des jeunes du Centre de hautes études militaires — un petit mais puissant clan qui s'était établi en « maison d'en face », et dont les affiliés se préparaient à prendre la place des grands chefs.

La sûreté d'une troupe, l'unique garantie contre la surprise est dans l'offensive, tel est l'axiome ori-

ginel, et voici comment se déroule et où aboutit ce violent paradoxe : « Un adversaire assailli brusquement et partout à la fois songe à parer les coups, il ne manœuvre plus et devient rapidement incapable de toute offensive sérieuse ; c'est donc la rapidité de l'engagement qui nous garantira de la surprise et la violence de l'attaque qui nous assurera contre la manœuvre de l'ennemi. » Ainsi ce n'est pas à la surprise, c'est-à-dire à la réflexion et à l'invention, que l'on demande de déjouer la surprise, mais à l'offensive, c'est-à-dire à la force aveugle et irréfléchie, portée à son maximum de brutalité; c'est, conséquence inévitable, « le bourrage », le fantassin jeté, sans préparation, sur des obstacles infranchissables, — « le bec de gaz », comme devaient dire pittoresquement les victimes.

Aussi, dans le commandement, point d' « *avarice morale* », — mot terrible, générateur d'hécatombes : « La moindre retenue dans l'offensive en détruit toute l'efficacité et en fait perdre tous les avantages... ; il faudra préjuger, se décider sur des renseignements incertains, risquer et risquer beaucoup... *dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés.* » Et comme conclusion : « La méthode offensive seule peut forcer la victoire, il faut s'y préparer et y préparer les autres, en cultivant avec passion, avec exagération, et jusque dans les détails infimes de l'instruction, tout ce qui porte la marque de l'esprit offensif : *allons jusqu'à l'excès et ce ne sera peut-être pas assez.* » La déraison raisonnée!

Voilà les paradoxes délirants qui, à la veille de la guerre, étaient professés : l'hystérie de l'offensive saisissait l'armée au moment où l'on réduisait les

effectifs, où l'on laissait tomber les forteresses, où l'on réagissait officiellement contre le militarisme... Mais le pire fut que ces théories ne circulaient pas que sous le manteau, elles n'étaient pas seulement enseignées, elles étaient imprimées, mises dans le commerce, publiquement discutées devant l'ennemi qui, ainsi, pouvait savoir et prendre ses précautions. Ce ne fut pas qu'un paradoxe individuel, une exagération de jeunesse; les chefs, ayant le poids des ans et de l'expérience avec la responsabilité de la future guerre, cédaient au vertige : les décrets des 28 octobre et 2 décembre 1913 sur la conduite des grandes unités et le service des armées en campagne codifièrent ces erreurs, et en firent la loi de l'armée.

La fonction de l'armée et sa raison d'être, c'est la défense du territoire, et tout doit être subordonné à cette considération; le but de l'offensive, au début d'hostilités, c'est l'invasion. C'est sur des territoires étrangers que se menèrent les offensives et les guerres napoléoniennes, et ce fut précisément pour s'assurer contre leur retour que l'Europe en 1815, l'Allemagne en 1871 imposèrent à la France des frontières la condamnant à la défensive. Redisons encore, car jamais ce ne sera trop, que le traité de Francfort, combiné avec ceux de 1815, permettait à l'Allemagne de dominer stratégiquement la France et nous retirait précisément le champ nécessaire à un déploiement offensif; avec nos frontières de 1871, la guerre de mouvement ne se pouvait mener avec l'ampleur voulue que sur le territoire propre de la France, et il est tout de même scabreux d'attirer chez soi l'ennemi pour le manœuvrer, quand on n'a pas au moins vingt fois l'assurance de l'en pouvoir vivement chasser.

Les théoriciens offensifs avaient cependant accepté sans sourciller cette éventualité : une École s'était mise d'accord sur le principe, la discussion ne portait que sur le champ à céder et sur le point du territoire où l'on arrêterait l'ennemi. Le capitaine Gilbert, en 1892, n'hésitait pas à le fixer à Orléans parce que Clausewitz avait écrit que Paris n'est que la tête de la France, mais qu'Orléans en est le cœur. De plus modérés estimaient ce redressement possible sur la rive gauche de la Seine : c'est à ce contresens qu'est dû l'abandon de la mise en état de notre seconde ligne de défense La Fère-Laon-Reims, reconnue trop rapprochée pour une telle manœuvre!

Quelques grands chefs pourtant firent entendr la voix de la raison : « L'armée d'une république parlementaire n'est pas et ne peut pas être un instrument d'offensive, écrivait en 1897 le général de Négrier; aussi, au moment d'une déclaration de guerre, faut-il s'attendre à voir l'ennemi franchir la frontière...; mais si notre organisation politique nous interdit cette offensive, est-il admissible que notre organisation militaire soit telle qu'au moment d'une attaque nous soyons forcés d'abandonner une partie importante du territoire et de laisser tomber aux mains de l'adversaire de précieuses ressources et des populations nombreuses? » On n'entendit pas; la considération du territoire ne comptait plus; seuls la manœuvre, le *kriegspiel* étaient envisagés : c'était le but subordonné au moyen, l'art pour l'art. L'Histoire n'a peut-être jamais connu rien de plus formidable que cette aberration, ce dilettantisme stratégique; le dogme de l'offensive pour l'offensive aboutissait là.

IV

LES OBSTACLES A L'OFFENSIVE : L'ARTILLERIE LOURDE ET L'IMMOBILISATION DES FRONTS

Le général de Négrier, signalant ainsi, au cas d'une guerre, l'irruption fatale de l'ennemi sur notre territoire, réclamait avec force une réorganisation de notre frontière militaire pour interdire un tel malheur. Ce problème de la frontière militaire aurait dû être l'objet d'une remise au point, car les données s'en trouvaient changées du fait des nations armées et d'une nation aussi nombreuse que l'Allemagne : il se pouvait que l'invasion ne se coulât plus seulement par les brèches et sur un coin de la frontière, mais qu'elle tentât de la forcer toute, de la submerger; il fallait donc une ligne ininterrompue d'obstacles et le renforcement de ceux que la nature ou l'art des hommes avaient établis.

Le bon sens disait : si notre armée est la plus forte (et elle ne pouvait pas l'être numériquement), si son moral permet l'offensive, on essaiera de porter la guerre au delà des frontières, et alors nos places fortes serviront pour l'approvisionnement ou pour l'organisation des services de l'arrière ; si l'offensive échoue et que la retraite soit nécessaire, ces places embarrasseront la marche de l'adversaire, disperseront son effort et donneront le répit nécessaire pour que l'armée se refasse. La réorganisation de la

frontière s'imposait. L'École de guerre tenait, au contraire, notre système défensif pour une erreur et un embarras : l'enseignement de la fortification — « la barbette », comme on disait — était dédaigné, « on l'écoutait par devoir plus que par goût [1] » ; à la théorie des forteresses on opposait le dogme des « poitrines humaines », la force morale est tout, la victoire ne se tire que du cœur du soldat et rien ne résiste à la furie française. La plus grande concession qu'on fit à l'œuvre de Séré de Rivières était de ne pas réclamer son abolition totale, mais on se fût insurgé contre qui eût prétendu la renforcer ou même la remettre en état [2].

On partait de ce principe qu'on aurait toujours, fût-ce en reculant, la liberté voulue de mouvement pour le maniement des armées ; on eût considéré comme fou qui eût osé soutenir que, dans les combats à venir, les procédés de la guerre de siège se substitueraient à ceux de la guerre de campagne [3], et l'on se préparait à une guerre napoléonienne sans s'aviser que Napoléon avait été, au point de vue de l'art militaire, un révolutionnaire de génie et une exception.

Jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, la formule tradi-

---

[1] Général Fonville, *étude citée*. — Cf. également *l'Artillerie lourde avant la guerre (Nouvelle Revue*, 15 avril 1917), et notre précédent chapitre : *la Frontière défaite*, pages 53 et suivantes.

[2] Le général Bonnal écrivait : « Nos régions fortifiées du Nord-Est ne rendront de grands services que si nous prenons résolument l'offensive ; car si l'ennemi écoule ses masses entre Épinal et Toul et au nord de Verdun, les musoirs fortifiés, qui ont coûté si cher et qui absorberont pour leur défense tant d'éléments actifs, ne seront pas plus utiles que ne l'ont été, en 1813, pour Napoléon, les places de l'Elbe et, en 1814, celles de l'Est de la France. »

[3] Quelqu'un pourtant l'osa : le lieutenant-colonel Émile Mayer, qui en avril 1902, dans la *Bibliothèque Universelle*, annonçait l'immobilisation forcée des fronts dans la guerre moderne ; mais aussi que prit-il! (Cf. *Comment on pouvait prévoir l'immobilisation des fronts dans la guerre moderne*, Berger-Levrault, 1915.

tionnelle avait été la guerre de sièges et de positions et la fortification du champ de bataille. Dès 1877, il eût été possible de discerner les prodromes d'une renaissance : par l'organisation de tranchées reliant les divers coteaux de Plevna, les Turcs avaient arrêté les Russes trois fois plus nombreux et pourvus de six fois plus de canons, il avait fallu la famine pour les réduire après cinq mois d'investissement. C'était le moment même où l'École de guerre commençait d'enseigner la guerre de mouvement.

La science transforma l'armement et bouleversa radicalemeut la tactique : le fusil et le canon multipliaient la rapidité de leur tir, la fumée disparaissait du champ de bataille, l'orientation de la guerre se faisait de plus en plus contre le mouvement et contre l'offensive. La guerre du Transvaal fut une sérieuse indication : 35.000 paysans immobilisèrent, cinq mois durant, par leurs fusils, 80.000 soldats anglais, et, pour en venir à bout, l'Angleterre dut mettre en ligne 250.000 hommes et plusieurs milliards; le secret de la force des Boers était dans l'extension du front et dans le recours à la tranchée, contre laquelle l'artillerie très supérieure des Anglais ne put rien. En France, on fut quelque peu dépité, mais on se raidit vite contre le fait : les Anglais, pensait-on et disait-on, sont des soldats d'occasion, sans haute science militaire. L'École de guerre accentua son enseignement de la guerre offensive et de mouvement.

Vint la guerre de Mandchourie, une guerre de grandes armées avec des fronts de 100 kilomètres. Là encore les hommes se terrent, les canons se cachent, les lignes prennent figure de travaux de siège, paral-

lèles enfoncées aux parois recouvertes de sacs de terre, gabions, fascines, madriers, épaulements et plates-formes pour les batteries, boyaux de communication, trous de tirailleurs, défense de fils de fer, etc. La guerre emprunte l'attirail et la technique du siège, la pelle et la pioche jouent autant que le fusil. Le fusil multiplié qu'est la mitrailleuse, « le moulin à balles », — dont on souriait en France et qu'on tenait pour une invention sangrenue, — apparaît, tireur dépourvu de nerfs et, trouvant dans la tranchée un lieu d'élection, affirme du coup son pouvoir foudroyant : elle anéantit le déploiement offensif et par elle le champ de bataille ne donne plus l'impression du mouvement intensifié, mais du vide. Les fronts de fortification passagère ou semi-permanente restèrent inviolés ; il y eut bien quelques succès locaux, mais pas de percement et rien de décisif. La tranchée bravait l'artillerie de campagne ; on essaya de la lourde, elle eut de puissants effets matériels et moraux, mais pour anéantir de tels abris, il eût fallu une convulsion du sol, un bouleversement, un écrasement, un « pilonage » qui eussent exigé une consommation imprévue de projectiles. Le combat cessa faute de munitions appropriées. La mitrailleuse et l'artillerie étaient désormais les reines des batailles modernes, et la guerre devenait métallurgique autant et plus qu'humaine.

C'était la faillite totale de la doctrine de l'École de guerre, et sinon la fin de la stratégie napoléonienne, au moins son arrêt devant un obstacle dont l'anéantissement préalable était la condition absolue de son exercice.

En France, quelques chefs éminents comprirent : les généraux de Négrier et Kessler soutinrent que, dans ces conditions nouvelles, le percement du front deviendrait quasi impossible; le colonel Rimailho affirmait que, « quand des troupes d'assaut se heurtent à un obstacle qui ne veut pas céder, la plus lourde artillerie, à ce moment, devient la meilleure »; le général Herr, après s'être rendu compte, dans la guerre des Balkans, que les victoires des Serbes à Kumanovo et à Monastir étaient dues à un judicieux emploi de l'artillerie lourde, déclarait que « l'utilisation des batteries à longue portée par un seul des adversaires rompt à son avantage l'équilibre et que si l'on ne dispose pas d'un matériel de guerre, il sera parfois impossible d'engager la lutte d'artillerie sans risquer d'être écrasé ». Ces voix isolées sonnaient comme l'hérésie ; l'excommunication majeure fut lancée contre de tels attentats au dogme; les faits avaient tort puisqu'ils démentaient des doctrines conformes au « tempérament national ». La guerre de tranchées n'étant pas de notre goût, l'on se persuada que, pour ne pas l'avoir, il suffirait de ne pas la vouloir; on aggrava donc les théories offensives, le mouvement, l'échelonnement en profondeur, le coup de massue, le « bourrage ».

Le grand-maître de l'artillerie était alors le général Langlois et sa doctrine se reliait à celle que le général Bonnal inculquait à l'infanterie : le mouvement est la condition de la guerre; l'artillerie, dans la préparation du combat, doit suivre pas à pas l'infanterie, se déplacer rapidement et la mobilité est sa qualité essentielle; sa mission ne saurait être de

détruire les obstacles qui font point d'appui à l'ennemi, « mais seulement de chercher à paralyser le défenseur, l'obstacle vivant ». A ces fins, on avait accommodé l'artillerie au mouvement et puissamment allégé l'arme tout en lui laissant sa puissance : le 75 est une merveille, l'arme idéale d'une guerre d'évolutions, — un pur-sang, pourrait-on dire, — apte à toutes les tâches en rase campagne avec ses deux obus et en pouvant tirer, dans un même temps, un tiers de plus que le canon allemand. L'artillerie fut ainsi orientée vers le tir le plus rapide et le projectile le plus léger.

Les faits de la guerre russo-japonaise renversaient toutes ces théories ; ils compliquaient le problème, le rendaient infiniment malaisé, car l'artillerie lourde exigeait une infinité d'études complémentaires et spécialement du chemin de fer à voie normale comme à voie étroite ; on ne voulut rien savoir. Cette théorie du général Langlois fut érigée en dogme « que l'artillerie seule est impuissante à déloger un ennemi, qu'il y faut la menace de l'infanterie, c'est-à-dire l'attaque, et qu'on ne saurait reconnaître l'ennemi à coups de canon, encore moins l'user » :

Le feu, concluait-il, ne déloge pas d'un point d'appui une bonne infanterie; on dit en Allemagne que l'assaillant ne peut avancer sans grandes pertes contre un ennemi abrité, d'où cette idée de s'arrêter, d'appeler le canon à l'aide, d'accabler l'adversaire sous une grêle d'obus, de l'user ainsi par le feu de l'artillerie sans rien exposer à ses coups. Ne laissons jamais pénétrer chez nous une telle conception de la guerre; après une dépense épouvantable de munitions sur des points d'appui peut-être occupés par des forces insignifiantes, nous ne serons pas

plus avancés qu'auparavant, mais les coffres seront vides.

Et voici l'excommunication :

Des canons lourds dans une artillerie de campagne, dont la mobilité doit être une des qualités maîtresses, sont un encombrement inutile et le transport de leurs pesants projectiles, surtout sur routes, est une grave complication : qu'ils restent dans les équipages de siège! Il ne doit y avoir, dans les batteries de campagne, qu'une sorte de canon, de manière à réaliser l'unité de calibre, canon léger, passant partout, à tir rapide [1].

Les Allemands, eux, ne s'étaient pas rebellés contre les faits et en avaient accepté tout de suite la leçon. Au lendemain de la guerre du Transvaal, ils adoptaient sans hésiter le principe de la guerre de tranchées et de siège et conséquemment celui de l'artillerie lourde. La tactique de la tranchée fut mise en application aux manœuvres de 1906 et perfectionnée à chacune des autres manœuvres allemandes, sous les yeux mêmes des officiers français. Le règlement de 1908 disposa que l'artillerie lourde doit être rattachée comme partie intégrante et permanente à l'armée de campagne et employée dans la batterie au même titre que les autres armes. En 1910, parut l'instruction sur la guerre de siège que déjà nous avons signalée, et le kaiser lui-même s'en faisait le préfacier : « La guerre de siège, proclame Guillaume II, prend de plus en plus d'importance à mesure que se développent les travaux de fortification du temps de paix et que se perfectionnent les

[1] Général Langlois, *L'Artillerie de campagne en liaison avec les autres armes.* — « Qui donc a jamais pensé, écrivait ultérieurement un disciple du général Langlois, que l'horizon pourrait présenter une ligne continue, une muraille de Chine? qui donc a songé à battre cette ligne sans lacune? ce serait la négation du on sens ».

moyens d'attaque et de défense; la connaissance de cette branche de l'art de la guerre doit devenir familière à l'armée [1]. » Et le Grand État-Major était en conséquence pourvu d'une section nouvelle d'armée de siège : « Dans la guerre de 1870, — commentait le lieutenant-colonel Frobenius, — un général allemand d'un rang élevé ne rougissait pas d'avouer ouvertement son ignorance de la guerre de siège parce qu'il n'avait jamais eu l'occasion de combler cette lacune, pareille assertion serait aujourd'hui sans excuse. »

Cette instruction sur la guerre de siège fit sensation dans le monde militaire européen: en Russie, elle fut instantanément et intégralement adoptée et le haut commandement réorganisé en ce sens; en France, elle fut commentée dans quelques revues militaires, mais ne changea rien au règlement ni à l'esprit des chefs et des bureaux.

La direction d'artillerie et l'État-Major général marquaient la plus franche hostilité à cette innovation contrariante qu'était l'artillerie lourde. Tant vaut le directeur, tant vaut la direction; celle de l'artillerie eut longtemps à sa tête le général Delloye, dont l'action fut féconde et associée à la renaissance de notre artillerie. Le général Delloye s'était entouré de professionnels et de praticiens, et l'on avait fort travaillé : le Comité d'artillerie avait ainsi mis au point les canons de 120 court et de 155 court. Le général Delloye parti, et pour des raisons surtout politiques, on ne fit plus rien [1]: les directeurs

---

[1] *Instruction allemande sur la guerre de siège du 13 août 1910* (Lavauzelle), dans la *Revue militaire des armées étrangères* (février et mars 1911).

furent choisis parmi les brevetés et sous la coupe de l'État-Major qui régla tout *ex cathedra*. L'organe de travail qu'était le Comité d'artillerie ne fut plus consulté que pour la forme et, en 1910, le néfaste général Brun le supprima de sa seule autorité et d'ailleurs en violant la loi.

La question de l'artillerie lourde, malgré l'insistance du Creusot, qui avait établi les modèles du canon de 155, de l'obusier de 105 et du mortier de 120, fut délibérément mise en sommeil. En 1911, le général Dubail, alors chef d'État-Major, saisit de la question le Conseil supérieur de la guerre, qui adopta l'obusier de 120, et l'ordre fut donné à la Direction de l'artillerie de présenter dans les trois mois un modèle; dans l'intervalle le ministère tomba, l'État-Major muta, l'opinion du Conseil supérieur de guerre changea, seul le mauvais vouloir de la Direction de l'artillerie resta immuable[2].

En mai 1913, quand le premier programme d'arme-

[1] Voici un exemple de cette funeste inertie. En 1903 des expériences avaient été faites à Bourges et à Calais sur la meilleure forme à donner aux ogives: les rapports déposés en novembre 1903 concluaient que l'on pouvait augmenter la portée des canons par une forme appropriée des projectiles et proposaient d'entreprendre immédiatement aux trois vitesses initiales de 400, 550 et 750 mètres, avec un canon de calibre moyen, des recherches sur la forme à donner aux ogives et aux culots, la position des ceintures, le méplat des ogives, la forme et le pas des rayures. Or, en novembre 1909 — soit *six ans après* — ce rapport du Comité n'avait pas encore été approuvé et le directeur de l'artillerie n'en soupçonnait même pas l'existence. Ce fut par hasard que le général Herment le retrouva dans les archives et des expériences furent entreprises sur ses obus et ceux du général Desaleux.

[2] On aura une idée de l'état d'esprit, au moment de la guerre, de la Direction de l'artillerie sur le canon à longue portée, en lisant un article paru dans le numéro du 1er mars 1914 du *Journal des sciences militaires* sous ce titre : « l'artillerie en France et en Allemagne en 1914 » par le général X... Ces deux citations sont plus éloquentes que tous les commentaires : « Un canon tirant à 8.000 mètres n'est pas plus puissant qu'un canon à 6.000 : il est puissant dans une zone — entre 6.000 et 8.000 mètres

ment fut soumis à la Commission du budget de la Chambre, la question d'artillerie lourde fut soulevée précisément à propos de la défense de Nancy. Des officiers subalternes de Nancy et de Toul s'étaient rendu compte de l'action terrible de l'artillerie lourde quant à la défense du plateau de Haye et des Hauts de Meuse ; une note impressionnante du capitaine Blaison fut versée au débat par M. Louis Marin, et, malgré le ministre qui déclarait que l'artillerie lourde allemande n'existait que sur le papier, les crédits nécessaires furent votés...

Et pourtant, en août 1914, nous n'avions par corps d'armée que 120 canons de 75 et *par armée* qu'une douzaine de grosses pièces de 155, et nous étions réglés sur une consommation quotidienne totale de 13.000 obus ! Chaque corps d'armée allemand, au contraire, comptait 108 pièces légères de 77 et 52 pièces lourdes. En résumé 700 pièces d'artillerie lourde pour l'armée allemande, 84 seulement pour l'armée française. « L'artillerie, — a écrit le général Fonville, — était, comme le reste de l'armée, l'esclave de cette idée préconçue que, dans la guerre de campagne, le stationnement sous abri serait l'exception et que le mouvement à travers champs serait la règle générale. » Nous étions préparés à une guerre comme nous la voulions, panache et épopée, et la convic-

— où l'autre ne l'est pas ; mais comme il n'acquiert cette propriété qu'aux prix d'un plus grand poids, d'un service moins facile, etc., entre 0 et 6.000 mètres il est moins puissant que le premier, car il doit tirer moins vite, lancer par unité de temps une masse moindre de substance meurtrière. On voit donc *le danger que constitue dans un armement un nombre trop grand de canons à longue portée.*

« Nos places, dit-on, seront assaillies à de grandes distances par des canons lançant de lourds projectiles et nous n'avons pas de canons susceptibles de rivaliser de portée ! Si nous en avions empêcheraient-ils l'ennemi de se servir des siens ? »

tion était quasi unanime dans le civil comme dans le militaire, que le soldat français, incomparable et au-dessus de tous, suffirait à tout...

Cette foi profonde dans une offensive généralisée et de plus en plus accentuée, notre État-Major en vint, par une pente naturelle, à se persuader que l'ennemi la partageait comme lui. Comme une telle guerre, du fait que le mouvement en devenait de plus en plus accéléré, exigeait des troupes spécialement entraînées, des éléments offensifs qui, naturellement, se trouvaient être les éléments actifs, notre haut commandement assigna aux réserves un rôle de second plan et d'exploitation du succès[1], estimant qu'à de si rudes besognes, des pères de famille ne conviendraient guère, — conception de la guerre humaine et souhaitable mais admissible seulement à condition de réciprocité. L'État-Major français était, avant la guerre, convaincu que les Allemands ne nous attaqueraient qu'avec une armée dans laquelle le soldat de caserne tiendrait la plus grande place, que les réservistes ne constitueraient au plus qu'un appoint levé dans les plus jeunes classes et sur place et que ceux ayant femme et enfants seraient laissés en arrière ; la première bataille — celle qui déciderait de la guerre — serait entre les deux armées actives. Aussi, en 1911 et 1912, en présence de l'accroissement des effectifs actifs allemands, crut-il avoir contrarié suffisamment le plan ennemi par l'augmentation de notre seule armée active en portant à trois ans la durée du service militaire.

---

[1] Sur cette partie, voir *La guerre et l'armée de demain*, par le général Percin, Rivière, 1917.

La loi de trois ans n'eut probablement ni tous les mérites, ni tous les démérites, que lui prêtèrent ses dithyrambistes et ses détracteurs. A tout prendre, il semble bien que ce fut une bonne loi en ce qu'elle accrut la force de l'armée active par l'incorporation, au moment de la guerre, de la classe 1913 et incontestablement l'armée en fut plus forte. Pourtant son principal bienfait fut peut-être plus moral que matériel : elle fit apparaître soudain à la nation, engourdie par le pacifisme, la possibilité de la guerre et lui permit de ceindre ses reins; elle prépara au sacrifice ces générations hosties et marquées pour l'immolation — on remarqua dans les casernes le moral très supérieur de la classe 1913, la première qui fit trois ans, et qui ne fut surpassé que par l'héroïque classe 1915, la plus admirable que la France ait connue. En somme, cette loi de trois ans donna confiance au pays, une confiance peut-être excessive mais nécessaire.

Elle eut pourtant des inconvénients dont le plus grave fut dans les discussions qu'elle souleva au Parlement et dans la presse : l'État-Major en vint, sans le vouloir, à découvrir ses plans de campagne, et si, après ces débats, les parlementaires français pouvaient encore tout ignorer, l'État-Major allemand, lui, ne pouvait pas ne pas avoir compris.

Comme toujours, le gros choc fut à la Chambre; cette loi y fut mieux attaquée que défendue. Le rapporteur faisait ses débuts parlementaires; lieutenant d'artillerie versé dans la politique, il avait pris ce terrible rapport sans en assez soupçonner le poids ; le président de la Commission de l'armée préparait, dans le temps de la discussion, sa candidature au Sénat; le ministre de la Guerre ne

savait pour ainsi dire rien de la loi; seul M. Barthou, président du Conseil, eut tout le poids du débat et tint le coup. Jaurès contre lui menait le combat. De Jaurès, on peut dire comme d'Émile Ollivier, qu'il fut « le poète de la parole »; en tout et sur tout il était poète, avec des prévisions souvent plus justes que nous, ses adversaires, ne le voulions croire; mais ce don était gâté par de sérieux travers. Si l'éloquence est l'art de persuader, on ne peut dire qu'il était éloquent, car sa parole tumultueuse, toute hérissée, agressive et provocante, éloignait de ses idées, même justes, plus qu'elle n'y amenait; il leur donnait un tel tour que l'adhésion apparaissait comme une capitulation et, si l'on peut dire, il solidifiait les oppositions au lieu de les pénétrer. Mais ce n'est que justice de reconnaître que là il fut sinon le seul à prévoir le mode de l'attaque allemande, car assurément il avait été documenté, au moins le premier à l'annoncer :

Que l'Allemagne, clamait-il, se décide, pour mieux réussir d'emblée un effet d'enveloppement, à jeter d'un bloc, sur le champ de bataille, toute son armée active et toutes ses réserves, nous serons alors exposés à la plus terrible des surprises, à une sorte de submersion, si nous n'opposons à la manœuvre menaçante tout le bloc de nos réserves.. Puisqu'on nous répète que l'art de la guerre consiste toujours à pouvoir, sur le point décisif, opposer des forces supérieures à l'ennemi; puisque les chefs prétendent que les premiers événements de la guerre auront une influence décisive ou capitale sur toute la guerre, pourquoi les 1.600.000 hommes valides des onze classes de réserve ne sont-ils pas concentrés, dès les premiers jours, avec les deux classes de l'active, et pourquoi toute cette masse n'est-elle pas précipitée sur l'envahisseur ?[1]

---

[1] *L'Armée nouvelle*, pp. 537 et 52.

C'était toute la question, mais l'interrogation, faite ainsi sur la place publique, était terriblement dangereuse puisqu'elle obligeait l'État-Major, indiquant comment il utiliserait ses réserves, à découvrir l'état des effectifs qu'il opposerait à l'ennemi, et à avouer ainsi ceux auxquels il comptait avoir à faire face et le plan d'attaque qu'il prêtait à l'ennemi : dès lors, l'ennemi renseigné pouvait déjouer ces prévisions et combiner à souhait une surprise.

Rapporteur et gouvernement, la presse et les porte-voix officieux assurèrent que les formations actives seraient les premières jetées à la frontière, que les réserves seraient transportées sur le terrain des opérations dès que le permettait leur degré d'entraînement, que nos forces actives trouveraient devant elles 830.000 Allemands, que ceux-ci laisseraient en arrière les pères de famille, qu'ainsi la première bataille serait entre les deux armées actives... C'est le pire inconvénient d'un régime de libre discussion que de telles controverses ; on dissertait sur notre plan de campagne comme on eût fait sur les guerres de Louis XIV ou de Napoléon, et pourquoi ? Si le vote se fût produit avant la discussion, la répartition des suffrages n'eût pas varié : chacun ne consulta que ses sympathies ou ses antipathies; les fidèles de Jaurès votèrent sur sa parole; ceux dont l'âme était gouvernementale ou qui avaient le respect inné des autorités établies se décidèrent sur les dires de l'État-Major et de l'orateur du gouvernement, M. Barthou.

Le plus clair fut que cette discussion notifia au Grand État-Major allemand que nous croyions n'avoir devant nous au premier choc que ses troupes actives,

renforcées de quelques éléments de réserve; il lui était, dès lors, facile d'apprécier, pour ainsi dire mathématiquement, l'extension que nous donnerions à notre front..., mais, avait-il besoin de ces révélations et de tels calculs? Dès 1913, l'État-Major n'avait-il pas imprudemment laissé découvrir notre plan de concentration?

Sous ce titre : *La Concentration allemande*[1], dans une brochure adressée sous pli recommandé à tous les officiers généraux appelés à exercer un haut commandement en temps de guerre, mise également dans les bibliothèques publiques et aussi dans le commerce, un officier d'ordonnance du général en chef exposait nettement le plan d'attaque escompté des Allemands. Ils nous attaqueraient avec 22 corps d'armée, soit un million d'hommes et 300.000 réservistes[2], et sur une ligne allant de Belfort à Mézières, leur extrême aile droite sur la portion de la frontière à l'est de Mézières, se couvrant par la possession de la rive droite de la Meuse entre Givet et Liége : soit une armée d'observation de la Belgique à cinq divisions de réserve et deux de landwehr masquant Liége et Namur; l'aile droite à trois armées de onze corps marchant dans la direction Mézières, Buzancy, Montfaucon et tentant la manœuvre d'enveloppement; le centre à deux armées de six corps se portant de Metz et Château-Salins sur Verdun et Toul; l'aile gauche, composée d'une armée, avec Épinal ou Belfort comme direction. C'était donc

---

[1] Chapelot, Paris, 1913. Voir plus loin, Livre Troisième, chapitre I[er] : *le plan du général Joffre et le plan allemand.*

[2] On a vu que, dans la discussion de la loi de trois ans, ce chiffre fut même officiellement abaissé à 830.000.

l'abandon de toute idée d'attaque par la trouée de l'Oise et la frontière du Nord; l'effort ennemi était prévu sur le front Mézières-Verdun, par la trouée nord des Hauts de Meuse, Dun-Stenay.

L'État-Major, pour des raisons qui n'étaient pas toutes de sentiment, ne croyait pas, ne voulait pas croire à la possibilité d'une attaque allemande par la rive gauche de la Meuse et le nord de la Belgique; un des chefs les plus éminents s'en expliquait ainsi :

Verrons-nous deux actions allemandes se préparer l'une en Alsace-Lorraine, l'autre sur le Rhin inférieur? Ce seraient là deux attaques au lieu d'une, *séparées, en outre, par une distance telle qu'elles seraient distinctes.* On n'y peut songer. Mais cette action unique, pour éviter l'obstacle de nos places fortes, peut avoir intérêt, dira-t-on, à se développer par le Rhin inférieur, en Belgique, plutôt qu'en Alsace-Lorraine. Ce n'est pas à prévoir, car la concentration va avoir pour premier objet la réunion de toutes les forces dans le plus bref délai possible; elle nécessite l'emploi le plus large des chemins de fer, des quais de débarquement, etc. Elle s'effectuera donc incontestablement et uniquement dans la région qui en est le mieux pourvue. La région du Rhin inférieur n'est pas comparable, à ce point de vue, aux pays d'Alsace-Lorraine. *La concentration de l'avenir est écrite sur le terrain par le nombre et la densité des quais de débarquement. Ils sont en Alsace-Lorraine.* En tout cas, si, méconnaissant leurs intérêts ou guidés par des considérations qui nous échappent, les Allemands se déterminaient à violer soit la neutralité belge, soit la neutralité suisse, il faudrait y voir des avantages pour nous, — car, indépendamment des obstacles qu'ils auraient à renverser sur leur route, du fait de ces petites nations, ils s'affaibliraient des détachements à laisser devant Anvers ou à Bruxelles, — ils nous fourniraient l'occasion de les attaquer en flanc avec toutes nos forces réunies, à la condition que, de notre côté, nous

ayons maintenu et poursuivi la réunion de toutes nos forces en une seule masse, sans détachements, dans une même région, la mieux outillée en chemins de fer et quais de débarquement, seul moyen de la terminer dans le moindre temps, et à la condition de donner à cette concentration, par la profondeur, une forme qui lui permette de faire face, en cas de nécessité, au Nord, à l'Est et au Sud.

Ainsi, c'est surtout parce qu'on tablait sur la nécessité pour l'assaillant de deux actions séparées et, entre ses armées d'opération, d'une solution de continuité offrant à l'assailli l'avantage d'une attaque de flanc, qu'on rejetait la possibilité d'une attaque allemande par le nord de la Belgique. Pour justifier cette hypothèse, il est clair qu'on n'escomptait que l'engagement des seules armées actives, et comment ne s'avisa-t-on pas que l'ennemi pouvait faire disparaître cette solution de continuité en appelant une partie de ses inépuisables réserves et en les mettant en ligne du premier coup? Erreur terrible, aberration tragique, qui entraîna l'abolition des fortifications du Nord ainsi que de notre seconde ligne de défense, de cette forte barrière Lille-Maubeuge, suprême articulation et complément du plan de défense active de notre frontière.

Parti de ce principe que l'attaque allemande serait au maximum de 25 corps d'armée, et qu'une offensive de notre part forcerait l'Allemagne à masser le gros de ses troupes en Alsace-Lorraine, ne mesurant l'extension possible du front que d'après les seuls éléments actifs et, sur une telle base de calcul, arrivant à cette conclusion qu'une attaque par la rive gauche de la Meuse, trop scabreuse, ne serait pas tentée, on conclut que point n'était besoin de prendre

de précautions du côté du Nord, ni même de conserver celles que la prudence des autres générations y avait établies.

La frontière du Nord fut condamnée en 1900 et, depuis lors, redisons-le, inlassablement détruite. Hirson fut déclassé, et c'était la trouée de l'Oise libre; déclassés de même les forts de Condé, du Quesnoy, de Curgies, de Maulde, de Flines qui, tenant sous leurs canons toutes les voies d'accès et les écluses de la Rhonelle, de l'Escaut et de la Scarpe, non seulement interdisaient à l'ennemi l'accès de notre frontière d'entre Sambre et Scarpe, mais encore protégeaient de flanc l'armée établie dans ce secteur pour tomber sur le flanc de l'armée d'invasion engagée dans la trouée de l'Oise. Lille et Maubeuge restaient les deux musoirs de la digue qu'on avait laissé tomber; telles quelles ces deux places constituaient encore une redoutable menace, de nature à impressionner l'ennemi mais à cette condition de se soutenir l'une par l'autre, car l'une tombant, l'autre défaillait, et Lille fut déclassée et ouverte! Pourtant le bon sens et le seul instinct de conservation dénonçaient le péril; en 1904, un Révérend Père Jésuite, qui n'était pas stratège, le signalait avec force : « Relever avec luxe, disait le R. P. Butin, la frontière de l'Est et laisser tomber la frontière du Nord, est une invitation à se faire attaquer de ce côté. »

Et ce désarmement s'opérait quand l'Allemagne hérissait de défenses sa frontière lorraine et faisait de Metz une formidable place d'armes; quand, indice plus grave, elle développait intensivement son réseau ferré dans les provinces rhéranes et sur sa frontière belge; quand la Hollande et la Belgique, renseignées

sur les intentions de l'Allemagne et son respect négatif de la neutralité, prenaient leurs précautions en conséquence; bien plus quand, en France, des ministres de la Guerre, comme le général Picquart, tenaient pour certaine l'attaque par la Belgique et que des chefs, comme le général Herment, annonçaient, étape par étape, la marche de la prochaine invasion! Une telle persévérance dans l'erreur est humainement inexplicable; comment personne ne s'avisa-t-il de la méprise? Eût-elle été possible avec un président, comme Thiers, averti de notre histoire militaire, et responsable? *Custodes quis custodiet?*

M. Vandame, député de Lille, avait accepté de la Commission de l'armée le mandat de soutenir devant la Chambre le projet de loi, présenté par le gouvernement, et portant déclassement de l'enceinte et des forts détachés de Lille. Il eut quelque hésitation et avant d'ouvrir le débat prit conseil de l'État-Major de l'armée et de la Direction du Génie : « rien à craindre, lui fut-il répondu; les Allemands n'auront que 25 corps d'armée et une attaque par la rive gauche de la Meuse n'est pas possible. »

En août 1914, les Allemands mettaient contre nous 34 corps d'armée; ils nous opposaient, au lieu des 1.300.000 hommes dont nous escomptions au plus grand maximum le choc, 2 millions dont 700.000 soldats de caserne et 1.300.000 de réserve ; 17 corps d'armée nous attaquaient par cette région du Nord, où nous n'avions pas voulu les attendre.

CHAPITRE II

LA FRONTIÈRE DE 1815 ET LA GUERRE DE 1914

I

LA GENÈSE DE CHARLEROI

DANS cette guerre le plus grand péril nous est venu de la frontière du Nord : c'est par la brèche insidieusement ouverte en 1815 que s'est coulée l'invasion germanique de 1914 et qu'elle a dévalé vers Paris. L'ignorance historique et géographique de cette frontière, jointe à la méconnaissance de l'admirable ligne de détense créée par Vauban et remise au point par Séré de Rivières ; la destruction sans nom de cette barrière tutélaire quand les desseins de l'ennemi de nous attaquer par là s'accusaient d'année en année, presque de jour en jour ; la non-défense et l'abandon de Lille, cet ensemble de fautes, cette chaîne d'erreurs, comme notre histoire peut-être n'en vit jamais de pareilles, amenèrent la douloureuse occupation de cette région du Nord et le martyre de ses populations. Je voudrais exposer

comment cela se fit, avant de relater ces batailles, dont notre frontière, en août 1914, fut le théâtre, qui nous mirent si près de notre perte, mais qui permirent le génial rétablissement de la Marne, victoire sans pareille, dont on ne peut pleinement saisir toute la beauté sans ce repoussoir tragique.

La frontière de 1815 constituait pour la France une double menace, en ce qu'elle laissait à son ennemi la possibilité de deux théâtres d'opérations, et qu'elle l'obligeait, elle, à entretenir deux armées au Nord et à l'Est pour faire face à ce double danger. Après 1815, on voulut soustraire cette situation à la connaissance du pays : pour mettre un baume sur la blessure faite par ces traités de 1815 à notre fierté nationale, notre diplomatie les présenta comme un succès. Funeste mystification, car elle nous cacha le danger : jusqu'en 1870, on oublia, — ce qui avait été la pensée constante des grands politiques de la vieille monarchie, — que le défaut de la cuirasse de la France était sa frontière du Nord, que la vallée de l'Oise et la ligne de la Meuse sont le plus court chemin de Berlin à Paris, et que cette frontière-là avait été combinée pour permettre une offensive ennemie.

Ce désavantage stratégique, l'Angleterre nous l'avait imposé pour elle, et non pour la Prusse. L'Angleterre, arbitre de l'équilibre européen, ne voyait de menaces que du côté de la France. Pour une intervention anglaise il fallait une base de débarquement; les Pays-Bas, sous le gouvernement d'un prince d'Orange, étaient, en fait, sous son contrôle : le tracé de notre frontière du Nord fut la grande garantie de l'Angleterre. La constitution de la Belgique atténua quelque peu le danger, mais la

défense militaire du nouveau pays n'en resta pas moins tournée contre la France, la plaine belge demeurait toujours la place d'armes, le terrain de guerre de l'Europe centrale. La Prusse n'étant pas encore en pleine force ni en pleine audace, la neutralité de la Belgique, du fait de l'intervention des puissances garantes, constituait un porte-respect, suffisant pour l'époque, et l'écartait de cette voie trop tentante.

En 1871, notre frontière de l'Est fut éventrée, le traité de Francfort livra à l'Allemagne l'entrée de la trouée de Charmes, comme ceux de 1815 avaient donné à la Sainte-Alliance celle de la trouée de l'Oise; la France eut à défendre 300 kilomètres de frontières, l'Allemagne 150 à peine, et les 150 autres lui offraient, au contraire, toutes les facilités d'offensive et de surprise. Le péril pour lors fut reporté à l'Est.

L'Allemagne avait bien la disposition de deux théâtres d'opérations offensives contre la France, mais elle ne pouvait encore user des deux à la fois, séparés qu'ils étaient par l'Ardenne et l'Eifel, peu praticables aux armées et qui mettaient une grande solution de continuité entre son armée de Lorraine et celle de Belgique. La France, au contraire, avait tout au long de ses 300 kilomètres de frontière une liberté de mouvement, permettant à son armée de faire face à ce double péril et à sa défense de se porter avec toute la rapidité voulue sur le point le plus menacé. Le grand objectif de l'Allemagne fut dès lors de se procurer pour l'offensive ce même avantage; elle l'eut vite obtenu par le développement du réseau ferré dans ces régions de l'Ardenne

belge et de l'Eifel; une liaison étroite fut ainsi établie entre ses deux champs de bataille éventuels, il lui devenait possible d'atteindre par la Belgique notre frontière du Nord.

Tout l'y conviait, tout l'y attirait. Nous d'abord, qui détruisions cette frontière quand le principal obstacle à l'offensive allemande était levé, quand la neutralité belge se trouvait infirmée par ce jeu des alliances européennes, qui mettait de force et préalablement dans le conflit les puissances garantes; l'Angleterre restait la seule garante effective de la neutralité belge; l'Allemagne, en allant vite, avait chance de terminer la guerre avant qu'elle fût en état d'intervenir effectivement.

Restait un dernier obstacle. Cette double action sur deux champs aussi distants exigeait une extension de front qu'aucune armée, dans des conditions normales, n'eût été en état d'assurer. L'Allemagne poussa sa natalité, alors que celle de la France restait paresseuse; elle accrut ainsi d'un tiers en quarante années le chiffre de sa population, et consécutivement de ses effectifs; elle entraîna militairement son peuple, en sorte que ses réserves pussent entrer immédiatement en ligne avec ses forces actives. C'est sa natalité redoublée qui lui donna les moyens de cette manœuvre sans précédent, de cette submersion totale de 300 kilomètres de frontières.

En août 1914, toute notre frontière du Nord et de l'Est fut assaillie, couverte par ce formidable raz de marée; elle fut insultée, violée sur presque tous ses points; elle ne l'eût probablement été nulle part si, au lieu de les détruire stupidement, nous avions entretenu et utilisé les défenses que la sagesse et la

prévoyance des précédentes générations nous avaient faites pour parer précisément à une telle agression, et si, au lieu de nous lancer dans l'aventure d'offensives géographiquement impossibles, nous nous étions tenus sur une solide défensive, dont la vieille armée nous avait donné les moyens et dont la nouvelle a attesté héroïquement qu'elle avait toutes les qualités.



II

LA FRONTIÈRE DE VAUBAN ET DE SÉRÉ DE RIVIÈRES : LA TROUÉE DE L'OISE

Consulter les cartes B et E.

Une raison politique autant et plus que militaire, en 1815, mit sur la rive gauche du Rhin la Prusse en contact direct avec la France[1]. L'Angleterre voyait là un moyen de dériver sur la Prusse le sentiment national français, depuis des siècles unanimement tourné contre elle, sans entrevoir qu'inévitablement l'étincelle de guerre partirait de là ; la Sainte-Alliance escomptait qu'un tel voisinage briserait les élans offensifs de la France révolutionnaire et impériale : la Prusse se prêta sans enthousiasme à la combinaison. Le contact était établi dans une région difficultueuse : la frontière franco-prussienne de 1815 se prêtait mal de part et d'autre à des déploiements offensifs ; le vrai terrain de bataille était au nord, en Belgique, et dans un secteur assez circonscrit, car le glacis qu'elle mettait entre la France et la Prusse était quasi impénétrable dans sa

[1] *Ouvrages consultés.* — Commandant Marga, *Géographie militaire*, Ernest Bourges, Fontainebleau, 1880. — Théophile Lavallée, *les Frontières de la France*, Hetzel. — Eug. Tenot, *la Frontière, 1870-1882*, Gerber-Baillière, 1883. — Général Herment, *Considérations sur la frontière du Nord*, Chapelot, 1913. — Colonel Frater, *Carte de la frontière du Nord-Est de la France*, Chapelot.

majeure partie, la nature ayant posé là un puissant obstacle : l'Ardenne.

Au nord des crêtes jurassiques de la Lorraine et du Luxembourg, un vaste plateau surgit de 200 à 300 mètres au-dessus des plaines circonvoisines, profondément raviné par les rivières qui y creusèrent leur lit, c'est l'Ardenne et son prolongement l'Eifel : contrée montagneuse au climat rude, boisée mais où les forêts alternent avec de grands espaces couverts de bruyères, terre friable couvrant souvent un sous-sol argileux impénétrable qui retient les eaux et y forme des tourbières ou des marécages, pays pauvre, où les communications sont rares, et jusqu'en 1870 tenu pour impraticable aux armées.

La Meuse traverse ou plus exactement côtoie et contourne les lisières occidentales de ce plateau ardennais. La Meuse est l'un des fleuves les plus importants de la France, l'une de ses plus puissantes défenses. Sa source est au plateau de Langres; son cours, orienté d'abord du sud au nord, est parallèle et intermédiaire à la Marne et à la Moselle, dans le prolongement même de la trouée de Charmes, où il fait fonction de fossé défensif. A partir de Vaucouleurs, où elle s'engage dans le couloir des Hauts de Meuse, elle renforce sérieusement encore les défenses de notre frontière militaire de l'Est.

A Stenay, au sortir des Hauts de Meuse, commence sa participation à la défense de la frontière du Nord et son importance stratégique devient de tout premier ordre. En aval de Mézières, elle atteint le plateau de l'Ardenne, s'y fait un passage à travers des escarpements de 200 mètres de hauteur, quitte la France à Givet, monte à Namur et là, reçoit la

Sambre : dès son entrée et dans tout son parcours en Belgique elle y partagera la région basse de la région haute. A Namur, brusque changement de direction à droite, elle prolonge en réalité la Sambre plus qu'elle ne la reçoit et poursuit alors vers le nord son cours accru et élargi, mais toujours les hauteurs de sa rive droite domineront la rive gauche, constituant un avantage marqué pour l'agresseur germanique; elle traverse Liége, délimite sur un assez court espace la Belgique et la Prusse, à Maestricht passe en Hollande, coule enfin à travers des landes, des sables, des tourbières, se joint au Waal, l'une des branches du Rhin, et déverse dans la mer du Nord, au même point que l'Escaut, leurs eaux confondues. La Meuse, si elle est pour la France une solide défense, apporte à la Belgique une protection essentielle: c'est l'artère vitale: « Qui est maître de la Meuse est maître de la Belgique », a dit Jomini, et, pourrait-on ajouter, s'assure la clef de l'une des grandes portes de la France, car c'est la Meuse qui met en relations Paris avec Cologne et le centre de l'Allemagne.

L'obstacle que l'Ardenne met entre la Prusse et la France ne se retrouve plus au Nord de la Meuse; c'est le pays plat, et la neutralité de la Belgique est alors le seul rempart de la France, — « rempart de papier », disaient déjà, avant Bethmann-Hollweg, Bernhardi et probablement d'autres encore avant lui. La région comprise entre Paris et la mer du Nord est presque totalement dépourvue d'accidents naturels, les routes d'invasion sont multipliées dans le nord de la Belgique : d'abord celle du littoral, puis d'Ypres sur Hazebrouck et Abbeville, de Menin à Armentières

et Saint-Pol, de Courtrai à Lille et Arras, de Tournai à Douai et Arras, de Mons à Valenciennes et Cambrai, de Namur enfin par les vallées de la Sambre et de l'Oise à Paris. Les premières sont surtout destinées à des armées de débarquement; la zone vraiment dangereuse toujours fut entre Lille et la Sambre, et le point le plus périlleux la route qui passe par Maubeuge, puis par Laon et Soissons descend sur Paris — le plus court chemin en provenance de Berlin, la voie classique des invasions germaniques, la trouée de l'Oise.

Dans ce pays plat du Nord, une seule crête a vraiment une importance stratégique, le soulèvement du Hainaut, — qu'on nomme encore les collines de la Sambre, — ligne de partage des eaux de la Meuse et de l'Escaut, qui longe tout le cours de la Sambre jusqu'à Namur. Le Français, s'il possède cette crête Mons-Charleroi-Namur, domine toutes les plaines de la Belgique; par elle un ennemi s'assurera la grande ligne Cologne-Paris avec les routes de la vallée de l'Oise et séparera ainsi nos armées du Nord et celles de l'Est. Ces collines de Sambre et Meuse sont donc la fermeture de la France au Nord, la grande porte de la trouée de l'Oise. La Sambre coule vers la Belgique du sud-ouest au nord-est, au long de cette crête essentielle ; parallèlement, mais en sens inverse, l'Oise descend de Belgique en France, sa rive gauche protégée par les faibles côtes de Thiérache. La dépression intermédiaire forme un couloir qui, par delà la frontière, s'élargit jusqu'à Namur; c'est là que l'Oise a sa source et que commence la vallée par où elle dévalera pour ainsi dire sans obstacle jusqu'à Paris. Comme nous l'avons déjà dit,

on a justement appelé l'angle montueux Charleroi-Namur-Dinant : l'esplanade de Paris; de Namur c'est en effet la descente sans arrêt, et Namur est à deux marches de la frontière prussienne !

Cette ouverture de notre frontière, et par elle de la route de la capitale, fut toujours le grand souci des gouvernements dignes de ce nom, au fait de leur métier et conscients de leurs devoirs. Ce n'était alors un secret pour personne que défendre la frontière du Nord, c'était protéger Paris ; ce fut l'un des meilleurs titres de gloire de Louis XIV que d'avoir efficacement assuré cette protection.

Vauban en eut la charge et l'honneur: « Paris, disait-il au roi, est le vrai cœur du royaume et l'abrégé de la France, par qui tous les peuples de ce grand État subsistent et de qui le royaume ne saurait se passer sans déchoir considérablement de sa grandeur. » De fait une position géographique incomparable lui a permis de recevoir les divers courants latin, celtique, germanique sans subir la prédominance d'aucun; un bassin mollement ondulé, des vallées aux pentes douces, des rivières multiples ouvrent de toutes parts des communications avec l'Allemagne par les plaines de la Meuse et de l'Escaut, par la Loire avec l'Océan, avec la Méditerranée par la Saône. Ces fleuves firent de Paris un centre d'attraction sans égal, mais le mirent en constant péril d'invasion. Aussi le principal soin de la monarchie fut-il de fortifier ces limites septentrionales et spécialement le point le plus vulnérable d'où Paris risquait d'être atteint en quelques journées : à défaut d'une frontière naturelle, on constitua une frontière

militaire et artificielle. Ce fut la grande œuvre de Vauban, sa frontière qui deux fois sauva la France, — « la frontière de fer », comme la qualifiait Carnot, « la frontière de boue », pourrait-on plus exactement dire, car elle eut pour principe et base l'inondation.

De la mer à la Meuse, aucun obstacle naturel ne venant limiter les opérations d'une armée adverse, Vauban établit au centre une position assez forte pour que l'armée de défense pût résister de front à l'ennemi, menacer ses flancs s'il tentait de la tourner et d'où aussi elle pût déboucher pour une contre-offensive. A cet effet, il prépara sur le cours de l'Escaut et de ses affluents des inondations que commandaient les places de Tournai, de Condé, de Mons, de Maubeuge; il suffisait de fermer ces écluses pour tendre, de Tournai à Maubeuge, une immense ligne d'eau qu'on ne pouvait franchir que sur les ponts et les chaussées que gardaient ces places. Le flanc gauche de cette position était constitué par la Scarpe dont les places de Douai et d'Arras interdisaient le passage; le flanc droit, par la Sambre dont le cours était commandé par Namur, Charleroi, Maubeuge. En avant du front, la place d'Ath ménageait à l'armée un débouché offensif, soit sur l'Escaut, soit entre la Dender et la Sambre. « Vauban, a écrit Napoléon, n'a jamais prétendu que ces forteresses seules pussent fermer la frontière; il a voulu que cette frontière ainsi fortifiée donnât protection à une armée inférieure contre une armée supérieure, qu'elle lui donnât un champ d'opérations plus favorable pour se maintenir et empêcher l'armée ennemie d'avancer, et des occasions de l'attaquer

avec avantage, enfin les moyens de gagner du temps pour permettre à des secours d'arriver [1]. »

Le danger de la trouée de l'Oise n'était pas alors aussi grand qu'il fut depuis. Sans doute, cinq routes traversaient la frontière entre la Sambre et la Meuse, de Charleroi et de Namur conduisant par Beaumont à Maubeuge, par Chimay à Avesnes, par Philippeville, Dinant, Rocroy vers Reims, mais le pays était couvert de bois et ces diverses routes tenues en première ligne par les places de Philippeville et de Marienbourg, reliées à Maubeuge et à Givet, et en seconde ligne par celles d'Avesnes et de Rocroy. Le plus court chemin sur Paris se trouvait ainsi protégé et une armée qui eût tenté de pénétrer par l'une quelconque de ces routes risquait d'être assaillie à la sortie, et avant même que d'être formée, par l'armée de défense massée dans la position centrale. Aussi, quand la France détenait Philippeville et Marienbourg avec la forêt de Thiérache, cette section de la frontière était-elle relativement assez sûre ; elle constituait même sur la basse Sambre une position offensive avantageuse, soit vers le bassin de l'Escaut, soit sur les communications d'un ennemi assaillant la frontière entre Sambre et Escaut.

---

[1] Napoléon, *Mémorial de Sainte-Hélène*, tome II. — « La valeur de l'organisation de Vauban provenait du parti qu'il avait su tirer des ressources du pays. Il avait pourvu les places de fossés pleins d'eau et de vastes inondations qui ne les rendaient abordables que sur une faible partie de leur enceinte. Il avait augmenté le nombre des canaux ; des forêts du Hainaut à la mer, il avait relié entre elles les différentes rivières, qui pouvaient ainsi voir renforcer le volume de leurs eaux et constituer, au moyen des barrages des places, d'énormes marécages qui rendaient ce terrain impraticable... Au milieu des eaux ou des terres détrempées s'élevaient les forteresses, auxquelles aboutissaient les canaux et d'étroites chaussées... les routes étaient alors peu entretenues et, seuls, les canaux pouvaient assurer le service des transports des armées : les forteresses de Vauban les tenaient tous. » (Général Herment, *livre cité.*)

Ce fut vraiment en 1815 que commença le grand péril de la trouée de l'Oise : une brèche fut alors faite dans ce coin de notre frontière; elle était assez peu perceptible mais de main d'ouvrier et terrible.

En 1814, les Alliés, unanimes dans la volonté de mater la France, pensaient l'avoir suffisamment fait en lui retirant la possession intégrale de la rive gauche du Rhin. La Belgique et la Hollande furent constituées en Pays-Bas sous la souveraineté du prince d'Orange, en fait sous le contrôle de l'Angleterre; sur le reste une faute diplomatique inoubliable établit la Prusse. Le roi de Prusse ne se souciait guère de ces provinces rhénanes sur lesquelles il n'avait droits ni titres, il convoitait la Saxe et il proposa de les donner au roi de Saxe en compensation de ses Etats. L'empereur de Russie était acquis à la combinaison, la France avait d'autant plus de raisons de l'accepter que le roi de Saxe était l'oncle de Louis XVIII, mais Talleyrand, par une véritable aberration, dominé par la crainte de diminuer ainsi le parent de son roi, s'unit à Castlereagh pour la faire échouer; or, la diplomatie anglaise appréhendait que le roi de Saxe sous la dépendance de Louis XVIII ne laissât ces provinces sous l'influence de la France! Castlereagh, continuant les vues de Pitt son maître, voulait donner pour voisin à la France une puissance militaire de premier rang qui l'inquiétât continuellement sur ses frontières; il proposa la Prusse et pour le malheur de tous, et notamment de l'Angleterre, ses vues prévalurent [1].

Pour atténuer le préjudice, la frontière alors laissée

---

[1] *Correspondance, dispatches and other papers of viscount Castlereagh, second marquess of Londonderry*, London, William Shoberl, 1852.

à la France fut meilleure que celle de 1792. La frontière de 1792 avait, dans ce secteur d'entre Sambre et Meuse, le tracé actuel, mais avec les trois enclaves de Barbenson, de Philippeville, de Marienbourg, ces deux dernières avec les forts qui gardaient la source de l'Oise et fermaient la vallée. Le traité de 1814 redressa sur ce point la frontière[1] et l'avança jusqu'à Thuin et Dinant, donnant par suite à la France tout le pays de Chimay, de Florennes, de Merbes-le-Château. La frontière de 1792, dans la région occidentale de l'Ardenne, avait le même tracé qu'actuellement, sauf qu'elle englobait, en un promontoire presque semblable à celui de Givet, les territoires de Bouillon et de Paliseul; le traité de 1814 nous attribua toute la lisière occidentale de l'Ardenne, de Dinant à Bouillon (Beauraing, Gedinne, etc.), Paliseul excepté.

En somme, cette frontière de 1814 était forte et bonne; les Alliés, estimant que le voisinage de la Prusse était pour la France un châtiment suffisant, n'avaient pas voulu l'aggraver par une réduction de territoire. En 1815, le sentiment fut différent et la frontière fut entamée de façon à donner à la Prusse et à la Sainte-Alliance une entrée en France. A cet effet, la vallée de l'Oise fut ouverte et les défenses de

[1] Il a fallu cette guerre pour nous faire connaître exactement et nos frontières d'avant la Révolution et celles du traité de 1814. Si extraordinaire que cela paraisse, elles étaient encore jusque-là ignorées : ce fut un des plus utiles travaux historiques, au cours de cette guerre, que d'avoir pu les préciser et nous nous sommes trouvés plus riches en territoire que nous ne l'avions cru et qu'on ne nous l'avait jusque-là enseigné. M. le professeur Fallex a droit à la reconnaissance de tous pour avoir mené à bien cette œuvre extrêmement délicate; on consultera avec fruit la carte qu'il a éditée chez Forest : « *Allemagne (Confédération du Rhin) royaume de Prusse et empire d'Autriche : 1806-1814*, avec les variations des frontières de la France de 1789 à 1815. »

Vauban annulées sur ce point critique ; Barbenson, Philippeville et Marienbourg nous furent retirés [1] et la frontière reportée à ses limites de 1792 : ce tracé, dont l'intention stratégique est évidente, nous éloignait de la basse Sambre, coupait toutes communications entre Maubeuge et Givet, et non seulement nous interdisait toute initiative offensive en Belgique, mais ne nous permettait même plus de défendre directement la trouée de l'Oise. Du coup et en fait, la frontière militaire était reportée très en arrière, sur la ligne La Fère-Laon.

Ce péril de la trouée de l'Oise, ainsi créé par le tracé de la frontière de 1815, fut vite accru par le chemin de fer, qui, lui aussi, suivit la voie classique des invasions. La ligne Berlin-Cologne-Paris descend la Sambre à partir de Namur, rejoint à Maubeuge la ligne Anvers-Bruxelles, et avec elle par Saint-Quentin va à Paris ; une autre de Namur longe la Meuse et par Givet se dirige sur Rethel et par delà sur Reims, une troisième se détache de celle-ci, au-dessous de Givet, traverse la Thiérache belge par Chimay pour rentrer en France ; une dernière, enfin, relie Hirson à Mézières. Hirson devenait donc un point stratégique de la plus haute importance, nœud de voies ferrées exceptionnel. L'autorité militaire demanda aussitôt à le fortifier ; en 1870, rien n'était encore commencé. Nos malheurs nous ouvrirent les yeux ; le général de Rivières obtint qu'un fort d'arrêt fût établi à Hirson ; il y eût fallu une place forte.

---

[1] Appendice : annexe n° 1. — Le retrait de ces « enclaves » fut opéré à la suggestion de Wellington ; le gouvernement anglais, sur ces mêmes conseils, demandait pareillement le démantèlement de Lille, dont il savait toute l'importance stratégique. (Cf. également lettre de Lord Liverpool à Castlereagh, du 23 août 1815, dans la *Correspondance* citée.)

Consulter la carte B.

Déjà on a exposé le plan de défense de Séré de Rivières, il convient d'en rappeler le dispositif pour le Nord, puisqu'aussi bien, — et c'est l'objet de cette recherche, — son oubli fut dans cette guerre la cause de nos premiers échecs et de cette surprise stratégique qu'il fallut tout le génie français pour déjouer, mais seulement sur la Marne. On vient de voir que jusqu'en 1815, quand par Philippeville et Marienbourg nous commandions la vallée de l'Oise, le point le plus dangereux était entre Sambre et Scarpe; après 1815, le danger s'était étendu au secteur d'entre Sambre et Meuse, le tracé de la frontière ne rendant possible une défense de front de la trouée de l'Oise que sur la ligne La Fère-Laon. Séré de Rivières se borna à établir dans la trouée le seul fort d'Hirson pour imposer à l'ennemi un arrêt de vingt-quatre heures, et il organisa la défense de la trouée de l'Oise, de la même façon que celle de la trouée de Charmes, par une menace de flanc telle que l'ennemi fut empêché de pousser plus avant.

A cette fin, il recourut à la même utilisation du terrain que Vauban et ne fit que remettre au point son ingénieuse frontière de fer et de boue. Le sol dans cette région est impraticable après les pluies et ne permet de se mouvoir que par les routes; d'autre part, de multiples voies d'eau opposent à l'envahisseur le plus sérieux obstacle, et dans les intervalles de vastes forêts contrarient son avance.

Comme Vauban, le général de Rivières établit sa position centrale de défense entre la Sambre et la Scarpe. La concentration de l'armée du Nord se faisait de Maubeuge à Flines, entre la Sambre et l'Escaut, sur un front de 30 kilomètres, couvert du

sud au nord par la forêt de Mormal, humide, marécageuse, presque impénétrable, et reliée à Valenciennes par la rivière de la Rhonelle, parallèle à la frontière et dont l'inondation devait être tendue par les forts du Quesnoy et de Curgies.

Ce front s'appuyait à droite sur les collines de la Sambre, que commandaient Maubeuge et Landrecies; à gauche, sur une double ligne d'eau par les inondations de l'Escaut d'abord avec les forts de Condé et de Valenciennes, puis de la Scarpe avec ceux de Flines, de Maulde, de Raismes et la place de Douai. Par delà, entre la Scarpe et la Lys, la défense s'étayait sur la place de Lille, sa grande base, et entre la Lys et la mer sur les inondations de la Lys et sur les régions fortifiées de Dunkerque et de Calais.

Ainsi se trouvaient gardées toutes les routes d'invasion les plus directes; ce jeu combiné des places et des inondations, fermant sûrement la frontière, constituait une digue dont Maubeuge et Lille étaient les musoirs, et « sous la protection de laquelle devait s'opérer la concentration de l'armée du Nord au début d'une guerre contre l'Allemagne dans le cas où celle-ci violerait la neutralité de la Belgique[1] ».

Si l'ennemi se risquait à aborder cette position par son flanc droit, — la trouée de l'Oise, — il rencontrait Maubeuge; s'il voulait la tourner par son flanc gauche, il se heurtait à Lille.

Maubeuge, Lille, deux places d'une valeur stratégique sans égale: Maubeuge, tête de pont sur la Sambre, position offensive pouvant servir d'appui à une armée dont l'objectif serait les collines de Char-

[1] Commandant Marga, *livre cité*, t. I, p. 102.

leroi à Namur, dont la maîtrise assure celle de la Belgique; — Lille, saillant sur le tracé général de la frontière où aboutissent toutes les grandes voies ferrées vers Bruxelles et Anvers, et base incomparable de ravitaillement pour une armée opérant en Belgique; Lille, le chemin direct sur Gand et Anvers, et dont la possession entraîne celle de tout le nord de la Belgique et de ses bases de débarquement; Lille, point essentiel pour une coopération militaire britannique, et sauvegarde d'Anvers.



II

LIAISON PAR L'ALLEMAGNE DES CHAMPS DE BATAILLE LORRAIN ET BELGE

La Conférence de Londres de 1830, érigeant la Belgique en État, imposa la démolition des forteresses les plus rapprochées de la France et, depuis 1815, tournées contre elle; le gouvernement belge laissa par surcroît tomber les autres et ne conserva qu'Anvers. L'Angleterre était la grande protectrice, pour exercer sa tutelle, il lui fallait un point de débarquement. Tout l'effort défensif belge fut concentré sur Anvers qui devint et resta la base d'opérations et de ravitaillement de l'armée, le centre des approvisionnements et des fabrications militaires et, en cas de guerre, le refuge du gouvernement et le réduit de la défense nationale, « dont la chute consacrerait la défaite et la perte de l'indépendance de la Belgique[1] ».

Consulter la carte D.

Double erreur politique et stratégique. Ce choix d'Anvers était uniquement en prévision d'une attaque de la France et de l'intervention anglaise; par les

---

[1] *Ouvrages consultés.* — Général Herment : *L'état des forteresses belges et sa répercussion sur la défense de notre frontière du Nord,* Lavauzelle, 1913. — Général Brialmont : *La défense des États et les camps retranchés,* Germer-Baillière, Paris, 1876. — *Les régions fortifiées : leur application à la défense de plusieurs États européens,* Guyot, Bruxelles, 1890.

bouches de l'Escaut on avait accès à la mer, dont l'Angleterre était maîtresse. Mais les traités de 1832 avaient imposé là à la Belgique une frontière franchement détestable et incohérente : les bouches de l'Escaut, dont la Belgique détenait tout le cours, furent données à la Hollande. Dès lors, en cas de guerre, l'accès d'Anvers pour l'Angleterre impliquait une violation de la neutralité de la Hollande, et celle-ci, par Flessingue, pouvait couper toutes communications ; mais on n'en vit pas tant, la Hollande était alors une simple chaloupe dans le sillage du grand navire britannique !

Non moins grave l'inconvénient résultant de la position excentrique d'Anvers, à l'extrémité du royaume, sur la frontière; cette base d'opérations ne s'expliquait que pour une guerre contre la France, mais, la Prusse violant la neutralité, c'était pour elle la plus élémentaire tactique que d'attirer sur la Meuse l'armée belge pour la couper ensuite d'une base aussi en dehors de sa ligne d'opérations et sans liaison avec le reste du pays. La plus grande faute fut à la Belgique, quand s'accentua le danger du côté de l'Allemagne, d'avoir maintenu à Anvers sa base d'opérations. Au moment de la guerre, Anvers était pourvu d'une ligne avancée de 21 forts et de 9 redoutes, d'une seconde ligne de 10 forts, d'une enceinte fortifiée de 13 bastions : toute l'orientation des forts était contre la Hollande, et tous, sauf cinq, sur la rive droite de l'Escaut ; peu avant la guerre, le gouvernement belge voulut compléter par quatre nouveaux forts la défense à l'Ouest, qui n'était guère assurée que par une zone inondable, mais le projet échoua devant la résistance de l'opinion.

Pourtant le danger se précisait et bientôt il ne fut plus permis de douter que, dans un conflit franco-allemand, la neutralité de la Belgique serait violée et que ce ne serait pas par la France. La vraie défense de la Belgique était la garantie de sa neutralité par l'Angleterre, l'Autriche, la France, la Prusse, la Russie et l'obligation pour toutes de faire bloc et front contre celle d'entre elles qui aurait forfait à son engagement et à l'honneur. Le groupement qui, après 1871, s'établit entre les puissances infirmait, de son seul fait, ces garanties : l'Autriche faisant alliance avec l'Allemagne, la Russie avec la France, l'Angleterre demeurait seule, et elle était loin et sans armée.

Après l'affaire Schnœbelé, on considéra en Belgique le conflit franco-allemand comme inéluctable et l'on chercha à se garer et à interdire le territoire comme champ clos. Brialmont organisa la défense de la vallée de la Meuse, jusque-là écartée, — peut-être pour maintenir, par la liberté de cette voie d'invasion, la menace que les traités de 1815 avaient établie contre la France. Le plan de Brialmont fut de couvrir par la fortification les principaux points de passage du fleuve et d'en faire autant de points d'appui pour une armée de défense : Liége et Namur furent donc fortifiés en vue d'être mis à l'abri d'un coup de main ; leurs fortifications furent du premier coup au niveau des derniers progrès de l'artillerie et garnies de troupes alors suffisantes.

Brialmont prévoyait l'offensive allemande par la rive gauche de la Meuse : pendant que les forces allemandes de Lorraine contiendraient les armées françaises, une armée allemande à trois ou quatre corps, supposait-il, partant d'Aix-la-Chapelle, franchirait la

Meuse aux environs de Maestricht, masquerait par des corps d'observation Liége, puis Namur et se dirigerait sur Maubeuge soit par Tongres, Warenne et Gembloux, soit par Saint-Trond, Tirlemont, Jodoigne et Charleroi, — ladite armée se reliant aux armées de Lorraine par un corps d'armée qui, à travers l'Ardenne belge et le Luxembourg, se dirigerait sur le front Sedan-Mézières. C'était en 1892, et les effectifs des deux armées n'avaient pas la puissance qu'ils devaient acquérir ultérieurement. Brialmont écartait l'hypothèse d'une offensive principale par la rive droite de la Meuse, au travers du Luxembourg belge et de l'Ardenne, à cause du terrain, de la pauvreté du pays et des communications.

Liége et Namur furent donc seuls fortifiés. Liége, comme Lille, commandait une région puissamment industrielle, riche, fort peuplée (la population du camp retranché dépassait, en 1914, 300.000 habitants); pays du charbon et siège de la métallurgie, — en Belgique comme en France concentrée sur une frontière et la plus menacée. Avec son immense panorama de cheminées et d'usines, ses charbonnages, hauts fourneaux, forges, fonderies, etc., Liége présentait pour une place de médiocres conditions, mais cela n'arrêta point, et elle fut dotée de six forts et six fortins, constituant un vaste camp retranché de 15 kilomètres de diamètre, dans toute son étendue traversé par la Meuse et dans son secteur sud par l'Ourthe et la Vesdre; la ville se trouvait dans un bas-fond, sur la rive droite, les forts étant à une altitude moyenne de 250 mètres, sur la rive gauche de 180. Namur, au confluent de la Mu et sede e la Sambre, comme Liége était également dans un fond,

avec un double cercle de collines; elle eut cinq forts qui, s'ils étaient bien établis, ne furent jamais mis au point.

Quoi qu'il en soit, avec ces deux points d'appui et le fort d'arrêt intermédiaire de Huy, la Meuse offrait une sérieuse ligne de défense; sur de telles positions une armée résolue pouvait singulièrement retarder la marche de l'envahisseur et donner à l'armée française le temps, ou de se porter à son secours, ou de se mettre sur sa frontière sur une solide défensive et d'y attendre les événements.

Comme il arrive parfois même hors de France, à peine établi, le plan défensif de Brialmont essuya le feu des critiques. Tout le monde s'accordait sur la certitude d'une violation de la neutralité belge par l'Allemagne, on différait seulement quant au point où elle se produirait; Brialmont disait par la rive gauche de la Meuse; d'autres, et le général Ducarne en tête, par la rive droite.

Une armée allemande qui s'avancerait par la rive gauche, déclaraient ces derniers, serait trop éloignée de l'autre armée de Lorraine. Elle ne pourrait se faire un passage qu'après avoir pris Liége et Namur, ce qui exigerait un long siège : qu'elle échoue, c'est un désastre; qu'elle force la passe, elle se heurtera après à Maubeuge, à Hirson, à Givet, au lieu que, traversant l'Ardenne belge et le Luxembourg, elle gardera un étroit contact avec le gros de l'armée et pourra plus facilement déborder le front Toul-Verdun. Ils voyaient donc dans le secteur Sedan-Carignan-Stenay le point où l'armée allemande aborderait la frontière française, et estimaient à six ou sept corps les forces de cette aile débordante;

elle en distrairait deux ou trois pour contenir l'armée belge, qui, alors, avec l'appui de Liége, de Namur, d'Anvers, pourrait être une menace de flanc appréciable : « Si l'un des belligérants doit distraire trois corps d'armée vers nous, — affirmait le général Ducarne, — non seulement il arrivera en nombre inférieur vis-à-vis de l'autre, mais il risquera de garder cette infériorité durant toute la campagne; et si la rencontre se produit chez nous et que nous jetions notre armée dans la bataille décisive, nous donnerons un double appoint à l'armée à laquelle nous nous joindrons par rapport à celle contre laquelle nous nous tournerons. »

On était en 1902 : ces controverses intéressantes se faisaient aux tribunes publiques; le grand Etat-Major allemand, à n'en pas douter, les entendait. Seule la France n'écoutait pas; son gouvernement, tout à l'illusion pacifiste, ne voulait connaître d'autres attaques que cléricales, il déclarait la guerre au pape et faisait le siège des congrégations...

Pour soutenir la probabilité de l'attaque allemande par le sud de la Belgique, ces stratégistes invoquaient le défaut de liaison, l'insuffisance de communications entre les deux théâtres d'opérations, et l'impossibilité pour l'Allemagne, même avec ses effectifs renforcés, de pourvoir à l'extension démesurée du front que comporterait un plan plus excentrique : fatalement, une solution de continuité, ou tout au moins un point faible se manifesterait entre les deux armées allemandes, et ce serait pour l'armée française une occasion par trop favorable pour les couper et de les battre. Cela encore se débattait publiquement, et quand les Allemands

s'employaient précisément à démentir la prévision en faisant disparaître cette discontinuité du front qui nous faisait repousser l'hypothèse de l'attaque par la rive gauche de la Meuse et le nord de la Belgique.

Le grand avantage pour l'Allemagne de ses frontières occidentales, telles qu'elles étaient sorties des traités de 1815 et de 1871, c'est, avons-nous dit, qu'elles lui donnaient contre la France le libre choix de deux théâtres d'opérations en Lorraine et en Belgique, mais ils étaient éloignés et la région intermédiaire, l'Ardenne, fut longtemps désavantageuse, un pays disgracié, abandonné de Dieu et des hommes. L'Allemagne ne pouvait disposer de ces deux champs de bataille que s'ils étaient reliés, pour permettre un déplacement rapide de forces, suivant que le danger se manifesterait sur un point ou sur l'autre; sinon, et quelle que fût la difficulté des communications à travers l'Ardenne, l'armée française pouvait tirer parti de la situation et se mettre entre les deux armées assaillantes. Relier ces deux théâtres d'opérations fut, pendant un demi-siècle et plus, et sans qu'en France, semble-t-il, on s'en soit assez vite et assez complètement rendu compte, le grand objectif de la politique stratégique allemande. Insensiblement cette région du Luxembourg belge cessa d'être impraticable aux armées, le chemin de fer tourna l'obstacle des Ardennes et leva l'interdit : du coup, le plus sérieux danger surgissait pour notre frontière du Nord.

D'abord les communications entre la Lorraine et l'Allemagne du Nord furent établies directement par les deux grandes lignes qui, de Cologne et de

Coblentz, aboutissaient à Trèves. Mais ces deux lignes se trouvaient, l'une à l'opposite, l'autre à une trop grande distance de la frontière belge; tout au long de cette frontière, sur le pourtour occidental de l'Eifel, fut établie une ligne à intentions manifestement stratégiques, car le pays dénué de ressources ne comportait pas un tel luxe de communications, et qui reliait entre eux et à Aix-la-Chapelle les divers camps militaires installés sur cette frontière : Eupen, Malmédy, Saint-Vith.

Deux lignes importantes traversaient l'Ardenne belge parallèlement aux frontières prussienne et française. La ligne Liége-Luxembourg côtoyait la région de l'Eifel, à proximité des grands camps allemands; à Trois-Vierges elle pénétrait dans le grand-duché de Luxembourg, le traversait du nord au sud, puis se prolongeait par Thionville jusqu'à Metz. Une autre ligne, encore plus importante, de Namur où elle montait par Bruxelles sur Gand et Anvers, descendait par Marche et Saint-Hubert sur Arlon, et là bifurquait, d'une part sur Luxembourg, de l'autre sur Longwy et Longuyon, où elle se branchait aux lignes françaises reliant Metz et Thionville à Sedan et à la grande ligne de la Meuse, artère principale de notre concentration du Nord.

Cette ligne de la Meuse avait son point de départ à Namur, elle remontait le cours du fleuve d'abord par Dinant, puis par Givet, où elle entrait en France; à Mézières, elle s'embranchait sur la ligne Rethel-Reims, puis redescendait par Sedan, Stenay, Verdun jusqu'à Commercy où elle rejoignait la ligne Paris-Nancy. Une pareille ligne appelait une sérieuse protection et devait être tenue non seulement hors

de l'atteinte, mais même hors de l'approche de l'ennemi; or, déjà le contact était assuré et allait être multiplié par ces lignes de l'Ardenne belge, dont l'établissement changeait gravement les conditions de la guerre dans cette région ardennaise. « Une armée allemande, — écrivait déjà en 1883 l'historien Tenot, — concentrée sur la ligne ferrée de Liége-Luxembourg, depuis la hauteur de Saint-Hubert jusqu'à Arlon, ne serait qu'à deux marches de la Meuse en aval de Stenay; cet avantage a paru si frappant qu'on a été jusqu'à penser que la violation des territoires neutralisés pourrait être déterminée de la part des Allemands par l'unique intérêt de supprimer le couloir entre Verdun et la frontière neutre et d'aborder directement à travers le Luxembourg belge la ligne de la Meuse, de Stenay jusqu'à Mézières[1]. »

L'utilisation par l'Allemagne, au cas d'une guerre, de ces lignes n'était guère possible que par Liége. Ce centre devenant le seul point de déversement de toutes les armées du nord de l'Allemagne, l'encombrement qui en résulterait risquait d'équivaloir à une quasi-interdiction; de toute nécessité il fallait décongestionner une telle régulatrice : ce fut l'objet d'une politique extrêmement adroite et menée, par directions et capitaux interposés, avec une clairvoyance et un esprit de suite hors pair.

Le réseau ferré du Sud de la Belgique offrait ce

---

[1] Pour intercepter la ligne de Virton à Montmédy, Séré de Rivières proposa l'établissement d'un fort d'arrêt à Velosne; un crédit de deux millions fut prévu, mais non utilisé, la place de Montmédy seule fut conservée (*Considérations sur la reconstitution de la frontière de l'Est* (15 novembre 1873), par le général Séré de Rivières. Manuscrit communiqué par la famille du général.)

dispositif : deux lignes orientées du nord au sud, parallèles; de l'autre côté de chaque frontière, dans l'Eifel prussienne et en France, deux autres lignes dans la même direction; c'était comme les quatre montants d'une double échelle : ainsi se trouvaient mis en communication les théâtres d'opérations de Lorraine et de Belgique. Pour permettre la pénétration directe de l'Allemagne en France, il suffisait de relier ces montants par des échelons, ces lignes perpendiculaires par des tronçons horizontaux : ce qui fut fait lentement, insensiblement, méthodiquement.

Ce furent d'abord les lignes Liége-Luxembourg et Namur-Arlon qui furent reliées par deux lignes Rivage-Marche et Trois Vierges-Bastogne-Libramont. Le réseau intérieur belge se trouvait ainsi resserré, mais les frontières réciproques n'étaient pas encore directement pénétrées. La frontière française le fut d'abord : la ligne Namur-Arlon fut reliée à la ligne française de la Meuse par un tronçon Jemelle-Dinant; et en territoire belge, tout au long de la frontière française, fut établie une nouvelle ligne dont le point de départ fut à Houyet et qui, par Beauraing et Paliseul, rejoignait à Virton la ligne Sedan-Longwy-Luxembourg et, en fait, la ligne de la Meuse, liaison de nos armées du Nord et de l'Est. L'impénétrable Ardenne se trouvait ainsi sillonnée d'un réseau ferré en direction de la France, dont en plusieurs parties il traversait la frontière.

L'Allemagne, pourvu qu'elle violât la neutralité belge et luxembourgeoise, avait donc toutes facilités d'entrer en France, mais encore par un détour et en passant par Liége ou Luxembourg : forcément l'écoulement de ses armées par ces deux seuls

points devait amener un long et dangereux retard.

Entre 1900 et 1907, — au moment même où le gouvernement français laissait aveuglément tomber sa frontière du Nord, — l'Allemagne établit des tronçons, exclusivement stratégiques, pour relier directement, à travers la frontière, aux lignes belges ses camps militaires d'Eupen, de Malmédy, de Saint-Vith. Eupen, déjà relié à la ligne Cologne-Liége-Paris, fut doté d'une ligne de décharge qui, d'Aix-la-Chapelle par Bleyberg, aboutissait à Anglure, en plein camp retranché de Liége; Malmédy fut relié par Trois-Ponts à la ligne Liége-Luxembourg; Saint-Vith fut pareillement embranché sur cette même ligne à Trois-Vierges, à la pointe nord du Grand-Duché. L'intention était claire et le danger aussi [1] : le gouvernement français y répondit en autorisant, en 1912, dans le dessein d'améliorer les conditions de transport des charbons belges aux forges françaises de Messempré — une ramification de la ligne Namur-Arlon, qui de Neufchâteau aboutissait à Carignan, en jonction avec Sedan, traversait la frontière française à un de ses points particulièrement critiques, car elle infirmait la défense de la place de Montmédy.

Ce développement des chemins de fer donnait à l'Allemagne la libre disposition de ses deux théâtres

[1] Le baron Beyens a ainsi exposé dans son livre *L'Allemagne avant la guerre,* van Oest, Paris, 1915, p. 332, ces préparatifs d'invasion :

« Dix lignes de chemins de fer existaient déjà en 1911, à une ou deux voies, partant de la région de l'Eifel pour aboutir à la frontière belge ou au grand-duché de Luxembourg; quatre autres étaient en construction, quatre encore en projet. La plupart de ces lignes, inutiles au trafic, n'avaient qu'un but stratégique. Des gares complètement outillées, des quais d'embarquement pour les troupes étaient édifiés avec l'organisation et la méthode dont nos voisins sont coutumiers. Un vaste camp de concentration, possédant un champ de tir pour l'artillerie, avait été établi à Elsenborn, près de Malmédy, à deux pas de la frontière. »

d'opérations; il rendait, quant à la France, tout son danger à sa frontière du Nord et les pires conséquences aux traités de 1815 et de 1871. La France était plus que jamais condamnée à la défensive sur ses 300 kilomètres de frontières où elle se trouvait exposée à une agression de l'ennemi. La neutralité de la Belgique et du Luxembourg ne constituait un avantage qu'à la condition que cette neutralité fût, de part et d'autre, respectée : or si la France y était résolue, l'Allemagne fut toujours d'un sentiment contraire. L'Allemagne n'avait pas à défendre ses frontières de Belgique : la France, en effet, eût-elle voulu attaquer l'Allemagne par le sud de la Belgique, — et c'était le seul point possible du fait de la pauvreté de ses effectifs, — qu'elle n'eût pas trouvé les mêmes facilités de pénétration ; l'Ardenne, qui se terminait en France, se prolongeait en Prusse rhénane par le massif montueux et rude de l'Eifel, qui était une solide défense naturelle.

L'Allemagne n'avait donc à assurer contre la France que sa frontière de Lorraine et d'Alsace, soit 150 kilomètres, et là encore les positions se retrouvaient inégales. En Alsace elle avait la protection des Vosges dont elle tenait les crêtes et le Donon : sa frontière lorraine restait son seul souci et elle se ramenait, en somme, à la défense du secteur Sierck-Sarrebourg. Cette partie-là de la Lorraine était sans notables accidents naturels, mais toutefois couverte, dans presque tout son développement, par le large fossé de la Moselle, en avant duquel, de Thionville à Metz, se trouvait la protection de puissants coteaux. Les seuls points vraiment critiques étaient, au sud de Metz, les trouées de

Morhange et de Sarrebourg, accédant à la vallée de la Sarre et formant le prolongement de notre trouée de Charmes. Pour la défense de cette région, les Allemands copièrent le système du général Séré de Rivières et, par une ironie cruelle, à l'heure même où la France laissait tomber dans le Nord la barrière tutélaire que ce meilleur d'entre ces enfants y avait posée.

Le grand État-Major allemand établit ainsi, entre Metz et les Vosges, une trouée Morhange-Sarrebourg, analogue à celle de Charmes, et en vis-à-vis; entre Toul et Épinal nous leur avions tendu une souricière, entre Metz et les Vosges, les Allemands nous en tendirent une autre, répondant à l'obstacle des Hauts de Meuse par l'extension et le renforcement de la zone d'action de la place de Metz.

L'État-Major allemand n'avait pas contre les fortifications les préventions du nôtre, et il en tira un puissant parti. De 1893 à 1901, 105 millions furent dépensés pour ces fortifications; de 1901 à 1911, 335 millions, dont la plus forte part alla à Metz, qui devint un immense camp retranché. Son périmètre fut étendu de 25 à 90 kilomètres: 23 forts lui firent une ceinture sans égale. Ils protégeaient au nord le bassin minier de Thionville, tenaient sous leurs feux nos principales mines de Briey et, reliés à ceux de Thionville, rendaient cette zone parfaitement inabordable. L'action des autres forts, au sud de Metz, réduisit sensiblement la trouée de Morhange.

Cette trouée, de 85 kilomètres de largeur, était coupée en deux parties inégales, entre Dieuze et Sarrebourg, par une région de forêts et d'étangs, difficilement praticable : la partie libre, de Dieuze à

Metz, avait 55 kilomètres ; des ouvrages furent établis à 12 kilomètres au sud de Metz, à Verny, à Orny, à Sorbey, dont l'action s'étendait à 20 kilomètres et qui battaient la ligne Metz-Strasbourg par Benstroff et Sarrebourg. En 1913 des travaux furent entamés pour étendre cette zone de protection jusqu'à la côte de Delme ; la trouée de Morhange eût été en fait quasiment bouchée, et il ne fut resté libres, entre Sarrebourg et le pied des Vosges, qu'une douzaine de kilomètres. Au surplus, à l'instar encore de notre frontière du Nord, dans cette région marécageuse, des inondations furent aménagées, que les Allemands ne négligèrent pas de tendre dès les premières heures de la guerre.

Il n'y eut pas que la Lorraine à être ainsi défendue contre une attaque française, l'Alsace le fut pareillement. Au lendemain de 1871, Strasbourg avait été entouré d'une ceinture de 13 forts ; deux autres furent ajoutés au sud pour commander la vallée de la Bruche et la route du col de Saales : leur action combinée avec celle des autres fermait complètement l'Alsace à la hauteur de Strasbourg et limitait singulièrement les conséquences d'une offensive dans le sud de l'Alsace. Pour empêcher, d'ailleurs, que Strasbourg et sa ligne de défense pussent être tournés par la rive droite du Rhin, on remania les fortifications de Neuf-Brisach, et le passage du Rhin par le chemin de fer de Colmar à Fribourg fut ainsi interdit. De même à Huningue et à Bâle : des ouvrages élevés sur les deux rives tenaient toutes les voies d'accès, ferrées et autres. La plaine du Rhin était de la sorte solidementbarrée : « Cette situation, — constatait en 1912 le général Herment, — entrave très fortement

toute offensive française et elle permet de lui tenir tête avec des troupes de campagne inférieures en nombre, en utilisant pour la défense de ces positions fortifiées des troupes de réserve. »

Ces fortifications de Lorraine et d'Alsace valaient à l'Allemagne une armée de plus de cent mille hommes.

Dans ce même temps, la France sapait ses forteresses et ouvrait toute grande sa frontière du Nord. C'est, en effet, en 1899 que, de la théorie, la réaction contre la fortification passa dans les faits : à cette date fut présenté le projet Freycinet, qui équivalait à l'anéantissement de l'œuvre de Séré de Rivières : toutes les places condamnées, à l'exception de Toul, Verdun, Épinal, Belfort ; prétexte, la trop forte dépense qu'eussent exigée leur transformation et leur mise au point. Devant la protestation de quelques militaires notables et l'hostilité de l'opinion le projet fut retiré, mais non son intention destructrice ; c'était là moins l'initiative personnelle d'un ministre d'un jour que la pensée profonde de l'État-Major, et elle se traduisit par la condamnation de la frontière du Nord et de notre seconde ligne de défense.

Les places portées sur la liste fatale ne furent pas déclassées, — seuls le furent Condé-sur-Escaut et Le Quesnoy, ce qui, déjà, était grave, — mais elles cessèrent d'être entretenues, ce qui était pire, puisqu'en cas d'insuccès, elles pouvaient être utilisées par l'ennemi contre nous ; la mort, pour lente qu'elle fût, était sûre. Et s'il se fût, par extraordinaire, rencontré un ministre de la Guerre qui ne partageât pas, sur les fortifications, ces opinions destructrices, et

qui voulût les remettre en état, ce téméraire aurait vu se dresser le ministre des Finances : « Jamais, — déclarait au Sénat, le 13 juillet 1914, le ministre de la Guerre, — les commissions parlementaires n'ont rien refusé, à ce sujet, à un gouvernement, mais lorsque le ministre de la Guerre s'adresse au ministre des Finances, il reçoit de lui l'ordre impératif de comprimer les dépenses. »

Non seulement on n'entretint pas, mais en 1911, après l'angoissante alerte d'Agadir, alors qu'était achevée la construction de ce réseau ferré de Belgique et de l'Eifel, qui ouvrait à l'Allemagne tous les chemins du nord de la France, et que ses fortifications renforcées de Lorraine et d'Alsace lui permettaient de porter le gros de son effort sur la Belgique, M. Messimy, ministre de la Guerre du cabinet Caillaux, proposa et obtint la démolition de nos défenses du Nord : déclassement du fort d'Hirson, clef de la trouée de l'Oise, — de ceux de Curgies, de Maulde, de Flines, soit de ce qui restait de la barrière défensive d'entre Sambre et Scarpe, — des places de La Fère, de Laon, du fort de Condé-sur-Aisne, c'est-à-dire l'anéantissement de notre seconde ligne de défense. Presque au moment où l'ennemi se concentrait contre nous, nous lui ouvrions la plus dangereuse et la plus courte des voies d'invasion ! Interprète de la pensée de l'État-Major et du Conseil supérieur de la Guerre, M. Messimy demandait même le déclassement de Lille, mais Driant se mit en travers, et le projet ne passa pas.

Quand la guerre éclata, la frontière de Séré de Rivières, méconnue et abandonnée, ne constituait plus, dans le Nord, qu'une curiosité archéologique.

Seules les places de l'Est restaient debout, mais encore en quel état et avec quel armement! Tous les forts entre Toul et Verdun, sauf un, dataient de 1875 et n'avaient reçu aucune réfection, leurs canons étaient toujours tournés vers la Meuse, c'est-à-dire vers la France; entre eux aucune communication qui permît d'assurer la convergence de leurs feux, les fils téléphoniques et télégraphiques les reliant au noyau central étaient pour la plupart aériens ; dans certains, des canons, dont quelques-uns dataient de 1700 et lançaient, à peu de distance, une sphère creuse munie d'une fusée en bois datant de 1870[1]. Les places disposaient de canons de 155 et de 120, de 80 et de 90, dont les gouverneurs inlassablement mais inutilement réclamaient le remplacement par des 75, et, faute de tracteurs suffisants, ces grosses pièces étaient immobilisées.

Les cinq équipages de siège, organisés en 1887, avaient été, lors de l'alerte de Fachoda, répartis sur le littoral et y étaient restés : on en reconstitua bien deux en 1912, mais avec des pièces vieilles de trente et quarante ans et dont certaines étaient approvisionnées avec des obus en fonte.

Malgré les réclamations des gouverneurs, jamais les approvisionnements ne furent à leur plein réglementaire; les obus en acier ne furent que très lentement substitués aux obus en fonte. Et malgré encore d'incessantes réclamations, ces approvisionnements, loin d'être disséminés dans des magasins blindés, étaient groupés dans des arsenaux, parfois même

---

[1] *Journal officiel*, séance du Sénat du 13 juillet 1914 : discours de M. Charles Humbert.

logés sous des hangars en tuiles : en juillet 1914, on creusait seulement les fondations de quatre magasins blindés, et il en eût fallu vingt.

C'est sur une frontière en un tel état que l'ennemi allait faire la plus formidable pesée qui se fût jamais vue...



III

LES DEUX DOCTRINES DE GUERRE : COMMENT EN FRANCE FUT ENVISAGÉE L'ATTAQUE ALLEMANDE PAR LA BELGIQUE

Ce mépris irraisonné et déraisonnable de la fortification amena la ruine de notre frontière militaire du Nord; comme ce sentiment fut consécutif au discrédit de l'idée de défensive et à l'exaltation sans mesure de l'esprit d'offensive, il convient de revenir sur cette doctrine militaire et de faire plus amplement l'histoire de cette grave erreur[1].

Écartons d'abord un malentendu initial; on confond l'offensive stratégique avec la tactique offensive, appliquant à la conduite des armées ce qui est en réalité une vertu individuelle, la volonté d'agir, « le cran », la course audacieuse à l'ennemi, la recherche passionnée du corps à corps. La circonspection est,

[1] *Ouvrages consultés.* — Capitaine Sorb, *la Doctrine de défense nationale,* Berger-Levault, 1913. — Lieutenant-colonel Grouard, *la Guerre éventuelle*, Chapelot, 1913. — Lieutenant-colonel, Émile Mayer, *Autour de la guerre actuelle : essai de psychologie militaire*, Chapelot, 1917. — Jaurès, *Proposition de loi sur l'organisation de l'Armée* (10e législature, nº 457). — Capitaine Daille, *Essai sur la doctrine stratégique allemande d'après « la Bataille de Cannes », par le feld-maréchal de Schliefen,* Berger-Levrault, 1914. — Émile Laloy, *De Clausewitz à Hindenburg, Mercure de France,* 16 juin 1916.)

au contraire, une des qualités éminentes du chef; la décision commande la réflexion :

On va d'un pas plus ferme à suivre qu'à conduire,

affirmait Corneille. On l'oublia; l'idée d'offensive fut associée à celle de puissance et d'action, conséquemment de courage, et l'idée de défensive à celle de faiblesse, d'inertie, de pusillanimité, de peur.

La réalité est différente. Le propre de l'offensive est d'imposer sa volonté à l'adversaire, de prendre sur lui l'initiative, de le forcer à faire ce qu'il ne veut pas; la défensive, au contraire, a pour caractéristique de se soustraire à la volonté de cet ennemi, de ne pas faire ce qu'il veut et de l'empêcher de faire ce qu'il voudrait. La défensive est négative, elle empêche d'être battu mais ne permet pas toujours de battre, s'en remettant au temps ou à des facteurs non militaires; c'est la sauvegarde du moins fort. On a très exactement dit que c'était une armure, alors que l'offensive était une arme; celle-ci permet de porter le coup avec succès, celle-là de le recevoir avec le moindre dommage. L'offensive seule amène militairement le succès décisif et rapide.

Napoléon affirma et prouva la supériorité de l'offensive. Alors que les stratèges de l'ancien régime avaient l'obsession du terrain et des « positions naturellement fortes », que le grand Frédéric cherchait avant tout l'enveloppement, Napoléon préconisa la manœuvre hardie qui porte le coup vite et loin, et, pour qu'il soit décisif, sur le gros de l'ennemi, en cherchant la rupture par la vigueur de l'attaque : ce sont les hommes, et non le terrain, qui gagnent les batailles.

C'était répondre au sentiment militaire français;

longtemps, sinon toujours, l'infanterie française méprisa le feu et n'estima que l'arme blanche : la balle est folle, disait-on, seule l'arme froide est sage. Même quand le tir se précisa et s'allongea, ce sentiment ne se modifia point; les armes de précision, répliquait-on, ne sont dangereuses que de loin, il n'y a que le cœur qui vaille, il dompte la matière, rien ne résiste à la furie française. Nous voyions la guerre comme elle aurait dû être ; les Prussiens la virent comme le progrès de la balistique exigeait qu'elle fût; les premiers ils comprirent que le cœur pourrait être mis en échec par le nombre et par le matériel, et quand ils eurent l'un et l'autre, ils adoptèrent la méthode offensive et s'offrirent des imitations des victoires napoléoniennes.

Nos militaires se persuadèrent alors qu'ils avaient été vaincus en 1870 par l'offensive, et l'histoire des campagnes napoléoniennes devint l'évangile stratégique : le « Dieu des armées » eut ses pontifes. Sans rechercher si le secret de la manœuvre napoléonienne n'était pas par-dessus tout dans l'illumination du génie, le coup d'œil, l'inspiration, en un mot, dans Napoléon; sans tenir compte non plus de la qualité et du commandement des armées qu'il eut devant lui, on découvrit dans les campagnes napoléoniennes une méthode passe-partout, facteur automatique de la victoire, et l'on prit la lettre pour l'esprit. Napoléon pourtant avait dit qu' « une armée doit changer de tactique tous les dix ans », que l'art de la guerre est une incessante évolution, rien n'y fit.

La flamme de l'offensive napoléonienne fut rallumée dans l'âme de la nouvelle armée par l'École de guerre et par la prédication d'un officier moraliste,

de la lignée des Vauvenargues, — une pensée vigoureuse dans un corps frappé tout jeune par la paralysie, — le capitaine Gilbert.

La France, affirmait-il, fut vaincue en 1870, parce qu'elle avait déserté les méthodes napoléoniennes, qu'elle n'avait pas pris dès le début l'offensive ; la campagne prussienne ne fut qu'un pastiche des guerres impériales ; nous retrouverons la victoire en revenant à ces traditions vigoureuses; au lieu de les recevoir des imitateurs allemands, allons directement à la source : à défaut d'un génie unique comme Bonaparte, le succès peut être la résultante d'un ensemble de bonnes méthodes. C'était pour enfiévrer les jeunes : de son fauteuil de paralytique, Gilbert émut toute l'armée et lui passa sa flamme ; Jaurès a joliment dit qu' « il ralluma dans le camp du vaincu les feux d'Austerlitz ». On était alors dans les jours du boulangisme : un frisson d'audace et de revanche traversait l'âme nationale, et dans le moment même où le gouvernement s'efforçait de ruiner en tout et partout l'esprit napoléonien, il laissa l'armée se faire une âme napoléonienne ; notre histoire contemporaine est pleine de telles contradictions...

Napoléon ne fut pas seulement dieu, mais idole, presque fétiche, et l'on fit de la méthode offensive une religion, une orthodoxie intransigeante, un dogme exclusif et prompt à l'exclusive : il se fit comme une franc-maçonnerie de l'offensive, qui devint l'opinion « chic », le bon genre et pour les habiles le moyen de parvenir.

Tout pourtant déconseillait une offensive initiale, stratégie et politique.

Assurément, la guerre étant le conflit de deux

volontés, l'essentiel est de s'assurer l'initiative et l'offensive le meilleur moyen, mais cette offensive n'est possible que si l'armée trouve au dehors le champ nécessaire à son développement ; c'est par-dessus tout une question de frontières. Or, précisément, — et c'est ce que toujours on oublia, — en 1815 et en 1871 nos frontières avaient été tracées au Nord et à l'Est pour nous interdire un tel déploiement offensif. A l'Est, notre frontière militaire était très en deçà de la frontière politique; celle-ci, à l'un de ses points les plus critiques, avait une forme enveloppante qui permettait aux Allemands d'y masser leurs forces pour un effet écrasant et de nous y attaquer à la fois de front et de flanc — à Longwy, en effet, la frontière en équerre forme un étau pour coincer une armée même de défense, et c'est pour cela que Moltke tint tant à s'assurer de Metz que Bismarck voulait abandonner. La seule manœuvre offensive ne pouvait se faire qu'à travers la Belgique, et un obstacle plus fort que toutes les défenses naturelles s'y opposait, l'honneur.

D'autre part, la condition de l'offensive c'est la rapidité, l'avantage est à qui attaque le premier : « Toute guerre offensive, a dit Napoléon, est une guerre d'invasion. » La République française était, chaque année, plus résolue à ne pas attaquer l'Allemagne, et le gouvernement impérial allemand de plus en plus décidé à attaquer la France; l'Allemagne avait des institutions politiques et militaires qui lui assuraient l'initiative, elle pouvait commencer subrepticement sa mobilisation très avant qu'elle fût décrétée, elle s'était ainsi donné sur nous une avance de plusieurs jours.

Tout nous imposait la défensive. D'abord les faibles contingents que nous valait notre natalité réduite; nous étions les moins nombreux. Puis les conditions même d'alliance des puissances continentales. Notre alliance avec la Russie, semble-t-il (car nous ne connaissons pas encore ces traités !!) était défensive, et pareillement celle de l'Italie avec l'Allemagne, et, comme l'offensive militaire n'est réalisable que par l'offensive diplomatique, à la prendre nous risquions d'écarter de nous la Russie et de mettre contre nous l'Italie.

D'autre part la mobilisation de la Russie était d'une lenteur désespérante et incoercible, qui nous obligeait nécessairement à gagner du temps pour avoir notre maximum de forces — nécessité que renforçait encore l'éventualité d'une coopération anglaise. La défensive est pour le moins fort le seul moyen de temporiser, et il était clair, par contre, que l'Allemagne, devant aller vite pour se retourner contre les Russes, serait au contraire condamnée à l'offensive la plus accentuée; n'était-ce pas faire son jeu que de nous précipiter sur elle, aussitôt après l'achèvement de notre concentration ?

Par-dessus tout, les progrès de l'armement faisaient à la stratégie et même à la tactique une loi de la défensive. En 1884, la France, la première, dota son armée de la poudre sans fumée, en 1886 du fusil à magasin; cette double invention obligeait à s'abriter et créait ce qu'on appelait déjà « le vide du champ de bataille », — puissants atouts pour la défensive, sérieux obstacles à l'offensive. Quand, en 1897, nous créâmes le canon à tir rapide et que fut supprimé, dans l'artillerie, le dépointage dû au recul, l'inviola-

bilité du front fut plus qu'une hypothèse[1] : avec les anciennes armes et la lenteur de leur chargement, le feu ne pouvait acquérir une densité telle qu'il fît barrage, l'infanterie, dans l'intervalle, s'élançait et, en quelques bonds, arrivait au corps à corps. Avec les armes à chargement continu et à tir rapide, le contact était presque impossible, la défensive prenait une puissance formidable. En 1898, la mitrailleuse, amenée par Hotchkiss à son point de perfection, multipliant par cent la puissance du tir d'infanterie, rendait pour ainsi dire irréalisable tout combat à découvert.

Il suffisait de regarder et de réfléchir, et pourtant ce fut le moment où la fièvre offensive prit sa courbe ascendante; le parti pris, l'amour-propre professionnel aidant, on en vint rapidement au *credo quia absurdum*.

Toujours en France le sentiment domina la raison et l'idée y eut une royauté absolue, pour ou contre, tout ou rien; faute d'un arbitre souverain, les passions collectives gouvernent et donnent beau jeu aux théoriciens, aux rêveurs, aux chercheurs d'absolu et abstracteurs de quintessence. On est plus réaliste et pratique en Allemagne, la raison subjugue le sentiment, l'éclectisme prévaut, l'idée n'est pas jugée en soi, mais en fonction du but visé. Les Allemands,

[1] Nous avons déjà dit que dès 1902, à la suite de la guerre du Transvaal, le général de Négrier avait fait entendre que le combat de rupture était devenu plus que scabreux. A cette date, un autre officier, le lieutenant-colonel d'artillerie Émile Mayer, affirma que l'inviolabilité des fronts était désormais quasi certaine : on cria à l'hérésie. Lire sur ce point le livre déjà cité de cet officier : *Autour de la guerre actuelle : essai de psychologie militaire* — livre étrange et intéressant, plein d'idées qui ne sont pas banales, hérésies d'hier, vérités d'aujourd'hui.

pour leurs méthodes de guerre, ne furent pas les hommes de la seule idée offensive; ils étaient pour l'offensive sans dédaigner la défensive, sachant prendre et laisser de l'une et de l'autre, les combinant, les associant, faisant en somme de l'opportunisme stratégique et appliquant là, comme en tout, cette politique de contre-partie qui, en diplomatie de même que dans le domaine économique, les servit si bien : attendre l'ennemi, le laisser abattre son jeu, et alors jouer le jeu inverse en ayant soin de donner le change et même de manifester des intentions contraires. Cette tactique, en résumé assez simple, jointe à une méconnaissance totale de l'honneur et à une complète indépendance dans le choix des moyens, a toutes chances d'amener la surprise.

Après 1870 le premier et plus grand danger pour nous avait été que l'Allemagne abusât des avantages de sa frontière pour rendre, au cas d'une tension diplomatique, impossible notre concentration : grâce au général de Rivières, cette menace fut atténuée, mais non conjurée. Le grand État-Major allemand nous maintint dans la crainte d'une attaque brusquée : Moltke, après la guerre, renforça la couverture allemande et nous renforçâmes la nôtre. Le règlement de 1875 sur le service des armées en campagne s'inspira de la plus grande prudence; en face d'un vainqueur redoutable et inapaisé, avec une armée débilitée et des frontières ouvertes, il n'y avait que la défensive. L'armée supporta le joug, mais réclama bientôt la répudiation d'une tactique timorée qui, prétendait-on, amollissait le soldat et lui enlevait tout élan : le commandement tint bon. Les règlements de 1883 et de 1895 proclamèrent bien que seule l'offensive

donne des résultats décisifs, — pure clause de style, — l'esprit de ces règlements était d'essence défensive, ils imposaient l'expectative, la méthode rationnelle, que le général Langlois formulait ainsi : « Pas d'idée préconçue, tâter partout, pousser à fond où le combat a montré le point faible de l'adversaire et non sur le point fort, et pour cela garder à sa disposition de fortes réserves. »

C'était la sagesse et le bon sens, d'autant que la doctrine stratégique allemande n'avait pas encore ses assises, qu'elle était en évolution et cherchait à s'adapter aux conditions de la guerre moderne. Moltke, après 1870, — quand nous proclamions que notre défaite était due à l'offensive allemande, — revenait au vieux principe de Clausewitz que « la défensive donne plus de force que l'offensive » et affirmait la supériorité du tir sur l'arme blanche. A Guillaume II, voulant une stratégie à son effigie, il fallait un stratège plus « génial »; il le découvrit en 1891 dans la personne de von Schlieffen, qu'il promut du coup chef d'État-Major général, et en commun, dit-on, ils élaborèrent la nouvelle doctrine.

La stratégie d'épuisement, fondée sur la défensive, fait durer la guerre, elle est impossible à une époque où l'existence de la nation repose sur la marche ininterrompue du commerce et de l'industrie, où l'entretien de millions d'hommes se chiffre par des milliards; le but de la bataille sera donc la destruction rapide, décisive, de la force armée ennemie, et le moyen n'en pourra être qu'une offensive intensifiée, mais sous quelle forme et dans quelles conditions? La doctrine napoléonienne, fondement de la stratégie française, préconisait la rupture du front

par une attaque de masses : convaincu, au contraire, qu'avec le perfectionnement de l'armement, le tir affirmait de plus en plus sa supériorité sur le choc et permettait de réduire d'un tiers les effectifs d'un front de défense, le grand État-Major allemand estimait que l'attaque de front avait de moins en moins de chances et qu'elle coûterait si cher à l'assaillant qu'on ne pourrait appeler victoire l'avantage qu'elle procurerait.

La guerre sud-africaine apporta des enseignements qui furent mieux compris en Allemagne qu'en France : « La puissance du fusil et l'invisibilité des buts, — écrivait en juin 1902 le général de Négrier dans une impressionnante étude de la *Revue des Deux Mondes*, — rendent les fronts difficilement abordables par des attaques brusquées; la décision du combat doit être cherchée dans la combinaison des feux de flanc et d'écharpe; l'enveloppement à grande distance réalise souvent cette condition par le fait même de la manœuvre. » C'était la remise à la mode de la manœuvre favorite du grand Frédéric; le grand État-Major allemand y revint dans son règlement de 1910 :

Les exemples donnés, y lit-on, prouvent d'une manière évidente qu'une attaque dirigée contre le flanc avec menace sur les derrières procure les plus grands succès. Il est vrai qu'on ne réussit pas toujours à obtenir l'action débordante qu'on espère, mais un véritable homme de guerre s'efforcera toujours de réaliser l'enveloppement. L'étendue du front des armées modernes et la difficulté de leurs mouvements peuvent conduire à un engagement exclusivement de front et sans résultat décisif : il y a là un véritable danger... Réunir des forces en temps utile de manière qu'elles puissent toutes attaquer l'ennemi autant que possible sur un flanc avec la volonté d'anéantir

l'adversaire d'un seul coup, telle est l'interprétation virile et juste donnée par le grand État-Major aux faits et paroles de Clausewitz et de Moltke[1].

Le talent du général sera donc de prendre sur les derrières de l'ennemi des positions telles qu'il soit contraint d'attaquer pour s'approvisionner : « il n'est pas d'exemple qu'une troupe attaquée de deux côtés n'ait été battue. » Et, comme la destruction doit être rapide, la victoire accélérée, il ne s'agira plus de tourner l'ennemi pour écraser seulement une aile, mais pour envelopper complètement l'armée entière, l'anéantir ou la forcer à capituler en rase campagne. Schlieffen posa donc le principe de l'attaque simultanée des deux ailes, « la tenaille », réplique de la manœuvre fameuse d'Annibal à Cannes et pour laquelle il semblait que notre frontière eût été disposée en 1815 et en 1871 avec les deux trouées de l'Oise et de Charmes, où s'agripperaient les pinces de la tenaille et par où le double enveloppement pouvait être tenté.

Conception que Guillaume II qualifia de « géniale », qu'on peut plus simplement reconnaître ingénieuse, bien que singulièrement scabreuse, pour ne pas dire plus, car pour un tel enveloppement géminé, il faut démesurément étendre le front, et pour masser les forces suffisantes aux ailes, l'amenuiser, au risque d'y faciliter une rupture. Mais avec sa natalité débordante, — son atout majeur dans cette guerre, — l'Allemagne pouvait se payer ce luxe d'une telle extension de front; pour rendre au front sa force perdue par ces prélèvements d'ailes, on employa

[1] *Revue militaire des armées étrangères*, mai 1905 : « La Bataille d'après le grand État-Major prussien ».

la fortification aussi bien permanente que passagère, on généralisa l'usage des tranchées, dotées de mitrailleuses multipliées, on organisa des régions préparées, machinées d'avance, permettant une puissante défensive et pouvant être tenues par des troupes de réserve.

La lutte ainsi menée serait, croyait-on, décisive et courte; elle entraînerait peu de pertes, car seules les attaques coûtent et on en laisserait sur la majeure partie du front l'initiative à l'adversaire : alors, débarrassé en un temps et deux mouvements de l'ennemi de l'Ouest, le vainqueur allemand se retournerait contre celui de l'Est qui se serait porté à son secours.

Telle était la doctrine officielle et dont la magnificence était assurément pour séduire l'esprit glorieux de Guillaume II. Était-ce réellement celle de l'État-Major général, ou même un piège pour dérouter l'ennemi et l'amener soit à étendre démesurément son front, soit à le ramasser dans un but de rupture et faciliter ainsi la manœuvre d'enveloppement par une seule aile? L'Histoire dans quelque temps le pourra dire, mais jusque-là on est réduit aux conjectures. Il semble toutefois singulier que l'État-Major allemand ait ainsi divulgué une telle manœuvre, si vraiment il était dans son dessein de la réaliser et les faits de cette guerre prouvent que sur son centre et à l'une de ses ailes, il avait solidement préparé la défensive et adopté le système pratique de l'offensive consécutive de la défensive que Clausewitz définissait ainsi :

La défensive n'est nullement en contradiction avec la nature même de la guerre, car on peut trouver son avantage à *attendre l'ennemi sur un terrain, sur*

des positions ou sur un théâtre d'opérations dont on connaît les ressources et que l'on a étudiées et préparées d'avance... Mais comme la défensive ne peut conduire qu'à un résultat négatif, il convient logiquement de l'abandonner dès que l'on devient assez fort pour viser un but positif; or, comme par le fait même d'une résistance victorieuse le rapport des forces s'accentue davantage en faveur du défenseur, la marche naturelle de l'action de ce dernier est de commencer par la défensive et de finir par l'offensive... Dès que la résistance proprement dite a accompli son œuvre et en raison de ce que, *pour conserver sa part de direction dans la conduite de la guerre, ce défenseur doit de toute nécessité rendre à l'attaquant les coups qu'il en a reçus, il se produit aussitôt une action offensive de la part de la défense elle-même.*

A cette doctrine allemande, comment répondit notre État-Major?

Jusqu'en 1906, l'hypothèse de la violation où que ce fût, par l'Allemagne, de la neutralité de la Belgique fut systématiquement écartée par notre État-Major. Notre plan de concentration visait une armée allemande exclusivement concentrée et ramassée en Alsace-Lorraine sur la ligne Metz-Strasbourg, les deux ailes portées à Thionville et Colmar: on conjecturait que le gros aurait pour objectif Nancy et fixerait le gros de l'armée française sur la trouée de Charmes, ce qui permettrait à l'aile droite, partie de la base Thionville-Metz, de franchir la Meuse au nord de Verdun et d'y tenter l'enveloppement. C'est sur ce thème et ce théâtre réduits que se réglaient tous les travaux d'état-major et les *kriegspiel* de l'École de guerre : l'Est seul était envisagé, l'attaque ne pouvait partir que de là.

En 1906, la même manœuvre fut reprise; les plans

avaient été minutieusement arrêtés, les officiers brevetés avaient donné leurs instructions aux commandants d'armée. Le général Georges Lebon, qui commandait le 1er corps sur la frontière du Nord, avait, pour la manœuvre, la direction de l'aile gauche avec ordre de se porter à l'est et de franchir la Moselle; il fit le contraire, établit toute son armée face au nord et attendit les événements. Toute la manœuvre était par terre; les brevetés « se crétèrent », le généralissime intervint; simplement, le général Georges Lebon fit savoir qu'il avait été prévenu d'une attaque allemande par la Belgique[1]. Le généralissime réfléchit et lui donna raison; on refit le plan de concentration.

Le général Georges Lebon, peu après, le 16 mars 1907, exposait au ministre de la Guerre, dans un

[1] Par une coïncidence frappante, au moment même où le général G. Lebon arrêtait, dans ces conditions, le développement de cette manœuvre, le grand État-Major allemand apportait à son hypothèse la justification la plus éclatante. En 1906, un voyage d'état-major se développait sur le thème suivant, ainsi défini dans la critique du général chef du grand État-Major: « Le commandant en chef des fronts allemands admit, d'après les renseignements reçus, que les Français se concentraient sur la ligne Belfort-Rethel; il décida de prendre aussitôt l'offensive. Il estima qu'en raison de la concentration allemande, une marche de son aile droite à travers la Belgique s'imposait. Il pensa que si les Français se décidaient à l'offensive, il ne fallait pas compter qu'elle se produirait dans la direction du nord-est, l'intérêt absolu de la France étant de respecter la neutralité belge. Comme l'espace entre Metz et la frontière belge est très resserré, une offensive des Français en deux groupes séparés par Metz n'était pas vraisemblable; il était donc vraisemblable que l'offensive se produirait en Lorraine, entre Metz et Strasbourg. Le chef allemand ne voulut pas attendre cette offensive; il fit avancer trois armées à travers la Belgique, exécutant une conversion à gauche, et c'est cette aile droite qui devait produire la décision. A son appréciation, les inconvénients de la violation de la neutralité belge ne pouvaient entrer en balance avec les avantages que devait procurer le mouvement précité. Le point de direction de l'aile droite allemande était la ligne Rocroy-Stenay, qu'elle devait atteindre le vingtième jour de la mobilisation. »

Cet impressionnant document a été cité dans l'*Histoire illustrée de la guerre de 1914*, par M. Hanotaux, qui a bien voulu, — et je l'en remercie, — me permettre d'en prendre une plus complète connaissance.

rapport que l'Histoire devra retenir, toutes les raisons d'une attaque de l'Allemagne par la Belgique et réclamait énergiquement le renforcement de la place de Maubeuge appelée à jouer dans cette hypothèse un rôle important. Quand l'Allemagne, exposait-il, n'avait contre elle que la France, il était vraisemblable qu'elle n'irait pas de gaîté de cœur, en violant la neutralité belge, mettre contre elle la Russie et l'Angleterre, garantes de cette neutralité, car sa marine était à ses débuts et l'Angleterre pouvait lui fermer les mers et ruiner son commerce en lui interdisant les marchés du monde; mais, si cette Allemagne, au cas d'une guerre avec la France, a contre elle la Russie et l'Angleterre, elle n'a plus aucune raison de respecter les traités de 1831 et de 1839.

L'Allemagne, avec les effectifs considérables dont elle dispose, ajoutait-il, sera conduite à essayer d'atteindre, avec une partie plus ou moins notable de ses forces, la vieille route de l'Oise restée ouverte, soit qu'elle veuille déborder seulement notre flanc gauche, soit, plus vraisemblablement, qu'elle recherche, dès le début, l'enveloppement si conforme aux traditions allemandes. Le tracé de la frontière franco-allemande et de la frontière franco-belge favorise, commande, pour ainsi dire, cette tentative d'enveloppement qui pourrait réussir si nous n'étions pas prêts à une riposte immédiate.

Avec plus de force encore, le général Georges Lebon faisait valoir cette autre considération :

L'objectif principal de l'Allemagne sera Anvers : sans doute elle chercherait à retenir quelques lambeaux de notre territoire, tels que le bassin industriel de Longwy, je ne crois pourtant pas que ce soit dans nos provinces de l'Est qu'elle essaierait de nous frapper au cœur..., mais en donnant à la Belgique, comme compensation d'Anvers, nos

riches provinces du Nord et en lui imposant une alliance pour le moins économique : la germanisation d'Anvers, le mouvement flamingant sont faits pour préparer et faciliter une telle alliance. Si les objectifs de l'Allemagne sont tels, croit-on que la concentration de ses armées au début et la conduite de la guerre se feront sur les mêmes bases qu'en 1870 où l'objectif était l'Alsace et subsidiairement la Lorraine? ce serait absurde. Bien qu'il soit de principe absolu que le premier objectif de la guerre doive être la destruction des forces vives de l'ennemi, il n'est pas moins vrai aussi qu'on cherche toujours à mettre la main sur les gages qu'on veut conserver à la conclusion de la paix...

Le ministre de la Guerre était alors le général Picquart, qui se montra fort ému de ces déclarations et on a vu que peu après il avouait au ministre de Serbie sa conviction que l'attaque allemande se produirait en premier lieu par la Belgique[1]. Mais le ministre de la Guerre avait alors pour supérieur le chef d'État-Major le général Brun, qui, lui, ne croyait ni à la guerre ni même à l'armée: le renforcement de la place de Maubeuge fut écarté en raison « des besoins plus urgents » des places de l'Est, des ressources budgétaires, des disponibilités en matériel, etc.

Toutefois l'éventualité d'un mouvement débordant par la Belgique dut être envisagée et on en eut vite reconnu le bien-fondé. Par la fortification incessamment développée de la frontière lorraine, les Allemands avaient un pivot de manœuvre sur lequel pouvait en toute sécurité s'appuyer la masse chargée de l'exécution du mouvement tournant, en pleine liaison avec le front de combat et sans avoir à redouter la rupture de ce front, la barrière fortifiée

---

[1] Voir plus haut, page 83.

devant arrêter toute offensive ennemie. Comme on l'a déjà exposé, le secteur Thionville-Château-Salins était une ligne continue de fortifications permanentes; en fait, entre Dieuze et les Vosges, compte tenu de l'impraticable région des étangs, il ne restait qu'une trouée de 15 kilomètres; l'attaque classique par Morhange apparut, même aux plus offensifs , comme singulièrement aventureuse.

Le capitaine Sorb expose ainsi très clairement la conception que l'État-Major se faisait alors de l'offensive allemande[2] :

Il ne saurait y avoir de doute sur l'intention bien arrêtée de nos voisins, résolus à mener rapidement l'affaire et à prendre immédiatement l'offensive. Ayant terminé avant nous leur concentration, ils attaqueront de front avec un nombre respectable de corps d'armée et n'attendront peut-être pas le résultat de ces premiers combats pour organiser et mettre en mouvement la masse destinée à l'exécution d'un mouvement débordant. Les régions d'attaque les plus probables sont celle qui s'étend au nord de Verdun et celle qui se développe entre Toul et Épinal. Au nord de Verdun, ils tenteront ce mouvement enveloppant auquel ils n'ont renoncé en aucune manière; entre Toul et Épinal, ils prépareront une attaque destinée à rompre notre front. Ils augmenteront l'envergure de l'attaque d'aile de manière à agir vite, et à cet effet chercheront à éviter tout obstacle matériel et à menacer du premier coup les communications ennemies. Comme la place de Verdun augmente, dans des proportions considérables, la capacité de résistance de l'aile gauche française

---

[1] Le général Bonnal, envisageant l'éventualité d'une offensive dans la région de Sarrebourg, écrivait à un ami le 14 mai 1913 : « Cette solution est fort contestable pour plusieurs raisons, entre autres les difficultés de parcours de la région des étangs et la barrière des Hautes-Vosges. »

[2] *Livre cité*, p. 48.

en lui procurant un point d'appui de premier ordre, ils tourneront cet obstacle en faisant passer au nord, et tout en dehors du rayon d'action du camp retranché, la masse de manœuvre précédée d'une force importante en cavalerie. Ce mouvement dirigé sur la gauche des armées françaises s'exécuterait en grande partie à travers le Luxembourg belge sans être sensiblement gêné par l'intervention trop tardive ou insuffisamment efficace de l'armée belge. C'est franchement au nord de Verdun, entre Mézières et Montmédy, que l'on abordera sans retard la frontière française.

Si l'opération réussit, la victoire complète, la désorganisation de l'ennemi en seront la conséquence. Sinon la menace organisée sur le flanc et les derrières de l'adversaire aura pour résultat d'inciter celui-ci à dépenser ses réserves pour parer le coup. Alors c'est la seconde masse d'attaque, agissant dans une autre direction, droit devant elle, pour percer le front ennemi, qui cherchera la décision. Et si les deux attaques réussissent simultanément, on obtiendra un véritable encerclement de l'adversaire qui subira, de ce fait, un désastre total... En réalité, *avec leurs idées d'offensive à outrance, les Allemands vont attaquer partout, sur tout leur front, pour maintenir le front de l'ennemi et lui retirer la libre disposition de ses troupes, C'est la notion classique du combat de front.*

Ainsi une offensive générale des Allemands : ayant fini avant nous leur concentration, ils attaqueront d'abord de front, ensuite ou même simultanément ils opéreront un mouvement débordant, à travers le Luxembourg belge, dans la direction nord de Verdun, par la trouée de Stenay; on ne voulait pas admettre une extension plus au nord.

L'État-Major n'avait pas été sans reconnaître le développement des lignes de l'Ardenne et de l'Eifel, mais il n'en voyait l'intention stratégique que sur

le sud de la Belgique[1]; il n'admettait pas un mouvement plus au nord. Ses raisons se fondaient sur l'attitude éventuelle de l'armée belge. Son effectif sur le pied de guerre ne lui permettait pas et de garnir ses forteresses et de mettre en campagne une armée susceptible d'une vigoureuse action; quelques-uns des représentants belges, dans la discussion des lois militaires, avaient même assuré que « la Belgique ne s'opposerait qu'à l'invasion d'une armée poursuivant un but de conquête » (affirmation que les faits devaient glorieusement démentir). Au surplus, toute la défense belge était concentrée au nord, sur la rive gauche de la Meuse, Liége, Namur, Anvers; sur l'autre rive et au sud, rien, pas une fortification, aucune garnison[2]: n'était-ce pas indiquer que la voie était libre et cette région de l'Ardenne abandonnée aux incursions des armées,

---

[1] Dans sa *Carte de la frontière du Nord-Est* (Chapelot), le colonel Frater exposait très nettement ces vues et indiquait en ces termes les modifications apportées à notre plan primitif de défense :

« L'armée belge, appuyée sur les places de Liége, Huy, Namur, paraît être en mesure de s'opposer à la violation de la neutralité belge sur la rive gauche de la Meuse. *Le territoire belge sera sans doute respecté sur cette rive, mais il est probable qu'il n'en sera pas de même sur la rive droite.* L'Allemagne a, en effet, donné un grand développement au réseau ferré des provinces rhénanes et du Palatinat, accusant ainsi son intention de concentrer une grande partie de ses forces dans cette région. Les forces allemandes, formant une armée ou un groupe d'armées, partiraient de la base Malmédy-Trèves, traversant la Belgique méridionale et le grand-duché de Luxembourg, pour aborder la frontière française, soit par la trouée Mézières-Verdun, soit même au nord de Mézières. *La partie est de la frontière du Nord paraît donc plus particulièrement menacée,* et les places ou forts de Maubeuge, Charlemont, les Ayvelles, Montmédy, Longwy ont acquis une nouvelle importance. »

[2] Le baron Beyens déclare ainsi que « le Luxembourg, éperon avancé de notre territoire dans les Ardennes, paraissait impossible à défendre par un corps belge, qui aurait été trop éloigné de sa base d'opérations. » *(Livre cité.)*

et qu'on fermerait les yeux [1]? Comment alors, pensait assurément l'État-Major français, les Allemands hésiteraient-ils et s'amuseraient-ils à jouer la difficulté en prenant l'autre chemin où ils étaient assurés de rencontrer une sérieuse résistance et où leur passage soulèverait des difficultés autant et plus diplomatiques que stratégiques?

[1] Il y avait, semble-t-il, dans certains milieux belges, un état d'esprit à ce sujet qui ne dut pas échapper à l'État-Major allemand. C'est ainsi que la *Gazette de Cologne*, du 25 août 1917, rendant compte d'une conférence faite à Anvers par un avocat, M. Van Steeberghe, lui prête cette déclaration que « Léopold II était prêt à laisser traverser la Belgique par l'armée allemande, et que ce fut l'avènement du roi Albert qui changea la politique belge ». « Jusqu'en 1911, déclarait l'orateur, l'Allemagne avait été persuadée qu'il lui était permis de traverser la Belgique sans éprouver de résistance de la part de celle-ci... Elle construisit tout son réseau ferré conformément à cette idée, et ses écrivains militaires n'en firent aucun mystère... C'est seulement en 1911 que l'Allemagne apprit qu'avec le nouveau roi tout était changé; cependant elle ne jugea pas opportun de modifier ses plans. » (*Le Temps*, 1er septembre 1917.) Il va de soi que nous ne produisons cette assertion qu'à titre de document, et non pour y chercher une pensée belge, mais la pensée allemande sur les risques d'une traversée rapide de la Belgique.



IV

L'OFFENSIVE A OUTRANCE ET LES RÈGLEMENTS DE 1913

L'État-Major français voit donc ainsi le plan de guerre allemand : une manœuvre d'enveloppement conjuguée avec un combat de front, et l'un et l'autre accommodés par l'offensive la plus brutale ; il semble que plus que jamais, dans de telles conditions, s'imposât la défensive. Ce fut, au contraire, on l'a vu, le moment où l'on poursuivit le démantèlement de la frontière du Nord et de la seconde ligne de défense, celui aussi où se manifesta dans notre doctrine militaire la plus violente poussée vers l'offensive la plus extrême : sans doute, ne croyant plus à l'efficacité de la fortification et ne voulant pas reconnaître le changement que la mitrailleuse apportait aux conditions du combat, se persuadait-on que la manœuvre enveloppante de l'ennemi amenuiserait son front et en permettrait l'enfoncement par un choc immédiat, dont notre couverture renforcée nous donnerait le moyen. Toute notre stratégie fut donc orientée vers le combat de rupture et l'offensive à outrance et généralisée.

Vers 1892, l'École de guerre avait élaboré une doctrine de guerre sage et prudente, l'expectative et

le combat de démonstration par des avant-gardes laissant au gros sa liberté d'action : « on s'engage et on voit », a dit Napoléon. Ces idées trouvèrent leur formule dans le règlement de 1895 sur la conduite des grandes unités. Ses rédacteurs avaient fondé la doctrine sur la méthode expectative, synonyme de défensive : attendre pour s'engager une manifestation de volonté chez l'ennemi et l'attirer sur un terrain où l'on pourra lutter dans de bonnes conditions, jamais assez de renseignements et jamais trop de sûreté, le commandement libre de refuser le combat, les réserves engagées pour parer aux incidents ou pour exploiter le succès, mais non pour le rechercher. Dans le même temps, le capitaine Gilbert, par sa prédication, allumait dans la jeune armée la flamme de l'offensive; de vives critiques furent aussitôt jetées contre ces méthodes raisonnables, dont quelques-unes se virent par la suite vérifiées du fait de l'élargissement du cadre des opérations. Le règlement de 1895 avait envisagé le corps d'armée comme principale unité d'évolution, avec l'armée les positions se trouvaient différentes et des modalités devenaient nécessaires... Au lieu de les rechercher, on aima mieux changer la doctrine, d'autant que laisser venir l'ennemi, saisir son initiative, la déjouer, étaient choses difficiles, qui demandent de la perspicacité, de la volonté, de la décision, le coup d'œil du chef, et non l'office d'un état-major. Et précisément ces états-majors, organes d'études et instruments d'exécution, aspiraient à un rôle plus éminent. La méthode d'expectative était peut-être aussi, pour cesorganismes, « la solution laborieuse », celle qui pouvait exiger la refonte, sous l'inspiration

d'un chef, de tout un travail d'une complication extrême, — et surtout elle voulait un chef, or la politique dominait l'avancement, les généraux étaient souvent choisis comme les préfets, et pour les mêmes raisons... L'offensive préconçue, obligatoire était plus simple, il n'y avait qu'à tendre le ressort.

En 1910 fut fondé le Centre des hautes études militaires, qui sélectionna la sélection de l'École de guerre et agrégea les jeunes colonels, qui se sentaient promis aux plus hautes destinées. Pour justifier l'institution, il fallait une doctrine. On bouleversa simplement les bases de la stratégie et de la tactique, et, au moment où les enseignements de toutes les guerres modernes manifestaient la puissance de la défensive, les jeunes novateurs préconisèrent l'offensive à outrance, l'attaque quand même, partout, à fond, le « tapez dans le tas ».

L'infaillibité de l'offensive et la nécessité de prendre sur-le-champ l'initiative devinrent articles de foi : au lieu de reconnaître préalablement le point faible de l'ennemi, on l'attaquera sans délai, tous à la fois, sur tous les points, et partout avec le maximum de vigueur, le point faible dès lors devra apparaître : la volonté de combattre sera donc chez le chef préalable à la bataille et conséquemment la direction et le choix de la zone de l'attaque; c'était la manœuvre préconçue, et la réaction offensive se concentra sur cette doctrine. La revision du règlement de 1895 fut énergiquement réclamée.

Ce règlement, déclarait-on, repose sur la crainte du risque, et il a, en conséquence, exagéré et déformé

la notion de sûreté. Il prescrit, avant d'engager le gros des forces, de reconnaître ce que fait l'ennemi, c'est là le propre de la défensive : l'offensive n'admet d'autre sûreté que « la paralysie de l'ennemi par l'attaque » ; donc « on doit se contenter de rechercher où est l'ennemi pour l'attaquer, ce qu'il veut faire importe peu, puisque nous avons la prétention de lui imposer notre volonté ; il vaut mieux empêcher l'ennemi de manœuvrer en le prenant à la gorge que de prévoir toutes ses manœuvres et d'en tenter la parade ». Et puis ces précautions de sûreté nécessitent des prélèvements sur l'ensemble du front d'attaque, par suite son affaiblissement ; or, ce qu'il faut chercher, c'est un engagement d'emblée et violent sur le plus grand front, empoigner immédiatement l'ennemi, lui sauter partout à la gorge : « dans l'offensive, la sûreté d'une troupe doit être, avant tout, cherchée en elle-même, dans sa capacité d'attaque, c'est-à-dire dans les dispositions qu'elle a prises pour attaquer vite et fort ; un adversaire assailli brusquement et partout à la fois songe à parer les coups, il ne manœuvre plus et devient rapidement incapable de toute offensive sérieuse. » C'est la rapidité de l'engagement qui garantit le mieux de la surprise et la violence de l'attaque qui assure l'initiative : « La notion de sûreté doit donc être basée sur la supériorité morale que donne l'initiative ; seuls pourront l'employer ceux qui ne s'inquiètent pas trop de savoir comment, en cas d'échec, ils se tireront d'affaire, qui ne gardent des réserves qu'avec l'intention de s'en servir et n'hésitent pas à jeter au feu leur dernier bataillon ; la moindre avarice morale, la moindre retenue dans l'offensive en détruit toute l'efficacité

et en fait perdre tous les avantages. » Donc « tout sacrifier à la rapidité, à la solidité de l'étreinte immédiate, destinée à donner à l'adversaire la mentalité d'un homme qui se défend, sans trop se préoccuper des erreurs de détail, des risques accessoires et des chances d'insuccès ; l'énergie de la réalisation fera le reste, quelle que soit l'indigence de la conception ». En résumé, dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés ; il faudra préjuger, savoir se décider sur des renseignements incertains, attaquer partout à la fois avec le maximum de brutalité, et surtout oser, risquer, risquer beaucoup, risquer tout...

Cette doctrine ne parut pas sur le coup aussi paradoxale que la vue des événements de cette guerre nous l'a montrée. Le recrutement trop souvent défectueux du haut commandement s'était manifesté aux manœuvres ; des chefs, choisis pour des considérations non exclusivement militaires, montraient une appréhension un peu trop forte et assez inquiétante de la responsabilité et interprétaient le règlement de 1895 dans le sens d'une prudence excessive: préoccupés avant tout de ne pas se tromper trop gravement, ils poussaient à la caricature la notion de sûreté et la tactique d'expectative et n'y voyaient qu'un moyen, sinon d'inaction, au moins d'action réduite, cherchant le moindre risque et regardant plus facilement en arrière qu'en avant. Les mauvais chefs vicient les meilleures méthodes ; on ne fit pas le départ nécessaire, on mit sur le compte du règlement ce qui n'était peut-être que le fait d'insuffisances individuelles et, au lieu de réclamer une épuration du

commandement, on préféra poursuivre l'abrogation du règlement de 1895.

Cette disposition d'esprit fit le succès de cette propagande : les décrets du 28 octobre 1913 sur la conduite des grandes unités et du 2 décembre 1913 sur le service des armées en campagne réalisèrent ces idées, peut-être plus que leurs inspirateurs n'eussent osé l'espérer. Quand ils parurent, de sages esprits se montrèrent effrayés de leurs audacieuses tendances, et le général Cherfils fit à leur sujet des réserves vraiment impressionnantes [1].

Le règlement du 28 octobre 1913 sur la conduite des grandes unités est une œuvre contradictoire et hétérogène. Inspiré pour une bonne part par la peur démocratique — ou plus exactement oligarchique — d'un chef militaire pourvu des pouvoirs nécessaires, il est imprégné, à dose massive, de l'esprit d'offensive le plus outrancier ; il applique les méthodes napoléoniennes sans Napoléon, en écartant, en empêchant même Napoléon. Il y a, à la base de ce document, une peur politique et une témérité stratégique ; et l'on y trouve incluses toutes les méthodes qui faillirent, au début de la guerre, nous mener à la perte. J'ai entendu, au cours même de cette guerre, cet aveu d'un homme politique considérable : « Si l'on nous présentait aujourd'hui Napoléon, nous hésiterions à le prendre »; le règlement de 1913 l'empêchait de surgir. L'absence d'un chef responsable risque de faire passer l'autorité aux sous-ordres irresponsables; par crainte d'un généralissime, on eut les « capitainissimes », la prépondérance des états-majors, et

[1] *Correspondant*, 10 mai 1914 : « La conduite des grandes unités ».

le gouvernement militaire fut constitué à l'instar de l'autre, ce qui était encore plus dangereux.

L'erreur fondamentale est dans cet article 7 : « Étant donnée l'énormité des masses actuellement mises en œuvre, la bataille générale sera la résultante de batailles d'armées, plus ou moins distinctes les unes des autres, mais se rattachant à une conception d'ensemble. » C'était établir cette indépendance des fronts, qui, au cours de cette guerre, fut la cause de tant de déboires, la raison de si fortes disgrâces, et nous verrons qu'en août 1914, contre une seule armée allemande faisant bloc, nous eûmes trois et quatre armées isolées et sans liaison.

Je ne suis pas sans inquiétude, — écrivait le général Cherfils, — sur cette conception officielle de batailles mal jointes, indépendantes, où chaque armée se trouve abandonnée avec ses ailes libres, menaçantes ou menacées... Je ne puis accepter que chaque armée ait une opération distincte, particulière, qui la mène à une bataille propre et isolée ; aucune armée ne doit avoir une bataille distincte, ni courir le risque d'être isolée... Ce n'est ni napoléonien, ni français et c'est une hérésie de présenter cette assertion comme un dogme. Qu'avec un généralissime quelconque il y ait non une seule bataille, mais une addition de batailles d'armées, c'est possible, mais ériger en principe cette éventualité humiliante, c'est méconnaître Napoléon. Mettez-le à la tête de cinq armées françaises, abdiquera-t-il la conduite de la bataille au point de s'en remettre aux hasards et aux aventures de cinq batailles conjointes sans intervenir dans leur ensemble ?

En même temps que ce règlement réduisait de la sorte le rôle du général en chef et brisait l'unité du front de bataille, il prescrivait pour cette bataille l'offensive dans sa forme la plus violente et la plus

téméraire, l'offensive préconçue, *a priori*, déclenchée automatiquement, sans renseignements, sans préparation suffisante, l'offensive forcenée et brutale, sans autre objet que le corps à corps, l'offensive quand même, où que ce soit, quoi que ce soit. Et ce règlement n'était pas une simple théorie d'école, mais bien un catéchisme militaire : « Ce règlement, affirme sa commission de rédaction, servira de guide aux états-majors d'armée pour la préparation et l'exécution des manœuvres sur la carte et sur le terrain ; il formera le corps de doctrine sur lequel devra *obligatoirement* (le mot est souligné dans le texte) s'appuyer l'enseignement donné aussi bien à l'École supérieure de guerre qu'au Centre des hautes études militaires; il sera le point de départ des travaux pour la préparation du règlement sur le service en campagne. »

Il débute par cette profession de foi : « La conduite de la guerre est dominée par la nécessité de donner aux opérations une impulsion vigoureusement offensive... Portée par nous jusqu'à la perfection, la doctrine de l'offensive nous a valu les plus glorieux succès, et, par une contre-épreuve cruelle, le jour où nous l'avons méconnue, elle a précisément fourni à nos adversaires les armes à l'aide desquelles ils nous ont vaincus. Les enseignements du passé ont produit leurs fruits : l'armée française, revenue à ses traditions, n'admet plus, dans la conduite des opérations, d'autre loi que l'offensive. »

On se préparera donc à « une guerre d'attaque »; c'est la condamnation sans appel de la vieille tactique d'expectative, de la défensive. C'est aussi la répudiation expresse des théories sur l'inviolabilité

des fronts. L'action ne sera plus subordonnée à la manifestation de la volonté de l'ennemi, l'initiative doit être prise sur-le-champ, sans délai, sans renseignements : « Les succès à la guerre ont toujours été remportés par les généraux qui ont voulu la bataille; ceux qui l'ont subie ont toujours été vaincus. »

Le premier devoir du chef est de vouloir la bataille ; la bataille, une fois engagée, doit être poussée à fond, sans arrière-pensée, jusqu'à l'extrême limite des forces... La résolution de combattre et même le choix de la forme générale du combat doivent être antérieurs à l'engagement... Le chef doit préciser ses intentions dans un plan de manœuvre ; chacune de ses décisions doit venir à son heure, même si les données recueillies jusque-là sur les forces et les dispositions de l'ennemi sont incomplètes ; un chef qui cède à la tentation d'attendre, pour agir, l'arrivée de renseignements plus précis, court, en effet, le risque de voir son adversaire déchirer le voile par des actes décisifs... Le chef profitera du temps qui s'écoulera entre ses décisions successives pour faire rechercher toutes les données susceptibles d'éclairer la situation et de l'aider à développer logiquement son plan.

L'attaque décidée dans ces conditions devra être menée « avec la plus extrême vigueur et la ferme résolution d'aborder l'ennemi pour le détruire ».

Pour vaincre, il faut rompre par la force le dispositif de combat de l'adversaire. Cette rupture exige des attaques poussées jusqu'au bout sans arrière-pensée; elle ne peut être obtenue qu'au prix de sacrifices sanglants. Toute autre conception doit être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre... En prenant l'initiative on fait naître les événements au lieu de les subir : un commandant en chef énergique, ayant confiance en soi, en ses subordonnés, en ses troupes, ne laissera jamais à son adversaire la priorité de l'action sous le prétexte d'atten-

dre des renseignements plus précis; il imprimera dès le début de la guerre un tel caractère de violence et d'acharnement que l'ennemi, frappé dans son moral et paralysé dans son action, se verra réduit peut-être à rester sur la défensive.

Tout pour l'offensive, tout par l'offensive. Plus donc de souci de se garder, mais la seule volonté d'agir : « Une offensive vigoureuse contraint l'ennemi à prendre des mesures de défense et constitue le plus sûr moyen de garantir le commandement aussi bien que les troupes contre tout danger de surprise. » Plus de réserves pour garder des lignes de retraite pendant l'attaque ou limiter l'insuccès en cas de revers; tout le monde en première ligne :

Le succès revient non pas à celui qui a subi le moins de pertes, mais à celui dont la volonté est la plus ferme et dont le moral est le plus fortement trempé. En conservant, au moment suprême où la balance menace de pencher du côté de l'ennemi, des réserves destinées à organiser des replis, à garder les flancs ou à couvrir la retraite, on laisse échapper les dernières chances de la victoire. Les réserves ne sont pas destinées à limiter l'insuccès, mais à agir offensivement pour gagner la bataille. Un chef méconnaît son devoir, qui, dans la bataille décisive, renonce à la lutte avant d'avoir épuisé tous les moyens dont il dispose... C'est en avant que le chef doit porter ses regards; en cas d'insuccès tous ses efforts tendront à rétablir le combat et à reprendre l'offensive.

Plus de défensive, considérée comme une marque de pusillanimité, le cadre du combat défensif sera limité à la division: « Le nouveau règlement n'admet qu'une seule justification pour la défensive dans le combat, à savoir la nécessité d'économiser des troupes sur certains points en vue de conserver plus

de forces aux attaques; la défensive n'est plus, à proprement parler, que l'auxiliaire de l'offensive. »

Et du commandement voici comment cette doctrine passait à la troupe et se concrétisait dans le règlement sur le service en campagne :

L'attaque exige la continuité dans l'effort et une extrême énergie. Chacun ne doit avoir qu'une seule pensée : aller de l'avant, quand même, droit sur l'objectif indiqué, pour joindre l'ennemi au plus tôt.

La progression de l'attaque n'a qu'un but : amener la chaîne de tirailleurs à distance d'assaut. C'est avec la baïonnette que l'infanterie brise la dernière résistance de l'ennemi. L'assaut, c'est-à-dire l'abordage à l'arme blanche, peut seul dénouer la crise.

L'infanterie sera la reine des batailles et sa royauté sera absolue; elle seule, et sans partage, assurera la décision ; c'est le cœur et non le matériel qui gagne les batailles. L'artillerie jusque-là avait pour rôle essentiel de préparer l'attaque de l'infanterie et d'affaiblir préalablement les obstacles qui s'opposaient à sa progression ; un règlement de 1910 avait même mis l'artillerie à la disposition du commandant de l'attaque. Le particularisme de l'arme s'en était offensé ; deux camps s'étaient à ce sujet formés ; dans l'un le colonel Pétain appuyait énergiquement cette liaison des armes, liaison par le bas et vraiment pratique ; dans l'autre, l'artillerie presque unanime, et au premier rang le colonel Nivelle, la combattait non moins énergiquement. Le règlement de 1913 modifia radicalement le rôle de l'artillerie dans le combat : au lieu de préparer l'attaque, elle n'aura plus qu'à l'appuyer en détruisant ce qui s'oppose à sa progression ; on tenait

ainsi pour résolue la destruction des objectifs d'attaque par les seuls moyens de l'infanterie et l'on raisonnait, l'obstacle supposé abattu. Et, pour faire passer le précepte de la théorie dans les faits, la libre disposition de l'artillerie fut retirée au commandant de l'attaque et remise au seul général de division. La liaison des armes était rompue ; les conséquences, au début de la guerre, furent tragiques[1].

Ainsi, dans leur ensemble aussi bien que dans leurs détails, dans la théorie comme dans la pratique, ces règlements de 1913 s'inspiraient de l'esprit offensif le plus extrême et n'envisageaient même pas l'éventualité de la défensive, encore moins la possibilité de la retraite. Cinq lignes seulement sur la fortification et quelles lignes! « Les places fortes et les systèmes fortifiés n'ont de valeur que dans la mesure où ils facilitent les opérations des armées de campagne, tel est le principe fondamental qui justifie leur existence, plus spécialement au début de la guerre, où ils doivent servir d'appui à la couverture et l'aider à protéger la concentration des armées. » Presque rien sur l'aviation; rien sur la mitrailleuse, le mot n'est pas même prononcé dans l'un ni dans l'autre règlement.

Pourquoi cette lacune? On n'ignorait pourtant pas sa puissance terrifiante et l'on avait assez d'éléments d'appréciation pour se rendre compte qu'elle pouvait briser net toute tentative de rupture de front[2]; mais

---

[1] Général Percin, *la Liaison des armes*, 1917.

[2] La mitrailleuse eut un rôle terrifiant dans la guerre russo-japonaise. Les rapports les plus concluants furent adressés à ce sujet au ministère de la Guerre. Dans l'un on lit : « L'effet produit est à la fois matériel et moral. En raison de la rapidité et de la justesse du tir, l'ennemi éprouve de grandes pertes en peu de temps; en outre, au milieu du fracas incohé-

la mitrailleuse était tenue pour une intruse dans notre armement, elle n'avait pas la marque officielle. C'était une invention française, mais mise au point par l'industrie privée; jamais la Direction de l'artillerie n'avait voulu en reconnaître le modèle, et pendant dix ans et plus, malgré les réclamations de la Direction de l'infanterie, elle écarta systématiquement le modèle Hotchkiss, aujourd'hui encore reconnu le plus parfait, — ce n'était pas sa mitrailleuse! — C'est à cette vanité criminelle que notre armée dut sa cruelle infériorité des débuts de la guerre. On ne voulait pas prendre une telle arme au sérieux, et quand depuis longtemps les Japonais l'appelaient « l'arrosoir du diable », von der Goltz « l'hyène du champ de bataille », les Russes « le moulin à balles », en France on la surnommait, par goguenarderie, « le moulin à café »!

Ce « moulin à café » marquait pourtant la faillite de l'offensive, telle que la préconisaient ces règlements de 1913, et de ces combats de front, de ces poussées violentes, de ces coups de bélier qui constituaient notre plan d'attaque.

---

rent de la bataille, le roulement sec et régulier de la décharge de la mitrailleuse produit une impression très appréciable de réconfort chez la troupe amie et d'énervement visible chez l'adversaire. La mitrailleuse est du feu d'infanterie concentré. Elle a joué un rôle considérable sur le champ de bataille. On peut affimer qu'il en serait de même dans une guerre européenne et qu'une armée sans mitrailleuses serait en état d'infériorité sensible en présence d'un adversaire qui en serait pourvu. »

Et l'État-Major général de l'armée concluait : « C'est surtout dans la défensive que ces engins ont montré une terrible efficacité, en particulier au moment où, les deux adversaires étant à quelques centaines de mètres les uns des autres, les hommes deviennent nerveux et tirent trop haut alors que leur tir pourrait être le plus efficace s'il était bien ajusté. Machines sans nerfs et sans âme, les mitrailleuses, dans ces circonstances, fauchent littéralement les assaillants. » Cf. Ch. Humbert, *Sommes-nous défendus?* Juven, Paris.

Qu'on ne se méprenne pas sur le sentiment qui a inspiré cette recherche. Si j'ai cru devoir montrer le *processus* d'une si redoutable erreur, ce n'est ni pour un vain plaisir de critique, ni dans une intention de dénigrement. Ce n'est pas davantage dans le dessein de dresser un état des responsabilités d'avant-guerre, encore moins un réquisitoire. Qui oserait prendre un tel rôle quand il n'est personne qui ne se soit trompé, quand chacun a seulement plus ou moins erré: qui s'érigerait en justicier *cum vix justus sit securus?* Cette guerre doit être pour tous une forte leçon de modestie, car nul ne fut à l'abri de l'erreur et la responsabilité ne serait, au vrai, qu'une question de total.

J'ai seulement signalé ces inconséquences de notre doctrine de guerre parce que leur connaissance est indispensable à la parfaite intelligence des batailles dont notre frontière fut, en août 1914, le théâtre, et aussi et surtout de l'immortelle et sans égale victoire de la Marne. Ces prolégomènes étaient nécessaires, car ces batailles que nous aurons à relater furent l'application de ces règlements de 1913, l'anneau final de cette longue chaîne d'erreurs, la conclusion de cette aberration incroyable dont notre frontière fut l'objet. Les responsabilités d'avant la guerre sont multiples et partagées; ce serait une cruelle injustice que d'incriminer les uns plus que les autres et ceux surtout qui payèrent leurs erreurs de leur sang généreux ou qui en réparèrent les suites avec une vigueur de décision et une liberté d'esprit qui forcent l'admiration. Ce furent d'ailleurs moins des erreurs individuelles qu'une erreur collective, on pourrait presque dire nationale : ceux qui s'étaient

peut-être le plus fortement trompés nous ont donné nos plus belles victoires, et l'on cite de l'un d'eux ce mot, véritable trait d'héroïsme intellectuel : « Et maintenant, Messieurs, — disait-il à ses officiers quand se fit cette immobilisation du front que le règlement de 1913 proclamait une hérésie, — il vous reste à oublier ce que nous vous avons appris, et à nous à faire le contraire de ce que nous vous avons enseigné. »

Au surplus tout, même l'erreur, est relatif, et le point de vue est assurément différent entre une guerre de positions et une guerre de manœuvres. L'erreur la plus certaine fut peut-être d'avoir trop parlé et trop écrit, et qui sait si le secret sur ces intentions n'en eût pas atténué le maléfice? Mais nous ne sommes pas seulement, en France, passionnés pour la parole, nous sommes un peuple bavard, curieux de tout, non pour savoir mais pour prouver que nous en savons plus, que nous sommes mieux informés que les autres. Nos secrets militaires, nous les discutions au forum, nous les passions au crible de la critique publique ; notre plan de concentration était dans le commerce, le mot n'a rien d'excessif, et nous dissertions sur la façon dont nous ferions la guerre à l'Allemagne, comme nous eussions fait d'une campagne de Louis XIV ou de Napoléon. L'Allemand est un peuple qui sait ignorer et se taire, mais qui surtout sait écouter et entendre; pendant que nous montrions notre jeu, nos ennemis cachaient le leur et le modifiaient d'après nos indiscrétions : ne fut-ce pas la principale cause de la « surprise » qu'ils nous ménageaient ?

Nous recherchons nos erreurs et nous avons

raison : il faut les connaître pour s'en pouvoir corriger et un grand enseignement politique doit être tiré de cette guerre. Mais il est consolant, faisant cette recherche, de constater que notre ennemi, lui aussi, quelques précautions qu'il prît et bien que la guerre eût toujours été son unique pensée, en commit aussi, et d'encore plus lourdes, et qu'à les comparer la balance ne serait peut-être pas à notre désavantage.





Le Général de Brigade
HERMENT

Dessin gravé de A. Borel.

V

L'ORAGE MONTE SUR LE NORD ; UN HOMME L'ANNONCE : LE GÉNÉRAL HERMENT

Quelqu'un pourtant avait prévu et prédit que les Allemands tenteraient par la rive gauche de la Meuse leur mouvement d'enveloppement : le général Herment.

Le nom du général Herment est encore celui d'un inconnu; il n'en est pas qui mérite mieux d'être introduit dans l'Histoire. Ce nom d'Herment est étroitement associé à notre frontière du Nord : colonel, directeur de l'atelier militaire de Douai, général commandant l'artillerie du 1er corps, il fut appelé à étudier l'œuvre de Séré de Rivières au moment où l'on en poursuivait la destruction, et une fois à la retraite, il s'opposa publiquement à la destruction de cette frontière du Nord et spécialement au déclassement de Lille; en août 1914, il eut, dans des circonstances mémorables que nous exposerons, la redoutable mission de défendre Lille désarmée, il l'eût sauvée, si l'infortunée cité eût dû être sauvée. Le nom du général Herment brillera entre les meilleurs, mais, sous le règne de l'opinion, la grande notoriété n'est qu'à ceux qui savent joindre au savoir-faire l'art de faire savoir; la gloire la plus

pure exige la réclame et la modestie est une vertu ingrate.

Né à Briey, en 1848, Herment sortait en 1870 de l'École polytechnique et de l'École d'application de Metz avec ce don d'invention que tout notre enseignement et notre administration militaires visaient déjà à annihiler. A vingt-cinq ans, lieutenant d'artillerie, il découvre un procédé de pointage et de repérage des pièces de siège, devenu depuis réglementaire, et à trente ans il trouve un frein hydraulique pour le 155 long et fait adopter l'organisation du tir indirect dans les places, qui resta en service jusqu'en 1906. Plus tard, il s'occupe du réglage du tir fusant et de l'organisation du tir masqué en campagne, propose en 1898 un télémètre pour mesurer sur la lueur des coups la distance d'une batterie masquée et, en 1900, un appareil de pointage pour le 75, qui assure le réglage du premier coup et économise la salve de réglage. Naturellement de tels projets furent écartés et l'on commença de voir d'un mauvais œil un tel inventeur, dont les découvertes se traduisaient par des économies.

L'invention capitale du général Herment, — et celle qui eût déjà dû conférer à son nom une juste notoriété, — fut, en 1901, la découverte de la fonte aciérée. Colonel-directeur de l'atelier de construction de Douai, il avait à fabriquer pour la marine des obus qui devaient avoir une résistance que les fontes ordinaires de la guerre n'offraient pas. Le problème était de débarrasser ces fontes du soufre et du phosphore : l'artilleur se fit métallurgiste et, ayant constaté la résistance de la fonte des vieux canons, il eut l'idée d'en mêler les débris dans

ses creusets et obtint ainsi une fonte dont la résistance s'augmentait en proportion même des riblons qu'on y mettait. C'était plus qu'une invention, une révolution métallurgique, et la métallurgie pas plus que l'armée n'aime les inventeurs ; il fut sans tarder appelé à prendre le commandement d'un régiment d'artillerie, puis en 1904, comme général, celui de l'artillerie du 1er corps et, en 1906, l'inspection de l'artillerie des places de la frontière du Nord-Est. Ayant constaté pendant ses inspections l'absence dans ces places d'obus allongés en acier, il demanda le remplacement des vieux obus en fonte qui seuls s'y trouvaient, mais l'obus en acier coûtait cher, et, comme on ne voulait rien faire pour les places, il lui fut répondu par une fin de non-recevoir; sans se décourager il songea à utiliser sa fonte aciérée et il établit, en 1907, un obus de 155, contenant le double d'explosif des obus en fonte et quatre fois moins cher que les obus en acier ; il ne fut adopté qu'en 1912, et en 1914 on n'en avait encore pas fabriqué, faute de tables de tir. Pourtant le général Herment fut invité par le Comité de l'artillerie à présenter des tracés de tels obus pour tous les calibres; on fut, on le verra, tout heureux de les retrouver au cours de cette guerre...

La fonte aciérée avait fini par s'imposer, même à l'administration de la guerre. Pour obvier à la fabrication réduite des obus de 75, le général Herment, en 1909, proposa trois modèles différents en fonte aciérée; les établissements de Bourges s'y montrèrent hostiles et en mai 1904 ils n'étaient encore qu'en essai : il est vrai qu'ils ne revenaient qu'à 4 francs quand l'obus en acier en coûtait 10 ! Au cours

de ses inspections, Herment, frappé de l'insuffisance des approvisionnements en munitions, en avait réclamé du coup le dédoublement : coût : 400 millions ; le ministre se récria, mais le général trouva un appui dans les commissions parlementaires du budget et de l'armée et notamment en MM. Doumer et Berteaux, qui lui obtinrent un renforcement de 15 0/0. Il proposait, peu après, de faire en fonte aciérée les 300.000 obus en fonte ordinaire utilisés pour les écoles à feu et d'en constituer d'avance les approvisionnements pour deux ans ; la dépense était insignifiante et sa proposition fut écartée. Si nous eussions eu, à la Marne, ces 600.000 obus !

En 1910, le général Herment réalise de notables améliorations du 155 : d'abord, en vue de faciliter le tir plongeant, il crée un projectile de 50 kilos au lieu de 43, avec 10 kilos d'explosif ; les expériences démontrèrent qu'il portait à 7.000 mètres avec une justesse supérieure aux obus ordinaires, mais il ne fut pas adopté « parce qu'il eût compliqué les approvisionnements ». Puis il démontre que, par un changement de poudre, on peut étendre à 13 kilomètres, au lieu de 10, la portée du 155 et accélérer sa vitesse de 450 à 600 mètres ; son invention est encore écartée. Dans cette même année il démontre également qu'en appointissant les ogives des obus, on en augmente la portée et il soumet deux types d'obus de 155 et de 95 qui, par ces modifications, portent à 15 et à 13 kilomètres ; l'invention ne devait être réalisée qu'au cours de la guerre.

Quand on parcourt cette noble carrière, on est frappé de cette prodigieuse activité d'esprit jointe à une modestie sans égale ; comment n'a-t-on pas

rendu mieux justice à un pareil serviteur? Général de brigade en 1903, Herment, malgré de tels services, — peut-être à cause d'eux? — prit en 1910 sa retraite comme général de brigade. Et l'on ne peut pas ne pas penser qu'il y eut, sans doute, dans l'armée, beaucoup d'Herment, qui ne purent peut-être pas, eux, donner leur mesure! Car nul peuple n'a plus d'imagination que le nôtre; c'est de chez nous que sont parties presque toutes les inventions, c'est chez nous qu'ont surgi les grands inventeurs comme les hardis explorateurs, et ce fut le pire méfait de l'esprit administratif, associé à un scepticisme déprimant, que d'avoir fait à un peuple ainsi privilégié une âme routinière et casanière. Spécialement dans le militaire, où le sens inventif eût dû être particulièrement cultivé, l'imagination fut considérée comme une tare et constitua le plus sérieux obstacle à l'avancement; nous avons payé cher cette autre erreur.

En 1911, dans le même temps que le général Herment prenait sa retraite, le ministre de la Guerre français proposait la démolition de notre frontière du Nord et le général von Bernhardi proclamait bruyamment la réalisation par le nord de la Belgique de la manœuvre enveloppante allemande.

Bernhardi représentait une guerre offensive de l'Allemagne contre la France, telle que l'aile nord de l'armée allemande avancerait avec des armées échelonnées à travers la Belgique et, au besoin, la Hollande, l'extrême aile droite marchant le long de la mer, tandis que, dans le sud, l'aile gauche, esquivant le choc, se déroberait par l'Alsace et la Lorraine

vers le nord pour laisser à l'adversaire la route libre sur l'Allemagne du Sud. « La marche par échelons de l'aile marchante allemande, — écrivait-il, — contraindrait l'aile gauche de l'armée adverse à un grand changement de front et la mettrait, par cela seul, dans une situation désavantageuse; un succès des Allemands les amènerait directement à Paris et troublerait les organes vitaux de l'armée française bien avant qu'elle eût obtenu dans le sud des succès décisifs. L'armée allemande n'aurait pas pour cela de mouvements bien compliqués ou difficiles à exécuter; il ne s'agirait que de bien répartir les forces et de bien régler le mouvement de recul de l'aile gauche[1]. »

Assurément, il y avait dans ce plan des exagérations probablement voulues et à dessein de donner le change, comme l'amplitude du mouvement d'aile droite, la violation de la Hollande et le recul de l'aile gauche allemande : le sens du mouvement et son principe n'en restaient pas moins une possibilité ; le plan n'avait rien de chimérique ni d'irréalisable, il n'était qu'audacieux. En Belgique on y prit garde. Le général Dejardin soutint alors que l'idée de Bernhardi n'était pas paradoxale, qu'une attaque allemande par l'Ardenne et le Luxembourg ne serait pas assez débordante et que la France y pourrait parer rapidement, — qu'il faudrait, pour jeter le trouble dans les mouvements de l'armée française, l'obliger à se diviser pour garder son flanc gauche et menacer sérieusement sa concentration par un mouvement plus débordant, — et que la rive gauche de la Meuse,

---

[1] *La guerre d'aujourd'hui*, Chapelot, 1913, tome II, p. 337.

riche, dotée d'un magnifique réseau de chemin de fer, se prêterait trop bien à une telle manœuvre pour que l'État-Major allemand ne l'adoptât pas. Le général belge jalonnait ainsi la route de l'invasion : pénétration entre Liége et Maestricht; point de direction, la vallée de l'Oise.

En France, un éclat de rire général accueillit le plan de Bernhardi et nos stratégistes brevetés n'y voulurent voir qu'une fantaisie : « La violation de la neutralité de la Belgique, — écrivait l'un, résumant la pensée de tous, — ne peut donner lieu qu'à la destruction complète de l'armée allemande; le général Bernhardi est un médiocre stratège, qu'il retourne à l'École de guerre revoir son Clausewitz : nous ne pouvons que désirer ardemment l'adoption de ses idées par le grand État-Major allemand; jamais la victoire ne nous aura été aussi facile. » Et le ministre de la Guerre du cabinet Caillaux demandait le démantèlement de notre frontière du Nord, de notre seconde ligne de défense et en sus le déclassement de Lille.

Le général Herment prit alors la défense de la frontière du Nord. En 1906, au cours d'une manœuvre de cadres dans la trouée de l'Oise, il avait eu à examiner avec le général Georges Lebon, son chef, ce que l'ennemi pourrait tenter contre la frontière du Nord; il devina le péril, et, l'heure de la retraite venue et le sac de cette frontière commencé, il exposa dans deux livres véritablement prophétiques [1], comme quoi cette destruction de cette partie

[1] *Considérations sur la frontière du Nord,* Chapelot, 1913. — *L'état des forteresses belges et sa répercussion sur la défense de notre frontière du Nord,* Lavauzelle, 1913. Cf. également les articles du général Herment sur le démantèlement de Lille, dans la *France militaire* des 20, 27, 30 novembre, 7 et 14 décembre 1912.

de notre frontière rendait plus que vraisemblable l'attaque allemande par la rive gauche de la Meuse. On doit, dans un pareil cas, se substituer le moins possible à la pensée de l'auteur et lui donner la parole; la lecture de telles citations est, d'ailleurs, loin d'être ingrate :

Les Allemands, en édifiant ces barrières de Lorraine et d'Alsace et en construisant dans l'Eifel de nombreuses lignes de chemins de fer pourvues de nombreux quais de débarquement, ont établi un dispositif stratégique très remarquable, car celui-ci leur donne une grande liberté de manœuvre et facilite au plus haut point leurs mouvements. Ils peuvent à leur gré ou jeter rapidement toutes leurs forces en Alsace-Lorraine ou n'en mettre qu'une partie et lancer les autres par l'Eifel, au travers de la Belgique, sur la frontière que nous désorganisons.

En accomplissant ces travaux de chemins de fer si coûteux, qui constituent une menace pour la Belgique et pour nous, les Allemands n'ont pas eu seulement *l'idée de nous jeter dans l'incertitude au sujet de leurs projets. Ils ont pu penser qu'une attaque contre les défenses que nous avions élevées dans l'Est ne leur permettrait pas de venir facilement et rapidement à bout de nos forces. Et alors ils ont songé à établir, en face de notre barrière défensive, une barrière analogue, qui nous opposerait les mêmes difficultés que celles contre lesquelles ils hésitaient à se heurter, barrière qu'ils défendraient en utilisant leurs troupes de réserve et une partie seulement de leurs troupes de campagne, tandis qu'avec les autres ils iraient tomber, par une irruption soudaine sur notre frontière mal gardée, que nous ne croirions pas menacée et qu'ils savaient très bien que nous délaissions.*

Une attaque par la rive gauche de la Meuse aurait sur l'offensive Sedan-Montmédy cet avantage qu'elle ne laisserait pas à l'armée belge le temps de se concentrer et de venir, avec l'appui de Liége et de Namur

et la couverture de la Meuse, prendre de flanc l'aile allemande en action contre les forces françaises :

En brusquant l'attaque par la rive gauche de la Meuse et en enlevant Liége par surprise, la faiblesse des effectifs de paix de l'armée belge ne saurait empêcher la marche des armées allemandes. Bien plus, cette marche désorganiserait l'armée belge; comment se mobiliserait-elle, lorsque la moitié du territoire serait envahie et que ses régiments seraient obligés de quitter précipitamment leurs garnisons, sans avoir le temps d'emporter ni les armes, ni les effets des réservistes ?

L'attaque à l'improviste par la rive gauche de la Meuse donne à l'Allemagne toutes chances de se débarrasser de l'armée belge sans coup férir et pour longtemps, car les tronçons épars de cette armée ne parviendront que péniblement à gagner Anvers et ne s'y mobiliseront qu'incomplètement avec les plus grandes difficultés, puisqu'ils seront privés des armes et des effets abandonnés dans leurs garnisons. Les Allemands étudient avec trop de soin et de méthode leurs opérations militaires et sont trop au courant de ce qui se passe chez leurs voisins pour n'avoir pas envisagé cette possibilité d'annihiler l'armée belge par un coup d'audace.

La condition de succès d'un tel plan, c'est d'agir brusquement, de frapper vite et fort; ces moyens, l'Allemagne les possède avec les effectifs élevés qu'elle peut entretenir en temps de paix. Elle peut aller vite :

Elle a deux grands camps d'instruction, à Malmédy et à Elsenborn, dans chacun desquels elle réunit tous les ans des brigades et des divisions pour des manœuvres et des écoles à feu. Rien n'est plus facile que d'avoir dans chacun de ces camps une division prête à marcher. De même, dans les nombreuses garnisons entre Aix-la-Chapelle et le Rhin, les régiments, qui reçoivent fréquemment des réservistes, peuvent être complétés, sans que leur passage au pied de

guerre éveille outre mesure l'attention, puisque chaque année des appels de réservistes ont lieu dans les mêmes garnisons. Deux corps d'armée peuvent donc être lancés inopinément sur Liége, et cela par voie ferrée, car trois lignes aboutissent à Liége... Précédés de deux divisions de cavalerie, soutenus par des cyclistes et des troupes d'infanterie en automobiles qui prendraient possession des gares, les trains suivraient presque sans retard et ces deux corps d'armée pourraient commencer leurs débarquements à Herve et à Pepinster, à 8 ou 10 kilomètres des forts, trois heures après que la cavalerie aurait franchi la frontière. Il y a, en effet, 17 ou 18 kilomètres de ces localités à la frontière.

Elle peut frapper fort : « Si les Allemands se décident à violer la neutralité belge, c'est qu'ils veulent tenter par la Belgique leur gros effort. » En calculant à 25 corps d'armée leurs effectifs de guerre, ils peuvent, avec 14 corps, soutenus par les défenses de l'Alsace-Lorraine, tenir tête aux 17 corps que la France, ayant à garder sa frontière des Alpes, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, pourra lancer contre eux : c'est donc 11 corps d'armée et demi, et en supposant qu'ils en laissent deux sur la frontière russe, 8 à 9 corps dont ils disposeront pour opérer la traversée de la Belgique, « force redoutable qu'ils pourront encore faire appuyer par quelques divisions de réserve ».

Liége peut être bombardée dans toutes ses parties et très rapidement. Le canon de 13 centimètres allemand lance ses projectiles de 40 kilogrammes à 12.500 mètres, et les équipages d'artillerie lourde allemands comportent des batteries attelées, armées de cette bouche à feu ; ces batteries sont, par conséquent, en mesure d'occuper, avec la plus grande facilité, de nombreux emplacements d'où elles pourront agir sur la ville, d'autant que ces emplacements

auront été reconnus d'avance par les nombreux Allemands qui pullulent dans la région. Liége pris, en quarante-huit heures avec des troupes de cavalerie et des détachements d'infanterie en automobiles tout le réseau ferré jusqu'à Tournai peut être enlevé, et les corps d'armée allemands peuvent être débarqués dans la région Tournai-Mons-Charleroi deux jours après la prise de Liége.

Cette irruption rapide vers la frontière française présente des avantages incontestables. Les Allemands sont assurés de n'y rencontrer que peu d'obstacles, puisque les Français se donnent eux-mêmes la peine de les faire disparaître. Mais ils n'y rencontreront, d'autre part, rien qui puisse s'opposer à leur offensive; les idées stratégiques françaises, qui paraissent avoir cours actuellement, n'admettent pas que la frontière du Nord puisse être attaquée, car sans cela on ne démantèlerait pas Lille, Hirson, Maulde et Flines; les troupes du 1er corps d'armée auront été envoyées dans l'Est.

Les portes de la France ainsi ouvertes, comment hésiteraient-ils, alors que tout les attire[1]: la richesse du pays, la facilité du parcours, le développement des routes et du réseau ferré, la trouée de l'Oise sans barrière, le fort d'Hirson démantelé, Maubeuge négligé et dont la remise en état demandera au moins quinze jours, Maubeuge qui n'aura pas reçu toute sa garnison et ne pourra guère faire sentir son action extérieure; et, dès lors, c'est la frontière ouverte jusqu'à La Fère, jusqu'au massif de Saint-Gobain.

---

[1] Le général Herment donnait encore cet argument impressionnant « Proposer de démanteler Lille, lorsqu'en Belgique on a de telles craintes sur la violation de la neutralité, est un manque de prudence et aussi un manquement à nos devoirs vis-à-vis d'un Etat dont nous avons garanti la neutralité... La Belgique n'est-elle pas en droit de nous reprocher d'attirer l'ennemi sur notre frontière du Nord quand nous la désarmons, et de nous faire observer que c'est au moment où elle s'efforce d'augmenter son armée, ainsi que la défense des places de la Meuse, que nous, qui devons la soutenir, prenons des mesures allant à l'encontre des siennes. » *France militaire*, 14 décembre 1912.

Et, Lille désarmée, l'offensive allemande se bornera-t-elle même à n'emprunter que cette voie classique de la vallée de l'Oise? Ayant le champ libre, qui l'empêchera d'opérer dans la région de Lille et de s'emparer sans coup férir de la partie de la France la plus riche en ressources? « N'aura-t-elle pas aussi tout intérêt à se porter vers nos ports de Dunkerque et de Calais pour enlever à l'armée anglaise toute velléité d'y venir débarquer et pour nous priver également des ressources que nous pourrions recevoir de l'étranger par ces ports, dont la défense du côté de terre n'a jamais été terminée et est fort mal préparée? »

Une telle attaque, bouleversant tout le plan de notre État-Major, amènerait dans nos opérations initiales un désordre tel qu'il serait inexplicable qu'un ennemi aussi averti ne cherchât pas à profiter d'un pareil avantage :

Il serait de toute nécessité, pour faire face à l'envahisseur, de faire exécuter un changement de front à une partie des troupes envoyées sur la frontière du Nord-Est et de faire ce changement aussi rapidement que possible, c'est-à-dire par chemin de fer. Les hommes prévoyants qui, après 1870, avaient réorganisé notre système défensif, avaient installé entre la Sambre, l'Escaut et la Scarpe, une position centrale sur la frontière du Nord, qui, couverte par Maubeuge, Condé, Valenciennes, Maulde, Flines et Lille, donnait la possibilité d'exécuter ce changement de front dans les meilleures conditions. Les nombreux quais militaires de la région, à Douai, à Arras, à Cambrai, à Valenciennes, à Lille, à Maubeuge, etc., permettaient de faire débarquer les troupes, à l'abri, à la frontière même. Et de cette position centrale qui couvrait la concentration, on pouvait se jeter dans le flanc de l'invasion se produisant par la trouée de Chimay.

Aujourd'hui qu'on va démanteler Lille, Maulde et Flines, et que Condé n'existe plus, est-il encore possible de songer à ce mouvement et de prendre comme base d'opérations et d'appui cette position centrale démembrée, où ne va plus exister que Maubeuge? Ce serait fort dangereux, car on n'y serait plus à couvert. Tout ce que l'on pourra faire, ce sera d'occuper la position de La Fère-Saint-Gobain, que l'on vient d'ébrécher en déclassant le fort de Condé-sur-Aisne avec une inconscience tout aussi grande que celle dont on a fait preuve en déclassant le fort d'Hirson.

Le résultat des mesures prises sur notre frontière du Nord nous obligera donc, en présence d'une invasion allemande par la Belgique, ou de nous concentrer dans une région où nous n'avons comme point d'appui qu'une place assez médiocre, Maubeuge, qui couvrira mal nos débarquements, ou d'abandonner de prime abord et sans combat tout un immense territoire très riche en ressources de toute nature.

Cela était écrit au commencement de 1912. Le général Herment, ayant vu le danger, indiquait les moyens de le conjurer : réfection de notre frontière du Nord, remaniement du fort d'Hirson et élargissement de son rayon d'action, — réorganisation de Maubeuge, « cette forteresse n'est nullement préparée à recevoir une attaque inopinée, il y a trop de travaux à faire au moment de la mobilisation et le temps manquerait pour les exécuter, si l'offensive allemande se prononçait par la Belgique », — maintien absolu de Lille à doter au plus tôt de canons à tir rapide, — mise en état de défense de Dunkerque. Et, dans la région ardennaise, création d'une grande place à Mézières pour assurer la jonction de la frontière du Nord avec celle de l'Est, la défense de la Meuse et aussi du nord du massif de l'Argonne, —

établissement d'un ouvrage à Carignan, — surtout renforcement de la place de Montmédy pour assurer le front Stenay-Sedan et améliorer ainsi notre situation militaire au nord de Verdun :

Qui oserait soutenir, — concluait le général Herment, — qu'avec une frontière ainsi organisée nous ne serions pas plus forts qu'avec celle qu'on nous prépare? Nous tiendrions toutes les lignes de chemins de fer qui la traversent avec des garnisons de sûreté fournies en grande partie par l'armée territoriale, et nos forces actives n'en seraient pas diminuées. Nous aurions des centres de ravitaillement préparés, des passages assurés, nos mouvements seraient couverts et nos manœuvres seraient libres de toutes entraves. Nous conserverions aussi à la défense nationale la région de la France la plus riche en ressources et surtout, il ne faut pas l'oublier, nous ne la mettrions pas à la merci de notre adversaire prêt à l'exploiter. Ces fortifications, qui sont à maintenir et à améliorer, nous rendraient de la sorte le service que doit rendre la fortification permanente, qui est de donner la liberté de la manœuvre en gênant celle de l'adversaire. La fortification nous offre un moyen certain d'accroître notre puissance, moyen que nos adversaires d'outre-Rhin n'hésitent pas à employer, et ce serait folie que de le dédaigner. Il existe dans une partie de l'État-Major général un esprit hostile à la fortification... c'est là une conception tout à fait incomplète, car elle néglige une partie des atouts que l'on peut avoir dans la main et, pour être victorieux, il ne faut en négliger aucun.

Devant ces raisons et ces précisions, on reste confondu, que notre État-Major se soit refusé à envisager cette hypothèse d'un mouvement tournant par la rive gauche de la Meuse. Il opposa au cri d'alarme du général Herment le plus silencieux dédain : c'était déjà à son corps défendant qu'il avait dû envisager l'éventualité d'une manœuvre par le sud de la Bel-

gique; il se refusait à accepter et même à envisager l'idée d'une extension qu'il qualifiait de *paradoxale*, sans voir, ce que des profanes pourtant signalaient, que « relever avec luxe la frontière de l'Est et laisser tomber celle du Nord, était une invitation à se faire attaquer par ce côté ».

Et pourtant des avertissements, qui étaient singulièrement pressants, commençaient à retentir au Parlement et à dénoncer le péril de cette frontière ouverte du Nord. Driant tenait à lui seul en échec le projet de déclassement de Lille. Le 13 mars 1914[1], dans la discussion du budget de la Guerre, un député du Nord, M. Daniel Vincent, exposait la situation inquiétante de sa région. La frontière du Nord, affirmait-il, est ouverte et seulement garantie par la neutralité de la Belgique : garantie purement morale, une barrière effective et solide vaudrait mieux, surtout quand on constate les dispositions stratégiques de l'Allemagne depuis douze ans dans la région correspondante et toutes en vue d'une pénétration par la vallée de l'Oise et subsidiairement par celle de l'Escaut : « Le centre de gravité des troupes allemandes peut se déplacer vers le Nord par suite de la résistance même de notre frontière de l'Est, portée aujourd'hui à son

[1] Dans ce même temps paraissait, chez Lavauzelle, un fort volume in-8° de 608 pages: *Neutralité belge et invasion allemande*, par M. Maxime Lecomte, sénateur du Nord, et le lieutenant-colonel breveté Camille Lévi — œuvre extrêmement documentée sur la question de l'attaque allemande par le Nord. Je n'en ai eu connaissance que dans le temps où je corrigeais les épreuves de ce livre. L'ouvrage de M. Maxime Lecomte et du colonel Lévi fut retiré du commerce et est devenu presque impossible à trouver.

Le 12 juin 1913, dans la discussion de la loi de trois ans, le général Pédoya avait également envisagé l'éventualité de cet envahissement de la Belgique par les Allemands.

maximum; un glissement de forces peut se produire, et, pour avoir le champ nécessaire, elles peuvent s'orienter vers la région du Luxembourg et vers les grandes plaines du Nord où se sont livrés les combats classiques de notre histoire... Qu'y a-t-il pour y répondre? le seul camp retranché de Maubeuge, mais Maubeuge serait un îlot surnageant dans une grande nappe d'invasion. Dans quel état est Hirson, qui garde seul la vallée de l'Oise? Et entre Maubeuge et Lille, rien! Et quant aux troupes de défense? non seulement on ne renforce pas les effectifs du 1er corps, mais on envoie le 2e corps en couverture à l'Est! » Le surlendemain, le ministre de la Guerre répondait à cette adjuration en réclamant le vote rapide du projet de déclassement de Lille!

Comme nous l'avons déjà dit et comme il n'est pas superflu de le redire, il apparaissait à l État-Major qu'une telle attaque par la rive gauche de la Meuse ne pourrait être réalisée que par deux armées séparées et qu'elle laisserait entre elles une solution de continuité trop favorable à une attaque de flanc de l'assailli. Pour ce calcul on ne se basait que sur l'engagement des seules unités actives, tout au plus renforcées de quelques formations de réserve; on ne croyait, on s'obtinait à ne croire qu'à une intervention maxima de vingt-cinq corps d'armée allemands et, dès lors, une si audacieuse extension de front était tenue pour chimérique. « Un tel mouvement, — écrivait l'un des chefs les plus éminents, — ce seraient deux attaques au lieu d'une, *séparées par une distance telle qu'elles seraient distinctes*... Ce n'est pas à prévoir, car la concentration aura pour premier objet la réunion de toutes les forces dans le plus bref délai possible;

elle s'effectuera incontestablement dans la région la mieux pourvue de chemins de fer. La concentration allemande est écrite sur le terrain par le nombre et la densité des quais de débarquement : ils sont en Alsace-Lorraine. » On ne songeait pas que déjà la fortification redoublée de la Lorraine et de l'Alsace rendait à l'Allemagne la disposition d'une armée de 100.000 hommes, et qu'il lui était toujours possible de faire disparaître cette solution de continuité par un appel immédiat à ses inépuisables réserves.

Avec son imagination sans cesse en travail et ses puissantes intuitions poétiques, Jaurès soupçonna, entrevit, prophétisa cette intervention immédiate des réserves allemandes pour « une sorte de submersion[1] » de la frontière, mais lui non plus ne voyait pas le débordement par la frontière du Nord. Ses illusions sur l'Allemagne ne lui permettaient pas d'envisager l'hypothèse de la violation de la neutralité belge, et c'était pour un effet de masses par l'Alsace et la Lorraine qu'il annonçait l'action de ces réserves : « Il est certain, affirmait-il, que c'est par les forces déjà accumulées en Alsace-Lorraine et rapidement grossies que les Allemands brusqueront l'offensive. » Vue de poète, d'artiste, pensions-nous; vue incomplète assurément, mais indication qui n'eût pas dû être négligée, car c'est l'utilisation en première ligne de ces réserves sur d'autres parties du front qui permit aux Allemands la surprise de leur offensive par le nord de la Belgique.

---

[1] *Proposition sur l'organisation de l'armée* (10e législature, n° 457), p. 84.

Nous, nous nous en tenions, quant aux intentions des Allemands, à des déclarations périmées de Guillaume II et d'un de ses anciens ministres de la Guerre. « Pas de pères de famille dans les armées de première ligne », avait affirmé l'Empereur, et, en 1895, le ministre von Einem et le chancelier de Caprivi, ratifiant la parole impériale, annonçaient « qu'ils n'enverraient aux combats de premier choc que les hommes les plus jeunes, parce que, n'ayant pas fondé une famille, ils vont au feu plus allègrement ». De Clausewitz à von der Goltz c'était, d'ailleurs, la doctrine stratégique allemande. Ces considérations humanitaires pouvaient bien n'être pas feintes, puisque l'Allemagne, ayant la supériorité des effectifs actifs, n'avait pas besoin de l'accroître, étant donnée surtout la limitation des champs éventuels d'opérations.

La loi de deux ans amena en France une réduction des effectifs actifs, et nous dûmes, à la mobilisation, boucher le trou avec des réservistes. Il y a là un point d'histoire militaire important à éclaircir, car il se pourrait que ce soit nous qui ayons alors involontairement ouvert la surenchère des réserves et donné à l'Allemagne, si elle ne l'avait déjà, l'idée d'étendre, par leur utilisation, son plan d'opérations.

Le secret, là encore, ne fut pas gardé. Dans ses rapports sur les budgets de la guerre de 1906 et de 1907, M. Messimy indiquait que notre État-Major, pour produire un effet de masse sur l'envahisseur, avait renoncé à utiliser les sept dernières classes de la réserve : c'était indiquer qu'on employait les quatre autres. Et, plus tard, dans la discussion de la loi sur les cadres, le rapporteur, M. Joseph Reinach, exposait à son tour

que cette loi de deux ans nous avait obligés de verser, au moment de la mobilisation, quatre classes de réservistes dans les régiments actifs. Le 17 juin 1913, dans la discussion de la loi de trois ans, Jaurès, reprenant cette affirmation de M. Joseph Reinach, provoquait un incident qui fut peut-être plus grave qu'il ne parut sur le moment :

Au premier jour de la mobilisation, pour les premières batailles, non seulement nos régiments d'active, complétés de leurs réservistes, mais encore, avec eux, à la même heure, pour la même œuvre première, pour les mêmes combats de front, quatre classes des réserves les plus anciennes... *(Mouvements divers).* On me fait des signes de dénégation; je ne les comprends pas. Je me borne à interpréter la pensée de celui qui a été récemment l'inspirateur de la loi de trois ans. *(Vifs applaudissements à l'extrême-gauche.)*

M. Driant. — Du moment que le général Pau vous dit : non! tout votre raisonnement tombe. *(Réclamations à gauche.)*.

Redoutable affirmation, dénégation peut-être plus redoutable encore : de tels sujets devraient être soustraits aux discussions publiques. Si les députés français ne comprirent pas, on dut ailleurs comprendre ce que ce discours et cette dénégation voulaient dire.

Au surplus, les Allemands avaient-ils besoin de tels incidents pour être renseignés? N'avions-nous pas manifesté publiquement les intentions que nous leur prêtions et auxquelles, par conséquent, nous nous disposions à répondre? En un mot, notre plan de concentration n'était-il pas dans le commerce? La brochure d'un officier d'ordonnance du général en

Consulter la carte I.

chef sur la *Concentration allemande*[1] ne donnait-elle pas la carte du plan d'attaque que nous attendions de notre ennemi? vingt-deux corps d'armée, une ligne allant de Belfort à Mézières, et la manœuvre d'enveloppement à trois armées par le sud de la Belgique dans les directions Mézières-Buzancy-Montfaucon. Ce ne fut pas vingt-deux, mais trente-quatre corps que, l'année suivante, l'Allemagne mit en ligne contre nous.

Cette même année 1913, le grand État-Major allemand fit un nouveau *kriegspiel* d'une offensive contre la France sur la base de la violation de la neutralité belge.[2] Les armées allemandes descendirent entre Lille et Verdun; l'armée d'aile droite était commandée par le général von Kluck; il la fit déboucher par la vallée de l'Oise, passer par Compiègne et marcher sur Paris qu'il essaya de prendre par une attaque brusquée. Alors le chef d'État-Major Moltke arrêta le développement de la manœuvre, reprochant à von Kluck de s'être laissé distraire par un but secondaire, l'attaque de Paris, au lieu de tendre au but principal, la destruction de l'armée ennemie; von Kluck s'inclina, modifia son dispositif et reprit la manœuvre à l'est de Paris...

Répétition générale de l'invasion de l'année suivante! L'orage était bien sur le Nord...

[1] Paris, Chapelot, 1913.

[2] *Le* « Kriegspiel » *historique de 1913*, par le général Cherfils. *Écho de Paris*, 29 avril 1916.



LIVRE III

LE DRAME DE CHARLEROI

CHAPITRE I[er]

LE PRÉLUDE DIPLOMATIQUE

I

LA PRÉPARATION DE LA SURPRISE STRATÉGIQUE : LE PLAN DU GÉNÉRAL JOFFRE ET LE PLAN ALLEMAND

Il faut dire, redire et jamais trop on ne dira que la victoire de la Marne est une victoire au-dessus de toutes les victoires. Ce fut le premier ébranlement de la force allemande : sous le coup le colosse chancela. Sur la Marne fut renversé tout le plan de guerre ennemi qui faillit réussir et qui eût réussi à Charleroi si l'aile gauche française n'avait rompu à temps : la volonté française s'imposa à la volonté allemande; une guerre longue et dure se substitua à la guerre courte et bonne, qui était dans les desseins du grand État-Major de Berlin. La victoire de la Marne n'a pas seulement renversé les projets ennemis, elle a révolutionné les méthodes de guerre, faisant passer les armées de l'offensive à la défensive, stabilisant les fronts; elle donna au monde le temps de prendre parti et de se croiser. Il n'est pas un fait humain où il y ait tant de choses et de si considérables, il dominera toute notre histoire nationale : on doit donc le

connaître à fond, mais on ne le pourra qu'autant que, préalablement, on aura montré de quel échec il fut le rétablissement. Sur la Marne l'armée, pourvuivie par un ennemi qui cherchait son anéantissement, luttait collectivement pour la vie de la France par la résolution de chacun des combattants de vendre chèrement la sienne, — réaction désespérée, redressement et retour sublimes, mais dont la puissance et la beauté ne peuvent être saisies si l'on n'a pas d'abord mesuré la profondeur de la chute.

C'est à cette fin que je veux relater le sombre drame de Charleroi; c'est à la gloire de notre France éternelle que sont écrites ces pages douloureuses.

Je dis : drame de Charleroi. La guerre moderne est, comme le théâtre, l'art des préparations; cette action militaire-là fut combinée et machinée comme une action dramatique. Ce fut une surprise stratégique, préparée et permise par une surprise diplomatique. Cette double surprise, si elle fut compliquée dans son exécution, fut simple dans sa conception: il s'agissait d'opposer sur la frontière occidentale 34 corps d'armée à l'État-Major français qui n'en attendait que 25. Comme la mise en train et le transport de ces armées supplémentaires imposaient à la mobilisation allemande un retard sur la mobilisation française, force était que celle-là commençât bien avant celle-ci, une période de tension diplomatique prolongée était nécessaire. C'est sous cet angle que j'ai étudié les événements du mois de juillet 1914.

Pour comprendre Charleroi, il faut donc élucider l'imbroglio diplomatique qui en fut le prélude, tâche malaisée et délicate. Ces origines de la guerre sont

compliquées dans leur détail ; il n'est guère encore d'autre documentation que les « livres » diplomatiques : ils doivent être, en principe, accueillis avec circonspection, car il se glisse parfois dans quelques-uns des intentions d'apologie ou de justification ; ce sont comme des dossiers d'avocats, où l'on ne met que les pièces qui servent la cause ; seul leur rapprochement permet un jugement. Il y réside une autre cause permanente de difficultés : les heures ne sont pas données, ni pour les démarches ni même pour les dépêches, et dans ces événements la question d'heures fut considérable.

Le souvenir de 1870 commande une extrême prudence : les responsabilités de la guerre de 1870 furent établies et imposées à l'opinion avant la révélation de la dépêche d'Ems, qui en bouleversait les assises. Il est toutefois certain et déjà acquis qu'une personne ici n'a rien à craindre de la vérité : la France.

J'ai fait cette recherche d'abord pour moi : on nous a, gouvernement et presse, avec de si bonnes intentions, tant illusionnés sur tant de choses, que je me demandais si on ne nous avait pas aussi un peu donné le change sur celle-là ; c'est avec le serrement de cœur d'un fils qui aurait à compulser le dossier de sa mère que j'ai procédé à cette examen. J'en suis sorti avec la certitude que la France fut sans reproche comme elle a été sans peur. La vérité nous grandira encore ; elle confirmera au monde notre volonté pacifique, la noblesse de la Belgique, la loyauté de l'Angleterre. On peut découvrir dans notre diplomatie française des erreurs de détail, trop de flottement et de dispersion, une attitude trop subalterne, une sujétion exagérée à une alliance qui devait nous ménager de

tels déboires, il n'y a pas un acte dont nous ayons à rougir, et si nous avions, Français, Anglais, Belges, succombé, le droit et la justice eussent été associés à notre défaite et peut-être avec nous disparu du monde.

Un point encore est hors de doute : c'est que l'Allemagne, et non pas ses seuls gouvernants, a voulu la guerre et l'a eue. L'opinion allemande accepta avec joie le conflit et l'approuva sans s'inquiéter des causes, de la fin ni des moyens, et cette opinion avait été faite par une conjuration de grands intérêts impérialistes, militaires et économiques, auxquels peut-être le gouvernement ne sut pas résister.

Dans le prélude et le déroulement de cette guerre, ce gouvernement allemand éprouva les inconvénients d'une mauvaise réputation. La politique de Bismarck fut une grande improbité; il fit litière de l'honneur et constitua une morale d'État à l'inverse de la morale individuelle; il nous trompa atrocement et tua à jamais notre foi dans la parole allemande. Ses pâles imitateurs ont rendu cette méfiance incoërcible. L'honneur a de terribles revanches, et il faudra bien réintégrer l'honnêteté dans les relations internationales : une nation, un État doivent se comporter en honnête homme.

L'heure est, aujourd'hui, venue d'entreprendre cette histoire; et d'ailleurs n'a-t-on pas commencé, et depuis longtemps, à faire l'opinion ? Et ne convient-il pas d'essayer de mettre au point choses et gens, de dégager le vrai des controverses, des plaidoyers ou des panégyriques et, si l'on ose dire, de « débourrer les crânes »? Ce serait une impiété et presque un crime de prétendre que ce peuple, qui a écrit de son

sang cette plus belle page de l'histoire de France, ne la puisse connaître que par la légende ou le cinématographe. Cette guerre pourrait s'appeler la guerre de l'honneur : la vérité n'est-elle pas partie intégrante de l'honneur?

Il ne saurait y avoir de tir de barrage contre l'Histoire : toujours et partout la vérité passe...

La Belgique a été depuis 1839 le grand portier de la France, portier vigilant et ami de la maison, mais à qui furent refusés les moyens de s'acquitter à fond d'une tâche très délicate, que devait compliquer encore l'insouciance du maître. Quand on parlait et quand on parle d'une attaque allemande par la Belgique, on use d'une formule trop élastique et prêtant à l'équivoque : les 150 kilomètres de frontière franco-belge offrent contre la France la possibilité de deux attaques. La Belgique est coupée par la Meuse en deux parties bien distinctes et contrastées géographiquement et économiquement : toute la richesse de la Belgique est au nord de la Meuse, dans le pays plat et fertile qui se déroule jusqu'à la mer; le sud est montueux, rude, pauvre, dur d'accès, c'est le Luxembourg belge, se prolongeant à l'est par l'Eifel prussien, — quasi inaccessible à la France qu'il surplombe, favorable par contre à une agression prussienne, car c'est à ce point que le territoire belge est le plus rétréci et les frontières française et prussienne les plus rapprochées.

De 1830 à 1839 où fut établi le statut territorial et politique de la Belgique, le gouvernement français se montra très actif pour corriger là le méfait trop

évident des traités de Vienne. La Confédération germanique, où l'Autriche alors était prépondérante, avait fait abandon des deux Luxembourg; c'était pour la France une occasion d'essayer de corriger les points faibles et exposés de sa frontière. Talleyrand en 1831 négocia à Londres avec Palmerston et il semble qu'il ait voulu réparer ses erreurs de 1815; sa stratégie fut pleine de ressources et de replis. Il demande d'abord pour la France, en retour de sa renonciation à la Belgique, le futur grand-duché de Luxembourg : refus anglais; — il revendique Marienbourg et Philippeville pour protéger la trouée ouverte de l'Oise : nouveau refus; — il se rabat sur le château et le territoire de Bouillon et réclame la démolition des forteresses belges tournées contre notre frontière du Nord : autre refus. Alors il reprend le marchandage avec la Prusse; il offre, en retour de ces avantages, la couronne de Belgique au roi de Saxe et la Saxe à la Prusse, puis la forteresse de Luxembourg à la Prusse contre la restitution à la France de Philippeville et de Marienbourg. Le marché séduit : « Je m'aperçois, écrit Palmerston, que Bulow a une envie terrible de la forteresse de Luxembourg avec un peu de territoire autour »; et il fait à nouveau échouer l'affaire[1]. Talleyrand alors de

[1] *Correspondance intime de Palmerston* (1830-1848), par Aug. Craven, Didier, 1878. — Talleyrand exposait que « la frontière française de ce côté est très faible et très exposée et que le Luxembourg pénètre dans une partie de la France peu défendue ». — « Je lui ai observé, rapporte Palmerston, qu'il n'existe que deux routes militaires pour sortir du duché, l'une au midi vers Thionville et Metz, — places contre lesquelles une armée, stationnée dans le Luxembourg, n'oserait guère se risquer, — l'autre vers le nord, par Givet ou Dinant, — direction qui ne sera jamais choisie pour envahir la France, — et que, par conséquent, la France ne saurait avoir rien à craindre du Luxembourg; j'ai ajouté que, d'autre part, le Luxembourg semble entrer dans le système défensif de la frontière prussienne,

demander le rattachement du Luxembourg à la neutralité belge : on sait ce qui advint et comment furent arrêtées les frontières. Le grand-duché était, suivant le mot de Rothan, « une porte sur l'Allemagne »; l'Europe ne voulut pas que la France en eût la clef.

Le débat sur le régime de la neutralité belge fut ensuite porté par nous à Vienne. Les Luxembourg avaient été cédés par la Confédération germanique et la cession d'une partie à la Belgique n'avait été consentie par la Diète qu'à la condition expresse que les Belges s'obligeraient à n'élever là aucune fortification, et spécialement à Arlon, le point le plus délicat : l'Europe entendait toujours garder cette menace sur la France. Le gouvernement français éleva de vives représentations et notre ambassadeur Sainte-Aulaire exposa au prince de Metternich que « l'interdiction de fortifier Arlon équivaudrait à l'aveu qu'on ne voulait point trouver d'obstacle sur la route de Paris, qu'une telle stipulation porterait une trop grande atteinte à l'indépendance de la Belgique et témoignerait à l'égard de la France de dispositions trop hostiles pour qu'il fût possible aux Belges de l'accepter et à nous de ne pas les soutenir dans leur résistance ». Metternich fit la sourde oreille; il ne connaissait pas cette petite affaire, ne faisait pas, quant à lui, grand cas des fortifications, etc., etc., puis, après ces raisons à côté, il sortit l'argument de fond : « *les fortifications de la Belgique sont une question toute prusienne*, fort indifférente à l'Au-

dont Coblentz est le centre et qui doit être fort important pour la Prusse, comme prenant en flanc la ligne de marche de Thionville à Coblentz. » Voir aussi sur ce point G. Rothan : *l'Affaire du Luxembourg*, Calmann-Lévy, 1882, et le livre de M. Pierre Nothomb : *la Barrière belge*, Perrin, 1916.

triche[1]. » Nous étions avertis; il fallut subir cette exigence et l'on mit vite en oubli l'avertissement, qui était pourtant d'importance. La fortification de la Belgique, au lieu de s'étendre à tout le territoire comme le voulait notre sécurité, se localisa dans le nord : toute défense fut interdite dans le sud où la Prusse avait sur la France l'avantage de la position; et dans le nord on ne laissa même que les forteresses qui pouvaient être soutenues par la Prusse et on démantela celles qui eussent pu tomber au pouvoir de la France[2]. En 1839 la neutralité de la Belgique fut bien proclamée en droit; elle n'était pas assurée en fait, car toutes facilités avaient été données à la Prusse pour la violer.

Aussi, quand surgirent en 1906 les premières difficultés du Maroc, la Belgique et sa grande protectrice l'Angleterre se préoccupèrent-elles d'une attaque de l'Allemagne contre la France par le nord de la Meuse, et cette éventualité fut envisagée par leurs deux États-Majors.

L'État-Major français, lui, l'écartait systématiquement; il n'admettait cette attaque que de l'Est et tous ses plans furent orientés en conséquence. On se

---

[1] *Archives des Affaires Étrangères*. Autriche, volume 26. Correspondance de M. de Ste-Aulaire, n° 5 et 12. Voir cette pièce à l'appendice, annexe n° 2.

[2] Palmerston (p. 36) déclarait à ce sujet : « Ces places sont trop nombreuses pour les ressources militaires de la Belgique et il faut que quelques-unes soient démantelées pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains de la France à la première rupture. Le plus simple serait, ce me semble, de démanteler les forteresses qui se trouvent de front et au centre et de laisser celles qui sont sur la côte et sur la Meuse, les premières tomberaient nécessairement au pouvoir de la France, les autres pourraient être soutenues par l'Angleterre et par la Prusse. Ainsi, pour préciser et à première vue, Ypres, Menin, Courtray, Tournay, Mons, Ath, Oudenarde, Marienbourg, Philippeville pourraient probablement être démantelées, tandis qu'on pourrait conserver Nieuport, Ostende, Gand, Charleroi, Namur, Dinant, Liége et Huy. »

rappelle de quelle énergique façon, en 1906, le général Georges Lebon imposa l'hypothèse d'une attaque par la Belgique[1], mais aussi que l'État-Major ne la voulut voir que par le Luxembourg belge, excluant toute possibilité d'un mouvement enveloppant plus au nord : il laissa tomber délibérément notre frontière du Nord et le plan défensif de Séré de Rivières; ce sera assurément une des stupéfactions de l'Histoire. A sa décharge reconnaissons que la situation était délicate. L'Allemagne connaissait comme nous nos plans de concentration et depuis longtemps ils étaient fondés sur une offensive de plus en plus accentuée : préparer une telle concentration offensive sur la frontière belge, c'était risquer de fournir un prétexte toujours cherché à des initiatives allemandes contre la neutralité de ce pays. La seule politique stratégique possible pour fermer cette frontière à l'invasion était la défensive la plus rigoureuse.

La Belgique et l'Angleterre, n'ayant pas de tels préjugés d'offensive, devaient nécessairement envisager les choses sous un autre angle.

En 1906, le Parlement belge consacra 63 millions au renforcement des défenses d'Anvers, et l'année suivante un échange de vues se fit entre l'attaché militaire anglais et le chef d'État-Major belge, sur les conditions d'une intervention anglaise en cas de violation de la neutralité par l'Allemagne. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine, en 1908, accentua encore le danger et la Belgique estima nécessaire d'augmenter son armée. Celle-ci, jusque-là, avait été levée en vue de la défense du nord de la Belgique et

---

[1] Voir plus haut, pages 214 et suiv.

du garnissage de ses forteresses; de ce côté la neutralité semblait suffisamment protégée, mais au sud de la Meuse tout était à faire, et l'interdiction de défenses fortifiées imposait la constitution d'une armée de campagne. C'est cette considération qui fut donnée à l'appui de la réforme militaire, votée après bien des difficultés et dont la signature fut le dernier acte du roi Léopold mourant. L'armée belge se trouvait mise sur le pied de 340.000 hommes, mais seulement pour 1925 (en 1914 elle n'en comptait que 226.000); ainsi dans un délai rapproché, le sud de la Belgique devait se trouver défendu et toutes les entreprises stratégiques de l'Allemagne dans ces parages risquaient d'être annulées. On en eut à Berlin un vif dépit; la presse allemande commenta ces mesures avec sa malveillance des grands jours : « A quoi bon tout cela? disait au baron Beyens le comte de Zedlitz; avec votre petite armée vous n'auriez pu songer à nous disputer le passage dans une guerre contre la France et après la victoire les parties de votre pays occupées par nos troupes vous eussent été rendues [1]. »

Après Agadir le gouvernement français proposa le déclassement des forts du Nord et spécialement de Lille, ainsi que de la seconde ligne de défense, — ce qui était une invite à se faire attaquer par là. Le gouvernement anglais tira de l'affaire une autre conclusion : en avril 1912, les deux États-Majors britannique et belge examinaient les mesures à prendre

---

[1] Baron Beyens, *l'Allemagne avant la guerre*, Paris, Van Oest, 1915. A consulter également sur ce point : capitaine Bremer, *Ce que le peuple belge doit savoir*, Bruxelles, Misch et Thron, 1910; *La Belgique et la défense de la neutralité*, par ***, Chapelot, 1910; Général Coupillaud, *Que ferait la Belgique en cas de guerre?*, le *Miroir*, 26 avril 1914.

dans le cas de la violation de la neutralité par l'Allemagne.

L'opinion belge fut alors savamment travaillée par des influences allemandes : ce sont les Anglais, insinuait-on, qui veulent violer, les premiers, la neutralité. Au début de 1913, la France et l'Angleterre firent des déclarations très nettes. Au mois de février, M. Poincaré affirmait au ministre de Belgique « que la France jamais ne prendrait l'initiative de violer la neutralité de la Belgique, mais que, si les armées allemandes entraient en Belgique et que l'armée belge ne fût pas de force à les repousser, le gouvernement de la République se reconnaîtrait le droit de prendre les mesures qu'il jugerait utiles pour défendre son territoire soit sur ses frontières, soit que l'État-Major reconnût plus utile d'aller à la rencontre des forces impériales[1] ». En même temps Sir Edward Grey faisait savoir à Bruxelles que jamais un gouvernement anglais ne serait le premier à violer la neutralité de la Belgique, car, ajoutait-il, « autrement nous justifierions l'Allemagne à envoyer aussi des troupes en Belgique[2] ».

L'Allemagne, elle, gardait le silence : son empereur faisait l'aimable, visitait et recevait cordialement le nouveau roi, mais son gouvernement se refusait à tout engagement précis. Déjà en 1911, à la suite de l'incident de Flessingue, le gouvernement belge

[1] 2e *Livre gris belge.* — Rapportant cette déclaration, le baron Guillaume ajoutait : « Il semble qu'au point de vue stratégique l'Allemagne ait plus d'avantage à emprunter le chemin de la Belgique pour venir frapper la France au cœur, non loin de sa capitale, que n'en auraient les armées de la République à aller attaquer les frontières allemandes aux environ d'Aix-la-Chapelle ».

[2] Reinach, *Histoire de douze jours*, Alcan, 1917, p. 532.

ayant demandé que des déclarations fussent faites au Reichstag pour calmer les appréhensions belges, Bethmann-Hollveg répondit « que l'Allemagne n'avait pas l'intention de violer la neutralité de la Belgique, mais qu'en en faisant publiquement la déclaration, elle affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France qui, rassurée du côté du Nord, porterait toutes ses forces du côté de l'Est [2] ». Or nous déclassions précisément notre frontière du Nord ! Pressé davantage, en avril 1914, Jagow, à une séance de la Commission du budget du Reichstag, affirmait simplement que « la neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions internationales que l'Allemagne est décidée à respecter ». Et, comme cette réponse parut insuffisante, le ministre de la Guerre von Heeringen ajoutait : « La Belgique ne joue aucun rôle dans la justification du projet de réorganisation militaire allemand; celui-ci se trouve justifié par la situation en Orient; l'Allemagne ne perdra pas de vue que la neutralité belge est garantie par les traités internationaux . » Le plan de guerre allemand, fondé sur l'invasion de la Belgique, était depuis longtemps prêt et le général von Heeringen l'un de ses futurs exécutants.

Le général Joffre était alors chef d'État-Major général de l'armée, chargé à ce titre de la préparation du plan de concentration et de la guerre.

Les démocraties n'ont jamais bien aimé les militaires. Le haut commandement fut une des grandes préoccupations de notre troisième République; cette

---

[1] *Livre gris belge*, n° 12.
[2] *Ibid.*

crainte dominait qu'opul popral trénun géaire — et que serait-ce victorieux? — ne devînt un danger pour les libertés publiques, et toutes assurances furent prises à cet effet. Après le boulangisme, on n'en voulut plus de trop jeunes, de crainte qu'on ne s'en repentît; il fut établi, si l'on peut dire, un âge canonique pour les généraux. Malgré tout, quelques-uns osèrent signaler au pays la répercussion de certaines mesures politiques sur la défense nationale, et ils le firent de la façon la moins subversive, par leur démission. Après Jamont on dit : « hélas! »; après Hagron on dit : « holà! » Le général en chef fut choisi pour le régime autant et plus que pour l'armée, et le choix porta de préférence sur des personnalités de tout repos, pas trop éminentes et d'un relief atténué; les généralissimes furent un peu choisis comme les généraux qui, eux, l'étaient trop souvent comme les préfets.

Le maréchal Joffre a été exalté par la troisième République comme jamais et nulle part aucun mortel ne le fut; il s'est vu érigé en triomphateur avant même que la guerre fût finie et porté aux étoiles par ceux-là qui avaient le plus peur d'un général victorieux : vivant, il est devenu dieu. Signataire et grand bénéficiaire de la plus incontestable et magnifique victoire de tous les temps, il a personnifié l'armée qui combattit sur la Marne, rien de plus, et c'est immense : la reconnaissance nationale s'est portée sur lui d'enthousiasme et la gloire lui fut comptée sans mesure; sa renommée multipliée et propagée a dépassé la France, s'est enflée encore au dehors, a conquis et déterminé les Amériques, et son nom, suivant le mot d'un président du Conseil, est

devenu pour la France « une valeur fiduciaire ». Il serait superflu et impossible d'ajouter au dithyrambe et aux panégyriques venus et à venir : envers cet illustre et bon serviteur, la sincérité est la marque la plus vraie du respect. Au surplus, fatigué de l'hyperbole et des adorations, doit-il assurément préférer qu'on parle de lui debout et non à genoux.

Depuis la guerre les vertus militaires du maréchal Joffre furent mises en relief : vigueur, solidité, puissant équilibre, taciturnité, toutes vertus surtout défensives. Une qualité jamais ne lui fut contestée : le sang-froid, une imperturbable placidité et, comme a dit son plus éloquent panégyriste, M. Hanotaux, « une tranquillité soutenue et presque bovine », un flegme plus qu'anglais. On a cité de lui ce trait : aux colonies, dans une expédition, un oued débordé le met en périlleuse posture; impossible de rétablir les communications, on prend ses ordres: « Attendre, dit-il, que l'oued rentre dans son lit! » Et cet autre : au plus dur de la retraite sur la Marne, on le put voir à Saint-Quentin, au quartier général du maréchal French, dont il était l'invité, achever seul et tranquillement le déjeuner que la contrainte de la manœuvre ennemie avait obligé son hôte anglais d'abandonner... Une telle subordination du moral, cette maîtrise de soi, une pareille relégation de préoccupations extérieures pourtant pressantes furent aussi la caractéristique de Bismarck, qui occupait la veillée de Sadowa par la lecture d'une gaudriole de Paul de Kock! Une telle impavidité exaspérera des nerveux ou seulement des chefs qui voient plus loin ou mieux; elle sera un réconfort pour d'autres et

remettra des émotifs dans leur assiette. Pour emprunter un mot de troupier, le maréchal Joffre fut le premier de « ceux qui ne s'en font pas. »

Il eut aussi pour réussir une autre qualité, qui près de joueurs ou seulement des gens à mentalité « messianique » est décisive : « la veine », une chance sans égale, qui le prit à son berceau et l'accompagna sans infidélité jusqu'au sommet de sa carrière. D'une vieille souche de vignerons catalans, le troisième d'une belle famille de onze enfants, il était appelé à fournir la preuve que sous la troisième République la plus humble origine permet la plus éminente position : il est une incomparable réclame démocratique.

Entré à Polytechnique avant la guerre de 1870, après et l'ayant faite, il sortira de Fontainebleau dans l'arme du génie, à la belle époque de la fortification. Il cherchera l'avancement à sa source la moins trouble, les expéditions coloniales : il répare à Tombouctou l'échec de la colonne Bonnier et y gagne un prestige colonial qui, toutefois, n'éclipsera pas celui de Gallieni. De retour dans la métropole, lieutenant-colonel, il entre à la Commission des inventions et y reste assez pour confirmer son aversion des inventeurs et des idées nouvelles ; de là, il va à la Direction du Génie quand commence la destruction de l'œuvre de Séré de Rivières. Brigadier, il est gouverneur de la place de Lille, puis successivement commandant d'une brigade d'artillerie, d'une division d'infanterie, enfin du 2e corps d'armée : c'est dire qu'il fut étroitement associé à l'organisation de la défense du Nord. En 1911, à peine est-il au Conseil supérieur de la guerre, que se pose la question du haut commande-

ment : les effets de la politique dans le choix des grands chefs se sont manifestés cruellement ; l'armée et le Conseil supérieur de la guerre désignent le général Pau. Pressenti, celui-ci exige pleins pouvoirs dans le choix de ses collaborateurs principaux; le gouvernement refuse, le général Pau résigne cet honneur suprême, et le ministre de la Guerre, M. Messimy, appuyé par ce même Conseil supérieur, nomme le général Joffre.

La carrière du maréchal Joffre fut marquée depuis une douzaine d'années, par une curieuse opposition du résultat et de la vocation, de la fin et du tempérament; il semble que le plus souvent il ait fait non seulement le contraire de ce qu'il était appelé à faire, mais cela même contre quoi il était préparé. Sapeur et ancien directeur du Génie, il voit ruiner notre frontière du Nord et se désintéresse à un point extrême des forteresses; ancien gouverneur de Lille, il en accepte le déclassement; ancien commandant, du 2e corps, il ne pourra interdire à l'ennemi l'invasion et l'occupation de cette région du Nord; doué enfin des plus éminentes qualités défensives, il introduira dans la conduite des grandes unités et de la guerre l'offensive la plus fougueuse, la plus impulsive, la plus téméraire.

Le maréchal Joffre a peu parlé et encore moins écrit; pourtant on peut découvrir sa pensée stratégique et sa doctrine de guerre dans un discours qu'il prononça en 1913 à une réunion de Polytechnique.

Être prêt, disait-il, comporte à notre époque une signification dont pouvaient difficilement avoir idée ceux qui ont préparé et guidé la guerre de jadis... Pour être prêt aujourd'hui, il faut avoir tout organisé, tout prévu. Une fois la

guerre commencée, aucune improvisation ne sera valable.. Il faut avoir pris les dispositions les plus minutieuses et les plus sûres pour que l'ordre d'appel aux armes touche tous les intéressés, pour que chacun sache où il doit se rendre et comment il s'y rendra, pour qu'il trouve là ses chefs, ses armes et ses effets, pour que les unités soient transportées sur les points de concentration avec leur matériel. Déjà la lutte, bien que lointaine encore, est effectivement engagée entre les adversaires, lutte de vitesse, lutte d'ordre, lutte d'intensité. A cette armée organisée, outillée, instruite, rassemblée, prête à agir, il faut des chefs de guerre et des chefs de services, imbus les uns et les autres d'une doctrine nationale de guerre; cette doctrine, basée sur les enseignements du passé et sur le progrès scientifique, sera adaptée aux qualités et au tempérament de notre race et formulée en règlements larges et précis...

Ainsi la première, la grande affaire, c'est la mise en train de l'armée, — et rien n'est plus essentiel, — donc préparer soigneusement, minutieusement, sans rien laisser au hasard, la mobilisation. Pour le plan de guerre moins rechercher l'invention, la nouveauté que les enseignements du passé, mettre ses pas dans les pas des maîtres, s'en remettre à une doctrine nationale de guerre « adaptée aux qualités et au tempérament de notre race et formulée en règlements larges et précis ». Et « cette doctrine nationale de guerre », les règlements de 1913 en donnaient la formule, c'était l'offensive dans son mode le plus outrancier, l'attaque généralisée, le « bourrage », la réaction intransigeante contre les vieilles méthodes de défensive et même d'expectative stratégiques auxquelles on ne voyait plus que le tracé de nos frontières et les préparations de l'ennemi condamnaient nos opérations initiales; tout notre

plan de concentration fut vicié par ce préjugé terrible.

C'est en cette même année 1913 que fut élaboré ce plan de concentration, qui devait être mis si gravement en échec au mois d'août 1914.

Consulter la carte H.

La concentration de nos cinq armées était établie sur la ligne Belfort-Mézières. La 1re armée, sous les ordres du général Dubail, comprenait les 7e, 8e, 13e, 14e et 21e corps d'armée, une division de cavalerie, trois divisions de réserve; sa droite était à Belfort, le gros à Épinal. La 2e armée, que devait commander le général de Castelnau, se composait des 9e, 15e, 16e, 18e, 20e corps, un corps de cavalerie, trois divisions et une brigade de réserve : le gros vers Nancy, la gauche près de Toul. Ces deux armées constituaient l'aile droite. L'aile gauche était formée par les 3e et 5e armées, sous les ordres des généraux Ruffey et Lanrezac. La 3e armée était constituée par les 4e, 5e, 6e corps, une division de cavalerie et trois divisions de réserve; elle était concentrée aux environs de Verdun. La 5e armée réunissait les 1er, 2e, 3e, 10e, 11e corps, quatre divisions de cavalerie, deux divisions de réserve, son gros concentré en arrière de la Meuse entre Verdun et Mézières. Enfin, en seconde ligne, dans la région Sainte-Menehould—Commercy, la 4e armée, sous le commandement du général de Langle de Cary, avec les 12e, 17e corps, le corps colonial et une division de cavalerie. A l'extrême-gauche, dans la région Hirson-Vervins, en position retranchée, trois divisions de réserve groupées, avec le général Valabrègue pour chef.

La concentration terminée, les 1re et 2e armées devaient prendre l'offensive, la 1re avec son gros sur

Sarrebourg, son aile droite se portant en Alsace vers Colmar et Strasbourg; la 2e avec son gros par Château-Salins sur Morhange, l'aile gauche masquant Metz au sud, sur la rive gauche de la Moselle.

L'action des autres armées était subordonnée au respect ou à la violation par les Allemands de la neutralité belge. Dans la première hypothèse, la 5e armée se resserrait sur sa droite entre Verdun et la frontière belge pour se porter sur Thionville; la 3e armée marchait à la droite de la 5e, et la 4e armée restait en réserve. Mais, au cas où les Allemands violeraient la neutralité de la Belgique, l'État-Major français convaincu qu'ils ne le pourraient faire sérieusement que par le sud, toute l'aile gauche devait prendre l'offensive et la plus vigoureuse dans les deux Luxembourg; la 5e armée se resserrait à gauche sur le front Mézières-Mouzon pour faire place à la 4e armée qui s'intercalait entre elle et la 3e; ces armées, une fois alignées, devaient pénétrer simultanément dans le Luxembourg belge, la 5e à l'extrême aile gauche, avec, comme point de direction, Gedinne-Paliseul-Neufchâteau. Le groupe Valabrègue restait sur ses positions retranchées pour surveiller la trouée de l'Oise et la protéger contre les incursions de la cavalerie, car on écartait l'hypothèse d'une action plus importante.

Ce plan reposait sur la méconnaissance historique des conditions où avait été constituée notre frontière et aussi sur un mépris inconsidéré de la puissance de la défensive et de la fortification avec les perfectionnements de la technique moderne : une telle offensive par les deux ailes sur toute la ligne était au-dessus de nos moyens et de l'état de nos

effectifs; c'était de la mégalomanie stratégique.

Compte non tenu de la menace séculaire de notre frontière du Nord, il apparaissait depuis longtemps à tous et il avait été affirmé par les plus qualifiés qu'une offensive en Alsace était sans issue et une offensive en Lorraine impossible. Comme l'a très clairement exposé M. Hanotaux [1], le champ d'opérations d'une armée française, se proposant une offensive en Allemagne en respectant les neutralités belge et luxembourgeoise, se heurtait au triple obstacle des camps retranchés de Thionville, de Metz et de Strasbourg et par derrière à la barrière formidable du Rhin, qui ne peut être franchi que dans son haut cours, — c'est alors la campagne contre l'Allemagne du Sud avec Vienne pour objectif, — ou vers Mayence ou Coblentz, — et c'est la campagne du Palatinat et de la Moselle.

Pour être efficace, une action en Alsace exige de gros effectifs : il faut chasser d'abord l'ennemi de la Haute-Alsace et s'emparer de la tête de pont de Brisach, puis masquer la région fortifiée de Molsheim, en même temps garder le Rhin, de Huningue jusqu'à hauteur de l'armée d'invasion, pour interdire à l'ennemi de franchir le fleuve et de tenter une manœuvre débordante : une armée pour le moins serait nécessaire pour une telle entreprise. En Lorraine deux couloirs étaient ouverts à une offensive française : la trouée de Château-Salins — Morhange, d'une cinquantaine de kilomètres; celle de Sarrebourg, entre les étangs et les Vosges, d'une vingtaine de kilomètres, — déjà nous avons montré

---

[1] Hanotaux, *Guerre de 1914*, p. 63.

ce que les Allemands avaient fait pour réduire ces deux voies de pénétration[1]; — ce qui restait de praticable pouvait très facilement être barré par la fortification passagère, qui rendrait la défense inexpugnable. Et à ces difficultés de terrain s'ajoutait celle de la liaison de ces deux offensives, subordonnées l'une à l'autre et devant se déployer avec précision et exactitude, le recul d'une armée entraînant celui de l'autre.

L'offensive assignée aux armées de l'aile gauche à travers le Luxembourg belge était encore plus téméraire puisque, pour agir, force nous était d'attendre que les Allemands eussent pénétré dans ce coin de la Belgique, hérissé d'obstacles et de difficultés; comme le terrain leur était plus favorable, ils avaient toutes chances de progresser plus vite que nous, de prendre et de garder l'initiative : une offensive française dans un pareil coupe-gorge était plus qu'une aventure.

Les quelques lueurs que nous possédons sur les combats du début de la guerre permettent à des civils de reconnaître après coup l'erreur foncière d'un tel plan de campagne; ils n'y ont qu'un faible mérite, la stratégie de l'escalier est chose facile. Ce plan dut être élaboré par le général Joffre, assisté des officiers de son état-major particulier et de ceux du 3e bureau de l'État-Major de l'armée; le Conseil Supérieur de la Guerre fut-il consulté ? Quoi qu'il en soit, la conduite de ces cinq armées était remise à cinq membres de ce conseil, qui nécessairement durent, avant la guerre, prendre connaissance de ce plan,

---

[1] Voir plus haut, pages 72 et suiv., 194 et suiv.

il n'était pas possible qu'il n'y en eût pas au moins un pour discerner l'erreur fondamentale et la signaler respectueusement.

Notre plan de concentration comportait donc deux hypothèses, un thème général et une variante, mais il semble que la variante ait été mise pour la forme. Ce n'est que contraint et forcé que notre État-Major avait accepté d'envisager l'éventualité d'une attaque ennemie par la Belgique ; il comptait toujours pouvoir concentrer son gros effort en Lorraine et en Alsace et reconquérir d'un coup nos deux provinces ravies. C'était sa grande pensée, il fit tout pour attirer l'ennemi sur le champ de bataille de son choix, et il crut y avoir réussi, en 1913, en « brûlant » ce mouvement d'aile droite allemande qu'il n'estimait réalisable que par le sud de la Belgique. Un officier d'ordonnance du général en chef livrait à la publicité et éditait, un an avant la guerre, le plan de la *Concentration allemande, d'après un document trouvé dans un compartiment de chemin de fer*[1]. Ce document fut remis à notre État-Major comme soustrait au grand État-Major allemand, qui assurément n'avait pas dû ignorer ce rapt, s'il ne l'avait même facilité : c'était un plan périmé[2] ! Il était fondé sur une double offensive de 22 corps d'armée, l'une

Consulter la carte I.

[1] Paris, Chapelot, 1913.

[2] Pour mieux donner le change, l'État-Major allemand publia en mai *1911* la critique du voyage d'État-Major allemand de *1906* (l'attaque contre la France par le nord de la Belgique) : on ne peut pas ne pas être frappé au premier abord par ces deux dates et par un tel laps entre la manœuvre et la critique. Moltke critiquait le chef du parti allemand d'avoir, pour mener son mouvement enveloppant par le nord de la Belgique, trop dégarni son front au risque de se faire crever par le parti français à travers le Luxembourg. Naturellement le document passait à l'État-Major français. Or, en 1911, quand se publia cette critique de la

sur la trouée de Charmes, l'autre sur la trouée de Stenay, combinée avec un mouvement enveloppant de l'aile droite par le Luxembourg belge en direction de Mézières : on a vu que c'est à cette manœuvre que répondait la variante de notre plan de concentration. En la dévoilant, notre État-Major pensait l'avoir annulée, mais comment ne s'aperçut-il pas qu'en manifestant ainsi à l'ennemi où l'on attendait son attaque, on lui découvrait aussi la réplique préparée ?

Faute ou inconséquence, les suites n'en ayant pas été mortelles, on peut au moins en tirer une preuve éclatante du loyalisme de notre haut commandement et de la netteté de ses intentions sur la Belgique : non seulement il ne songea pas un instant à violer sa neutralité, mais il s'efforça même, par cette manœuvre scabreuse, d'en détourner l'ennemi. Illusion généreuse ! celui-ci avait établi ses batteries ailleurs...

Si forte et légitime que puisse être notre haine contre nos agresseurs de 1914, il faut oser reconnaître que la surprise qu'ils nous ont ménagée est sans exemple et que la façon dont ils l'ont préparée et réalisée demeurera l'une des choses les plus extraordinaires de l'art militaire. Et nous ne pouvons encore juger que sur quelques indices, que sera-ce quand on connaîtra tous les détails !

La disposition de nos chemins de fer au long de

---

manœuvre de 1906, l'État-Major allemand avait renforcé les défenses de Lorraine et pris sous main toutes mesures pour renforcer l'armée et notamment dédoubler les corps d'armée. Il livra la critique quand ses raisons avaient disparu. L'État-Major français dut croire que ce projet d'attaque par le Nord était abandonné et que tout au plus l'ennemi s'était rallié à un mouvement par le Sud, qu'il crut alors annuler en le divulguant.

la frontière rendait faciles les communications entre les théâtres d'opérations de l'Est et du Nord et, même après 1871, la France avait de ce fait sur l'Allemagne un notable avantage : la densité de son réseau ferré et télégraphique permettait une concentration plus rapide sur la frontière. On sait comment l'Allemagne, par le développement des chemins de fer de l'Eifel et du Luxembourg belge, corrigea ce désavantage, mais bientôt elle se vit, de par l'accroissement continu de ses effectifs, devant un autre obstacle : le champ utilisable de ses frontières communes avec la France était assez réduit, le territoire serait vite au point de saturation, et, par surcroît, la barrière défensive de Séré de Rivières rendait très difficile l'écoulement de ces masses de plus en plus formidables.

L'alliance de la France avec la Russie, d'autre part, avait compliqué le problème : faire tête aux deux dans le même temps était impossible, il fallait diviser, séparer le mouvement ennemi. La Russie fut pour la France une alliée un peu douteuse et par trop cavalière, et, dans l'alliance, la France toujours fit le cheval : il eût été pourtant élémentaire, en retour du concours financier que nous lui donnions, d'exercer une influence sur l'orientation de la politique militaire russe ; or, jusqu'en 1913, celle-ci fut presque exclusivement asiatique. Inépuisable réservoir d'hommes, la Russie fut toujours hors d'état de les mouvoir ; la mobilisation russe était d'une lenteur désespérante, elle exigeait plus de deux mois[1].

[1] Voir à ce sujet, dans le *Correspondant* du 25 décembre 1913, l'article retentissant et qui fut, hélas ! une prophétie : « Si la guerre éclatait demain ? Il y a la Russie ! »

Étant donné qu'il lui fallait avant tout empêcher la simultanéité des attaques française et russe, l'État-Major allemand avait le choix de deux solutions. Se jeter d'abord sur la Russie : en eut-il vraiment, à un moment quelconque, la pensée ? Se lancer dans cette direction, c'eût été faire à la France la partie trop belle. Le plan allemand fut toujours de se jeter d'abord sur la France pour la mettre hors de cause, puis de se retourner contre la Russie et de régler son compte si besoin était . Cette intention apparaissait nettement dans la répartition des forces militaires du temps de paix, 19 corps d'armée étaient à l'ouest du méridien de Berlin et 6 seulement à l'est. Le 6 mai 1913, M. Jules Cambon rapportait ce propos du général de Moltke : « L'Allemagne ne peut ni ne doit laisser à la Russie le temps de mobiliser, car elle serait obligée de maintenir sur sa frontière une force telle qu'elle se trouverait en situation d'égalité, sinon d'infériorité, avec la France ; donc *il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre et la commencer sans attendre pour écraser brutalement toute résistance* », et notre ambassadeur ajoutait que c'était exactement l'état d'esprit des milieux mili-

---

[1] C'était déjà, au moment de Sadowa, la pensée allemande. Dans l'exposé des motifs de sa proposit ion de loi sur la réorganisation de l'armée, Jaurès cite ce passage des mémoires de Moltke au roi de Prusse, sur la tactique à adopter pour le cas où la Prusse aurait à lutter à la fois contre la France et contre l'Autriche : « Nous irons d'abord contre la France, contre la France seule, avec toutes nos forces, quand bien même, pendant ce temps, l'Autriche envahirait sans obstacle le territoire prussien, quand bien même elle s'établirait dans notre capitale et prendrait possession de Berlin; avec nos armées victorieuses de la France, nous reviendrons, à travers toute l'Allemagne enthousiaste et soulevée par l'esprit de victoire nationale, et c'est dans les acclamations unanimes que nous fêterons à Berlin notre double victoire sur les Français d'abord, sur les Autrichiens ensuite. »

taires et politiques, « ceux-ci ne considérant pas, au contraire de nous, la Russie comme un ennemi nécessaire[1] ».

Un obstacle pourtant se mettait en travers d'un tel projet. La France avait à l'Est une frontière militaire parfaite et, s'y tenant sur la défensive, elle était inexpugnable ; c'est seulement par sa frontière du Nord qu'elle pouvait sérieusement être menacée, mais alors force était à l'agresseur de violer la neutralité de la Belgique et l'armée française, solidement calée derrière sa ligne de défense du Nord tenue en état et convenablement outillée, pouvait là aussi attendre de pied ferme, mais à la condition de ne pas courir l'aventure d'offensives hors frontière. Hélas ! n'est-ce pas nous qui, laissant tomber cette barrière tutélaire et abandonnant ces défenses, avons confirmé le grand État-Major allemand dans son dessein, — si nous ne le lui avons donné, — de nous attaquer par là ?

Sa détermination prise, l'État-Major de Berlin donna au nôtre le change sur ses intentions, on a vu comme il y aboutit. Cette tromperie réussit parce que, loyal et prêtant ses vertus aux autres, le nôtre ne voulait pas croire, quelle que fût l'évidence, à une attaque par la Belgique, et aussi parce qu'il se refusait à l'idée d'une utilisation, au début des hostilités, de la masse des réserves allemandes ; jusqu'à la dernière heure, il n'escompta qu'une intervention sur notre front de 25 corps au maximum. Or, l'Allemagne avait dédoublé ses corps d'armée, elle disposait, à la déclaration de guerre, de 25 corps actifs et

---

1. *Livre jaune*, n° 3.

de 21 de réserve, soit 1.900.000 hommes, et elle en tourna aussitôt contre nous 34. C'est là la cause de la surprise de Charleroi. Prévoyant 25 corps, l'État-Major français limitait au sud de la Belgique le mouvement débordant de l'aile droite allemande et repoussait l'hypothèse d'un mouvement plus excentrique qui nous eût rendu possible un enfoncement du front, trop amenuisé par les prélèvements d'effectifs qu'il nécessiterait ; il limitait donc à Mézières le champ de l'attaque allemande et ne doutait pas que la décision serait à l'Est.

Or le plan allemand était, tout au contraire, de laisser un rideau de troupes le long des Vosges et en Lorraine en le tenant sur une solide défensive et de chercher la décision au Nord : franchir la Meuse, avec les trois quarts de l'armée, de Visé à Dinant, enlever Liége et Namur, marcher sur Bruxelles et là se rabattre par les différentes voies conduisant à Paris : les plaines de la Belgique traversées, les défenses du nord de la France tombées, la route de Paris était ouverte. Manœuvre de grand style, des plus audacieuses aussi, car ses conséquences pouvaient et devaient être immenses. La condition essentielle, *sine qua non* du succès était le secret, et s'il fut si parfaitement gardé peut-être la cause en doit-elle être cherchée dans la destruction de notre service de renseignements consécutive de l'affaire Dreyfus. Le grand État-Major allemand dépista les attachés militaires étrangers[1] : il avait disposé en trompe-l'œil les cantonnements de ses corps d'armée, en avait sur la carte massé une dizaine en Alsace-

[1] Baron Beyens, *livre cité*.

Lorraine, dans le Palatinat et le grand-duché de Bade, seul celui de Coblentz avait ses garnisons le long de la frontière belge; quelle apparence d'une attaque par le nord de la Belgique ? Mais les corps de Westphalie, du Hanovre, du Holstein pouvaient très rapidement évoluer vers l'ouest grâce à la multiplicité des voies ferrées et se loger, sous couleur d'exercices, dans les vastes camps de concentration, établis comme par hasard au long de la frontière.

Théoriquement admirable, ce plan à l'exécution devenait terriblement scabreux, car il était conditionné par des contingences politiques des plus graves. Il était fondé sur la violation de la neutralité de la Belgique, il fallait donc tenir compte tout ensemble de la résistance que pouvait opposer la Belgique ainsi que du concours que devait lui porter l'Angleterre, et, par une diplomatie préalable bien délicate, — car elle eût donné l'éveil, — neutraliser celle-ci et circonvenir celle-là. Sinon force était d'agir avec une rapidité foudroyante, d'anéantir la France avant que la Russie pût inquiéter sérieusement la frontière orientale et que l'Angleterre fût en état d'intervenir efficacement.

Le compte de la France devait donc être réglé en six semaines, deux mois au plus. Le danger était dans la prudence du commandement français, qu'il se mît sur une défensive sérieuse, qu'il laissât venir et attendît de pied ferme, obligeant l'assaillant à faire le siège de ses frontières. Le commandement allemand, — et les événements lui donnèrent raison, — avait spéculé sur la mentalité offensive de l'État-Major français.

L'autre danger était d'ordre matériel. Calculée à

25 corps, la concentration était à égalité de temps dans les deux pays et, quinze jours après la déclaration de guerre, les deux armées se trouvaient en état de s'affronter; mais pour l'Allemagne ce n'était plus 25, mais 34 corps d'armée à mettre en action contre la France, et elle se voyait forcément, quant à la mobilisation, en état d'infériorité : le transport d'un corps d'armée mobilisé exigeait un minimum de 121 trains de 500 tonnes, soit 2.400 wagons, et un délai d'au moins deux jours et demi, — et il fallait multiplier par 9. La concentration allemande, sur les bases secrètes qui lui étaient données, imposait donc un tiers de plus de temps que la concentration française : pour retrouver l'avantage, force était à l'Allemagne de commencer sa mobilisation avant la lettre; une tension diplomatique prolongée lui était indispensable.

Cette considération est essentielle à l'intelligence du drame diplomatique, dont le crime de Sarajévo fut le prétexte, sinon la cause réelle.



II

LA PRÉPARATION DE LA SURPRISE DIPLOMATIQUE: LES DERNIERS JOURS DE LA PAIX

Les jours de juin et de juillet 1914 compteront parmi les plus tristes que la France ait connus ; jamais peut-être nous n'apparûmes aussi bas et l'étranger devait trouver dans les spectacles que nous offrions à ses regards superficiels les signes probants d'une irrécusable décadence. L'égoïsme, la haine, l'immoralité prévalaient; les intérêts particuliers débridés avaient aboli jusqu'à la notion de l'intérêt général, les Parisiennes se mettaient à porter des cheveux verts et violets! La dissension était partout; les Français ne s'étaient jamais autant détestés, et au mois de mai 1914 ils avaient fait une Chambre à leur image : plus de cent socialistes, élus sur des surenchères pacifistes et antimilitaristes, s'y étaient installés comme en pays conquis et y parlaient en maîtres. Le 12 juin, M. Ribot voyait son ministère renversé en même temps que présenté : « Ce que j'ai appris, — déclarait-il au milieu des imprécations des gauches, — a fait apparaître à mes yeux des difficultés plus grandes que celles que j'avais vues, et sachant ce que je sais... ». « Tous les arguments, mais pas la panique ! » lui criait un

socialiste éminent. M. Viviani prit le pouvoir le 15 juin; il avait comme ministre de la Guerre M. Messimy, un capitaine de chasseurs à pied, de beaucoup de « cran » assurément, mais dont les précédentes initiatives, on l'a vu, n'avaient pas toujours été heureuses; son ministre de l'Intérieur était M. Malvy.

Le 17 juin, un orage sans exemple éclata sur Paris, une pluie torrentielle fit crever les égouts et la mince croûte qui sépare la vie souterraine de la vie externe de Paris; des gouffres sur divers points s'ouvrirent sous les pieds des passants, dont une vingtaine y trouvèrent la mort. L'émotion fut extrême et se prolongea près d'un mois. Dix jours après, le dimanche 28 juin, — à l'heure où se courait à Longchamp le Grand Prix, — l'archiduc François-Ferdinand et sa femme étaient frappés à mort à Sarajévo par un garçon de dix-neuf ans. Ce crime de Sarajévo fut généralement considéré en France comme un fait divers et l'on continua de vivre comme à Paris l'on marchait sur les voûtes traîtresses du Métropolitain.

Le 1er juillet, un général portait à l'ordre de son corps d'armée une sanction disciplinaire contre un officier qui, passant avec sa troupe près d'un monument commémoratif de 1870, lui avait exposé les tristesses de la défaite et la nécessité « d'être prêts à sauvegarder l'intégrité du territoire national »; le 3, le ministre de la Guerre nommait le général Sauret commandant du 3e corps d'armée. Le 13 juillet, le sénateur Charles Humbert faisait passer le frisson sur la Haute Assemblée en lui montrant l'état de nos armements, l'impréparation de la défense, nos forteresses désarmées ou inertes,

notre armée sans canons ni munitions. Le 16, sur la proposition de Jaurès, le Congrès national du parti socialiste unifié proclamait « la grève générale ouvrière internationale et l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives comme moyens efficaces entre tous pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage ». Enfin le public français et sa presse favorite étaient dans l'attente du scandale des scandales : les places faisaient prime aux assises pour le procès de Mme Caillaux.

Le 28 juin, Guillaume II recevant à Kiel, à bord du *Hohenzollern*, la nouvelle de la mort de l'archiduc s'écria : « Toute mon œuvre est à recommencer ! », grave parole, peut-être sincère, et l'une des premières lueurs sur le drame diplomatique qui va se dérouler. L'œuvre visée par cette allusion était notamment l'organisation des Balkans sous le contrôle des empires centraux et à l'exclusion de la Russie, — organisation cherchée et poursuivie jusque-là sur le terrain diplomatique par intimidation militaire et sous menace d'une guerre continentale, dont les puissances de la Triple-Entente avaient trop dit qu'elles ne voulaient pas, dont les gouvernements des empires centraux n'étaient peut-être pas non plus très désireux, mais que certainement l'État-Major allemand, soutenu par l'opinion, voulait parce que, mieux préparé que les autres, il se croyait toutes les chances d'un succès rapide, décisif.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine avait été le premier acte de ce programme : la Russie encaissa l'humiliation et son premier ministre Isvolski en garda une amertume très vive. On lui voulut un

prolongement. La Serbie était l'obstacle, elle réveilla les sentiments d'indépendance des États balkaniques ; les guerres de 1912 tournèrent à son avantage et lui permirent de doubler son territoire, mais elle barra plus encore les vues de l'Autriche et de l'Allemagne sur Salonique, le grand objectif. L'Autriche et son chancelier Berchtold cherchaient depuis 1913 une revanche de la Conférence de Londres et un prétexte pour amoindrir la Serbie. Le jeu était dangereux parce que, derrière la Serbie, était la Russie, qui, au cours de la récente guerre, avait expressément notifié à Vienne qu'une attaque contre la Serbie entraînerait le conflit [1]. L'Autriche se l'était tenu pour dit, l'Allemagne ne la soutint pas comme il eût fallu, sans doute parce qu'à ce moment elle ne se sentait pas encore aussi prête qu'elle voulait [2].

Sa politique impérialiste et ses visées sur l'Asie Mineure ne lui permettaient plus de se désintéresser des affaires des Balkans, comme Bismarck l'avait si fortement conseillé, et dès l'instant qu'il s'y faisait une politique de Triple-Alliance, inévitablement l'Autriche, la plus intéressée, prenait le commandement et l'Allemagne devait épouser ses querelles. Le mariage ne fut peut-être pas que de raison; il était en tout cas accompli, le 11 juin 1914, quand Guillaume II fut, pendant deux jours, au château de Konopischt, l'hôte de l'archiduc François-Ferdinand. On y dut décider d'exercer sur la Serbie à la première occasion, qu'au besoin on ferait naître,

---

[1] *Mémoire du prince Lichnowsky*, Grasset, 1918. « On aurait dû, déclare le prince, permettre à la Serbie d'atteindre la mer et la guerre mondiale actuelle eût alors été évitée. »

[2] *Livre bleu*, 139.

une contrainte telle que son prestige dans les Balkans en serait ruiné. M. Hanotaux a affirmé que le voyage à Sarajévo fut le commencement de cette action contre le mouvement panserbe, et qui sait si l'archiduc n'alla même pas sciemment au-devant d'un incident[1]?

Le crime de Sarajévo ne mettait donc pas en jeu qu'un sentiment de confraternité dynastique, il posait, et de la façon la plus redoutable, tout le problème des Balkans, c'est-à-dire le règlement de l'équilibre européen à l'avantage des empires centraux, la consécration absolue et sans appel de l'hégémonie allemande.

Du 28 juin au 5 juillet, que se passa-t-il entre Vienne et Berlin, quels pourparlers s'échangèrent? On se persuada aisément, — et le ministre d'Italie en fit la confidence au baron Beyens, — « que la Russie était hors d'état de soutenir une guerre européenne, du fait de sa situation intérieure, des menaces révolutionnaires, de l'insuffisance de l'armement et des voies de communications », que le monde gouvernemental français était dans les mêmes dispositions, que l'Angleterre assurément resterait neutre[2]. Berchtold, esprit léger, joueur aventureux, et qui

[1] Il semble, en effet, acquis que, le 21 juin, le ministre serbe à Vienne avertit le gouvernement autrichien, qui passa outre, que son gouvernement avait soupçon d'un complot qui s'organisait et lui signala son instigateur, le fils d'un agent de la police secrète autrichienne, Cabrinovic. De fait, le 28, à l'arrivée de l'archiduc, ce Cabrinovic lançait une bombe qui n'atteignit pas le couple princier; l'archiduc hésita à poursuivre sa promenade en ville, — trouvait-il le prétexte suffisant? — mais le gouverneur de Sarajévo, le général Potiorek, l'assura qu'en Bosnie il n'y avait jamais deux attentats dans la même journée; l'archiduc et sa femme, sur ces assurances, poursuivirent leur promenade. Voir, sur cette question, les deux ouvrages de M. Jules Chopin, *L'Autriche-Hongrie, « brillant second »*, 1 vol. in-8, et *Le Complot de Sarajévo*, 1 vol. in-16, Edit. Bossard.

[2] *Livre bleu*, n° 17.

avait pour conseiller l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tschirsky, calcula que c'était ou jamais l'occasion de marcher et de risquer une partie avec l'Allemagne pour partenaire. Les circonstances étaient exceptionnelles: en Angleterre la crise du Home Rule était à son point aigu et la guerre civile toute proche, contre les 80.000 volontaires de l'Ulster s'armaient 120.000 nationalistes irlandais, l'unité britannique semblait en péril; en Russie c'était la grève générale à caractère politique et révolutionnaire, des collisions sanglantes à Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Reval, à Riga, jusqu'à Tiflis; on sait l'état intérieur de la France: le calme ne régnait qu'en Allemagne et en Autriche. Les conjurés pensèrent sans doute pouvoir arrêter les frais à leur guise, qu'il suffirait d'une nouvelle intimidation militaire pour obtenir une nouvelle victoire diplomatique, et que tout se réglerait cette fois encore par une menace, tout au plus par un commencement de mobilisation.

Il est dès maintenant acquis — car le témoignage du prince Lichnowsky apporte sur ce point la preuve péremptoire — qu'on se mit d'accord, tant du côté autrichien que du côté allemand, sur un programme, qui fut l'objet et le résultat de la conférence de Potsdam du 5 juillet[1].

Peut-être ne serait-il pas impossible qu'à Potsdam, l'on se soit proposé de n'aller que jusqu'à la mobili-

---

[1] *Mémoire du prince Lichnowsky.* « Par la suite j'appris qu'aux décisifs entretiens de Potsdam, le 5 juillet, la demande que Vienne nous avait adressée avait reçu l'approbation absolue de toutes les personnalités influentes, et que même on avait ajouté : même si la Russie menaçait d'intervenir. C'est du moins ce qui est dans le compte rendu que le comte Mensdorff reçut à Londres. Bientôt après, M. de Jagow arrivait à Vienne pour s'entretenir de tout cela avec le comte Berchtold ».

sation et que, cette résolution prise, Guillaume II, le 6 juillet, soit parti pour sa croisière annuelle sur les côtes de Norvège. S'il en fut ainsi, c'était se tromper, et lourdement, sur l'acte même de la mobilisation et ses conséquences inéluctables, car là les gouvernements proposent, mais les états-majors disposent. La mobilisation allemande était tournée toute contre la France et fondée sur une surprise préparée secrètement, de longue main : l'attaque par la rive gauche de la Meuse. La mise en œuvre d'un tel mouvement imposait à la mobilisation allemande un retard de plusieurs jours sur la française, force donc était qu'elle commençât bien avant, mais la commencer c'était la divulguer et l'annuler ; l'ennemi prévenu, il eût fallu trouver autre chose, — sans compter les conséquences politiques qu'entraînerait la découverte de ces desseins contre la neutralité belge. Forcément, pour l'État-Major allemand qui voulait la guerre, la mobilisation devait être la guerre ; il ne pouvait s'arrêter, et d'autant moins qu'il avait dans son jeu l'opinion formée par les pangermanistes. Sous cet angle les événements de juillet 1914 s'expliquent.

Le débat diplomatique, reconnaissons-le, fut conduit par les empires centraux avec une science consommée des hommes et des choses. Le point de vue prédominant de la mobilisation allemande exigeait une période de tension prolongée, aussi bien pour la mobilisation elle-même que pour ses opérations connexes, extraordinairement compliquées du fait de

[1] « Le général de Moltke poussait à la guerre », *Mémoire du prince Lichnowsky*.

multiples positions à l'étranger et d'une dispersion comparable à celle du peuple d'Israël : l'important était d'abord de gagner du temps.

Le ton des presses autrichienne et allemande avait sur le moment été très monté ; subitement une sourdine fut mise. Il était en effet impossible, devant un événement si brutal, de tenir longtemps les fers au feu : les diplomates à leurs postes, quelques précautions qu'on prît, ne pouvaient pas ne pas soupçonner ni comprendre; il fallait éloigner ces témoins gênants. C'était possible, car on était en juillet, le mois des vacances ; on tabla donc, à Berlin et à Vienne, sur le besoin de repos et de détente qu'éprouvent à cette époque les gens du monde même diplomatique et qui les pousse hors des villes et du siège habituel de leurs travaux vers la montagne, les eaux et les champs. Une telle affaire à un pareil moment, quel contretemps! Aussi y eut-il, chez tous, un immense soulagement quand, le 6 juillet, Guillaume II en personne donna le signal du départ : « Nous respirâmes à Berlin! », avoue le baron Beyens, et une vague d'optimisme couvrit l'Europe. Le 7, c'est l'empereur d'Autriche qui va prendre ses vacances à Ischl ; aussitôt l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin se met en congé, ceux de Russie à Berlin et à Vienne l'imitent ; d'autres suivent le mouvement. Sur la foi de tels traités, le 17, le président de la République française et le président du Conseil s'embarquent pour rendre visite aux cours de Russie, de Suède, de Norvège, de Danemark, laissant tout le pouvoir aux mains de M. Bienvenu-Martin. Tout ce monde parti, le moment devenait parfait pour le déclenchement d'une offensive diplomatique.

Les représentants de France pourtant étaient demeurés à leur poste au dehors, et ne partageaient pas l'optimisme général; quelques-uns surent voir et osèrent dire. Des indices inquiétants apparaissaient, le plus significatif était l'allure des marchés financiers.

L'argent est le nerf de la guerre et l'Allemagne en avait beaucoup à l'étranger; il fallait le faire rentrer et de telles positions ne pouvaient pas se liquider secrètement; les Bourses en devaient nécessairement donner l'indication. A Paris, la Bourse se mit à la baisse dès le 3 juillet, en pleine émission de l'emprunt 3 pour 100; le marché devint chaque jour plus mauvais[1]; le 20, une vraie panique se produisit : les rats allemands déménageaient au plus vite[2]. Pour être moins accentuée, la même faiblesse s'observait un peu partout. Le 21, M. Jules Cambon signalait la mauvaise tenue des cours à la Bourse de Berlin, due aux inquiétudes que provoquait la question serbe : « Lorsque l'Autriche, déclarait-il, fera à Belgrade la démarche qu'on pressent, l'Allemagne l'appuiera sans chercher à jouer un rôle de médiation[3]. » Même note alarmante d'Autriche et de Hongrie : « Tout est à la

---

[1] En juin 1914 s'était déjà produite une campagne contre la Société Générale qui amena le retrait d'un grand nombre de dépôts et mit cet établissement en fâcheuse posture.

[2] Le premier averti fut vraisemblablement le métallurgiste Thyssen. Le 30 juin venait à échéance un gros paiement à la Société des Hauts Fourneaux de Caen : il refusa de faire honneur à sa signature et mit ainsi la Société dans l'impossibilité de faire face à ses engagements.

Le Dr Helferich, directeur de la *Deutsche Bank*, et M. Krupp von Bohlen furent également avisés des résolutions prises le 5 juillet à Potsdam; ils en firent la confidence, le 15 juillet, au Dr Mühlon, directeur des usines Krupp, et celui-ci a livré le fait à la publicité dans un mémoire retentissant, qui fut publié par le *Berliner Tageblatt* dans le même temps que le mémoire du prince Lichnowsky.

[3] *Livre jaune*, n° 15.

paix, — écrit, le 11, de Budapest le consul M. d'Apchier le Mangin, — mais le gros public croit à la guerre; chaque jour des canons et des munitions sont dirigés en masse vers la frontière; la Bourse est nerveuse, il y a une chute invraisemblable des cours : le gouvernement austro-hongrois prépare un coup et c'est pourquoi il a répandu un optimisme de commande[1]. » Le 15, M. Dumaine signalait les affirmations de la presse viennoise « que la France et la Russie sont hors d'état de dire leur mot dans les affaires européennes, ce qui assurerait à la monarchie dualiste, soutenue par l'Allemagne, d'appréciables facilités pour soumettre la Serbie au régime qu'il lui plairait de lui imposer[2] ».

[1] *Livre jaune*, n° 13.

[2] *Livre jaune*, n° 12. — De Vienne, un rapport consulaire donnait la même indication le 20 juillet : « Le gouvernement français aurait tort de s'en rapporter aux semeurs d'optimisme. On exigera beaucoup de la Serbie; elle refusera, alors on opérera militairement. Il y a ici, et pareillement à Berlin, un clan qui accepte l'idée du conflit à dimensions généralisées. L'idée directrice est qu'il faudrait marcher avant que la Russie et la France aient terminé ou mis au point leur organisation militaire. A Vienne, il n'y a pas accord dans les hautes sphères : du côté du comte Berchtold et des diplomates, on voudrait tout au plus une action localisée contre la Serbie, mais tout doit être envisagé comme possible. » *Livre jaune*, n° 14.



III

L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE :

L'ULTIMATUM A LA SERBIE ET LA MOBILISATION ALLEMANDE

Comme l'exigeait la mise en train de la mobilisation allemande, l'Autriche traîna donc les choses pendant trois semaines et donna le change. Elle avait administré à la diplomatie européenne la douche chaude; le 23 juillet, ce fut la douche froide, même glaciale.

Ce jour-là, dans l'après-midi, le comte Berchtold faisait remettre au gouvernement serbe une note, sans exemple comme fond et comme forme, et dont l'acceptation eût été un suicide. Depuis l'annexion de la Bosnie, y était-il dit, le gouvernement serbe a laissé se constituer un mouvement pour exciter à la haine contre l'Autriche et détacher d'elle certaines parties de son territoire; le meurtre de Sarajévo a été préparé à Belgrade par des officiers et fonctionnaires serbes, affiliés à la Narodna Odbrana ; le gouvernement impérial et royal réclame du gouvernement serbe une déclaration à son *Journal officiel* pour condamner ces menées et s'engager à réprimer cette propagande ; ledit gouvernement devra de plus s'engager à interdire toute publication dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche, dissoudre sur-le-champ les sociétés anti-autri-

chiennes, éliminer tout enseignement hostile à l'Autriche, accepter la coopération du gouvernement austro-hongrois à la répression de ce mouvement, ouvrir de concert avec la justice autrichienne une enquête contre tous les « partisans » du complot de Sarajévo, procéder à l'arrestation de tous les fonctionnaires et officiers dont l'enquête autrichienne affirmerait la compromission, et enfin fournir des explications sur les fonctionnaires serbes qui, en Serbie et à l'étranger, à la suite du crime, « s'exprimèrent dans des interviews de manière hostile contre l'Autriche-Hongrie ». Acceptation sans réserves dans les quarante-huit heures, faute de quoi l'ambassadeur quittera Belgrade[1].

En prenant communication de cet ultimatum, Sir Edward Grey le qualifia de « document d'un caractère formidable[2] ». M. Jules Cambon constatait que « l'Autriche coupait les ponts derrière elle et se rendait tout recul impossible[3] ». Le jeu était clair : brusquer le mouvement, empêcher par la brièveté du délai l'accord des puissances de l'Entente ; les mettre devant une menace de guerre européenne et les forcer à faire pression sur la Serbie pour qu'elle avale sa propre condamnation.

Le coup visait surtout la Russie ; c'était une réédition de la candidature Hohenzollern. La Serbie était le fondé de pouvoirs de la Russie dans les Balkans ; cette seconde humiliation abolissait le prestige de l'une et de l'autre et mettait dans l'orbite

---

[1] *Livre rouge*, n[os] 7 et 8. La note fut effectivement envoyée de Vienne à tous les ambassadeurs le 22.
[2] *Livre bleu*, n° 5.
[3] *Livre jaune*, n° 30.

des empires centraux la future confédération balkanique. La Russie se voyait coupée par les empires centraux de toutes communications avec l'Europe occidentale et mise réellement hors de l'Europe.

Pour n'être pas directement visée, la France était tout de même atteinte. D'abord par le choix du moment. L'ultimatum fut remis le jour même du départ de Russie de MM. Poincaré et Viviani; l'intention de les ridiculiser était manifeste et ne fut pas seulement ressentie par ceux qu'elle mettait en pareille posture. Cette lourde et inconvenante ironie manqua son but et unifia contre ses auteurs le sentiment public français, fortifia à gauche les vieilles préventions jacobines et anticléricales contre l'Autriche, retourna de l'autre côté, de toute la force de leurs illusions perdues, ceux qui avaient jusque-là eu foi à l'amitié autrichienne. On souligna aussi que le gouvernement de Vienne avait choisi le moment du procès Caillaux, où la mer de scandale battait son plein : le pays voua à cet homme politique une haine farouche pour avoir, dans une heure pareille, par le désordre étalé de sa vie privée, troublé le recueillement national. Mais surtout le gouvernement français ne pouvait pas ne pas voir quel terrible précédent fournirait contre ses justes revendications sur l'Alsace-Lorraine une adhésion même tacite à l'obligation imposée à la Serbie d'abandonner les siennes sur « certaines parties du territoire autrichien » et de dissoudre ses associations nationalistes. De toute évidence la main de l'Allemagne était là.

La Russie et la France se trouvèrent spontanément d'accord. M. Sazonov avait sur le coup déclaré à l'ambassadeur d'Angleterre que la Russie se sen-

tait directement atteinte, et M. Paléologue, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, crut assurément répondre au sentiment de son gouvernement en conseillant une attitude ferme et unie. Il semble bien que cette manière forte eût été, à ce moment, la meilleure politique : la mobilisation allemande n'avait pas encore gagné l'avance indispensable au développement du plan d'attaque; se montrer prêt à à la guerre était sans doute alors le vrai moyen de l'éviter.

Mais il fallait amener l'Angleterre à ces vues : le 24 au matin, M. Sazonov et M. Paléologue pressèrent l'ambassadeur anglais Sir G. Buchanan d'obtenir que son gouvernement « proclamât sa solidarité avec la Russie et la France », mais en vain : les intérêts de l'Angleterre, leur fut-il répondu, sont nuls en Serbie, une guerre pour ce pays ne serait pas sanctionnée par l'opinion [1]. Au premier pas s'établissait ainsi la mésentente des gouvernements de l'Entente. Le même jour, Sir E. Grey signifiait à l'ambassadeur autrichien que « le fond de la dispute entre l'Autriche et la Serbie ne regardait pas l'Angleterre [2] ». Le ministre anglais croyait assurément sage de modérer plutôt que d'exciter ses co-alliés, mais il y a des heures même pour la sagesse : un tel « désintéressement », répondant aux espérances de l'Autriche, la confirmait dans sa conviction qu'elle pouvait sans risque aller de l'avant.

La tactique fut dès lors de fortifier l'Angleterre dans son point de vue : le 24, les ambassadeurs d'Al-

[1] *Livre bleu*, n° 6.
[2] *Livre bleu*, n° 5.

lemagne affirment à Londres et à Paris que « l'affaire est à régler exclusivement entre l'Autriche et la Serbie et que toute intervention d'une autre puissance, par le jeu des alliances, aurait des conséquences incalculables [1] »; le lendemain, l'ambassadeur d'Autriche informe Sir E. Grey des intentions rassurantes de son gouvernement, « la procédure autrichienne contre la Serbie consistera à rompre les relations diplomatiques et à commencer des préparatifs, mais non des opérations militaires [2] ». A Saint-Pétersbourg, au contraire, le conseil des ministres ayant décidé que le conflit ne saurait être limité entre l'Autriche et la Serbie, le comte Berchtold faisait savoir qu'il ne se laisserait pas influencer par l'éventualité d'une collision avec la Russie et que l'Autriche-Hongrie ne serait pas isolée au cas d'un conflit avec la Russie [3]. Et, à la même heure, l'ambassadeur d'Allemagne affirmait à Sir E. Grey « que son gouvernement refuserait de s'insinuer dans le conflit entre l'Autriche et la Serbie », et, comme le ministre anglais lui demandait si le gouvernement allemand, au cas où l'Autriche et la Russie mobiliseraient, persisterait dans son attitude passive et refuserait de se joindre à l'Angleterre, à la France et à l'Italie, le prince Lichnowsky répondait qu' « il ne le pensait pas » [4].

L'écheveau avait été bien embrouillé, l'Entente ne pouvait s'entendre, on avait perdu 20 heures, et l'accord se fit pour demander la prolongation du

[1] *Livre bleu*, n° 9.
[2] *Livre bleu*, n° 25.
[3] *Livre rouge*, n° 26.
[4] *Livre jaune*, n° 37.

délai de l'ultimatum, quelques heures seulement avant son expiration : on essuya « un refus catégorique [1] ». Il était clair que l'Autriche refusait toute discussion, qu'elle cherchait à mettre à genoux, sans délai, la Serbie : « A Vienne, le parti militaire paraît craindre surtout que la Serbie ne cède [2]. » Devant ce parti pris démontré et le désaccord des puissances de l'Entente, l'habileté n'eût-elle pas été d'obtenir de la Serbie l'acceptation intégrale et sans réserves de l'ultimatum, ce dont l'Autriche avait surtout peur ? Au lieu de cela la Serbie accepta neuf des dix points de l'ultimatum et sous condition le dixième.

Le 25, à l'expiration du délai de l'ultimatum, le gouvernement serbe remettait à l'ambassadeur d'Autriche à Belgrade sa réponse : il publiera sur-le-champ à son *Journal officiel* la déclaration demandée et la communiquera à son armée, il dissoudra les associations anti-autrichiennes, modifiera sa loi sur la presse, renverra tous les fonctionnaires dont la participation à la propagande anti-autrichienne sera démontrée ; — pour la coopération du gouvernement autrichien à la répression de ce mouvement, point pourtant le plus délicat car il engage une question de souveraineté, il l'admet en tant qu'elle répondra aux principes du droit international et à la procédure criminelle ; il accepte toutes les autres demandes quant au trafic d'armes et d'explosifs, aux propos

---

[1] *Livre orange*, n° 11. — En l'absence de l'ambassadeur russe à Vienne, le chargé d'affaires demanda au secrétaire général des affaires étrangères cette prolongation du délai de l'ultimatum, exposant qu'il est contraire à la courtoisie internationale de ne pas laisser le temps d'étudier le dossier. « L'intérêt dispense parfois d'être courtois ! » repartit le baron Macchio, *Livre jaune*, n° 45.

[2] *Livre jaune*, n° 27.

hostiles des fonctionnaires ; il procédera sur l'heure aux arrestations réclamées et enquêtera contre ceux qui auraient été mêlés au complot de Sarajévo, mais, et c'est la seule réserve, il ne peut admettre la participation à cette enquête des agents autrichiens. La froide lecture de ce document fait clairement apparaître le parti pris de l'Autriche : jamais peuple ne se courba si profondément sous une contrainte extérieure, et dès lors, puisque le gouvernement serbe acceptait tant, que n'accepta-t-il pas tout ? Il fournit par cette réserve le prétexte que l'Autriche cherchait...

Cette réponse fut remise au baron de Giesl à 17 h. 58[1] ; à 18 heures, celui-ci envoyait à M. Pachitch une lettre l'informant que « la réponse n'était pas satisfaisante[2] » : en deux minutes, il avait donc pu lire le long document, l'étudier, prendre une décision, la consigner par écrit ! Et à 18 h. 30, il quittait Belgrade avec le personnel de l'ambassade. Quand la nouvelle en vint à Berlin, des manifestations joyeuses se produisirent : « On craignait que la Serbie n'acceptât en bloc la note autrichienne, se réservant d'en discuter l'application pour gagner du temps et permettre aux efforts des puissances de se produire utilement[3]. »

Tandis que se menaient ces événements, l'Allemagne commençait et poussait activement sa mobilisation contre la France, et seulement contre la France. Il est encore très difficile d'en parler avec certitude, car les précisions manquent et peut-être

---

[1] *Livre rouge*, n° 24.
[2] *Livre bleu serbe*, n° 40.
[3] *Livre jaune*, n° 47.

feront toujours défaut ; on doit s'en tenir à des hypothèses, et à des déductions réfléchies. Les quelques indices que l'on possède permettent d'inférer que, là aussi, les Allemands nous ménagèrent une nouvelle surprise et qu'au lieu de s'en tenir aux errements conventionnels, aux procédés classiques et d'écoles de guerre, ils firent œuvre personnelle et originale.

Notre mobilisation, il n'est que juste de le reconnaître, fut, au point de vue de l'exécution, un chef-d'œuvre, une affaire bien conçue et bien conduite, rapidement menée et sans à-coups, et qui donna une grande confiance au pays. Elle comportait quatre phases successives et distinctes. L'ordre de mobilisation générale décrété et transmis instantanément par le pouvoir central à l'armée et aux autorités civiles, les diverses unités actives font le nécessaire pour assurer la réception des réserves, hommes, chevaux, matériel, approvisionnements destinés à compléter leurs effectifs de paix; de leur côté, les autorités civiles avertissent les réservistes mobilisables et leur enjoignent de se mettre en route pour rejoindre leurs corps; l'intendance procède à la réquisition des chevaux, des vivres, du matériel. La deuxième phase est l'arrivée et l'équipement des réservistes, qui doivent mettre les unités actives sur le pied de guerre et constituer les formations de réserve. Quand les corps d'armée sont ainsi complétés, ils sont « mobilisés » et alors commence la troisième phase : la concentration, qui est le transport de ces troupes et de leur matériel jusqu'au front. Cela fait, — quatrième phase, — les services de l'intérieur constituent les unités de réserve et territoriales, et les approvision-

nements de remplacement pour alimenter les unités combattantes.

La mobilisation française se caractérisait par sa simplicité et sa rapidité, mais la rapidité en vue de l'initiative de l'attaque. Rien de tout cela n'était secret, c'était partie de la théorie connue des officiers. L'armée se mobilisait automatiquement, administrativement; notre mobilisation était l'idéal de la centralisation, la solution la moins compliquée, la plus pratique et peut-être la seule possible, avec nos minces effectifs et la paresse d'esprit de notre administration, du terrible problème du passage du pied de paix au pied de guerre. Il semble que les Allemands s'écartèrent de ces chemins battus, qu'ils n'eurent pas qu'une mobilisation générale, mais des mobilisations successives, progressives et décentralisées. Comme la nôtre, leur mobilisation était fondée sur la plus grande rapidité, mais, et ce fut son originalité, pour un but à la fois offensif et défensif; ils durent avoir deux mobilisations, l'une sur la frontière française, en vue de la défensive, et qui se fit avant la lettre et qui était aussi pour fixer là l'État-Major français, — et ensuite, l'ordre de mobilisation donné, la frontière fermée, le rideau tiré, une mobilisation offensive sur les frontières belges, en vue de l'attaque par le nord de la Belgique. Celle-ci était le grand secret et qui fut bien gardé, aussi ne peut-on que s'en tenir à ces approximations.

Voici des faits. Le 21 juillet, M. Jules Cambon prévenait le Gouvernement qu'il avait l'assurance que « les avis de mobilisation qui doivent mettre l'Allemagne dans une sorte de *garde à vous* dans les époques de tension ont été adressés de Berlin aux

classes qui doivent les recevoir en pareil cas », — « mesure significative », ajoute-t-il [1]. Le surlendemain, 23, les officiers allemands en vacances en Suisse et en France [2] recevaient l'ordre de regagner d'urgence l'Allemagne en laissant leurs familles pour ne pas donner l'éveil. Ce même jour, les préliminaires de la réquisition des automobiles commençaient dans le grand-duché de Bade. Le 24, le recrutement de Mulhouse préparait les appels de mobilisation, et les instructions secrètes de couverture étaient communiquées aux officiers de Metz; le 25, commençait l'armement de cette place et de celles de la frontière : déboisement, construction de batteries, pose de fils de fer, installation de postes de télégraphie sans fil aux sommets des Vosges.

Le gouvernement belge comprit. Le 24, le minis-

---

[1] *Livre jaune*, n° 15. — Déjà, le 6 mai 1913, M. Jules Cambon avait donné au gouvernement français ces indications sur la mobilisation allemande : « La mobilisation de l'armée allemande ne se borne pas à l'appel des réservistes à la caserne. Il y a, en Allemagne, une mesure préparatoire qui n'existe pas chez nous et qui consiste à prévenir les officiers et les hommes de la réserve de se tenir prêts pour l'appel, afin qu'ils puissent prendre les arrangements qui leur sont nécessaires. C'est un « garde à vous » général, et il faut l'incroyable esprit de soumission, de discipline et de secret qui existe en ce pays pour qu'une pareille disposition puisse exister. Si un pareil avertissement était donné en France, le pays frémirait tout entier et la presse le dirait le lendemain. Cet avertissement a été lancé, en 1911, au cours des négociations que je poursuivais sur le Maroc. Or il a été lancé de nouveau, il y a une dizaine de jours, c'est-à-dire au moment de la tension austro-albanaise. Je le sais et je le tiens de plusieurs sources différentes, notamment d'officiers de réserve qui l'ont dit à des amis dans la plus stricte intimité. Ces messieurs ont pris les mesures nécessaires pour assurer à leur famille, en coffre-fort, les moyens de vivre pendant un an. » (*Livre jaune*, n° 3.)

[2] Je puis, sur ce point, apporter un témoignage personnel. En juillet, 1914, j'avais pour voisin, à Langrune-sur-Mer (Calvados), un Allemand, le baron Émile de Kleydorff, lieutenant de cavalerie de réserve ; il reçut, en effet, ce jour-là, son ordre de départ par un télégramme, qui devait porter : « Frère malade, venir vite. » Il partit sur-le-champ, laissant à Langrune sa femme et ses enfants, qui y restèrent jusqu'au 2 août.

tre des Affaires étrangères envoyait à ses représentants près des puissances garantes, « afin de ne pas se laisser surprendre par les événements », ses instructions sur les démarches à faire au cas d'une guerre franco-allemande; il y était porté que « la Belgique a confiance de voir son territoire demeurer hors de toute atteinte, mais que toutes les mesures ont été prises pour assurer l'observation de sa neutralité; l'armée belge est mobilisée et se porte sur les positions stratégiques choisies pour assurer la défense du pays et le respect de sa neutralité; les forts d'Anvers et de la Meuse sont en état de défense [1] ». La Belgique voyait venir l'orage et soupçonnait où il éclaterait; l'Allemagne, pourtant, faisait tout pour le dissimuler. Le 26, ordre était donné, dans tout l'empire, aux quatre dernières classes libérées de se tenir à la disposition; les gares furent occupées militairement et la cavalerie de Dusseldorf et de Crefeld dirigée sur Aix-la-Chapelle, mais ce ne fut que le 27, alors que les autres l'étaient depuis le 23, que furent rappelés les officiers allemands séjournant en Belgique [2].

Ajoutons que, depuis le commencement de juillet, les chemins de fer allemands faisaient rentrer les wagons qu'ils avaient en France et qu'ils retenaient ceux que la France et la Belgique leur envoyaient : le 26, ils recevaient l'ordre de prendre les mesures préparatoires de la concentration [3].

---

[1] *Livre gris belge*, n° 1.

[2] Le *Mensonge du 3 août 1914*, livre I, Payot, 1917.

[3] Hanotaux, livre cité, III, 70. — La *Zeitung Verein* (statistique des chemins de fer) a donné les recettes de tous les mois de 1914, à l'exception du mois de juillet, et c'est une preuve intéressante de la préparation de la guerre au cours de ce mois-là.

IV

LES DIPLOMATES TRAVAILLENT EN ORDRE SERRÉ ET EN ORDRE DISPERSÉ

Il ne se peut pas que l'Allemagne n'ait pas connu toutes ces combinaisons de l'Autriche. Cela fut parce que cela ne peut pas ne pas avoir été, et il n'était pas besoin pour en avoir la certitude du témoignage accablant du prince Lichnowsky : toutes les dénégations officielles étaient puériles et témoignaient un peu trop de cet imperturbable mépris de l'interlocuteur, qui est l'une des caractéristiques de l'orgueil allemand. Les deux gouvernements se mirent d'accord avant le 6 juillet, jour où l'empereur Guillaume leva l'ancre, sur le point jusqu'où se pourraient pousser l'affaire et la contrainte.

Pour asseoir son autorité dans les Balkans sous couleur de venger le crime odieux de Sarajévo, l'Autriche voulait infliger à la Serbie une humiliation, mais une humiliation marquée par une démonstration de force désastreuse pour le prestige serbe : l'occupation d'un coin de son territoire. La tentation était forte, car la Serbie était pour ainsi dire sous la main : un pont seulement séparait de Belgrade.

Ce fut, semble-t-il, l'objectif initial de la conjuration, le maximum de la prétention autrichienne, le point jusqu'où elle estima pouvoir marcher sur le pied russe sans qu'il se relevât, car l'Autriche comptait bien éviter, cette fois encore, le conflit avec la Russie[1]. En somme, un grand chantage à la mobilisation; on mobiliserait en sous-main et pour faire peur; si la Russie ne bougeait pas, ce serait une grande victoire diplomatique; au pire, et si elle se rebiffait, on aurait sur elle et son alliée l'avance de la mobilisation et conséquemment l'initiative des opérations de guerre.

L'ultimatum, la rupture, la déclaration de guerre, l'occupation de Belgrade, tels étaient les stades du châtiment ménagé à la Serbie. On avait franchi les deux premiers et l'on se trouvait maintenant devant le troisième, qui était le plus critique: tenir la Russie pendant que l'on procédait contre la Serbie; l'Allemagne se chargea de cette partie du programme. L'Autriche assurera doucereusement à la Russie

[1] De cela les preuves abondent. Le 26, à Vienne, M. de Tschirsky avoue à Sir M. de Bunsen sa conviction que « la Russie se tiendra à l'écart pendant le châtiment que l'Autriche infligera à la Serbie et que de plus la France n'est nullement en état de faire face à une guerre » (*Livre bleu*, 32). Le 27, Sir E. Grey combat les illusions que M. de Mensdorf lui dévoile sur l'abstention de la Russie (*Livre rouge*, 38). Le 28, à Berlin, M. de Szœgyény dit à Sir E. Goschen « que son gouvernement a l'assurance que la Russie se tiendra tranquille, qu'elle n'est ni en humeur ni en état de faire la guerre et qu'une guerre générale est tout à fait improbable » (*Livre bleu*, 71). Le même jour M. de Jagow donnait à l'ambassadeur d'Italie la même assurance que la Russie ne marcherait pas (*Livre jaune*, 96). Et au prince Lichnowsky lui représentant l'aventure dans laquelle on va engager la politique allemande, le même M. de Jagow répondait « que la Russie n'était pas prête, que cela ferait bien un certain tintamarre mais que plus nous nous tiendrions aux côtés de l'Autriche, plus la Russie reculerait... Cette attitude, comme je l'appris plus tard, ajoute le prince Lichnowsky, était fondée sur les rapports du comte de Pourtalès que la Russie ne bougerait dans aucune circonstance, rapports qui nous conseillaient d'autre part de pousser le comte Berchtold à agir avec toute l'énergie possible. »

qu'elle n'a aucune visée territoriale ; l'Allemagne empêchera la mobilisation russe, d'abord par la menace, précédée d'effet, de la mobilisation allemande, mais surtout en essayant de détacher de la Russie l'Angleterre et la France, celle-là par de bonnes promesses, celle-ci tout ensemble par la douceur et la violence pour l'amener à une décision où la Russie verra une carence.

La pression sur la France était à ce moment le nœud du problème, et l'on mit en œuvre dans ce but la mobilisation, non plus seulement en menace, mais en fait et chaque jour plus poussée. Programme trop compliqué pour être habile et fondé sur une lourde erreur de jugement. On ne joue pas avec la mobilisation ; une fois déclenchée, un gouvernement en est moins le maître que ses exécutants militaires. La mobilisation ne saurait être un moyen de pression diplomatique, car elle porte un défi au pays qu'elle vise, et qu'il doit relever sous peine d'être discrédité ; une telle coercition risque de lui faire perdre son sang-froid, les mesures défensives qu'il prendra accéléreront les mesures offensives du provocateur, ce sera la course à l'initiative stratégique : on est à la merci d'un incident et alors celui qui se croira assuré de l'avantage ne voudra plus lâcher l'occasion.

Le 26 juillet, les relations rompues entre l'Autriche et la Serbie, l'Allemagne prend les cartes et mène le jeu ; l'empereur Guillaume rentre le soir même à Potsdam, le kronprinz le lendemain. Le chancelier de l'Empire ordonne trois démarches simultanées à Pétersbourg, à Paris, à Londres. L'Autriche, fait-il dire aux trois, ayant officiellement déclaré à la Russie son désintéressement territorial,

c'est à la Russie de décider si une guerre européenne aura lieu et d'en prendre toute la responsabilité. — « Nous comptons sur la France, ajoute-t-on à Paris, avec laquelle nous nous savons d'accord quant au désir de maintenir la paix européenne, pour exercer à Saint-Pétersbourg son influence dans un esprit pacifique. » — « Nous apprenons, déclare-t-on à Londres, l'imminence de l'appel de plusieurs classes de réservistes en Russie, ce qui équivaudrait à une mobilisation contre nous et nous obligerait à prendre des mesures identiques; nos efforts tendent à localiser le conflit et à maintenir la paix européenne; nous vous prions d'agir énergiquement dans ce sens à Saint-Pétersbourg. »[1] Et voici comment ces instructions furent remplies.

L'ambassadeur, M. de Pourtalès, porte d'abord à M. Sazonov la déclaration de son gouvernement; il appelle son attention sur le danger de la mobilisation comme moyen de pression diplomatique : « dans ce cas la parole est donnée aux considérations purement militaires des états-majors et une fois qu'en Allemagne on a pressé sur le bouton, rien ne peut plus arrêter la marche des événements. » M. Sazonov affirme sur l'honneur qu'il n'y a pas de mobilisation, mais seulement des mesures préparatoires dans les districts de Kiev et d'Odessa. « Nous espérons, répond M. de Pourtalès, que la Russie ne fera rien qui puisse gravement compromettre la paix universelle », et il conseille de régler l'affaire par un échange de vues direct avec l'Autriche. Aussitôt M. Sazonov mande

[1] *Livre blanc*, n° 10. L'information relative à la mobilisation venait d'être donnée par l'attaché militaire à Pétersbourg et le gérant du consulat de Kovno (*Livre blanc*, n°s 7 et 8).

l'ambassadeur d'Autriche, l'entretien est amical : « Votre ultimatum, lui dit-il, était maladroit dans la forme et inexécutable dans quelques-unes de ses parties; avec quelques changements dans les détails, on trouverait facilement un terrain d'entente. » — « La conservation de la paix est précieuse à l'Autriche », affirme M. Szapary. Et, son interlocuteur parti, M. Sazonov télégraphie à son ambassadeur à Vienne de suggérer un échange de vues privé à Pétersbourg aux fins d'une retouche de la note autrichienne[1]. La Russie est donc aiguillée sur la voie indiquée par l'Allemagne.

Ce ne fut qu'à 17 heures, le 26, que le baron de Schoen fit au Gouvernement français la communication du chancelier allemand. Le président de la République et le président du Conseil étaient en Norvège; M. Bienvenu-Martin cumulait, avec ses fonctions de garde des sceaux, celles de chef d'État, de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères : rien dans l'honorable carrière de ce brave homme ne le prédestinait à une aussi redoutable tâche. Il est clair que les empires centraux avaient spéculé sur cette situation pour monter leur coup; ils croyaient avoir bien joué et que le tour était bon : grave erreur. L'opinion française unanime vit là une ironie blessante, un mauvais procédé et une volonté arrêtée de mal faire. Bismarck par ses fourberies avait discrédité la parole allemande, il avait fait du mensonge l'instrument de la diplomatie prussienne, tué la confiance et rendu impossible la cordialité : des dirigeants allemands on était naturellement porté à

[1] *Livre rouge*, 28. — *Livre bleu*, 78. — *Livre jaune*, 54. — *Livre orange*, 25.

attendre le pire et dans chacune de leurs suggestions à chercher le piège. Ce nouveau procédé aggrava ces dispositions ; c'était une faute sans nom si, comme ils le prétendirent, ils cherchaient une solution pacifique.

Erreur sur le fait, erreur sur les personnes. Nos républicains étaient gens dégourdis. Les batailles électorales, la défense républicaine, même la simple pratique du régime parlementaire sont de sérieuses écoles de diplomatie. Ce fut peut-être une bonne chance pour notre France que de les avoir eus, car de plus vertueux auraient pu se faire plus facilement « piéger ». Le baron de Schoen aborde donc dans ces conditions M. Bienvenu-Martin. « L'Autriche, dit-il, ayant déclaré à la Russie qu'elle ne poursuit aucun agrandissement territorial, il dépend de la seule Russie d'empêcher une guerre ; l'Allemagne se sent solidaire de la France dans l'ardent désir de maintenir la paix, donc agissez à Pétersbourg dans un sens apaisant. » — « Volontiers, répond M. Bienvenu-Martin, mais commencez par agir de même à Vienne, où l'efficacité de votre action est certaine. » — « Ce n'est pas la même chose, reprend M. de Schoen ; l'Allemagne ne peut intervenir dans une question qui ne regarde que l'Autriche et la Serbie. » — « Mais alors, conclut M. Bienvenu-Martin, pourquoi réclame-t-elle l'intervention de la France, qui est encore moins intéressée ? » L'ambassadeur se retranche derrière le manque d'instructions et se retire. Il revient le lendemain avec un projet de communiqué pour les journaux, où il est dit que « l'ambassadeur d'Allemagne et le ministre des Affaires étrangères ont examiné *dans l'esprit le plus amical*

et dans un sentiment de solidarité pacifique les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale »[1]. Or la mobilisation allemande se poursuivait dans le même temps contre la France, et contre la France seule. M. Bienvenu-Martin refuse cette rédaction comme de termes excessifs et de nature à donner à l'opinion française une fausse sécurité : le matois Bourguignon avait flairé le piège et fait quinaud le Prussien.

C'est à Londres que la passe fut la plus serrée. Sir E. Grey a toujours sincèrement cherché la paix et en a pu maintenir, en 1912, le bienfait au monde. Sa politique fut constamment orientée vers une entente loyale et digne avec l'Allemagne : régler avec elle les sujets de désaccord, comme il fut fait déjà avec la France et avec la Russie, par un réseau de traités qui aboutiraient à un accord final sur la question de la flotte. Il avait ainsi défini son programme : « sans porter atteinte aux relations amicales existant avec la France et la Russie, qui ne contenaient pas en elles-mêmes d'éléments agressifs ni d'obligations liant l'Angleterre, chercher à réaliser un rapprochement plus amical avec l'Allemagne afin de rapprocher les deux groupes. »[2] L'Angleterre reprenait ainsi son rôle d'arbitre de l'équilibre. Ces vues de Sir E. Grey étaient partagées par l'ambassadeur allemand le prince Lichnowsky et l'un et l'autre avaient abouti à des résultats importants ; mais ils avaient rencontré une opposition occulte à leurs desseins pacifiques, et qui venait de Berlin ; on eût dit qu'il y avait à Londres un contre-ambassadeur pan-

[1] *Livre jaune*, nos 56 et 62.
[2] *Mémoire du prince Lichnowsky*.

germaniste et belliqueux. L'incident actuel risquait de chavirer toute cette œuvre et l'un et l'autre chercheront sincèrement à l'aplanir et à sauvegarder, une fois de plus, la paix du monde ; aussi Sir E. Grey entend-il conduire l'affaire du côté de l'Entente.

Il se méfie de la Russie et n'est pas le seul en Europe: il la tient pour vindicative, malhabile, impulsive[1] et craint qu'involontairement elle ne fasse de l'irréparable. Il trouve, comme d'autres aussi, que les gouvernements de la troisième République et leur diplomatie ont par trop subi l'influence de la Russie, que dans l'alliance la France n'a cessé de faire le cheval, considérant la Russie comme la grande protectrice quand elle était surtout la grande obligée. Sir E. Grey craint que les conseils de modération de la France, ou ne soient pas donnés avec toute l'énergie désirable, ou ne soient pas écoutés. Il a donc, au début, refusé de s'engager avec la France et la Russie pour faire pression sur les empires centraux; — peut-être aussi s'est-il souvenu du lâchage d'Agadir[2] et craint-il une récidive, d'autant que c'est le

[1] Le 18 mars 1913, le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, écrivait à son gouvernement : « Cambon ne cache pas combien il est difficile de compter sur l'esprit brillant mais versatile des hommes politiques de Russie car ils jouent un double jeu, même avec la France. Cambon s'est plaint, en particulier, à maintes reprises, de l'influence conservée par M. Iswolsky, lequel poursuit une revanche personnelle contre l'Autriche-Hongrie et s'efforce de brouiller les cartes quand elle paraît gagner la partie. » *Belgische Aktenstücke*, 1905-1914, nº 102.

[2] Le 10 août 1911, le baron Guillaume adressait de Paris au ministre des Affaires étrangères de Belgique cette note : « Par mon rapport du 8 juillet, j'avais l'honneur de vous dire que, selon mes informations, M. Caillaux aurait regretté à cette époque que le gouvernement de la République ait mis autant d'insistance à prendre le mot d'ordre à Londres pour déterminer la position qu'il avait à prendre en présence de l'envoi d'un navire de guerre allemand à Agadir et qu'il n'aurait pas approuvé l'attitude prise alors par le cabinet de Saint-James. Ces informations semblent se confirmer. On m'assure que le premier geste de l'Angleterre

parti de M. Caillaux, sinon lui-même, qui contrôle la politique française. Aussi, décidé à conduire seul le débat, le 26, propose-t-il à la France, à l'Allemagne et à l'Italie « d'accréditer leurs ambassadeurs à Londres pour se réunir avec lui en conférence afin de trouver une solution qui empêche les complications »[1]; pour donner plus de poids à la suggestion, il arrête la démobilisation de la flotte qui vient d'achever ses manœuvres, et, cela fait, s'en va à Winchester pêcher à la ligne[2].

La France, l'Italie acceptent[3]; rien ne pouvait être plus désagréable à l'Autriche et à l'Allemagne. La conférence, c'est la solution du conflit remise à l'Europe, la victoire diplomatique escomptée impossible; c'est le débat public et solennel, conséquemment la fin du grabuge à deux et l'abandon forcé de la mobilisation commencée, le renversement du plan si savamment machiné et la fureur des états-majors; c'est aussi le *statu quo* européen consolidé, une réé-

---

aurait été de proposer à la France que les deux gouvernements envoient chacun, sans retard, deux navires de guerre dans les eaux d'Agadir. Le cabinet de Paris fit à cette proposition la plus vive opposition et l'on en resta là. » *Belgische Aktenstücke*, 1905-1914, n° 80.

[1] *Livre bleu*, n° 80.

[2] Je tiens le fait d'un témoin oculaire, — l'un des maîtres de notre École des Chartes. « Le 26 juillet 1914, m'écrit-il, j'étais allé passer la journée à Winchester et je me rendais à Sainte-Croix, abbaye voisine, quand le cocher qui me conduisait me montra un gentleman pêchant à la ligne, qu'il me dit être Sir Edward Grey. J'étais resté sceptique malgré son assurance, mais à la gare, le soir voyant le même personnage à l'écart et les voyageurs de l'express pour Londres les yeux tournés vers lui, je demandai à deux des voyageurs et à deux des employés qui était ce gentleman. Ils me répondirent sans hésiter : « C'est Sir Edward Grey; nous le connaissons bien, il vient souvent passer le dimanche ici. » Mes souvenirs sont bien précis, d'autant que cette rencontre et le calme du personnage me firent assez d'impression pour retarder mon retour à Paris, tant j'étais persuadé que l'Allemagne accepterait la conférence proposée par l'Angleterre. »

[3] *Livre bleu*, 49.

dition du coup si sensible de 1912, l'influence anglaise affirmée de nouveau dans les Balkans: la conférence, c'est la paix [1], c'est la catastrophe. Coûte que coûte il faut barrer une telle proposition, point directement, ce qui accuserait une volonté de guerre, mais de biais.

La Russie justement offre la tangente; c'était la première épreuve de cette diplomatie en ordre dispersé, qui devait, au cours de la guerre, avoir de si fâcheuses répliques. Pendant que Sir E. Grey faisait cette proposition, M. Sazonov, sur le conseil de M. de Pourtalès et sans prendre l'avis de ses alliés, proposait à l'Autriche un échange de vues à deux pour une revision de la note autrichienne [2]. Le gouvernement allemand, qui n'a pas pu ne pas accepter le principe de la médiation anglaise [3], saute sur ce prétexte d'un échange de vues direct entre la Russie et l'Autriche, et aussitôt se récuse [4]: le secrétaire d'État Jagow déclare avec quelque ambiguïté aux ambassadeurs d'Angleterre et de France que l'Allemagne

---

[1] Le prince Lichnowsky expose ainsi le projet de Sir E. Grey : « Nous discutâmes ensemble sa proposition de médiation qui devait aboutir à une interprétation acceptable pour les deux parties des deux points en litige. Sous sa présidence, nous nous serions réunis, M. Cambon, le marquis Imperiali et moi, et il eût été facile de trouver une formule acceptable pour ces points litigieux qui concernaient la participation des fonctionnaires autrichiens à l'enquête qui devait se faire à Belgrade. En une ou deux séances, avec de la bonne volonté, tout pouvait être arrangé, et l'acceptation de la proposition anglaise, à elle seule, aurait opéré une détente, et nos relations avec l'Angleterre eussent été encore améliorées. J'insistai fortement car, sans cela, c'était la guerre mondiale par laquelle nous avions tout à perdre et rien à gagner. Ce fut en vain. C'était, soi-disant, contraire à l'honneur de l'Autriche... Un seul geste de Berlin aurait suffi pour décider le comte Berchtold à se contenter d'un succès diplomatique et pour être satisfait de la réponse serbe. Mais ce geste ne fut pas fait. On poussa, au contraire, à la guerre. »

[2] *Livre orange*, 25.

[3] *Livre bleu*, 46.

[4] *Livre bleu*, 43.

ne mobilisera pas si la Russie ne mobilise que sur la frontière autrichienne, mais qu'elle sera dans l'obligation de le faire si elle le fait contre l'Allemagne, et, comme on lui demande ce qu'il entend par là, il répond que « le système de mobilisation de la Russie est chose si compliquée qu'il pourrait être difficile de se rendre compte d'une manière exacte de la localisation de la mobilisation. »[1]

Le 28, M. Sazonov reconnaît le piège où il est tombé. Son ambassadeur à Vienne, M. Schébéko, qui rentre seulement de vacances, essuie un refus en règle quand il expose au comte Berchtold la proposition russe, — et pour cause : à 12 heures, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie[2]. Le ministre autrichien informe en même temps le chancelier allemand que la Russie fait de vastes préparatifs militaires et lui demande de lui représenter qu'une telle mobilisation « équivaudrait à une menace contre l'Autriche et que par suite la monarchie, ainsi que son allié l'empire d'Allemagne, seraient obligés d'y répondre par des mesures militaires extrêmes » : « un langage net, ajoute-t-il, me paraît être en ce moment le moyen le plus efficace pour que la Russie prenne conscience de toute la portée d'une attitude menaçante. » Cette adjuration s'explique sans doute par l'avis officiel que vient de lui donner l'Italie « qu'elle considère la procédure de l'Autriche contre la Serbie comme une agression contre la Russie et qu'elle n'est pas tenue de se joindre à elle dans la guerre qui pourrait en résulter, en raison du caractère défensif de la Triple-Alliance. »[3]

[1] *Livre jaune*, 67. — *Livre bleu*, 43. — [2] *Livre rouge*, 40. — [3] *Livre rouge*, 45 et pièce XV.

V

LE CONSEIL DE POTSDAM : LES MILITAIRES L'EMPORTENT, LA GUERRE RÉSOLUE A BERLIN

Le 29 juillet 1914 est et restera l'une des journées les plus sombres de l'histoire de l'humanité; ce jour fut en effet celui où cette effroyable guerre devint inévitable, où les états-majors en Allemagne et peut-être en Russie débordèrent les politiques, où ceux-ci finirent par s'apercevoir que la mobilisation n'était pas un argument diplomatique et que le feu avec lequel ils avaient joué devenait un terrible incendie.

Au matin le chancelier de Bethmann-Hollweg mande l'ambassadeur britannique : « Nous avons, dit-il, immédiatement communiqué à Vienne la suggestion de médiation, mais il était trop tard, nous n'avons pu qu'approuver le gouvernement austro-hongrois de prendre quelques garanties irréfragables contre la Serbie ; nous présumons que les hostilités qui seront entreprises n'auront pour objet que d'assurer ces garanties ; Vienne a déclaré n'avoir pas de visées territoriales et nous lui avons fortement conseillé de parler ouvertement en ce sens. » En sortant de l'entretien, Sir E. Goschen voit M. de Jagow qui se dit très ému « des bruits de mobilisation en Russie et de la prise par la France de certaines mesures, que

d'ailleurs il n'a point spécifiées ». M. Cambon survient alors: l'Autriche ayant pénétré en Serbie et de ce fait satisfait son prestige militaire, qui empêche les quatre puissances d'examiner en commun la situation? — et il suggère l'idée d'une commission internationale pour contrôler l'enquête de police demandée par l'Autriche.[1]

Il apparaissait de plus en plus que la solution du conflit était à Londres: c'était le sentiment de M. Jules Cambon, c'était aussi celui du gouvernement allemand, mais dans des intentions différentes, car, tandis que du côté français on voyait la fin du conflit dans le *statu quo* balkanique, à Berlin on le recherchait dans le succès diplomatique de l'Autriche et l'humiliation de la Serbie, l'un et l'autre facilités par le désintéressement de l'Angleterre.

L'empereur Guillaume avait manœuvré dans ce sens; il s'était adressé directement au roi George et avait dépêché vers lui son frère le prince Henri. La démarche impériale ne semble pas contestable, mais le gouvernement allemand voulut en tirer des conclusions inadmissibles contre l'Angleterre; l'explication des faits est dans le rapprochement des dates. Le prince Henri fut reçu *le dimanche 26* par le roi George qui l'autorisa à transmettre *verbalement* au kaiser « que l'Angleterre demeurerait neutre si la guerre éclatait sur le continent et dans laquelle seraient engagées l'Allemagne et la France, l'Autriche et la Russie »: contrairement à sa promesse, le prince Henri *télégraphia* sur le champ le propos à son frère et le lui confirma verbalement ensuite le 29.[2] Ce

[1] *Livre bleu*, 75, 76. — *Livre jaune*, 92.
[2] René Puaux, *Les Études de la guerre*, cahier 1, Payot, 1917.

propos du roi, son authencité admise, s'explique par la date où il fut tenu : c'était le 26, le jour même où l'Angleterre proposait la conférence à quatre, que l'Allemagne devait repousser le 28; le gouvernement anglais était à ce moment dans une position de neutralité que le refus allemand devait lui faire abandonner le 29.

On a déjà donné les raisons de cette indécision de la politique anglaise : Sir E. Grey redoute les maladresses de la Russie, il craint que la politique française ne lui soit trop subordonnée et qu'à se mettre ouvertement dans le jeu il ne rende la Russie intransigeante. Il ne s'engage pas à fond, mais il ne cache pourtant pas à l'Autriche et à l'Allemagne sa résolution de ne pas rester à l'écart : si donc du côté russe comme du côté français on n'est pas assuré de sa coopération, de l'autre on ne peut non plus escompter sa neutralité. Le 28, Sir E. Grey suggère au gouvernement allemand « de proposer n'importe quel moyen permettant aux quatre puissances de combiner leur influence pour empêcher la guerre entre l'Autriche et la Russie »[1] et pour donner du poids à la suggestion, il arrête la démobilisation de la flotte. Le 29, portant ce dernier fait à la connaissance des ambassadeurs d'Allemagne et de France, il déclare au prince Lichnowsky qu'il n'y a là rien qui ressemble à une menace ou à une pression, pourtant « si la question devenait telle que nous croyions que les intérêts britanniques exigent notre intervention, il faudrait intervenir immédiatement et que notre décision fût très rapide » ;[2] mais en même

[1] *Livre bleu,* 84.
[2] *Livre bleu,* 89.

temps, il fait savoir à M. Paul Cambon qu'il ne faut rien exagérer, que le gouvernement anglais a toujours évité de se laisser entraîner dans une guerre pour la suprématie du Teuton ou du Slave dans les Balkans. « Si l'Allemagne devenait impliquée et puis la France, nous n'avons pas décidé ce que nous ferions »; l'affaire est différente de celle du Maroc, la signature de l'Angleterre était alors engagée, elle ne l'est pas dans le cas présent[1]. La nuance était hors de la portée d'un Prussien: nation loyale, l'Angleterre mettait au-dessus de tout le respect de la parole donnée, comme d'ailleurs la France à l'égard de la Russie.

C'est sur ce respect de la parole donnée, de la signature, sur ce sens de l'honneur que déjà se faisait le partage sentimental de l'Europe et que s'établissaient les positions des deux groupes de puissances.

Par leur souci de tenir leurs engagements, la France, l'Angleterre, la Belgique bientôt grandirent leur prestige; l'Allemagne, l'Autriche se mirent au ban du monde et méritèrent une mésestime éternelle pour s'être comportées en personnes malhonnêtes. L'attitude de la Russie n'est pas encore très précisée : au pire, il se pourrait qu'on ait à reconnaître qu'à cette heure si redoutable elle ait fait le jeu de l'Allemagne par des imprudences et une première manifestation de cette anarchie qui devait si vite la mener à la catastrophe; mais, ce pire admis et qu'elle ait, le 29, mobilisé contre l'Allemagne avant la lettre, elle n'eût fait, au surplus, que ce que depuis huit jours et plus l'Allemagne faisait contre la France. C'est là,

---

[1] *Livre bleu,* 97.

d'ailleurs, une impression plus qu'un jugement, encore impossible en l'état actuel de la documentation : sur l'un des points décisifs, le déclenchement de la mobilisation russe, on n'a que la relation des procès faits par le gouvernement révolutionnaire russe au chef d'État-Major général Janouschkevitch et au ministre de la guerre du gouvernement tsariste Soukhomlinov, relation transmise par la presse allemande. Il faut se tenir même quant aux faits sur la plus expresse réserve et ne pas oublier qu'on n'a entendu qu'une cloche, et dont le son est terriblement suspect puisque l'un des sonneurs, Soukhomlinov, quand il fit ces aveux, qui servaient si bien les intérêts des responsables allemands, était sous l'inculpation de haute trahison. De telles sources sont infiniment suspectes et les faits doivent être rapportés avec méfiance ; pourtant l'historien ne peut les rejeter *a priori*, et, en tous cas, ils ne feraient que rehausser l'irréprochable attitude de la France.

Le 27, le gouvernement allemand avait déclaré à Pétersbourg que la mobilisation russe entraînerait la mobilisation allemande[1]; le secrétaire d'État avait bien spécifié à Sir E. Goschen et à M. Cambon qu'il ne visait que la mobilisation russe contre l'Allemagne, mais il avait pris garde d'ajouter que les opérations de la mobilisation russe étaient si compliquées qu'on ne pouvait exactement savoir quand elles prendraient ce caractère. Le 28, à la suite de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie,

---

[1] *Livre rouge*, 46.

l'ambassadeur russe à Vienne, M. Schébéko, télégraphie sur le coup à son gouvernement que « le décret de mobilisation générale était signé »[1]. L'Autriche n'avait signifié officiellement qu'une mobilisation partielle[2], mais il semble bien que sous son couvert elle ait effectivement commencé à mobiliser sur la frontière russe[3]. Sur ce renseignement de M. Schébéko, M. Sazonov informe Berlin que le gouvernement impérial annoncera, le lendemain 29, la mobilisation des arrondissements militaires limitrophes de l'Autriche sans qu'il faille voir dans cette mesure rien d'agressif contre l'Allemagne[4], et en même temps il prie l'Angleterre de pousser la médiation pour faire immédiatement suspendre l'action militaire de l'Autriche contre la Serbie[5]. Le chancelier Bethmann, de son côté, représente à Sir E. Goschen la gravité de la situation et le prie d'informer Sir E. Grey de son désir de travailler avec l'Angleterre au maintien de la paix générale et qu'il va tâcher d'amener Vienne et Pétersbourg « à examiner ensemble la situation de la façon la plus amicale »[6], — et M. de Pourtalès à Pétersbourg prie également Sir G. Buchanan de donner à M. Sazonov des conseils modérateurs[7]. C'est également vers le tsar que se tourne l'empereur Guillaume ; il lui télégraphie, le 28, à 22 h. 45, sa vive inquiétude et qu'il comprend ses difficultés à résister aux manifestations de l'opi-

---

[1] *Livre orange,* 47.
[2] *Livre bleu,* 71.
[3] *Livre jaune,* 90.
[4] *Livre bleu,* 70.
[5] *Livre orange,* 48.
[6] *Livre bleu,* 71.
[7] *Livre bleu,* 72.

nion : « J'use de toute mon influence, ajoute-t-il, pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie, je compte bien que tu me secourras dans mes efforts... Nous avons, comme tous les souverains, un intérêt commun à insister pour que ceux qui sont moralement responsables de ce terrible meurtre reçoivent le châtiment qu'ils méritent »[1].

C'était assurément moins de l'opinion russe, — existait-il une opinion russe? — que Nicolas II avait à subir la pression que de son État-Major, de plus en plus conscient de la nécessité de la mobilisation, non pas partielle, mais générale, car il voyait l'Allemagne derrière l'Autriche. La déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie fit exploser les sentiments encore contenus, et le 29, à 10 heures, le tsar signait l'ukase de mobilisation[2].

S'agissait-il d'une mobilisation partielle ou d'une mobilisation générale? Le point est encore assez confus; il semblerait que le tsar signa la mobilisation générale, mais qu'il prescrivit de ne procéder qu'à une mobilisation contre l'Autriche et ordonna au chef d'État-Major général d'informer M. de Pourtalès que cette mobilisation n'était pas tournée contre l'Allemagne. Sur le conseil de M. Sazonov, Janouschkevitch, au lieu de l'ambassadeur, vit l'attaché militaire allemand, c'est-à-dire le représentant du grand État-Major : « Je lui donnai ma parole d'honneur, a déclaré Janouschkevitch, que la mobi-

---

[1] *Livre blanc*, 20.

[2] René Puaux, *Les Études de la guerre*, cahier 2, et les débats du procès Soukhomlinov, d'après les journaux allemands, et toutes réserves faites à nouveau sur la valeur de cette dernière source.

lisation n'était pas déclarée, le major ne me crut pas; je lui offris de le lui certifier par écrit, ce qu'il refusa poliment; je me sentais en droit de lui donner une telle déclaration par écrit, car une mobilisation en ce moment n'avait pas encore eu lieu; l'ukase de mobilisation était encore dans ma poche ». Au sortir de l'entrevue, l'attaché militaire rend compte à Berlin qu'en présence des appels effectués il considère cet entretien « comme une tentative de nous induire en erreur »[1]. A 13 heures, après la signature de l'ukase de mobilisation, Nicolas télégraphie encore à Guillaume le pressant d'agir sur l'Autriche: « Je prévois que très prochainement je ne pourrai plus longtemps résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre[2] ». Dans le même temps M. Sazonov voit M. de Pourtalès, qui l'informe de la part du chancelier de l'action modératrice exercée à Vienne. Rien dans les mesures militaires de la Russie ne vise l'Allemagne, déclare M. Sazonov, et notre désir est de venir à une conversation à quatre. — Plutôt des explications directes avec Vienne, conseille M. de Pourtalès. — D'accord, et un terrain de compromis sera facile à trouver, conclut M. Sazonov[3].

Le 29, dans la matinée, le Président de la République et le Président du Conseil sont enfin rentrés à Paris : leur premier soin est de déclarer à la Russie qu'elle peut compter sur l'alliance de la France[4]. C'était

[1] *Livre blanc*, introduction.
[2] *Livre blanc*, 21.
[3] *Livre bleu*, 78. *Livre orange*, 49.
[4] *Livre orange*, 55. — « M. Viviani, télégraphie M. Isvolski, vient de me confirmer l'entière résolution du gouvernement français d'agir d'accord

assez naturel, car personne n'eût admis que la France ne fît pas honneur à sa signature. Après coup on se demande s'il n'eût pas été préférable de retarder un peu cette déclaration, mais il faut voir la situation du moment, sous la menace allemande et la frontière quasi-insultée : la patience n'est pas toujours facile quand on est pris à la gorge. Et d'ailleurs rien n'est plus terrible que l'absence dans de tels moments ; le voyageur « n'est plus à la page », et c'est peut-être une des preuves les plus accablantes des mauvais desseins de l'Allemagne et de l'Autriche que d'avoir fait éclater le conflit quand les chefs du gouvernement français étaient hors de France et d'avoir mis ainsi le gouvernement le plus pacifique d'Europe dans l'impossibilité d'exercer toute son influence.

Ainsi l'Autriche mobilise pour écarter la Russie de la Serbie; l'Allemagne mobilise contre la France pour qu'elle presse la Russie de ne pas bouger; la Russie à son tour, le 29, après ce double exemple, se dispose à mobiliser pour intimider l'Allemagne et l'amener à imposer un arrêt à l'Autriche. Partout la même méprise formidable, la mobilisation suprême instrument de pression diplomatique, moyen désespéré de conserver la paix : conception de civils ! Le grand État-Major allemand ne partage pas cette illusion : pour lui, la mobilisation c'est nécessairement la guerre, car, une fois commencée, c'est le secret du plan de concentration découvert, l'État-Major français averti de la surprise qu'on lui a préparée et qui prendra des mesures pour défendre le coin de sa frontière

avec nous : cette résolution est soutenue par les cercles les plus étendus et par les partis, y compris les radicaux-socialistes qui viennent de lui présenter une déclaration exprimant la confiance absolue et les dispositions patriotiques du groupe. »

par où il n'a pas vu qu'on l'attaquerait; c'est la mise en train et l'accélération de la mobilisation russe, l'Allemagne hors d'état de combattre ses deux ennemis isolément et condamnée à la défensive sur ses deux frontières.

La mobilisation allemande contre la France — et contre la France seule — avait été poussée ces derniers jours, les opérations de concentration avaient même commencé sur quelques points. Le 27, les troupes prenaient leurs positions de couverture sur la frontière du Luxembourg ; le 28, la couverture est partout en place sur la frontière de Lorraine et d'Alsace et ses troupes ont été relevées dans leurs garnisons, car, la veille, les hommes des classes 1907 à 1911 ont reçu leur convocation. Ce jour même, 29, dans toute l'Allemagne, les « Ersatz-Reservist », qui devaient attendre l'ordre secret leur assignant le jour et le lieu de leur convocation, reçoivent le feuillet rouge leur fixant ce jour et ce lieu [1]. De notables mouvements de concentration ont commencé : des régiments sont envoyés, pendant la nuit, de Cologne à Trèves; le consul de France à Francfort y signale l'arrivée de régiments en tenue de campagne par les routes de Darmstadt, Cassel et Mayence; les ponts de chemins de fer sont gardés; toute la production des moulins d'Illkirch en Lorraine est réquisitionnée pour l'armée; à Strasbourg, des canons automobiles sont installés pour le tir sur aéroplanes [2].

C'est dans ces conditions que le 29, à 17 h. 30, s'ouvrit à Potsdam le conseil où fut décidée la guerre et qui réunissait, sous la présidence de l'empereur, le

[1] *Mensonge du 3 août 1914.*
[2] *Livre jaune*, 88-89.

chancelier de Bethmann, le secrétaire d'État Jagow, le ministre de la Guerre Falkenhayn, le ministre de la Marine Tirpitz, le chef d'État-Major général de Moltke, le chef d'État-Major de la Marine von Pohl, le quartier-maître général von Plessen, le général von Lycker, l'amiral von Muller, ces deux derniers du cabinet de l'empereur : en somme, sur dix assistants, sept militaires.

Un grand mystère recouvre encore cette délibération. La seule précision qu'on ait est le mot fameux de M. de Jagow: « A Potsdam, les militaires l'ont emporté »; elle suffit et éclaire tout, car elle montre la tournure du débat et l'ascendant qu'y prirent les militaires.

La situation, durent-ils dire, est unique : la couverture est en place sur toute la frontière, les premières masses d'attaque sont déjà dans les camps de l'Eifel prêtes à déborder sur le Luxembourg et puis sur la Belgique; l'État-Major français n'a pas vent de la surprise qui lui est ménagée, il attend une attaque à l'est et ne se garde pas vers le nord. La base de notre manœuvre est la rapidité, dès maintenant les mesures que nous avons prises nous l'assurent, nous avons l'avance, mais nous ne la garderons pas si les choses traînent et qu'on laisse la mobilisation russe se faire. Le compte de la France doit être réglé en six semaines, faute de quoi la menace russe remettra tout en question : il faut brusquer le mouvement, nous avons notre maximum de chances, chaque jour de retard en est une en moins, donc sur-le-champ la guerre à la France. Autrement c'est le secret de notre concentration découvert, et déjà ailleurs qu'en France on se méfie : les Pays-Bas hier ont décrété la

mobilisation[1], la Belgique vient aujourd'hui de mettre son armée sur le pied de paix renforcé[2]; si l'on tarde, l'État-Major français finira par comprendre.

Ainsi mis sur le bord de l'abîme, l'empereur et le chancelier eurent-ils le frisson et comme un instinct de conservation pacifique? Guillaume a dit maintes fois: « Je n'ai pas voulu cela! » mais comment croire à une parole allemande, même impériale?[3] Une grosse préoccupation les assiégeait: que fera l'Angleterre? Le plan de guerre est basé sur la violation de la Belgique, comment à Londres prendra-t-on la chose? Puis brusquer le mouvement, comme on le demande, c'est prendre l'initiative de l'agression, or les alliances de l'Allemagne sont défensives, déjà l'Italie a lâché, l'Autriche est capable d'hésiter à la dernière heure; l'Allemagne doit donner l'impression qu'elle est attaquée; il faut le temps de préparer une telle situation et de trouver un prétexte.

Aux voix « les militaires l'emportèrent »; la guerre dut être résolue et la mobilisation générale décidée en principe, le gouvernement laissé maître de l'heure et des moyens, mais le mandat dut être impératif.

---

[1] *Livre gris*, n° 11.
[2] *Livre gris*, n° 8.
[3] Surtout après la déclaration de Guillaume, du 16 juin 1918 : « Le peuple allemand ne vit pas clairement, quand la guerre éclata, quelle signification elle aurait. *Moi je le savais très exactement.* Aussi la première explosion d'enthousiasme ne put m'aveugler ni apporter de changement à mes projets et à mes calculs ».



VI

LA VEILLÉE DES ARMES : L'ALLEMAGNE CHERCHE DES PRÉTEXTES DE GUERRE, L'AUTRICHE A L'AIR D'HÉSITER, L'ANGLETERRE ATTEND

Le 29 juillet, avant le conseil de Potsdam, — à la demande du comte Berchtold, inquiet de la mobilisation partielle de la Russie[1], — le chancelier allemand avait mandé à M. de Pourtalès d'appeler l'attention du gouvernement russe sur la réplique qu'amènerait en Allemagne comme en Autriche la continuation de la mobilisation. Et Guillaume II lui-même, à 18 h. 30, — donc au début même du conseil de Potsdam, si les heures données sont exactes, — télégraphiait personnellement à Nicolas de ne considérer la conduite de l'Autriche que « comme une tentative d'obtenir toutes garanties que les promesses de la Serbie seront exécutées en fait » et de continuer à tenir la Russie « dans son rôle de spectatrice ». « Je crois, ajoutait-il, qu'une entente directe entre ton gouvernement et Vienne est possible et désirable, attendu que mon gouvernement essaie de toutes ses forces de la favoriser, mais naturellement

[1] *Livre rouge*, 48.

des mesures militaires de la Russie hâteraient la calamité. »[1]

M. de Pourtalès fit la démarche près de M. Sazonov; il exposa que, la Russie s'étant décidée à mobiliser, tout échange de vues devenait fort difficile et qu'il fallait laisser l'Autriche régler seule ses affaires avec la Serbie : « j'ai ajouté très gravement que, pour le moment, toute la question austro-serbe passait à l'arrière-plan en présence du danger d'une conflagration européenne et je me suis donné toutes les peines du monde pour faire ressortir ce danger. »[2] M. de Pourtalès força-t-il le ton? M. Sazonov comprit-il ce qu'il craignait et plus qu'on ne lui avait dit? En fait il déclarait aussitôt à M. Paléologue et télégraphiait à M. Isvolski que « l'ambassadeur d'Allemagne lui a communiqué la résolution prise par son gouvernement de mobiliser si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires; il ne nous reste plus, ajoutait-il, qu'à accélérer nos propres armements et à compter avec l'inévitabilité probable de la guerre; veuillez en avertir le gouvernement français et lui exprimer notre sincère reconnaissance pour la déclaration que l'ambassadeur de France m'a faite en son nom, en disant que nous pouvions compter entièrement sur l'appui de la France. »[3] Dans la soirée, il y eut à Pétersbourg un conseil des ministres, et le chef d'État-Major y fit contresigner l'ukase de mobilisation par les trois ministres dont la loi exigeait la signature.

---

[1] *Livre blanc*, 22.
[2] *Livre blanc*, introduction.
[3] *Livre orange*, 58. Le *Livre jaune* ne mentionne pas les instructions ainsi données à M. Paléologue; elles ne sauraient toutefois être mises en doute après la dépêche de M. Isvolski (*Livre orange*, 55) et les déclarations de M. Sazonov.

Le tsar reçoit à 23 heures le télégramme de Guillaume II : il téléphone aussitôt au général Janouschkevitch de ne pas commencer la mobilisation générale et de ne poursuivre que la mobilisation partielle contre l'Autriche ; le chef d'État-Major répond que ce serait extrêmement difficile. Nicolas II alors appelle au téléphone le ministre de la Guerre et lui ordonne net de retirer l'ordre de mobilisation. Soukhomlinov avoue qu'il sentit alors « la terre se dérober sous lui » ; il répond que c'est techniquement impossible ; le tsar nonobstant maintient son ordre et télégraphie au kaiser : « Je te remercie de ton télégramme conciliant et amical alors que les communications officielles faites aujourd'hui par ton ambassadeur à mon ministre ont été d'un ton très différent ; je te prie de tirer au clair la cause de cette différence ; il vaudrait mieux soumettre le problème austro-serbe à la conférence de La Haye. »[1]

Pendant ce temps Janouschkevitch s'abouchait avec Soukhomlinov : l'empereur m'a signifié l'arrêt de la mobilisation, que faire ? — ne faites rien, répond le ministre. Le chef d'État-Major va chez M. Sazonov et le convainc de l'impossibilité de suspendre la mobilisation. Le 30, au matin, Soukhomlinov voit le tsar : « j'ai, a-t-il déclaré depuis, menti au tsar et je lui ai expliqué que la mobilisation n'avait eu lieu que dans le Sud ; ce jour-là j'ai failli perdre la tête, je savais que la mobilisation générale était en plein cours et qu'il était impossible de l'arrêter ; heureusement que le même jour on arriva à changer la conviction du tsar et j'eus des remerciements pour la façon heureuse dont

[1] Reinach, *Histoire de 12 jours*, p. 364.

j'avais organisé la mobilisation, sans quoi il y a longtemps que j'aurais été jeté en prison. »[1]

Si ces aveux devaient être reconnus authentiques, ce serait ainsi qu'aurait été fourni à l'Allemagne le prétexte de sa mobilisation contre la France, car, redisons-le, c'était contre la France et contre la France seule que l'Allemagne mobilisait. Au surplus, le gouvernement russe, ce jour-là même où il décidait la mobilisation générale, semblerait avoir laissé ignorer à la France la résolution qu'il aurait prise, puisque M. Paléologue informait le gouvernement français que « l'ordre de mobilisation sera expédié, cette nuit, aux *13 corps d'armée* destinés à opérer éventuellement contre l'Autriche. »[2]

La grosse inquiétude pour le gouvernement alle-

---

[1] Ces détails sont tirés des dépositions de Janouschkevitch et de Soukhomlinov au procès de ce dernier : il y a donc lieu de renouveler une fois de plus les réserves expresses déjà faites.

Les mêmes réserves s'imposent pour la déclaration du colonel prince Toundoutov qui fut recueillie et publiée par *Norddeutsche Allgemeine Zeitung.* Le prince Toundoutov, aide de camp du grand-duc Nicolas, était en juillet 1914 officier de liaison près du chef d'État-Major Janouschkevitch ; il aurait assisté à cette scène qu'il a rapportée ainsi au dit journal :

« Pendant la nuit où le Tsar téléphona au général Janouschkevitch pour lui demander de retirer l'ordre de mobilisation, je me tenais dans la chambre contiguë au cabinet de travail du général, je pouvais suivre exactement tout ce qui s'y passait... A la suite de la conversation du Tsar avec Janouschkevitch qui avait reçu l'ordre d'arrêter la mobilisation, celui-ci, d'après mes souvenirs, téléphona d'abord à son intime ami Sazonov. Aussitôt après il appela de nouveau le Tsar et lui fit connaître que le retrait de l'ordre de mobilisation n'était plus possible parce qu'il était déja donné et que les troupes l'avaient reçu ; tout était en cours, on ne pouvait plus arrêter la mobilisation. J'entendais distinctement la voix sonore du général. *Sa déclaration était un mensonge : sur la table, devant lui, se trouvait encore l'ordre de mobilisation signé qu'il ne fit partir qu'immédiatement à la suite de l'entretien avec le Tsar.* » (*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, n° du 13 juin 1918, d'après le *Bulletin quotidien de Presse Étrangère,* du Ministère de la Guerre, n° 842, du 21 juin 1918.)

[2] *Livre jaune,* 91.

mand était dans l'attitude éventuelle de l'Angleterre; on se flattait bien qu'elle resterait hors du débat[1], mais on n'en était pas sûr et sa neutralité était nécessaire. Le chancelier Bethmann voulut en avoir le cœur net, et, le 29, le conseil de Potsdam à peine fini, il mande l'ambassadeur britannique. « La Russie, lui explique-t-il, a mobilisé 14 corps d'armée sur la frontière autrichienne; si elle attaque l'Autriche, une conflagration européenne est à craindre; assurément l'Angleterre ne laissera pas écraser la France, mais tel n'est pas notre but et nous donnerions volontiers toutes assurances que nous ne poursuivons au détriment de la France aucune acquisition territoriale, sauf pour ce qui est des colonies. » Et alors, découvrant à Sir E. Goschen le plan de guerre allemand, — inexplicable imprudence! — il déclare « que les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France, mais qu'après la guerre l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne », et il termine en faisant luire l'espoir d'une entente avec l'Angleterre[2].

Ce fut là l'une des plus lourdes fautes de psychologie de la diplomatie allemande, car M. de Bethmann posait précisément la question sur le seul terrain où l'Angleterre était résolue à intervenir. La réponse de Sir E. Grey à cette inconvenante suggestion restera un des plus beaux écrits de cette guerre et l'une des plus nobles pages de l'histoire d'Angleterre : « Le gouvernement de Sa Majesté ne peut accueillir un seul instant cette proposition du chancelier. Ce qu'il

[1] *Livre jaune*, 92.
Livre bleu, 85.

nous demande, en effet, c'est de nous engager à rester à l'écart en attendant qu'on se saisisse des colonies françaises et que la France soit battue, pourvu que l'Allemagne ne prenne pas de territoire français. Ainsi la France, sans qu'on lui enlève de territoire en Europe, pourrait être écrasée au point de perdre sa position de grande puissance et devenir subordonnée à la politique allemande. Ce serait une honte pour nous que de passer un tel marché aux dépens de la France, une honte dont la bonne renommée de notre pays ne se remettrait jamais. » Et, non moins catégorique et dédaigneux, Sir E. Grey repoussait le marché au sujet de la neutralité de la Belgique et prévenait « que l'Allemagne ne devait pas compter sur la neutralité de la Grande-Bretagne dans toutes les éventualités susceptibles de se présenter »[1].

Avec la France ce fut la manière forte. Avant le conseil de Potsdam, le gouvernement allemand avait donné au baron de Schoen l'ordre de parler au gouvernement français « des préparatifs de guerre de la France » et de lui représenter que « de telles mesures forceraient à proclamer le danger de guerre »[2],

---

[1] *Livre bleu*, 101-102. — Le prince Lichnowsky écrit à ce sujet : « L'opinion s'affermit de plus en plus que nous voulions la guerre à tout prix ; autrement notre attitude, dans une question qui ne nous regardait tout de même pas directement, était incompréhensible. Les prières instantes et les explications précises de M. Sazonov, plus tard les télégrammes presque humbles du tsar, les propositions répétées de Sir Edward, les avertissements du marquis di San Giuliano et de M. Bolati, mes conseils pressants, rien ne servit. A Berlin on maintenait que la Serbie devait être massacrée. Plus j'insistais, moins on voulait céder... Alors, en dernier, on se résolut, le 29, à *l'avertissement* connu. Je répliquai ce que j'avais toujours dit, que nous aurions à compter avec l'antagonisme des Anglais, au cas où on en viendrait à une guerre avec la France. Le ministre me répondit : — Si la guerre éclate, ce sera la plus grande catastrophe que le monde ait jamais vue. »

[2] *Livre blanc*, 17 ; *Livre jaune*, 101.

— l'éternelle et invariable querelle d'Allemand! — Le mot de *Kriegsgefahr* (danger de guerre) était sorti pour la première fois; fut-il prononcé par M. de Schoen? Dans l'affirmative il est à présumer qu'il ne dut pas être pleinement compris, car on ne savait guère en France ce qu'il signifiait. M. Viviani, quand M. de Schoen remplit ses instructions, vit seulement que par cette noise l'Allemagne cherchait un prétexte à déclaration de guerre. Les nouvelles reçues ne laissaient aucun doute: les troupes de garnisons limitrophes avaient serré sur la frontière et les corps d'armée voisins les avaient relevées et renforcées; une concentration était signalée sur la frontière luxembourgeoise et même près de la frontière hollando-belge vers Maëstricht; M. Jules Cambon télégraphiait que des contingents de l'Allemagne centrale partaient vers la frontière française; les consuls allemands remettaient à leurs ressortissants leurs ordres d'appel[1]; c'était la mobilisation. Le piège était patent, le gouvernement français l'évita: le 30, au matin, le conseil des ministres décidait que les troupes de couverture seraient retenues à 10 kilomètres de la frontière avec interdiction de s'en rapprocher davantage.

Cette mesure a été depuis lors critiquée; ces critiques ne paraissent pas fondées: j'y verrais plutôt un acte de haute sagesse politique et même stratégique, une affirmation inconsciente peut-être du sens de la guerre prochaine. Une telle mesure avait pour conséquence de rendre impossible le plan de guerre, plus que scabreux, élaboré par notre État-

---

[1] *Mensonge du 3 août.*

Major; il comportait, en effet, l'abandon des crêtes des Vosges, et la rude mission assignée à la 1re et la 2e armées devenait quasi impraticable, l'offensive de notre aile droite était plus que compromise. On a déjà, à deux reprises[1], démontré qu'elle n'entraîna nullement l'abandon de la région de Briey, qui était avant la guerre dans les plans de l'État-Major, et où il n'y avait, au surplus, aucune défense. D'ailleurs le gouvernement allemand ne venait-il pas de découvrir à Sir E. Grey son dessein d'attaquer par la Belgique, et comment après cela put-on persister dans des projets préétablis d'offensive généralisée?

Aussitôt M. Viviani télégraphie à M. Paul Cambon d'aviser Sir E. Grey: « Notre plan, dit-il, conçu dans un esprit d'offensive, prévoyait pourtant que les positions de combat de nos troupes de couverture seraient aussi rapprochées que possible de la frontière; en livrant ainsi une bande de territoire sans défense à l'agression soudaine de l'ennemi, le gouvernement de la République tient à montrer que la France, pas plus que la Russie, n'a la responsabilité de l'attaque »[2]. Et M. Paul Cambon, en même temps qu'il faisait cette communication au gouvernement britannique, lui rappelait les lettres que Sir E. Grey et lui-même avaient échangées, les 22 et 23 novembre 1912, pour convenir que « dans le cas où la paix d'Europe serait sérieusement menacée, les deux gouvernements examineraient immédiatement s'ils devaient agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix et discuteraient les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun ».

---

[1] Voir plus haut, pages 70 et 132.
[2] *Livre bleu*, 105.

De son côté le Président de la République demandait à l'ambassadeur d'Angleterre d'insister près de son gouvernement pour qu'il se déclarât prêt à venir en aide à la France : « s'il y a une guerre générale sur le continent, affirmait M. Poincaré, l'Angleterre y serait entraînée pour la protection de ses intérêts vitaux ; une telle déclaration empêcherait presque certainement l'Allemagne de partir en guerre. »[1]

Sir E. Grey répondit seulement à M. Paul Cambon que le cabinet se réunirait dans la matinée du lendemain et qu'il le verrait après : il n'estimait pas que l'heure de l'Angleterre fût encore venue, et puis il escomptait malgré tout de bons effets d'une négociation nouvelle qu'il venait d'entreprendre.

Le 29, en effet, Sir E. Grey avait fait la proposition suivante : que l'Autriche, une fois Belgrade et le territoire serbe avoisinant occupé, se déclare prête à cesser son avance et à discuter comment on pourrait arriver à un règlement complet ; que la Russie consente également à discuter et à suspendre tous nouveaux préparatifs militaires pourvu que les autres puissances en fassent autant[2]. Il avait prié le gouvernement allemand, et le roi George lui-même avait demandé à l'empereur « d'user de sa grande influence pour décider l'Autriche à accepter cette proposition. »[3] Les *Livres blanc* et *rouge* se gardent de nous dire si cette démarche fut faite. Le sous-secrétaire d'État Zimmermann déclara bien à Sir E. Goschen qu'il avait transmis la demande,

---

[1] *Livre bleu*, 99.
[2] *Livre bleu*, 103.
[3] *Livre blanc*, 30 A.

mais qu'il n'avait pas reçu de réponse[1], mais dans le même temps M. de Jagow affirmait différemment à M. Jules Cambon que « pour gagner du temps » il avait décidé d'agir directement et seulement demandé à l'Autriche ce qu'elle accepterait comme terrain de conversation, que d'ailleurs la mobilisation compromettait le succès de la démarche. « Les chefs de l'armée, ajoutait-il, insistent, car tout retard est une perte de temps pour l'armée allemande »[2]; et à Sir E. Goschen il confirmait qu'il faudrait bientôt faire quelque chose, car « la mobilisation allemande porte sur trois côtés »[3], — nouvelle indication des projets sur la Belgique.

A défaut des conseils de l'Allemagne, la tournure des événements et la résolution de la Russie semblaient avoir donné à réfléchir aux gouvernants de Vienne. La presse avait fait le silence sur la mobilisation russe, et dans la matinée du 30, le comte Berchtold et M. Schébéko s'étaient entretenus : les préparatifs de la Russie, affirme l'ambassadeur russe, répondent seulement aux vôtres et indiquent l'intention et le droit du tsar d'émettre son avis dans la question serbe ; — les mesures de mobilisation en Galicie, lui est-il répondu, n'ont aucune intention agressive ; — de part et d'autre on s'appliquera à éviter que ces mesures soient mal interprétées, les pourparlers seront repris à Pétersbourg entre MM. Sazonov et Szapary et l'on cherchera un accommodement compatible avec la dignité et le prestige des deux empires[4]. Au sortir de l'entretien, M. Sché-

[1] *Livre bleu*, 98.
[2] *Livre jaune*, 109.
[3] *Livre bleu*, 98.
[4] *Livre rouge*, 50.

béko affirmait à Sir M. de Bunsen que son gouvernement tiendrait un compte beaucoup plus large qu'on ne le supposait des exigences de la monarchie, et l'ambassadeur anglais l'assurait que Londres approuverait cette procédure[1].

Une impression très nette de détente se manifestait dans cette matinée du 30 juillet.

Les perplexités du gouvernement allemand augmentaient; il avait mandat de décréter au plus vite la mobilisation, mais en ces quelques heures les événements avaient changé : la Russie s'était abouchée avec l'Autriche, l'Angleterre avait réservé sa liberté d'action et même laissé pressentir son hostilité, et c'était un gros danger; l'État-Major assurait bien que la France serait mise à genoux avant que l'Angleterre pût venir à son secours, mais si ce calcul était trompé, l'Allemagne se verrait dans une situation terrible, avec la mer fermée et la quasi-impossibilité de se ravitailler, c'était alors la guerre de durée qu'on voulait surtout éviter. Aussi ces gouvernants devant une pareille responsabilité hésitaient-ils; l'État-Major insistait : « Les autorités militaires, — écrivait M. Jules Cambon sur le rapport de M. Zimmermann, — pressent beaucoup pour que la mobilisation soit décrétée parce que tout retard fait perdre à l'Allemagne quelques-uns de ses avantages; cependant jusqu'à présent on aurait réussi à combattre la hâte de l'État-Major, qui dans la mobilisation voit la guerre »; et notre ambassadeur ajoutait : « J'ai les plus fortes raisons de penser que toutes les mesures de mobilisation qui peuvent être réalisées avant la publication de l'ordre général de mobilisation sont

[1] *Livre jaune*, 104.

prises ici où l'on voudrait nous faire publier notre mobilisation les premiers pour nous en attribuer la responsabilité. »[1]

Or ce même jour du 30, entre 12 heures et 12 h. 30, paraissait, dans le *Lokal Anzeiger*[2], l'annonce que « l'empereur a signé l'ordre de mobilisation générale de l'armée et de la flotte », et instantanément, — 12 h. 35, — la nouvelle était télégraphiée à Paris au *Temps*. L'édition du journal allemand fut saisie, mais la nouvelle n'en fut pas moins transmise à l'étranger et l'ambassadeur de Russie la télégraphia sur-le-champ à son gouvernement[3]; ce ne fut qu'à 14 heures que M. de Jagow téléphonait aux ambassadeurs de France et de Russie que la nouvelle était fausse[4]. Celui qui donna cette nouvelle au *Lokal Anzeiger* signa son crime; lever son anonymat serait peut-être découvrir le vrai responsable de la guerre. Et par une coïncidence singulière, à Paris, le même jour, à la même heure, le *Paris-Midi* annonçait que dans deux réunions de ministres, tenues pendant la nuit à l'Élysée, « les plus graves décisions ont été prises et que la mobilisation de quatre classes a été envisagée ». Le journal fut également saisi et une information judiciaire ouverte.

---

[1] *Livre jaune*, 105.

[2] Ce journal était nettement belliqueux et soutenu par Krupp et les métallurgistes, *Mensonge du 3 août*, p. 71.

[3] *Livre orange*, 61.

[4] *Livre rouge*, 105.



VII

LA CROISADE DE L'HONNEUR : L'ALLEMAGNE DÉCOUVRE SES PROJETS SUR LA BELGIQUE

Le 31, à la première heure, le gouvernement austro-hongrois décrétait la mobilisation générale. Portant le fait à la connaissance des légations, le comte Berchtold affirmait que ces mesures purement défensives étaient prises sous la pression des préparatifs russes, mais qu'entre les cabinets de Vienne et de Pétersbourg les pourparlers continuent et qu'il espère qu' « ils aboutiront à un apaisement général »[1]; on escompte toujours à Vienne « une abstention complète de l'Angleterre ».[2]

Presque au même moment, l'ordre de mobilisation générale était lancé à Pétersbourg pour l'ensemble de l'armée et de la flotte[3] : la mesure avait été prise « sur le rapport de l'ambassadeur russe à Vienne que l'Autriche s'est décidée à ne pas s'en rapporter à l'intervention des puissances, qu'elle met en mouvement ses troupes contre la Russie aussi bien que contre la Serbie, que l'Allemagne fait d'actifs préparatifs militaires et que la Russie ne peut se laisser devancer »[4]. Le tsar télégraphie aussitôt à Guil-

[1] *Livre rouge*, 53 ; *Livre orange*, 66.
[2] *Livre gris belge*, 24.
[3] *Livre rouge*, 52.
[4] *Livre bleu*, 113 ; *Livre jaune*, 118.

laume II qu'il est techniquement impossible de suspendre ces préparatifs militaires que la mobilisation de l'Autriche a nécessités, mais qu' « aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche, les troupes ne se livreront à aucun acte de provocation », il en donne sa parole d'honneur[1]. La Russie n'oublia qu'une chose, prévenir son alliée, la France, de cette détermination, dont celle-ci pourtant allait avoir le contre-coup immédiat : la mobilisation générale fut promulguée en Russie aux premières heures du matin; or à 19 heures M. Viviani pouvait déclarer au baron de Schoen qu' « il n'était nullement renseigné sur une prétendue mobilisation totale de l'armée et de la flotte russes », et, plus tard encore, M. Isvolski affirmait à Sir F. Bertie qu'il n'avait pas connaissance que la mobilisation des forces russes ait eu lieu[2].

Du côté russe comme du côté autrichien, on ne voulait toujours voir dans la mobilisation qu'un suprême moyen de pression diplomatique, mais à Berlin la situation n'était plus envisagée sous cet angle. M. de Bethmann, « très préoccupé », déclare à Sir E. Goschen que la mobilisation russe survient quand l'empereur, à la demande du tsar, s'entremet à Vienne, et qu'on va prendre des mesures sérieuses[3]. Et à 14 heures, oubliant la mobilisation depuis longtemps perpétrée par l'Allemagne contre la France, Guillaume II envoie un violent télégramme au tsar : « Sur ton appel à mon amitié, j'ai entrepris une action médiatrice à Vienne ; pendant son cours, tes troupes ont été mobilisées contre mon alliée;

[1] *Livre blanc*, introduction.
[2] *Livre jaune*, 117 ; *Livre bleu*, 117.
[3] *Livre bleu*, 108.

malgré cela, j'ai continué mon intervention, j'apprends de sérieux préparatifs de guerre sur ma frontière orientale... La paix de l'Europe ne peut être maintenue que par toi et si la Russie suspend ses mesures militaires contre l'Allemagne et l'Autriche ; ce n'est pas moi qui aurai la responsabilité de l'affreux désastre qui menace le monde civilisé. »[1]

Les négociations en vue de la médiation se poursuivaient pourtant du côté autrichien comme du côté russe. Le comte Berchtold affirmait à Londres et à Pétersbourg qu'en dépit de la mobilisation russe il accepte la médiation à condition que « l'action militaire contre la Serbie se poursuive en attendant que le cabinet anglais détermine le gouvernement russe à suspendre sa mobilisation contre l'Autriche »[2] : Sir E. Grey prend acte comme d'une acceptation de principe. Et en même temps qu'il promulgue la mobilisation générale, M. Sazonov avise Londres qu'il accepte la formule de médiation conseillée par l'Angleterre et acceptée par la France[3] : si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe est d'ordre européen, elle admet que les grandes puissances examinent la satisfaction à donner à l'Autriche par la Serbie sans porter atteinte à ses droits d'État souverain, la Russie s'engage à conserver une attitude expectante[4].

Le gouvernement allemand a fait savoir à Londres qu' « à la suite de ses suggestions, l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg a été informé qu'il

[1] *Livre blanc*, introduction.
[2] *Livre rouge*, 51.
[3] *Livre jaune*, 114.
[4] *Livre orange*, 67.

pouvait converser avec M. Sazonov et qu'il devait donner des explications au sujet de l'ultimatum autrichien à la Serbie et discuter les propositions et toutes les questions intéressant directement les relations austro-russes »[1]. Sir E. Grey voit l'affaire bien partie et, pour l'enlever, il fait dire à M. de Jagow par Sir E. Goschen que si l'Allemagne peut faire avancer une proposition raisonnable démontrant clairement la volonté de paix de l'Autriche et la sienne, il l'appuiera et préviendra même la Russie et la France qu'au cas d'une fin de non-recevoir, l'Angleterre se désintéressera des conséquences, « mais que, sauf ce cas, si la France se trouvait entraînée dans le conflit, l'Angleterre le serait aussi »[2].

L'Allemagne n'avait donc pas d'illusions à garder, mais le gouvernement français demeurait toujours dans l'incertitude, car dans la crainte qu'une telle promesse tant attendue ne fît abandonner à la politique française le calme où jusque-là elle s'était tenue, Sir E. Grey déclarait seulement à M. Paul Cambon que « pour le moment le cabinet britannique ne pouvait garantir à la France son intervention, qu'il avait l'intention de s'entremettre pour obtenir de la France et de l'Allemagne l'engagement de respecter la neutralité belge, mais que, pour envisager une intervention, il convenait d'attendre que la situation se développât »[3].

Ce fut, dans ce débat, l'acte de grande diplomatie, la haute vue politique, le coup droit à l'Allemagne. Le chancelier a imprudemment dévoilé à Sir E. Grey

---

[1] *Livre bleu*, 111.
[2] *Livre bleu*, 111.
[3] *Livre jaune*, 110.

le plan de guerre de l'Allemagne. Sir E. Grey a deviné qu'elle ne pourra pas prendre un tel engagement qui ruinerait tout son échafaudage stratégique : toute la question se concentre sur la Belgique. « Jusque-là, mande-t-il à Sir F. Bertie, nous ne ressentons pas et l'opinion publique ne ressent pas qu'aucun traité ni obligation de ce pays soient engagés... La protection de la neutralité de la Belgique pourrait être, je ne dirai pas un décisif, mais un important facteur dans la détermination de notre attitude. »[1] Quand la signature de l'Angleterre est engagée, ce peuple loyal marche unanimement ; la signature nationale a été donnée à la Belgique. Par cet acte capital, Sir E. Grey donne à la guerre imminente l'orientation la plus noble et la plus émouvante, il en fait la croisade de l'honneur, et il prend sur l'Allemagne l'initiative morale.

Sans plus attendre, le ministre anglais interroge simultanément la France et l'Allemagne : « Il est devenu essentiel pour le gouvernement de Sa Majesté, en vue des traités existants, de savoir si votre gouvernement est préparé à s'engager à respecter la neutralité de la Belgique pour autant qu'une autre puissance ne l'aura pas violée [2]. » Le gouvernement français répond avec élan qu' « il est résolu à respecter la neutralité de la Belgique et ce n'est qu'au cas où une autre puissance violerait cette neutralité que la France pourrait se trouver dans l'obligation d'agir autrement, dans le but d'assurer sa propre défense[3] » ; et pour confirmer sans doute ces intentions,

---

[1] *Livre bleu*, 119.
[2] *Livre bleu*, 114.
[3] *Livre jaune*, 122.

le ministre de la guerre, de sa seule autorité, déclare Lille ville ouverte, déplace le gouverneur et disperse son état-major, — excès de zèle doublé d'une imprudence et d'une illégalité. L'Allemagne se dérobe : M. de Jagow répond « qu'avant de pouvoir répondre il lui faut consulter l'empereur et le chancelier », que « des actes d'hostilité ont déjà été commis en Belgique » et il exprime le désir de connaître, dans tous les cas, la réponse du gouvernement français : « J'ai compris d'après ce qu'il disait, rapporte Sir E. Goschen, qu'à son avis, n'importe quelle réponse de leur part ne pourrait que dévoiler une partie de leur plan de campagne en cas de guerre et que, par suite, il lui paraissait douteux qu'on pût donner une réponse quelconque » [1].

Le masque était arraché ; Sir E. Grey venait d'obliger l'Allemagne à découvrir le secret, si profondément caché, de son plan de guerre : le doute n'était plus possible, c'était l'attaque par la Belgique. Le gouvernement allemand alors n'hésite plus : son jeu est abattu, il faut le jouer, mais en tâchant de prendre le rôle de provoqué ; sa tactique sera d'obliger la France à mobiliser la première, et le moyen trouvé, c'est le *Kriegsgefahrzustand*, l'état de danger de guerre.

Quand le gouvernement allemand, le 29 juillet, avisa le gouvernement français, — et le gouvernement français seul, — qu'il se verrait obligé, si nous ne suspendions pas nos préparatifs militaires, de proclamer le danger de guerre, celui-ci ne sut pas assurément ce que cachait ce vocable et n'y vit qu'une façon étrange de parler. Personne ne connaissait en

---

[1] *Livre bleu*, 122.

France le *Kriegsgefahr*, pourtant on aurait pu savoir. Le *Kriegsgefahr* était prévu par l'article 68 de la Constitution de l'Empire ; il avait pour objet d'assurer à l'Allemagne une avance de mobilisation en lui laissant l'avantage de la défensive. Alors que, dans les autres pays, la mobilisation était en un acte, les Allemands avaient combiné la leur en deux actes : l'état de danger de guerre (le *Kriegsgefahr*), et la mobilisation générale. Le *Kriegsgefahr*, par ce subterfuge constitutionnel, répondait à la mobilisation des autres pays, c'était la mobilisation avant la lettre ; la mobilisation générale allemande était la guerre. L'effet du *Kriegsgefahr* était de fermer la frontière, d'établir l'état de siège dans tout l'empire, de remettre à l'autorité militaire la poste, le télégraphe, les chemins de fer, le contrôle de la presse : l'Allemagne s'enfermait chez elle et tirait le rideau. Et l'on en voit l'effet diplomatique : sous ce couvert, qui lui est spécial, l'Allemagne fait sa mobilisation ; les États menacés, qui n'ont pas ce régime, sont obligés de décréter la mobilisation, et l'Allemagne prend prétexte qu'ils ont les premiers mobilisé pour prétendre qu'elle est attaquée ; elle renverse les rôles. C'était un terrible piège.

Le 31, à 12 heures, le *Kriegsgefahrzustand* est officiellement proclamé à Berlin et annoncé par ce communiqué aux journaux : « La nouvelle est arrivée de Saint-Péterbourg, envoyée par l'ambassadeur d'Allemagne, que la mobilisation générale de l'armée et de la flotte russes avaient été ordonnée. Là-dessus, l'empereur a décrété l'état de danger de guerre. L'empereur rentrera aujourd'hui à Berlin. L'empereur a, se basant sur l'article 68 de la Constitution de l'em-

pire, placé l'empire, à l'exception de la Bavière, en état de guerre. La même ordonnance est publiée en Bavière » [1].

En même temps, le chancelier invitait ses ambassadeurs à Saint-Péterbourg et à Paris à remettre à l'un et l'autre Etat un ultimatum.

A la Russie il était dit que « bien que jusqu'à cette heure l'Allemagne n'ait pris aucune mesure de mobilisation », la Russie a mobilisé la totalité de ses forces de terre et de mer, que ces mesures forcent le gouvernement allemand à proclamer l'état de danger de guerre, « qui ne signifie pas encore la mobilisation », mais que celle-ci suivra si, dans un délai de douze heures, la Russie ne suspend pas toutes mesures de guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et ne donne pas d'explications précises à ce sujet[2]. La Russie était mise en demeure de démobiliser en restant exposée à la mobilisation autrichienne, c'était l'ultimatum sciemment inacceptable, comme le déclara Sir E. Goschen à M. de Jagow [3].

Envers la France, le ton fut encore plus impérieux et inadmissible : « Nous avons décrété l'état de danger de guerre qui sera suivi de la mobilisation au cas où, dans le délai de douze heures, la Russie n'aurait pas suspendu ses mesures de guerre contre nous et l'Autriche; *la mobilisation signifiera inévitablement la guerre* : prière de demander au gouvernement français s'il entend rester neutre dans une guerre russo-allemande, réponse doit être

---

[1] *Mensonge du 3 août.*
[2] *Livre blanc*, 24.
[3] *Livre jaune*, 121.

donnée dans les 18 heures »[1]. Et dans le cas où le gouvernement français intimidé aurait accepté de rester neutre, l'ambassadeur allemand avait pour instructions d'exiger « comme garantie de cette neutralité la remise des forteresses de Toul et de Verdun que les armées allemandes occuperaient et qui seraient restituées après achèvement de la guerre avec la Russie »[2]. C'était, suivant le juste mot de M. Maurice Barrès, « une démission nationale » qui nous était ainsi demandée. Cette condition, mieux que tout, marquait l'intention de guerre très arrêtée de l'Allemagne.

Quand le baron de Schoen lui remit cet ultimatum à 19 heures, M. Viviani répondit qu'il ignorait encore la mobilisation russe[3]. Ce ne fut qu'à 24 heures que M. de Pourtalès remit l'ultimatum à M. Sazonov[4] : du

---

[1] *Livre blanc*, 19.

[2] La révélation de ces instructions a été faite à la Sorbonne, le 1er mars 1918, par M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, à la cérémonie commémorative de la protestation de l'Alsace et de la Lorraine.

Le 15 mars 1918, au journal *Muenchner Neueste Nachrichten*, M. de Bethmann-Holleweg donnait ainsi la raison de cette exigence : « Devant l'écrasante supériorité de la coalition organisée contre nous, nous aurions été, d'après le jugement de nos plus hautes autorités militaires, dans une situation absolument intenable et dès le début livrés à la ruine si, une fois la guerre déclarée, nos ennemis avaient pu nous dicter la marche des opérations militaires. Si la France, couverte par l'apparence de la neutralité, avait pu mener à terme ses préparatifs pour tomber sur nous au moment favorable pendant que nous aurions été engagés sur le front oriental, je n'ai pas besoin de vous dire dans quelle situation nous nous serions trouvés. Seule une neutralité entourée de sûres garanties pouvait nous préserver de cette extrémité. *Mais une telle garantie, nous ne pouvions l'avoir, de l'avis des autorités militaires compétentes, qu'en ouvrant une brèche dans la ceinture des forts d'arrêt de l'ennemi.* » (Radiotélégrammes allemands, 17 mars 1918.)

[3] *Livre jaune*, 117. — En même temps, l'ambassadeur d'Allemagne priait l'agence Havas de déclarer que les bruits d'après lesquels il aurait été procédé en Allemagne à une mobilisation partielle étaient injustifiés et que, du reste, une mobilisation même partielle ne pourrait rester secrète ! (*Temps*, 1er août 1914.)

[4] *Livre orange*, 70.

fait de cette différence dans l'heure de la remise, le délai d'expiration était le même.

Le baron de Schoen était à peine sorti que l'ambassadeur autrichien se présentait à M. Viviani et lui annonçait que son gouvernement avait avisé officiellement la Russie de son absolu désintéressement territorial, mais à la condition que la guerre restât localisée entre l'Autriche et la Serbie, laissant même entendre qu'il serait disposé à répondre à la Serbie ou à une puissance parlant au nom de la Serbie et présentant cette proposition comme « une possibilité de sauvegarder la paix »[1].

Cette démarche du comte Szecsen fut faite avant même que la Russie et l'Angleterre eussent été mises au fait : dans l'intervalle, l'Italie avait signifié « que, la guerre entreprise par l'Autriche ayant un caractère agressif ne cadrant pas avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance, elle ne pourrait participer à la guerre »[2]. Les déclarations à la Russie furent encore plus accentuées : le comte Szapary exposa à M. Sazonov que l'Autriche ne refuse pas de continuer les négociations, « qu'elle est même disposée à négocier avec la Russie sur les bases les plus larges et en particulier à soumettre le texte de la note (à la Serbie) à une discussion dans la mesure où il s'agirait d'en interpréter le sens » (ce que jusque-là l'Autriche avait énergiquement refusé), et l'ambassadeur, présentant ces dispositions comme « une preuve de bonne volonté », manifeste son espoir que « la marche des événements n'ait pas déjà entraîné trop loin l'un et l'autre ». M. Sazonov prend acte avec satisfaction,

[1] *Livre rouge*, 56; *Livre jaune*, 120.
[2] *Livre jaune*, 124.

mais estime que c'est à Londres mieux qu'à Saint-Pétersbourg que ces négociations pourraient être menées avec le plus de résultats. Le comte Szapary répond que le désir du comte Berchtold est que le contact soit pris directement à Pétersbourg, mais qu'il va lui transmettre cette suggestion [1].

Une démarche analogue était faite au même instant à Londres par le comte Mensdorf, et Sir E. Grey invitait aussitôt Sir G. Buchanan à aviser M. Sazonov que le gouvernement autrichien, pour montrer son appréciation des efforts de l'Angleterre, accepterait l'idée d'une médiation entre l'Autriche et la Serbie, à la condition de ne pas interrompre son action militaire contre la Serbie, et que « le gouvernement britannique presse le gouvernement russe d'arrêter la mobilisation contre l'Autriche, auquel cas l'Autriche annulerait naturellement ses contre-préparatifs militaires en Galicie ». [2] Les *Livres bleu* et *orange* ne portent pas trace de la réception de cette dépêche capitale : Sir G. Buchanan la reçut-il à temps ou ne le toucha-t-elle qu'après la déclaration de guerre? Il n'y est, en tous cas, fait aucune allusion dans son télégramme désespéré du 1er août [3].

Ces démarches de l'Autriche posent un point d'interrogation troublant. Répondaient-elles à un sentiment sincère ou n'étaient-elles qu'un nouveau piège pour séparer la France de la Russie ou pour les endormir toutes les deux? Vienne usait-elle de la douceur pour le même but que Berlin de la violence? On

[1] *Livre rouge*, 56.
[2] *Livre bleu*, 135.
[3] *Livre bleu*, 139.

le pourrait croire quand on relève, le 1er août, une heure avant l'expiration du délai de l'ultimatum, la visite de l'ambassadeur de Schoen à M. Viviani pour lui dire qu'« il y a peut-être une lueur d'espoir pour un accommodement », et protester de son sincère désir de s'associer à la France pour arriver à une solution du conflit[1]. Ni le *Livre rouge* ni le *Livre jaune* n'enregistrent la réponse de M. Viviani au comte Szecsen; on la peut deviner d'après le commentaire que le président du Conseil français en fit aux ambassadeurs : « Ces dispositions (de l'Autriche) qui permettaient d'espérer une solution pacifique paraissent en fait devoir être annulées par l'attitude de l'Allemagne, qui prouve qu'elle veut la guerre et qu'elle la veut contre la France »[2]. Pouvait-on dire autre chose et, dans un pareil moment, quand toute la couverture allemande était mobilisée sur notre frontière, qui aurait cru, qui pouvait

[1] *Livre jaune*, 125 ; *Livre bleu*, 126.

[2] *Livre jaune*, 120. — L'ambassadeur anglais à Vienne, Sir M. de Bunsen, exposait, le 1er septembre 1914 à Sir E. Grey, comment le conflit austro-russe était arrangeable et qu'il était même presque arrangé quand l'Allemagne déclara la guerre à la Russie : « Un arrangement semblait presque être en vue entre l'Autriche et la Russie, et le 1er août, M. Schébéko me fit savoir que le comte Szapary avait enfin cédé sur le point principal en déclarant à M. Sazonov que l'Autriche consentirait à soumettre à médiation ces points dans la note adressée à la Serbie qui semblaient incompatibles avec la sécurité de l'indépendance serbe. M. de Sazonov, ajouta M. Schébéko, avait accepté cette proposition à la condition que l'Autriche s'abstînt d'envahir effectivement la Serbie. En effet, l'Autriche avait définitivement cédé et, à en juger par la communication que le comte Mensdorff vous fit le 1er août, d'après laquelle l'Autriche n'avait point « plaqué la porte » contre une transaction quelconque ni n'avait rompu les conversations, elle espérait elle-même, au point où on était alors, une solution pacifique. M. Schébéko travaillait jusqu'au bout pour assurer la paix. Il tenait un ton des plus conciliants vis-à-vis du comte Berchtold, et il m'a dit que celui-ci, aussi bien que le comte Forgach, lui avait répondu de même. Certes, la Russie n'osait pas croire que l'Autriche retiendrait ses armées, mais on aurait pu probablement arranger cette question par la voie des négociations, et M. Schébéko me dit à plu-

croire à la bonne foi de son « second », de celui qui avait fait tout le grabuge, et qu'il voulût se retirer du jeu et faire tomber les armes de son belliqueux allié ?

C'est le péril des mauvaises fréquentations qu'on participe au discrédit de ceux qu'on hante ; comme l'Allemagne, l'Autriche par ses procédés avait tué la confiance....

---

sieurs reprises qu'il était prêt à accepter n'importe quelle transaction honorable. Malheureusement, il fut coupé court à ces conversations, à Saint-Pétersbourg et à Vienne, par le transfèrement du différend sur le terrain plus dangereux d'un conflit direct entre l'Allemagne et la Russie... Selon toute probabilité, un retard de quelques jours aurait pu épargner à l'Europe une des plus grandes catastrophes que l'histoire connaisse ». (*Livre bleu*, 161.)



VIII

LA GUERRE :
L'ALLEMAGNE DÉCLARE LA GUERRE A LA RUSSIE
ET SE JETTE SUR LA FRANCE

Si l'attitude de l'Autriche à ce moment est ambiguë, celle de l'Allemagne ne prête à aucune équivoque : l'État-Major a pris le commandement, la guerre est résolue, sa déclaration doit être brusquée, mais il faut un prétexte, et le rôle du gouvernement n'est plus que de le trouver.

Le samedi 1[er] août, au matin, l'Allemagne n'ayant encore fait aucune réponse au sujet de la neutralité de la Belgique, le conseil des ministres anglais ne prit aucune détermination. M. Poincaré avait écrit, la veille, à son « cher et grand ami » le roi George une lettre émouvante pour adjurer l'Angleterre d'intervenir, seul moyen, disait-il, d'arrêter les desseins allemands; le roi répondit, le jour même, que « les événements passent si rapidement qu'il est difficile de prévoir ce qui ce passera » [1]. Et dans la matinée,

[1] Reinach, *livre cité*, p. 446 et 484.

à M. Paul Cambon qui s'enquiert de ce que fera l'Angleterre, Sir E. Grey répond que les escadres sont mobilisées, mais qu'il demandera seulement le surlendemain, lundi 3, au Conseil de déclarer qu'elles s'opposeront au passage des détroits [1], — le 2 est en effet, un dimanche et le repos dominical une institution d'Etat. Et, agissant sur Berlin, il fait demander que l'Allemagne s'abstienne d'intervenir et se prête à la recherche d'une solution pacifique, puisqu'aussi bien Vienne et Pétersbourg sont disposés à causer; M. Zimmermann répond à Sir E. Goschen : « La Russie a déclaré que sa mobilisation n'impliquait pas nécessairement la guerre et qu'elle pourrait parfaitement rester mobilisée pendant des mois sans faire la guerre ; il n'en est pas de même en Allemagne, *nous avons pour nous la rapidité, la Russie a pour elle le nombre,* et la sécurité de l'empire allemand nous empêche de donner à la Russie le temps d'amener des troupes de tous les points de son vaste territoire » [2]. Ces quelques mots découvraient toute la politique stratégique de l'Allemagne.

Le 1er août, à 12 h. 52, le chancelier allemand ordonnait à M. de Pourtalès de remettre à 17 heures la déclaration de guerre à la Russie. Alors que, y était-il dit, sur le désir exprimé par l'empereur de Russie, l'empereur d'Allemagne, « d'accord avec l'Angleterre », accomplissait un rôle médiateur entre Vienne et Saint-Pétersbourg, la Russie procéda à la mobilisation de la totalité de ses forces de terre et de mer ; « à la suite de cette mesure menaçante, motivée par aucun préparatif militaire de la part de l'Allemagne,

---

[1] *Livre jaune*, 126.
[2] *Livre bleu*, 138.

l'empire allemand se trouva vis-à-vis d'un danger grave et imminent ; si le gouvernement impérial avait manqué de parer à ce péril, il aurait compromis la sécurité et l'existence même de l'Allemagne ; en conséquence le gouvernement allemand s'est vu forcé de s'adresser au gouvernement de sa S. M. l'Empereur de toutes les Russies en insistant sur la cessation desdits actes militaires ; la Russie ayant refusé de faire droit à cette demande et ayant manifesté par ce refus que son action était dirigée contre l'Allemagne, S. M. l'Empereur, au nom de l'Empire, relève le défi et se considère comme en état de guerre avec la Russie »[1]. M. de Pourtalès, contrairement à ces instructions, ne remit qu'à 19 h. 10 la note de la déclaration de guerre..., il recula de deux heures la mort de la paix [2].

En France l'ordre de mobilisation générale fut lancé exactement à 15 h. 40 : le gouvernement décida nonobstant de maintenir les troupes à 10 kilomètres de la frontière[2] et le ministre de la guerre déclarait à l'attaché militaire anglais qu'il s'attendait à une attaque des forces allemandes sur la frontière d'un moment à l'autre, « que les troupes françaises n'attaqueront pas, que l'acte de mobilisation est fait dans

[1] *Livre Orange*, 76.

[2] *Livre Bleu*, 136,140. — Ici se place un incident encore énigmatique, mais qui mérite d'être relaté. Le 1er août, au matin, Sir Edw. Grey faisait savoir au prince Lichnowsky qu'il espérait toujours trouver un arrangement et demandait si l'Allemagne resterait neutre au cas où la France observerait la neutralité. Dans la pensée du ministre anglais, il s'agissait d'une neutralité totale ; comprenant qu'il n'était question que de ménager la France, Lichnowsky télégraphie à Berlin que l'Angleterre pourrait garantir la neutralité de la France si l'Allemagne s'abstenait de l'attaquer. Guillaume II télégraphie au roi George que « pour des raisons techniques sa mobilisation, qui vient d'être proclamée, doit s'accomplir sur deux fronts » ; « si la France, ajoute-t-il, m'offre une neutralité qui devra être garantie par la flotte et l'armée anglaise, je m'abstiendrai né-

un but purement défensif»[1]. Le Président de la République, portant le fait à la connaissance de l'ambassadeur d'Angleterre, lui déclarait que malgré tout «le gouvernement ne désespérait pas encore d'éviter la guerre »[2], et dans sa proclamation à la nation française il affirmait que « la mobilisation n'est pas la guerre et que, dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur »[3].

A Berlin, l'ordre de mobilisation fut donné à 17 heures, au rapport du *Livre blanc* : le premier jour de la mobilisation, comme en France, était le 2 août.

La déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie était basée sur un mensonge, mais au moins elle avait un prétexte, on pouvait faire croire au peuple allemand, tout disposé, d'ailleurs, à se laisser tromper, qu'il était attaqué. Mais contre la France, il n'y avait toujours rien; le coup du *Kriegsgefahr* était manqué, le gouvernement français avait gardé son sang-froid et évité le piège. Or c'était contre la France que l'Allemagne devait d'abord entrer en guerre, le temps pressait, il fallait coûte que coûte trouver quelque chose.

---

cessairement d'attaquer la France », et dans le même temps M. de Bethmann confirmait cette déclaration et ajoutait : « *Nous garantissons que nos troupes ne passeront pas la frontière française avant 7 heures du soir, le lundi 3,* si l'Angleterre donne sa garantie d'ici-là. » Le roi George déclara aussitôt qu'il y avait malentendu et, à 20 h. 30, le prince Lichnowsky annulait son télégramme.

Le résultat le plus clair de cette méprise fut de permettre à l'Allemagne de tromper notre État-Major sur son plan d'attaque. L'incident se produisait, en effet, à l'heure même de la mise en train de la mobilisation française. Nécessairement l'État-Major en devait inférer qu'il avait eu raison de croire que l'attaque allemande se ferait à l'Est; et l'Allemagne avait plus beau jeu pour pousser ses préparatifs sur le nord de la Belgique.

[1] *Livre bleu*, 136.

[2] *Livre bleu*, 134.

[3] Reinach, *livre cité*, p. 498.

A Paris, dans ces jours de fièvre nationale, le baron de Schoen chercha et provoqua l'insulte : tous les jours, jusqu'à la déclaration de guerre, au lieu de prendre ses repas à l'ambassade, il se rendait à pied, ostensiblement et sous la protection de la police, à l'hôtel Ritz, place Vendôme, traversant la rue de Solférino, les Tuileries, la rue de Castiglione; le peuple de Paris conserva un calme exemplaire, il n'y eut, à aucun moment, le moindre incident. Dans cette journée du 1er août, les troupes de la couverture allemande multiplièrent les provocations : la frontière fut violée à Cirey et près de Longwy, le poste douanier de Delle fut l'objet d'une fusillade; deux patrouilles de cavaliers du 5e chasseurs allemand pénétrèrent jusqu'à Joncherey et à Boron, à plus de 10 kilomètres de la frontière, l'officier brûla la cervelle à un soldat français et les cavaliers enlevèrent les chevaux amenés à la réquisition; le gouvernement français se borna à protester près du gouvernement impérial [1].

Le 1er août, à 20 heures, — soit au moment précis où la mobilisation française commençait, — l'armée allemande violait la neutralité du grand-duché de Luxembourg : l'intention n'était pas que provocatrice, mais aussi et surtout stratégique. Le fait que cet acte ait précédé de plus de 24 heures la violation de la neutralité belge prouve l'importance pour l'Allemagne de cette occupation.

Le Luxembourg s'enfonce comme un coin entre les deux frontières française et allemande, coupe les communications sur Longwy et la Haute-Woëvre, prend en flanc la ligne de marche de Thionville à

[1] *Mensonge du 3 août 1914.*

Coblentz : « Le Luxembourg, disait déjà Palmerston, fait partie du système défensif de la frontière prussienne, dont Coblentz est le centre » ; le traité de Francfort en fit un point offensif contre la France et le développement ultérieur du réseau belge devait encore renforcer son importance stratégique, car Luxembourg est la tête de la ligne Liége-Luxembourg, la principale liaison des théâtres d'opérations de la Lorraine et de la Basse-Belgique.

Non moindre est son importance économique. Le grand-duché est un centre minier et métallurgique éminent [1]. Ce petit pays, grand comme un de nos départements, produisait en 1913 plus de 7 millions de tonnes de minerai — autant que toute l'Allemagne transrhénane — et 2,5 millions de tonnes de fonte — plus que toute la Belgique et moitié autant que la France. Les principaux hauts fourneaux et usines du Luxembourg étaient en la possession ou sous le contrôle des métallurgistes westphaliens. C'était l'extrême pointe nord de ce bassin minier lorrain, où la métallurgie allemande prenait la quasi totalité de son minerai : le Luxembourg entre les mains des Français eut mis la métallurgie allemande hors d'état de travailler en la privant de sa principale matière première [2] ; mais, par contre, le grand-duché occupé

---

[1] F. Engerand, la politique métallurgique de l'État allemand (*Correspondant,* 10 et 25 septembre 1916).

[2] On lit dans le mémoire confidentiel des six grandes associations industrielles et agricoles d'Allemagne au chancelier Bethmann-Hollveg (mai 1915) : « Si la forteresse de Longwy, avec les nombreux hauts fourneaux de la région, était rendue aux Français, et s'il éclatait une nouvelle guerre, avec quelques canons à longue portée, les hauts fourneaux suivants allemands et luxembourgeois seraient paralysés en quelques heures : Rodange, Differdange, Esch, Ottange-Rumelange, Dudelange. De la sorte, 20 pour 100 environ de la production de fer brut et d'acier allemand seraient supprimés ».

par les Allemands, ce n'était pas seulement pour eux la sauvegarde de ce point capital de la frontière, mais encore la prise, rendue possible et facile, de toute la région de Briey, ce trésor tant convoité par les métallurgistes allemands, et laissé seulement à la garde de la pauvre bicoque de Longwy! On pense si une région pareille avait été avant la guerre l'objet d'une minutieuse conquête économique; les Allemands avaient les mines, les hauts fourneaux, surtout les chemins de fer du Luxembourg; aux abords, ils avaient établi de vastes aménagements militaires, de nombreux quais de débarquement à Karthaus, à Ehrang, à Trèves; un vaste camp de concentration se trouvait à Wasserlich.

La neutralité du Luxembourg était donc faite pour être violée; personne ne doutait des intentions de l'Allemagne, hormis le petit gouvernement du grand-duché : il y a de ces grâces d'état et des gens qui ne soupçonnent et ne comprennent leur infortune que quand ils en sont accablés.

Cette neutralité du Luxembourg était parfaite sur le papier, elle avait encore été plus garantie par l'Allemagne que celle de la Belgique : non seulement l'article 2 du traité de Londres du 11 mai 1867 plaçait cette neutralité sous la garantie collective des puissances, — dont la Prusse, — mais ultérieurement, à l'occasion de l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois par la direction des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, « le gouvernement impérial s'était engagé à ne jamais se servir des chemins de fer luxembourgeois pour le transport de troupes, d'armes, de matériel de guerre, à ne pas en user, pendant une guerre dans laquelle l'Allemagne

serait impliquée, d'une façon incompatible avec la neutralité du grand-duché, et, en général, à ne causer ou tolérer, à l'occasion de l'exploitation de ces lignes, aucun acte qui ne fût en parfait accord avec les devoirs incombant au grand-duché comme état neutre ». Fort de ces bons billets, le gouvernement grand-ducal était placide et, le 1er août, au ministre de Belgique qui lui manifestait quelque inquiétude sur les sentiments de l'Allemagne au regard des neutralités, le ministre d'État Eyschen répondait : « Nous sommes tranquilles ; nous avons pris, nous, nos précautions »[1]. Le grand-duché était défendu par 300 gendarmes.

Déjà, dans la nuit du 28 et dans la journée du 29 juillet, des concentrations de troupes allemandes avaient été signalées à proximité de la frontière luxembourgeoise[2] ; le 31, les Allemands ayant fermé les ponts sur la Moselle et interdit les sorties de blé, de bétail et d'automobiles, le ministre Eyschen avait demandé aux ministres de France et d'Allemagne une déclaration officielle de respect de la neutralité : « Cela va de soi, répondit avec aplomb l'Allemand, mais que le gouvernement français prenne le même engagement »[3]. Le gouvernement français faisait répondre le jour même qu'il entendait respecter la neutralité luxembourgeoise et qu'il en avait donné la preuve en faisant reculer ses troupes sur la frontière, mais que la violation de la neutralité par l'Allemagne obligerait la France à s'inspirer du souci de sa défense et de ses intérêts[4].

[1] Hanotaux, *livre cité*, III, 134.
[2] *Le Mensonge du 3 août* et Reinach, *livre cité*, 509 et suiv.
[3] *Livre jaune*, 111.
[4] *Livre jaune*, 129.

Le gouvernement allemand ne prit même pas la peine de répondre. Le 1er août, à 20 heures, ses armées pénétraient dans le grand-duché par Trois-Vierges ; le 2, à 8 h. 30, un premier train militaire arrivait en gare de Luxembourg, à 13 heures on en comptait dix-sept. Le premier soin des troupes débarquées fut d'occuper, en face de Longwy, Esch, où sont les hauts fourneaux de la Gelsenkirchen, et le général commandant le IXe corps de Trèves faisait apposer un placard qu'il avait apporté dans ses fourgons : la France, y était-il dit, ayant violé la neutralité du Luxembourg et commencé les hostilités en territoire luxembourgeois, l'empereur a ordonné aux troupes allemandes d'entrer dans le Luxembourg [1]. — M. Hanotaux affirme que l'affiche avait été imprimée à Coblentz ! Le ministre Eyschen protesta qu'aucun militaire français n'était en Luxembourg, que rien ne permettait de supposer que la France menaçât la neutralité et qu'au contraire, dans la soirée du 1er août, les rails du chemin de fer avaient été enlevés en territoire français, près de la frontière [2].

Le 2 août, le baron de Schoen informait le Quai d'Orsay que « les mesures militaires prises dans le grand-duché ne constituaient pas un acte d'hostilité et qu'elles devaient être considérées comme des mesures purement préventives prises pour la protection des chemins de fer qui se trouvent sous l'administration allemande » [3]. A cette démarche effrontée, indé-

---

[1] M. de Jagow était moins affirmatif et, le 2 août, il déclarait seulement au gouvernement grand-ducal que ces mesures militaires avaient été prises parce que « d'après des nouvelles certaines les troupes françaises sont en marche sur le Luxembourg ». (Reinach, p. 511.)

[2] Reinach, p. 512.

[3] *Livre jaune*, 133.

pendamment de son intention provocatrice, ne peut-on pas trouver cette explication : cette violation du Luxembourg se faisait au moment précis où débutait la mobilisation française, rien n'obligeait l'Allemagne à précipiter ainsi le mouvement, — en fait l'occupation ne fut suivie jusqu'au 19 août d'aucune action militaire allemande, — le grand État-Major de Berlin ne voulait-il pas par là confirmer l'État-Major français dans sa conviction que son attaque principale serait sur la frontière de l'Est et le laisser commencer sa concentration en conséquence? Cette violation du Luxembourg n'était-elle pas un des subterfuges préliminaires de la surprise de Charleroi?

C'était pareillement un coup de sonde sur les intentions de l'Angleterre : par la façon dont elle prendrait la violation de la neutralité du Luxembourg on pouvait tirer des conjectures pour la Belgique.

Le dimanche 2 août, le gouvernement allemand n'avait pas encore répondu à la demande anglaise au sujet de la neutralité de la Belgique. Le repos dominical dut subir à Londres une dérogation ; le Conseil de cabinet, réuni le matin, décida que « si la flotte allemande pénétrait dans le Pas-de-Calais ou dans la mer du Nord pour entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, la flotte anglaise donnerait toute la protection en son pouvoir ». Communiquant cette décision à M. Paul Cambon, Sir E. Grey s'empressait d'ajouter : Cela ne nous engage pas à déclarer la guerre à l'Allemagne. — Et la violation du Luxembourg? interroge M. Paul E. Cambon. — La convention de 1867, répond Sir E. Grey, a toujours été interprétée dans le sens d'une garantie collective et

concertée des puissances, mais il n'en va pas de même pour la neutralité belge et le gouvernement délibère s'il déclarera à ce sujet *casus belli*[1].

Toute cette journée du 2 août, le gouvernement allemand resta muet[2]. A 19 heures seulement, le ministre d'Allemagne à Bruxelles informait le gouvernement belge que l'armée française, dans l'intention de marcher sur l'Allemagne par la Belgique, se prépare à franchir la Meuse entre Givet et Namur, « que dans ces conditions le gouvernement allemand craint que la Belgique, malgré sa bonne volonté, ne soit pas en mesure de repousser sans secours une marche française d'un si grand développement et que, voyant dans ce fait une certitude suffisante d'une menace dirigée contre elle, l'Allemagne se voit obligée par les mesures de ses ennemis à entrer en territoire belge ». Mais que la Belgique ne voie surtout pas là un acte d'hostilité; si elle consent, « dans la guerre qui va commencer », à conserver une neutralité amicale à l'égard de l'Allemagne, celle-ci s'engage, au moment de la paix, à garantir son indépendance et ses possessions, à payer tout ce qu'il faudra et à l'indemniser des dommages causés : « que si la Belgique fait des difficultés à la marche en avant des armées allemandes *par une opposition des fortifications de la Meuse* ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels et autres ouvrages d'art, l'Allemagne sera obligée de traiter la Belgique en ennemie»[3]. C'était l'attaque par la

---

[1] *Livre bleu*, 148.
[2] *Livre gris*, 19.
[3] *Livre gris*, 20.

Meuse nettement annoncée. Un délai de douze heures était donné pour la réponse.

Le 3, à 7 heures, où expirait le délai de l'ultimatum, le ministre des Affaires étrangères de Belgique répondait que les intentions prêtées à la France étaient en contradiction avec les déclarations de son gouvernement, qu'au surplus, si la France violait la neutralité, elle rencontrerait la résistance de l'armée belge, que la neutralité et l'indépendance de la Belgique avaient été garanties par la Prusse elle-même, « qu'en acceptant les propositions qui lui ont été notifiées, le gouvernement belge sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs envers l'Europe, qu'il se refusait à croire que l'indépendance de la Belgique ne pût être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité, que si cet espoir était déçu, le gouvernement belge était fermement résolu à repousser par tous les moyens toute atteinte à son droit »[1].

En même temps la Belgique saisissait les puissances garantes et les informait de sa résolution de repousser une agression par tous les moyens : « L'acceptation de la proposition allemande sacrifierait l'honneur de la nation »[2]; et le roi Albert, s'adressant au roi George, appelait l'Angleterre au secours[3]. Sur le champ, Sir E. Grey faisait répondre à Bruxelles que « si la neutralité belge était violée, c'était la guerre avec l'Allemagne »[4].

Le ministre anglais convoquait en même temps

---

[1] *Livre gris*, 22.
[2] *Livre gris*, 23.
[3] *Livre gris*, 25.
[4] *Livre gris*, 26.

M. Paul Cambon et lui déclarait « comme liant le gouvernement britannique » que dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la mer du Nord dans le dessein d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, en sorte que dès ce moment l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre [1].

C'est à cet unique engagement de coopération navale que se bornait l'assistance de l'Angleterre quand, le 3 août, à 16 h. 45, le baron de Schoen remit à M. Viviani la déclaration de guerre de l'Allemagne. N'ayant pu susciter ni trouver un prétexte plausible, le gouvernement allemand en avait dû forger de ridicules : « Les autorités administratives allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français ; plusieurs ont manifestement violé la neutralité de la Belgique, survolant le territoire de ce pays ; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eifel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg ; en présence de ces agressions, l'empire allemand se considère en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière puissance » [2]. Un mensonge est à chaque ligne de ce papier, éternel monument d'infamie ; cette déclaration de guerre de l'Allemagne, c'était, non pas une dépêche, mais une collection de dépêches d'Ems et d'une absur-

[1] *Livre jaune*, 143.
[2] *Livre jaune*, 147.

dité telle que leur fausseté fut découverte, même en Allemagne, avant la fin de l'effroyable guerre qu'elle déclencha : Bismarck mentait mieux ! Sur le champ M. Viviani opposa un démenti indigné à ces impostures et, courbant le front, le baron de Schoen quittait le président du Conseil en lui disant : « C'est le suicide de mon pays ! »



IX

L'HEURE DE L'ANGLETERRE

Le 4 août, à 6 heures, l'ambassadeur allemand à Bruxelles, von Below, avisait le ministre des Affaires étrangères Davignon, que « par suite du refus opposé par le gouvernement belge aux propositions bien intentionnées du gouvernement impérial, celui-ci se verra, à son plus vif regret, forcé d'exécuter, au besoin par la force des armes, les mesures de sécurité exposées comme indispensables vis-à-vis des menaces françaises »[1]. — *Or, la mobilisation française se faisait face à l'est, et toute la région du nord était hors de la zone des armées!* — Et dans le même temps que l'ambassadeur remettait ce document, les troupes allemandes franchissaient la frontière belge. A 9 heures, la Chambre des représentants acclamait son roi magnanime, lui déclarant: « Si l'ennemi viole notre territoire, il trouvera tous les Belges groupés autour de leur souverain; personne ne faillira à son devoir, l'armée est à hauteur de sa tâche, le gouvernement a conscience de ses responsabilités et les assumera jusqu'au bout: un pays qui se défend s'impose au respect de tous et ne périt pas; Dieu sera avec nous! » Et, après une noble déclaration du président

[1] *Livre gris*, 27.

du Conseil M. de Broqueville, la Chambre unanime votait toutes les lois qui lui étaient demandées.

A la même heure, à Berlin, M. de Jagow découvrait ainsi au baron Beyens, l'ambassadeur belge, le plan de guerre allemand : « Pour n'être pas écrasée, l'Allemagne doit écraser d'abord la France et se tourner ensuite contre la Russie; nous avons appris que l'armée française se préparait à passer par la Belgique pour attaquer notre flanc, nous devons la prévenir : que l'armée belge ne fasse pas sauter les ponts, qu'elle nous laisse occuper Liége et se retire sous Anvers, et nous promettons non seulement de respecter l'indépendance belge, la vie et les propriétés des habitants, mais encore de vous indemniser; c'est la mort dans l'âme que l'empereur et le gouvernement ont dû se résoudre à cette détermination, mais c'est pour l'Allemagne une question de vie ou de mort! » — « Un peuple ne peut vivre sans honneur! » repartit le baron Beyens[1].

Au Reichstag, le même jour, le chancelier corroborait cet aveu par ces mots inoubliables : « La nécessité ne connaît pas de lois: nos troupes ont occupé le Luxembourg et ont peut-être déjà pénétré en Belgique, ce qui est en contradiction avec les prescriptions du droit des gens. La France a, il est vrai, déclaré à Bruxelles qu'elle était résolue à respecter la neutralité de la Belgique aussi longtemps que l'adversaire la respecterait, mais nous savions que la France se tenait prête pour envahir la Belgique. La France pouvait attendre, nous pas : une attaque française sur notre flanc dans la région du Rhin inférieur aurait

---

[1] *Second Livre gris*, 25.

pu devenir fatale... L'injustice que nous commettons de cette façon, nous la réparerons dès que notre but militaire sera atteint »[1]. Pouvait-on annoncer plus clairement que le principal effort de l'armée allemande se ferait par le nord de la Belgique ?

Le gouvernement belge avait, sur l'heure, fait connaître à l'Angleterre, à la France et à la Russie la pénétration des armées allemandes sur le territoire belge et adressé un appel en vue d'une action concertée et commune[2]: « La Belgique, disait-il, est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assumera la défense des places fortes »[3]. Très loyalement, la Belgique affirmait ainsi, — et cette affirmation fut plusieurs fois répétée, — la mesure et les limites de sa coopération militaire.

A la première nouvelle de la violation de la neutralité belge, le gouvernement britannique sommait l'Allemagne d'avoir à lui donner, avant minuit, les mêmes assurances que la France : « Sinon, ajoutait Sir E. Grey à Sir E. Goschen, vous demanderez vos passeports et vous déclarerez que le gouvernement de Sa Majesté se voit obligé de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour maintenir la neutralité de la Belgique et le respect d'un traité auquel l'Allemagne a souscrit autant que nous »[4].

Cet ultimatum anglais tomba à Berlin comme la foudre ; ce fut une stupeur irritée. Les entretiens de l'ambassadeur anglais Sir E. Goschen avec le secrétaire d'État Jagow et le chancelier Bethmann sont

---

[1] *Livre gris,* 35.
[2] *Livre gris,* 42.
[3] *Livre gris,* 40, 42, 43. Il est à noter l'exclusion de l'Autriche, qu'il eût peut-être été politique de mettre en demeure.
[4] *Livre gris,* 35.

d'un tragique cornélien. Ils avaient lieu dans l'après-midi du 4 août, pendant que le Parlement français réconcilié se dressait comme un seul homme sous l'insulte allemande.

A M. de Jagow d'abord Sir E. Goschen demande si le gouvernement impérial s'abstiendra de violer la neutralité de la Belgique : « Je suis fâché, répond M. de Jagow, d'avoir à vous dire que la réponse est : non ! la neutralité de la Belgique est d'ores et déjà violée, les troupes allemandes ont franchi la frontière ce matin. »

Et il dévoile alors le plan allemand : « *Il nous faut pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile, de manière à prendre une bonne avance et de pouvoir frapper un coup décisif le plus tôt possible. C'est pour nous une question de vie ou de mort, car si nous avions passé par la route plus au sud, nous n'aurions pu, vu le petit nombre de chemins et la force des forteresses, espérer passer sans rencontrer une opposition formidable impliquant une grosse perte de temps qui aurait été autant de temps de gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande.* AGIR AVEC RAPIDITÉ, VOILA LE MAITRE ATOUT DE L'ALLEMAGNE ; *celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. Il nous est impossible de faire un pas en arrière.* »

A 19 heures, Sir E. Goschen revient et remet à M. de Jagow le texte de l'ultimatum, insistant sur les conséquences terribles d'un refus : « La sécurité de l'empire, répond M. de Jagow, rend absolument nécessaire la marche des troupes allemandes à travers la Belgique. » Sir E. Goschen demande donc ses passeports et manifeste le désir d'aller rendre visite

au chancelier « pour la dernière fois peut-être ». Il trouve M. de Bethmann « très agité » et qui lui fait sans préambule une harangue de vingt minutes : « Il a dit que la mesure prise par le gouvernement de S. M. britannique était terrible au dernier point ; juste pour un mot, *neutralité*, un mot dont en temps de guerre on n'a si souvent tenu aucun compte, — juste pour un bout de papier, la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation à elle apparentée qui ne désirait qu'être son amie. Il s'est écrié que ce que nous avons fait est inconcevable, c'est comme frapper un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants ; la Grande-Bretagne sera responsable de tous les terribles événements qui pourront se produire. » Sir E. Goschen proteste avec force : « Si c'est pour l'Allemagne une question de vie ou de mort d'avancer à travers la Belgique, c'est une affaire de vie ou de mort pour l'honneur de l'Angleterre que de tenir l'engagement solennel pris par elle de défendre la neutralité de la Belgique, sans quoi quelle confiance n'importe qui pourrait-il avoir dans les engagements pris par l'Angleterre ? » — « Mais à quel prix ? » s'écrie le chancelier. — « J'ai insinué à Son Excellence, poursuit Sir E. Goschen, que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagements solennels; mais Son Excellence était dans un tel état d'excitation, il était si évidemment démonté par la nouvelle de notre action et si peu disposé à entendre raison que je m'abstins de jeter de l'huile sur le feu » [1].

Sir E. Goschen rentre alors à l'ambassade pour

[1] *Livre bleu,* 60.

dresser le compte-rendu de ces dramatiques entretiens; à 21 heures il remet le télégramme au bureau du télégraphe central de Berlin où il est accepté, jamais le Foreign Office ne le reçut ! Ce ne fut que le 8 août que l'ambassadeur put rendre compte à son gouvernement.

Le 5 août, au matin, l'Angleterre déclarait à l'Allemagne que l'état de guerre existait entre les deux pays, à partir de 11 heures [1]. Le 6, à la Chambre, M. Asquith dénonçait les propositions infâmes de l'Allemagne : » Si nous avions écouté l'Allemagne et trahi nos amis et nos obligations, déclarait-il, quelle aurait été notre position aujourd'hui ? Pour prix de notre déshonneur, nous aurions des promesses faites par une puissance, qui non seulement a violé les siennes, mais nous demande d'en faire autant ! Nous allons faire la guerre d'abord pour remplir nos obligations internationales, ensuite pour défendre les nations faibles » [2].

Et l'Autriche, qui avait allumé l'incendie, n'était toujours en guerre déclarée qu'avec la Serbie !

Le 4 août, Sir E. Grey, annonçant à l'ambassadeur d'Autriche l'ultimatum qu'il adressait à l'Allemagne, lui déclarait qu'il ne voyait aucune raison d'entrer en conflit avec l'Autriche tant que celle-ci ne sera pas en guerre avec la France et qu'il espérait en tous cas que l'Autriche n'ouvrirait pas les hostilités sans une déclaration de guerre formelle et préalable [3]. Le 6 août seulement, le comte Berchtold faisait signi-

---

[1] *Livre gris*, 41.
[2] 2e *Livre gris*, n° 29.
[3] *Livre rouge*, 58.

fier à Saint-Pétersbourg que « l'Allemagne se trouvant en état de guerre avec la Russie, l'Autriche-Hongrie se considère également en état de guerre avec la Russie »[1].

Le 8 août, notre ministre des affaires étrangères, M. Doumergue, demandait au comte Szecsen s'il était exact que le corps d'armée d'Innsbrück eût été envoyé à la frontière française[2]; par courrier, le comte Berchtold faisait savoir qu'il n'y avait aucune participation des troupes austro-hongroises à la guerre franco-allemande[3]. Le 10, M. Doumergue, alléguant la nouvelle reçue qu'un corps d'armée aurait été transporté en Allemagne, ce qui était de nature à faciliter les opérations militaires allemandes, prévenait le comte Szecsen qu'il avait donné l'ordre à notre ambassadeur M. Dumaine de demander ses passeports et qu'il mettait un train à sa disposition pour quitter la France le soir même[4]. Ce qui fut fait : le lendemain, le comte Berchtold télégraphiait à Londres que le fait invoqué était controuvé[5].

Le 12 août, « à l'instance du gouvernement français », le gouvernement britannique portait à la connaissance du gouvernement austro-hongrois que le gouvernement français se voyait dans la nécessité de se mettre en état de guerre contre l'Autriche-Hongrie et que le gouvernement britannique, en raison de cette rupture, faisait de même[6].

---

1 *Livre rouge*, 59.
2 *Livre rouge*, 61.
3 *Livre rouge*, 62.
4 *Livre rouge*, 63.
5 *Livre rouge*, 64.
6 *Livre rouge*, 95.

CHAPITRE II

LA TRAGIQUE ERREUR

I

L'ATTAQUE PAR LA BELGIQUE : LE FORCEMENT DE LA MEUSE

Il reste à donner, non l'histoire (l'heure n'est pas encore venue et il faut se garder des jugements précipités comme des apothéoses brusquées), mais une explication du drame de Charleroi.

J'appelle, comme le peuple, de ce nom funeste de Charleroi, non pas la seule action de la 5ᵉ armée française, jetée dans ce coin entre trois armées allemandes, mais l'ensemble de cette offensive généralisée hors de nos frontières, qui sur tous les points fut marquée par un échec total. « Charleroi — a écrit le général Malleterre — garde le souvenir de la tragique angoisse qui secoua la France et le monde en cette poignante fin d'août 1914 : il fut alors enveloppé de mystère ; un secret redoutable semblait le couvrir de silence et d'horreur. » De ces graves et malheureuses batailles dont notre frontière fut alors le théâtre, le pays n'a pour ainsi dire rien su et il

sait seulement qu'elles furent marquées par un triple insuccès; pourtant, il ne s'y est pas trompé, et de ces revers, soupçonnés plus que connus, il n'a retenu ni Morhange, ni les Ardennes, où les pertes furent assurément plus sévères, il a donné à l'ensemble des batailles le nom de Charleroi. Divination surprenante! car c'est à Charleroi que se réalisa la surprise inouïe qui bouleversa tous les plans de notre État-Major; c'est par Charleroi que l'invasion allemande déferla vers Paris, entraînant l'occupation de nos riches départements du Nord. Et la tragique erreur qui rendit possible un tel malheur fut, avec l'abandon de nos défenses séculaires de ce côté, ce vertige d'offensive qui s'était emparé de notre commandement et le fit pousser l'armée hors de ces frontières, précisément combinées en 1815 et en 1871 pour nous interdire tout effort offensif et nous contraindre à une rigoureuse défensive.

Ces études sont le résultat de longues pensées; depuis plus d'un an j'ai fait de ce début de la guerre l'objet d'une recherche exclusive. Il doit s'y trouver des erreurs, il ne peut pas ne pas y en avoir, je suis convaincu qu'elles ne sont que de détail et j'affirme qu'elles sont involontaires et personnelles, car mon jugement s'est fait avant d'avoir connu l'un quelconque des grands acteurs de ce drame. Je ne suis le porte-plume de personne, je n'ai eu d'autres inspirateurs que la réflexion et, je crois, le bon sens.

On a vu que le 2 août 1914, à 19 heures, le ministre d'Allemagne à Bruxelles informait le ministre belge des Affaires étrangères de la résolution de son gou-

vernement de violer le territoire de la Belgique : le gouvernement allemand, disait-il, avait été informé de source sûre que les forces françaises avaient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur; la Belgique, malgré sa meilleure volonté, n'étant pas en mesure de repousser une marche française d'un si grand développement et si menaçante pour l'Allemagne, « c'était pour l'Allemagne un impérieux devoir de conservation de prévenir cette attaque de l'ennemi »; ces mesures de l'ennemi l'obligeaient donc, à son grand regret, à entrer en territoire belge, mais il espérait bien que la Belgique observerait une attitude amicale et spécialement « ne ferait pas de difficultés à la marche en avant des troupes allemandes *par une opposition des fortifications de la Meuse* ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages d'art »[1]. — Il ne faut jamais se lasser de relever le mensonge : quand cette déclaration était faite, la mobilisation française était commencée sur les bases de la directive n° 1, notre concentration établie de Belfort à Mézières, la totalité de la région du Nord se trouvait hors de la zone des armées; Givet n'avait à peu près que sa garnison du temps de paix, soit un régiment, et la Meuse n'était pas plus gardée de Mézières à Givet que de Givet à Namur.

Le surlendemain, 4 août, le secrétaire d'État de Jagow, exposant à l'ambassadeur anglais Sir E. Goschen les raisons qui avaient nécessité la violation de la neutralité belge, lui découvrait ainsi le plan de guerre allemand : « Il faut pénétrer en France par

[1] *Livre gris belge*, 20.

la voie la plus rapide et la plus facile de manière à prendre une bonne avance dans les opérations et frapper un coup décisif le plus tôt possible; c'est pour nous une question de vie ou de mort, car, si nous avions pris par la route plus au sud, nous n'aurions pu, vu le petit nombre de chemins et la force des forteresses, passer sans rencontrer une opposition formidable, impliquant une grosse perte de temps, qui aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener les troupes sur la frontière allemande; agir avec rapidité est le maître a tout de l'Allemagne »[1].

Après cette double déclaration le doute n'était guère possible. Pour entrer en France par le chemin le plus court, l'armée allemande prendrait la voie classique des invasions germaniques, la Meuse, et il n'était besoin que de jeter les yeux sur une carte de chemins de fer pour voir quelle rive lui offrait le plus de facilités : au nord, sur la rive gauche, tous les chemins de fer sont de l'est à l'ouest, en direction de la France; au sud, sur la rive droite, ils sont du nord au sud, en direction de la Lorraine. Le gouvernement belge ne s'y méprit pas : « La note du 2 août, — lit-on dans le rapport du commandement sur l'*Action de l'armée belge*[2], — laissait deviner que si les armées allemandes passaient à travers la Belgique, *la Meuse serait non la limite, mais l'axe de leur mouvement offensif vers la France.* « La noble Belgique se tourna vers la France et l'Angleterre en vue d' « une action commune et concertée » : elle assurera

---

[1] *Livre bleu*, 160.
[2] Chapelot, 1915.

la défense de ses places fortes, mais, surprise en pleine réorganisation militaire, elle ne s'estime pas capable de résister seule aux mesures de force de l'Allemagne ni d'opposer un obstacle suffisant à leur mouvement offensif vers la France. Le secours immédiat d'une armée française lui eût peut-être permis de dresser à son début devant le plan allemand un obstacle redoutable et peut-être décisif : la Meuse. « Qui est maître de la Meuse est maître de la Belgique », a écrit Jomini, mais cette maîtrise est difficile à prendre.

La partie méridionale de la Belgique, intermédiaire entre l'Allemagne et la France, a la forme d'un coin dont la pointe est au grand-duché de Luxembourg et dont la Meuse fait l'un des côtés et la base. La Meuse participe ainsi à la défense de la Belgique de Givet, son point d'entrée, à Maestricht, son point de sortie, soit sur un développement de 125 kilomètres, à la base du plateau de l'Ardenne. La défense qu'elle offre varie en raison de l'orientation de son cours. De Givet à Namur, elle coule dans la direction sud-nord et son obstacle, qui pouvait et aurait dû défendre la France, en réalité fut tourné contre elle. Si la Meuse, en effet, ferme là la trouée de l'Oise, la France n'en peut assurer la défense; cette partie de la Thiérache appartient à la Belgique, et la Belgique se vit interdire en 1839 la fortification de la partie sud de son territoire. Les places de Marienbourg, de Philippeville, de Dinant furent donc déclassées, et la France, de son côté, laissa celle de Givet dans l'état où elle était en 1815. C'est ainsi que le point le plus vulnérable de la cuirasse de la France se trouva depuis 1839 sans autre protection que les difficultés

Consulter les cartes B. L. M

d'accès de la région, que les chemins de fer allaient rapidement réduire.

A Namur, où elle reçoit la Sambre, la Meuse fait un brusque changement de direction et jusqu'à Liége, sur un parcours de 50 kilomètres, coule de l'ouest à l'est. C'est là que son importance statégique devient grande et que le mot de Jomini se vérifie, car c'est là qu'elle barre la route la plus directe de Berlin à Paris par Cologne : aussi sur ce court espace deux groses places fortes furent-elles établies, à Namur et à Liége, et dans l'intervalle un fort d'arrêt à Huy.

Pour des belligérants, la tentation était forte de s'emparer de cette position capitale, et la neutralité belge trouvait là une grosse menace. Rappelons que le Gouvernement belge, en 1887, après l'affaire Schnœbelé, estima que le meilleur porte-respect serait la mise en sérieux état de défense de cette partie de la vallée de la Meuse par des ouvrages de fortification, aux principaux points de passage du fleuve, en sorte qu'ils pussent servir d'appui aux troupes en campagne. Les ouvrages de Liége, d'Huy, de Namur gardaient vingt des vingt-quatre ponts de cette partie de la Meuse; mais en amont de Namur, d'Yvoir à Dinant, — c'est-à-dire à l'orifice de la trouée de l'Oise — le commandement et le gouvernement belges avaient laissé libres les cinq points de passage par lesquels pouvaient être tournées les défenses qu'ils venaient d'établir sur le cours supérieur du fleuve.

Avec la partie d'entre Namur-Givet, le seul autre point de pénétration pour les armées allemandes était l'intervalle d'une dizaine de kilomètres entre Liége et la frontière hollandaise (et encore dans ce secteur

la Meuse était-elle doublée, sur sa rive gauche, d'un canal). Or, la frontière présentait là une disposition singulière et à l'avantage de la Belgique : elle était à angle droit, en forme d'équerre, la ligne horizontale délimitant la Belgique d'avec l'Allemagne, la verticale d'avec la Hollande jusqu'à Visé, sur la Meuse, qui, à partir de là et sur le reste de son cours, fera la ligne de partage de la Belgique et de la Hollande. Comme la Belgique méridionale entre l'Allemagne et la France, la Hollande forme tampon entre la Belgique et l'Allemagne, et cette disposition est à l'avantage de la Belgique, puisque le chemin d'Aix-la-Chapelle à Bruxelles et de là en France se trouve intercepté à l'Allemagne par la mise en travers de cette autre neutralité.

Le seul point de pénétration pour l'Allemagne reste le goulet de 10 kilomètres entre Liége et la frontière hollandaise, espace manifestement insuffisant pour le déploiement d'un mouvement débordant à large envergure. Pour développer son offensive contre la France par la Belgique, l'armée allemande était donc tenue de forcer toute la ligne de la Meuse : l'obstacle était de taille, car il favorisait une puissante défensive, mais, s'il était franchi, l'Allemagne était maîtresse de la Belgique. C'était sur la Meuse et seulement sur la Meuse que la Belgique pouvait être défendue.

Ici se pose ce grave point d'interrogation : la Belgique eut-elle le dessein de défendre sa neutralité et son indépendance sur cette ligne de la Meuse, la seule où pouvait être barré le mouvement débordant de l'armée allemande ? Des quelques indices qu'on ait jusqu'ici, il semble qu'on puisse répondre par l'affirmative.

Le système stratégique de la Belgique était fondé sur la défense de la seule rive gauche de la Meuse. Sans doute le dispositif de concentration, — avec les divers quartiers généraux à Liége, à Namur, à Mons, à Bruxelles, à Gand et à Anvers, — était un dispositif de neutralité visant à la fois l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Il dispersait un peu trop les forces et surtout il était vicié par la lourde erreur d'Anvers base de ravitaillement, c'est-à-dire à contre-sens du mouvement général des opérations en cas d'attaque allemande: mais la ligne de défense était nettement jalonnée par les deux places de Liége et de Namur, et ces places avec le barrage de la Meuse répondaient à une attaque allemande, — points d'arrêt et points d'appui autour desquels pouvaient facilement serrer les divisions.

Pour tenir cette ligne contre les trois armées que l'Allemagne allait jeter contre elle, il fallait plus que les 117.000 hommes que la Belgique pouvait immédiatement mettre en campagne; l'armée belge ne pouvait faire office, et encore! que de couverture. Le commandement belge l'avait ainsi compris et ses directives s'inspiraient de cette considération: d'abord défense des positions retranchées de Liége et de Namur; se tenir sur la défensive pour barrer le chemin à l'envahisseur, « l'armée étant ainsi placée *en avant-garde des armées française et anglaise,* attendre sur ces positions que la réunion avec ces armées puisse s'opérer; si cette jonction n'est pas faite au moment de l'arrivée des masses ennemies, ne pas exposer l'armée à une perte certaine et pour cela éviter qu'elle livre *seule* une bataille contre ces masses et se laisse envelopper; agir, au contraire,

de façon à lui ménager toujours une ligne de retraite *permettant une réunion ultérieure avec les armées française et anglaise en vue de l'action commune avec celles-ci*»[1]. La défense de la ligne de la Meuse par l'armée belge était donc conditionnée par la coopération des armées française et anglaise.

Cette coopération, le 4 août, le gouvernement belge la demanda aux gouvernements anglais et français. Sir E. Grey, le jour même, promettait de s'unir à la France et à la Russie en vue d'une action commune pour permettre à la Belgique de résister à l'agression de l'Allemagne[2]. Déjà, le 3, le ministre de la guerre français avait spontanément offert au gouvernement belge l'appui de cinq corps d'armée[3]: une telle offre prouverait que le gouvernement français devait ignorer le plan de concentration, car elle l'eût mis à néant. Il est vraisemblable que l'État-Major général opposa son veto, ne voulant rien changer à la directive n° 1 fondée sur la non-défense du Nord. Et, le 5 août, dans le même temps que le gouvernement français affirmait au gouvernement belge « sa volonté de répondre à son appel et de coopérer à la défense de son territoire »[5], le ministre belge à Londres apprenait du conseiller d'ambassade de France de Fleuriau que « le généralissime français entendait ne rien changer à son plan stratégique et que seule la non-coopération de l'armée anglaise l'obligerait à étendre la gauche française »[6].

---

[1] *L'action de l'armée belge,* rapport du commandement, pp. 6 et 7.
[2] *Livre gris,* 49.
[3] *Livre bleu,* 155.
[4] *Livre bleu,* 151.
[5] *Livre gris,* 52.
[6] *Second Livre gris,* 26.

La concentration française s'arrêtant à Mézières et la défense du Nord de la France étant ainsi remise à l'armée anglaise, celle-ci se voyait ainsi retirer le pouvoir de prêter son aide sur la Meuse à l'armée belge, prépara son embarquement vers les ports français. Pour donner un semblant de satisfaction et avoir l'air de faire quelque chose, le Grand Quartier Général prescrivit au corps de cavalerie Sordet une randonnée sur la rive droite de la Meuse, alors que c'était sur la rive gauche que la Belgique appelait au secours.

Abandonné à ses seules forces et n'ayant pris d'ailleurs d'autre engagement que de défendre ses places fortes, le gouvernement belge dut estimer impossible de résister dans ces conditions sur la ligne de la Meuse, dont l'armée allemande attaquait la principale défense de Liége, et, préoccupé d'autre part de ne pas se laisser couper de sa base de communications d'Anvers, le commandement décida que ce serait en arrière de la Meuse, sur la faible rivière de la Gette, qu'il se préparerait à recevoir le choc des forces allemandes.

Première et déplorable conséquence de notre plan de concentration, la Meuse était abandonnée sans combat à l'armée allemande, qui pour s'en assurer n'avait plus qu'à faire tomber la place de Liége.

Le développement du plan allemand se heurtait à cette grosse difficulté de début, faire entrer le plus rapidement possible en Belgique l'aile droite, qui était l'aile marchante et extraordinairement marchante, — cette armée de von Kluck qui avait à accomplir pour retomber en France un mouvement en

arc de cercle à travers tout le nord de la Belgique, — et ce par le goulet de dix kilomètres d'entre Liége et la frontière hollandaise. Un déversoir si exigu risquait de compromettre toute la manœuvre, fondée sur la rapidité, que précisément cette armée von Kluck devait porter à son maximum. Coincée entre ce double mur, comment pouvait-elle faire ? forcer Liége ou passer par Maestricht en violant la neutralité hollandaise. Mais violer la neutralité de la Hollande, ce n'était pas seulement mettre contre soi une nouvelle armée, c'était encore rendre tout son danger à Anvers en l'ouvrant à la flotte anglaise.

Les frontières belges de ce côté sont un vrai défi au bon sens géographique. Non seulement les bouches de l'Escaut, dont la Belgique a le reste du cours, furent attribuées à la Hollande, mais aussi toute la rive gauche de cette embouchure, en sorte qu'Anvers se voit dépouillé de toute valeur militaire navale puisqu'on n'y peut accéder que par les eaux hollandaises, et de ce fait cette incomparable base de débarquement était interdite à l'Angleterre. La violation par l'Allemagne du territoire hollandais la lui eût rendue ; avec ou sans l'appui de l'armée hollandaise, tout le nord de la Belgique fût devenu une menace terrible pour l'armée allemande, et surtout l'Allemagne se fût fermé les bouches du Rhin et eût vu frapper de paralysie sa principale artère commerciale.

Il fallait donc porter l'effort sur Liége. Une autre considération d'ailleurs y engageait : Liége est un nœud de chemins de fer de toute importance, le *terminus* de la ligne Luxembourg-Liége, la grande ligne de communication entre les théâtres d'opérations de

Lorraine et de Belgique; le 2 août, l'armée allemande s'était déjà assuré Luxembourg, il lui fallait aussi Liége.

L'État-Major allemand s'y détermina d'autant plus facilement qu'il pouvait espérer prendre cette place par un simple coup de main. Le général Herment, exposant *l'État des forteresses belges et sa répercussion sur la défense de notre frontière du Nord*[1], signalait, en 1913, les lacunes et les difficultés de la défense de Liége, — cité industrielle de 175.000 habitants et dont le camp retranché en comptait plus de 300.000, avec de grosses agglomérations industrielles comme à Lille. La fortification de Brialmont était une bonne ossature, mais ses ouvrages auraient dû être remis au point et complétés pour que la place fût en état de résister non à un siège en règle, mais à un coup de surprise; en vue de la première éventualité il eût fallu un mois de travail et surtout une ligne de défense avancée pour préserver la ville d'un bombardement, les forts n'étant distants que de 9 kilomètres du centre de la place. La garnison ne comptait, en août 1914, que 30.000 hommes, au lieu de 48.000 qui eussent été nécessaires. Les Allemands l'assaillirent avec 130.000 hommes[2]. La défense était confiée au général Leman, une des plus émouvantes figures de cette guerre.

Le 4 août, au matin, deux divisions de cavalerie allemande franchirent la frontière belge et, évitant le feu des forts, poussèrent par le plateau de Herve vers la Meuse, où elles trouvèrent à Visé le pont détruit et les passages gardés: c'était l'avant-garde

---

[1] Chapelot, Paris, 1913.
[2] Van der Essen, *l'Invasion allemande en Belgique*, p. 86, Payot, 1917

d'une armée prélevée sur les corps d'armée d'Aix-la-Chapelle et du camp d'Eupen et que commandait le général von Emmich ; dans l'après-midi, les têtes de colonnes arrivaient devant les forts à l'est de Liége. Le 5, au matin, un parlementaire demandait passage au général Leman, qui opposait un fier refus : l'attaque des forts de la rive droite Chaudfontaine-Fleron-Évegnée-Barclon commence. Après une forte préparation d'artillerie, l'infanterie s'avance à l'assaut, en formations serrées, au pas de parade : un feu terrible la fauche et une contre-attaque belge rejette le reste sur ses positions de départ, lui faisant 800 prisonniers. Nouvelle attaque à la nuit, qui s'étend aux forts de Pontisse et de Boncelles, nouvelles contre-attaques belges ; sous le nombre la ligne de défense fléchit par endroits et menace de craquer, mais l'ennemi épuisé ne pousse pas son avantage. Le gouvernement belge décide de ramener ses troupes sur la rive gauche pour les rapprocher du gros de l'armée, qui se concentre sur la Gette; les forts de la rive droite ne joueront plus que comme forts d'arrêt.

Liége n'ayant pas d'enceinte fortifiée et l'ennemi s'avançant entre les intervalles des forts, le général Leman estime peu après qu'elle ne peut être défendue; sa garnison l'évacue et les Allemands en prennent possession le 7, à 8 heures du matin, le jour même où le gouvernement français décernait à la noble cité la croix de la Légion d'honneur. Jusqu'au 17 août, les forts de Liége opposèrent une énergique résistance; les Allemands firent venir leur plus puissante artillerie de siège. Le fort Loncin, où était le général Leman, sauta le 15 août, à 17 heures, ensevelissant sous ses ruines les huit dixièmes de sa gar-

nison. Leman put être dégagé et fait prisonnier : « Je suis certain, — écrivait-il captif à son roi, — d'avoir soutenu l'honneur de nos armes; je n'ai rendu ni la forteresse, ni les forts; en Allemagne mes pensées seront ce qu'elles ont toujours été, la Belgique et mon roi ; j'aurais voulu donner ma vie pour mieux servir, mais la mort n'a pas voulu de moi. » Le 17 août, tous les forts étaient aux mains des Allemands.

Liége avait tenu douze jours; les Allemands avouèrent à 42.700 le chiffre de leurs pertes, mais le passage de la Meuse était forcé et le prix, si élevé qu'il parût, ne l'était pas trop.

Le 9 août la ville de Liége en son pouvoir, le gouvernement allemand offrait à la Belgique une médiation : « La forteresse de Liége, disait-il, a été prise après une défense courageuse; l'Allemagne ne vient pas en ennemie de la Belgique; c'est à cause des mesures militaires de la France qu'elle a dû entrer en Belgique et *occuper Liége comme point d'appui de ses opérations militaires ultérieures;* l'armée belge ayant, dans une résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes de la façon la plus brillante, le gouvernement allemand prie S. M. le roi et le gouvernement belge d'éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre »[1]. Dernière tentative pour neutraliser l'armée belge, esquiver la menace d'Anvers et rendre libre la voie vers la France ; le gouvernement belge la repoussa dédaigneusement. Hormis l'État-Major français, tout le monde voyait l'offensive allemande par le nord de la Belgique.

[1] *Livre gris,* 62.

II

LE PLAN DÉFENSIF DU GÉNÉRAL SÉRÉ DE RIVIÈRES ET LE PLAN OFFENSIF DU GÉNÉRAL JOFFRE

Ainsi l'armée allemande avait forcé la Meuse, la résistance de Liége n'avait retardé sa marche que de quatre jours[1] ; faute d'avoir secouru les Belges, nous perdions ce premier et plus fort obstacle naturel : faute lourde qui livrait la Belgique à l'invasion allemande; mais pourtant, quant à la France, faute réparable. Il existait une seconde défense, artificielle celle-là, notre frontière militaire du Nord, la vieille frontière de fer de Vauban, la frontière d'eau et de boue de Séré de Rivières, la ligne fortifiée Lille-Maubeuge.

Le général de Rivières avait, on s'en souvient, fondé son plan défensif sur la violation de la Belgique par l'Allemagne et sa frontière militaire du Nord fut établie précisément en prévision de l'attaque allemande qui se produisit en ce mois d'août 1914. Mieux à même que personne de mesurer la solidité de l'obstacle qu'il avait dressé à l'Est, sachant que de ce côté l'accès de la France était en fait interdit à l'envahisseur germanique, le génial défenseur de

[1] *Second Livre gris*, 30.

notre territoire comprenait que, contenu à l'est, le flot allemand refluerait au nord et s'y chercherait une issue.

Si le respect de la neutralité belge pouvait être considéré comme un point acquis en tout état de cause, — écrivait en 1883 Tenot, sous l'inspiration du général de Rivières, — il n'y aurait assurément pas lieu de se préoccuper de la défense éventuelle de la frontière du Nord... Mais c'est aujourd'hui une opinion courante dans les cercles militaires allemands qu'elle ne serait pas respectée dans l'éventualité d'un nouveau conflit. De très bons juges considèrent l'attaque par la Belgique comme désormais inséparable de tout plan rationnel d'offensive allemande. Les barrières de l'Est sont trop fortes pour êtres abordées de front, les Allemands savent qu'ils s'y briseraient et c'est pour tourner ce boulevard infranchissable qu'ils reprendront, sans souci de la neutralité belge, le chemin classique des invasions du nord dans le bassin de la Seine... La trouée de l'Oise offre aux Allemands, avec la perspective d'avantages décisifs en cas de succès, plus de garanties de retraite sûre et de ralliement aisé en cas de revers. *L'avantage de combattre hors du champ clos délimité par nos barrières fortifiées suffirait à justifier stratégiquement la marche des Allemands par Liége et Namur* [1].

C'était, en 1880, la conviction du vieil État-Major que, dans une guerre avec l'Allemagne, « les coups décisifs devant être portés par la grande armée laissée sur la ligne Liége-Namur-Laon, on peut tenir pour assuré que la concentration la plus formidable se fera sur la voie ferrée Cologne-Aix-la-Chapelle-Liége ».

[1] Tenot, *La Frontière* (1870-72), déjà cité.

Comme alors notre ligne de concentration se trouvait fort loin de la frontière, il parut impossible, avec l'armée affaiblie comme elle était, de pouvoir briser de front une telle agression et de barrer directement la trouée de l'Oise; aussi le plan de Séré de Rivières était-il de manœuvrer l'ennemi.

Comme la trouée de Charmes, la trouée de l'Oise fut intentionnellement laissée libre, seul le fort d'Hirson, commandant le nœud de voies ferrées, devait imposer à l'ennemi un arrêt de vingt-quatre heures. Au nord, sur le flanc de l'envahisseur, une forte armée serait concentrée pour le pouvoir menacer dans ses lignes de communications. La région du Nord fut à cet effet organisée en vaste camp retranché ; et l'ennemi, à son entrée en France, se voyait obligé de diviser ses forces. S'engageant en effet dans la trouée de l'Oise, une armée allemande devait nécessairement se couvrir sur sa gauche dans la direction Condé-Valenciennes-Bouchain. Or Séré de Rivières avait, de Maubeuge à Lille, établi une barrière d'arrêt : entre ces deux places fortes une série de forts, — Le Quesnoy, Curgies, Condé-sur-Escaut, Valenciennes, Douai, Raismes, Maulde, Flines, — maîtrisaient les diverses rivières qui coulaient en direction de la frontière et permettaient d'y tendre des inondations qui, avec le secours des forêts intermédiaires, rendaient impossible à l'assaillant toute avance dans cette région et fournissaient à l'armée de défense les sûretés voulues pour son action sur le flanc de l'envahisseur. Le secteur du Nord était ainsi rendu pratiquement infranchissable : que si l'armée d'invasion fût parvenue à surmonter de tels obstacles, — et en 1914

on put voir en Belgique l'efficacité défensive de l'inondation, — qu'elle eût pu repousser l'armée de défense sur Lille, elle se heurtait là au camp retranché dont il lui eût fallu faire le siège tout en continuant à observer Maubeuge et les débouchés de Valenciennes; et Lille prise, c'était Dunkerque, suprême réduit! Combien de semaines, de mois pour de telles opérations? Rien que du fait de cette organisation défensive du Nord, une armée d'invasion se voyait effroyablement réduite à son entrée en France.

Et alors un autre obstacle, une autre barrière surgissait devant sa marche sur Paris. L'arc convexe de collines qui, de la Seine à l'Oise, de Fontainebleau à la Fère, par Sézanne, Épernay, Reims et Laon, sépare la plaine de Champagne des riches plateaux de l'Ile-de-France, cette falaise de Champagne constitue le premier et le plus sûr retranchement de Paris : elle coupe toutes les voies se dirigeant sur la capitale et fait face aux principaux débouchés des armées d'invasion, — entre La Fère et Laon de la trouée de l'Oise, entre Laon et Reims de la trouée de Dun-Stenay. Cette incomparable position fut choisie comme seconde ligne de défense : comme à l'Est, le général de Rivières avait établi là une autre digue avec La Fère et Reims comme musoirs et onze forts intermédiaires tenant sous le canon toutes les voies de la Belgique sur Paris. Ce secteur La Fère-Laon-Reims constituait une immense place d'armes, un champ de bataille machiné d'avance, où une armée française en retraite pouvait se ressaisir victorieusement, faire front et rejeter l'envahisseur à la frontière.

Il faut donner un souvenir et un pleur à ce plan génial, qui avait, on le voit, été combiné en prévision de l'invasion de 1914. Il était clair, logique, pratique; il avait été conçu et élaboré par des hommes qui avaient encore toute vive la leçon de la défaite et le sens des possibilités, la mesure de nos forces; ils savaient, eux, que le tracé de sa frontière condamnait la France à la défensive. De quel prix avons-nous payé le mépris et l'abandon de ce programme tutélaire!

A partir de 1900 commença le sac en règle de ce plan défensif; les fortifications furent classées comme monuments historiques, la frontière du Nord condamnée. En 1899, pourtant, un des meilleurs collaborateurs du général de Rivières, le général Beziat jetait ce cri prophétique : « Avec notre tendance persistante à réduire nos défenses du Nord, la violation de la neutralité belge n'est plus seulement rationnelle, elle devient fatale. » En 1910, dans le même temps que les Allemands appliquaient à leur frontière de Lorraine le système défensif de Séré de Rivières, les forts de notre seconde ligne de défense et ceux de la ligne même du Nord, — Laon, La Fère, Condé-sur-Aisne, Flines, Maulde, Curgies, Condé-sur-Escaut, Hirson, — étaient déclassés, avec l'assentiment sinon à la demande de notre État-Major. Pendant deux ans, Driant put tenir en échec le projet de déclassement de Lille, mais le 1er août 1914, le jour même où l'Allemagne annonçait son dessein d'attaquer la France par la Belgique, le ministre de la Guerre réalisait d'un trait de plume le déclassement jusque-là refusé par le Parlement.

Le 3 août, où l'Allemagne déclarait sans motif la

guerre à la France, cette région du Nord n'était même pas dans la zone des armées, et quand le général Percin vint prendre, à Lille, le commandement de la 1re région, il apprit avec stupeur que la place était déclassée, sans garnison de sûreté et son gouverneur mis à la disposition : on avait oublié de l'informer.

En arrivant à Lille, le 3 août 1914, comme commandant de la 1re région, sans instruction aucune du gouvernement sur le rôle que cette place devait jouer dans la défense du territoire national, — rapporte-t-il, — j'ai trouvé la place dans une situation tout autre que celle où je l'avais vue, deux ans auparavant, quand le ministre de la guerre m'envoya prendre connaissance du plan de mobilisation. Personne ne m'avait prévenu des changements qui y étaient apportés. Les remparts étaient désarmés; les artilleurs qui devaient servir les pièces étaient supprimés; une partie des canons avaient été expédiés sur d'autres places; le gouverneur, qui avait été nommé par décret et n'aurait dû être relevé que par décret, avait été déplacé par simple décision ministérielle; la place était virtuellement déclassée [1].

Sous ses ordres, à Douai, se trouvait le général Herment, qui deux ans auparavant avait prophétisé l'attaque allemande par ce coin du Nord et qu'on n'avait pas voulu entendre : il était là, prêt à défendre par le canon cette frontière qu'il n'avait pu sauver par la plume. Sur cette frontière ouverte et abandonnée, l'atelier de Douai — l'un des principaux centres d'approvisionnement de l'armée — fabriquait journellement 600 obus de 120 et 400.000 cartou-

---

[1] Général Percin, *Lettre à un ami, du 25 décembre 1914*. — Pourtant, le 17 juillet 1914, M. Vandame, député et rapporteur du projet de déclassement de Lille, pressentant le danger, adressait au général Pédoya, président de la Commission de l'armée, une lettre où il signalait la menace qui montait sur le nord et demandait qu'on ne déclassât pas Lille. Cette lettre fut publiée par les divers journaux de Lille.

ches![1] Le 11 août, le général Percin avouait au général Herment n'avoir encore aucune instruction pour mettre Lille en état de défense, qu'on y enlevait chaque jour des canons, des munitions, du matériel, et qu'il faisait étudier les mesures à prendre pour retarder la marche de l'ennemi, au moins par le fusil. Lille, malgré tout, pouvait rapidement être remise en état; en deux jours, le général Herment y put réussir.

A Hirson, la situation était incroyable. Le 14 août 1914, à 20 heures, les 9e et 11e compagnies du 23e territorial y débarquaient; il n'y avait dans la ville qu'un militaire, le gouverneur, mais pas de garnison. Le fort était une fort agréable maison de campagne, ombragée par de beaux arbres poussés sur les glacis; les terrains voisins, d'où l'on avait les plus belles vues, servaient de demeure à un Allemand qui y vivait paisiblement. Les ponts-levis du fort étaient rouillés, la tourelle à éclipse servait de grenier à foin; quelques canons, mais pas d'obus, aucun approvisionnement d'artillerie; naturellement pas la moindre mitrailleuse, ni tôles pour abris, ni fils de fer, ni chevaux, ni voitures. Le réarmement de ce fort essentiel, le seul gardien de la trouée de l'Oise, était confié à des territoriaux... et l'ennemi, le lendemain, essayait de forcer la Meuse à Dinant.

Dans cette région du Nord tout l'effort défensif,

Cet atelier de Douai avait un compte de gestion de 30 millions et occupait 2.000 ouvriers. Dans le plan de Séré de Rivières, il était protégé par les forts de Flines, de Maulde et de Condé, qui permettaient de tendre les inondations de la Scarpe et de l'Escaut : tous les trois furent déclassés en 1912. Et sur la carte d'État-Major, mise en service au début de la guerre, Douai était portée avec une enceinte, alors que celle-ci était démolie depuis plus de vingt ans !

depuis la mobilisation, avait été concentré sur Maubeuge. Dans son rapport du 16 mars 1907 au ministre de la Guerre, le général Georges Lebon, commandant le 1er corps d'armée, en même temps qu'il exposait toutes les chances d'une attaque allemande par le nord de la Belgique, demandait qu'on mît au plus vite Maubeuge en état de remplir dans les devoirs que sa position commandait[1]. A cette sage et prévoyante requête une fin de non-recevoir absolue avait été opposée. En 1910 pourtant un programme de réorganisation avait bien été arrêtée mais la moitié à peine en fut réalisée et vainement chaque année la commission de défense de Maubeuge en réclamait l'achèvement; en 1913, le Conseil supérieur de la Guerre décidait que Maubeuge ne jouerait plus que comme point d'appui et le journal de mobilisation de la place prescrivait de ne commencer les travaux de défense que le huitième jour de la mobilisation[2].

Toutefois depuis la mobilisation un grand travail y

---

[1] « Maubeuge, par sa situation offensive en territoire belge, écrivait le général G. Lebon, est une base d'opérations précieuse pour une armée française manœuvrant sur le flanc et les communications d'une armée allemande qui chercherait à pénétrer par l'entre Sambre-et-Meuse, sur les derrières de nos armées de l'Est. L'ennemi ne pourra donc pas la négliger. Maubeuge est-elle aménagée, outillée et ravitaillée comme doit l'être une place moderne pour soutenir un siège en règle ? Je ne le crois pas. Est-elle même actuellement en état de résister à une armée de campagne solidement composée et bien conduite, qui l'attaquerait avec ses seules ressources, canons de campagne, artillerie lourde d'armée ? Je ne le crois pas non plus. J'estime qu'il est extrêmement urgent de doter Maubeuge au même titre que nos grandes places de l'Est, de tout ce qui lui manque ou de ce qu'elle a d'insuffisant : cuirassements, ouvrages intermédiaires, flanquements réciproques, matériel à tir courbe, magasins à poudre bétonnés, etc. *Dans son état actuel elle risquerait de procurer à l'ennemi un succès : à ce point de vue elle serait plus nuisible qu'utile.* »

[2] Commandant Paul Cassou. « Le siège de Maubeuge », *Revue de Paris*, 15 juillet 1918.

avait été accompli, 50 emplacements de batteries, 400 canons, — dont 40 de 155, 100 de 120, etc. — y avaient été installés, parfaitement défilés aux vues, judicieusement placés, et qui devaient être approvisionnés, au moment de l'invertissement, de 300 coups par pièce. L'organisation du tir était remarquablement faite et tout ce qui pouvait servir de couvert à l'assaillant avait été soigneusement repéré ou abattu; de nombreuses tranchées avaient été préparées avec des réseaux de fils de fer; 20 kilomètres de voie ferrée avaient été posés: bref on avait fait en 20 jours le travail qui aurait dû être fait en 20 ans. Mais le corps de place était du dix-huitième siècle et l'arsenal au point le plus éminent; à 4 ou 5 kilomètres, des forts détachés, bétonnés et pourvus de coupoles, lui faisaient une ceinture trop étroite. Maubeuge donnait donc une certaine impression de sécurité et ses défenseurs, sans exagérer sa valeur, la pouvaient d'autant mieux supposer capable d'une honorable résistance qu'une très forte défense lui avait été donnée, plus de 45.000 hommes, pour la plupart des réservistes et des territoriaux, solides pourtant et énergiques, mais avec des cadres fatigués, de vieux officiers sortis de leur retraite et qui eussent mieux fait d'y rester, car ils paralysaient les initiatives de leurs sous-ordres. Le gouverneur, général Fournier, avait été nommé en février 1914; il avait pour collaborateurs trois autres généraux, et pour officier d'ordonnance le député même de l'arrondissement, M. Pasqual.

Le plan de Séré de Rivières avait donc été établi en prévision d'une double attaque allemande par la

trouée de Charmes et par la trouée de l'Oise, mais dans la pensée que le gros effort allemand serait sur le Nord où l'ennemi chercherait la décision; estimant qu'une telle extension du front de défense nous interdisait toute offensive, même partielle, il avait mis les armées sur une défensive rigoureuse et disposées pour la contre-offensive. Mieux que nous notre ennemi apprécia le système et en reconnut la valeur. — « Les frontières de la France sont assez étendues pour que vous puissiez ne pas passer par la Belgique », déclarait au chancelier, le 3 août, le baron Beyens. — « Elles sont trop fortifiées! » lui fut-il répondu. Et devant l'ambassadeur d'Angleterre, le lendemain, le secrétaire d'État de Jagow commentait cette déclaration : « Il nous faut pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile de manière à prendre une bonne avance et frapper le plus tôt possible quelque coup décisif: *si nous avions passé par la voie plus au sud, nous n'aurions pu, vu le petit nombre de chemins et la force des forteresses, espérer passer sans rencontrer une opposition formidable* ». Ainsi, par le seul jeu à l'Est du plan de Séré de Rivières, avant la guerre déclarée, la France avait déjà imposé sa volonté à l'ennemi et l'avait obligé à se mettre pour l'attaquer dans la pire position politique : c'est avec grande raison que M. Hanotaux a écrit que l'Allemagne subissait la loi des mesures de précaution que nous avions prises là. Le plan allemand est l'hommage de l'ennemi à l'œuvre de Séré de Rivières, mais aussi la condamnation de cette stratégie follement offensive, qui aboutit à l'abolition de cette œuvre sur le point peut-être le plus critique.

Consulter la carte H.

Le plan de concentration offensive du général

Joffre, — la directive n° 1, — groupait, comme on l'a vu, sur la frontière de Belfort à Mézières, les quatre armées de Dubail, de Castelnau, de Ruffey, de Lanrezac, avec, en réserve et entre les deux ailes l'armée de Langle de Cary; à l'extrême-gauche, sentinelle perdue, le groupe Valabrègue, trois divisions de réserve, en position retranchée, surveillant seul la trouée de l'Oise et la région du Nord. L'aile droite (1re et 2e armées) devait, quoi qu'il arrivât, prendre l'offensive en Alsace et en Lorraine; l'action de l'aile gauche était subordonnée à la violation de la neutralité de la Belgique par les Allemands et dans ce cas, la 5e armée (Lanrezac) remontait à gauche sur le front Mézières-Mouzon, la 3e (Ruffey) serrait un peu à droite, entre les deux prenait place la 4e (de Langle de Cary), et ces trois armées réunies devaient prendre l'offensive dans les deux Luxembourg. C'était alors l'offensive par les deux ailes: toutefois, l'offensive en Lorraine n'avait d'autre objet que d'obliger l'ennemi à nous opposer là le plus de forces possible, l'offensive par le Luxembourg belge devenait la principale et celle dont l'État-Major attendait la décision.

L'hypothèse d'un mouvement débordant ennemi par le nord de la Belgique avait été systématiquement écartée, tout au plus admettait-on l'éventualité d'un raid de cavalerie allemande sur la rive gauche de la Meuse, et cette conviction avait déterminé le placement de la 4e armée en arrière du centre du dispositif, où elle était en position d'armée « d'exploitation de succès », pour le cas où l'action se ramasserait sur la frontière franco-allemande, ou de renfort d'aile gauche, au cas où la violation par les Allemands de la neutralité belge obligerait à étendre le front fran-

çais. Elle devait alors prendre place entre la 5e et la 3e armées, en dérangeant l'une et l'autre, ce qui devait amener une appréciable perte de temps : n'eût-il pas été plus pratique et logique de la mettre en échelon derrière la gauche de la 5e armée, ce qui, dans le cas d'une attaque allemande par la rive gauche de la Meuse, lui eût permis de prolonger l'aile gauche sans en bouleverser tous les éléments, et de serrer rapidement sur Maubeuge en associant son effort défensif au groupe Valabrègue?

Un plan de concentration est la pensée du commandement; il aiguille la guerre, on peut dire qu'il est toute la guerre, car ses conséquences répercuteront longuement sur les opérations : une erreur là risque de se prolonger jusqu'à la fin des hostilités. L'erreur fondamentale de la directive n° 1 apparaît avec évidence : elle concentrait toute l'armée sur la seule partie orientale de la frontière et, repoussant *a priori* l'éventualité d'une attaque ennemie par le Nord, le laissait sans défense. Une autre erreur, et non moins grave, était dans le mouvement initial qu'elle imposait à l'armée : l'offensive générale, l'application des théories des jeunes novateurs du Centre des hautes études militaires, et du Règlement de 1913. Déjà, l'on a exposé les raisons de principe qui interdisaient à la France une offensive initiale : le tracé de notre frontière intentionnellement établi en 1815 et en 1871 pour nous défendre tout déploiement offensif; l'état de nos alliances toutes défensives et la lenteur de la mobilisation russe; le souci de ne pas donner à l'Allemagne l'ombre d'un mauvais prétexte à nous attaquer, au point le plus perfide de notre frontière, en passant par la Belgique; la com-

paraison des effectifs opposés; notre régime politique intérieur non seulement pacifique, mais pacifiste, et le sens inévitable de la guerre qui nous serait imposée. Il ne reste maintenant qu'à y joindre, pour le cas actuel, les raisons de fait.

Le but de l'offensive, c'est la prise immédiate de l'initiative; son moyen, la supériorité des effectifs, de l'armement et l'avance de la mobilisation, — nous n'avions ni l'un ni l'autre. Il faut être prêt le premier pour pouvoir attaquer le premier, sinon la concentration doit être défensive; c'était une règle de la vieille stratégie napoléonienne et l'expression du bon sens qu' « avant de songer à attaquer, il faut être prêt à se défendre » : on doit se décider non pas après, mais d'après l'ennemi. Le premier devoir, le devoir élémentaire d'un état-major, sa raison d'être, c'est précisément d'être assez renseigné sur la concentration ennemie pour pouvoir reconnaître si on est prêt le premier et, selon ce qu'il apprendra, le général en chef donnera à son action une forme offensive ou défensive : assurément c'est l'une des plus graves résolutions et la plus lourde responsabilité, mais c'est pour prendre l'une et l'autre qu'on a un général en chef. L'offensive généralisée et *a priori* est beaucoup plus facile et moins laborieuse : c'est la solution paresseuse de ce redoutable problème initial de la guerre ; c'est une solution administrative, non militaire, car alors, pour conduire une guerre ainsi mise en formules et sans avoir à tenir compte des réalités, point ne serait besoin d'un Napoléon, « M. Lebureau » suffirait.

Or notre concentration, on l'a vu, était offensive *a priori*. En 1913, le commandement avait décidé

qu'au jour J de l'an A, dans une guerre contre l'Allemagne et celle-ci violant la neutralité belge, l'armée française attaquerait sur tout le front du Rhin à Mézières, le mouvement commençant par la droite et se poursuivant par le centre et la gauche. On n'avait négligé qu'une chose : se préoccuper de ce que ferait l'adversaire, et s'aviser, ce qui ne demandait pas pourtant une extraordinaire perspicacité, de la puissance formidable des canons et des mitrailleuses, du tir indirect systématisé, en un mot de la défensive.

Or ce jour J (3 août) de l'an A (1914), on aurait dû savoir que l'Allemagne avait l'avance, que sa mobilisation se faisait depuis un mois, sinon plus, et que conséquemment elle ne pouvait pas ne pas avoir l'initiative : l'ennemi lui-même annonçait son attaque par le Nord ; le gouvernement le savait et comment n'imposa-t-il pas ses vues à l'État-Major ? Connaissant la directive n° 1, n'avait-il pas le devoir d'en prescrire le changement et de mettre d'autorité les armées sur la défensive ? Ce faisant, il n'eût fait que rappeler l'armée à son rôle primordial.

Peut-être discutera-t-on longtemps, et déjà on le tente, si cette directive n° 1 fut louable ou condamnable et si le haut commandement eut raison de porter l'effort offensif de l'armée à l'Est où l'armée allemande se calait sur la défensive, et de laisser libre le Nord où l'ennemi avait monté son attaque ; le juge du débat c'est le bon sens, qui comme première pièce du procès mettra la définition du rôle de l'armée et de l'armée d'une démocratie et d'une république.

L'Académie française, oracle de la sagesse passée,

donne dans son dictionnaire cette définition de l'armée : « toutes les troupes qu'un État lève et entretient *pour sa sûreté.* » La fonction de l'armée, il le faut affirmer avec force, est d'abord de défendre le territoire, tout le territoire, d'assurer son intégrité, de préserver chaque point de la frontière nationale de l'insulte de l'ennemi; sa mission c'est la *défense nationale.* Déjà l'on voit avancer ce paradoxe irritant et redoutable que la protection du territoire n'est pas le but unique, ni même principal de la guerre, que ce but est l'anéantissement de la force ennemie. C'est l'application à la guerre de l'esprit de *Kriegspiel:* le territoire ne compte pas, la manœuvre seule vaut. Cette idée fausse n'a que trop infecté avant la guerre l'esprit de notre commandement, nous lui devons les malheurs qu'on sait. C'est par elle qu'on refusa si longtemps la fortification de Nancy; qu'on assignait, dès 1890, Orléans comme le point de recul commode pour une manœuvre contre l'armée allemande, Paris étant tenu comme négligeable ; c'est cette théorie qui faillit trouver son application dans cette fin tragique d'août 1914 où la retraite de l'armée était prescrite sur la Seine quand Gallieni... pourquoi pas la Bidassoa?

Cette conception manœuvrière de la guerre s'expliquerait à la rigueur pour un pays immense et inerte comme la Russie, mais pour notre petite terre de France c'est plus qu'une erreur : si l'armée y est l'expression de la puissance et la concentration de la force du pays, cette force-là n'est pas indépendante et ne vit pas sur soi; c'est le pays, tout le pays qui l'alimente et la soutient, et, abandonnant délibérément et sans contrainte le territoire pour manœu-

vrer plus aisément, l'armée ferait songer à l'animal extraordinaire décrit par Flaubert, et qui se mangeait les pattes sans s'en apercevoir.

On est confus d'avoir à porter un tel secours au sens commun; mais, depuis un siècle, le Français a tellement perdu l'habitude de réfléchir et de penser par lui-même, et depuis le début de cette guerre on a, systématiquement, avec les meilleures intentions, si fort faussé l'esprit public qu'il n'est que temps de préparer la réaction du bon sens. De cette fausse idée-là, quels périls mortels ne sont pas sortis ! Cette frontière du Nord, qu'on ne voulut et qu'on ne put défendre à temps, cette région de Briey qu'on abandonna spontanément, c'étaient la ruche industrielle de la France, qui fournissait à l'armée ses armes, son vêtement, son aliment; *l'ennemi ne trouva que là, de son propre aveu, le moyen de prolonger la guerre.*

La directive n° 1, ainsi fondée sur la non-défense de ces régions essentielles, risquait d'amener, en cas d'échec, l'anéantissement économique du pays : c'était l'aboutissement inéluctable de l'idée préconçue d'initiative offensive, dans l'état de notre frontière de 1871 ; on jouait le sort de la France sur cette seule carte.



III

LES POSITIONS DES ARMÉES ALLEMANDES ET LA 5e ARMÉE : LE GÉNÉRAL LANREZAC

Napoléon, bien qu'il fût ou peut-être parce qu'il était Napoléon, ne rejetait point le conseil; il le recherchait même, s'entourant de tous les renseignements, provoquant toutes les objections à ce point que son entourage le jugeait timoré et d'un formalisme excessif: « Il était d'une si grande circonspection, témoigne Cambacérès, qu'on avait peine à le déterminer à signer des arrêtés de pure exécution sans les avoir soumis au Conseil d'État. » Ses chefs, qui ne le valaient pas, n'étaient pas tous des respectueux; ils avaient une assez grande liberté de langage et en usaient; lui ne se froissait pas du ton ni de la forme et ne retenait que l'indication et l'intention. Le vrai chef écoute les observations, les juge et sait en tenir compte; il considérera la franchise comme la meilleure marque de déférence et que le vrai respect est intérieur. Il saura prendre et garder la responsabilité de ses actes, s'il s'est trompé le reconnaître à temps et ne pas persévérer dans son erreur, et ce serait lui faire la pire injure que de le supposer capable ou de cacher une faute ou de rejeter sur les exécutants l'insuccès d'un ordre impossible.

Dans notre armée contemporaine, on eut surtout le respect de la fonction, le culte de la hiérarchie, ce qui est différent. La hiérarchie ne se fondant pas toujours sur le mérite, ceux qui étaient les plus dignes d'être chefs prirent le pli de s'incliner sans une observation devant le jugement de ceux qui les commandaient sans parfois les valoir, parce que leurs supérieurs; il en résulta autour de ces chefs comme un barrage contre la vérité; on ne laissait passer que ce qui pouvait être agréable, certains états-majors devinrent des cercles de courtisans et l'on constata trop souvent chez le militaire un fléchissement regrettable du caractère.

A toutes ses chances le maréchal Joffre joignit celle d'avoir près de lui, comme ses collaborateurs les plus immédiats, les meilleurs, Gallieni, Castelnau, Dubail, Ruffey, Lanrezac pour n'en citer que parmi ses premiers commandants d'armée: quel plus magnifique conseil! jamais Napoléon n'en eut un pareil.

Gallieni d'abord: il avait la survivance et la lettre de commandement lui donnant l'investiture en cas de malheur[1]; ce coadjuteur incomparable, dont le coup d'œil et la décision sauvèrent la France et l'armée, de quelle utilité dut-il être dans ces quinze premiers jours d'août où se dessinait l'attaque allemande? se trouvait-il au Grand Quartier Général, fut-il consulté et écouté? Castelnau, dont la guerre fit éclater le génie, qui sut voir à Nancy et à Verdun, qui prépara la mobilisation et la concentration, reconnut-il à temps, devant la manœuvre ennemie et la menace chaque jour grandissante sur le Nord,

[1] *La Revue Prytanéenne,* septembre 1917. Remise du buste du général Gallieni au Prytanée militaire: allocution de M. Robert.

le péril de cette offensive généralisée ? Ruffey, grand raisonneur et grand imaginatif, n'entrevit-il pas, en ces jours tragiques, le plan ennemi et la surprise montée ? Dubail, à qui était assignée une tâche quasi surhumaine et qui la réussit, représenta-il les impossibilités de la mission confiée à son armée, garder le Rhin en même temps que conquérir l'Alsace ? Dès maintenant il est acquis qu'un, au moins, vit, à la première minute, le mouvement des Allemands par la rive gauche de la Meuse et le signala : Lanrezac.

La 5e armée, extrême aile gauche française, était en l'air, sans appui et, par position, la plus exposée et la seule exposée à un mouvement débordant de l'ennemi ; c'était le point le plus scabreux de toute la ligne. C'est donc principalement sur cette armée que doit porter l'attention, puisque c'est elle qui fut à Charleroi et y reçut le gros choc ennemi. Le sort de la France reposait vraiment sur elle, son anéantissement eût été le désastre, sa dure et glorieuse retraite fut l'égal d'une victoire, car sans elle le rétablissement de la Marne eût été impossible. Son chef était le mieux placé pour voir venir le péril, il ne pouvait pas ne pas comprendre la témérité du plan de concentration ; il osa parler.

Tous ceux qui connaissent le général Lanrezac louent « son incomparable intelligence militaire et la magnifique honnêteté de son caractère ». C'était plus qu'un chef, un grand chef, certains disaient même le chef; ces quelques lignes du portrait qu'en donne M. Hanotaux corroborent ce jugement: « Grand, vigoureux, la tête puissante, le visage pâle, l'œil droit et limpide, le verbe haut, toute sa per-

sonne est un mélange frappant d'intelligence, de force et d'impétuosité: il y a dans cette nature vraiment militaire quelque chose de prompt et d'impulsif qui annonce les décisions rapides et comme inspirées..., mais la réflexion, l'expérience, l'autorité résultant d'une carrière où l'étude et l'enseignement ont tenu une grande part tempéreront ce qu'il peut y avoir d'un peu nerveux dans ces détentes soudaines; rarement un homme aborda mieux préparé la tâche difficile qui lui était confiée »[1].

L'éminent historien ajoute que « la vie militaire du général Lanrezac n'était pas seulement une carrière, que c'était aussi une doctrine ». Lanrezac, en effet, était avant la guerre et fut, pendant le trop court moment que dura son commandement, le tenant de la vieille stratégie, de la méthode rationnelle, il était des rares qui ne condamnaient pas systématiquement la défensive, qui l'admettaient même et lui reconnaissaient une valeur pratique. Il professa à l'École de guerre ces doctrines, devenues plus qu'audacieuses, il n'avait même pas craint d'écrire : « La devise: *Attaquer l'ennemi partout où on le rencontre* (il trouva même une formule plus leste et gauloise qui est restée dans la troupe) est des plus dangereuses; si chaque commandant de corps subordonné a le droit de bourrer, tête baissée, sur le premier adversaire à sa portée, le commandant en chef est impuissant à exercer la moindre action directrice ». Et, le seul peut-être, il ne rejetait pas les manœuvres en retraite : « Elles constituent, affirmait-il, le seul procédé, le seul expédient si l'on veut, qui permette à un

[1] *Histoire illustrée de la guerre de 1914*, V. 244.

corps engagé dans une situation difficile d'en sortir sans trop de risques ». M. Hanotaux déclare que « cette doctrine, puisée aux meilleures sources, était en opposition avec certaines idées qui s'étaient répandues dans l'armée ». Le général Lanrezac était, en effet, la critique incarnée et extraordinairement vivante mais pas toujours très respectueuse de la doctrine à la mode, du dogme de l'offensive à outrance. Aux manœuvres qu'il dirigea de 1910 à 1913, il ne s'était pas gêné pour censurer vertement le « bourrage », qui avait alors la faveur et l'avancement. Ce fier soldat n'avait pas peur d'avoir raison ; il secouait les idoles et au besoin bousculait les pontifes, sans se soucier des conséquences : au surplus, vivant près du troupier, l'aimant, en étant aimé, il prenait allégrement son parti de cette disgrâce et gardait ses idées avec sa belle humeur.

Au mois de mai 1914, le général Lanrezac, appelé au Conseil supérieur de la guerre, recevait la lettre de service l'investissant, pour le temps de guerre, du commandement de la 5e armée en remplacement du général Gallieni, appelé, lui, à doubler le général en chef.[1] Quand, en juin 1914, Lanrezac eut pris connaissance du dossier de mobilisation de la 5e armée, il en reconnut sur-le-champ l'erreur. Sa gauche découverte à la merci d'un mouvement débordant par les

[1] Dans les premiers mois de 1914, le général Gallieni avait élaboré et mis en discussion, au Cours de perfectionnement de l'Ecole de Guerre, — surnommé l'École des élèves-maréchaux, — un *Kriegspiel* sur le rôle de la 5e armée en prévision d'une attaque allemande par la rive gauche de la Meuse, et dans lequel pour pousser à fond le problème, lui, Gallieni, avait pris le commandement de l'armée allemande. On avait abouti aux conclusions suivantes : porter à 9 corps d'armée les effectifs de la 5e armée, — renforcer la fortification de Maubeuge, — maintenir le reste de l'armée sur la défensive de Belfort à Givet.

deux rives de la Meuse, comment la remonter à temps; et n'était-il pas plus simple de mettre la 4e armée en échelon sur la gauche au lieu de la placer au centre? la prudence ne commandait-elle pas, dans une aussi scabreuse position, une manœuvre à deux périodes, défensive pour attendre l'ennemi, contre-offensive suivant les possibilités?

Ne connaissant pas cette région ardennaise, où il n'avait jamais commandé, le général Lanrezac ne voulut pas s'en remettre à sa seule impression, il fit étudier le dispositif par son État-Major, l'avis fut unanime. La pensée de l'état-major du général en chef était, en cas de violation de la neutralité belge par les Allemands, de demander la décision à une offensive redoublée dans l'Ardenne belge sans se préoccuper de l'aile droite de l'ennemi, car plus celui-ci y porterait de forces, plus, pensait-on, il affaiblirait son centre et faciliterait notre percée. Pour croire cela, il fallait n'y être pas allé voir. On a déjà signalé[1] les difficultés d'accès de cette région, l'obstacle quasi insurmontable qu'elle oppose à toute incursion française et par contre son avantage pour l'assaillant germanique qui, sous le couvert d'impénétrables forêts, peut se glisser jusqu'à la frontière française: c'était connu de tous les stratégistes depuis un et deux siècles. Aussi les impossibilités de la manœuvre assignée à la 5e armée apparurent-elles vite à ses futurs exécutants. Le pays où elle aura à opérer, du confluent de la Semoy à Arlon, est un vrai coupe-gorge; supposer qu'on y pourra « bourrer » est un non-sens; tout au plus peut-on

[1] Livre II, chapitre 2, « la Frontière de 1815 et la guerre de 1914. »

escompter un demi-succès, mais pas ce succès prompt et décisif qui dissocie l'ennemi et le contraint à une retraite prolongée : d'autre part, les Allemands sont prudents et solides ; s'ils se mettent sur la défensive ou s'ils font seulement un emploi méthodique du combat en retraite, leur aile droite aura tout le temps de donner à sa manœuvre enveloppante un développement qui nous obligera à lâcher prise.

Il ne suffit pas de reconnaître l'erreur d'un chef, le devoir de l'exécutant est d'oser la lui signaler à temps : le général Lanrezac eut ce courage. L'horizon se chargeait de nuages, la menace de guerre grossissait ; le 29 juillet il remettait au général Joffre un rapport pour exposer les impossibilités de la tâche assignée à son armée[1] : si, disait-il, les Allemands arrivent avant nous à la sortie nord des bois de la Semoy, nous ne passerons pas ; si la voie est libre, nous ne pourrons pas venir promptement à bout des forces adverses, ni brider à temps un mouvement débordant très probable par la rive gauche de la Meuse ; — et il demandait une modification du groupement des armées pour porter la 4e armée en échelon en arrière et à gauche de la ligne générale de concentration.

Aux premiers jours de la mobilisation, l'Allemagne ayant affirmé ses intentions sur la Belgique, le général Joffre prescrivit les dispositions prévues pour le cas de violation par l'ennemi de la neutralité ; c'était

[1] Dans une *Note secrète sur la conduite de la guerre*, sans noms d'auteur ni d'imprimeur — mais où l'on devine quelqu'un qui sait et qui a vu — il est dit (p. 31) que ce rapport du général Lanrezac est conservé dans les archives de l'armée.

la mise à exécution, sans changement, de la seconde hypothèse de la directive n° 1.

Consulter la carte J.

La 1re armée, sous le commandement du général Dubail, avec les 7e, 8e, 13e, 14e et 21e corps, la 1re division de réserve, se concentrait vers Épinal, la droite sur Belfort. La 2e armée, dont le général de Castelnau allait prendre le commandement, avait son point de concentration vers Nancy, sa gauche près de Toul, elle comprenait les 9e, 15e, 16e, 18e et 20e corps, un corps de cavalerie, 3 divisions et une brigade de réserve. La 3e armée se composait des 4e, 5e et 6e corps, d'une division de cavalerie et de 3 divisions de réserve; rassemblée aux environs de Verdun, elle était sous les ordres du général Ruffey. La concentration de la 5e armée se faisait en arrière de la Meuse, entre Verdun et Mézières, avec le général Lanrezac, qui disposait des 1er, 2e, 3e, 10e et 11e corps, du corps de cavalerie Sordet à 3 divisions, d'une autre division de cavalerie et de 2 divisions de réserve : c'était la plus forte armée. La 4e armée est sous les ordres du général de Langle de Cary : 12e et 17e corps, le corps colonial et une division de cavalerie concentrés en seconde ligne dans région Sainte-Menehould—Commercy. A l'extrême-gauche, sans liaison avec le reste de l'armée, dans la région Hirson-Vervins, les 51e, 53e et 60e divisions de réserve, sous le commandement du général Valabrègue, se mettent en position retranchée pour surveiller la trouée de l'Oise. Là s'arrête la zone des armées; on a vu que tout le Nord forme la 1re région dont le général Percin a le commandement et qui relève directement du ministre de la Guerre.

En même temps, le commandant de la 5e armée reçoit l'ordre, ses débarquements terminés, de faire

serrer son armée sur la gauche, sur le front Mouzon-Mézières, pour donner place à la 4e armée, qui s'intercalera entre la 5e et la 3e. Les profanes se demandent les raisons de ce branle-bas et s'il n'eût pas été plus logique de mettre du coup les 5e et 4e armées à leur place définitive: le déménagement de cette partie du front amena un retard de trois ou quatre jours.

Il faut observer aussi, que, dans ce dispositif, les deux ailes étaient indépendantes; entre elles se trouvait toute la région de Briey sans défense, en sorte qu'il n'y avait pas une armée et un front, mais deux groupes d'armées. Le dispositif de l'aile gauche française répondait donc à une marche de la droite allemande par Bastogne sur Mézières, il ne laissait à l'armée française d'autre moyen de se rétablir, au cas d'une offensive puissante par la rive gauche de la Meuse, que l'abandon d'une partie considérable, — et la plus riche, — du territoire. Le plan était d'attaquer sur tout le front, du Rhin à Mézières, le mouvement commençant par la droite et se prolongeant par le centre et par la gauche[1].

L'État-Major, soit qu'il calculât à 25 corps les forces allemandes, soit qu'il sous-estimât la valeur combattante des divisions d'*Ersatz*, tenait pour impossible un mouvement débordant de l'ennemi par la rive gauche de la Meuse : ils nous feraient la partie trop belle, disait-on au Grand Quartier Général, dégarnissant ainsi leur centre pour lancer leurs troupes dans une marche aussi risquée et nous permettant d'y foncer, de couper leur aile

---

[1] *Revue de Paris*, 15 septembre 1917 : « Précisions sur la bataille de la Marne », par Z. Z. Z.

droite, de la rejeter vers le nord, tandis que notre propre aile droite, pénétrant en territoire annexé entre Metz et Strasbourg, retiendrait dans ces régions les troupes qu'ils y ont rassemblées[1].

Mais l'État-Major allemand, au lieu de 25 corps, en amena 34...

Et voici comme étaient disposées ces armées allemandes.

Consulter la carte M.

Devant notre aile droite, en Alsace et en Lorraine, les VII[e] et VI[e] armées, sous le général von Heeringen e- le kronprinz de Bavière : la première de 160.000 hommes comprenait 3 corps d'armée et un de réserve et se tenait dans la région des Vosges et du Donon; la seconde, de 200.000 hommes, concentrée au sud de Sarrebruck, était à 3 corps actifs et un de réserve. Ces deux armées avaient ordre d'attendre sur les fortes positions d'entre Strasbourg et Metz l'offensive escomptée de l'adversaire ; elles avaient soigneusement machiné et disposé les champs de bataille où assurément elles savaient que nous les attaquerions. La garde de la Haute-Alsace avait été abandonnée à des *Landwehr* et à des *Landsturm*.

Devant notre aile gauche, le centre allemand, relié à l'aile gauche par la place de Metz, était ainsi établi : la V[e] armée, 200.000 hommes, 3 corps actifs, 2 de réserve, sous le commandement du kronprinz d'Allemagne, avait été concentrée vers Trèves et visait Longwy et la trouée de Stenay; la IV[e] armée, avec le duc de Wurtemberg, 200.000 hommes, 3 corps actifs et 3 de réserve, devait, de la région de Pronsfeld-Gerolstein-Bitbing où elle avait été rassemblée, tra-

[1] Hanotaux, *livre cité*, IV, p. 26. — V, 65.

verser le Luxembourg belge et marcher sur la Semoy à travers la forêt des Ardennes.

Ce secteur des Ardennes et du Luxembourg était le centre du dispositif allemand quand notre État-Major y voyait son aile droite et n'attendait que de là le mouvement débordant. Or, — et ce fut l'une des surprises, car il y en eut au moins deux, — à l'insu de notre haut commandement, le grand État-Major de Berlin avait dissimulé son aile droite où il avait mis le principal de sa force. Cette aile droite faisait avec le centre un angle quasi droit, dont la charnière était à Namur et la branche supérieure sur la Meuse jusqu'à Liége et la frontière hollandaise, et cette branche devait, pivotant sur Namur, accomplir un mouvement circulaire par le nord de la Belgique pour venir se mettre sur la Sambre et par delà à l'alignement du centre allemand et, sans attendre, poursuivre par le nord de la France, vide de troupes, l'enveloppement de notre aile gauche. Cette aile droite allemande était constituée par les IIe et Ire armées, de 260.000 hommes chacune, sous le commandement des généraux von Bulow et von Kluck; la IIe armée, de 6 corps avec la Garde et sa réserve, 2 corps actifs, 2 de réserve, concentrée à Eupen et à Elsenborn, devait, après avoir pris Liége, passer la Meuse à Huy, investir Namur et forcer les passages de la Sambre à Charleroi; la Ire armée, de 7 corps, avait été concentrée à Aix-la-Chapelle, elle devait déclencher son mouvement, seulement à la dernière heure, et par une marche prodigieuse, passant par Bruxelles, se rabattre par le sud-ouest pour réaliser l'enveloppement de la gauche française.

Mais alors, prévoyant que, cette première surprise découverte, le commandement français, féru d'offensive, essaierait vraisemblablement d'enfoncer le centre allemand, le grand État-Major de Berlin, bien que la nature des lieux fît très solides les positions de la IVe armée destinée à recevoir le choc et rendît plus que problématique la réussite de la manœuvre française, avait, à tout événement et prévoyant le pire, concentré en arrière de cette IVe armée une IIIe armée, jusqu'au dernier moment dissimulée dans les camps de l'Eifel; cette armée-là, de 120.000 hommes, 3 corps actifs[1] et un de réserve, était commandée par le général von Hausen.

C'était la seconde surprise. Il serait fort intéressant de connaître les directives de cette IIIe armée : était-ce une réserve du centre, pour le cas où l'aile gauche française parviendrait à ébranler ou à enfoncer ce centre? n'était-ce pas plutôt la gauche de l'aile droite allemande, qui devait franchir la Meuse sans coup férir entre Namur et Fumay lorsque les IIe et Ire armées dépasseraient la ligne Namur-Bruxelles, et la remontée de notre 5e armée sur la Sambre ne déconcerta-t-elle pas le mouvement et ne dérangea-t-elle pas le plan allemand? Von Hausen, surpris, ne vit-il pas la position de cette 5e armée, sans liaison suffisante avec nos armées d'offensive en Luxembourg, et qu'il pouvait tenter de l'envelopper sur sa droite pendant que la IIe et la Ire armées l'envelopperaient sur sa gauche?

En résumé, sur 1.400.000 hommes mis par le commandement allemand contre nous, 360.000 seulement,

---

[1] Deux en réalité, car un des corps actifs fut, au dernier moment, retiré et renvoyé sur le front russe.

8 corps, — le quart, — étaient en Lorraine et en Alsace, où nous avions, nous, mis la moitié de nos forces, 13 corps. Dans la région des Ardennes, 13 corps étaient opposés aux 13 corps français et avaient pour eux l'avantage de la position. L'aile droite allemande, 13 corps, n'avait devant elle que la petite armée belge. Au point de vue tactique, du côté allemand, l'offensive par la seule aile droite, le centre et l'aile gauche calés sur la défensive; du côté français, point de centre et l'offensive générale de l'une et l'autre aile.

Jusqu'au dernier moment, l'État-Major français agit comme s'il ignorait la présence de ces trois armées ennemies; comment une aussi terrible méprise fut-elle possible?



IV

LA SURPRISE MANIFESTÉE :

L'OFFENSIVE QUAND MÊME ET PARTOUT

Pourtant l'offensive allemande s'annonçait de plus en plus clairement par le nord de la Belgique : l'attaque de Liége signifiait que la manœuvre débordante prendrait une grande extension, et des renseignements circonstanciés arrivaient. On a vu que, le 5 août, pour répondre à la demande de renforts du gouvernement belge, notre État-Major avait envoyé le corps de cavalerie Sordet dans la région Paliseul-Neufchâteau et le Luxembourg ; ce raid, qui fut peut-être plus qu'une erreur et démolit inutilement trois de nos meilleures divisions, eut au moins ce résultat de fournir immédiatement à notre haut commandement des renseignements précieux sur le mouvement ennemi. Dès le 6 [1], en effet, ce service de sûreté improvisé apprenait que 13 corps allemands formés en deux

---

[1] Dans son article cité plus haut sur le « siège de Maubeuge », le commandant Cassou avance que, dès le 3 août 1914, le général Fournier, gouverneur de Maubeuge, aurait transmis au ministre de la Guerre et au Grand Quartier Général une information de son service de renseignements que la cavalerie allemande avait fait son apparition à Huy, couvrant la marche de 5 à 6 corps et que dans ces conditions Maubeuge serait hors d'état de pouvoir résister. Le général Fournier fut considéré comme un affolé et immédiatement relevé ne son commandement, mais sa disgrâce fut levée le lendemain, à la suite d'une enquête du général Pau.

armées étaient destinés à opérer à l'ouest de la Meuse en partant d'Aix-la-Chapelle, et qu'indépendamment de cette masse, une dizaine d'autres corps, partant de la région de Saint-With, se préparaient à marcher à l'est de ce fleuve; peu à peu on reconnaissait trois ou quatre de ces corps groupés en une armée et franchissant la ligne frontière Ourthe-Houffalize [1].

Le général Lanrezac voyait ainsi sa gauche de plus en plus découverte au moment où se précisait le mouvement débordant : le 7 août, le commandant de la 5e armée faisait remettre par son chef d'état-major au Grand Quartier Général un rapport circonstancié où il exposait sa crainte que les Allemands ne missent par ce débordement sa gauche en péril; il fut répondu au porteur : « Comment, le général Lanrezac revient encore sur sa crainte d'être débordé à gauche ! Une telle éventualité n'est pas à redouter; au surplus, si elle se produisait, ce serait tant mieux » [2].

Et l'ordre fut donné de commencer l'offensive en Haute-Alsace.

Cette offensive sur Mulhouse fut une affaire sentimentale plus que stratégique. Une opération sur le haut Rhin se liait nécessairement à une offensive

---

[1] Le général Palat ajoute : « C'était un renseignement d'intérêt capital il prouvait, en effet, que la violation du territoire belge n'avait pas uniquement pour but de pénétrer dans notre territoire par l'intervalle entre la Moselle et la Meuse... Franchir la Meuse avec une masse de 13 corps indiquait un mouvement de beaucoup plus large envergure, c'est-à-dire d'entrer en France par la trouée de l'Oise et peut-être à l'ouest; or notre concentration initiale était orientée vers le nord-est. » Général Palat, « la Cavalerie française en Belgique » (août 1914), dans la *Revue* (1er-15 mars 1918).

[2] Hanotaux, *livre cité,* V, 246 : « Dès le début le général Lanrezac signale avec insistance le danger d'un mouvement tournant par la basse Belgique, mais le commandement entend garder sa conception générale d'une poussée contre le centre ennemi ».

entre Metz et Strasbourg; il est nécessaire, pour avancer en Lorraine, de ne laisser aucune troupe sur la rive gauche de Bâle à Strasbourg et, pour cela, de rejeter au delà du Rhin les forces allemandes afin d'empêcher leur retour offensif sur Strasbourg; surveiller la rive gauche est plus pratique à cet effet que de barrer les passages des Vosges. Cette garde du Rhin était une garantie de sécurité pour notre aile droite, et, par surcroît, elle nous eût permis de garantir, en cas de succès, l'indépendance économique de la Suisse, qui reçoit par le Rhin tout son charbon de la Sarre. Mais, le 7 août, on confia cette délicate opération, qui exigeait de grosses forces, au seul 7e corps et à la 8e division de cavalerie, détachés de l'armée Dubail. Une pensée politique dominait et, avant la guerre, on ne l'avait que trop laissée voir: l'apparition des troupes françaises en Alsace et en Lorraine soulèverait les populations ; ce serait pour l'Allemagne un échec moral d'une extrême gravité; les États du Sud prêteraient peut-être une oreille attentive aux suggestions que la France pourrait leur faire.

Cela, on l'avait dit, redit, écrit, publié. Les Allemands avaient compris : ils s'attendaient à ce coup-là et y étaient préparés. Dans la nuit du 29 au 30 juillet, les femmes des officiers allemands de la garnison partaient de Mulhouse avec leurs enfants; le 31 au soir, après la proclamation du *Kriegsgefahrzustand*, toute la cavalerie quitta la ville, et aussitôt des propos de certains de ces officiers étaient colportés dans les cercles mulhousiens : « Dans huit ou dix jours, avaient-ils dit, les Français seront à Mulhouse; ils n'y resteront pas deux jours, car ils seront rejetés ou pris

par une contre-offensive énergique; ce ne sera, d'ailleurs, qu'une action secondaire, surtout destinée à donner à notre armée, un excellent moral ; l'action importante sera dans le nord »[1].

Le programme s'accomplit exactement. Le 7, au matin, les troupes françaises passaient la frontière en présentant les armes à l'Alsace retrouvée, l'enthousiasme était sans égal ; villes, villages étaient pris comme par enchantement, les Allemands se retiraient en désordre : Saint-Amarin, Thann, Altkirch, Dannemarie, Soppe-le-Bas, Burnhaupt, Aspach virent entrer les Français. Après un simulacre de résistance, l'ennemi abandonnait Mulhouse, et nos troupes y pénétraient, à 18 heures, en colonnes par quatre, les fusils décorés de fleurs aux trois couleurs; défilé de deux heures, revue sur la grande place, salut au drapeau. En même temps cette proclamation du général Joffre était affichée : « Enfants de l'Alsace ! « Après quarante-quatre ans d'une douloureuse « attente, les soldats français foulent à nouveau le sol « de votre noble pays; ils sont les premiers ouvriers « de la revanche, pour eux quelle émotion et quelle « fierté ! Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacri- « fice de leur vie. La nation française unanime les « pousse, et dans les plis de leur drapeau sont inscrits « les noms magnifiques du droit et de la liberté ! »

---

[1] Ces propos furent, je crois, aussitôt rapportés au consul de France à Bâle. Je tiens le fait d'un témoin direct; mon informateur le commente ainsi : « Si l'on rapproche de la discrétion exemplaire des femmes d'officiers allemands cette divulgation du plan général par leurs maris, on se demande si elle ne fut pas faite par ordre. Était-ce pour empêcher les Alsaciens ayant des sentiments français de faire à nos soldats une réception enthousiaste sous la menace de représailles sévères au retour, et pour les engager à prendre devant les Français une attitude extrêmement réservée et à leur faire croire que le cœur de l'Alsace était perdu ? »

Noble rhétorique qui nous tira à tous des larmes, mais qui ne marquait que trop le caractère de l'opération ; pendant ce temps l'ennemi prenait Liége et s'apprêtait à passer la Meuse. Le communiqué du 8 août mit la France en délire : « Une brigade française attaquant une brigade allemande retranchée l'a mise en déroute, le mot de « déroute » est le seul qui convienne ; devant notre charge à la baïonnette, les Allemands se sont enfuis à toutes jambes, le mordant de nos troupes a été prodigieux ; toute l'Alsace, soulevée contre les Allemands, va aggraver les difficultés de la situation ».

Tandis que, dans Mulhouse reprise, les Français campaient gaiement à la belle étoile, sans avoir assez regardé les immigrés et les espions dont la ville était infestée, l'État-Major allemand, renseigné sur l'insignifiance des forces françaises, faisait descendre de Huningue, de la forêt de la Harth, de Strasbourg, deux corps d'armée pour couper à Cernay les Français de leur base et les rejeter en Suisse. Ce plan ne réussit pas, mais, accablées sous le nombre, les troupes françaises durent se replier. Le 9 au matin, Mulhouse était attaquée ; le soir, l'ordre était donné de lever rapidement le camp avant que les Allemands fussent dans la ville : alors, des fenêtres des maisons, une fusillade partit sur les troupes en retraite, les espions et les immigrés étaient armés, et des représailles féroces furent réservées aux Mulhousiens qui avaient trop bien accueilli les Français.

C'est ainsi que l'offensive sur Mulhouse s'acheva en équipée. Le général malheureux fut relevé de son commandement qui passa au général Pau pour reprendre l'affaire sur de plus sérieuses bases. Nonobs-

tant, le 12 août, le Grand Quartier Général confirmait à la 1re et à la 2e armées l'ordre de commencer malgré tout leur offensive, la 1re armée devant rejeter sur le Rhin et vers Strasbourg les forces allemandes opérant dans les Vosges et en Haute-Alsace pour, ensuite, attaquer Sarrebourg; la 2e armée, tout en couvrant Nancy, ayant à se porter à l'est pour se redresser après vers le nord et attaquer parallèlement à la 1re armée sur le front Dieuze-Château-Salins, dans la direction générale de Sarrebruck, avec une flanc-garde face à Metz.

L'orage pourtant montait de plus en plus sur le nord. La cavalerie Sordet envoyait les plus sérieuses indications : ainsi, le 9, un escadron du 5e chasseurs faisait prisonnier le fils d'un colonel de la Garde, qui déclarait que « 23 corps allemands étaient dirigés sur la Belgique, dont 13, venant d'Aix-la-Chapelle, marchaient sur Liége et l'ouest de la Meuse pour former deux armées; le reste, venant de la région Stavelot-Elsenborn, opérerait à l'est du fleuve ».[1] Le Luxembourg belge se remplissait de troupes allemandes.

De tout cela le général Lanrezac avait forcément les échos : il voyait ainsi le fait confirmer ses prévisions ; son appréhension et sa douleur poignante s'augmentaient, son irritation aussi devant un tel parti-pris. Il avait l'ordre de prendre, avec son armée, dans la région Neufchâteau-Paliseul, une offensive dont chaque jour lui faisait apparaître plus clairement l'imprudence; il voyait le danger qui

[1] Le général Palat, qui note le fait dans l'article déjà cité, ajoute que ce renseignement fut aussitôt téléphoné de Rochefort au Grand Quartier Général.

menaçait son flanc gauche découvert; la Meuse n'était même pas gardée entre Givet et Namur! C'était le premier danger à parer; l'autre devoir était d'essayer de faire abandonner ce projet d'offensive plus que téméraire, de remonter l'armée vers le nord, de l'y mettre sur une solide défensive. Mais comment, avec les dispositions du Grand Quartier Général, oser conseiller un tel plan ! n'était-ce pas courir le risque de se voir taxé de pusillanimité? Pourtant, le 12 août, Lanrezac obtenait du général en chef l'autorisation de faire garder la Meuse entre Givet et Namur : vraisemblablement sa pensée était d'assurer ainsi sa liaison avec l'armée belge; mais, pour faire passer la demande, il dit que le 1er corps, à qui il assignait cette mission, pourrait toujours participer à l'offensive sur Neufchâteau et, tout en flanquant à gauche le gros de l'armée, remplir au besoin le rôle d'avant-garde au cas d'une remontée victorieuse vers le nord [1]. Ce subterfuge enleva l'autorisation : le 1er corps fut mis en route le 13 : il était temps, comme on le va voir.

L'ennemi devenait très actif et se renforçait dans cette région des Ardennes où devait porter l'offensive de la 5e armée. Lanrezac voyait l'urgence, chaque heure rendue plus pressante, d'allonger au nord notre dispositif pour faire face à la manœuvre débordante par la rive gauche de la Meuse qui était manifeste. Après rapports sur rapports, dont il n'était pas tenu compte, le 14 il se décide à aborder directement le général en chef et se rend au Grand Quartier à

---

[1] Hanotaux, *livre cité,* VI, 78 : « Le général Lanrezac, inquiet de ce qui se passe dans le nord, insiste, le 12 août, pour se porter plus au nord et même jusqu'à Maubeuge ; on le retient encore sur la Meuse. »

Vitry-le-François, où il arrive à 14 heures. Reçu aussitôt par le général Joffre, qui a près de lui le major général et le premier aide-major, il redit, avec sa netteté coutumière, sa crainte que les Allemands ne prennent l'offensive en grandes forces par la rive gauche de la Meuse, au moment où la 5e armée se portera sur le front Neufchâteau-Paliseul; le pays où opérera l'armée est tellement difficile qu'un succès marqué et prompt ne peut être envisagé et l'ennemi aura tout le temps de réaliser son mouvement débordant. Le général Joffre et ses deux collaborateurs répondent comme un seul homme : « Nous avons le sentiment que les Allemands n'ont rien de prêt par là ». Lanrezac se retire la mort dans l'âme.

A peine est-il parti que la 3e division de cavalerie, en reconnaissance sur Libramont, signale des colonnes ennemies allant de Marche et du nord-est dans la direction de Dinant et paraissant constituer l'avant-garde d'une armée opérant à l'est de la Meuse[1]. Lanrezac aussitôt télégraphie au général Joffre que sa conscience lui fait un devoir de lui dire qu'il n'y a pas une minute à perdre pour remonter le gros de la 5e armée vers la Sambre ; on lui répond, le 15, à 8 heures, qu'il peut le faire, mais en restant en mesure d'exécuter promptement et au premier signal l'offensive sur Neufchâteau.

Ce même jour, 15 août, à 15 heures, les avant-gardes de la IIIe armée de von Hausen essayaient d'enlever Dinant et de maîtriser la Meuse en aval de Givet, où par chance notre 1er corps était arrivé à temps : faute incompréhensible du commandement

[1] Général Palat, *article cité*.

allemand, qui abattit trop vite son jeu, croyant sans doute son adversaire renseigné et qui, par ce coup seulement, lui ouvrit les yeux. Les événements donnaient, hélas ! trop vite raison au général Lanrezac. Le Grand Quartier ne put pas ne pas voir : le 15, à 19 heures, le général Lanrezac recevait du général Joffre l'ordre, qu'il réclamait depuis huit jours, de remonter le gros de la 5e armée sur la Sambre ; mais, hélas ! il était trop tard.

Cette décision du général Joffre fut instantanée, elle eût pu être bonne s'il avait totalement renversé le mouvement de sa manœuvre et substitué à son offensive généralisée et préconçue l'expectative défensive et, le cas échéant, la contre-offensive. Les événements, à n'en pas douter, commandaient cette tactique : l'offensive sur un front aussi allongé devenait une impossibilité, l'essentiel était de bien reconnaître les moyens de l'ennemi et d'y proportionner notre effort.

Rien, en somme, n'arrivait comme notre État-Major l'avait prévu et rien n'arrivait de ce qu'il avait prévu : c'était la surprise sur toute la ligne, le désarroi intellectuel, la « pagale ». On avait monté une offensive de Belfort à Mézières et c'est l'ennemi qui s'apprêtait à en déclencher une de Mézières à Lille ; on escomptait 25 corps, il nous en tombait dessus 34. Force était d'allonger, beaucoup trop tard, hélas ! notre front de 100 kilomètres, car telle est la distance approximative de Mézières à la Basse-Sambre. L'offensive générale avait été primitivement limitée à la frontière franco-allemande, de Belfort à Longwy, ce qui était déjà scabreux ; avec les mêmes éléments, elle avait ensuite été étendue jusqu'à Mézières en direction de la région

effroyable des Ardennes, pour le cas où les Allemands prendraient l'initiative de violer la neutralité belge, ce qui était plus que téméraire; toutes choses demeurées les mêmes, — avec l'armée anglaise qui commençait seulement ses débarquements, avec l'armée belge incapable de tenir seule le coup et condamnée à la retraite, — comment oser l'appliquer à un front étiré jusqu'à Mons, et comment la même méthode de combat, admissible, et encore! pour un front de 150 kilomètres, pouvait-elle convenir à un front de 300? Le colonel de Grandmaison, pourtant, avait affirmé et le Règlement de 1913 promulgué qu' « un front normal de bataille offensive doit être calculé sur le pied de 6 à 8 kilomètres de terrain utile par corps d'armée engagé »[1], soit, à 25 corps, 180 à 200 kilomètres: « au-dessus de cette limite, affirmait le Règlement de 1913, la direction d'ensemble du combat devient difficile, les attaques insuffisamment alimentées manquent de vigueur et les divisions risquent vite d'être réduites à l'impuissance. »

L'offensive, a écrit le général Cherfils, entraîne des avantages moraux et des facilités de manœuvre incontestables, mais encore faut-il posséder les moyens de la conduire et avoir en mains un instrument suffisamment trempé pour faire une attaque immédiate. Les Allemands avaient cet instrument de bataille, nous ne l'avions pas; ils possédaient une armée presque uniquement forgée avec les troupes actives et où l'alliage des corps de réserve était de qualité relativement excellente. Nous n'avions, pour presque la moitié de leurs effectifs, que des unités composées de

[1] Colonel de Grandmaison, *Deux conférences faites en 1911 aux officiers d'État-Major de l'armée*, p. 37.

réservistes avec, derrière elles, des divisions de réserve dont l'instruction avait été sacrifiée. Notre grand commandement aurait dû penser qu'on ne se bat pas du jour au lendemain avec des hommes qui débarquent d'un train, que l'entraînement physique leur manque autant que la cohésion morale à forger entre des soldats et des gradés qui s'ignorent. Le commandement aurait dû réfléchir sur l'inaptitude de nos armées à être un instrument d'offensive immédiate; il eût été plus raisonnable de nous résigner, *a priori* et pour un temps, à prendre une posture de défense stratégique[1].

Consulter la carte M.

Cet étirement invraisemblable avait cette autre conséquence, qui ne put échapper au commandement, de rompre la cohésion et l'unité du front. Déjà la non-défense et l'abandon de Briey avaient créé une solution de continuité redoutable entre nos deux ailes ; à la place de notre centre manquant, l'armée allemande, sous la protection de Metz, s'enfonçait comme un coin. Nous avions déjà, en fait, deux armées; la remontée sur la Sambre, dans un dessein offensif, de la 5e armée, créait une nouvelle solution de continuité entre cette armée et le groupe des 3e et 4e armées, et cette solution de continuité n'était autre que la Meuse de Mézières à Namur, l'orifice de la trouée de l'Oise, le point le plus vulnérable de la frontière : ces 50 kilomètres allaient être laissés à la garde d'une division de réserve ! A l'armée allemande, dont l'unité de front était absolue, nous opposions trois groupes d'armées sans liaison : « Toute l'armée française, — a justement fait remarquer le général Malleterre[2], — est en ligne du Donon à la Sambre, mais elle est

---

[1] « Esquisse de la Victoire de la Marne », dans les *Études*, 5 juin 1917.
[2] *Un peu de lumière sur les batailles d'août-septembre 1914*, Tallandier, Paris.

divisée en trois tronçons par le terrain sur lequel elle opère. » A une pareille offensive sur un pareil front fatalement il fallait donner des objectifs au-dessus des possibilités et prescrire des opérations qui ne pouvaient réussir.

Quelle fut donc la pensée du commandement ? Le mouvement débordant, signalé dès la première heure par le général Lanrezac, s'est précisé et éclate aux yeux; la surprise est claire, l'initiative irrémédiablement perdue. Napoléon, ayant vu son erreur, se serait gardé d'insister; organe impersonnel et irresponsable, notre État-Major se refuse à renoncer au bénéfice pourtant perdu de l'initiative par l'offensive, il joue sur la chance, et s'entête à foncer à corps perdu sur le demi-cercle que présente l'armée allemande pour la percer et la couper.

Une fois les précautions prises pour s'opposer de face au mouvement tournant de von Kluck et de Bulow, n'était-il pas sage, — demande M. Hanotaux, — et même habile de profiter de l'imprudence apparente du commandement allemand paraissant lancer ses troupes dans cette marche risquée sans assurer son flanc? N'était-il pas possible, puisqu'on occupait en forces la frontière du Luxembourg belge et du duché, de piquer droit au nord, de déchirer le rideau de troupes cachées sous les ombrages des Ardennes et, en marchant soit sur Liége, soit sur Namur, de surprendre les armées allemandes en pleine course et de les couper de leur base d'opérations, Aix-la-Chapelle, tandis que les armées françaises de l'est fixeraient les autres armées allemandes en Lorraine et les empêcheraient de marcher au secours des armées de l'ouest et de la Meuse[1] ?

C'eût été concevable, en effet, si on en avait eu le moyen; mais le bourgeois ne peut bâtir comme le

[1] Hanotaux, *livre cité*, IV, 26. — V, 246.

grand seigneur, et cette offensive sur le Luxembourg, déjà scabreuse avec trois armées, était-elle soutenable avec deux? Les Allemands avaient deviné ce projet, ils avaient machiné en conséquence leur front du Luxembourg et derrière la IVe armée, qui s'y tenait sur la défensive, la IIIe armée de von Hausen se trouvait pour parer à toute surprise. Une telle poussée dans cette région impossible et avec de telles forces, c'était l'offensive pour l'offensive, un vrai gaspillage moral.

L'offensive de l'aile droite, prescrite le 22 août par le Grand Quartier Général, était brisée le 20 devant Morhange et Castelnau dans l'après-midi prescrivait sagement le repli. A la même heure, le Grand Quartier général déclenchait, malgré tout, l'offensive en Luxembourg et ordonnait également l'offensive à la 5e armée, qui était en l'air sur la Sambre, face à deux armées ennemies et avec une troisième prête à la prendre à revers. « Stratégie incohérente et affolée ! » n'a pas craint d'écrire le général Cherfils.



CHAPITRE III

LES OFFENSIVES HORS FRONTIÈRES

I

L'OFFENSIVE INITIALE : VIEUX JEU ET NOUVEAU JEU

Le drame militaire de Charleroi fut en trois actes du 12 au 23 août 1914 : l'offensive de Lorraine et d'Alsace (12-20 août) — l'offensive des Ardennes (21-22 août) — la bataille d'entre Meuse et Escaut (22-23 août). Les deux premiers ne sont ici envisagés qu'en fonction du dernier.

Que le lecteur n'attende donc pas le détail de ces combats multipliés, confus, tragiques, mais seulement leur ligne générale et la raison de leurs échecs successifs. Recherche plus que difficile dans l'état actuel de la documentation et où des erreurs sont inévitables : député, j'ai demandé, le 11 avril 1917, au ministre de la Guerre l'autorisation de consulter les rapports relatifs aux événements qui se produisirent à Lille en août-octobre 1914, aux opérations d'Alsace de 1914 et à la reddition de Maubeuge; le 2 mai 1917,

le ministre me faisait savoir « qu'une décision prise par l'un de ses prédécesseurs, le 28 avril 1915, interdisait la communication des archives de la campagne en cours, ces pièces étant d'une nature très confidentielle et leur communication pouvant présenter des inconvénients tant que la guerre ne sera pas terminée ». Plus heureux que la Représentation nationale, M. Hanotaux, l'éminent historiographe de cette guerre, a pu se documenter et suppléer à la défaillance de notre agence habituelle d'information, la presse. Certains s'en sont formalisés, il convient plutôt de s'en féliciter puisqu'ainsi l'on a connu des faits sans précédents et que, pendant trois ans, on avait pu dissimuler à l'opinion. M. Hanotaux, ce faisant, a rendu un service inestimable, car il a donné une base de discussion et permis à la critique historique de s'exercer dès maintenant. Pour cette partie de mon travail, le livre de M. Hanotaux est la source principale de ma documentation; elle m'a paru suffisante; aussi bien, hélas! les résultats sont-ils là.

Après l'exposé de la tragique erreur dont procéda Charleroi, il semble presque superflu de relater le détail des opérations militaires et qu'il n'y ait qu'à enregistrer l'échec total, malgré l'héroïsme sans égal de ses exécutants, d'un plan humainement impossible. Rien n'arriva comme l'avait prévu notre haut commandement, rien n'arriva de ce qu'il avait prévu : il y eut surprise sur toute la ligne et, chose grave, surprise non seulement stratégique mais intellectuelle, le renversement d'une doctrine de guerre. Après la magnifique résipiscence de la Marne, on peut sans inconvénient avouer que jamais on ne se

trompa aussi complètement. L'erreur fut absolue et, ce qui stupéfie, volontaire, car jamais attaque ne fut plus prévue, plus annoncée, plus prophétisée que celle qui se produisit en août 1914; les stratégistes de la vieille école non seulement l'avaient prédite pendant quarante ans, mais nous avaient donné les moyens d'y parer; on bafoua leurs idées et on abolit leur œuvre.

Et je ne puis celer mon admiration émue pour cette vieille armée, pour ces consciencieux et modestes soldats qui avaient vu la défaite et en avaient compris la leçon : comme ils connaissaient dans leurs moindres détails le territoire, les secrets de la frontière et les éternelles voies d'invasion! comme ils avaient reconnu et aménagé tous les avantages de la défense! quelle science de la géographie militaire et quel bon sens! On connaît le plan incomparable qui mettra le nom de Séré de Rivières à côté et peut-être au-dessus de celui de Vauban; on entend encore le cri d'alarme jeté par le général Maitrot; on se souvient aussi du coup d'état stratégique du général Georges Lebon en 1906 et des avertissements prophétiques du général Herment, signalant dès 1912 toutes les étapes de l'invasion allemande par le Nord. Dans le même temps, un autre stratégiste de cette vieille école dénonçait l'impossibilité d'une offensive de début hors de nos frontières et, comme les autres, n'était pas entendu : le lieutenant-colonel Grouard[1].

Avant 1870, Grouard se préoccupa de mathéma-

[1] Lieutenant-colonel Grouard, *La guerre éventuelle*, Chapelot, 1913. — L'œuvre stratégique du lieutenant-colonel Grouard, qui est considérable et mérite d'être considérée, a été résumée par M. C. de Bourcet dans un livre, *l'Art de la guerre et le colonel Grouard*, Nouvelle librairie nationale, 1915.

tique et de balistique, il présenta même à la Sorbonne une thèse de doctorat ès sciences sur la dérivation des projectiles rayés, qui fut écartée comme d'un sujet trop spécial, mais dont les faits, dans la suite, vérifièrent les positions. La guerre, qu'il fit, amena chez lui un changement de vie intellectuelle, un élargissement d'horizon; laissant l'abstrait pour le concret, il se consacra exclusivement à la stratégie et à la tactique, fondées sur l'histoire militaire mais aussi sur la connaissance de la frontière et de ses possibilités. Sa clairvoyance, la lucidité et la solidité de son jugement impressionnèrent de bons esprits comme le duc d'Aumale, les généraux Février, Billot, de Miribel.

Ce dernier voulut attacher le commandant Grouard à l'État-Major général, ce qui souleva une tempête, car il n'était pas breveté! Miribel, qui était le chef et non le servant de son état-major, passa outre; il affecta Grouard, pour la mobilisation, au Grand Quartier Général et lui confia l'examen critique des divers plans de campagne contre l'Allemagne : Grouard en élabora un, fondé sur la défensive stratégique, au moment même où la réaction offensive emportait l'armée. On devine les oppositions sourdes qui surgirent : pas breveté, défensive, et avec cela une histoire sur la campagne de la Loire dont la critique atteignait des hommes politiques du régime! Il était barré et il détint le record de la lenteur au point de vue de l'avancement; en 1897, ce collaborateur de confiance de Miribel, l'artisan du plan de campagne contre l'Allemagne, prenait sa retraite comme lieutenant-colonel, directeur d'artillerie à Bastia; il n'était même pas officier de la Légion d'honneur!

« Il vaut mieux n'être rien, sachant et pouvant beaucoup, — déclarait fièrement Grouard à ses élèves, — que d'être appelé à jouer un grand rôle lorsqu'on en est incapable : dans un cas, on passe inaperçu lorsqu'on aurait pu briller; dans l'autre, on lègue son nom à la postérité, mais en y attachant la honte d'avoir conduit son pays aux abîmes; comment hésiter entre ces deux destinées? Soyons à la fois patriotes et philosophes! » Amère modestie, mais dont il serait terrible de faire une loi : fermer les chemins à de telles valeurs est plus qu'une injustice, un désordre.

En 1911, puis en 1913, quand s'accentuèrent les probabilités d'une guerre avec l'Allemagne, le lieutenant-colonel Grouard signala nettement, dans le journal *La République française*, les dangers d'une offensive de début et spécialement d'une attaque en Lorraine par la trouée de Morhange et il affirmait avec force que les conditions de notre frontière nous faisaient un devoir de la défensive stratégique. *Vox clamantis in deserto!* Écoutons-la après l'événement.

Il est admis, disait-il, que la meilleure manière de conduire une grande guerre, c'est de prendre résolument l'offensive en territoire ennemi pour forcer l'adversaire à subordonner ses mouvements aux nôtres, mais il faut pour cela être prêt le premier, être notablement le plus fort, avoir une ligne d'opérations facile à suivre; or nous n'aurons rien de tout cela.

... Dans le cas à peu près irréalisable où nous serions prêts les premiers, nous ne pourrions envahir le pays ennemi qu'en suivant des lignes d'opérations remplies d'obstacles. Une armée qui part de Verdun n'est propre qu'à la riposte et non pas à l'invasion du territoire ennemi. Il n'y a non

plus rien de bon à attendre d'une armée qui partirait de Belfort, soit pour descendre l'Alsace, soit pour franchir le Rhin. *Il n'y a donc qu'une manière de prendre l'offensive, c'est de déboucher de la Meurthe,* c'est-à-dire de Nancy et Lunéville, *pour marcher sur la Seille, puis sur la Sarre.* Or il est clair que *nous n'avons aucune chance en nous engageant, au début des hostilités, dans une pareille voie;* la ligne de la Seille présente des positions très fortes même sans l'appui de la fortification permanente. Les Allemands n'auraient pas besoin de la totalité de leurs forces pour la défendre; nous ne pourrions essayer de les tourner ni d'un côté ni de l'autre sans courir de grands dangers, en raison des renforts que nos adversaires pourraient amener de Metz, de Strasbourg et par les nombreuses voies ferrées de l'arrière. Cette ligne d'opérations est celle que nous devrions suivre plus tard, après que nous aurions obtenu n'importe où une victoire décisive affirmant notre supériorité; mais *si nous nous y engagions au début des hostilités, nous verrions nos efforts se briser dès les premiers jours devant la résistance des Allemands. Il faut donc renoncer absolument à cette offensive à l'ouverture des hostilités* et cependant c'est la seule à laquelle on puisse songer... Il faut donc seulement nous préparer à repousser l'invasion de notre territoire. *L'offensive initiale ne peut nous conduire qu'à la défaite*[1].

Donc ne pas jouer son va-tout en recherchant tout de suite une action décisive, laisser à l'adversaire l'initiative des premiers mouvements, prendre son parti de la défensive stratégique, se préparer à riposter par une énergique contre-attaque sur un point bien choisi et, en conséquence, rechercher où pourra se produire l'offensive allemande.

Une offensive des Allemands est conditionnée avant tout par le tracé de notre frontière militaire; pendant trente ans on n'a vu que les Vosges; puis on a admis

[1] *Guerre éventuelle,* p. 69-73.

qu'ils prononceraient en même temps leur offensive vers la Meuse, en empruntant plus ou moins le territoire belge; enfin, certains aujourd'hui supposent qu'ils ne se contenteront pas de s'avancer entre la Moselle et la Meuse pour atteindre celle-ci vers Stenay et Sedan, mais qu'en outre une armée de droite passera la Meuse aux environs de Maëstricht pour la remonter par la rive gauche jusqu'à Namur et pénétrer en France par la Sambre.

Grouard acceptait cette hypothèse que le théâtre des opérations décisives serait notre frontière du Nord et que l'offensive allemande se ferait par la rive gauche de la Meuse :

Toute cette région est un pays ouvert et facilement praticable aux armées, la Belgique est un pays riche où les Allemands trouveraient d'abondantes ressources. Pour toutes ces raisons, ils pourraient songer à s'avancer par la rive gauche de la Meuse de manière à tourner notre première ligne de défense. Il est vrai que si, en arrivant sur la frontière française, ils perdaient une bataille, ils auraient à exécuter une retraite longue et difficile... Mais ils ne doutent de rien et il est bien possible que, *se croyant sûrs de la victoire, ils songeront moins à la sécurité de leurs communications qu'aux moyens de livrer bataille dans des conditions avantageuses, en cherchant tout l'espace suffisant pour déployer leurs forces et réaliser l'enveloppement de l'aile gauche française.* On peut être certain, d'ailleurs, que l'armée qui traverserait la Belgique par la rive gauche de la Meuse ne serait pas abandonnée à elle-même; une autre armée marcherait en même temps par la rive droite en cherchant à combiner ses opérations avec la première[1].

---

[1] Le colonel Grouard ne prévoyait pourtant ce mouvement qu'en direction de la trouée de l'Oise : « Il est rationnel de supposer, écrivait-il, que l'armée de droite aura pour but de pénétrer en France par la trouée de Chimay. Il nous paraît invraisemblable qu'une fois arrivée

Dans cette éventualité, quelles dispositions prendre et où porter la riposte? Avant tout, se bien convaincre et plus que jamais que « *l'offensive initiale ne peut nous conduire qu'à la défaite*, c'est l'idée fondamentale sur laquelle doivent reposer tous nos préparatifs ». Un autre principe non moins formel pour la conduite des opérations : « ne riposter à fond que sur une des attaques allemandes en refusant l'autre ou les deux autres, et ne laisser là devant eux que des forces inférieures pour les contenir ou les retarder, de manière à accumuler le plus de forces possibles sur la zone où l'on sera décidé à prononcer une riposte énergique ».

Comment alors choisir cette zone de riposte? Cela ne peut se décider *a priori*, mais d'après les circonstances et les renseignements sur les mouvements de l'ennemi. Mais que l'ennemi attaque par les Vosges et les Ardennes, ou par les Vosges, les Ardennes et la trouée de Chimay, il faut exclure délibérément une riposte par la Lorraine :

Une contre-offensive entre Metz et les Vosges non seulement n'aurait aucune chance de succès, mais serait des

---

à Charleroi, elle continue son mouvement par la rive gauche de la Sambre. Quelque présomption que l'on suppose à nos adversaires, il n'est pas admissible qu'ils laissent une armée dans une direction aussi excentrique... D'ailleurs le but étant de déborder notre ligne de défense du Nord-Est, les Allemands n'ont pas besoin d'aller si loin pour y réussir. S'ils étaient victorieux aux environs d'Hirson, non seulement les côtes de Meuse, mais l'Argonne seraient tournées et nous serions obligés d'abandonner peu à peu notre première ligne de défense dans toute son étendue... » Le colonel Grouard prévoyait donc que « l'armée de droite allemande marchant par la rive gauche de la Meuse passerait la Sambre aux environs de Charleroi pour se diriger vers les sources de l'Oise » : c'eût été sans doute la manœuvre rationnelle et sage, mais elle ne tenait pas compte du goût allemand pour le démesuré, pour le « kolossal », et aussi de l'invite que leur faisait la non-défense de Lille. Seul, je crois, le général Herment avait prédit le développement de ce mouvement jusqu'à l'Escaut.

plus dangereuses. De tous côtés les Allemands pourraient y amener rapidement des renforts de Metz, de Strasbourg et par toutes les voies ferrées de l'arrière. Si nous commencions à progresser jusqu'à la Sarre, vers Sarreguemines ou Sarrebruck, nous serions pris dans une véritable souricière et complètement cernés... Si les Allemands prennent une offensive résolue par les Ardennes, tant que nous ne les aurons pas chassés de la rive gauche de la Moselle, au moins jusqu'à Trèves, l'offensive par la rive droite ne peut conduire qu'à une catastrophe.

Si l'on y obtenait des avantages, on devrait se contenter de rejeter l'ennemi sur la Seille et se garder de continuer jusqu'à la Sarre à la poursuite d'un objectif géographique sans importance. Quand même on arriverait à Sarreguemines, ce serait un coup d'épée dans le vide, parce que la base d'opérations des armées allemandes en Belgique ne serait pas sur le Rhin à Strasbourg, mais sur la Moselle de Metz à Cologne, ou sur le Rhin de Coblentz à Cologne. Nos progrès entre Metz et les Vosges ne compenseraient pas les inconvénients d'une retraite sur l'Argonne septentrionale et sur l'Oise, sans compter que l'armée allemande du centre pourrait revenir sur la Moselle et mettre la nôtre dans une situation critique en débouchant sur son flanc gauche par Metz et Thionville.

Le choix dès lors n'est plus qu'entre les Ardennes et les deux rives de la Meuse; le lieutenant-colonel Grouard excluait les Ardennes, et, comme zone de riposte, choisissait le coin de notre frontière de Maubeuge à Hirson :

Si une armée française réunie aux environs de Montmédy pouvait attaquer et battre l'armée allemande de la rive droite avant son arrivée à Namur, toute tentative d'invasion serait immédiatement arrêtée... mais il est peu probable que nous ayons les moyens de réaliser une pareille riposte. Les Allemands ayant l'initiative des premières opérations, il est certain que nous ne serions pas en mesure de les prévenir à hauteur de Namur : au lieu d'avoir à com-

battre l'une des armées allemandes avant sa jonction avec l'autre, nous les aurions toutes deux ensemble sur les bras. Il serait préférable de livrer la bataille tout près de la frontière, de manière à pouvoir utiliser nos voies ferrées jusqu'au dernier moment... De nombreuses forces pourraient être concentrées en quelques jours aux environs d'Hirson, sous la couverture du 1[er] corps, réuni préalablement entre Sambre et Meuse. On aurait rapidement une armée de gauche à opposer à l'aile droite des Allemands pendant qu'une autre armée réunie vers Montmédy retarderait l'armée allemande arrivant par l'Eifel.

Aussi, dans l'incertitude sur le théâtre des opérations principales, qui appartient à l'initiative de l'ennemi, ne faut-il pas arrêter à l'avance et *ne varietur* la concentration de nos forces, mais « prendre, à proximité de la frontière, un dispositif d'attente et effectuer le premier déploiement stratégique de manière qu'il se prête à plusieurs hypothèses », et pardessus tout « *éviter de concentrer de prime abord le gros des forces françaises en vue de livrer bataille dans une zone déterminée, ce qui ne convient qu'à l'offensive préconçue;* la riposte étant une opération subordonnée, on devra se concentrer quand l'ennemi aura dévoilé ses desseins ».

C'est donc en vue de l'offensive allemande par la Belgique qu'il faut se préparer; la première grande bataille décisive aura lieu, non sur les Vosges, mais sur la frontière belge :

Avec cette conception le centre de gravité de notre déplacement stratégique peut être quelque peu reporté vers la gauche, mais *l'idée qui doit absolument dominer la conduite des opérations de l'armée française, c'est qu'elle doit renoncer à l'offensive initiale et ne procéder que par riposte.* Autant que l'on peut prévoir les conséquences

logiques de notre entrée en campagne, nous dirons sans hésiter qu'avec L'OFFENSIVE INITIALE NOUS DEVONS ÊTRE BATTUS, tandis qu'en se préparant à la riposte et en l'exécutant avec énergie, toutes les chances sont en notre faveur.

La guerre, concluait Grouard, *doit être, du côté de la France, défensive* politiquement et militairement : politiquement parce que ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons compter sur l'intervention de nos alliés ; militairement parce que nous y sommes forcés par les durées respectives de la mobilisation des armées en présence et aussi *par la nature des terrains qui avoisinent la frontière.*

Tout cela, répétons-le, fut dit, écrit, publié dans un journal, édité dans un livre en 1911 et en 1913 ; à ces conseils dont aujourd'hui on peut reconnaître la clairvoyance et mesurer la sagesse, l'État-Major général répondait par le Règlement du 28 octobre 1913 sur la conduite des grandes unités.

Avant de rapporter ces offensives de Lorraine et des Ardennes qui en furent la fidèle application, il nous faut revenir sur ce petit livre[1] redoutable, « ce catéchisme hérétique », comme l'a qualifié le général Cherfils, et où l'on trouve incluses les principales causes de nos échecs. Ce document s'inspire de ces trois idées : condamnation de la défensive, exaltation de l'offensive, réaction contre la sûreté.

Pour la défensive l'excommunication est majeure :

Le décret de 1895 considère la défensive comme un moyen d'attirer l'ennemi sur un terrain où l'on croit pouvoir lutter dans de bonnes conditions ; de là à accepter que la valeur d'une position puisse déterminer le commandement à préférer la défense à l'attaque il n'y a pas loin et aucune

[1] Voir, plus haut, p. 164 et suiv., « L'offensive obligatoire et les règlements de 1913 ». — Voir également dans le *Mercure de France* du 1[er] décembre 1917 un intéressant article « Les théories militaires d'avant la guerre », par M. Roger Maurice.

conception n'est plus dangereuse : afin d'éviter tout malentendu sur un point de doctrine aussi important, le nouveau règlement n'admet qu'une seule justification pour la défensive dans le combat, à savoir la nécessité d'économiser des troupes sur certains points, en vue de consacrer plus de forces aux attaques; ainsi comprise, la défensive n'est plus à proprement parler que l'auxiliaire de l'offensive.

La pensée inavouée des rédacteurs du règlement est claire : la défensive est la marque de la pusillanimité, et ce mépris transparaît à chaque ligne et fait méconnaître dangereusement sa puissance; c'est le dédain de la fortification permanente et passagère, l'organisation du front défensif envisagée au seul point de vue de l'artillerie; le mot de mitrailleuse n'est même pas prononcé.

« L'offensive seule conduit à des résultats positifs », et cette offensive doit être la plus brutale; pour assurer ce maximum de brutalité, il n'y aura pas qu'un front de bataille, mais des séries de batailles simultanées : « La bataille doit être la résultante de batailles d'armées, plus ou moins distinctes les unes des autres, mais se rattachant à une conception d'ensemble. » Ainsi, dans ces offensives d'août 1914, nous eûmes non une armée, mais trois groupes d'armées indépendants et sans liaison, et trois batailles distinctes. « Qu'avec un généralissime quelconque, — écrivait le général Cherfils[1], — il y ait non une seule bataille, mais une addition de batailles d'armées, c'est possible, mais il est dangereux d'ériger cette éventualité en principe; celui qui a posé une affirmation aussi humiliante n'a pas évoqué la pensée de Napoléon. »

La « conception d'ensemble » à laquelle se ratta-

[1] Le *Correspondant* du 10 mai 1914, « La Conduite des grandes unités ».

chait cette addition de batailles n'avait rien de très compliqué, c'était l'offensive préconçue. Au lieu des deux phases de combat prévues par les anciens règlements, l'une de préparation, l'autre de décision, une attaque à fond et partout, aller de l'avant quand même, tout le monde à la bataille jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche, la bataille brutale, la négation même de la manœuvre, la stratégie barbare... La guerre d'attaque, est-il dit expressément, donne seule de grands résultats, la guerre d'attente entraîne des désastres : « l'armée française n'admet plus dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive...; il faut se réunir d'abord et agir offensivement dès que les forces sont réunies. »

La victoire ne peut provenir que de la rupture du dispositif de combat de l'adversaire « par des attaques poussées jusqu'au bout sans arrière-pensée et ce ne peut être qu'au prix de sacrifices sanglants : toute autre conception doit être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre » (art. 5). « Le succès sera non pas à celui qui a subi le moins de pertes, mais dont la volonté est la plus ferme et le moral le plus fortement trempé » (art. 8)... « Les succès à la guerre ont toujours été remportés par les généraux qui ont voulu et cherché la bataille; ceux qui l'ont subie ont toujours été vaincus..., un commandant en chef énergique ne laissera jamais à son adversaire la priorité de l'action, sous prétexte d'attendre des renseignements plus précis; il imprimera dès le début de la guerre un tel caractère de violence et d'acharnement que l'ennemi, frappé dans son moral et paralysé dans son action, se verra réduit peut-être à rester sur la défensive » (art. 6). Donc

« le premier devoir du chef est de vouloir la bataille, et la bataille, une fois engagée, sera poussée à fond, sans arrière-pensée, jusqu'à l'extrême limite des forces; la résolution de combattre et même le choix de la forme générale du combat doivent être antérieurs à l'engagement ». (Rapport de la Commision.)

C'est donc bien l'offensive préconçue sans tenir compte de l'adversaire, de sa force ni de ses moyens: alors à quoi bon les renseignements et la sûreté?

Le règlement de 1895 avait ainsi fixé la mission de la sûreté: « Renseigner le commandement sur la présence et les mouvements de l'ennemi, protéger les troupes contre les surprises et donner au commandement le temps nécessaire pour prendre ses dispositions ». C'était la sage théorie du combat de démonstration, le plan d'opérations, sinon subordonné, au moins adapté au renseignement. Les novateurs du Centre des hautes études militaires s'étaient particulièrement insurgés contre cette notion de la sûreté: comment, disaient-ils, le commandement veut savoir ce que fait l'ennemi pour répondre à son action par des dispositions appropriées! à quoi bon, puisqu'il doit attaquer quoi qu'il fasse; pour attaquer il n'est besoin que de savoir où est l'ennemi et de décider ce que l'on veut faire; ce que veut l'ennemi importe peu. La seule sûreté d'une troupe est dans l'attaque et il faut tout sacrifier à la rapidité et à la solidité de l'étreinte immédiate pour donner à l'adversaire la mentalité d'un homme qui se défend sans se préoccuper des erreurs de détail, des risques accessoires et des chances d'insuccès: l'énergie de la réalisation supplée à l'indigence de la conception et dans l'offensive l'imprudence est la meilleure des sûretés.

Le Règlement de 1913 homologua et promulgua ce paradoxe terrible : « A la guerre, y est-il dit, toutes les décisions du commandement doivent être inspirées par la volonté de prendre et de conserver l'initiative; cette volonté offensive doit s'affirmer sans relâche, en dépit des obstacles et des accidents inévitables... Des modifications de situation pourraient amener le commandement à prendre, dans le développement de la manœuvre, des décisions successives, mais ce ne sera qu'en poursuivant avec ténacité *la même directrice* qu'il parviendra à dominer les événements et à s'assurer la victoire. » En conséquence ce chef élaborera préalablement un plan de manœuvre qui lui servira de guide pour la conduite des opérations et qui pour ainsi dire enchaînera sa volonté; dès lors à quoi peut servir le renseignement, quelle influence peut-il avoir, puisque la détermination du chef est préétablie et intransigeante?

Chacune des décisions que comporte la conduite d'une grande unité, affirme le Règlement de 1913, doit venir à son heure, *même si les données recueillies jusque-là sur les forces et les dispositions de l'ennemi sont obscures et incomplètes ;* un chef qui cède à la tentation d'attendre pour agir l'arrivée de renseignements plus précis risque en effet de voir son adversaire déchirer le voile par des actes décisifs. Mais si le chef, lorsque le moment est venu pour lui de prendre un parti, doit se contenter des renseignements déjà recueillis, il a évidemment un intérêt majeur à profiter du temps, parfois très long, qui s'écoule entre ses décisions successives pour faire rechercher toutes les données susceptibles d'éclairer la situation et de l'aider à développer logiquement son plan.

Ce n'est donc plus la détermination d'après le renseignement, mais bien le renseignement après la

détermination : la sûreté, de primordiale, devient accessoire; elle n'est, en fait, que dans la prise de l'initiative par l'offensive; la manœuvre passe au second plan :

Au cours des opérations, les renseignements fournis permettent d'éliminer certaines hypothèses reconnues inexactes et d'entrevoir plus ou moins les intentions de l'ennemi. Il est donc essentiel que les forces soient réparties, dès le début et à tout instant, suivant un dispositif assez souple pour se prêter aux transformations que peut nécessiter la connaissance de plus en plus précise de la situation. La situation n'est d'ailleurs jamais établie d'une manière certaine et complète. Les renseignement arrivent souvent trop tard; ils sont presque toujours insuffisants, souvent contradictoires. Dès lors le commandement ne peut remplir quand même sa mission et imposer sa volonté à l'ennemi qu'en se maintenant avec fermeté dans les grandes lignes de son plan. *Les succès à la guerre dépendent plus encore de la persévérance et de la ténacité dans l'exécution que de l'habileté dans la conception de la manœuvre* (art. 15).

Ainsi la force prime l'esprit et le tient en l'état; l'essentiel sera d'avoir en mains toutes ses forces pour les jeter sans réserves sur l'objectif :

Pour être en mesure de réaliser sa manœuvre, le chef doit posséder sa liberté d'action, c'est-à-dire disposer de ses forces et rester maître de les employer, malgré l'ennemi (art. 20). Lorsque ces forces sont réunies, le meilleur moyen pour un chef d'assurer sa liberté d'action est d'imposer sa volonté à l'ennemi par une offensive vigoureusement menée, suivant une idée directrice bien arrêtée. Cette offensive impressionne l'adversaire, l'oblige à se défendre et déconcerte ses projets d'attaque (art. 21). La sûreté a pour but essentiel de garantir au commandement sa liberté d'action, en lui donnant le temps et l'es-

pace nécessaires d'abord pour réunir ses forces, et ensuite pour développer sa manœuvre (art. 23).

Le combat de préparation ainsi supprimé en fait, le rôle de l'artillerie ne pouvait pas ne pas se trouver modifié. Avec bien du mal et du temps, on était arrivé à subordonner l'artillerie à l'infanterie en lui assignant comme mission essentielle de préparer l'attaque de l'infanterie et d'affaiblir préalablement les obstacles qui s'opposeraient à sa progression; ainsi un règlement de 1910 avait mis l'artillerie à la disposition du commandant de l'attaque. Mais puisque l'attaque doit être immédiate et soudaine, point n'est besoin de préparation : le Règlement de 1913 donna donc à l'artillerie le rôle, non plus de préparer, mais d'appuyer l'attaque de l'infanterie et retira sa libre disposition au commandant de l'attaque pour la remettre au seul général de division. La liaison des armes était rompue, on tenait la fougue de l'offensive pour capable de briser tous les objectifs d'attaque...

« *Nous portions la défaite en germe dans nos règlements* », n'a pas craint d'écrire l'un de nos plus vraiment grands généraux et dont la guerre a montré l'extraordinaire ascendant sur la troupe :

Notre magnifique règlement de 1875 sur les manœuvres de l'infanterie, — ajoute-t-il — qui, avec quelques retouches, serait encore applicable aujourd'hui, a été déformé par tous ceux qui ont suivi. *A mesure qu'on s'éloignait de la guerre de 1870 on oubliait les effets du feu.* Les manœuvres étaient toujours un échec pour celui qui se tenait sur la défensive car si un bataillon par exemple, tenait un village et s'il était attaqué par deux, immédiatement on le déclarait battu, forcé à la retraite sans même lui accorder le gain de temps nécessaire à la manœuvre.

L'École de Guerre est-elle responsable? Dans une faible mesure, je le crois, car, si elle a préconisé l'offensive, elle l'a toujours considérée comme liée à la défensive; elle a toujours soutenu l'idée de l'avant-garde et du combat de reconnaissance; elle l'avait même exagérée dans la création de l'avant-garde générale d'armée. Mais, en face de l'École de Guerre, s'était créée une autre École, les Hautes Études militaires, dirigée par des jeunes, désireux de faire du nouveau, et qui, en voulant tout simplifier, en méprisant l'ennemi, avait abouti à la théorie du coup droit. Quand on avait dit: attaque brutale, on avait le *summum* de la doctrine. *A tous nos échecs il y a des causes morales qu'il faut* découvrir.

Le Règlement de 1913 en fut l'une des moins contestables: dangereux déjà au point de vue tactique, il devenait mortel au point de vue stratégique. Qui rédigea ce document, générateur de tant d'hécatombes? J'ai demandé au ministère de la Guerre les noms de ses auteurs; cette communication me fut refusée. Mais il est acquis que le sous-chef d'État-Major de l'Armée, le général de Castelnau, chargé par conséquent des opérations et de l'instruction de l'armée, fut déjà tenu à l'écart et ne fit même pas parties des commissions qui établirent ces règlements sur la conduite des grandes unités et sur le service en campagne!

Il reste maintenant à en voir les résultats dans les offensives d'août 1914.





Le Général de Division

de Currières de Castelnau



Le Général de Division

Dubail

Dessins gravés de A. Borel.

II

L'OFFENSIVE DE LORRAINE

Le 13 août, Liége prise, les armées allemandes maîtresses des deux rives de la Meuse jusqu'à Namur et déjà presque en contact sur la Gette avec les troupes belges, le Général en chef français donnait aux 1re et 2e armées, qui constituaient son aile droite « l'ordre d'offensive générale » pour le 14 [1] : en même temps pour renforcer la 5e armée, le 16 août, il retirait à la 2e armée le 18e corps, et à la 1re armée trois divisions, dont deux d'Algérie qui lui devaient venir en renfort. Si l'on diminuait ainsi au départ les forces de cette aile droite, on ne réduisait pas son objectif. Ces 1re et 2e armées avaient une même mission qui était de couvrir la droite de notre dispositif par une énergique offensive en Alsace et en Lorraine : la 1re armée devait rejeter sur le Rhin et vers Strasbourg les forces allemandes opérant dans les Vosges et en Haute-Alsace pour, ensuite, attaquer sur Sarrebourg; à la

---

[1] Comme bases de documentation sur cette offensive de Lorraine, je n'ai eu, avec l'*Histoire illustrée de la guerre de 1914*, de M. Hanotaux, qu'une note du Grand Quartier Général, destinée aux ambassadeurs et ministres de France, sur les opérations de la 2e armée en Lorraine (2 août-18 septembre).

2e armée ses instructions prescrivaient, tout en couvrant absolument Nancy, de se porter vers l'est pour se redresser ensuite vers le nord, et attaquer parallèlement à la 1re armée sur le front Dieuze — Château-Salins dans la direction de Sarrebruck avec une flanc-garde à Metz.

Ces deux armées formaient un groupement nettement séparé du reste de l'armée française. On a vu que le dispositif initial comportait deux ailes et pas de centre, et ces deux ailes séparées par la redoutable solution de continuité de Briey, avancée de la grosse position de Metz, et qui était une menace pour les ailes gauche et droite de chacun de ces deux groupes d'armées.

La 1re armée était à 5 corps. Son aile droite était prétendue couverte par ce que l'on appelait l'armée d'Alsace, et qui se bornait au 7e corps doté de quelque cavalerie. De la droite à la gauche, deux divisions de réserve, la 58e et la 66e, entre Wissembach et Diarupt; le 14e corps concentré dans la région de Saint-Dié et tenant le col de Sainte-Marie-aux-Mines; le 21e corps concentré à Étival, sous Raon-l'Étape et détenant les passages de la vallée de la Bruche; le 13e corps concentré au dessus de Raon-l'Étape, dans le secteur de Celles-Saint-Quirin, devant le Donon; puis au nord-ouest de Baccarat, entre la Meurthe et la Mortagne, le 8e corps sur qui pèsera le poids principal du choc offensif: toutes troupes d'élite.

La 2e armée avait de la droite à la gauche le 16e corps, en liaison avec la 1re armée entre la Meurthe et la Mortagne; le 15e corps concentré sur les bords de la Meurthe, dans la région de Lunéville; puis le 20e corps avec une brigade coloniale adjointe et qui

est, à l'est et au nord-est de Nancy, entre la Seille et le Sanon; le 9e corps défend, face à Metz et à Delme, le Grand Couronné qu'un groupe de trois divisions de réserve (59e, 68e, 70e) organise hâtivement : on vient de voir que le 18e corps, qui était en réserve, a été retiré à cette armée et réembarqué pour le nord. La mission de la 2e armée était très difficile : elle faisait pivot à la manœuvre de la 1re armée, mais un pivot actif et à qui était demandée la décision à Morhange. Il semble qu'elle aurait dû être particulièrement bien constituée: or elle était, pour majeure partie, composée de corps méridionaux, dont les effectifs, bien encadrés et entraînés, et dans la main d'un chef comme le général de Maud'huy, se sont placés au niveau des très bons, mais qui, il faut le reconnaître, au début de la guerre, manquaient de cohésion et de solidité. Et l'on ne peut pas ne pas se demander, puisqu'aussi bien la disposition de nos voies ferrées réservait à ces régions du Midi un tel rôle dans ces graves opérations de l'Est, pourquoi, avant la guerre, le commandement n'avait pas mieux sélectionné les cadres, mieux entraîné les troupes.

Ces 1re et 2e armées avaient leur sort lié, elles devaient agir ensemble et nécessairement réagir l'une sur l'autre ; elles faisaient une masse indépendante, puisque c'était de l'aile gauche et dans les Ardennes que le commandement escomptait la décision générale... Or ce groupe d'armées n'avait pas un chef, mais seulement deux généraux d'armée : c'est le Grand Quartier Général qui dirigeait les opérations.

Ce groupe d'armées devait s'enfoncer comme un coin dans la gauche allemande et la couper de son

centre. Le coin était puissant et solide, mais fait de deux aciers différents : ses commandants, les généraux Dubail et de Castelnau, étaient deux magnifiques soldats avec les plus belles qualités militaires, mais de caractères et de sentiments assez différents, sinon opposés, et que jusque-là tout avait séparés plus que réunis : leur rapprochement semblait presque une ironie.

Dubail est peint en deux traits par sa glorieuse citation de guerre : « grande énergie, volonté indomptable » ; exécutant sans égal, qui réalise l'ordre comme la flèche va au but et pour qui l'impossible n'existe pas. Le soldat domine l'homme et en lui se retrouvent l'âme et les qualités de la vieille armée de métier. Il rappelle les plus énergiques généraux du second Empire, dont il a la martiale allure, le képi sur l'oreille, « le chic exquis des turcos de Bourbaki » ; c'est le zouave, l'entraîneur d'hommes, — dans cette offensive lorraine, on le verra soutenir de sa volonté de fer toute une armée et la porter malgré tous les obstacles au but assigné, — un soldat de Corneille.

Castelnau, c'est Racine. L'homme se retrouve dans le soldat, le cœur et le génie militaire s'accordent ; on peut soutenir sans paradoxe qu'il est le général idéal d'une armée démocratique. Modèle des vertus privées, le père se retrouve un peu dans le chef et son armée est de sa famille ; à voir couler le beau sang de France, il ressentira la pitié de Jeanne d'Arc. Audacieux peut-être dans la théorie, il reçoit vite la leçon du fait, il sait à temps reconnaître une erreur et n'y pas persévérer : l'habitude du *Confiteor* est une excellente garantie pour le haut commande-

ment. Doué du coup d'œil des maîtres, s'il cherche le succès, il prévoit le revers et se dispose en conséquence : et, comme il accepte pour lui-même le conseil, il n'hésitera pas à faire à son chef des représentations dans la mesure conciliable avec le respect de la hiérarchie, car c'est un respectueux; au surplus, la formation catholique lui a donné le goût de l'humilité comme de la résignation ; il laissera peut-être un peu trop voiler son mérite et supportera l'injustice si elle ne touche que lui.

L'armée de Lorraine était aux mains de ces deux chefs, et ils étaient à égalité de commandement. Napoléon n'eût peut-être pas osé un tel rapprochement qui, avec des âmes médiocres, risquait d'être périlleux : il n'y eut chez chacun qu'une émulation à mieux faire; le salut de la France unit ce qui avait été séparé et permit à l'un et à l'autre de faire face à la plus terrible des situations.

Il n'est besoin que de regarder une carte en relief pour reconnaître les difficultés du terrain où devait se déployer cette offensive des 1re et 2e armées.

Consulter les cartes C et F.

Déjà nous avons signalé [1] l'agencement de ces frontières lorraines et leur armement par la France et par l'Allemagne. Du côté de la France, deux obstacles fortifiés, les côtes de Moselle, les Hauts de Meuse, avec dans l'intervalle la trouée de Charmes libre et laissée là comme un piège. Différentes sont les défenses naturelles de l'Allemagne : les Vosges, dont elle tenait les crêtes, et le piton principal du Donon, la protégeaient suffisamment du côté de

[1] Voir plus haut Livre II, chapitre I, p. 101 et suiv., « La Frontière de 1871 et l'esprit d'offensive » ; et chapitre II, p. 165 et suiv., « La Frontière de 1815 et la guerre de 1914 ».

l'Alsace; son point faible était la frontière lorraine, le secteur Sierck-Sarrebourg; là pas de notables accidents de terrain, mais le seul fossé de la Moselle. Les places de Metz et de Thionville en assurèrent la protection septentrionale ; seule restait critique la partie méridionale, la trouée Morhange-Sarrebourg, prolongement de celle de Charmes et seule voie ouverte à une invasion ennemie. Comme on pense, des précautions avaient été prises : la trouée mesurait d'abord 85 kilomètres, l'extension progressive du rayon d'action des forts avancés de Metz l'avait réduite à 55 ; la partie entre Dieuze et Sarrebourg, couverte d'étangs et de forêts, était quasi impénétrable; restait la coulée entre Dieuze et Château-Salins, d'une douzaine de kilomètres, encadrée de coteaux faciles à défendre et dont le plus puissant était le contrefort de Morhange[1].

La 1re armée devait reprendre les crêtes des Vosges, puis, par un changement de direction à gauche, descendre de ces contreforts dans la plaine de Sarrebourg, pays de marécages, de bois et d'étangs, un « maquis humide », a dit M. Hanotaux. La rive droite de la Sarre, entre Sarrebourg et Sarre-Union, est le seul terrain possible de manœuvre, mais elle est bordée de hauteurs, — le pied des Vosges septentrionales, — faciles à défendre et en contre-bas desquelles passe la principale route permettant à une armée de marcher vers le nord.

Le terrain assigné à la 2e armée était non moins difficile. Du débouché de la frontière de 1871, à

[1] Le service des renseignements d'Épinal avait, croyons-nous, donné à l'État-Major général les avis les plus précis sur les travaux de fortifications que les Allemands avaient faits à Morhange et à Sarrebourg.

l'orient de Nancy, s'élève de Château-Salins à Sarrebruck par Saint-Avold, sur la rive gauche de la Sarre, une chaîne de hauteurs formant la ligne de partage des bassins de la Seille et de la Nied d'avec la Sarre : « c'est comme un escalier qui monte peu à peu de France en Lorraine et de Lorraine en Allemagne ; une armée française qui essaiera de le grimper sera menacée de flanc, à l'ouest, par les deux camps retranchés de Metz et de Thionville »[1]. Au point de départ de ces hauteurs, dans la vallée de la Petite Seille qui descend à Château-Salins, une sorte de couloir, encadré par elles, forme comme l'esplanade, le glacis de la forteresse naturelle qu'est Morhange.

Ce pays est pourvu de nombreuses voies terrestres et ferrées, c'est la ligne de communications entre la Lorraine et l'Alsace, entre Nancy et Strasbourg, un nœud essentiel de chemins de fer, un vrai carrefour : le croisement de toutes ces voies ferrées et le point vital de cette circulation ferrée est Benstroff. On devine si une position pareille devait être protégée ; or le rempart de Benstroff, c'est Morhange, naturellement fort, et dont les Allemands avaient encore accru les défenses : « connaissant la nécessité où se trouvaient les armées françaises d'aborder le bastion de Morhange pour s'élever vers le nord, ils avaient fait de la région un véritable camp retranché, fortifié selon les principes modernes, c'est-à-dire au moyen de levées de terres ; aussitôt que la guerre fut en perspective, ces travaux furent développés, consolidés, bétonnés, tendus de fils de fer, de telle sorte que tout le pays entre la Seille et la Sarre formait

[1] Hanotaux, IV, p. 230.

un ouvrage continu où les moindres plis de terrain étaient soigneusement utilisés et repérés »[1].

Dès le 2 août, en effet, les Allemands avaient commencé à mettre en état ces secteurs où ils attendaient notre attaque : ils avaient tendu les inondations de l'étang de Lindres et aménagé une suite de positions permettant à leurs avant-gardes de battre rapidement en retraite. Au nord de ces étangs, ils avaient formidablement organisé la position Marthil-Morhange-Riding qu'ils avaient assignée comme terme à leur recul et comme point d'appui pour passer à la contre-attaque. Or nos 1re et 2e armées ayant à opérer chacune d'un côté de ces étangs, en arrivant à leur hauteur leur liaison était perdue ; bien plus, obligées qu'elles étaient à disperser une grande partie de leurs forces à des missions accessoires, telles que la garde du Grand Couronné, la flanc-garde du côté de l'Alsace, etc., elles se trouvaient, en fait, ne disposer plus que de 10 de leurs divisions sur 27, alors que les Allemands, au contraire, avaient 8 corps postés sur des positions très solides, avec une puissante artillerie lourde, des points d'appui bien battus et flanqués par des mitrailleuses. « L'art, en pays de montagne, a écrit Napoléon, consiste à se faire attaquer par l'ennemi » ; nos deux armées avaient, au contraire, à attaquer de front, dans ces pays montueux, un bastion dominant rendu invulnérable : au moins, eut-il fallu, pour tenter l'attaque de telles fortifications, une artillerie de gros calibre, et nous n'avions que nos 75.

L'ordre donné, le 30 juillet, à l'armée française de

---

[1] Hanotaux, IV, p. 246.

maintenir entre elle et la frontière une distance de 10 kilomètres fut un acte de haute politique en ce qu'il témoigna irréfutablement de notre volonté pacifique ; il fut de même, avons-nous déjà dit, un acte involontaire de sagesse stratégique parce que, renversant les projets offensifs de notre État-Major, il nous condamnait à la défensive initiale. Les opérations de la 1re armée s'en trouvaient, en effet, compliquées à un point qui les rendait à peu près impossibles, puisqu'à sa mission déjà si rude s'ajoutait la reprise des crêtes des Vosges, où les Allemands, après notre repli, s'étaient organisés fortement. Le général Joffre avait bien, le 2 août, à 17 h. 30, prescrit aux commandants des secteurs de couverture de reprendre leurs positions de frontière[1], mais le général Dubail ne reçut que le 5 l'ordre d'enlever les passages des Vosges du col du Bonhomme à la trouée de Saales ; la disposition du terrain ne permettant guère l'emploi de l'artillerie, l'infanterie dut agir avec ses seuls moyens : les cols du Bonhomme et de Sainte-Marie furent repris le 8 et le 9 après de durs combats ; il fallut quatre jours pour le col et la ville de Saales, nous n'en fûmes maîtres que le 14.

La 1re armée tenait le front Saint-Dié—Baccarat; son mouvement d'aile marchante la faisait passer, au débouché des Vosges, par Colmar et la plaine de Strasbourg qu'elle devait nettoyer d'ennemis pour de là marcher face au nord-est sur Schirmeck et Sarrebourg. Il était pour cela indispensable que la droite de l'armée fût couverte du côté de Colmar et de la Haute-Alsace ; c'était la mission de l'armée

---

[1] *Le Mensonge du 3 août 1914*, p. 290.

d'Alsace et elle avait été, on l'a vue, prise à rebours. Mulhouse était un objectif politique, non stratégique ; il fallait neutraliser le plus de forces allemandes de ce côté et c'est par le nord et non par le sud de Mulhouse que l'affaire devait être engagée. L'échec de Mulhouse découvrait l'aile droite de la 1re armée ; il permit aux Allemands de remonter les XVe et XVIe corps et de les jeter sur l'armée Dubail qui dut, par surcroît, jusqu'à la reprise de l'affaire par le général Pau, se faire flanc-garder à hauteur de Colmar par les 14e et 21e corps. Cela ajoutait aux difficultés d'une manœuvre déjà terriblement scabreuse, difficultés provenant tant du terrain que du dispositif même de manœuvre, le front de combat étant presque à angle droit et l'armée, obligée de se garder à droite, ne pouvant réserver à son redressement et à son offensive que la moitié de ses forces.

Devant elle la 1re armée avait 4 corps allemands. Les XVe et XVIe remontés d'Alsace barraient les routes de la plaine de Strasbourg à nos 14e et 11e corps descendus des Vosges. Le 14e, maître des cols du Bonhomme et de Sainte-Marie, s'empara de Sainte-Marie-aux-Mines, même de Villé, qu'il ne put garder ; le 21e, descendant du col de Saales, conquit la vallée de la Bruche, Schirmeck, et, le 19, rejetait les Allemands jusqu'à Molsheim sous Strasbourg. En fait le choc offensif était réservé aux 8e et 13e corps qui avaient à remonter la vallée de la Sarre par Sarrebourg et Fénestrange : leur marche en avant commença le 14, la frontière ne fut franchie que le 16, l'ennemi manifestait peu de résistance, abandonnait même ses positions ; visiblement il nous appâtait et nous attirait sur un terrain où il voulait recevoir notre atta-

que. La marche de ces deux corps rencontrait moins de difficultés de l'ennemi que du terrain : le 8e corps, qui avait à assurer la liaison avec la 2e armée, s'en vit bientôt séparé par la redoutable région des étangs.

Dans la nuit du 18 au 19, Dubail est informé de la présence de gros rassemblements ennemis fortement retranchés au nord, sur la ligne Sarrebourg-Phalsbourg ; il y a, d'autre part, en arrière de ses corps d'attaque, à Strasbourg, les XVe et XVIe corps allemands accrochés sans doute par les 14e et 21e corps, mais ces derniers ne sont pas encore assurés du côté de la Haute-Alsace.

Le repli de l'offensive sur Mulhouse achevé, le 12 août le général Pau avait reçu le commandement de la petite armée d'Alsace. Son plan d'opérations fut vite arrêté : Mulhouse restera l'objectif, mais, au lieu d'y tendre par le sud comme on avait fait, on portera l'effort à la fois par le nord, Thann-Cernay, et par le sud, Dannemarie, afin de rejeter au sud, — et non plus au nord sur le flanc de la 1re armée, — les forces qu'on pourrait défaire : plan sage, mais nécessairement lent, et la progression s'en ressentit. Le mouvement commença le 14 août ; on mit cinq jours pour faire le chemin qu'on avait précédemment enlevé en quarante-huit heures ; les troupes françaises trouvèrent devant elles des *Landwehr* et des *Landsturm*, qui se replièrent sans qu'il fût besoin de beaucoup insister. Le 18, Pau donnait l'ordre d'attaquer Mulhouse ; après un grave échec à Dornach où ils nous laissèrent 3.000 prisonniers et 24 canons, les Allemands évacuèrent Mulhouse pour regagner leurs bois : le 19 au matin, le 35e d'infanterie entrait triomphalement dans la ville, où la popula-

tion, délivrée une seconde fois, dansa de joie sur les places publiques. Poursuivant son succès, Pau fit occuper les crêtes des principales vallées, Altkirch fut pris : ainsi maîtres des débouchés, nous tenions la Haute-Alsace et étions en bonne position pour marcher sur Colmar et Neuf-Brisach ; Dubail pouvait être tranquillisé pour son flanc droit. Ce fut un beau travail.

Mais alors, pour la 1re armée, le danger était au nord, et il était sérieux. Avisé des fortes positions défensives de l'ennemi, Dubail, tout en s'assurant de flanc, du côté de Strasbourg, par les 21e et 14e corps, ne lance sur Sarrebourg que le 8e corps et garde en réserve le 13e. Sarrebourg fut pris dans l'après-midi du 18 par la division du général de Maud'huy. Ce fut assez dur : l'obstacle vint moins de l'infanterie, qui ne se montra pour ainsi dire pas, que de l'artillerie lourde ; de puissants projectiles tombent de 10 kilomètres et notre 75 est désarmé contre ces monstres ; le fantassin s'en aperçoit et se demande si la *furia francese* pourra vaincre cette *furia* métallurgique. Les Allemands occupent de redoutables positions de Rieding à Fénestrange, sur la rive droite de la Sarre, d'où ils tiennent sous le canon les routes assignées au 8e corps pour atteindre Fénestrange.

Consulter la carte K[1].

Le général en chef ayant donné pour le 14 à la 2e armée l'ordre d'offensive générale, le général de Castelnau prescrivait, le 13 au soir, aux 16e et 15e corps et au gros du 20e d'attaquer le lendemain dans la direction générale d'Avricourt, le 20e corps se cou-

---

[1] Cette carte a été inspirée par celle publiée dans la *Guerre illustrée de 1914*, de M. Hanotaux, le seul document topographique que l'on ait encore.

vrant face au nord avec le reste de ses troupes. Le 14 août, au matin, la marche en avant commença, le 16e corps à droite avec Réchicourt pour point de direction, — puis le 15e, — enfin le 20e appuyant le mouvement et gardant la liaison avec le 9e qui fait pivot au Grand-Couronné. Devant elle la 2e armée a 4 corps ennemis et 2 divisions de cavalerie : le IIIe bavarois établi vers Delme, le IIe bavarois entre Delme et Château-Salins, le XXIe entre Château-Salins et Sarrebourg dans la région des étangs ; deux divisions de cavalerie opèrent dans la région de Réchicourt, — en sus, le Ier de réserve bavarois et les réserves toujours disponibles de la garnison de Metz.

L'avance française se fit sans trop de difficultés, sauf pour le 15e corps qui tomba à Moncourt sur une grosse artillerie très habilement dissimulée; Moncourt néanmoins fut pris, mais après un dur combat et d'assez lourdes pertes, et de ce moment la situation du 15e corps ainsi éprouvé et à une très mauvaise place pèsera sur le développement de l'offensive. Les autres corps progressent, l'ennemi se replie, nous avançons rapidement, très rapidement, trop rapidement peut-être, car l'armée est pivot de la manœuvre. Or le 16, en pleine marche offensive, le général de Castelnau est informé que le Grand Quartier Général lui enlève le 18e corps, qui forme sa réserve d'armée : c'est là un sérieux dérangement d'équilibre. Malgré ce grave contretemps, la marche en avant continue : le 16, le 20e corps prend Arracourt, le 17 Vic-sur-Seille et Château-Salins. Pendant ce temps l'aile droite se redresse vers le nord-ouest : le 17, le 16e corps atteint la ligne Angweiler-Bisping au-dessus de Sarrebourg, presque à hau-

teur de Fénestrange, c'est-à-dire très en avant de la 1re armée avec laquelle il n'est plus en liaison, liaison d'ailleurs impraticable en cette région des étangs.

Tout marche à souhait, la confiance s'exagère, on se voit déjà sur le Rhin et peut-être plus loin; les sages pensent que c'est trop beau et ne durera pas, qu'on n'a eu affaire qu'à des arrière-gardes dont les gros se replient et que l'ère des difficultés n'est peut-être pas loin. Elle commence, de fait, le 18. Ce jour-là, le 16e corps a encore accentué son avance et son éloignement de la 1re armée; il pousse jusqu'à Mittersheim, au-dessus de Fénestrange et se heurte à des forces ennemies importantes; d'autre part, très en arrière et à droite, sur la ligne Dolvingen-Gosselming, au nord de Sarrebourg, le corps de cavalerie s'arrête sur une infanterie fortement retranchée; l'ennemi est donc entre les deux armées sans qu'on s'en soit aperçu, le 16e corps doit se replier sur Angweiler et se voit séparé du 15e par l'immense étang de Lindres et ses entours impénétrables. Le 15e corps, qui a comme direction le point capital de Benstroff, entre à Dieuze où il se voit barré par les feux d'une artillerie lourde, postée dans la forêt de Brides, où elle défend à la fois le couloir de Morhange et les approches de Benstroff; sous ce coup il reflue au sud de Dieuze sur la ligne Marsal-Zommange. Le 20e corps progresse toujours et monte à l'est et à l'ouest de Château-Salins, à la pointe de cette forêt de Brides où est l'artillerie allemande. Le 9e corps se dispose à se porter à la hauteur du 20e pour assurer la liaison de l'armée avec sa base du Grand-Couronné, quand

Castelnau reçoit du Général en chef l'ordre de diriger immédiatement ce 9e corps sur Nancy à destination des Ardennes.

Ce retrait en pleine action offensive d'un tel corps et à un un tel point ne pouvait pas ne pas influencer gravement la suite des opérations : Castelnau voyait ainsi découvert Nancy, qu'il avait charge de couvrir, et son aile gauche coupée de sa base, sous la formidable menace de Metz et d'un enveloppement. Et dans le même temps qu'il lui retirait le 9e corps, le Général en chef prescrivait à la 2e armée « de poursuivre l'offensive avec la dernière énergie pour retenir le plus de forces possible sur le théâtre des opérations de Lorraine » ; comme, d'autre part, la 1re et la 2e armées faisaient cavalerie à deux et que la 1re se voyait menacée par des troupes débouchant de Phalsbourg et d'Obersteigen, le corps de cavalerie se détachait de la 2e armée pour se mettre à la disposition de la 1re : c'est dans ces conditions que cette 2e armée devait se porter à l'attaque des positions allemandes.

L'objectif pour le 19 est l'occupation du terrible bastion de Morhange-Benstroff : le 16e corps, tout en couvrant l'armée à l'est, sortant de la région des étangs au nord de Loudrefing ; le 15e opérant à l'est de la forêt de Brides en direction de Benstroff ; le 20e à l'ouest de cette même forêt sur Morhange.

Très éprouvé la veille, le 16e corps se heurte à de nouveaux obstacles et ne peut arriver jusqu'au canal des Salines, une de ses divisions doit même être relevée. Le 15e corps, pour dégager le 16e, se dirige dans la plaine à l'est de la forêt de Brides, prend Vergaville, mais après se trouve « sur un terrain

quadrillé, repéré, mesuré, fouillé, connu dans ses moindres replis par l'adversaire », il est cloué sur place par un feu d'enfer ; une de ses divisions se met à l'abri plus à l'est, près du village de Biederdorf, le feu des canons lourds l'y suit, rendant vain tout abri. Seul le 20e corps a progressé et est arrivé à l'est de Morhange. Les divisions de réserve ont été substituées au 9e corps pour la couverture de l'aile gauche et du Grand Couronné.

Le 19 au soir, les renseignements sur les positions de l'ennemi sont encore imprécis : la cavalerie n'a pu remplir son rôle d'information et les quelques avions dont est dotée l'armée la suppléent assez imparfaitement. Deux points pourtant sont acquis : l'arrêt de notre droite et l'existence de fortes positions défensives sur le front Marthil-Morhange-Benstroff ; l'annonce que la 1re armée est, elle aussi, arrêtée devant Sarrebourg présage que la situation va changer. Visiblement les Allemands nous ont entraînés dans une poursuite qui se heurte maintenant à une défensive organisée et que la proximité de Metz a permis de doter largement d'artillerie lourde ; ils ont fixé à leur repli le terminus Morville-Morhange-Benstroff-Fénestrange-Phalsbourg, et ils sont prêts, ce 19, à la contre-attaque, « à l'attaque de surprise », comme ils disent : leur plan est d'arrêter la droite de notre 2e armée sur le canal de Salines, d'attirer la gauche vers le nord devant les forces appuyées sur le camp retranché de Metz.

Pour nous la prise de la voie ferrée Benstroff-Sarrebourg est le nœud de la situation, car elle nous permettrait de couper les communications avec Metz de la VIe armée allemande qui opère contre

l'armée Dubail. Castelnau prescrit donc le 19, à 17 heures, au 16e et au 15e corps d'attaquer le lendemain de concert sur le front Bessing-Domon-Kutting et de poursuivre leur offensive jusqu'à ce qu'ils aient rejeté l'ennemi jusqu'à la voie ferrée Sarrebourg-Benstroff. Pendant ce temps le 20e corps se calera sur la défensive sur le terrain occupé la veille pour, suivant l'occasion, attaquer vers le nord ou faire face à une attaque débordante de Metz; en liaison étroite avec le 15e corps il profitera de la journée du 20 « pour resserrer le contact et procéder aux reconnaissances nécessaires à la mise en œuvre de son artillerie et à l'organisation de ses attaques ».

Le brouillard, qui là, comme partout, devait paralyser le départ de nos attaques, empêche pendant plusieurs heures de reconnaître les positions des batteries ennemies, retarde la marche en avant des 15e et 16e corps, qui se voient devancés et attaqués par des forces très supérieures. Le 16e corps s'engage, sans préparation d'artillerie, à découvert, sur un terrain minutieusement repéré; accueilli par un feu d'artillerie intense, à 8 h. 30 une forte contre-attaque le rejette très en arrière de ses positions de départ. Le 15e corps est encore plus vivement attaqué; il opère dans un terrain plus que difficile, les marais de Benstroff : à 6 h. 30 l'ennemi lui tombe dessus des hauteurs boisées de Brides et lui inflige de dures pertes, il résiste mais ne peut tenir sous cette rude avalanche; poursuivi par l'artillerie lourde sur ses diverses positions de repli et ne pouvant tenir nulle part, il fait dans la matinée un recul de 15 kilomètres.

Le 20e corps devait se tenir sur la défensive: autant essayer de tenir en laisse un chien impétueux au

premier coup de feu de l'ouverture! Il reçoit de son chef l'ordre « de se rendre maître indiscutablement des hauteurs de Barouville-Morhange et d'agir ensuite vers Rocrange-Rodalbe-Sainte Suzanne », c'est-à-dire par sa droite, dans la pensée d'appuyer plus efficacement l'attaque du 15e corps. « Le 20e corps, écrit M. Hanotaux, fier de sa force et de sa renommée, emporté par cette joie de l'offensive qui fut la grande séduction de notre doctrine et le noble entraînement de notre armée au début de la guerre, ne sut pas résister à la tentation de frapper un coup décisif : interprétant plutôt qu'appliquant les ordres du général d'armée, il « tirait sur la bride » et se trouva ainsi de tous les corps celui qui s'engagea le plus dangereusement dans le piège que l'ennemi nous avait tendu. » A 5 heures du matin, la 11e division attaque le front Morhange-Rocrange et la 39e le front Baronweiler-Marthil-Brehain. En moins d'une heure ces deux magnifiques divisions sont balayées par le plus terrible feu d'artillerie et une contre-attaque de deux corps d'armée; leur héroïsme ne sert de rien, elles sont écrasées par le nombre et la matière : « à 6 h. 30 le général commandant l'armée prescrit d'arrêter cette offensive »; la droite du 20e corps se bornera à appuyer le 15e, le reste à maintenir, sur les positions de départ, la liaison avec les divisions de réserve du Grand-Couronné et à se fortifier pour parer à toute attaque. L'échec de Morhange avait été, pour ainsi dire, instantané.

Le 20e corps avait échappé à Castelnau : cet emportement des divisions de fer découvrait dangereusement l'armée. L'ennemi s'acharne sur lui : la 39e division doit se replier sur Château-Salins, entraînant la 11e

sur Lidrequin. « Dans ces conditions, — lit-on dans le rapport des opérations de la 2e armée en Lorraine, — et en présence de la situation difficile où se trouvent, dans une région boisée et marécageuse, les 15e et 16e corps, *le général commandant l'armée, pour conserver sa liberté d'action, se décide vers 16 heures à prescrire un repli général.* » De Maizières, il transfère son poste de commandement à Arracourt et « prescrit à ses corps d'armée de se dérober pendant la nuit pour reconstituer leurs éléments les plus éprouvés ». L'offensive de Lorraine était achevée, Castelnau avait pris sur lui d'en arrêter les frais.

Cette funeste journée du 20 août 1914 donnait au commandement français une de ces grandes et terribles leçons par lesquelles Dieu se glorifie de faire la loi aux rois. Morhange manifestait de la façon la plus cruelle le sens de cette guerre, la faillite définitive de cette offensive forcenée codifiée par le Règlement de 1913. Sur ce champ de bataille lorrain Castelnau fut renversé, mais comme Paul sur le chemin de Damas, et pas plus que l'apôtre il ne regimba contre l'aiguillon. Par une intuition sublime, jaillie du cœur (car le père avait été frappé dans le chef, l'un de ses fils, lieutenant au 4e bataillon de chasseurs, était noblement tombé sous le rempart de Morhange), il vit la guerre qui allait se dérouler et comme la science l'avait permise, un bouleversement catastrophique, une convulsion terrestre, un cyclone, le champ de bataille vide, la mort seule visible : la matière a maté le cœur, le courage est de se cacher et au plus profond. Le commandant de la 2e armée en miettes comprend que l'on s'est trompé, que le devoir c'était la défense du

sol national et la victoire l'épargne du sang français; toute l'armée française pourrait en vain s'anéantir sur ce bastion formidable, et où n'a pu passer le 20e corps personne ne passera : il ose prendre sur lui de contrevenir aux ordres du commandement en chef; délibérément, de sa seule volonté, il rompt le combat et prescrit la retraite. Magnifique courage, véritable héroïsme intellectuel !

Dans le même temps, la 1re armée avait à faire face à des difficultés terribles.

Le 8e corps, qui fut la cheville ouvrière de ces batailles, tenait Sarrebourg et ses environs. Le 19 au soir l'ordre lui venait d'attaquer le lendemain au point du jour, mais cette attaque était subordonnée à une offensive de nuit montée par la 15e division réserve d'armée : les Allemands, à l'affût sur des positions redoutables, brisèrent l'effort français. Le 20, au matin, une puissante contre-attaque ennemie est déclanchée ; l'ordre est donné au 8e corps de défendre Sarrebourg à fond, puis à 12 heures de l'évacuer et de se replier : en même temps Dubail lance le 13e corps, qui arrête la progression du mouvement ennemi.

Journée indécise : si la gauche de la 1re armée a fléchi, la droite a nettement marqué sa supériorité; les cinq groupes alpins avaient successivement conquis tous les débouchés des routes des Vosges dans la plaine, le 30e bataillon à lui seul bousculait une brigade wurtembourgeoise : ces groupes, le 20 au soir, étaient réunis à l'ouest de Colmar, prêts à rendre à la France la chère cité alsacienne.

Dubail apprend la retraite de la 2e armée. Il a entrevu la victoire, il veut tenter encore de la saisir;

l'ordre lui vient du Grand Quartier Général de suivre le mouvement de retraite. Il obéit, non sans toutefois avoir fait observer qu'il se retire sur cet ordre et non sous la pression de l'ennemi...



III

L'OFFENSIVE DES ARDENNES

Cette offensive de Lorraine fut assurément une des plus lourdes fautes de cette guerre. Réduite à 17 ou 18 divisions actives et de réserve, notre aile droite, mise sur la défensive et avec l'appui des camps retranchés de l'Est, eût suffi à garder le front de Verdun à Belfort; ce qui eût permis d'employer à la défense du Nord trois ou quatre corps d'armée, et plus encore si l'on avait pareillement renoncé à prendre l'offensive dans l'Ardenne belge.

Le 12 août, malgré tous les indices d'une attaque massive allemande par le nord de la Belgique, le général Joffre avait déclenché l'offensive des 1re et 2e armées. Le 15 août, éclairé enfin sur la situation par le coup de main de Dinant, il prescrit la remontée de la 5e armée sur la Sambre, sans renoncer pourtant à l'offensive en Luxembourg dont il escompte la décision et la rupture du front allemand.

Dans le plan initial, la masse d'attaque comportait 3 armées, 13 corps, dont la moitié à la 5e armée; on

doit combler ce vide. Le Grand Quartier Général confère aussitôt à la 4e armée, la plus faible de toutes, la redoutable mission assignée à la 5e armée, et la renforce par des prélèvements sur les autres armées. A la 5e armée, à qui déjà, le 5, on a pris le corps de cavalerie Sordet, on retire le 2e corps, le 11e et les 52e et 60e divisions de réserve pour les passer à la 4e armée. Pour couvrir la 5e armée, on découvre la 1re et la 2e qui opèrent en Lorraine : à la 1re, on prend les 2 divisions d'Algérie qui lui avaient primitivement été destinées ; à la 2e, on a retiré, le 16 août, le 18e corps. Et comme la 4e armée ne semble pas encore assez forte pour risquer le coup qu'on est résolu à jouer, le 18 août, en pleine marche offensive de la 2e armée, le 9e corps, qui fait son pivot au Grand Couronné, lui est encore retiré et une division instantanément transportée à l'aile gauche de la 4e armée, qui, en quelques jours, de la plus faible devient la plus forte du front français.

Liége prise, les armées de von Bulow et de von Kluck avaient commencé leur mouvement par le nord de la Belgique. Le 18 août, l'armée belge sur la Gette, menacée par 11 corps ennemis, recevait de son roi, à 19 h. 30, l'ordre de se replier sur Anvers ; le 19, la IIe armée de von Bulow commençait les apprêts du siège de Namur ; le 20, à 16 heures, Castelnau arrêtait l'offensive lorraine et prescrivait la retraite de sa 2e armée, si éprouvée à Morhange ; deux heures plus tard, — ce même jour 20 août, à 18 h. 30, — le Général en chef envoyait à la 3e et à la 4e armées l'ordre de prendre, dans la nuit même du 20 au 21, « une offensive soudaine et violente » dans les Ardennes et le Luxembourg belges.

Il est encore très difficile d'avoir une vue claire de ces batailles des Ardennes ; elle se mena dans le brouillard, elle n'en est toujours pas sortie. M. Hanotaux les a appréciées très durement : « elles présentent, a-t-il dit, sur toute l'étendue de l'immense front, quelque chose de disloqué et de fragmentaire; chaque incident tactique a son importance, mais une conception tactique générale paraît absente... »[1] Sur ce dernier point, une réserve s'impose, car il y eut malheureusement une conception tactique générale et qui fut d'attaquer partout, quand même, à fond. Un jugement sur une mêlée aussi confuse et indistincte est nécessairement incertain, et c'est un peu comme on se penche sur un abîme qu'on tente de scruter là la pensée du haut commandement.

Si l'on connaît le plan de concentration du général Joffre, on ne sait pas encore exactement quel était son plan de guerre; ses exécutants, ses coopérateurs les plus immédiats n'eurent, croyons-nous, de lui aucune révélation; ils ne connurent que le plan de concentration et les dispositions spéciales à leurs armées respectives. Seul M. Hanotaux, nous a livré la pensée du haut commandement : « Gagner au plus près le front ennemi, le surprendre par la brutalité du choc, l'enfoncer si possible et dégager le terrain pour tomber sur le flanc des armées allemandes en train d'accomplir leur mouvement tournant »[2] ; en somme, rompre le centre ennemi, foncer

---

1 Hanotaux, p. 85.

2 L'éminent historien ajoute (p. 82) : « Les renseignements sur les marches de l'ennemi ne paraissaient révéler chez lui d'autre dessein que de marcher de l'est à l'ouest, sans doute pour agir vers Dinant et Namur, et appuyer le grand mouvement commencé par les armées von Kluck et von Bulow. On assurait qu'il avait entrepris une marche de

sur les deux ailes disjointes, pousser l'une sur la mer, l'autre sur Trèves et s'ouvrir par là les routes d'Allemagne...

M. Hanotaux prête donc cette pensée à l'État-Major : celui-ci aurait vu le mouvement débordant par la Belgique, il l'aurait laissé faire pensant que l'ennemi aurait dégarni son centre pour en avoir les éléments et faciliter ainsi la rupture du front qu'il préméditait, lui, par une offensive brutale, un coup de bélier puissant. C'était, on vient de le voir, le principe même du Règlement de 1913 : « Pour vaincre, il faut rompre par la force le dispositif de combat de l'adversaire : cette rupture exige des attaques poussées jusqu'au bout, sans arrière-pensée, et ne peut être obtenue qu'au prix de sanglants sacrifices; toute autre conception doit être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre; si habilement conçue qu'elle soit, une manœuvre prépare, mais n'assure pas la victoire ». On n'avait oublié qu'une chose : la puissance de la défensive avec les perfectionnements de l'armement moderne.

Ces batailles d'août 1914 furent aussi la réalisation de l'autre doctrine fondamentale du Règlement de 1913 qu' « une bataille générale est la résultante des

---

flanc par rapport à notre front, ayant pour résultat de déplacer vers le nord-nord ouest la masse centrale de ses forces, et qu'il s'abstenait de tout mouvement important vers notre 4e et notre 3e armées, c'est-à-dire vers la ligne Longwy-Neufchâteau-Givet. Un groupement de forces ennemies était signalé comme prolongeant le mouvement de Belgique en passant entre Givet et Bruxelles. Puisque ce mouvement se produisait, nous avions intérêt à le surprendre par une vigoureuse offensive, en laissant d'abord l'ennemi s'écouler vers le nord-ouest, en le surveillant de près, en nous approchant de lui, peu à peu, en évitant surtout, s'il essayait de provoquer notre offensive par des détachements envoyés sur notre front, de tomber dans le piège et de nous engager prématurément. »

batailles partielles qui, tout en concourant au même but final, peuvent ne pas être simultanées ». Ainsi, en août 1914, il y eut non une armée, mais trois groupes d'armées sans liaison entre eux et sans qu'à aucun on ait donné le commandant de groupes d'armées prévu pourtant par l'article 63 de ce Règlement de 1913 ; il n'y eut que des commandants d'armée, le Grand Quartier Général dirigeait tout. Voulait-on ainsi monopoliser la victoire et la mettre en mains sûres? ce n'est pas en tous cas dans les Ardennes qu'une telle éventualité risquait de se réaliser.

Un seul mot qualifie cette région de l'Ardenne belge, assignée à l'offensive du groupe des 3e et 4e armées : c'est un coupe-gorge.

Consulter les cartes D et L.

Rappelons la disposition de notre frontière de Longwy à Maubeuge. A Longwy, elle change d'orientation, et de la direction sud-nord prend jusqu'à Montmédy la direction est-ouest, faisant un exact retour d'équerre, où Longwy occupe l'angle; — à Montmédy, elle reprend la direction sud est-nord ouest jusqu'à Mézières, où elle se redresse en direction sud-nord jusqu'à Givet; — à Givet, elle a cette forme singulière sur laquelle nous avons eu si souvent à insister, imposée par les traités de 1815, contournant littéralement la région Fumay-Givet et faisant un promontoire de 7 à 8 kilomètres de large, pour de là, jusqu'à Maubeuge, tracer un profond golfe, découvrant la trouée de l'Oise : alors que la distance à vol d'oiseau n'est que de 50 kilomètres, le tracé de la frontière en compte là plus de 125.

La frontière, de Montmédy à Givet, est en pleine forêt des Ardennes, limitrophe d'une région que les stratégistes de tous les temps avaient affirmée inter-

dite à une offensive française. Les Luxembourg, sous la Révolution, s'appelaient le département des Forêts, et aucune appellation ne fut plus vérifiée. Cette forêt des Ardennes, dont l'obstacle s'interpose entre la France et le sud de la Belgique, est l'un des plus sombres massifs forestiers de l'Europe occidentale; César la disait si pleine de terreur et d'immensité qu'on ne la pouvait franchir qu'après dix jours de marche, et c'était dans son mystère qu'aux temps de la chevalerie les quatre fils Aymon guerroyaient contre Charlemagne[1]. Elle présente une disposition assez particulière : le gros du massif s'étend de Mézières à Givet; à l'un et à l'autre de ces points, il détache deux branches, l'une au sud de Givet, dans la direction du nord-est et remontant jusqu'à l'Ourthe; l'autre, au sud de Mézières, descendant dans la direction du sud-est jusqu'à Arlon; l'intervalle est un immense plateau, les Hautes Fagnes, au sol spongieux et impraticable aux voitures un peu lourdes, boisé et dont les clairières sont compartimentées à l'extrême.

Cette branche méridionale, d'Arlon à Monthermé, au nord de Mézières, est, dans toute son étendue, traversée par la Semoy, la plus bizarre des rivières, un méandre aux sinuosités invraisemblables, une véritable vrille. La Semoy, d'ailleurs peu profonde, coule

---

[1] M. Vidal de Lablache décrit ainsi cette région de l'Ardenne belge : « La ligne de l'Ardenne se présente moins comme hauteur que comme forêt. Une ligne sombre et basse barre l'horizon. Depuis Hirson jusqu'à Sedan elle frappe, elle obsède la vue par sa continuité. Et, par-dessus la vallée riante où luisent les eaux de la Meuse, ce « fond d'Ardenne », donne l'impression d'un monde différent, plus froid, plus rude, moins hospitalier... Sur toute cette surface de 13.500 kilomètres carrés qu'est l'Ardenne belge, c'est le même sol pauvre, infertile, le même climat rude la même difficulté de communication. Sur ces flancs froids et boisés

entre deux énormes murailles à pic : « La Semoy, — écrit l'historien de la frontière, Tenot, — coupe la frontière au nord de Mézières, mais la gorge profonde au fond de laquelle elle coule jusqu'à son confluent à Monthermé, n'ouvre aucun chemin notable d'invasion ; c'est dans la section comprise entre Mézières et Stenay qu'aboutissent les routes du Luxembourg belge chargées de relier à l'armée allemande de Metz l'armée lancée sur la grande ligne d'opérations de Cologne-Liége-Namur-Paris ». Il était assurément intéressant de s'emparer d'un tel coin, mais il le fallait pouvoir. Les points à saisir étaient Gedinne, Paliseul, Bertrix, Neufchâteau. Mais jusqu'à eux, outre l'obstacle de la Semoy, était celui de la forêt des Ardennes, épaisse et mal frayée, repaire des gros gibiers, loups, sangliers, daims, qui y vivent en troupeaux. Le pays est pauvre, peu peuplé, tourmenté et ne se prête pas aux mouvements et aux manœuvres des grosses masses.

Cette région de l'Ardenne et du Luxembourg se partage en trois : les pays de Condroz et de Famenne, qui bordent la Meuse de Liége à Givet, sillonnés de nombreuses vallées à pentes raides, souvent couvertes de bois ; c'est un des chemins de la trouée de l'Oise, mais pour qu'une armée s'y puisse risquer, il faut qu'elle soit préalablement assurée des places de

---

montent en brouillards, en neige et en pluies, les vapeurs charriées par les vents de l'ouest; sur ces plateaux sans pente l'humidité décompose le schiste en une pâte imperméable dont l'imbibition produit des tourbières; il faut la souplesse et l'intelligence des petites vaches ardennaises pour opérer les charrois dans ces sentiers fangeux. Projeté sur l'histoire, ce genre de pays et de vie se traduit par quelque chose d'arriéré et d'archaïque. L'Ardenne est restée en dehors des grands courants qui l'entourent; elle est le môle autour duquel ils se divisent. » *La France*. Hachette, 198, p. 65.

Liége et de Namur; — l'Ardenne proprement dite, avec les Hautes-Fagnes et le plateau des Tailles, pays convulsé, coupé de bois et de grands découverts, bruyères, marécages, tourbières, « l'Ardenne aride, aigre et pouilleuse », comme l'a qualifiée M. Dumont-Wilden ; — au sud enfin, la région d'Arlon-Virton, limitrophe du grand-duché, elle, au contraire, peuplée, riche, fertile, une petite Provence.

Un tel couvert était propice à toutes les surprises, mais contre la France, car la France, là encore, était topographiquement dominée. Aussi toujours la Prusse eut-elle des vues sur cette position et entendit-elle se réserver ce glacis de son massif central rhénan: quand, en 1833, ce pays du Luxembourg passa à la Belgique, nous avons déjà montré[1] comment le gouvernement français revendiqua pour la Belgique la liberté d'établir là des fortifications, spécialement à Arlon, et l'opposition qu'il rencontra et dont Metternich trahissait l'inspiration en avouant que « les fortifications de la Belgique étaient une question toute prussienne ». Si un pays était interdit à une offensive française, c'était celui-là; d'autant plus que le mouvement stratégique se trouvait conditionné par la direction même de la frontière, car nécessairement dirigé du sud-ouest au nord-est, il se voyait pris d'oblique et de flanc par le mouvement ennemi, en direction, lui, de l'est à l'ouest.

Géographie et stratégie imposaient donc la défensive française, qui avait là des moyens exceptionnels. Deux fleuves d'abord, deux bons fossés, la Chiers et la Meuse, avec, en deçà, le canal des Ardennes. De

[1] Voir plus haut, p. 264 et suiv. et à l'appendice, l'annexe 2.

Carignan à Mézières, la frontière est entièrement couverte par la forêt même des Ardennes, et les hauteurs de la rive gauche de la Meuse offrent, par surcroît, d'excellentes positions ; une légère avance en territoire belge permet à des avant-postes d'obstruer tous les défilés jusqu'à la Semoy. Cette ligne-là est, en outre, gardée par les forts de Longwy, de Montmédy, des Ayvelles : Longwy, dans le saillant de la frontière, est assurément dans une position scabreuse et peut être tourné par Virton et les lignes du Luxembourg, mais Montmédy est là pour l'appuyer et tenir sur un front de 25 kilomètres les passages de la Chiers. Givet, enfin, est le point fort de ce coin de la frontière, même une position offensive : « C'est par Givet, — écrivait, en 1883, Tenot, — que nos troupes, si elles étaient concentrées à temps, marcheraient sur Dinant et Liége, menaçant ainsi les communications de l'aile prussienne, hasardée au delà de la Meuse vers Bruxelles, Mons et Charleroi. »

Mais, hélas ! en quel état, au moment de la guerre, se trouvaient ces places ! Nous l'allons voir pour Longwy; Givet était une bicoque, dont les aménagements remontaient au dix-huitième siècle, tout au plus un fort d'arrêt pour garder le passage de la Meuse; les Ayvelles, comme Hirson, n'étaient qu'un nid à bombes, intenables contre les obusiers lourds.

Deux armées allemandes étaient en Luxembourg devant le groupe de nos 3e et 4e armées : la Ve du Kronprinz, à 4 corps actifs, 2 corps et une division de réserve, dont l'objectif immédiat est Longwy, le point de direction Verdun et qui, pour le surplus, calée sur la défensive dans le secteur Arlon-Neufchâteau, y

doit vraisemblablement protéger les voies ferrées reliant les théâtres d'opérations belge et lorrain. De Neufchâteau à Gedinne, cette garde défensive est prolongée par la IV[e] armée du duc de Wurtemberg, à 2 corps actifs et 2 de réserve. Derrière ces deux armées, la III[e] armée de von Hausen défile de flanc vers le nord pour forcer la Meuse entre Namur et Givet et faire la liaison avec la II[e] armée de von Bulow et l'aile droite évoluant en Belgique.

Comment le commandement allemand put-il amener ces armées sur ces positions sans que le commandement français en ait eu soupçon? C'est assurément là un des plus grands sujets d'étonnement, pour ne pas dire plus: nous expiâmes cruellement la destruction de notre service de contre-espionnage, consécutif à l'affaire Dreyfus et le « chambardement » de ce 2[e] bureau, si ardemment poursuivi alors par quelqu'un qui n'était pas encore *Polybe.*

L'ennemi, nous a-t-on dit, avait pu cacher ces marches d'approche aux vues verticales, il avait avancé de nuit, marché de jour à travers bois, sous la protection d'un fort rideau de cavalerie. Le vrai n'est-il pas surtout que notre nouvelle doctrine faisait fi de la sûreté? la cavalerie avait été de plus en plus dépossédée de son rôle modeste d'information pour être constituée en instrument de choc, elle n'était plus préparée à ce rôle de sûreté et le commandement s'était privé de cet œil. Il n'avait pas pour le remplacer celui de l'aviation: l'Allemagne entrait en campagne avec 1500 avions, nous n'en avions, nous, sur tout le front que 120. Nous marchions ainsi à l'aveugle. Pourtant des indices eussent pu renseigner : en ce mois d'août, les journaux

signalèrent ainsi la présence subite de bandes de sangliers dans les départements limitrophes des Ardennes ; de vieux officiers retraités pensèrent que l'ennemi massait dans ces forêts de grosses forces qui en rabattaient ces hôtes. D'autres indications bénévoles signalaient la présence des Allemands dans telles et telles localités ; tout à son idée d'offensive, ne comptant que sur la vigueur et l'élan des troupes, le Grand Quartier Général ne voulait rien savoir et c'est tout juste si les informateurs n'étaient pas regardés comme dans l'antiquité les porteurs de mauvaises nouvelles.

Les 3e et 4e armées, qui avaient à mener cette offensive des Ardennes, formaient un seul groupe, en parfaite liaison. Le 20 août, à 20 h. 30, elles recevaient l'ordre d'offensive : la 4e armée, chargée de l'attaque principale, marchera droit au nord, à travers la forêt des Ardennes, en ayant comme objectif la trouée de Neufchâteau ; la 3e armée couvrira son front en échelons, l'aile gauche en avant et sa tête à quelques kilomètres en arrière et à l'est de la droite de la 4e armée. L'objectif est de parer à la marche de flanc de l'ennemi à travers la Belgique par une attaque violente de son centre, de le rompre pour s'ouvrir les routes de l'Allemagne. La position du groupe d'armées chargé d'une aussi énorme tâche était scabreuse : chacun de ses flancs était découvert et exposé à une manœuvre ennemie. Sur le flanc gauche, c'est la solution de continuité de la Meuse, de Mézières à Namur, par suite de la remontée de la 5e armée sur la Sambre et qui laisse à peu près libre l'orifice même de la trouée de l'Oise. Sur le flanc droit, c'est la menace encore plus redoutable de la région de Briey, aban-

donnée par nous, occupée par l'ennemi, et sous la protection de la place de Metz.

Bien des erreurs furent commises par notre haut commandement, erreurs réparables et par la suite réparées ; il y en eut deux qui furent sans nom, irréparables, et qui, elles, devaient peser lourdement sur toute cette guerre : la non-défense du Nord qui permit l'invasion et l'occupation du plus riche quartier de la France ; l'abandon de Briey qui donna à l'Allemagne le moyen de tenir et de supporter une guerre de durée pour laquelle elle n'était pas préparée.

Sur cette question de Briey, on a déjà dit tout ce qui pouvait et devait être dit. C'était une position stratégique sans égale, en ce que la seule défense de notre frontière sur ces 20 kilomètres mettait sous notre canon la quasi totalité du minerai de fer de la métallurgie allemande et lui retirait ainsi son moyen de vivre ; l'abandon de Briey frappait, par contre, la métallurgie française d'un coup qui risquait d'être mortel, la dépossédant de 95 pour 100 de son minerai de fer et des trois quarts de sa production de fonte. L'Etat-Major semble avoir toujours ignoré cette région de Briey : ce coin capital n'était même pas, avant la guerre, dans le secteur de la couverture ; en janvier 1914, la 42e division, qui était sur ses lisières, recevait comme consigne de quitter ses garnisons dès la première alarme pour se replier au pied des côtes de Meuse [1]. Les Allemands ne sont pas encore revenus de la stupéfaction que leur causa une telle aberration [2]. L'importance de Briey n'avait pas

[1] *L'Œuvre*, du 3 février 1917 : témoignage du général Verraux.

[2] En preuve cet aveu d'un métallurgiste, le Dr Reichert, administrateur de l'Association des industriels du fer et de l'acier, que je détache de la

échappé à leur État-Major général, qui savait que là était l'âme de la métallurgie allemande et par suite de la guerre : aussi s'il nous laissa déborder, au début, sur toutes les lisières de la Lorraine et de l'Alsace, mit-il, lui, avant même la guerre déclarée, la main sur ce seul coin du territoire français qu'il ne lâcha plus ; là c'était sérieux.

Consulter la carte N.

Cette tête de pont, ainsi jetée sur notre frontière lorraine en avant des forts de Metz, créait une redoutable menace pour les armées de Lorraine et des Ardennes et spécialement mettait dans une position impossible l'aile droite de la 3e armée. Cette 3e armée servait de pivot au mouvement offensif de la 4e armée à travers le Luxembourg belge ; or ce pivot posait dans le vide, son point d'appui naturel, Longwy, lui ayant été retiré.

Longwy était, en effet, le seul gardien de ce trésor de Briey. C'était toujours, en 1914, la citadelle fièrement campée par Vauban sur l'éperon dominant la vallée de la Chiers, un monument historique d'une conservation rare et l'un des plus purs spécimens de l'architecture militaire du dix-septième siècle. Ses vieux remparts, ses dehors merveilleusement étudiés étaient demeurés comme au temps de Louis XIV ; c'est à peine si

---

revue *Wirtschaftzeitung der Zentralmaechte*, du 7 décembre 1917 : « *Si nous ne possédions Briey, nous aurions été depuis longtemps vaincus,* car nous n'aurions pu produire en suffisance le fer et l'acier Thomas ; nous n'aurions pu approvisionner, comme il le fallait, notre armée, notre marine, les armées de nos alliés. Il est facile de se représenter ce qui serait alors advenu des puissances centrales. *Si nos ennemis nous avaient chassés de Lorraine, nous n'aurions pu produire que le quart de la fonte que nous fabriquions en temps de paix ; ni nous ni nos alliés n'aurions pu vivre dans ces conditions.* BRIEY NOUS A SAUVÉ LA VIE ! *(Briey unser Leben gesichert hat.)*

Et le métallurgiste Thyssen déclarait à un rédacteur de la *Vossiche Zeitung :* « Si nous sommes encore en vie, c'est parce que nous avons pu défendre la patrie à l'aide des minerais lorrains. » (Le *Temps,* 13 avril 1918.)

trois ouvrages y avaient été ajoutés qui n'augmentaient guère la force défensive du réduit central : ni carapaces bétonnées sur les abris, ni batteries cuirassées, un matériel d'artillerie ne portant qu'à 8 kilomètres et approvisionné en poudre noire ; au pied de la forteresse, une industrie sidérurgique, elle, très moderne, hauts fourneaux, aciéries, laminoirs, groupant une population de 12.000 âmes. Dans les derniers mois de la paix, le déclassement de Longwy était activement étudié par les bureaux de la guerre[1]. A la mobilisation, l'effectif était de 3.500 hommes : un bataillon actif, un bataillon territorial, une batterie et demie d'artillerie à pied, une demi-section du génie, — sous le commandement d'un soldat énergique, le lieutenant-colonel Darche, du 162e d'infanterie.

Les Allemands occupèrent le 2 août le grand-duché de Luxembourg ; Longwy n'en est distant que de quatre kilomètres. Toutes les communications télégraphiques ayant été instantanément coupées, on n'a que peu de précisions sur les étapes de l'occupation allemande ; on sait seulement que les Allemands ne s'en prirent pas d'abord à la place, ils se bornèrent à en occuper les abords et à l'isoler. Le 2 août, au soir, leurs troupes avaient pénétré dans la ville même de Briey, ainsi qu'à Jœuf-Homécourt ; ce même jour, à 17 h. 30, le général Joffre informait les commandants des secteurs de couverture que, dans la matinée, les Allemands ayant violé la frontière au nord et au sud de Longwy, l'ordre de retrait à 10 kilomètres de la frontière était levé et qu'il y avait lieu « de rejeter au

---

L'Illustration du 16 mars 1918 : « La défense de Longwy en 1918 », par M. P. Nicou.

delà de la frontière »[1] toute troupe assaillante sans la poursuivre plus loin et sans entrer sur le territoire ennemi ; il semble bien que cet ordre soit resté lettre morte en ce qui concerne cette région de Briey-Longwy. Ce ne fut pourtant que le 10 août qu'un parlementaire vint demander la reddition pure et simple de Longwy, à quoi le colonel Darche répondit par une énergique fin de non-recevoir; l'investissement effectif ne commença que le 20, et le 21 au matin l'ennemi commença le feu de ses pièces à longue portée.

La 3e armée était forte de 3 corps, les 4e, 5e et 6e, avec 3 divisions de réserve et une division de cavalerie, en tout 10 divisions d'infanterie. Elle était commandée par le général Ruffey, l'un des plus puissants cerveaux de notre armée, un artilleur à idées et de grande imagination, en quête perpétuelle de nouveautés, « le poète du canon », comme il était surnommé. Il n'avait pas, semble-t-il, une très bonne cote au Grand Quartier Général, étant de ceux qui conseillent et avertissent.

Ruffey était l'un des initiateurs et des apôtres de l'artillerie lourde; il affirmait ainsi, dès 1887, le rôle important que jouerait l'artillerie lourde en campagne, et que la guerre en rase campagne prendrait de plus en plus les allures de la guerre de forteresse; sa doctrine fit scandale. Le scandale s'aggrava quand il contesta l'omnipotence du 75 et lui souhaita d'autres compagnons, et surtout quand, en 1907, il signala l'aviation comme une arme offensive supérieure et réclama la création de 3.000 avions. Ruffey avait par ses audacieuses idées à peu près

[1] *Le Mensonge du 3 août 1914*, p. 290.

mis contre lui tous les comités : ceux du génie, de l'artillerie, de l'infanterie, l'État-Major; ces accidents arrivent à ceux qui ont de l'imagination : « Vous avez trop d'imagination ! » était la réponse courante à toutes ses propositions comme à tous ses avis. Lui aussi, comme Gallieni et comme Lanrezac, il avait prévu et prédit l'attaque allemande par la rive gauche de la Meuse, et dénoncé vivement la folie d'une offensive de début par les Vosges. Enfin, chose par-dessus toutes impardonnable, il avait refusé de se subordonner à ses subordonnés et émis audacieusement la prétention de donner lui-même les directives des opérations de son armée et de ne pas s'en remettre de ce soin au seul bureau d'opérations de son état-major!

La même opposition de vues s'était encore retrouvée quant au rôle éventuel de la 3e armée dans le plan d'opérations. Ruffey estimait que le rôle de cette 3e armée était le plus important et que contre un ennemi formant deux masses distinctes — l'une vers Thionville, l'autre au nord de la Meuse — on devait tenter de frapper, avec des forces supérieures, un coup décisif sur la masse de Thionville, et que la 3e armée était le mieux à même pour le donner puisque seule elle pouvait envelopper l'aile gauche allemande. Et il avait à cet effet élaboré en 1913 et 1914 un plan de campagne, qu'en mai 1914 à un voyage d'état-major d'armée, il avait développé et précisé devant ses commandants de corps d'armée et leurs officiers d'État-Major. Le Grand Quartier Général, au contraire, avait orienté son attaque à rebours, confiant le fort rôle à la 4e armée et n'en assignant à la 3e qu'un emploi de comparse.

Jusqu'au 16 août, la 3e armée était restée au pied des Hauts de Meuse inerte et irritée de cette inertie[1]. Le 14 août, Ruffey, apprenant l'offensive des 1er et 2e armées, avait instamment demandé à attaquer en même temps qu'elles, car il prévoyait qu'à le faire après on risquerait d'avoir sur les bras des renforts allemands venus des Vosges. Comme il fallait quatre jours pour concentrer l'armée, commencé le 15, le mouvement eût été achevé le 19 et la bataille pouvait s'engager le 20 : c'était une intéressante occasion de manœuvre. Mais le Grand Quartier Général refusa net, n'estimant qu'à 20 corps le dispositif allemand ; son agent de liaison avec la 3e armée informait même le général Ruffey qu'il n'avait devant lui que le XVIe corps avec une ou deux divisions, alors qu'en réalité il se trouvait en présence de toute l'armée du Kronprinz, soit 4 corps.

Ce ne fut que le 16 août que la 3e armée fut remontée sur le front Étain-Jametz ; le 19, elle recevait l'ordre de prendre l'offensive le lendemain : la 4e armée était chargée de l'attaque principale, droit devant elle, dans la direction du nord, à travers la forêt des Ardennes, avec pour objectif la trouée de Neufchâteau ; la 3e armée devait « couvrir son flanc droit en échelons, l'aile gauche en avant et sa tête à quelques kilomètres en arrière et à l'est de la droite de la 4e armée ». Deux points sont importants, Virton et Arlon, puisqu'ils assurent tous deux la possession des lignes Namur-Luxembourg et Liége-Luxembourg, mais Longwy est investi, et par la

[1] Le général Malleterre, qui commandait un de ces régiments et qui montra les plus belles qualités, a signalé cette irritation contenue des troupes de la 3e armée, dans sa chronique militaire du *Temps* du 31 janvier 1917.

région de Briey les troupes des camps de Metz et de Thionville peuvent menacer le flanc droit des forces françaises.

Le chef de la 3e armée dispose ses trois corps d'armée d'après les instructions du Grand Quartier Général, soit de gauche à droite, le 4e, le 5e, le 6e; et, par une divination qu'on peut dire géniale, il ordonne aux 54e, 55e et 56e divisions de réserve de suivre en échelons, à quelques kilomètres, chacune des trois divisions du 6e corps, et à la 7e division de cavalerie de couvrir celles-ci du côté de Metz-Thionville.

La pensée qui inspira cet ordre se devine : cette masse de réserve était mise là pour, suivant les cas, parer au découvert de l'armée ou tenter l'enveloppement de la gauche ennemie. Et pour s'assurer plus encore contre toute menace du côté de Metz, le 21, la division de réserve de Verdun, soutenue par une forte brigade des régiments actifs de cette place et disposant des batteries de campagne et des batteries lourdes du camp retranché devait se porter sur la ligne Amel-Étain et un autre groupe de divisions de réserve occuper la région Hermeville-Fresnes en Wœvre.

Or le 20 août, sans avoir prévenu le chef de la 3e armée, le Grand Quartier Général lui retirait ces trois divisions de réserve, dont le rôle était capital dans l'ordre d'opérations de l'armée, et en formait, pour son usage, avec les autres divisions de réserve de Verdun, un groupe, auquel il donnait le nom un peu démesuré d' « armée de Lorraine », mais dont on ne voit pas encore très bien l'objet réel puisque, d'après M. Hanotaux, sa mission aurait été

de « commencer progressivement l'investissement du front sud-ouest de Metz et d'arrêter, sur les Hauts de Meuse, toute rupture du front par l'ennemi ».

La 3e armée, par cette décision prise en pleine offensive, se voyait ainsi réduite à ses trois seuls corps, 4e, 5e, 6e, soit 7 divisions d'infanterie, alors qu'inversement, et comme Ruffey l'appréhendait, le 21, l'armée du Kronprinz recevait un renfort de deux corps et d'une division, ce qui portait ses effectifs à 12 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie.

Nos 4e, 5e et 6e corps partent le 21 au matin à la découverte de l'ennemi, le 4e à gauche, le 5e au centre, le 6e à droite. Le Grand Quartier Général a signalé entre Ethe et Arlon « des mouvements d'infanterie sans importance »[1] : les troupes marchent de confiance et atteignent sans peine les objectifs prévus pour la journée. Pourtant, dans la soirée, le contact est pris par le 5e corps ; ses avant-gardes s'emballent, vont de l'avant, et établissent leurs avant-postes au milieu des lignes allemandes ; l'ennemi lui tombe dessus sans qu'il s'en doute, surprise fâcheuse et démoralisante !

La 4e armée, ce même jour, est elle aussi partie à la recherche de l'ennemi, ses éléments ainsi disposés : le 2e corps en liaison étroite, trop étroite même, avec la 3e armée, car il est presque confondu avec le 4e corps ; puis le corps colonial, le 12e, le 17e, le 11e, le 9e venu de Lorraine et encore incomplètement débarqué, enfin la 60e division de réserve. L'objectif immédiat pour ce jour devait être la prise de la ligne Namur-Luxembourg à ses points essen-

[1] Ordre général du 4 corps d'armée, n° 18, pour la journée du 22 août 1914.

tiels Gedinne-Paliseul-Offagne-Bertrix-Florenville : pour cela il faut franchir la Semoy après avoir préalablement traversé la forêt des Ardennes ; tous ces éléments ont l'ordre de se porter sur la rive gauche de la Semoy, la 60e division, au confluent, à Monthermé, et gardant ses passages. L'aile gauche de l'armée s'arrête ainsi à Monthermé, soit à plus de 80 kilomètres à vol d'oiseau, en fait à 120 kilomètres de la 5e armée, et sans liaison avec celle-ci.

L'idée du commandement, en cette journée du 21, est qu'il ne faut pas empêcher la masse centrale des forces ennemies de se déplacer vers le nord-ouest pour franchir la Meuse. « Plus la région Arlon — Audun-le-Roman — Luxembourg sera dégarnie au moment où nous passerons à l'offensive — lit-on dans les instructions du général de Langle de Cary qui commande l'armée — meilleurs seront les résultats à escompter de la marche en avant de la 4e armée, appuyée par la 3e. » Et la 4e armée s'en est allée, elle aussi, comme le chasseur à la recherche du gibier, et sans plus de renseignements.

Les 9e et 11e corps marchent tout le jour à la découverte, sans rien trouver, ils occupent au nord de la Semoy le front Bohan-Offagne-Bertrix : à 16 heures, où l'avant-garde du 11e corps arrive à Bertrix, son chef est avisé par le commandant de la cavalerie « que les Allemands débarquaient depuis quelques jours à Libramont des forces importantes et qu'il y avait dans les bois de Luchy 50.000 Allemands qui allaient certainement nous attaquer la nuit ». Les points ainsi désignés étaient dans les secteurs des 17e et 12e corps ; ce renseignement capital fut sur-le-champ transmis au corps d'armée, le com-

mandant du 17e corps n'en fut pourtant pas informé, et l'on va voir les conséquences.

Le 17e corps a atteint facilement l'objectif assigné; il a même, sur l'ordre de l'armée, poussé une avant-garde, à 15 kilomètres du gros du corps d'armée, par delà la forêt d'Herbeumont, à Saint-Médard, à 6 kilomètres au sud-ouest de Neufchâteau, où il apprend que l'ennemi est en forces. Le 12e corps, parti de Deux-Villes, doit se porter à Florenville; à 10 kilomètres, non seulement il trouve l'ennemi, mais se voit attaqué de flanc dans la direction Izel-Jamoigne, et ce premier contact est assez dur. Quant au corps colonial, il n'a pas quitté ses cantonnements de Gérouville, qu'il apprend que l'ennemi est à 2 kilomètres. Pour le 2e corps, c'est encore plus fort: une de ses avant-gardes passe à Virton au milieu des forces allemandes sans s'en douter et se met en devoir d'y préparer les cantonnements de la brigade; le bourgmestre affolé prévient le colonel qu'une division allemande est établie autour du village[1]! On était sur l'ennemi sans le savoir.

La journée du 22 marque le choc et l'échec. Le 21 au soir, — au rapport de M. Hanotaux[2], — le Grand Quartier Général a enfin acquis la certitude que l'armée allemande cherchait à passer entre Givet et Namur; il juge le moment venu de réaliser son plan de manœuvre, fixer et mettre hors de cause celles de ces armées qui font face à la 3e et à la 4e armées et se rabattre avec toutes les forces dispo-

[1] Témoignage du général Bon, commandant l'artillerie du 2e corps, cité par M. Hanotaux (V, 97).

[2] Hanotaux. V, 107.

nibles sur le flanc gauche du groupe ennemi qui progresse au nord de la Meuse et qu'il évalue à huit corps et quatre divisions de cavalerie. Le général en chef donne en conséquence à la 4e armée l'ordre de marcher vers le nord et d'attaquer l'ennemi « partout où il sera rencontré », la 3e armée ira également de l'avant et fera face à toute attaque venant d'Arlon ou de Fontoy.

Le général de Langle de Cary obéit et répète fidèlement dans son ordre à son armée l'ordre même du Grand Quartier Général : « *l'ennemi sera attaqué partout où on le rencontrera* » ; c'était l'application littérale du Règlement de 1913 et des doctrines outrancières à la mode. Cet ennemi, où est-il et quelle est sa force? le commandement ne le dit pas parce qu'il ne le sait pas; il informe seulement les commandants de corps d'armée « que la région entre la Meuse et la Lesse est occupée par l'ennemi qui s'est retranché derrière cette rivière face au sud » [1], et il donne comme unique directive : marcher droit devant soi. Le terrain a été découpé en zones de marche de 8 à 10 kilomètres, et chaque corps d'armée est lancé dans chaque zone, au petit bonheur, avec des objectifs distants d'une étape, et sans autre réserve qu'une division coloniale laissée à Jamoigne, soit à l'aile droite. Dangereuse tactique, puisqu'on avait à opérer à proximité d'un ennemi retranché dans une région difficile couverte de forêts et coupée d'obstacles. La prudence ne commandait-elle pas d'avancer par bonds, de se porter d'un obstacle à l'autre, de n'engager que les avant-gardes?

---

[1] Bulletin de renseignements de la 4e armée, n° 7.

Et pourquoi une telle offensive? Pour rejeter au nord les Allemands retranchés derrière la Lesse, et par suite arriver sur les derrières des corps ennemis engagés sur la rive gauche de la Meuse, couper leurs communications pendant que la 5e armée — qui, d'ailleurs, n'est pas encore entièrement réunie — les attaquera de front. Or ces armées ennemies retranchées derrière la Lesse formaient flanc-garde par rapport aux colonnes qui passaient la Meuse en aval de Namur; pour empêcher cette flanc-garde de remplir son rôle, au lieu de l'attaquer uniformément sur tout le front, n'était-il pas indiqué, puisqu'on ne voulait porter l'effort sur son aile gauche, de le concentrer sur son aile droite pour la couper de la Meuse et la refouler à l'est, loin des colonnes qu'elle devait couvrir? Mais le Grand Quartier Général n'a pas vu la force de l'aile droite allemande et l'ampleur de son mouvement débordant, il ne soupçonne même pas la présence de la IIIe armée de von Hausen sur la rive droite de la Meuse, de Dinant à Namur; le 20 août, il ne croit avoir affaire qu'à une vingtaine de corps ennemis, quand il y en a trente-quatre. Et l'ordre est donné de se jeter sur cet ennemi dont on ne connaît ni l'emplacement, ni la force : « *l'ennemi sera attaqué partout où on le rencontrera* ».

Ce qui devait arriver arriva. Partout ces attaques mal ou pas préparées par l'artillerie, butèrent sur des organisations défensives habilement tracées, bien flanquées et sur une artillerie lourde qui nous dominait comme calibre et comme portée. Les objectifs étaient à distance d'étape des zones de départ; fatalement sur un point ou un autre devaient se pro-

duire des événements imprévus, sans qu'il y ait de réserves pour y parer : le commandant de l'armée était impuissant à intervenir dans la bataille et à faire sentir son action personnelle; il n'y fut pour ainsi dire qu'un organe d'enregistrement.

Cet imprévu, trop facile à prévoir pourtant, se produisit au centre même de la ligne.

Le 17e corps avait pour objectifs Jehonville et Ochamps, l'un à l'ouest, l'autre au nord de la forêt de Luchy, à 15 kilomètres au nord de la Semoy; à sa droite le 12e corps a pour objectifs Recogne et Libramont, sur la même ligne, à la même hauteur. La 33e division du 17e corps marchera sur Ochamps, en liaison étroite avec la colonne de gauche du 12e corps; l'une et l'autre, pour arriver à leurs objectifs, doivent traverser les forêts contiguës de Luchy et de Huqueny. Mais la colonne du 12e corps, pour éviter sans doute la traversée de la forêt de Huqueny, au lieu de prendre à gauche par Saupont-sur-Recogne, abandonne son itinéraire, oblique à droite sur Nevraumont, où elle rencontre l'ennemi; elle l'attaque et même finit par prendre l'avantage, mais elle oublie de prévenir la colonne de droite du 17e corps, qui, elle continue son itinéraire et s'engage dans la forêt de Luchy, sa droite entièrement découverte : il est 15 heures. On a vu que le 11e corps, prévenu la veille que l'ennemi avait massé 50.000 hommes dans cette région, avait négligé d'en aviser le 17e corps : c'était tout le XVIIe corps allemand qui ait pu très habilement se dissimuler et laisser venir. La 66e brigade du 17e corps traverse la forêt et débouche devant Ochamps, où elle trouve des difficultés; le commandant du corps d'armée envoie l'artillerie de la 33e di-

vision prendre position à la lisière nord de la forêt de Luchy pour battre Ochamps et préparer l'attaque de l'infanterie. Les positions étaient prises quand la 66e brigade reçoit par derrière les feux de l'artillerie ennemie, qui fait barrage à la lisière sud-ouest de la forêt de Luchy. Prise en flanc et à revers, force lui est de se replier en combattant dans la forêt de Luchy, puis après, ses cadres perdus et les liens tactiques rompus, de se retirer sur Bouillon, à 25 kilomètres. Un vide redoutable se produit entre les 17e et 12e corps : le commandant du 17e corps, pour ne pas laisser ses troupes en si mauvais arroi sous le coup d'une attaque dans ce pays boisé, est forcé de prescrire le repli derrière le Semoy.

L'aile gauche, les 11e et 9e corps, se voit alors en détestable posture : le 11e corps, qui a difficilement progressé jusqu'à Paliseul, puis à Maissin, où il n'a pu tenir, doit rétrograder à Carlsbourg, au sud de Paliseul. Le 12e corps a bien eu l'avantage dans le combat qu'il a livré, mais il ne peut que se maintenir sur les positions conquises, au sud-ouest de Neufchâteau, à 10 kilomètres en arrière de l'objectif qui lui était assigné, et il se voit en l'air, le corps colonial ayant dû rompre, lui aussi, de Neufchâteau, après une terrible et malheureuse affaire.

Le corps colonial avait les troupes les plus énergiques, les plus ardentes, les plus offensives, celles qui de tout temps pratiquèrent d'instinct « le bourrage »; il eût fallu les modérer et les retenir, on les monta au contraire par l'affirmation qu'elles étaient devant un ennemi défait, en retraite; on lâcha la bride; on devine ce que dut être une telle offensive par de telles troupes. Ce corps colonial comprenait la 3e di-

vision et la 5e brigade (21e et 23e colonial), avec une division de réserve. La 5e brigade à gauche doit se porter à Neufchâteau; la 3e division, aile droite, sur Rossignol-Tintigny : objectif divergent, ces deux points sont distants de près de 10 kilomètres et séparés par les larges forêts de Chiny, de Neufchâteau et de Rulles; donc pas de liaison possible entre les colonnes d'attaque, pas davantage avec les corps voisins. Depuis huit jours, à notre insu, les Allemands occupaient en force Neufchâteau; le matin de ce jour, ils s'étaient postés aux abords dans de bonnes tranchées largement pourvues. La 5e brigade s'y porte à découvert, elle est bientôt aux prises avec deux corps allemands, mène contre eux un combat formidable qui dure toute la journée, leur inflige de terribles pertes, mais en subit de plus fortes; elle y laisse presque tous ses cadres.

Dans le même temps, la 3e division se faisait anéantir à Rossignol. Engagée sans liaison dans la forêt de Neufchâteau, elle se heurte à tout le VIe corps allemand, retranché sur de fortes positions. Les renforts demandés ne peuvent arriver, le pont qu'ils doivent franchir venant d'être détruit par l'artillerie alors que l'ennemi, lui, reçoit sans cesse des renforts : rien à faire qu'à mourir en beauté en vendant chèrement sa vie. Pendant six heures, la 3e division coloniale tint en respect un ennemi trois fois supérieur; le cercle de mort se resserre, il ne reste plus d'espoir qu'en une percée, en vain...

Il y eut à ce combat de Rossignol des faits inouïs d'héroïsme, qui ajoutèrent au trésor moral de la France et renseigneront les générations futures sur le point de sublime où, dans ce mois d'août 1914,

monta l'âme nationale. Un de ses artilleurs commente ainsi « la fin glorieuse du 2e régiment de l'arme » :

Engagés ce jour-là, avec les 1er et 2 marsouins, dans un pays boisé et insuffisamment exploré par la cavalerie, lancés beaucoup trop tôt en avant pour compter sur aucun secours, cernés dès les premières heures de la journée par un ennemi très supérieur en nombre, nous n'avons pu que vendre chèrement notre vie et c'est ce que nous avons fait... Les hommes ont été d'une bravoure sans égale ; pas un n'a bronché, pas un n'a flanché alors qu'ils étaient sûrs d'y passer tous : ils ont servi leurs pièces comme à la manœuvre. Des marsouins, quelques-uns ont pu s'échapper ; de l'artillerie, personne...

C'est dans ce sublime holocauste que périt, d'une balle à la tempe, son chapelet enroulé au poignet, le lieutenant d'artillerie Ernest Psichari, l'un des maîtres intellectuels de la jeune génération et de ceux qui avaient le mieux entraîné au sacrifice cette incomparable jeunesse qui s'avançait vers nous en 1913 comme une si haute espérance. Hélas ! qui nous rendra ces légions, cette réserve morale si tôt retirée, mais dont la mort, si bien accordée avec la vie, fut une beauté sans égale...

Ce magnifique corps colonial n'a pas reculé, il s'est fait anéantir, il n'en reste que la division de réserve et une brigade; un trou terrible se creuse dans le front, qui met en péril le 2e corps. Celui-ci était à Meix devant Virton : à peine l'a-t-il quitté, en colonnes par quatre, en direction de Virton, qu'il tombe sur l'ennemi solidement retranché; une brigade se lance sans préparation d'artillerie et se fait terriblement éprouver, y laisse même son général. L'action se généralise; l'infanterie du 2e corps s'engage sans

qu'elle entende un coup de nos canons, mais elle en reçoit de l'ennemi, car le terrain avait été minutieusement repéré, — « un vrai guêpier », dit le général Bon, commandant l'artillerie de ce corps. A midi on en sort tant bien que mal, et dans l'après-midi le 2e corps se relie au 4e attaquant Virton et s'associe à sa fortune.

Ainsi, le soir du 22, la 4e armée non seulement n'a pas atteint l'objectif assigné, mais dans son ensemble a dû reculer ; elle a fait assurément du mal à l'ennemi, mais a été encore plus éprouvée : en définitive insuccès total et, dans sa forme la moins discutable, le repli de l'assaillant.

Si l'échec de la 4e armée fut absolu, la 3e armée, elle, saisit presque la victoire et l'événement justifia pleinement les prévisions de son chef.

Le 5e corps pesa pourtant d'un poids particulièrement lourd sur les opérations de l'armée. Il avait ordre d'abord de s'élever par sa gauche sur Mussy-la-Ville pour se relier au 4e corps, puis de masquer Longwy en gagnant du terrain vers l'est, en direction d'Hallanzy, pour se souder à Gorcy à ses avant-postes. Son chef fit exactement le contraire, s'hypnotisant sur Longwy et négligeant de se lier au 4e corps, qu'il découvrit dangereusement et mit en péril d'enveloppement : il lance ainsi sur Longwy, sans préparation d'artillerie, trois attaques successives qui font décimer sans résultat trois régiments, et découragé, prescrit le repli sur les Hauts de Meuse.[1] Le général Grossetti, chef d'état-major de la 3e armée, envoyé par Ruffey

[1] Le haut commandement du 5e corps fut totalement renouvelé à la suite de cette affaire.

reconnaître la situation, prend sur-le-champ le commandement, arrête le recul et ramène sur le Chiers des troupes, heureuses d'avoir enfin trouvé un chef. Mais à 14 heures le 5e corps n'était pas encore relié au 4e, et par cette grave négligence celui-ci voyait tout son effort annihilé.

Comme le 5e corps, le 4e avait pour mission de contre-attaquer tout mouvement de l'ennemi menaçant l'aile droite de la 4e armée : à cet effet la 8e division devait se porter par Virton sur Étalle, et la 7e sur Éthe ; le Grand Quartier Général n'avait signalé que des mouvements ennemis « sans importance »; aucune liaison n'avait été envisagée, dans la pensée peut-être que cette liaison serait assurée par le seul itinéraire du 5e corps. Or, comme on vient de le voir, la 9e division, qui devait couvrir ce parcours, en fut écartée, et tout l'effort du 5e corps concentré sur Longwy. Par suite, la 7e division se vit dans une position difficile et qui fût devenue désastreuse sans l'initiative de son commandant, le général de Trentinian, qui sut s'assurer à tout événement par le détachement d'une flanc-garde sur sa droite.

Car l'ennemi était à Éthe, sans qu'on s'en fût aperçu. Le 22, au petit jour, le 14e hussards l'en déloge mais sans le pouvoir rejeter hors des bois d'Etalle. L'avant-garde de la 7e division traverse Éthe, le dépasse sans conserver ce point d'appui. Le brouillard est impénétrable; quand il se dissipe des batteries ennemies se démasquent de flanc à quelques kilomètres et coupent toutes les communications entre l'avant-garde et le gros de la division : l'ennemi s'était glissé entre le 4e et le 5e corps. L'important était d'interdire à l'ennemi l'occupation d'Éthe, le général de Trentinian s'y

porte en personne avec les troupes qu'il a sous la main, fait le coup de feu avec ses troupiers et malgré un déchaînement d'artillerie tient le village, et y peut rallier son avant-garde.

Pendant ce temps la 8e division opérait à Virton. Le 22, au matin, un brouillard intense enveloppait les débouchés de la ville. A 5 h. 30 cette 8e division s'enroute; son avant-garde, le 130e d'infanterie, part à la recherche de l'ennemi et tombe dessus à la porte même de la ville—il était là, organisé défensivement sans que les troupes cantonnées s'en fussent aperçues! Le reste de la colonne ne peut déboucher. Le 130e se jette audacieusement sur cet ennemi doublement invisible, — combat tragique dans le brouillard, — il tombe sous les coups des mitrailleuses ; le reste de la division s'engage alors de chaque côté de Virton pour empêcher un débordement de l'ennemi. A 9 heures le brouillard se dissipe, le combat se précise, l'artillerie lourde intervient. Virton doit être abandonné. Le commandant du 4e corps établit alentour, avec l'artillerie de la 8e division, toute son artillerie de corps: cette puissante batterie arrête net la progression ennemie et prépare l'attaque des fantassins. Les Allemands se voient bientôt dans une formidable tenaille d'artillerie et d'infanterie; la protection efficace du 75 donne du cœur aux troupiers qui abordent résolument un ennemi, sérieusement éprouvé : à 17 heures, Virton est repris et une charge intrépide, tambours battants, du 117e d'infanterie, rejette l'ennemi dans ses bois. Du côté de la 7e division, le 101e est lancé sur Belmont et nos positions à Éthe sont maintenues, mais le repli du 5e corps ne permet pas au 4e d'exploiter son succès et la 7e divi-

sion doit sur ordre se replier dans la soirée sur Villers-le-Rond.

Comme le chef de la 3e armée l'avait prévu, ce fut sur l'aile droite de son armée et dans le coin de Briey que l'ennemi porta son principal effort. Le 6e corps avait été posté là, il fut magnifique et ses trois divisions se comportèrent en troupes d'élite ; dans la main d'un chef, le général Sarrail, elles maintinrent des forces ennemies trois fois supérieures, leur infligèrent des pertes effroyables et anéantirent positivement l'aile droite de l'armée du Kronprinz. La 40e division fut héroïque. Elle avait à tenir tête aux trois divisions du XVIe corps, l'un des plus réputés de l'armée allemande; son chef le général Hache sut manier habilement toutes les armes et les lier dès le début du combat ; nos 75 prirent en flanc les attaques massives des Allemands et en firent une destruction complète : « certaines parties du champ de bataille — rapporte un des chefs — présentaient ce spectacle inoubliable de milliers de morts se tenant debout sur plusieurs rangs étayés par des cadavres les arc-boutant et placés eux-mêmes les uns sur les autres, dans différentes inclinaisons depuis l'horizontale jusqu'à 60° »[1]. L'action de la 7e division de cavalerie eût pu fixer la victoire : elle avait été établie à la droite du 6e corps, mais, à 17 heures, le commandant de cette division, sans ordres, la portait en arrière de la 42e division, où elle resta inactive...[2]

Contre cette admirable 40e division, le Kronprinz

---

[1] Les pertes infligées ce jour-là par le 6e corps aux Allemands sont évaluées à 25.000 hommes.

[2] Le commandant de cette division fut instantanément relevé de son commandement.

lance alors sa dernière réserve; ainsi abandonné par sa cavalerie, menacé d'être tourné du côté de Briey, le général Hache doit, la mort dans l'âme, prescrire le repli. Si les trois divisions de réserve avaient été maintenues où Ruffey les avait établies précisément en prévision de cette éventualité, n'eussent-elles pas pu devenir le facteur décisif de la victoire, en enveloppant l'aile gauche allemande, si terriblement épuisée?

En définitive, au soir de ce 22 août, aucun des objectifs assignés à l'offensive des 4e et 3e armées n'était atteint : l'ennemi n'était pas hors de cause, son front n'était pas rompu; nous l'avions éprouvé assurément mais nous l'étions autant, et en tous cas il restait sur ses positions et nous, nous avions été contraints de reculer. « La retraite de la 4e armée, qu'on le voulût ou non, était commencée le 22 au soir », affirme M. Hanotaux[1], qui n'hésite pas à enregistrer cette offensive des Ardennes comme « une défaite française ». Pas d'unité de commandement, des batailles éparses et disloquées, nulle notion de sûreté avant et pendant le combat, méconnaissance systématique du terrain et des moyens de la défensive, défaut de liaison des corps, défaut de liaison de l'artillerie et de l'infanterie, aucune manœuvre, mais seulement l'offensive aveugle, systématique, frénétique.

Si là nous fûmes vaincus, est-il exagéré de dire que ce fut moins par l'ennemi que par une fausse doctrine?

---

[1] V., 157.

CHAPITRE IV

LE DÉNOUEMENT

I

LA 5e ARMÉE SUR LA SAMBRE

La bataille dite de Charleroi, — et dont le vrai nom serait *bataille de la trouée de l'Oise,* — n'est qu'une conclusion, la conclusion fatale de la politique désastreuse qui entraîna la destruction et l'abandon de nos défenses du Nord; c'est, de plus, le chapitre final d'un plan stratégique marqué par une suite ininterrompue d'échecs : cette action qui, prise à temps et avec les moyens voulus, eût pu être de grand style apparaît un peu comme une manœuvre de dernière heure, la dernière carte d'un joueur désespéré.

Dans l'état actuel de la documentation, et tant que les ordres du commandement à ses divers échelons n'auront pas été produits devant les commissions parlementaires et autres qui auront à enquêter sur la conduite de cette guerre, ce serait risquer d'être injuste que de vouloir fixer des responsabilités. Pourtant, dès maintenant, il apparaît comme certain qu'on ne saurait s'en prendre uniquement aux exécutants d'un plan impossible et de la faillite d'une stratégie quasi inexistante.

Cette constatation s'impose, en effet, et domine le

débat : en ce mois d'août 1914, nous avons attaqué partout, au delà de notre frontière, dans les sites les plus divers, dans les conditions les plus variées, et nous avons échoué partout. Les troupes ont montré un courage sans égal, jamais on ne vit une telle prodigalité d'héroïsme; jamais non plus guerre n'aura manifesté plus de grands et même de très grands généraux; nos cinq armées, au début, furent, en somme, bien commandées par leurs chefs respectifs, et les fautes de détail qui purent se produire dans l'exécution n'eussent pas suffi à amener pareille disgrâce. Sa cause est donc dans le plan lui-même et dans son idée inspiratrice, dans cette ruée simultanée de toutes nos forces à la rencontre des Allemands.

La stratégie c'est le bon sens, et il n'y eut là qu'une tactique brutale, fort dangereuse à pratiquer contre un ennemi qui se conduisait avec prudence et procédait méthodiquement. Nous, nous prîmes partout l'offensive; eux, sur les deux tiers de leur front, se mirent sur la défensive et nous contre-attaquèrent quand nous étions déjà épuisés par des attaques inconsidérées, poussées à fond et sans précaution, — jeu sage et sûr, plus facile que le nôtre.

C'est peut-être moins à leur nombre qu'à leur méthode tactique et à leur plan stratégique que les Allemands durent leur supériorité du début. Résolus à s'assurer l'initiative par l'offensive, ils en choisirent le lieu et n'attaquèrent pas, comme nous, partout à la fois : leur gauche, qui s'était mise sur la défensive, nous attendit sur des positions formidables; leur centre eut pour rôle de contenir notre propre centre pour couvrir le mouvement de leur aile droite à qui seule était réservée la mission offensive. La

décision était escomptée de cette aile droite; ce fut la seule armée de manœuvre; ils y avaient mis presque la moitié de leurs forces, 3 armées, 17 corps, 34 divisions sur 73 : sa tâche était d'envelopper et de détruire l'aile gauche anglo-française, soit 19 divisions.

La 5e armée et l'armée anglaise furent jetées dans cette tenaille effroyable, mais dès avant le contact la stratégie allemande dominait la nôtre et le moindre revers tactique risquait de tourner au désastre.

Charleroi est aussi la conséquence de l'erreur qui présida à l'établissement de notre plan de concentration et dans laquelle, malgré tous les avis, le Grand Quartier Général persévéra jusqu'au 16 août. Nous eûmes, au début de cette campagne, un train de guerre au-dessus de nos moyens. Ces offensives généralisées hors de nos frontières n'étaient pas le fait d'un pays à aussi faible natalité que le nôtre, et, compte non tenu de la force de l'ennemi, la constitution même de notre frontière nous les interdisait. Le général Joffre n'avait vu que l'Est; il avait ramassé ses armées face à l'Est, — l'organe suprême du commandement n'était-il pas intitulé officiellement *Grand Quartier Général des Armées* DE L'EST? — Le Nord, d'où nous devait venir le danger, fut systématiquement laissé sans défense, mis hors de la zone des armées. Quatre armées étaient disposées en arrière de la frontière de Belfort à Mézières; entre leurs deux groupes et en arrière était une cinquième qui marquait expressément que le haut commandement ne prévoyait de manœuvre ennemie qu'en deçà de la rive droite de la Meuse.

On a vu comment cette redoutable erreur apparut sur-le-champ à l'un des exécutants. Investi

en mai 1914 du commandement de la 5e armée, qui était l'aile gauche du dispositif, le général Lanrezac, dès qu'il eut pris, en juin, connaissance du dossier de mobilisation de son armée, en découvrit le vice et, le 29 juillet, à la veille de la guerre, il remettait au général Joffre un rapport lui exposant la menace pour son armée d'un mouvement enveloppant par la rive gauche de la Meuse. Ce même jour exactement, 29 juillet, le chancelier de Bethmann-Hollweg révélait à Sir Edward Grey l'intention de son gouvernement de violer la neutralité belge; sur cette question le débat s'aggravait avec l'Angleterre qui le 31 en faisait un *casus belli.*

Le 2 août, le gouvernement allemand informait le gouvernement belge qu'il ferait entrer ses armées en Belgique, exprimant l'espoir qu'il ne serait pas mis obstacle à la marche en avant des troupes allemandes « par une opposition des fortifications de la Meuse ». Et, de fait, le 4 août, ces armées allemandes franchissaient la frontière belge, en direction du Nord et de la Meuse, entre Liége et la frontière hollandaise. Ce jour-là, 4 août, au Reichstag, le chancelier déclarait que cette violation de la neutralité belge avait été commise en prévision d'une attaque de flanc française dans la région du Rhin inférieur, — et, le même jour, à l'ambassadeur d'Angleterre, M. de Jagow dévoilait le plan de guerre allemand : « Il nous faut pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus facile pour frapper un coup décisif, le plus tôt possible; c'est pour nous une question de vie ou de mort, car si nous avions passé par la voie plus au sud, nous n'aurions pu, vu le petit nombre de chemins et la force des forteresses,

espérer passer sans rencontrer une opposition formidable ». Les cartes étaient abattues, l'Allemagne annonçait son jeu.

La Belgique comprit ; son commandement alors affirma « que la Meuse serait non la limite, mais l'axe du mouvement offensif allemand vers la France », et son gouvernement appela l'armée française au secours : de son propre mouvement le ministre de la Guerre français avait proposé l'envoi de cinq corps d'armée, mais, le 5 août, notre conseiller d'ambassade à Londres, M. de Fleuriau, informait le ministre belge que « le généralissime français entendait ne rien changer à son plan stratégique et que seule la non-coopération de l'armée anglaise l'obligerait à étendre la gauche française ».

On se souvient aussi que le corps de cavalerie Sordet, envoyé en reconnaissance dans le Luxembourg belge, signalait, dès le 6 août, au Grand Quartier Général que treize corps d'armée allemands, formés en deux armées, étaient destinés à opérer à l'ouest de la Meuse et qu'une dizaine d'autres se préparaient à marcher à l'est de ce fleuve ; — que, le 7 août, Lanrezac adressait au Grand Quartier Général un nouveau rapport où il développait les raisons de sa crainte de voir déborder et mettre en péril sa gauche, toujours demeurée à Mézières, et que, ce même jour où les Allemands entraient à Liége, notre haut commandement déclenchait l'offensive sur Mulhouse ; — que, depuis, aucun compte ne fut tenu des renseignements sur la marche des armées ennemies fournis chaque jour par la cavalerie Sordet, non plus que des avertissements irrités de Lanrezac, et qu'à la fin, désespéré, celui-ci, le 14 août, affirmait

directement au général Joffre et à ses coopérateurs sa conviction que les Allemands prendraient l'offensive en grandes forces par la rive gauche de la Meuse, et que ceux-ci lui contre-affirmaient que les Allemands « n'avaient rien de prêt par là ».

Schlieffen a écrit : « Il serait faux de croire qu'à la guerre on désire recevoir des renseignements, même importants : en principe, le haut commandement se fait une idée d'ensemble de la situation des deux partis en présence, basée sur ses propres désirs: les comptes rendus de la cavalerie concordent-ils avec la pensée du chef, ils sont classés avec une satisfaction non déguisée; lui sont-ils opposés, ils sont considérés comme totalement faux et finalement mis de côté, et la cavalerie est accusée une fois de plus d'avoir fait complètement fausse route. » Il n'y eut pas, chez nous, que la cavalerie à être mal vue pour ses informations dérangeantes, Lanrezac eut sa part de cette infortune.

Le chef de la 5e armée avait, à la première minute, dénoncé le danger; il s'était buté à un parti pris irréductible, et chaque jour les faits lui montraient qu'il avait raison. Il subissait un véritable martyre stratégique et se voyait dans la situation tragique de Gérard à Waterloo ne pouvant décider Grouchy à abandonner son déjeuner de fraises pour marcher au canon et se demandant si le devoir ne serait pas de lui brûler la cervelle pour prendre le commandement et courir au danger. Sans aller assurément jusqu'à ces pensées extrêmes, le commandant de la 5e armée, s'il était désespéré, n'était pas moins outré de cette infatuation; c'était le soldat « qui sait mal farder la vérité », le « grognard »

à qui à l'occasion Napoléon eût amicalement tiré l'oreille; il avait son franc parler, il dut en user et il se pourrait que, suivant la formule, quelques-uns en aient eu pour leur grade. Mais prit-il assez garde que sa rude franchise risquait de lui valoir de dures inimitiés et que ceux à qui elle s'adressait en pourraient retenir l'expression plus que l'intention. Car s'il avait raison combien d'autres eussent eu tort!

Il fallut une incroyable faute des Allemands, — car eux aussi en ont à leur actif et quelques-unes de taille — pour ouvrir les yeux au Grand Quartier Général et lui faire voir l'erreur où il s'était entêté. Le 15 août, à 15 heures, les avant-gardes de la IIIe armée de von Hausen essayaient d'enlever Dinant et de maîtriser la Meuse en aval de Givet; le 15 août, à 19 heures, le général Joffre adressait au général Lanrezac une note chiffrée « l'autorisant à exécuter le plan qu'il avait présenté pour faire remonter vers la Sambre le gros de la 5e armée »; aucune autre indication n'était donnée sur les opérations à exécuter, une fois l'armée arrivée sur la Sambre.

La soudaineté de la décision et la forme de l'ordre donnent à penser que le général Joffre avait purement et simplement souscrit au point de vue de son collaborateur. Pourquoi Lanrezac avait-il demandé, avec cette insistance, cette remontée de sa 5e armée? Pour brider un mouvement débordant sur sa gauche par la trouée de l'Oise. L'ennemi est signalé marchant en forces vers la France par la Belgique; la trouée de l'Oise, l'éternelle voie d'invasion et le chemin le plus direct sur Paris, est ouverte, sans défense; l'occasion est trop tentante pour n'être pas

saisie, cela sera parce que cela ne peut pas ne pas être; il faut donc au plus vite boucher, par l'une et l'autre rive de la Meuse, cette trouée de l'Oise. C'est ce qu'avec son robuste bon sens Lanrezac a vu; mais le champ de sa vision est forcément limité à son secteur, il n'a pas la vue de tout l'horizon de bataille, il n'en voit qu'un coin, mais qui est capital; sa pensée est de porter son armée entre Sambre et Meuse et sans doute de la mettre là, en attendant les événements, sur la défensive.

La position ainsi choisie était la bonne. Depuis Vauban, il est reconnu que la ligne de hauteurs qui, de Namur à Maubeuge par Charleroi et Thuin, bordent la Sambre est la principale fermeture de la trouée de l'Oise, et sa vraie défense avancée, — point stratégique essentiel qui assure à son occupant la maîtrise des plaines de Belgique, et celle des routes de la vallée de l'Oise et notamment de la grande voie ferrée Cologne-Paris. Position à deux fins, défensive ou offensive, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, — elle était, depuis lors, pour la France, devenue surtout défensive du fait du développement industriel de ce pays.

Consulter la carte M.

A partir de Charleroi la Sambre traverse la région houillère du Borinage; elle y décrit de multiples méandres, mais pour le défenseur français, elle constitue à peine un obstacle, bordée qu'elle est au nord et au sud par des coteaux peu élevés qui descendent sur la vallée en pentes douces couvertes, sur chaque rive, d'habitations et d'usines. Cette région de Charleroi à Namur est une suite quasi ininterrompue de cités ouvrières, avec de rares emplacements découverts, un faubourg continu, une ville

industrielle géante, peuplée et surpeuplée, et où un ennemi peut aménager toutes les surprises. Pour qu'une armée opère librement en Belgique, elle doit nécessairement s'assurer les lisières nord du Borinage; mais à qui n'a pas Charleroi et les côtes nord de la Sambre, les fonds de la Sambre sont interdits et particulièrement perfides; la défensive la plus rigoureuse s'impose, une troupe qui combattra là ne peut compter sur son artillérie et, dans ce fouillis d'habitations, elle est exposée à la guerre de rues la plus redoutable. La simple vue de la carte est, au demeurant, plus convaincante que toute démonstration.

La défensive la plus stricte s'imposait donc à nous, si nous ne pouvions arriver là avant les Allemands et occuper en forces Charleroi et les coteaux nord de la Sambre, et il était, le 16 août, jour où fut enroutée la 5e armée, à peu près certain que nous ne le pourrions plus, puisque ce mouvement, qui eût été une initiative au moment où le demandait Lanrezac, nous était maintenant imposé par une manœuvre ennemie, qu'il avait été décidé trop tard et beaucoup trop tard, que l'initiative ne nous appartenait plus, que nous étions devancés. Les armées allemandes forçaient déjà la Meuse quand la 5e armée recevait l'ordre de prendre position sur la Sambre, et pour y arriver il lui fallait fournir une rude et difficile marche de flanc de 120 kilomètres par les chemins tortueux qui contournent les forêts de la rive gauche de la Meuse.

Déjà même la défensive y était délicate. Son point d'appui nécessaire était Namur, qui garde là l'une et l'autre rive de la Meuse et interdit surtout

à l'assaillant l'accès par la rive droite. Namur était une bonne place, défendue par une garnison de 25.000 Belges, mais la place n'était plus en contact avec le reste de l'armée belge.

Le 6 août, dans l'impossibilité, faute de secours, de défendre la ligne de la Meuse et surtout préoccupé de ne pas se laisser couper de sa base d'Anvers, le commandement belge avait concentré l'armée dans le quadrilatère Louvain-Tirlemont-Wavre-Perwez, à deux marches de Liège, à une d'Anvers ; la ligne de défense adoptée fut la rivière de la Gette avec prolongement du front de Namur à Dinant, mais un pareil front, infiniment plus difficile et plus considérable que celui de la Meuse, ne pouvait être tenu par l'armée belge sans la coopération française, et, ne la voyant pas venir, son commandement s'était résigné à ne garder que le secteur de la Gette et Namur « pour attendre sur cette position que les forces des nations garantes viennent, si elles en ont le temps, occuper l'intervalle compris entre la Gette et la position de Namur, ainsi que la Meuse en amont de Namur »[1]. Remontée huit jours plus tôt, la 5e armée eût peut-être pu encore assurer cette liaison et prolonger sur cette ligne l'armée belge, — mais pour cela il eût fallu que notre Grand Quartier Général renonçât à son offensive en Lorraine et remaniât tous ses plans ; — quand, le 20 au soir, une partie de la 5e armée arriva sur la Sambre, l'ennemi s'était déjà insinué dans l'espace laissé libre et avait coupé Namur du reste de l'armée belge.

---

[1] *L'action de l'armée belge*, rapport du commandement, p. 18. — Van der Essen, *l'Invasion allemande en Belgique*, Payot, 1917.

Le 17, en effet, le haut commandement belge apprenait la marche de l'ennemi sur tout son front et que, notamment à sa droite, cet ennemi traversait la Meuse à Ampsin et à Huy, isolant ainsi Namur. Le 18, le contact était pris entre les deux armées : 11 corps d'armée allemands, 500.000 hommes, étaient sur la rive gauche de la Meuse ; que pouvaient contre ce flot les quelques divisions de l'armée belge ? Soucieux de ne pas se laisser couper d'Anvers, le roi Albert, dans l'après-midi, décidait la retraite de l'armée. Le 20, quand Lanrezac arrivait sur la rive droite de la Sambre, l'armée belge était donc repliée à Anvers et l'armée de von Bulow, déjà sur la rive gauche, préparait l'attaque de Namur.

Après avoir prescrit le 15 août la remontée de la 5e armée sur la Sambre, le général Joffre, le 16, envoyait le général d'Amade à Arras prendre dans le Nord le commandement de trois divisions territoriales, que devaient renforcer, le 21, une autre division territoriale, puis, le 25, deux divisions de réserve. De toute évidence cette décision énonce, sinon une modification, au moins un élargissement du plan de notre haut commandement ; était-elle prise en prévision d'une extension du mouvement allemand jusqu'à la Scarpe ? on ne le saurait dire, carla pensée du haut commandement, c'est vraiment « l'énigme de Charleroi ».

S'il y avait eu là l'amorce d'une armée du Nord, la vue eût été géniale ; c'était le retour au bon sens, c'est-à-dire au vieux plan défensif de Séré de Rivières, et, plus que vraisemblablement, l'arrêt de l'invasion sur la frontière en eût résulté. Une masse,

même de troupes peu entraînées, disposant de l'appui de la place de Lille et du jeu, trop tardif mais encore efficace, des inondations de la Scarpe, de l'Escaut et de la Rhonelle, eût été pour l'envahisseur un obstacle d'autant plus impressionnant que la 5e armée et l'armée anglaise allaient se trouver réunies de Namur à Mons, et que la place de Maubeuge disposait de près de 50.000 hommes. Comment l'aile droite allemande eût-elle osé, avec cette double menace, et surtout avec, sur ses derrières, l'armée belge ramassée à Anvers, pousser plus avant ? Mais pour cela il eût fallu renoncer délibérément à ces conceptions prestigieuses d'offensive généralisée.

M. Hanotaux prête au général Joffre cette idée. D'après l'éminent historien, le mouvement des armées allemandes par la rive gauche de la Meuse visait moins la France que l'Angleterre, et le Grand État-Major de Berlin projetait d'abattre l'Angleterre quand elle était encore désarmée : la marche par la Belgique n'aurait pas eu pour objectif Paris et l'anéantissement de l'armée française, mais bien la prise des principales bases de débarquement, Dunkerque, Calais, Le Havre, pour isoler l'Angleterre, et ç'aurait été pour déjouer ce plan que le général Joffre aurait envoyé, le 16 août, le général d'Amade barrer, avec ses trois divisions territoriales, la route à von Kluck sur un front de 150 kilomètres, ce que voyant, celui-ci aurait renversé sur le coup son objectif pour se rabattre le 23 sur l'armée anglaise et pousser sur Paris . Une simple réflexion suffit pour

[1] — « Le commandement français, tout en ayant la conviction que le territoire belge serait violé, n'allait pas jusqu'à penser que le haut com-

ruiner cette hypothèse : quand l'Allemagne envahit le nord de la Belgique, — et on sait qu'elle prépara le coup au moins pendant tout le mois de juillet, — elle se croyait à peu près assurée de la neutralité de l'Angleterre[1] et, quand celle-ci lui déclara la guerre, le mouvement était déjà commencé ; c'était donc la France et la France seule qui était visée. Aussi bien, on va le voir, fut-ce seulement le 23 août, à 17 heures, que le Grand Quartier Général connut les forces de

mandement allemand prendrait le parti de déboucher sur la rive gauche de la Meuse et d'envahir la Belgique entière... On avait les raisons les plus sérieuses de penser que, si la neutralité belge n'était pas atteinte au nord de la Meuse, le gouvernement belge et le gouvernement britannique réfléchiraient avant de se lancer immédiatement dans la guerre. Comment croire que l'Allemagne, pour un avantage stratégique douteux, romprait brutalement avec ces puissances et déchaînerait, avec leur hostilité immédiate, la vindicte prochaine de l'univers ! Le choix que fit l'Allemagne ne peut s'expliquer que par la détermination arrêtée dès lors, dans la pensée du gouvernement allemand, de considérer l'Angleterre comme son principal ennemi et de viser l'anéantissement de cette puissance tandis qu'elle était encore désarmée. Telle est, sans doute, la raison du projet de marche des armées allemandes à travers la Belgique du Nord, droit sur l'Ouest et la mer, avec Dunkerque et Calais pour objectif immediat. Le commandement français, qui se plaçait à un point de vue national et qui raisonnait d'après les données ordinaires du bon sens, se croyait donc suffisamment protégé en disposant ses troupes depuis Rocroi et Vervins jusqu'aux Vosges, puisqu'une partie importante de nos corps d'armée se trouvait ainsi placée face à la Belgique et au Luxembourg. » Hanotaux, *l'Énigme de Charleroi*, p. 43.

— « Cette guerre a eu pour objectif principal, pour but suprême la fin de la puissance britannique... On ne peut expliquer autrement l'invasion initiale de la Belgique par la rive gauche de la Meuse, c'est-à-dire la marche immédiate des armées allemandes sur Bruxelles et sur Anvers : on voulait frapper au visage l'Angleterre, on voulait l'abattre tandis qu'elle était encore désarmée. On ne peut expliquer autrement la première conception du grand plan militaire allemand visant immédiatement Dunkerque, Calais et, sans doute, Le Havre. L'exécution de ce plan a été déjouée par l'habile manœuvre de Joffre, mais les instructions subsistent de toute évidence ; il s'agissait, d'abord, d'isoler l'Angleterre. » Hanotaux, « Le But suprême », dans *le Figaro*, 4 avril 1918.

[1] Le mémoire du prince Lichnowsky, en apporte une preuve formelle ; Lichnowsky dit qu'il avait toujours prévenu le gouvernement allemand de l'intervention anglaise au cas où la France serait attaquée, mais que son gouvernement ne l'avait pas voulu croire.

l'armée de von Kluck et en informa le maréchal French.

La situation de Lille et de la région du Nord préoccupait vivement ceux qui avaient, par position, le mandat moral plus que les moyens de les défendre et qui sentaient grandir chaque jour la menace allemande. Toute cette région du Nord était en dehors de la zone des armées et ne relevait que du ministre de la Guerre; on a vu que le général en chef avait d'abord assigné ce secteur à l'armée anglaise.

Or l'armée anglaise ne commença ses débarquements que le 8 août et ce fut le 14 que le maréchal French s'aboucha avec le général Joffre; le 15 au soir, la 5e armée était remontée sur la Sambre et l'armée anglaise eut alors pour mission de prolonger vers Mons l'aile gauche de notre dispositif. M. Hanotaux[1] affirme que le commandement français considérait que la concentration anglaise serait suffisante le 20 août pour qu'on pût commencer les opérations; le 17 août, pourtant, le maréchal French déclarait à Rethel au général Lanrezac qu'il ne pourrait guère intervenir avant le 24, et, de fait, il ne disposait, le 20, que de la moitié de ses effectifs; ce ne fut que le 21 au soir seulement que la concentration fut terminée et, le 22, les forces amenées sur leurs positions.

La région de Lille se voyait donc abandonnée à ses seules défenses, et quelles étaient-elles? La place, on l'a vu, avait été déclassée, le 1er août, par simple décision ministérielle; chaque jour des canons lui étaient retirés. Le général Percin, qui commandait la 1re ré-

---

[1] IV, 15.

gion, entrevoyant le danger de l'abandon d'un coin si important de la frontière, recherchait vainement les moyens d'en assurer la défense : il avait bien renforcé la garnison de Lille, mais il était sans artillerie; le 20 août, il en allait demander au général Herment, qui commandait à Douai. Celui-ci, qui connaissait le mieux les secrets de cette partie de la frontière, exposa à son chef le vieux plan de Séré de Rivières :

Je lui indiquai que, pour couvrir la frontière entre Maubeuge et Lille, il fallait tendre immédiatement les inondations de la Scarpe, de l'Escaut et de la Rhonelle, ce qui était facile au moyen de tous les canaux, et que, pour avoir les inondations, il fallait faire occuper les forts de Maulde, de Flines, de Curgies, la petite place de Condé et celle du Quesnoy qui commandaient les écluses. Maubeuge tenant sous son canon tout le terrain jusqu'à la forêt de Mormal, en se plaçant dans cette forêt et derrière les inondations avec les divisions du général d'Amade, on pourrait arrêter l'envahisseur, rallier les Anglais et l'armée du général Lanrezac et permettre l'arrivée des renforts qui empêcheraient l'envahissement du territoire.

Le général Percin pria le général Herment d'établir un plan de défense sur les bases qu'il venait d'exposer et se rendit le lendemain 21 à Arras, mandé par le général d'Amade, sous le commandement de qui il se trouvait, la région du Nord étant entrée dans la zone des armées. D'Amade demande précisément à Percin de lui faire un plan de défense de la région avec ses quatre divisions territoriales et dans lequel les forts de Lille tiendraient un secteur; Percin lui apprend que depuis près de trois semaines la place de Lille était déclassée, ses forts désarmés et ses

canonniers enlevés; le ministère de la Guerre avait donc oublié d'aviser le général en chef! Percin insiste pour le réarmement de Lille, et, ayant distingué la compétence et l'activité du général Herment, l'indique comme le mieux à même de prendre une aussi lourde tâche et prie son chef d'insister près du général Joffre pour obtenir sa nomination comme gouverneur. D'Amade n'a pas reçu mandat de défendre Lille mais seulement de retarder, le cas échéant, la marche de l'ennemi en barrant les routes et en envoyant en avant de Lille quelques patrouilles: pourtant, devant l'insistance de son interlocuteur, il se range à son point de vue et s'en va à Douai s'entretenir avec le général Herment. Celui-ci lui montre le plan de défense qu'il vient de dresser; d'Amade accepte ses propositions, télégraphie au Grand Quartier et sur le champ le général Joffre nomme le général Herment gouverneur de Lille, chargé de la défense de la position Lille-Roubaix-Tourcoing.

On est au 21 au soir; c'est à ce moment seulement qu'on s'avise de la défense de Lille, et l'ennemi est déjà à Charleroi, au contact de la 5e armée!





Le Général de Division
LANREZAC

Dessin gravé de A. Borel.

II

LA BATAILLE DE LA TROUÉE DE L'OISE

Le 15 août, à 19 heures, le général Lanrezac avait donc reçu l'autorisation de remonter vers la Sambre le gros de la 5e armée. De Sedan-Mézières à la basse Sambre la distance à parcourir dépasse 120 kilomètres; le 16 au matin commença cette longue marche de flanc fort délicate. Pour alléger le mouvement, la 5e armée avait dû laisser à la 4e deux de ses meilleures unités, les 2e et 11e corps, ainsi que la division de cavalerie Abonneau et les deux divisions de réserve; elle recevait en retour le 18e corps, qui sera transporté par chemin de fer près d'Hirson, les 37e et 38e divisions d'Afrique, qui débarqueront dans la région Philippeville-Chimay-Rocroy; le groupe de divisions de réserve du général Valabrègue lui est également passé, et, le 19 août, le corps de cavalerie Sordet, qui vient de rentrer fourbu de son raid en Belgique. Il ne restait en somme des troupes du début que les 1er, 3e et 10e corps : la 5e armée était quasi renouvelée avant que d'avoir combattu. Elle devait avoir comme prolongement l'armée anglaise, forte de deux corps d'armée, très entraînés et doués des

Consulter les cartes M et N[1]

[1] La carte N a été dressée d'après celle qui figure dans la *Guerre illustrée de 1914,* par M. Hanotaux (IV, 81-82).

meilleures qualités défensives; et cette armée anglaise était censée prolongée elle-même par les divisions territoriales du général d'Amade, qui en fait furent plutôt étalées sur la frontière en cordon de douaniers.

L'aile gauche française, qu'on opposait à l'aile droite ennemie, aux armées de von Kluck, de von Bulow, de von Hausen, sélectionnées pour leurs qualités offensives, était, comme on le voit, faite de pièces et de morceaux. Aucune unité de commandement, aucun chef à ce groupe d'armées, qui pourtant plus que d'autres en eût exigé un : la seule 5e armée comprend cinq divisions autonomes, pourvues de tous leurs services, traitant directement avec l'armée pour leurs ravitaillements et évacuations, ce qui complique singulièrement le commandement.

Lanrezac commence ainsi sa marche vers la Sambre avec ses 1er, 3e et 10e corps et son artillerie d'armée : il maintient prudemment le 1er corps sur la Meuse pour en garder les passages de Givet à Namur; le 10e corps est acheminé par Rocroy vers Fosse, au sud-ouest de Namur; le 3e, par Signy-le-Petit, sur les hauteurs de la Sambre au sud de Charleroi. Le commandant de la 5e armée marche à pas mesurés et avec la plus grande circonspection vers ce coin où il appréhende le piège. Les renseignements de son armée, ainsi que de l'armée anglaise et de l'armée belge, même du Grand Quartier Général, lui signalent, en effet, une avance surprenante de l'ennemi depuis le 18 août; en arrivant sur place, le 20, il apprend que la droite allemande va atteindre Bruxelles, que le gros d'une autre armée franchit la Meuse en aval de Namur, qu'elle aurait même ses avant-postes sur la

bordure nord du Borinage; indice plus troublant encore, on lui annonce sur la rive droite, entre Marche et Dinant, la présence d'un autre groupe ennemi important qui s'avance évidemment dans le dessein de franchir la Meuse.

Or la 5e armée a une position d'avant-garde; elle est en l'air, sans liaison avec la 4e ; la Meuse, sur ce large espace de près de cent kilomètres, de Namur à Mézières, — la seconde porte de la trouée de l'Oise, — n'est gardée que par le 1er corps qui ne pourra être relevé que dans l'après-midi du 22 par une simple division de réserve. Il y a là un danger certain d'enveloppement, peut-être même d'un double enveloppement — la fameuse « tenaille » de Schlieffen — car la gauche de la 5e armée est découverte; ni le 18e corps, ni le groupe Valabrègue, ni l'armée anglaise ne sont sur leurs positions... Et, d'autre part, Lanrezac ne connaît pas la force de cette masse de manœuvre dont il se sent comme enveloppé, — il la chiffre à une dizaine de corps —; et contre elle il se voit seul, en enfant perdu, avec 3 corps d'armée. Le 18e corps ne pourra prendre son secteur de Thuin que le 21 à midi; le groupe Valabrègue est encore dans la région Vervins-Hirson où il attend pour se porter sur Maubeuge que le 18e corps ait laissé la voie libre; l'armée anglaise, qui achève seulement sa concentration, ne pourra s'ébranler que le lendemain et il ne faut pas compter sur son action avant le 23. Le gouverneur de Namur, au lieu d'apporter du secours, en demande; on lui envoie quelques bataillons avec le général Mangin. Le 20 au soir, Lanrezac n'a donc comme disponibles que le 3e et le 10e corps; il les a placés en position défensive sur les hauteurs sud de la Sambre, le

10e dans la région Fosse-Philippeville, le 3e dans le secteur Jamioulx-Gerpinnes-Gougnies au sud de Charleroi et de Châtelet, avec ordre de faire garder seulement par des avant-postes les passages de la Sambre, qui, de Charleroi à Namur, fait une série de boucles très favorables aux surprises.

Lanrezac s'est donc mis en position défensive et a donné ses ordres en conséquence : il compte y rester en attendant le groupement de ses forces et en observant de tous les côtés, quand, le 20 au soir, il reçoit cette directive du Grand Quartier Général : « La 4e armée à 6 corps actifs rompra du front Mézières-Verdun et attaquera sur le front Gedinne-Paliseul-Neufchâteau; la 3e armée, débouchant de Verdun, agira à la droite de la 4e armée; *à l'ouest de la Meuse, la 5e armée* PRENDRA L'OFFENSIVE *au nord de la Sambre, sa gauche passant par Charleroi; l'armée anglaise, marchant à la gauche de la 5e armée, ira de Mons vers Nivelles; le corps de cavalerie Sordet opérera à la gauche de l'armée anglaise.* » Rien de plus; nulle indication sur le but à atteindre et sur la coordination des mouvements de ces armées; on assigne purement et simplement à chacune une zone d'action : en somme une stratégie préconçue, qui ne tient compte ni du terrain, ni de l'ennemi.

Lanrezac reçut cet ordre comme un coup de massue. Obéir c'est vouer son armée à la mort et à une mort vaine, car un tel sacrifice ne peut même pas aider à la victoire sur un autre point : l'offensive lorraine est brisée, et ce n'est pas lui, qui y a été voir, qui peut s'illusionner sur les chances de l'offensive des Ardennes, il sait qu'on ne dépassera pas la Semoy : alors ? Un général soucieux seulement de

mettre sa responsabilité à couvert eût exécuté l'ordre sans s'inquiéter des suites; Lanrezac comprend autrement sa responsabilité : son armée anéantie, c'est la trouée de l'Oise ouverte, le chemin de Paris sans obstacles, et Paris atteint c'est la France touchée au cœur. Le sort de la France repose réellement sur la 5e armée; son chef le sent et se voit comptable de son salut; sa conscience seule parle, et de sa seule autorité il décide qu'il ne franchira pas la Sambre et qu'il ne prendra pas l'offensive ordonnée que le 23, où l'aile gauche française sera réunie : en attendant il se calera sur la défensive à la lisière sud du Borinage sur de fortes positions où l'artillerie pourra soutenir à plein l'infanterie. Et, après avoir fait part de sa résolution au Grand Quartier Général, qui lui répond « qu'il est libre de choisir son moment comme il l'entendra », il élabore, dans cette soirée du 20 août, ses ordres, qui portent en substance :

L'armée se mettra en bataille à hauteur des gros de ses avant-gardes *pour empêcher l'ennemi de déboucher au sud de la Sambre*. Le 1er corps continuera à garder la Meuse entre Givet et Namur jusqu'à ce qu'il ait été relevé par la division Bouttegourd. Le 10e corps, renforcé de la 37e division, tiendra Fosse, Vitrival et Le Roux. Le 3e corps, renforcé de la 38e division, tiendra Gerpinnes, Nalinnes et Tarcienne, et manœuvrera par ses ailes pour couvrir le flanc du 10e corps à droite et du 18e corps à gauche. Une brigade du 3e corps ira à Fontaine-l'Évêque pour servir de soutien au corps de cavalerie Sordet qui restera où il est derrière le canal de Charleroi-Bruxelles. Le 18e corps serrera sur Thuin. *Il est formellement interdit jusqu'à nouvel ordre d'aller dans les fonds de la Sambre autrement que par des détachements chargés d'empêcher les éclaireurs ennemis de passer.*

Le 21 août au matin, Lanrezac réunit les chefs d'état-major des corps d'armée pour leur expliquer son ordre et les motifs qui imposent momentanément la défensive[1]. Étant donnée la supériorité numérique de l'ennemi, il doit gagner du temps pour permettre la concentration de ses forces; il met son armée sur la défensive, interdit à ses corps d'armée de s'engager dans les fonds de la Sambre et n'autorise l'envoi sur les ponts du fleuve que de faibles détachements, et seulement pour renseigner sur les mouvements de l'ennemi, évitant surtout le contact[2]; le 23, quand il aura tous ses éléments en main, il compte faire attaquer à fond par les 1er et 10e corps à l'ouest de Namur, où le terrain est plus ouvert et où il disposera de l'appui des canons de la place, le centre et la gauche contenant seulement l'ennemi sur le reste du front.

Le 21, comme c'était inévitable, les Allemands prirent l'initiative de l'attaque. Ils s'étaient avancés à notre insu et sans que, semble-t-il, notre haut commandement se fût rendu compte de l'état de leurs forces : c'est ainsi que le bulletin de renseignements

---

[1] Le mot de défensive était banni du vocabulaire militaire français et, pour l'exprimer, on recourait aux circonlocutions les plus risibles; c'est ainsi qu'aux manœuvres de 1912, un général, devant faire une « démonstration », prescrivait à ses unités « de prendre l'offensive, mais sans mordant ». On voit l'imprécision que ce respect humain apportait dans la rédaction des ordres.

[2] M. Hanotaux a vu une contradiction entre la prescription d'empêcher l'ennemi de déboucher au sud de la Sambre et l'interdiction d'aller dans les fonds de cette rivière; c'est à tort, semble-t-il : quand une armée est chargée de déboucher au sud d'un obstacle comme la Sambre, sa mission n'est pas accomplie quand elle en a franchi les ponts et même jeté quelque infanterie sur l'autre rive, il faut qu'elle y ait conquis une zone de manœuvre suffisante pour pouvoir faire agir en combinaison étroite son infanterie et son artillerie.

n° 7 de la 4[e] armée de ce dit jour n'évalue qu'à 6 corps d'armée et 3 divisions de cavalerie les armées allemandes sur le front Louvain-Wavre : il y en avait 12 et 2 corps de cavalerie. Sur la rive droite de la Meuse, pendant que la 4[e] armée franchissait la Semoy, la III[e] armée de von Hausen s'était avancée dans le trou qui existait entre cette armée et la 5[e] : cette III[e] armée, partie du camp de Trois-Vierges, s'était défilée d'abord derrière la IV[e] armée du duc de Wurtemberg, puis glissant sur sa gauche, se dirigeait maintenant par Marche vers Dinant. La II[e] armée de von Bulow, prenant Namur comme pivot, devait accomplir une conversion pour retomber sur la Sambre, tandis que la I[re] armée de von Kluck, aile marchante, prolongerait le mouvement par un « colossal » changement de direction à gauche, contournant Bruxelles pour pénétrer en France entre la Sambre et l'Escaut.

L'objectif principal de l'armée de Bulow était de s'assurer le pivot de Namur et par lui la maîtrise définitive de la Meuse : Namur, c'était, en effet, la clef de la trouée de l'Oise, et sa prise permettait seule à l'armée von Hausen d'agir sur la rive droite en liaison avec les armées de la rive gauche. Le 21, à 10 heures, commencent le bombardement et l'attaque des forts de Namur ; à 13 heures, à l'ouest de Namur, la Garde attaque sur Auvelais, Tamines et Ham-sur-Sambre. Ces trois localités situées dans une double boucle très accentuée de la Sambre et disposées en triangle, forment la charnière du 10[e] et du 3[e] corps ; l'ennemi cherche assurément à les disjoindre, en évitant le canon de Namur. Ces trois points sont tenus par la 19[e] division, avant-garde du 10[e] corps. Surpris par l'attaque, son commandant, pour empêcher l'ennemi

de passer la Sambre, lance le 70e d'infanterie à l'assaut d'Auvelais; l'élan est magnifique, mais, non préparé par l'artillerie, il est vite brisé : à 14 h. 30, Auvelais est pris, Tamines doit être évacué, les Allemands franchissent la Sambre, les troupes françaises se replient sur Arsimont.

Le 3e corps, le 21, se trouvait dans une situation fort délicate et qui commandait la plus extrême prudence : le 18e corps qui devait le prolonger n'avait pas encore pris ses positions, sa gauche se trouvait donc découverte. La 5e division, en avant-garde, occupe le front de Châtelet à Aiseau sur la Sambre dont elle garde les passages jusqu'à Roselies; la 6e division est en arrière à Villers-Poterie. Lanrezac avait suffisamment manifesté ses intentions défensives par l'interdiction formelle de s'aventurer dans les fonds de la Sambre, et des officiers d'état-major du 3e corps l'avaient bien compris ainsi : le commandant d'armée veut gagner du temps en se tenant sur la défensive, donc on devra sans tarder organiser le terrain et n'envoyer aux points de passage du fleuve que de petits détachements pour se renseigner, la résistance des gros des divisions permettra d'actionner les troupes de manœuvre en vue de la contre-attaque.

Comment donc se fit-il que l'ordre de Lanrezac fut transmis à la 5e division (je le tiens d'un témoin oculaire [1]) avec une adjonction qui disait en substance que

[1] D'une *Note secrète sur la conduite de la guerre* (p. 32), ce passage sur cette action de la bataille de la Sambre :

« Cette position de la 5e armée, — somme toute position d'avant-garde de toutes les armées françaises qui s'étendaient à sa droite, — comportait de toute nécessité des ordres d'*organisation défensive;* ils furent prescrits. Cependant le 1er corps seul, commandé par le général Franchet d'Esperey, comprit la pensée du chef et s'y conforma. Les autres corps,

« *pour affirmer notre esprit d'offensive* des contre-attaques seront dirigées sur le village de Roselies » ? La conséquence se devine. L'ordre ainsi donné de se porter à l'attaque, aucune organisation de terrain ne fut faite — à quoi bon des tranchées puisqu'on va se porter en avant ? — d'où inaction quasi complète sur toute la ligne qui aurait dû être mise en état de défense. L'action ainsi prescrite était une attaque pure et simple, — on contre-attaque des forces ennemies, non un village, — elle fut lancée à l'aveugle et sans que l'artillerie l'eût préparée ou pût la soutenir. Le 74e d'infanterie fut dirigé sur Roselies ; le bataillon de tête formait les faisceaux quand des mitrailleuses, se démasquant des maisons, décimèrent les arrivants : les Allemands étaient à Roselies sans que nous, à un kilomètre, en eussions soupçon ! L'ennemi pousse alors jusqu'à Aiseau. Le soir même, le commandant de la 5e division demandait au commandant du 3e corps l'autorisation de dégager les quelques fractions de sa division restées à Roselies ; sans en référer à l'armée, celui-ci donna l'autorisation sous condition de ne pas engager plus de trois bataillons, le commandant de la 5e division en lança huit qui attaquèrent de nuit, reprirent Aiseau, mais s'usèrent aux trois quarts à Roselies sur des défenses imprenables.

En fin de cette même journée du 21, le corps de

---

pénétrés des idées si fausses qui leur avaient été inculquées au cours de ces dernières années, négligèrent toute précaution : pas de tranchées, pas le moindre fil de fer. Persuadés que la meilleure manière de se défendre est encore d'attaquer, « quoi qu'il arrive et quand même » ils méprisèrent les ordres généraux qui leur avaient été remis, ne se retranchèrent pas sur les hauteurs qui dominent Charleroi et la Sambre et sans connaître exactement les desseins de l'ennemi, ils se jetèrent, à corps perdu, sur les éléments allemands qui se présentaient sur les ponts de la rivière ; ce fut un massacre... »

cavalerie, qui avait été porté très au nord de Charleroi, à Luttre et à Pont-à-Celles, pour masquer le débouché de l'armée anglaise a dû se replier et s'établir à Merbes-le-Château, au sud de Thuin.

En somme, l'ennemi s'est emparé des passages de la Sambre entre Charleroi et Namur et a jeté des éléments sur la rive droite du fleuve ; les 3e et 10e corps ont seuls subi le choc; le 1er corps est toujours à la garde de la Meuse, attendant sa relève; le 18e corps n'a pas encore pris position et ses avant-gardes ne font qu'arriver à Thuin, où il ne sera en état d'intervenir que le lendemain ; le groupe Valabrègue n'est pas encore enrouté; l'armée anglaise arrive à Landrecies. Force est donc de rester toujours sur la défensive, et d'autant plus rigoureuse qu'on n'est pas exactement fixé sur l'état des forces allemandes et qu'on en signale de nouvelles entre Bruxelles et Nivelles, qui menacent l'aile gauche. Ainsi demeurer sur l'expectative, contenir toute attaque allemande jusqu'au 23, où l'armée anglaise sera en position et où la 4e armée aura avancé sur la Semoy peut-être assez pour attirer à elle les forces signalées entre Marche et Dinant. Lanrezac ne change rien à ses ordres : les 10e et 3e corps resteront sur la défensive, le 10e sur la ligne Cortil Mozet-Sart Eustache, en liaison avec le 1er corps, qui ne sera relevé que le 22 au soir; le 3e corps sur la ligne Gerpinnes-Tarcienne-Nalinnes. L'interdiction de s'engager dans les fonds de la Sambre n'est pas levée; à plus forte raison jamais l'ordre ne fut-il donné par l'armée de franchir le fleuve.

Pourtant les divisions du 10e corps reçoivent l'ordre d'attaquer au lever du jour pour rejeter l'ennemi

dans les fonds de la Sambre. La 20e division, aile gauche, commence l'attaque à 6 heures : prise d'un réel vertige d'offensive [1], elle se rue avec furie, dans le brouillard, sur Tamines, dans ces fonds interdits de la Sambre ; sa précipitation empêche toute action de l'artillerie ; au lieu de le surprendre, elle tombe sur un ennemi solidement à l'affût, et c'est elle qui fait le gibier; en quelques instants fauchée par les mitrailleuses, elle doit reculer. La 19e division, elle, n'a déclenché son offensive qu'à 8 h. 30, elle déloge l'ennemi d'Arsimont, mais, au débouché, est prise sous un terrible feu d'artillerie et une contre-attaque la rejette. Le 10e corps entier, se voit ainsi ramené à ses positions de départ, mais assez mal en point.

Plus encore que le 10e, le 3e corps, si maltraité la veille, eût dû se tenir sur la défensive et se retrancher pour pouvoir limiter des contre-attaques certaines; d'après les témoignages reçus, aucune précaution ne fut prise, au moins sur le point le plus exposé. La 5e division, mal remise de son attaque de nuit sur Roselies, pour la troisième fois veut

---

[1] Sur cette offensive de la 20e division, M. Hanotaux (V, 278), rapporte ce témoignage qu'il dit tenir d'une source « des plus autorisées » :

« Les troupes qui répugnaient à la défensive attendaient avec impatience l'ordre de se porter en avant... L'ennemi est signalé à portée depuis la veille au soir... Dès l'aube, la 20e division abandonne les positions qui lui sont confiées et se précipite en avant avec une ardeur fébrile. Nos fantassins qui refoulent sans peine les postes avancés allemands, exaltés par leur succès, se hâtent davantage encore et viennent buter contre les points d'appui solidement tenus... On avait dit et répété sur tous les tons à nos officiers qu'à la condition d'attaquer à fond sans tergiverser, de « bourrer » avec vigueur, ils trouveraient, le plus souvent, l'ennemi en train de se former, qu'ils le surprendraient et en auraient facilement raison. Or partout les Allemands les attendaient de pied ferme sur des positions solides flanquées d'innombrables mitrailleuses. Notre infanterie, que l'ennemi laisse approcher à courte distance, se trouve soudain soumise à des feux terribles de fusils et de mitrailleuses qui partent de tous côtés et jettent à terre, en un instant, la plupart des officiers et des meilleurs soldats. »

reprendre ce village; elle y échoue pour la troisième fois et doit lâcher prise. Son recul entraîne celui de toute la ligne du 3e corps sur les positions Presles-Bouffioulx, mais alors, à 10 heures, l'infanterie allemande sort de Châtelet et, appuyée par une terrible artillerie, prend Bouffioulx et en chasse la 5e division. Le commandant du 3e corps lance alors la 73e brigade d'Afrique et deux bataillons du 39e et du 36e sur Châtelet avec ordre de rejeter l'ennemi au nord de la Sambre : sans préparation d'artillerie et sachant qu'elles vont à une mort certaine, ces troupes d'élite se précipitent sur l'infanterie ennemie, solidement retranchée aux lisières de la ville; en un quart d'heure elles y ont laissé la moitié de leurs effectifs et à 13 heures doivent se mettre en retraite[1], sous la protection du 2e bataillon du 119e, qui put à lui seul, pendant deux heures, et au prix de quels sacrifices, contenir la ruée allemande.

---

[1] Il y eut là des actes d'héroïsme inouïs; je n'en veux pour preuve que la relation par l'historique du 36e d'infanterie de cette immolation de ces vaillantes troupes : « Le 22, vers 11 heures, le 2e bataillon du 36e évacue par ordre les hauteurs de Presles et vient se grouper près de Binche. Il est midi; des bois en arrière débouche la brigade Schwartz (zouaves et tirailleurs), alignée comme à la manœuvre. Avec elle le régiment prononce alors cette contre-attaque légendaire sur le Châtelet. Les mitrailleuses ennemies embusquées dans les maisons, derrière les tas de charbon, fauchent les rangs, mais tous avancent sur le glacis, baïonnette haute, avec la volonté d'arriver quand même au corps à corps et de rejeter l'ennemi à la Sambre. Hélas! l'héroïque folie ne réussit pas; la pression ennemie avait fait se replier le corps de droite et à 13 heures le régiment se reformait à hauteur de Binche. Que de braves étaient tombés!... C'est le capitaine Blondeau qui, rendu aveugle par un éclat d'obus, continue à donner ses ordres et ne veut quitter son poste qu'après avoir assuré la transmission du commandement. C'est le lieutenant Lacroix blessé déjà et revenant au combat où il trouve une mort glorieuse; c'est le lieutenant Amar se précipitant à la tête de quelques hommes à l'assaut d'une maison fortifiée; c'est l'adjudant de Mussy qui meurt en criant : Vive la France! Ce sont tous les sous-officiers, les soldats dont la bravoure, la noble ardeur, la vigueur du sang français les ont dès le premier feu campés devant l'histoire en héros

Dans cette journée du 22 août, l'action se limita à ces deux corps, l'effort ennemi ne porta que là. Namur subissait un bombardement intense et commençait de chanceler. Les deux corps anglais, au soir, étaient sur leurs positions de Mons; le groupe Valabrègue arrivait à Solre-le-Château, près de Maubeuge. Toutefois, dans la journée, au nord de Tourcoing, des reconnaissances de cavalerie allemande étaient entrées en contact avec les troupes de Lille.

Le 22 au soir, l'offensive du groupe des armées des Ardennes est brisée et l'échec évident; M. Hanotaux [1] affirme que, dans la nuit du 22 au 23, le Grand Quartier Général ordonna même la retraite mais qu'il se ravisa; il serait important de savoir s'il prévint la 5e armée de la situation, car une telle communication était capitale.

Le 23 était, en effet, le jour que Lanrezac avait choisi pour une contre-offensive, dont il n'attendait peut-être pas des conséquences décisives, mais qui pouvait être tentée, puisqu'il avait en mains tous ses éléments. Le 1er corps, relevé la veille au soir de sa garde sur la Meuse, est intact et le meilleur. Namur supporte un rude assaut, mais cette contre-attaque la doit soulager et on peut espérer qu'elle tiendra au moins toute la journée. Les 10e et 3e corps, les divisions d'Afrique ont reçu de rudes coups, mais ces lions blessés pansent leurs plaies dans une région plus ouverte où leur artillerie peut agir efficace-

de légende, héros d'autant plus grands que leurs noms sont ignorés et que, en mourant, ils le savaient. »

Le haut commandement du 3e corps fut entièrement relevé au soir même à Charleroi.

[1] V. p. 196.

ment. Le 18e corps est intact; les troupes anglaises, à l'est et à l'ouest de Mons, sur des positions solides et confortablement retranchées, couvrent le flanc de la 5e armée. Sans doute une solution de continuité existe entre les deux armées, mais le groupe Valabrègue n'est qu'à une étape et la place de Maubeuge met là un obstacle impressionnant. Le 22 au soir, le commandant de la 5e armée donne l'ordre aux 10e, 3e et 18e corps de tenir sur leurs positions pendant que le 1er corps se formera à la droite du 10e et perpendiculairement, pour attaquer en flanc, s'il est possible, le parti ennemi qui opère contre ce 10e corps. Le groupe Valabrègue se portera au nord de Coulsore pour relever, entre Solre et Maubeuge, le corps Sordet, qui assure la liaison entre le 18e corps et Maubeuge, lequel 18e corps appuiera alors sur Maubeuge pour gagner la gauche de l'armée britannique.

Dispositif à deux fins d'une grande sagesse et d'une parfaite clairvoyance. Lanrezac, s'il a la conviction qu'il prendra l'avantage, ne se flatte pas de vastes espoirs sur ses conséquences; il sent que l'armée von Bulow devant lui n'a pour rôle que de le maintenir et que c'est l'extrême aile droite allemande, dont il ne sait pas exactement la force, qui cherchera la décision; sans indications sur elle et ne la sachant pas si près, il estime que le coup peut être tenté. Mais il se rend compte que le succès ne pourra être exploité à fond, car cette extrême aile droite allemande avance; l'armée anglaise pourra-t-elle en supporter le choc? Si elle retraite, la 5 armée devra la suivre. Aussi semble-t-il que ses ordres soient dominés par cette préoccupation de sauver, au cas d'un revers possible, son armée, sur laquelle

repose la fortune de la France, et de préparer les voies d'une retraite pour éviter, si elle se doit produire, qu'elle tourne à la déroute : prévision que l'on peut, sans exagérer, dire géniale, puisqu'aussi bien nous lui avons dû notre salut. Le général commandant la 5e armée porte à Philippeville son poste de commandement.

A 7 heures, le 23, la bataille s'allume sur tout le front. L'infanterie allemande se terre, l'artillerie déchaîne un feu d'enfer, « il pleut des marmites »; notre artillerie de corps d'armée et l'artillerie lourde d'armée contiennent l'infanterie, mais ne dominent pas l'artillerie ennemie qui pratique le tir indirect sur une vaste échelle et occupe des emplacements où elle est très difficile à trouver. La division Bouttegourd a relevé le 1er corps et garde, mais insuffisamment, les passages de la Meuse; la IIIe armée de von Hausen a pu glisser jusque-là, sans cacher par bonheur son mouvement; dès le matin elle occupe Dinant et jette du monde à tous les passages de la Meuse, d'Hyvoir à Hermeton; de notre côté on ne croit qu'à de simples démonstrations.

La manœuvre du 1er corps commence, aussi magnifique dans sa conception que dans son exécution. Le 10e corps, établi de droite à gauche entre Fosse-Vitrival et Scry devant Mettet-Biesme, recule sa droite et se masse entre Scry et Saint-Gérard; le 1er corps alors se déploie face à l'ouest, en avant de la Meuse, perpendiculairement au 10e, sa gauche à Saint-Gérard et sa droite à Sart-Saint-Laurent, ces deux corps faisant exactement un retour d'équerre; entre les deux branches, comme dans un piège, la Garde allemande s'est aventurée et presse de ses attaques

le 10e corps sans voir la menace dressée sur son flanc gauche. Le général Franchet d'Esperey, qui commande le 61e corps, a deviné, devancé même la pensée du chef; il saisit le moment de la contre-attaque et de détendre le piège; un feu d'artillerie intense prépare le mouvement; la Garde voit l'impasse où elle est et se retourne contre le 1er corps; c'est la minute du grand choc. Franchet d'Esperey va lancer son corps d'armée quand soudain il apprend que derrière lui des avant-gardes de l'armée von Hausen ont forcé la division Bouttegourd, franchi la Meuse en amont de Dinant et que l'un d'eux est même à Onhaye. L'occasion est manquée, il renverse son plan, stoppe son offensive, fait faire demi-tour à la division Deligny et la porte à Anhée, puis jette Mangin sur Onhaye à la rencontre des Allemands. Cette volte-face fut accomplie sous le feu aussi froidement que sur un terrain d'exercice, mais elle a redonné de l'assurance à la Garde, qui reprend son attaque contre le 10e corps, lequel tient énergiquement le coup.

Pendant ce temps Lanrezac était à son poste de commandement de Phillippeville. Jusqu'à 13 heures, les comptes rendus des corps d'armées sont favorables, l'ennemi ne montre pas beaucoup de mordant; le commandant de la 5e armée se retient pourtant de trop espérer, plutôt voit-il là l'indice qu'on cherche à le contenir de front en vue d'un mouvement tournant. Mais les nouvelles, à l'aile droite, étant franchement bonnes, il va donner aux 1er et 10e corps l'ordre d'attaquer, quand une série de mauvaises nouvelles s'abattent sur lui : le commandant de la 4e armée, qui est à sa droite, lui fait savoir que son armée, mise en

échec la veille à la sortie des forêts de la Semoy, est en retraite; un détachement de l'armée de von Hausen a franchi la Meuse et logiquement doit chercher à le prendre à revers; le gouverneur de Namur vient de donner l'ordre d'évacuer la place dont l'artillerie allemande a anéanti les forts [1]; puis, à sa gauche une autre armée allemande s'est portée comme une avalanche de Bruxelles sur Mons où elle arrive devant l'armée anglaise, dont elle menace de déborder la gauche.

C'est la réalisation de son pressentiment, de ce double enveloppement qu'il a toujours soupçonné. Son inquiétude est surtout pour sa droite, car qu'est au juste cet ennemi, qui a pris position à Onhaye; n'ést-ce pas l'avant-garde d'une armée dont le gros est à Dinant? C'est le premier danger à parer; il envoie au général d'Esperey l'ordre de soutenir la division Bouttegourd, mais d'Esperey, en grand chef, a déjà devancé ses intentions. Et, assuré que par de telles mains tout ce qui doit être fait sera fait, Lanrezac regagne aussitôt son quartier général de Chimay pour y recevoir sans retard les ordres du Général en chef, car il y a la menace de gauche sur laquelle seul le Grand Quartier Général peut être renseigné.

Le revirement du 1er corps a changé tout l'ordre de la bataille. Jusqu'à 16 heures la pression ennemie ne

---

[1] M. Hanotaux fixe au 23 août à 5 heures du matin la décision du général Michel de quitter Namur pour sauver la garnison. Les documents belges sont unanimes à la mettre à 13 heures. (Cf. *l'Action de l'armée belge,* rapport du commandement. — *La campagne de l'armée belge,* d'après les documents officiels Bloud et Gay, 1915, — et surtout Van der Essen, *L'Invasion allemande,* p. 230.)

s'est manifestée que sur l'aile droite de la 5e armée, elle portera dès lors sur l'aile gauche. A 16 heures les Allemands attaquent à l'improviste par le vallon de l'Heure la gauche du 3e corps à son point de liaison avec le 18e; la 6e division fléchit, se retire et son repli oblige tout le 3e corps à rétrograder sur la position Chastrès-Morialmé. La liaison est rompue avec le 18e corps qui, voyant sa droite découverte, la rabat précipitamment à Thuilliès et réclame le secours du groupe Valabrègue, dont le gros vient consolider sa gauche sur la ligne Boussignies-Thirimont. Ainsi les armées françaises se trouvent en arrière de l'armée britannique et sans liaison directe avec elle; il est vrai qu'entre elles deux, mais en arrière, est la place de Maubeuge.

Le général Joffre avait marqué au maréchal French les opérations qu'il attendait de l'armée anglaise[1]; le maréchal French choisit, en conséquence, comme emplacement le plus favorable, la ligne s'étendant le long du canal depuis Condé à l'ouest, par Mons, vers Binche à l'est; les troupes ainsi réparties : de Condé à Mons le 2e corps avec le général Sir Horace Smith-Dorrien; puis à droite, à partir de Mons, le 1er corps avec le lieutenant-général Sir Douglas Haig; à Binche, la 5e brigade de cavalerie. En arrivant sur le terrain, le 22, le commandement reconnut que la ligne de Mons à Binche assignée à l'aile droite était impraticable, les Allemands se trouvant déjà à Charleroi;

---

[1] Comme base de ma documentation : les quatre rapports du maréchal Sir John French, traduits par M. Théodore Reinach, et dont l'édition par la maison Berger-Levrault, fut, par ordre dit-on, retirée du commerce, — et *Les Sept premières divisions anglaises*, par Lord Ernest W. Hamilton, Payot, 1917, récit très vivant et très prenant des combats de ces armées autour de Mons et d'Ypres.

sans contact avec la 5e armée, l'armée s'exposerait ainsi à être isolée et coupée : aussi ces positions furent-elles reportées de l'est au sud-est et même au sud sur les routes de Mons à Beaumont et à Maubeuge[1] — très sage mesure qui atténuait le danger de la solution de continuité entre les deux armées, par la protection déjà sensible de la place de Maubeuge. Le front anglais avait donc la forme d'un angle de 45°, mais dont la pointe, en avant de Mons, était coudée, car il suivait la ligne du canal qui contournait la ville au nord et y faisait un saillant de deux à trois kilomètres.

Cette armée anglaise comprenait 70.000 hommes; elle était, comme on l'a dit, sans liaison avec la 5e armée : aucune unité de commandement, chacune opérant de son côté, sous les directions respectives de ses chefs, qui eux sont sous les ordres directs du Général en chef. Le maréchal French expose ainsi les directions qui lui furent données :

Le 23 août, à 6 heures du matin, je réunis les commandants du 1er et du 2e corps et celui de la division de cavalerie en un lieu près de leurs positions. Je leur exposai la situation générale des alliés et ce qui me paraissait être le plan du général Joffre. D'après les renseignements reçus du Quartier général français, j'eus lieu de croire que je n'avais en face de moi guère plus qu'un corps d'armée ennemi, peut-être deux avec, peut-être, une division de cavalerie. Aucun essai de débordement sur mes flancs par l'ennemi ne m'était signalé. Je fus fortifié dans cette opinion par le fait que mes patrouilles ne rencontraient pas de résistance anormale et mes aéroplanes confirmaient ces appréciations.

---

[1] Hamilton, *livre cité*, p. 12 et 17.

Le maréchal French mit ses troupes en position défensive et leur fit creuser sur le champ de bonnes tranchées et établir aux entours de Paturages une seconde ligne de défense : il fit même reconnaître une autre position de repli en arrière, de Maubeuge à Jeulain au sud-est de Valenciennes. L'objectif était non pas de se porter à Nivelles, — comme l'indiquait le Grand Quartier Général français dans son ordre d'offensive du 20 août, — mais seulement de défendre le passage du canal, surtout en avant de Mons, pour retarder le plus possible l'ennemi. Le 22 au soir tout était prêt.

« Le 23 au matin, le temps était clair et ensoleillé. Un vent léger d'est soufflait, le ciel était sans nuages et l'on pouvait prévoir une grande chaleur pour le milieu du jour. De délicates vapeurs bleues flottaient au loin et estompaient les lignes des hautes et grêles cheminées d'usines, qui abondent dans le pays. Avec les premières lueurs de l'aube arriva le premier obus allemand. »[1] L'ennemi donna son effort sur le canal et son saillant en avant de Mons. La première attaque d'infanterie allemande fut déclenchée à 8 heures, en colonnes serrées. « Cette expérience, rapporte notre témoin, leur fut malheureuse, car leurs premiers rangs tombaient comme un seul homme sous le feu de notre mitrailleuse et des soldats postés sur le pont. » Les Allemands renouvellent leurs attaques qui se brisent devant cette calme et tenace défensive; ce sont les Anglais qui font le chasseur ! L'attaque alors se déroule à l'ouest, au long du canal; dans l'après-midi toute la ligne est battue

[1] Hamilton, p. 19.

par un dur feu d'artillerie; l'infanterie allemande ne peut avancer.

Défense véritablement remarquable, qu'on ne nous a pas fait connaître et qu'on n'a peut-être pas comprise comme il eût convenu; c'était la première manifestation de la forme qu'allait prendre la guerre ; les Anglais, n'ayant rien à désapprendre et renseignés par le Transvaal, en avaient dès la première minute saisi le sens. L'effort de deux corps allemands fut nettement barré.

Une partie du VIIe corps allemand attaque alors l'aile droite : le 1er corps anglais tient bon ; « la tactique boer » a raison de l'ennemi qui ne peut mordre sur ce front défensif[1] : lutte dure, mais les lignes anglaises sont intactes, et le terrain est totalement maintenu. Il est 17 heures ; on remet au maréchal

---

[1] Ce passage d'un récit du sergent Loftus, publié dans le *Times History of the War* et reproduit par M. Hanotaux (VI, 8), est à lire :

« En un instant nous prenions nos postes sans aucune confusion et nous étions couchés dans nos tranchées, quand notre artillerie commença à tirer sur les Allemands, qui, aussitôt, nous rendirent la politesse. Mais ils avaient peine à régler leur tir, car ils n'étaient pas au courant de ce bon truc des tranchées que nous avions appris, je crois, chez les Boers. Après une heure et demie de canonnade réciproque, leur infanterie parut se dirigeant sur notre front. Elle arrivait en blocs carrés et compacts, se dessinant nettement sur la ligne d'horizon. Il n'y avait qu'à attendre : impossible de manquer ; nous restâmes donc cois dans nos lignes sans rien qui pût révéler notre présence. Ils avançaient. Soudain nos officiers donnent le signal. Une nappe de flamme brille le long de la ligne des tranchées et la pluie des balles tombe sur la masse allemande. *Elle chancelle alors comme un homme ivre subitement frappé entre les yeux.* Les soldats se ruent sur nous en poussant des hourras ! Mais, au milieu de leur course, une seconde bordée les frappe et, en même temps, les mitrailleuses, les canons entrent en jeu. Sur un ordre des chefs ils se dispersèrent en tirailleurs et coururent comme des fous sur les tranchées; mais nous, nous pratiquions le tir à volonté, autre bon tour emprunté au compère Boer. Ils s'enfuirent, mais revinrent plusieurs fois à l'assaut. Dans leur repli nos cavaliers fondaient sur eux et nous nous reposions pendant ce temps. La journée se termina sans que les Allemands eussent pu, de notre côté, obtenir un résultat appréciable. »

French un télégramme du général Joffre, un « message fort inattendu, — rapporte-t-il — m'informant qu'au moins trois corps allemands, à savoir un corps de réserve et les IVe et IXe corps actifs, s'avançaient vers le front de ma position, pendant que le IIe corps était engagé dans un mouvement enveloppant dans la direction de Tournai ; il m'avisait également que les deux divisions de réserve françaises et la 5e armée française placées sur ma droite se retiraient, les Allemands ayant réussi la veille à s'emparer des passages de la Sambre entre Charleroi et Namur. »

Sur ce point du drame une obscurité demeure qu'il faudra dissiper. A 17 heures, quand fut reçue cette dépêche du général Joffre, la retraite de la 5e armée n'était nullement décidée, elle ne le fut que vers 20 heures[1]; les divisions de réserve, au dire de M. Hanotaux[2], tenaient toujours les lignes de la Sambre et ce ne fut qu'à 17 heures qu'elles se replièrent à quelques kilomètres en arrière, sur la ligne Boussignies-Thirimont. Loin d'ordonner la retraite de son armée, comme un tel avis semblait l'y inviter, le maréchal French prescrivit simplement à ses troupes de se replier sur la seconde ligne, préparée à Paturages, au sud de Mons. « Quand la nouvelle, poursuit le maréchal French, me parvint de la retraite des Français et de la grave menace allemande sur mon front, je tâchai de la vérifier par une reconnaissance aérienne ; à la suite de celle-ci, je décidai d'opérer ma retraite sur Maubeuge au point du jour, le 24 août. »

La retraite des Anglais suivit donc la nôtre et ne la

---

[1] L'ordre de retraite parvint au 18e corps exactement à 23 heures ; il était daté de Chimay 23 août, 21 heures. (Ordre manuscrit n° 240/3.)
[2] V, 304.

précéda pas : c'est un devoir de loyauté de le dire comme aussi de reconnaître que, dans ces batailles hors des frontières, l'armée anglaise, mise par son chef sur la défensive, sut contenir l'ennemi.

Lanrezac est rentré à son quartier général de Chimay. Il connait la retraite de la 4e armée; cette retraite met son armée en posture encore plus périlleuse, une retraite générale est inéluctable, il est venu là pour en attendre l'ordre et aviser de suite aux voies et moyens. La position de la 5e armée est de plus en plus impossible avec cette double menace d'enveloppement, la retraite est pour elle question de vie ou de mort.

L'armée von Hausen le préoccupe surtout. La décision et l'habileté du général d'Esperey ont conjuré pour un temps ce danger qui eût pu être mortel. Pour arrêter le débordement de cette IIIe armée, le commandant du 1er corps a trouvé l'homme de main qu'il fallait, Mangin, qu'il a jeté avec sa brigade sur les avant-gardes qui ont franchi la Meuse. Mangin les trouve à Onhaye, fonce dessus et donne là un coup de boutoir formidable, dont il semble que von Hausen ait été comme assommé : croyant à des forces bien plus importantes, l'Allemand laisse son armée le long de la Meuse sans en risquer le passage, et ses éléments qui ont passé à Dinant n'osent plus avancer. Or von Hausen avait l'ordre de franchir la Meuse, le 23, avec ses trois corps, en même temps que Bulow passait la Sambre ; ainsi eussent été enfoncées à la fois les deux portes de la trouée de l'Oise. Cette hésitation providentielle sauva la 5e armée et avec elle la France, car elle se répercuta sur tout le

dispositif allemand et entraîna un regroupement des forces en marche sur Paris.

Le Grand Quartier Général, semble-t-il, ignora la présence sur ce point de l'armée von Hausen, et cette ignorance explique les ordres et les contre-ordres donnés, pour le 23, à la 4e armée. Il avait d'abord, dans la nuit du 22, ordonné la retraite, puis s'était ravisé et lui avait prescrit une contre-offensive d'autant plus irréalisable que son aile gauche était déjà tournée. La journée du 23 fut pour cette armée une suite de marches en avant et de replis. Le 9e corps, qui était à l'extrême aile gauche, s'avança d'abord à Paliseul, puis, à 10 heures, il recevait avis que l'armée se repliait au sud de la Semoy et ordre de suivre le mouvement ; une heure après, l'ordre était infirmé par un contre-ordre de reprise d'offensive. Le 11e corps, après une vaine pointe jusqu'à Maissin à 13 heures, se repliait derrière la Semoy ; le 17e, très abîmé la veille, était resté même en deçà de la frontière ; le 12e, en flèche à Saint-Médard sur le terrain qu'il a conquis, passe toute sa journée à se défiler à travers bois sous la protection des débris du corps colonial ; le 2e corps se replie également. La 3e armée n'a pu davantage marcher en avant ; le 5e corps a dû se replier sur la rive gauche de la Chiers ; le 4e a été forcé de suivre le mouvement ; le 6e est resté sur ses positions.

La retraite de ses voisins est donc commencée et elle découvre de plus en plus la droite de la 5e armée ; sa liaison est immédiatement perdue, et l'armée von Hausen est là, sur ses derrières, qui à coup sûr, d'un moment à l'autre, va se reprendre. Lanrezac apprend qu'à Namur l'ennemi a enlevé les forts nord, qu'il occupe la ville et que la garnison a évacué la place ;

le bruit lui arrive que l'armée anglaise n'a pu avancer sur Nivelles, qu'elle a contre elle plus de forces qu'on ne croyait et qu'elle sera contrainte de rétrograder. A la 5e armée, les 1er et 11e corps sont en bonne forme, mais pour les 3e et 18e la situation est moins encourageante. Que faire dans une aussi tragique conjoncture? aucun signe de vie du Grand Quartier Général, qui pourtant, à 17 heures, a prévenu le maréchal French du danger qui le menace et de la retraite de la 5e armée. Une décision s'impose; ce n'est plus question d'heures, mais de minutes.

Lanzerac voit la situation d'autant mieux qu'il l'avait toujours pressentie. C'est le double enveloppement, une catastrophe sans nom, un nouveau Sedan :

Que vouliez-vous qu'il fît contre trois ?

Mourir, mourir en beauté ? Mais la 5e armée ne mourra pas seule, la France risque de mourir avec elle : la 5e armée n'a pas le droit de mourir. Le devoir est de la sauver, de la dégager au plus vite de cette étreinte mortelle, de fuir ce coin funeste, et, — comme Charleroi est proche de Waterloo qui, à un siècle de là, entendit un mot énergique, — osons dire que le devoir était de « f... le camp », et au plus vite, puisque aussi bien c'était le seul moyen de sauver Paris et avec Paris la France. [1]

Toujours rien du Grand Quartier Général! Lanrezac n'hésite pas : cette responsabilité, devant laquelle d'autres peut-être reculent, il la prendra, lui; et, comme Castelnau à Morhange, à 20 heures, de sa

---

1 Cette pensée de sauver Paris fut aussi celle du maréchal French, qui l'a déclaré très nettement à un rédacteur du *Journal :* « Une seule idée me possédait : sauver Paris, éviter ainsi tout engagement à l'issue douteuse qui eût pu se transformer en une irréparable défaite ».

seule autorité, il ordonne de rompre le combat et prescrit la retraite sur la ligne générale Givet-Philippeville-Beaumont-Maubeuge ; — puis, cette dure détermination prise, il rend compte au général Joffre, le priant de lui indiquer la direction de retraite à suivre. En prenant cette décision et en en rendant compte, il pensait assurément qu'on ne l'approuverait pas ; peut-être se trompait-il ? le Grand Quartier Général homologuait la décision sans observation et le 24, à 0 h. 45, l'ordre définitif de retraite générale était donné aux 3e et 4e armées.

Il n'est pas exagéré de dire que c'est à cette décision-là que la France a dû son salut, et, parce qu'il osa prendre une pareille responsabilité, le nom de Lanrezac sera mis par l'Histoire au rang des meilleurs. Cette résolution, en effet, renversait le plan allemand et le faisait échouer dans sa partie essentielle et pour laquelle avait été violée la neutralité de la Belgique, l'enveloppement de notre aile gauche et par elle l'anéantissement de l'armée française. Les Allemands perdaient l'initiative ; nous les obligions à faire ce qu'ils ne voulaient pas ; ils cherchaient la bataille rapide de destruction, nous leur imposions la poursuite, préparant le coup d'arrêt...

Cette rupture du combat impossible de Charleroi fut la préface de la victoire de la Marne, car, en sauvant sa 5e armée et toute l'aile gauche, Lanrezac en réservait le moyen. L'avait-il soupçonné ? Au cours de la splendide retraite, où il devait donner toute sa mesure, l'un de ses officiers a retenu de lui cette parole mémorable : « Nous venons d'être battus, mais le mal est réparable ; *tant que la 5e armée vit, la France n'est pas perdue !* »

III

L'ABANDON DE LILLE

La rupture du combat, la retraite, pour nécessaires et forcées qu'elles fussent, n'étaient pas moins l'abandon à l'ennemi d'une partie du sol national, et de la plus précieuse ; ce repli stratégique était sans doute douloureux, mais sur le moment on pouvait croire et il était possible que la durée de l'invasion consécutive fût limitée et son arrêt rapproché, car Lille et Maubeuge demeuraient. Les événements nous mettaient en face de l'éventualité envisagée par Séré de Rivières pour l'agencement de sa frontière militaire ; c'était le cas concret. Notre chance voulait que la défense de cette région de Lille fût précisément entre les mains du seul militaire qui en sût peut-être tous les secrets, du soldat clairvoyant qui, avant la guerre, s'était si fort élevé contre la destruction sur ce point de l'œuvre de Séré de Rivières et spécialement contre le désarmement de Lille, qui avait crié, sans être entendu, que par là l'invasion se produirait, et

qui en avait exactement fixé les lignes et les étapes, le général Herment. Et l'ironie des choses avait fait qu'il eut, à son état-major, le rapporteur devant la Chambre du projet de déclassement de la frontière du Nord, le commandant Vandame, qui, le 15 juillet, voyant le danger, avait courageusement reconnu son erreur et demandé à la Commission de l'armée d'oublier un projet dont il ne comprenait que trop les conséquences.

On sait l'état de la place de Lille. En 1914, on avait supprimé le journal de mobilisation de la place, retiré les 3.000 auxiliaires d'artillerie et jusqu'à un tiers environ des bouches à feu ; il n'y avait pas de garnison de sûreté. En juillet 1914, le général Lebas, gouverneur, avait demandé au ministre s'il devait ou non défendre Lille, l'assurant d'ailleurs de faire remplir à la place tout son rôle ; il lui fut répondu, le 1er août, de considérer Lille comme place ouverte et qu'une nouvelle affectation de mobilisation lui serait donnée: de fait, le 10 août, il était envoyé à Belfort et son état-major dissous.

Le 21 août, quand le général Herment en prenait le commandement effectif, la place de Lille comptait 14.971 hommes. Sur le champ le nouveau gouverneur prélève 1.500 hommes sur chacun des régiments de la 1re région et les rassemble dans la nuit même à Lille, dont la garnison se voit ainsi élevée à 25.000 hommes, pour passer, le 25, à 28.500, dont 25.000 combattants, effectif prévu par le journal de mobilisation de la place pour 1913. Il y a, dans la région, plus de 30.000 fusils 1874 et toutes les cartouches nécessaires. La place a encore 446 bouches à feu et 72.788 coups, et Herment obtient du ministère de la Guerre l'envoi de

9 millions de cartouches d'infanterie, de 3.000 coups de 75 et de 12 canons de 47. Mais surtout, autour de Lille, se trouvent les quatre divisions territoriales du général d'Amade, et qui vont s'accroître, le 25, de deux autres divisions de réserve.

Le 22, les troupes étaient disposées dans les trois secteurs de la place ; la défense de l'enceinte fut organisée par ces éléments tirés des dépôts; des tranchées-abris furent creusées, les routes et les chemins barricadés. Les forts — dont 14 sur 21 étaient bétonnés — et les ouvrages eurent les garnisons et les munitions suffisantes, et il restait pour armer les batteries d'intervalles, 62 canons de 120, 28 de 95 et 16 de 90.

Par ce prodige de décision et d'énergie, en deux jours, Lille avait été réarmée et mise à l'abri d'un coup de main[1]; sa garnison pouvait s'accroître par l'appel des classes anciennes et des jeunes classes, Lille redevenait Lille, le pivot solide de la défense du Nord, le grand obstacle à l'invasion. Le peuple lillois voyait ces choses avec contentement, car ce ne fut à aucun moment lui qui avait réclamé le déclassement de la place, mais les autorités locales, qui avaient pris leur parti de la non-défense de la ville, virent, semble-t-il, d'un œil moins satisfait ces préparatifs guerriers, assurément trop tardifs, l'activité du général Herment et ses résultats.

Le général Percin, le 22 au matin, était l'objet

[1] « Le réarmement en un temps aussi court de la place de Lille et des forts, écrit le général Percin, constitue un véritable tour de force, dont je reporte tout l'honneur sur le général Herment; mais je revendique le mérite d'avoir désigné le seul chef capable de mener à bien une pareille tâche. »

d'une démarche pénible à relater, mais qu'on dira parce qu'il faut tout dire :

Dans la matinée du 22, — rapporte le général Percin, — je reçus la visite du maire de Lille, accompagné du préfet du Nord et de deux sénateurs de la région. — « Notre population, me dit M. le Maire, serait assez patriote pour supporter les horreurs d'un siège, si la place était en état de faire une défense sérieuse, mais il n'en est rien; votre détermination expose donc inutilement mes concitoyens à des représailles redoutables. » Je répondis à M. le Maire que je n'avais qu'à exécuter les ordres de mes chefs; que personnellement je jugeais Lille capable, dans son état actuel, de prêter un appui très sérieux aux opérations des troupes de campagne ; que ce serait une honte d'abandonner à l'ennemi, sans coup férir, cette portion du territoire national ; que si la place tenait seulement quinze jours, ce seraient quinze jours, pendant lesquels les troupes ennemies, ainsi tenues en échec, ne se trouveraient pas en face du général Joffre.[1]

Pour expliquer cette démarche, il faut tenir compte de l'ignorance complète où l'on était, dans

---

[1] Général Percin, *La Vérité: Lettre à un ami du 25 septembre 1914* (sans nom d'imprimeur).

Le général Percin ajoute: « Afin qu'il reste trace de cet entretien, j'envoyai à la presse un communiqué qui parut le 24, dans l'édition de *L'Écho du Nord* destinée aux communes extérieures et aux départements limitrophes, édition dont j'ai un exemplaire entre les mains. Ce communiqué, qui atteste ma résolution de défendre la place, est ainsi conçu: « Certaines personnes se sont émues des mesures prises pour remettre la place et les forts de Lille en état de défense. Cette émotion est injustifiée. La 1re région est une portion du territoire national comme les autres, dont l'accès doit être interdit à l'ennemi comme on interdit l'accès de toutes les autres. Si cette région ne contenait pas de fortifications, on opposerait à l'envahisseur simplement des troupes de campagne; on remuerait alors la terre, on construirait des ouvrages de circonstance, comme on le fait dans toutes les opérations défensives. Des ouvrages existent, il serait étrange qu'on ne les utilisât pas. Si, après une résistance énergique, la garnison succombe, elle aura fait son devoir, comme la garnison de Liége a fait le sien, en immobilisant pendant un certain temps une partie des forces ennemies. »

ces moments tragiques, à Lille, des événements militaires qui se déroulaient presque aux portes de la ville: la connaissance de la vérité seule permet le sang-froid et c'est dans les ténèbres que le plus souvent se montent les paniques. Quand, en effet, le général Herment prit le commandement du camp retranché, il n'existait à Lille aucun service de renseignements, et l'on dut y suppléer par des reconnaissances de cavalerie: l'une d'elles, envoyée le 22 au matin, se trouvait à Courtrai en face des cuirassiers allemands, les mettait en déroute et ramenait des prisonniers à Lille: l'ennemi était donc à Courtrai, et on ne le savait pas à Lille! On juge de l'effet produit par une telle révélation. — Fait plus invraisemblable encore, le commandement de Lille ne savait rien de la situation des forces françaises et anglaises, qui menaient de la Sambre à l'Escaut ce terrible combat où se jouait le sort de la France:

Le général Percin et moi, — rapporte le général Herment, — nous étions très mal renseignés sur la situation de nos armées et sur celle de l'armée anglaise. Aucun renseignement officiel ne nous avait été donné; nous savions par des officiers évacués du front que le 1er corps s'était battu à Dinant le 15 août, que les divisions Valabrègue n'étaient pas loin d'Hirson et que les troupes françaises étaient entrées en Belgique avec le 1er corps. Nous ne connaissions donc que fort vaguement la présence d'une armée française vers Namur et Charleroi. Quant à l'armée anglaise, nous la supposions aux environs de Maubeuge parce que des officiers anglais étaient venus en automobiles à Douai et à Lille et nous avaient demandé des renseignements sur la droite des armées allemandes. Ce n'est que le 23 que le général d'Amade nous dit qu'il y avait une armée française sur la Sambre, ayant à sa gauche l'armée

anglaise, mais il ne fixa pas les positions qu'elles occupaient.

Le 23, l'ennemi s'était avancé jusqu'au nord de Tourcoing et de Roubaix où il avait fait sauter des dépendances de la gare de Mouscron, ce qui ajouta encore à l'émotion publique. Dans l'après-midi le général d'Amade vint à Lille informer le général Percin que le ministre de la Guerre le nommait inspecteur-général d'artillerie et ensuite combiner avec le général Herment une opération en vue de réoccuper, le lendemain 24, Tournai, que l'armée belge avait le matin même évacué. A ce moment se présente le préfet du Nord qui demande aux généraux que Lille soit déclarée ville ouverte, arguant que les fortifications sont en mauvais état, les troupes insuffisantes, etc.; les généraux lui certifient qu'on peut envisager avec confiance l'éventualité de cette défense.

Mais, quelques instants après, au café Jean, se tint, à l'insu des autorités militaires, une réunion présidée par l'un des sénateurs du Nord et où diverses personnalités politiques et municipales résolurent de faire le lendemain auprès du gouvernement une démarche pour obtenir que Lille fût déclarée ville ouverte et évacuée par sa garnison [1].

La matinée du 24 fut calme dans le secteur de Lille. A 12 h. 30 pourtant le général Herment était avisé que deux bataillons territoriaux, surpris à

[1] « ... Il est conforme à l'intérêt public — déclare M. Hanotaux (VI, p. 52) — de dire, en termes mesurés, que, sur l'intervention des autorités civiles, on renonça à la défense du camp retranché de Lille pour ne pas exposer la ville et les grandes agglomérations qui forment, en quelque sorte, ses faubourgs, aux horreurs d'un siège ou d'une grande bataille. »

Tournai par l'artillerie allemande, se repliaient sur Bouvines[1]. Après avoir donné l'ordre aux commandants des forts de se tenir prêts à ouvrir le feu pour protéger le repli de cette infanterie, il se rend au fort de Sainghin d'où l'on a vue sur le plateau de Bouvines : les bataillons de Tournai sont rentrés, aucune troupe ennemie n'est découverte, tout est tranquille aux avant-postes, l'ennemi n'est signalé nulle part. A 17 h. 30, Herment rentre à Lille à son quartier général; il y trouve une effervescence inouïe, on lui remet ces trois messages :

Aujourd'hui 24 août, à 15 h. 45, le général d'Amade a adressé au général commandant la défense de Lille le message suivant : En réponse à la communication téléphonique relative à la défense de Lille, le général d'Amade fait connaître ce qui suit : CONSIDÉREZ LILLE COMME VILLE OUVERTE, RETIREZ LES TROUPES DES FORTS ET DES REMPARTS. *Faire évacuer, d'accord avec le préfet, valeurs de banque par auto et chemin de fer vers l'intérieur. Demander au général Herment de téléphoner au général d'Amade s'il y a les dispositions prévues pour évacuation dépôts artillerie arsenal de Douai, lui demander ordre d'urgence pour ces évacuations en raison importance matériel.*

— *Général d'Amade, commandant groupe divisions territoriales, à général commandant défense de Lille. — Lille étant considérée comme ville ouverte, toutes les troupes et*

---

[1] Je crains que M. Hanotaux n'ait fait sur ce point une confusion; il avance, en effet, que ç'aurait été le 23 au matin que ce contact se serait produit à Tournai, entre les territoriaux de d'Amade et l'aile droite de von Kluck (IV, 16) qui, devant ce danger, aurait sur-le-champ abandonné son projet de pousser jusqu'à la mer pour se rabattre sur l'armée anglaise. Le général Herment affirme, au contraire, que ce ne fut que le 24 que ce contact eut lieu; deux bataillons de la division Dennery réoccupèrent Tournai à 4 heures du matin, sans coup férir; ils en furent repoussés par les Allemands à 10 h. 30.

les dépôts qui l'occupent l'évacueront immédiatement et coopéreront à la défense du barrage principal entre la 81[e] *division à gauche et la* 82[e] *division à droite. Le secteur à occuper par ces troupes et dépôts s'étendra à La Bassée exclu à Aire sur la Lys exclu. Ces troupes seront sous les ordres du général Tournier. Prière d'informer cet officier général de la mission qui lui est confiée. Le quartier général du général Tournier sera installé à Lillers. — Renseignements. — La* 81[e] *division a son secteur réduit de Aire à la mer, la* 82[e] *de La Bassée à Corbehem. Dans chaque secteur une brigade est en réserve et une autre sur le barrage. L'artillerie concourt à la défense du barrage.*

— Le commandant en chef adresse au général d'Amade le télégramme suivant: Donnez les ordres pour évacuer par voie ferrée la plus grande quantité possible de matériel artillerie et génie se trouvant à Lille et mise hors service du reste. Vous signale comme devant être évacués 2.280 *fusils modèle* 1886*, la mélinite.*

Cette évacuation de la place de Lille, lorsque la défense s'organisait et que la ville n'était pas menacée, était si peu en accord avec les instructions qu'il avait reçues, que le général Herment voulut en avoir la confirmation avant de passer à l'exécution; il rédige un télégramme chiffré à d'Amade, mais, au moment de le transmettre, un officier de son état-major l'informe que c'est impossible, les appareils télégraphiques et téléphoniques ayant été, au reçu de ces dépêches, mis hors service...

Lille armée tenant avec ses 28.000 hommes, autour de ce solide pivot les six divisions de d'Amade, c'était dans le Nord, à la frontière, une armée de près de 120.000 hommes sur le flanc droit de l'armée de von

Kluck; sur son flanc gauche, Maubeuge armée avec 45.000 hommes mettait une autre menace qui prenait alors toute sa gravité; en arrière, toute l'armée belge intacte et ramassée à Anvers! L'armée allemande, pénétrant en France, se mettait dans le piège que lui avait tendu Séré de Rivières. Inévitablement son avance était comptée, elle n'eût pu dépasser la seconde ligne de notre vieux plan de défense; est-il téméraire de prétendre que c'eût été sur la ligne La Fère-Laon-Reims que dans ces conditions eût pu se faire le redressement qui dut être reporté sur la Marne? Si Charleroi fut une défaite, l'abandon de Lille risquait d'en faire un désastre.

M. Hanotaux[1] affirme que l'ordre d'abandonner Lille vint du ministère de la Guerre; cette décision fut-elle prise par le ministre à l'insu du Général en chef? La troisième dépêche, que reçut le général Herment en même temps que l'ordre de ne pas défendre Lille, atteste que le Grand Quartier Général dut être immédiatement avisé, sinon consulté; mais jusqu'à la connaissance des instructions données au général d'Amade, tout jugement doit être réservé.

---

[1] IV, 54.

« Le 24, dans l'après-midi, on reçut *du ministère de la Guerre* l'ordre de considérer Lille comme ville ouverte et de procéder, le plus rapidement possible, à l'évacuation entre La Bassée et Aire-sur-la-Lys des troupes et dépôts du camp retranché... C'était l'abandon sans combat de Lille et de toute la région... Moment critique! c'est le sort de la vallée de l'Escaut, peut-être de la Somme et de toute la région du Nord, qui se joue... Laissera-t-on accomplir le projet d'enveloppement? Abandonnera-t-on toute la région du Nord, la plus riche de la France? Double problème d'autant plus angoissant que l'armée anglaise défile en ce moment par Valenciennes vers Cambrai, et que, si on laisse la manœuvre de l'ennemi s'accomplir, c'est le sort même de cette armée qui est en jeu dès les premiers jours de la guerre. N'a-t-on pas des forces suffisantes dans la région pour garder les liaisons avec l'armée anglaise et sauver tout le système défensif du Nord en s'appuyant sur Lille et Maubeuge? Lille était (le 24) le point d'appui principal de la défense dans le Nord. »

En recevant ces dépêches fatales, le général Herment vit les conséquences atroces d'un tel abandon. Si, par une désobéissance sublime, le général d'Amade eût pris sur lui d'annuler de tels ordres, n'eussions-nous pas gardé toute cette région du Nord, notre grand centre industriel et commercial, la gloire et la richesse de la France? Car l'ennemi ne vint pas à Lille; il la laissa de côté et jusqu'au 10 octobre la pauvre cité abandonnée ne vit pour ainsi dire pas de troupes allemandes.

Les Allemands n'étaient pas à même de venir à Lille, — rapporte le général Herment, — ils n'y sont pas venus le 25 août; le 26 seulement, une de leurs patrouilles s'y montra l'après-midi et ce n'est que deux jours après qu'un faible détachement entra dans la ville; ce détachement, nous l'aurions aisément anéanti; il a, d'ailleurs, après un court séjour, quitté la ville et celle-ci n'a été réoccupée qu'au commencement d'octobre. Jusque-là, nous aurions donc eu tout le temps pour améliorer la défense et y recevoir des renforts. Le 24 août, la 88e division qui était à Templeuve, dans le camp retranché, aurait pu être mise à ma disposition pour la défense de la place et j'aurais pu à la même date être soutenu par la 81e division qui était à Armentières. Les Allemands étaient dans l'impossibilité d'enlever une forteresse à cette époque, lorsque celle-ci était défendue par plus de 60.000 hommes et qu'ils n'avaient pas pris Maubeuge. Il y avait, d'ailleurs, dans la région d'autres troupes, car, le 25 août, le général d'Amade reçut les 61e et 62e divisions de réserve, et il eût été bon de conserver Lille, même en y plaçant les 81e et 88e divisions, car *nous aurions pu agir sur les communications allemandes et gêner leurs opérations tant avant qu'après la Marne.*

Et ici un point d'interrogation singulièrement troublant se dresse. Dans sa marche foudroyante,

von Kluck commit cette témérité sans nom, et assurément sans exemple dans les annales militaires, de passer à la poursuite de l'ennemi, avec, sur son flanc, une place forte armée et garnie de 30.000 hommes, sans la reconnaître, sans s'assurer de son état! Comment expliquer une pareille imprudence? Le plan de guerre allemand avait été longuement préparé par le grand État-Major de Berlin et monté méticuleusement; et eux, qui avaient tout prévu, n'auraient pas prévu que Lille pouvait être défendue?

Il ne restait plus à l'infortuné gouverneur de Lille qu'à exécuter ces ordres affreux, qui venaient anéantir son ouvrage et justifier cruellement le cri d'alarme qu'il avait jeté en 1912. Les 81e et 82e divisions territoriales furent envoyées dans les secteurs assignés; 1.800 fusils, 240 tonneaux de mélinite, 3.000 cartouches de 75, les obus et les armements de 90, 300.000 cartouches 1886 furent évacués; les bouches à feu de la place furent mises hors de service, leurs culasses arrachées; les organes de pointage, les guidons, les hausses, les rais de roues, les organes des canons-revolvers brisés... Le 25 août, Herment est à Douai pour en régler l'évacuation; il sauve ainsi 18.000 fusils, 1.600.000 cartouches 1886, 15.000 obus. Le 27, il prend à Arras le commandement des troupes qui y avaient été évacuées et les ramène par étapes à Rouen, Elbeuf et Louviers où il les embarque pour la 12e région.

Mandé à Bordeaux, le 27 septembre, le ministre de la Guerre lui demande le tracé de ses obus et la composition de sa fonte aciérée : tout cela est resté à Douai. A force d'instances, Herment obtient l'autorisation d'aller, à ses risques et périls, les rechercher; en arrivant dans la ville, il y trouve une brigade fran-

çaise et peut sauver ces documents précieux que l'ennemi y a laissés; c'est à cela que nous dûmes de pouvoir reprendre rapidement notre production de fonte aciérée[1].

---

[1] Depuis lors, le général Herment fut chargé de réorganiser les dépôts d'artillerie de la 12e région. En février 1916, son commandement fut supprimé; Gallieni lui en promit un autre, mais Gallieni mourut et la promesse ne fut pas tenue. Herment fut oublié et, depuis lors, l'homme sur les idées duquel notre artillerie a vécu en partie depuis cette guerre, celui qui dès 1912 annonça les étapes de l'invasion de 1914, qui eût sauvé Lille si Lille avait dû être sauvée, celui-là, ne pouvant rentrer dans son pays occupé, vit sans emploi à Périgueux, désespéré d'avoir vu les événements lui donner si cruellement raison, et ceux qu'il avait en vain avertis dédaigner toujours ses services...



IV

LA CHUTE DE MAUBEUGE

Pour compléter la relation du drame de Charleroi, il ne reste plus qu'à relater la capitulation de Maubeuge, la plus douloureuse péripétie de cette tragédie déjà trop douloureuse. Un mystère épais enveloppe encore, après quatre ans, ces événements; non seulement on a pu les cacher au pays, mais il se pourrait qu'on cherche à donner le change. Il faut, là encore, déchirer les voiles et regarder la vérité en face.

Est-il besoin de dire qu'il ne peut encore s'agir d'établir des responsabilités ni d'instruire le procès d'un gouverneur, qu'on doit, jusqu'au jugement de ses pairs, tenir pour seulement malheureux et qui, au surplus, n'est pas là pour se défendre? Nous n'exposerons donc, et sans commentaires, que des faits, d'ores et déjà établis, car il y a des acteurs et des témoins indiscutables qui ont rapporté ce qu'ils ont vu, cependant que, de son côté, l'ennemi a parlé[1]. Le rapprochement de ces divers témoi-

[1] M. Hanotaux, dans son *Histoire illustrée de la guerre de 1914*, a donné le premier récit de la capitulation de Maubeuge. Depuis, trois autres récits sur le même sujet ont paru successivement, en mai 1918 dans le *Bulletin de l'Alliance démocratique*, le 1er juin 1918 dans la *Nouvelle Revue*, sous la signature de M. Callet, le 15 juillet 1918 dans la *Revue de Paris* sous celle du commandant Paul Cassou. Ces études furent rédi-

gnages permet de retracer les derniers jours de Maubeuge : c'est donc ici un simple procès-verbal.

Lille abandonnée et désarmée, Maubeuge voyait tomber l'essentiel de sa force et ne pouvait plus guère prétendre qu'au rôle d'un grand fort d'arrêt. Partie d'un ensemble défensif, dont avec Lille elle était l'un des bastions, l'autre tombé et la courtine anéantie, elle n'était plus qu'un îlot de résistance, le dernier débris de la frontière du Nord.

Avec les forts d'Hirson, de Curgies, de Maulde, de Flines, les deux places de Lille et de Maubeuge et les inondations créées par Vauban, que l'on pouvait tendre sur l'Escaut, la Sambre, la Haine et la Scarpe — écrivait le général Herment[1] — notre frontière du Nord était couverte sur un front de 120 kilomètres. Pour tourner Maubeuge ou Lille, il fallait prendre l'un des forts intermédiaires, ou aller passer entre Armentières et Dunkerque, c'est-à-dire faire un énorme détour. Quel rôle remplira Maubeuge lorsqu'elle se trouvera seule, au beau milieu d'une frontière de quarante lieues d'étendue, où l'on ne rencontre aucune défense naturelle ? L'adversaire qu'elle ne saurait gêner dans sa marche car elle intercepte moins de lignes de chemins de fer que Lille, et qu'elle ne tentera pas par ses richesses, se contentera de la masquer par un simple corps d'observation. Son rôle va être tout à fait diminué; isolée, elle ne couvrira rien en dehors de la portée de ses canons et l'ennemi pourra la négliger.

---

gées ou inspirées par des défenseurs de Maubeuge, rentrés d'Allemagne après avoir subi les douleurs de la capitulation et de la captivité.

Notre documentation est basée sur le témoignage de défenseurs de Maubeuge qui, révoltés à l'idée de la capitulation, préférèrent plutôt que de s'y soumettre courir les risques d'une sortie héroïque qui, pour désespérée, n'en fut pas moins couronnée de succès et leur permit de regagner les lignes françaises. Notre autre source de documentation a été le rapport de l'État-Major allemand, qui a également servi aux récits de MM. Hanotaux, Callet et Cassou.

[1] *France militaire*, 30 novembre 1912.

Nous avons déjà dit l'état de Maubeuge au début de la guerre et les sérieux travaux qui, depuis la mobilisation, y avaient été faits pour renforcer la défense[1]. Bien qu'elle fût capable d'offrir une honorable résistance et qu'elle donnât une certaine impression de sécurité, Maubeuge n'était qu'une pseudo place-forte et, si l'Histoire doit être sévère pour le gouverneur qui ne s'ensevelit pas sous les ruines de la forteresse plutôt que de la rendre, elle jugera non moins durement ceux qui ne la voulurent pas compléter, rajeunir, moderniser. Malgré tout, avec ses 400 canons, ses 47.000 défenseurs[2] et les travaux de défense réalisés[3], elle constituait une forte masse de résistance.

Le 24 août, Maubeuge se trouva presque subitement privée de toute communication avec l'exté-

[1] Voir plus haut page 400.

[2] Ce chiffre est donné approximativement. La garnison de Maubeuge comprenait, au rapport du commandant Cassou, 5 divisions, soit 28 bataillons d'infanterie dont 3 d'active, 7 de réserve et 18 de territoriaux, avec en plus 7 compagnies du génie, 28 batteries d'artillerie dont 24 à pied, 2.800 auxiliaires d'artillerie, 2 escadrons de chasseurs et 500 douaniers : on est loin du chiffre de 30.000 hommes donné par M. Hanotaux.

[3] Le récit allemand de la reddition de Maubeuge témoigne ainsi de l'importance des travaux de campagne faits à Maubeuge : « Les autorités françaises, chargées de la défense nationale, ayant considéré que la neutralité de la Belgique assurait suffisamment la sécurité de la France du côté du Nord, n'avaient pas beaucoup travaillé, pendant les dernières années, à augmenter la puissance de Maubeuge. Des nombreux forts qui s'y trouvaient, un seul correspondait à peu près aux exigences modernes. Aussi, les combats acharnés que nous eûmes à livrer nous furent-ils moins imposés du fait de la fortification permanente que de l'organisation des intervalles compris entre les forts. Ici, notre infanterie eut à supporter d'autres obstacles qu'à Liége et à Namur. Tandis que l'organisation du terrain et des abords immédiats des forts était pour ainsi dire inexistante en Belgique, les retranchements de Maubeuge étaient organisés avec une merveilleuse connaissance de l'art de la fortification. Déjà, à ce moment, nous eûmes le sentiment, que les expériences ultérieures ont confirmé depuis, que les Français s'entendaient merveilleusement aux travaux d'organisation défensive, qu'ils utilisent avec un merveilleux à-propos les moindres avantages du terrain et s'y retranchent formidablement au point de les rendre inexpugnables... »

rieur, ce qui sans doute fit croire à un investissement l'état-major du gouverneur évaluait à deux corps d'armée les effectifs allemands du corps de siège : funeste illusion, ils n'étaient, en réalité, que de deux divisions du VIIe corps de réserve, auxquelles s'était joint un groupe de 5.000 Autrichiens[1], en sorte que la proportion classique de l'attaque à la défense admise par l'artillerie de 3 à 1 se trouvait inversée; la défense était plus nombreuse que le corps d'attaque!

L'attaque ne fut qu'un combat d'artillerie; l'infanterie ennemie ne se dépensa pas inutilement, elle fut presque constamment invisible, et c'est contre de solides retranchements que se heurtèrent, sans pouvoir atteindre les grosses pièces, les quelques actions de la garnison. L'artillerie ennemie fut en position avec une rapidité déconcertante et qui ouvre le champ à toutes les hypothèses. Les troupes allemandes apparurent, en effet, devant Maubeuge le 24, et le 28 le bombardement commençait par des canons de 15, le 29 par des gros obusiers installés dans les carrières de Marpant et à Noire-Bouteille; on a prétendu que, dès le temps de paix, des plates-formes y avaient été préparées sous le couvert de fausses usines, installées depuis peu et qui dissimulaient le matériel nécessaire[2]. Le fait est que la prodigalité extraordinaire de munitions dénonçait un approvi-

[1] M. Hanotaux chiffre à 40.000 hommes les effectifs du corps de siège allemand; M. Callet n'hésite pas à les porter à 80.000; M. Cassou les rabaisse à 60.000. Pourtant, dans le compte rendu allemand de la capitulation et de la reddition de Maubeuge, qui fut l'une des bases de leur documentation, il n'est parlé que de deux divisions, et le rédacteur déclare que les troupes de défense étaient deux fois supérieures aux troupes assiégeantes.

[2] Il n'y aurait là rien d'invraisemblable. La frontière du Nord était une sorte de terrain vague; n'a-t-on déjà pas vu les dépendances du fort d'Hirson louées à un Allemand qui n'avait jamais caché sa nationalité?

sionnement facile et beaucoup plus rapide que ne le permettaient les moyens même de l'arsenal.

Cette brusquerie de l'attaque décontenança. Aucune tentative n'avait été faite à temps pour troubler cette installation de l'artillerie ennemie; bien plus, le 145ᵉ d'infanterie reçut l'ordre d'évacuer Jeumont avant l'arrivée des Allemands, alors que Jeumont était en état de défense et commandait Marpant. Ce fut seulement le 1ᵉʳ septembre, sur les instances du colonel commandant l'artillerie de la place, qu'une sortie vraiment sérieuse fut faite; elle fut héroïque, meurtrière pour nous comme pour l'ennemi, mais ne donna aucun résultat : il était trop tard, l'ennemi était fortement retranché.

Le bombardement commença, le 28, par les forts de Boussois et de Cerfontaine et par canons de 15; il se prolongea les jours suivants, les tourelles de 155 furent rapidement immobilisées, mais aucun résultat décisif obtenu. Dans la nuit du 30 au 31, l'arsenal de Falise, soumis à un tir extrêmement précis, reçut une moyenne de 80 obus à l'heure; en même temps, les faubourgs de Louvroil et de Sous-le-Bois, où étaient de nombreux détachements, subissaient la même épreuve : de grands incendies, mais relativement peu de victimes.

La précision du tir était incroyable et attestait la présence dans la place d'un service de renseignements parfaitement assuré, car aucun avion ni ballon ennemi ne fut vu pendant le siège et le tir suivait exactement les mouvements des troupes :

M. Cassou témoigne d'autre part que l'usine de Jeumont, qui fournissait la force électrique à Maubeuge était dirigée par un Allemand, et qu'on y découvrit pendant le siège un fil téléphonique souterrain, reliant Maubeuge à Jeumont.

Le tir de bombardement — rapporte un des officiers de la place — était un tir précis, assuré, systématique; il donnait l'impression de porter exactement et pour ainsi dire sans réglage au point voulu. Tiraient-ils sur l'arsenal, le premier obus tombait immanquablement en un point non déterminé au hasard; voulaient-ils atteindre le hangar aux dirigeables, leurs coups tombaient immédiatement et à quelque moment qu'ils se missent à tirer sur le hangar lui-même; quand ils bombardaient la ville et les faubourgs, les coups atteignaient les vastes hangars où se trouvaient cantonnées des troupes. Les Allemands possédaient dans la ville un service de renseignements d'une précision inquiétante. Tous les mouvements du côté français étaient indiqués en temps utile : dès qu'un mouvement quelconque était en préparation dans les hangars ou à l'arsenal, de jour ou de nuit, instantanément, et sans que rien ne le pût faire prévoir, tombaient trois ou quatre obus.

Le 2 septembre, les canons de 420 entrèrent en action et leur effet fut foudroyant et décisif : en quelques heures, le fort de Boussois fut anéanti; puis, du 2 au 6, tombèrent successivement les forts de Cerfontaine, des Sarts, les ouvrages de la Salmagne, de Bersillies, du Fayonet, d'Hérifontaine; le fort de Leveau succomba le dernier. La destruction de ces vieux ouvrages était quasi instantanée, celle des forts demandait une demi-journée.

La défense surprise voyait sa résistance d'autant plus paralysée que la place ne disposait plus d'aucun moyen d'observation : l'unique ballon captif affecté à Maubeuge avait été démoli à sa première ascension; aussi, jusqu'au dernier moment, la défense ignora-t-elle l'emplacement des batteries de gros calibres dont elle subissait le feu terrible[1].

[1] Le commandant Cassou rapporte que chaque jour, du 3 au 7 septembre, le gouverneur de Maubeuge informa par pigeon le ministre de

Le samedi 5 septembre, au soir, les officiers reçurent deux mois d'avance de solde et les batteries des forts furent évacuées ; le dimanche matin, à 6 heures, les étendards furent brûlés : l'extrême gravité de la situation apparut. Ce même jour, 6, à 9 heures, un avion, dont ceux de la garnison ne purent savoir s'il était allemand ou français, survola Maubeuge et laissa tomber un pli à l'adresse du gouverneur[1] qui lui fut porté par l'officier d'administration Thierry. Dans l'après-midi la garnison et la population civile reçurent ordre d'évacuer Maubeuge et de se rendre à Hautmont; le noyau central, sous le commandement du colonel Duchesne, devait garder la ville et y résister jusqu'à la dernière extrémité. Le gouverneur établit à Hautmont son quartier général. A 19 heures, on fit sauter la poudrière de Falise où étaient les gargousses de 120.

---

la Guerre et le Grand Quartier Général de la situation de plus en plus critique de la place.

[1] Le commandant Cassou, dans son récit, a levé ce mystère; c'était un aéroplane allemand et le pli une sommation du général von Zwehl; il place seulement le fait au samedi 5, au soir, quand notre documentation le met au dimanche 6, au matin :

« On apporta alors — rapporte le commandant Cassou — deux dépêches enfermées dans un étui en carton que des aéroplanes ennemis avaient laissé tomber. Elles contenaient ces mots : « Devant Maubeuge, 5 septembre 1914. Au gouverneur de la place de Maubeuge. Comme il ressort que, malgré sa courageuse défense, la place n'est pas à même de résister à la supériorité de l'attaque, je somme le gouverneur, pour éviter une plus longue effusion de sang, de me rendre la place. J'attends la réponse aussitôt. Signé : Von Zwehl, commandant en chef l'armée d'attaque. — Pour copie conforme : Hesse, lieutenant-colonel, chef d'état-major. »

C'était là, sans doute, un moyen d'intimidation, car de l'aveu allemand, les troupes de l'attaque, très inférieures en nombre à celles de la défense, avaient été très éprouvées par les assauts qu'elles avaient livrés et devaient être à bout de forces. Le commandant Cassou ajoute qu'après la réception de ce pli, à 20 heures, le conseil de défense fut réuni et décida que les drapeaux et étendards seraient brûlés le lendemain matin.

La situation à Hautmont était indicible. La plus grande partie de la garnison s'y trouvait ramassée, non plus comme une armée, mais en cohue : aucun commandement, bien qu'il y eut une cinquantaine d'officiers, dont une douzaine d'officiers supérieurs. Le bruit se répand que la place va capituler; ce hideux désordre le rend vraisemblable. Et cette infortunée garnison resta ainsi à Hautmont du dimanche matin 6 au lundi 7 à midi, sans la moindre indication, sans un ordre, livrée à elle-même. « La grande place d'Hautmont — rapporte un des chefs — était le théâtre d'une cohue indescriptible ; les unités s'étaient trouvées disloquées, séparées de leurs chefs naturels : aucun mauvais esprit, bien au contraire, n'animait cette foule, mais, pour la transformer en armée, il lui eût fallu un cadre solide et nombreux. » Et ici une question se pose, et qui ne peut pas ne pas se poser : la capitulation de la place dut être résolue dans la journée du 6, pourquoi le gouverneur n'avertit-il pas les corps en service qu'il leur rendait leur liberté et qu'ils pouvaient, à leurs risques et périls, tâcher de rejoindre l'armée française ?

Le lundi 7, à 10 heures du matin, un homme, monté sur une grande cheminée d'usine d'Hautmont, y agita le drapeau blanc; peu après, deux officiers allemands, les yeux bandés et conduits par des fantassins, entraient en parlementaires au fort d'Hautmont[1]... A 13 heures, la sonnerie : Cessez le feu! était sonnée...

[1] Voici, d'après un témoin oculaire, le récit de ce dramatique épisode : « Sur le chemin d'Hautmont, j'aperçois sur une grande cheminée d'usine un homme agitant un drapeau blanc; le prenant pour un espion, je bondis d'indignation et cherche quelques camarades pour le dégrin-

Le gouverneur et la défense de Maubeuge croyaient avoir affaire à deux corps d'armée; or, les troupes assaillantes n'étaient que de deux divisions du VII[e] corps de réserve allemande, avec 5.000 Autrichiens. Le général von Zwehl commandait ce corps d'investissement ; il avait son quartier général à Binche. Guillaume II avait envoyé son cousin, le prince Frédéric-Léopold de Prusse, pour le tenir au courant des opérations.

Un officier de l'état-major de von Zwehl rapporte que l'assiégeant n'était rien moins que rassuré sur l'issue de l'opération; les pertes subies étaient élevées, des convois de blessés s'échelonnaient sur les routes et l'hostilité de la population faisait tout craindre au cas d'un insuccès :

---

goler... Nous arrivons en vue du fort d'Hautmont, et qu'est-ce que je vois ? — oh ! vision cruelle ! — une grande loque blanche remplaçant notre beau drapeau tricolore ; les larmes mouillent nos yeux, à mes camarades et à moi. J'ai donc l'explication de l'homme au drapeau blanc en haut de la cheminée. La place de Maubeuge allait se rendre ; je passe devant le fort et baisse la tête, car ce drapeau blanc me brise le cœur. Des officiers passent, nous faisant signe de ne pas parler et nous priant de laisser le chemin libre ; je relève la tête, mais cette fois ma colère est à son comble, car deux officiers allemands sont là, devant moi, les yeux bandés, conduits par des fantassins français, venant en parlementaires. Je me contente de grincer des dents car, après tout, ils viennent pour parlementer et ne sont pas armés. L'un est très jeune, il n'a même pas vingt ans, il a le sourire sur les lèvres, le gamin ! L'autre est plus vieux et plus correct, quarante ans, et parle dans un très bon français. Ils entrent dans le fort, tandis que moi je gagne Hautmont ; j'y arrive à 11 heures et demie : la place était rendue; on engageait donc les pourparlers... »

Le commandant Cassou rapporte que ce fut le gouverneur qui à la nouvelle de la situation désespérée des troupes du général Ville, qui combattaient au nord du camp retranché et avaient été refoulées à 300 mètres de la ville, donna l'ordre de hisser le drapeau blanc sur le clocher de l'église, et dicta ensuite la lettre suivante : « Maubeuge, 7 septembre 1914. Le général gouverneur de Maubeuge au général commandant les troupes de siège. Je vous demande un armistice de vingt-quatre heures pour enterrer les morts et discuter de la reddition de la place. Signé : Fournier. » La lettre écrite, le gouverneur donne l'ordre au capitaine d'état-major Grenier de partir comme parlementaire dans le camp ennemi, pour la porter au général allemand.

L'enjeu était gros : si nous étions vainqueurs, nous arrachions à l'ennemi un solide point d'appui et rendions impossible la jonction des troupes belges et françaises sur nos derrières ; si nous étions vaincus, nous pouvions compter que la Belgique entière, qui, à ce moment-là, n'était pas encore désarmée, se jetterait sur nos armées en retraite ; à voir les regards chargés de haine qui accueillaient nos blessés, notre État-Major sentait que toujours il aurait à compter avec ces gens.

Après la chute et l'occupation du fort de Boussois, von Zwehl transféra son quartier général à trois kilomètres à l'ouest du fort, à la ferme de Vent-de-Bise : le 7, à 14 heures, il venait d'expédier ses ordres quand survient, bride abattue, une estafette annonçant l'arrivée du général von Unger accompagné d'un parlementaire français.

Minute angoissante, — déclare l'officier allemand — dès qu'on eût ôté le bandeau au parlementaire, celui-ci se présenta ; c'était le capitaine d'état-major Grenier, envoyé par le général Fournier, commandant la place. Le général Fournier demandait un armistice de vingt-quatre heures pour enterrer les morts et discuter les conditions de reddition de la forteresse. Le capitaine Grenier rendit compte de sa mission en excellent allemand. Le général von Zwehl lui répondit qu'il appréciait hautement la vaillance de la forteresse, mais ne pouvait, à son grand regret, accorder l'armistice demandée : si le général Fournier avait réellement l'intention de rendre la place, on aurait vite fait de s'entendre quant aux conditions ; le parlementaire n'avait qu'à revenir dans quatre heures. « Il est bien entendu, ajoute le général allemand, que je n'accepterai qu'une reddition sans conditions de la totalité des forts et du matériel ; quant à la garnison, elle sera prisonnière ; du reste, ajouta-t-il, vous deviez bien vous attendre à de telles conditions. » Le capitaine Grenier répondit affirmativement. Le général

allemand continua : « Pour cela, il n'est pas besoin d'un armistice de vingt-quatre heures ; j'ajoute que je ne puis pas prendre l'engagement d'interrompre le bombardement avant votre retour ; nous sommes pressés, notre garantie de succès est que nous allions vite en besogne. »

Le bombardement reprit, mais l'État-Major allemand usait de ce moyen d'intimidation, non sans anxiété, et se demandait s'il n'avait pas laissé échapper une occasion inespérée : « L'angoisse étreignait les cœurs ; le parlementaire reviendrait-il ? Il apparut enfin, salué d'un hourra formidable». Il était 18 heures. Le général Fournier acceptait toutes les conditions et donnait pleins pouvoirs au capitaine Grenier pour régler, de concert avec l'État-Major allemand, les détails de la reddition de la place et de la garnison : « Ce fut — ajoute le narrateur allemand — de la stupéfaction quand nous apprîmes que Maubeuge avait une garnison de 45.000 hommes, nos vaillants soldats avaient eu raison d'un adversaire qui leur était deux fois supérieur en nombre. »

Après une courte délibération, on remit au capitaine Grenier le procès-verbal contenant les conditions de reddition de la place. La nuit était tombée ; seules les flammes qui montaient des maisons embrasées éclairaient la plaine, tandis qu'à l'est de Maubeuge les feux de victoire rougeoyaient dans le ciel. Penché sur le procès-verbal, le parlementaire était assis à l'une des tables du jardin de Vent-de-Bise, et à la lueur vacillante des bougies fichées dans le col des bouteilles vidées, il lut les conditions qui devaient être signées le soir même. Subitement il hoche étrangement la tête et sa lèvre se contracte en un sourire à la fois mélancolique et satisfait : il lisait précisément le passage où il était dit que tous les emblèmes de guerre, étendards et drapeaux, seraient livrés. Comme on lui

demandait s'il n'acceptait pas les conditions, il répondit, la voix voilée d'émotion : « Il n'y a plus d'étendards ni de drapeaux, nous les avons brûlés conformément aux instructions reçues. »

Ainsi aucune discussion; on aurait purement et simplement souscrit aux conditions imposées par un ennemi inférieur en nombre et pressé d'en finir et livré sans une observation 45.000 soldats français!

Et à l'heure précise où se signait cette capitulation, qu'on ne peut encore qualifier, le ministre de la Guerre adressait de Bordeaux au gouverneur de Maubeuge la dépêche suivante :

Bordeaux, 5 septembre 1914, 5 heures du soir.

Au nom du Gouvernement de la République et du pays tout entier, j'envoie aux héroïques défenseurs de Maubeuge et à sa vaillante population l'expression de ma profonde admiration. Je sais que vous ne reculerez devant rien pour prolonger la résistance jusqu'à l'heure que j'espère prochaine de votre délivrance.

Et le communiqué, en transmettant ce message à la France entière ajoutait que « d'autre part le commandant en chef citait à l'ordre du jour des armées le gouverneur de Maubeuge pour sa belle défense. »[1]

Le 8 septembre, à 14 heures, le général Fournier, accompagné de son état-major, sortait de Maubeuge par la porte de Mons et remettait son épée au général von Zwehl, qui la lui rendait « pour marquer ainsi l'estime dans laquelle il tenait ses belles troupes. » Les troupes austro-allemandes se trouvaient rangées sur la route de Jeumont; le prince Léopold Frédéric

---

[1] *Le Temps*, 9 septembre 1914. L'heure est donnée dans le communiqué aux journaux de province.

de Prusse était présent. Le défilé de l'infortunée garnison de Maubeuge commença; il dura jusqu'à 20 heures — un martyre de six heures!

Ce fut de la stupéfaction — lit-on dans la relation allemande — quand nous vîmes défiler les premières troupes qui ouvraient la marche; elles faisaient excellente impression, on aurait cru que c'était à des troupes d'élite que les Français avaient confié la garde de leur frontière. Tenue, ordre, discipline, allure, tout était parfait. Dans un sursaut d'énergie, ces belles troupes avaient surmonté leurs fatigues et à les voir si fraîches, si décidées, si fières on n'aurait pas cru qu'elles venaient de fournir un effort gigantesque pendant dix-sept jours. Pour la première fois nous eûmes l'impression, que les événements ultérieurs devaient confirmer, que l'armée française est l'une des plus belles troupes du monde. On avait autorisé les officiers à monter en voiture, mais ils refusèrent ce privilège et défilèrent à la tête de leurs troupes; en passant, ils saluaient le général Fournier qui se tenait sur le bord de la route à l'écart de l'État-Major allemand, au « garde à vous », redressant sa haute taille; puis vinrent les isolés, les blessés, et pendant six heures le défilé continua. C'était un véritable flot humain que déversait la porte de Mons. Nos soldats furent frappés par l'attitude calme, résolue et digne dans le malheur de ces braves régiments.

Le narrateur allemand achève sa relation par ces deux épisodes, qu'il qualifie de « poignants » et qui le sont en effet:

Sur un camion chargé de meubles étaient couchés quelques officiers blessés. Leurs yeux étaient attachés à la forteresse, et tous les spectacles environnants les laissaient indifférents; quand la sombre masse disparut à leurs regards, ils agitèrent en signe d'adieu leur mouchoir dans la direction des ruines fumantes où flottait maintenant le drapeau allemand; puis ils poursuivirent leur route, aux

cahotements de la voiture, vers l'inconnu lointain, angoissant.

« Un colonel, bien en selle, défile fièrement à la tête de son régiment, ses traits portent la trace de fatigues et de privations, mais son œil est vif, il indique la décision et le courage dans le malheur. Un officier d'État-Major s'avance et lui fait remarquer qu'il n'a pas le droit de défiler à cheval ; il saute lestement à terre, se défait de ses armes et caresse avec attendrissement son cheval. « C'était une bonne bête, dit-il au général, je l'avais ramenée d'Afrique ; ayez-en bien soin », et la voix du soldat s'étrangle dans sa gorge, il se raidit, salue et rejoint son régiment, sans plus regarder en arrière, mais en essuyant furtivement une larme de sa main gantée.

Sur cette tristesse mettons un peu de gloire...

Au nombre des officiers que comptait la garnison de Maubeuge était le chef d'escadron d'artillerie coloniale Charlier : chef du cabinet du gouverneur général de l'Afrique équatoriale, en mission en France en juillet 1914, il avait, au moment de la tension diplomatique demandé une affectation de mobilisation, et fut envoyé à Maubeuge où il exerça les fonctions de directeur du parc d'artillerie. Le dimanche 6 septembre, l'arsenal de Falise, son poste, n'étant plus qu'un monceau de ruines, il reçut à 13 heures l'ordre de le quitter et de se rendre à Hautmont. Il y trouve une extrême confusion et qui croît d'heure en heure, les unités mélangées, les paysans chassés de leurs villages en feu et se mêlant aux troupes dans un inexprimable encombrement. Le commandant Charlier essaie de mettre un peu d'ordre dans ces bandes, mais le flot incessant des arrivants le déborde. Le 7 au matin, jugeant que tout est fini et que la place va se rendre, il décide de reprendre sa liberté et de

regagner l'armée française; mais d'abord il faut dégager Hautmont et prévenir un facile coup de main de l'ennemi qui eût abouti au massacre de cette foule sans défense; il lance à cet effet des patrouilles à Neuf-Mesnil et à Feignies par où se pourrait tenter l'enveloppement d'Hautmont.

Cette décision, la seule qui se soit manifestée, groupe spontanément autour de lui 400 hommes. A midi et demi, n'entendant plus de fusillade, et comprenant que c'est la capitulation, il sort de la ville avec sa troupe, qui se grossit en cours de route et comprend bientôt un millier d'hommes : il monte avec ces volontaires vers Malplaquet, au nord-ouest de Maubeuge, qu'on lui a dit faiblement gardé; son dessein est de gagner Valenciennes pour y rallier l'armée française, car les dernières nouvelles reçues à Maubeuge annonçaient un succès français à Saint-Quentin et à Guise.

La troupe s'engage dans la forêt de la Lanière : quelques coups de fusils, quelques salves de shrapnells, mais rien de sérieux; la forêt n'est pas organisée, à 17 heures on arrive sans résistance à Malplaquet. Halte, puis marche de nuit; on atteint sans encombre Blangies, puis Dour et par les chemins des mines, la troupe arrive le 8, à 3 heures du matin, à Quiévrechain, n'ayant perdu que les chevaux et quelques camions automobiles : pas un Allemand n'avait été rencontré. Pas un Allemand non plus à Quiévrechain. La troupe du commandant Charlier est régulière, en armes, tenant la campagne avec les risques des combattants, elle n'a à aucun moment rendu ses armes à l'ennemi. Sa présence replace Quiévrechain sous statut légal français et autorise le chef du détache-

ment à y faire des réquisitions; le commandant Charlier réquisitionne la mine et tous les habits civils de la population.

Jugeant alors qu'avec ces hommes, fatigués par une semaine de bombardement intensif et peu préparés aux manœuvres et au combat d'infanterie, il serait imprudent de risquer de poursuivre en formation armée une route de 60 kilomètres en territoire occupé ou du moins supposé tel, — car les Allemands ont dû être avisés de cette audacieuse équipée et vont vraisemblablement essayer de lui couper les routes, — Charlier décide de désarmer sa troupe et de lui faire rallier individuellement Hazebrouck et Dunkerque. Les soldats et leur chef revêtent des habits civils et se dispersent à travers la forêt de Raismes.

Le commandant Charlier put ainsi atteindre les abords de Lille, où il apprend que les Allemands ne sont pas; il entre dans la ville, informe de la chute de Maubeuge le préfet du Nord, qui lui signale qu'une armée de 20.000 hommes vient de quitter Menin en direction de Lille — en réalité elle n'avait pour objectif que Tournai. Le 11 septembre au soir, Charlier arrivait à Dunkerque, sans avoir vu un seul Allemand; la quasi totalité du détachement le rejoignit là, entre le 10 et le 15.

Plusieurs officiers de Maubeuge avaient répondu à l'appel du commandant Charlier. Les noms de ces héros doivent être donnés : le capitaine d'artillerie Charpentier, les lieutenants d'artillerie Darvogne, Andoyer, Binoche, Morin, Goron, l'officier d'administration Sarrochi[1].

---

[1] L'exemple du commandant Charlier ne fut, d'ailleurs, pas isolé. Le capitaine d'artillerie Parasol quitta Maubeuge avec sa batterie dans la

L'arrière - garde du détachement Charlier — 300 hommes environ — était commandée par le lieutenant Morin et avait pour autres officiers les lieutenants Binoche et Darvogne et l'officier d'administration Sarrochi : le 8 septembre elle se trouve séparée du gros du détachement.

Après deux courts engagements à Crespin et près de Thivencelle avec de l'infanterie allemande envoyée à sa poursuite, la colonne poursuivit dans la direction Saint-Amand-Lille par Condé-sur-Escaut et Vieux-Condé : là, elle fait halte dans les bois. Le lieutenant Darvogne apprend qu'à quelques kilomètres se trouvent, dans des gares belges, des trains dont on pourrait se saisir pour gagner Lille ou Dunkerque : la ligne n'est pas gardée, ces gares sont libres. A 14 heures, l'ouvrier d'État Roux se rend à l'une d'elles; il y réquisitionne régulièrement un de ces trains et fixe à 16 h. 30 l'heure de son départ. Mais le détachement français exténué ne peut qu'avec peine fournir l'étape. Roux, bien que seul, et menacé d'une arrivée des Allemands, retient le train en partance; il a fait préparer des baquets d'eau et des vivres. Le détachement apparaît enfin, avec une heure et demie de retard, et s'embarque; le train le porte à Tournai, où le lieutenant Darvogne le réquisitionne à nouveau pour Courtrai et Dunkerque et le 8, à 24 heures, le détachement arrivait à Dunkerque ayant pu traverser ainsi toutes ces régions occupées, sans avoir, lui non plus, rencontré d'Allemands.

---

nuit du 6 au 7 septembre, il prit par la forêt de Mormal, mais s'y heurta à d'assez sérieuses défenses et fut grièvement blessé. Le capitaine Magnien, avec 25 hommes, réussit à rejoindre Dunkerque en prenant par la forêt de la Lanière et la Belgique.

Les citations suivantes à l'ordre de l'armée ont reconnu et consacré ces hauts faits :

Commandant Charlier : directeur du parc d'artillerie de Maubeuge, a fait preuve lors de la reddition de cette place de belles qualités d'initiative, d'énergie et de sang-froid en formant un détachement d'un millier d'hommes qu'il parvint à ramener dans nos lignes après avoir traversé une région occupée par l'ennemi.

Lieutenants Morin, Darvogne, Binoche, officier d'administration Sarrochi : faisant l'arrière-garde d'un détachement qui s'échappait de Maubeuge, après la reddition de cette place, et coupés du gros du détachement par une attaque de l'ennemi, ont fait preuve d'initiative, d'énergie et de sang-froid en ramenant leur troupe en armes à Dunkerque.

Ouvrier d'État Roux : faisant partie de l'arrière-garde d'un détachement qui s'échappait de Maubeuge, après la reddition de cette place, a contribué par sa décision, sa hardiesse et son initiative à procurer à cette arrière-garde un train qui lui a permis d'échapper aux Allemands.

Un fait domine cette équipée épique : du 7 au 10 septembre 1914 — en pleine bataille de la Marne — un millier de soldats français groupés et armés ont pu traverser les lignes allemandes de Maubeuge à Dunkerque — soit près de 100 kilomètres — sans être inquiétés par les Allemands et pour ainsi dire sans en voir. Maubeuge n'était donc pas investie, et il y avait 45.000 hommes à Maubeuge, assiégés par des forces très inférieures !

Un de ces braves a rapporté cette impression :

Ce qui m'a le plus frappé dans le long parcours que j'ai effectué de Maubeuge à Lille à travers les derrières de l'armée allemande, ç'a été la précarité des voies de communication. D'après les renseignements recueillis, les Alle-

mands devaient avoir : sur la route de Binche à Bavai, 3.000 hommes à Bavai, un poste de signal à Malplaquet — sur la route de Mons à Valenciennes 7 à 8.000 hommes solidement retranchés à Mons, 3.000 à Valenciennes; en outre des piquets de garde dans la plupart des gares et des patrouilles et autos en circulation fréquente sur les routes. Or, bien que notre marche ait été éventée, les deux seules mesures prises par les Allemands pour nous couper la route ont été l'envoi de Valenciennes sur Blanc-Misseron et Saint-Amand de deux trains de 9 tramways chacun, soit 250 hommes environ. Or la compagnie allemande descendue à Blanc-Misseron ne chercha nullement à poursuivre, elle se borna à quelques feux de salve sans quitter les abords de la voie et regagna quelques heures plus tard Valenciennes sans avoir battu le pays. Celle de Saint-Amand regagna Valenciennes dans la même journée.

A cette prudence extrême de troupes d'ordinaire plus allantes, je ne vois d'autre explication que la faiblesse des garnisons chargées de la garde des voies de communication et l'hésitation du commandement à les disperser au loin contre des forces inconnues. A la vérité, et je l'ai appris ensuite par des isolés qui avaient traversé Bavai et Valenciennes, les renseignements qui m'avaient été donnés étaient exacts encore le 5 ou 6 septembre; *ils ne l'étaient plus le 7 au soir, les Allemands ayant ramassé tout ce qu'ils avaient de disponible pour l'envoyer à la bataille de la Marne.* A Valenciennes il serait resté effectivement 600 hommes, ce qui explique la timidité de la poursuite.

Ainsi le 7 septembre, le jour même où se signait la capitulation de Maubeuge, les Allemands avaient retiré presque toutes ces troupes pour les mettre en première ligne; la voie était libre pour une sortie...

S'il y avait eu alors à Maubeuge un Gallieni!...

ÉPILOGUE

J'ai achevé une œuvre douloureuse, mais que j'ai cru nécessaire. On nous avait caché ces débuts de la guerre; j'ai pu, pour mon compte, arracher le bandeau de mes yeux, j'ai vu; ayant vu ces choses, ma conscience m'a dit que je ne devais pas les taire : credidi propter quod locutus sum.

Faut-il m'excuser près du lecteur de lui avoir révélé ces cruelles vérités et d'avoir ravivé les affreux souvenirs de ces journées terribles d'août 1914, qui nous mirent si près de notre perte? Je ne le pense pas. Guérir, c'est souffrir d'abord : le propre de l'homme et sa noblesse, c'est de vouloir connaître la cause de sa souffrance et de ne point se résigner à une passivité animale.

Quelques-uns penseront peut-être : était-ce le moment de dire cette vérité et n'est-ce pas pour ébranler le moral et la confiance du pays? Que de fautes et de responsabilités n'a-t-on pas déjà dissimulées sous ce couvert complaisant! Releva-t-on jamais le moral d'un pays par le mensonge? Point n'est besoin de griseries d'éther pour nous donner du courage.

On a, au cours de cette guerre, par trop traité ce peuple magnanime comme un malade, à qui il ne faut faire nulle peine, même légère : on sait où a failli nous mener ce régime. Le moral du pays est plus ferme que ne le croient ceux qui prenaient si peur de son fléchissement et le malade présumé aurait pu soigner ses médecins. La vérité est l'aliment des forts et nous sommes forts : un pays qui se refuserait à connaître la vérité parce qu'elle est terrible serait promis aux pires servitudes.

Nous devons la vérité au pays. Cette guerre est la plus noble et la plus grande page de l'histoire de la France; ce sera notre plus précieux trésor moral et pour les générations qui nous suivront la plus haute lettre de noblesse : son histoire doit être établie sur des bases indiscutables, et nous devons en chasser délibérément toutes déformations. Une contre-vérité se découvre toujours et tue la confiance. Il faut que ce portrait de la France, au plus grand moment de sa vie de nation, soit fidèle et sans complaisances.

Cette vérité, nous la devons aussi à notre sublime armée. Elle a accompli des exploits sans pareils et magnifié le nom français comme jamais il ne le fut ; ce serait une impiété que de travestir une telle histoire. Nos morts qui tombèrent dans ces tristes rencontres sans avoir connu le sourire de la victoire, — j'ai laissé l'un des miens sur ces champs de bataille tragiques! — ces purs héros se dresseraient contre nous et nous demanderaient compte d'une telle imposture.

Je crois avoir dit la vérité sur ce sombre drame. Voilà le pire et d'où nous sommes revenus. J'ai, quant à moi, puisé dans cette histoire une foi profonde dans les destinées de ma patrie. Un pays qui a pu triompher de telles épreuves est visiblement protégé; la bonté de notre cause en est attestée : Dieu fut avec nous!

Et puis comment comprendre toute la beauté de la résurrection de la Marne si l'on n'a pas d'abord gravi ce calvaire?

Charleroi est fini, et Charleroi, s'il fut la rédemption de multiples fautes, de lourdes erreurs, fut aussi le retour au bon sens, la réapparition du clair génie français. Avec la retraite la bataille de la Marne commence; c'est comme un changement à vue : on dirait une nouvelle guerre.

Ces combats malheureux, dont j'ai voulu tirer la leçon, se menèrent tous dans le brouillard : brouillard à Sarrebourg, brouillard à Morhange, brouillard à Virton, brouillard sur la Semoy, brouillard sur la Sambre; brouillard physique, brouillard moral, un commandement aveuglé et invisible.

Ce brouillard s'était levé au delà de nos frontières, de ces frontières que nous ne connaissions plus, de ces défenses séculaires dont nous avions fait fi; il semble qu'il fût là comme une indication du ciel sur l'aventure de ces offensives téméraires et comme le conseil de garder une attitude plus réservée, d'attendre. pour nous engager, de

voir plus clair. Car derrière ce brouillard il y avait des positions longuement préparées par l'ennemi, sous nos yeux et pourtant à notre insu, des terrains de bataille machinés à loisir comme le plateau d'un théâtre; il y avait des mitrailleuses multipliant la mort, une artillerie lourde apostée, et une formidable accumulation de forces dont, mystère encore inexpliqué, nous ne savions rien... Et nous nous jetâmes dans cet inconnu, et ce brouillard oppressa toutes les poitrines, obscurcit tous les cerveaux : rien de clair, rien de précis, rien de raisonnable: on courut le risque en s'en remettant à la chance, à l'ardeur de notre âme, à la force de notre bras...

On voit ainsi sur la mer monter de ces brouillards soudains, où se perçoivent des bruits, les cris des oiseaux, les appels des marins, mais où l'on ne distingue rien, où l'on ne peut rien voir : l'être en éprouve comme une paralysie morale. Mais qu'on lève les yeux vers l'orient, le ciel, quoique obscurci, transparaît lumineux au point qu'on n'en peut soutenir la vue, et donne la sensation qu'en dépit de ces brumes, la journée sera belle, car le soleil est là derrière, prêt à luire, luisant déjà; il suffira, pour qu'il rayonne, d'une brise légère qui pousse ces nuées, et lui les dissipera.

A Charleroi, la décision d'un chef fut ce souffle libérateur. Le brouillard disparut comme par enchantement sur la frontière de France; le commandement retrouva sa lucidité et l'armée, se resserrant, reprit sa cohésion. Nous avions jeté trois armées hors de nos frontières, nous n'en eûmes qu'une sur la Marne, et ce jour-là il n'y eut pas de brouillard!



APPENDICE

ANNEXE N° 1

LES INTENTIONS DES RÉDACTEURS DES TRAITÉS DE 1815 QUANT A LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

Mémorandum du prince de Metternich. Août 1815[1].

L'Europe, et surtout les puissances limitrophes de la France, ont le droit de demander que cet État ne demeure pas dans une attitude offensive.

L'attitude offensive de la France se fonde sur des positions offensives qu'elle a trouvé moyen de se ménager depuis le règne de Louis XIV par l'établissement de grandes places d'armes et de forteresses placées à des postes assez avancés pour empêcher la formation et le développement d'armées qui n'auraient d'autre but que la défense de leur propre territoire, — sur un système de fortifications qui se trouve hors de proportion avec les moyens de défense des États voisins, et non moins hors de proportion avec tous ceux dont ils puissent jamais disposer pour établir un balancement dans leurs attitudes militaires réciproques...

Le système de fortifications de la France a été formé ou par la conquête des places fortes que son gouvernement a conservées et augmentées, telles que les forteresses dans la Flandre française, ou par la construction de nouvelles places dans les provinces conquises, et de ce nombre sont les forteresses de l'Alsace et de la Franche-Comté et de la ligne du Midi...

Toutes les guerres entreprises par la France sous tous les gouvernements depuis Louis XIV fournissent les

[1] Angeberg. *Le Congrès de Vienne et les traités de 1815.* 1864. IV, p. 482.

preuves que cette Puissance a poursuivi avec une constance invariable l'établissement d'un système de fortifications et de défense aux dépens de tous ses voisins.

... Vu le système de fortifications de la France, il a fallu et la destruction totale de l'armée française dans la campagne de 1812, et la perte dans cette même campagne de tout le matériel nécessaire à la dotation des places et surtout les efforts réunis de l'Europe pour assurer le succès des armées en 1813, 1814 et 1815.

La France conservant sa triple ligne de fortifications sera toujours, et sous une forme de gouvernement quelconque, assez forte pour porter au delà de ses frontières autant et plus de monde que ne peut lui opposer toute autre puissance de premier ordre, et pour ne risquer, en perdant des batailles, que toujours elle livrera sur territoire étranger, que d'être forcée à renoncer à un projet de conquête; elle sera de même assez forte pour résister dans des temps ordinaires à l'attaque des deux ou trois puissances de premier ordre réunies pour une même cause...

Il me paraît être donc que l'intérêt permanent de l'Europe exige :

1° *Que la France perde les points offensifs que lui a laissés le Traité de Paris;*

2° *Que des forteresses de la première ligne, ou passent sous la domination étrangère et servent dorénavant à la défense des frontières des États voisins, ou que pour le moins elles soient rasées.*

Si la première ligne des forteresses de la Flandre devait former la frontière des Pays-Bas, ceux-ci ne seraient pas placés par ce fait dans une attitude offensive contre la France, car il resterait dans ce cas à ce royaume deux lignes de défenses fortifiées.

Si les places de l'Alsace étaient rasées, à l'exception de Landau, qui devrait être réuni à l'Allemagne, et de quelques autres places qui ne peuvent servir qu'à la défense de cette frontière, sans menacer comme Huningue la tranquillité d'une capitale voisine; — si Strasbourg ne conservait que sa citadelle pour appuyer cette grande et

importante cité qui, dans ce moment, n'est qu'un vaste camp retranché, une place d'armes dans laquelle se formera et se concentrera toujours une armée qui, vu sa position à l'extrême frontière, portera, dès l'ouverture d'une campagne, le théâtre de la guerre sur le territoire étranger, la sûreté de la France serait loin d'être menacée.

Les défilés et les positions des Vosges et du Jura, les forteresses de seconde ligne qui sont susceptibles de grands développements, formeraient des boulevards plus que suffisants, et que le manque de places fortes, dans lequel se trouve le midi de l'Allemagne, est loin de compenser en faveur des Puissances voisines.

... Il me paraît que la France doit être mise au niveau des chances et risques des autres Puissances de premier ordre, et que de cette manière un gouvernement fort en France soit moins tenté de subjuguer ses voisins, et qu'un gouvernement faible y devienne moins le jouet des factions qui, à l'abri des remparts inexpugnables, ne risquent pas, à moins de l'arrivée des forces de l'Europe entière, de se voir arrêtées dans leurs criminelles atteintes.

Mémorandum du prince de Hardenberg. 4 Août 1815 [1].

Lorsqu'une nation a surpassé sa défensive marquée par la nature ou par l'art, elle devient offensive et menaçante par ce pas même; son activité, sa force, sa politique, ses institutions, son esprit national, son opinion publique, tout prend alors la direction de sa situation géographique, et elle conservera cet esprit aussi longtemps que sa situation géographique restera la même.

La France se trouve dans ce cas depuis Louis XIV; par une ambition démesurée et quelques campagnes heureuses, elle parvint à ôter aux pays voisins la défensive que leurs ancêtres avaient établie, savoir : dans les Pays-Bas et sur la Meuse, les forteresses qui forment à présent la première et la deuxième ligne des forteresses françaises, et

[1] Angeberg. IV, p. 479.

vers l'Allemagne, en ôtant à cet empire l'Alsace et les places fortes de la Moselle et de la Sarre.

De ce moment l'histoire nous montre l'inclination de la France à pousser ses conquêtes plus loin et de subjuguer les autres États. Pourquoi? parce que la France voyait la facilité qui existait pour elle et la difficulté que les États voisins avaient de lui résister, puisque son offensive se trouvait dans sa situation géographique, et que cette situation l'y poussait et l'y induisait à chaque moment.

Veut-on une paix durable et solide? ce ne sera que quand la France se verra dans une vraie ligne défensive, savoir : dans les Vosges et dans les deux lignes de forteresses depuis la Meuse et jusqu'à la mer, et seulement alors elle restera tranquille. Si on ne la fait pas rentrer dans ces limites, les nations voisines n'auront pas recouvré leur défensive contre la France et l'avantage de la situation géographique et militaire de cet Empire et la facilité qu'il gardera d'aller plus loin influeront tellement sur sa politique, sur l'ambition et sur le caractère de la nation, enfin sur son opinion publique et sur son opinion qu'il est à prévoir qu'aux premières circonstances favorables qui se présenteront, la France tâchera derechef d'étendre ses frontières jusqu'au Rhin, et dès lors plus de bornes, puisque de ce moment son influence sur l'Allemagne sera si grande qu'elle sera entraînée malgré elle à troubler le repos de l'Europe.



ANNEXE N° 2

INTERDICTION DE FORTIFIER ARLON ET LE SUD DE LA BELGIQUE

Lettre de M. de Saint-Aulaire,
Ambassadeur de France à Vienne,
au duc de Montebello,
Ministre des Affaires étrangères[1].

DIRECTION POLITIQUE N° 12.

Vienne, 21 avril 1839.

MONSIEUR LE DUC,

Par la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 avril, vous me chargez d'entretenir M. de Metternich des affaires de la Belgique, notamment en ce qui touche les fortifications d'Arlon. Je me suis conformé avec d'autant plus d'empressement à votre injonction que j'étais moi-même préoccupé de cet objet, comme Votre Excellence l'aura pu remarquer... M. de Sullivan, avec qui j'en ai conféré plusieurs fois, n'a pas précisément l'inquiétude que la Conférence propose une addition aux vingt-quatre articles; mais il prévoit qu'après le traité signé à Londres, la *Confédération germanique* pourrait bien mettre la reconnaissance de la Belgique à ce prix, et ne *recevoir de ministre belge à Francfort qu'après avoir obtenu une garantie contre les fortifications d'Arlon*.

Je m'en suis ouvert d'abord au prince Esterhazy, qui part ces jours-ci pour Londres, et qui passera par Paris. Comme il me témoignait quelque surprise des délais qu'apportait le roi Léopold à la signature du traité, je lui ai dit : « que ce n'était pas seu-

[1] *Archives des Affaires Étrangères.* Autriche, volume 426, f° 151-157

lement un délai qu'il fallait prévoir, mais une rupture complète s'il était vrai qu'on voulût, par-dessus le marché des vingt-quatre articles, imposer après coup à la Belgique l'obligation de ne pas fortifier Arlon ».

Sans me répondre sur Arlon, le prince Esterhazy est entré dans la question générale, arguant de la neutralité garantie à la Belgique, neutralité qui rendait inutile et même nuisible pour elle l'existence de places fortes sur son territoire. Écartant à mon tour la question générale qui se défendra toute seule, j'ai déclaré « que *l'interdiction de fortifier Arlon équivaudrait à l'aveu qu'on ne voulait point trouver d'obstacle sur la route de Paris,* aveu naïf et provoquant, à tel point qu'aucun ministère en France ne pourrait le subir sans encourir le blâme et l'indignation de tous les gens calmes et énergiques ».

Le prince Esterhazy aura sans doute rendu compte de notre entretien au prince de Metternich que j'ai été voir le lendemain, et qui m'a semblé préparé; je lui ai donné lecture de l'article de votre lettre, Monsieur le Duc, relatif à la Belgique, lui faisant observer cependant que je n'étais point chargé de lui faire une notification et que je n'employais la dépêche ministérielle que parce que je ne saurais pas si bien dire, « je l'ai supplié de croire, sur ma parole, qu'aucun ministre ne donnerait jamais au Roi d'autres conseils, et qu'aucun ambassadeur bon Français ne donnerait d'autres conseils à un ministre ».

M. de Metternich a écouté attentivement mon texte et mon commentaire; puis il m'a répondu sans témoigner aucune émotion « qu'il était mal informé de cette affaire, et savait à peine qu'on se fût occupé de fortifications d'Arlon ».

De telles mystifications, Monsieur le Duc, vont dans les habitudes du prince de Metternich, et il ne les épargne pas à ses meilleurs amis. J'ai donc pris sa réponse en bonne part, « trouvant très naturel qu'il n'eût accordé jusqu'ici aucune importance à cette petite affaire, mais l'avertissant qu'elle déciderait peut-être de la paix de l'Europe, et la recommandant à ce titre à son examen ».

M. de Metternich est entré alors dans une discussion théorique sur la valeur des places fortes dont pour sa part il ne fait pas grand cas. « Il a professé l'ancien système des fortifications et la supériorité de la stratégie moderne; il s'est fort étendu sur l'avantage de masquer les forteresses avec des corps de cavalerie, etc., etc. » J'ai répondu « que ce discours en apparence

peu catégorique me satisfaisait beaucoup et que je le trouvais parfaitement d'accord avec votre dépêche, sa conclusion naturelle étant que pour une condition sans intérêt, il ne fallait pas troubler la paix de l'Europe ». M. de Metternich n'a pas confirmé explicitement mon induction, mais il a répété les généralités qui la motivaient. Il a ajouté que nous n'avions à craindre de mauvaises chicanes, ni de la Conférence, ni de la Confédération, et a placé comme une distraction cette phrase « que *les fortifications de la Belgique étaient une question toute prussienne,* fort indifférente à l'Autriche ».

Malgré le vague et la forme presque ridicule de cette discussion, Monsieur le Duc, je n'en crois pas le résultat sans valeur. M. de Metternich a fort bien compris que notre résolution était sereine et qu'*il n'y avait rien de fait en Belgique,* si l'on insistait sur la condition dont il s'agit. Il attache un trop grand prix au maintien de la paix générale pour s'exposer gratuitement à la troubler, et la placidité qu'il conserve me laisse convaincu que cette chance ne lui paraît pas possible.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Duc, de Votre Excellence, le très honoré et le très obéissant serviteur.

Saint-Aulaire.



ANNEXE N° 3

LES INTENTIONS DU TRAITÉ DE FRANCFORT QUANT A LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

Lettre du roi de Prusse Guillaume Ier à l'impératrice Eugénie.

MADAME,

J'ai reçu la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'adresser et qui a évoqué des souvenirs du passé que je ne puis me rappeler sans regrets!

Personne plus que moi ne déplore le sang versé dans cette guerre qui, Votre Majesté le sait bien, n'a pas été provoquée par moi.

Depuis le commencement des hostilités ma préoccupation constante a été de ne rien négliger pour rendre à l'Europe les bienfaits de la paix, si les moyens m'en étaient offerts par la France. L'entente aurait été facile tant que l'empereur Napoléon s'était cru autorisé à traiter, et mon Gouvernement n'a même pas refusé d'entendre les propositions Jules Favre et de lui offrir les moyens de rendre la paix à la France. Lorsque, à Ferrières, des négociations parurent être entamées au nom de Votre Majesté, on leur a fait un accueil empressé, et toutes les facilités furent accordées au maréchal Bazaine pour se mettre en relation avec Votre Majesté, et quand le général Boyer vint ici, il était possible encore d'arriver à un arrangement si les conditions préalables pouvaient être remplies sans délai. Mais le temps s'est écoulé sans que les garanties indispensables pour entrer en négociations eussent été données.

J'aime mon pays comme vous, Madame, vous aimez le vôtre et par conséquent je comprends les amertumes qui remplissent le cœur de Votre Majesté et j'y compatis bien sincèrement. Mais après avoir fait d'immenses sacrifices pour sa défense, l'Allemagne veut être assurée que la guerre prochaine la trouvera mieux préparée à repousser l'agression sur laquelle nous pou-

vons compter, aussitôt que la France aura réparé ses forces ou gagné des alliés. C'est cette triste considération seule, et non le désir d'agrandir ma patrie, dont le territoire est assez grand, qui me force à insister sur des cessions de territoire qui n'ont d'autre but que de reculer le point de départ des armées françaises qui à l'avenir viendront nous attaquer.

Je ne puis juger si Votre Majesté était autorisée à accepter, au nom de la France, les conditions que demande l'Allemagne, mais je crois qu'en le faisant, Elle aurait épargné à sa patrie bien des maux et l'aurait préservé de l'anarchie qui aujourd'hui menace une nation dont l'Empereur avait pendant vingt ans réussi à développer la prospérité.

Veuillez croire, Madame, aux sentiments avec lesquels je suis de Votre Majesté le bon frère.

Versailles, le 26 Octobre 1870.

GUILLAUME.



INDEX

DES NOMS DE PERSONNES CITÉS DANS CE LIVRE

A

B

C

D

E

F

G

H

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE I

La Frontière du Nord et de l'Est.

CHAPITRE I

LA FRONTIÈRE REFAITE

CHAPITRE II

LA FRONTIÈRE DÉFAITE

LIVRE II

Frontière défensive. — Armée offensive.

CHAPITRE I

LA FRONTIÈRE DE 1871 ET L'ESPRIT D'OFFENSIVE

CHAPITRE II

LA FRONTIÈRE DE 1815 ET LA GUERRE DE 1914

LIVRE III

Le drame de Charleroi.

CHAPITRE I

LE PRÉLUDE DIPLOMATIQUE

CHAPITRE II

LA TRAGIQUE ERREUR

CHAPITRE III

LES OFFENSIVES HORS FRONTIÈRES

CHAPITRE IV

LE DÉNOUEMENT

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Huit dessins gravés de A. BOREL.,

N. B. — *Quatorze cartes sont placées à la fin du volume.*

ERRATA

Le lecteur est prié de considérer que ce livre fut imprimé à Paris en 1918, alors que Paris était sous le canon allemand et dans une imprimerie qui se trouvait « dans l'axe » ; de telles circonstances sont assurément une excuse pour les fautes d'impression qui s'y glissèrent.

Page 7, ligne 8, au lieu de : défensive, lire : défensive au début d'une guerre.
Page 19, ligne 16, au lieu de : orffant, lire : offrant.
Page 28, ligne 2, au lieu de : qui eussent moins, lire : qui eussent eu moins ».
Page 57, ligne 31, au lieu de : avant que même, lire : avant même que.
Page 186, lire ainsi l'avant dernière ligne : Namur, au confluent de la Meuse et de la Sambre.
Page 193, lire ainsi la ligne 16 : répondit en autorisant, en 1912 — dans le dessein...
Page 252, ligne 21, au lieu de : une attaque de flanc de l'assailli, lire : une attaque de flanc par l'assailli.
Page 265, ligne 1, au lieu de : à la neutralité belge, lire : à la Belgique.
Page 270, lire ainsi la ligne 1 : crainte dominait qu'un général populaire...
Page 275, ligne 18, au lieu de : essentiel, lire : exact.
Page 286, ligne 18, au lieu de : eut donné l'éveil, lire : devait donner l'éveil.
Page 334, ligne 8, au lieu de : avoue, lire : avoua.
Page 339, ligne 1, au lieu de : il comportait, lire : elle comportait.
Page 350, ligne 30, au lieu de : avaient, lire : avait.
Page 400, ligne 7, au lieu de : dans les, lire : tous les, et ligne 11, au lieu : arrêtée, lire : arrêté.
Page 401, ligne 5, au lieu de : invertissement, lire : investissement.
Page 455, ligne 15, au lieu de : se sont placés, lire : se sont par la suite placés.
Page 458, la note 1 doit être reportée à la page 460.
Page 460, ligne 30, au lieu de : nous n'avions que, lire : nous n'avions guère que.
Page 462, ligne 20, au lieu de : 14e et 11e corps, lire : 14e et 21e corps.
Page 476, lignes 2 et 3, au lieu de : se mena, lire : se menèrent et au lieu de : est, lire : sont.
Page 497, ligne 29, au lieu de : ait, lire : avait.
Page 503, ligne 11, au lieu de : aperçues, lire : aperçu.
Page 527, ligne 10, au lieu de : qu'il ne prendra pas, lire : qu'il ne prendra.
Page 538, ligne 3, au lieu de : 61e corps, lire : 1er corps.
Page 548, avant-dernière ligne, lire : tant que la 5e armée.
Page 576, 7e ligne, au lieu de : de risquer de poursuivre, lire : se risquer à poursuivre.
Page 589, ligne 29, au lieu de : vont, lire : sont.
Page 590, ligne 14, au lieu de : sereine, lire : sérieuse.

Imp. de Vaugirard, H.-L. MOTTI, Directeur, 12-13, Impasse Ronsin, Paris.

Carte A

A

FRONTIÈRES DU NORD ET DE L'EST

Échelle
0 50 100 Kil.

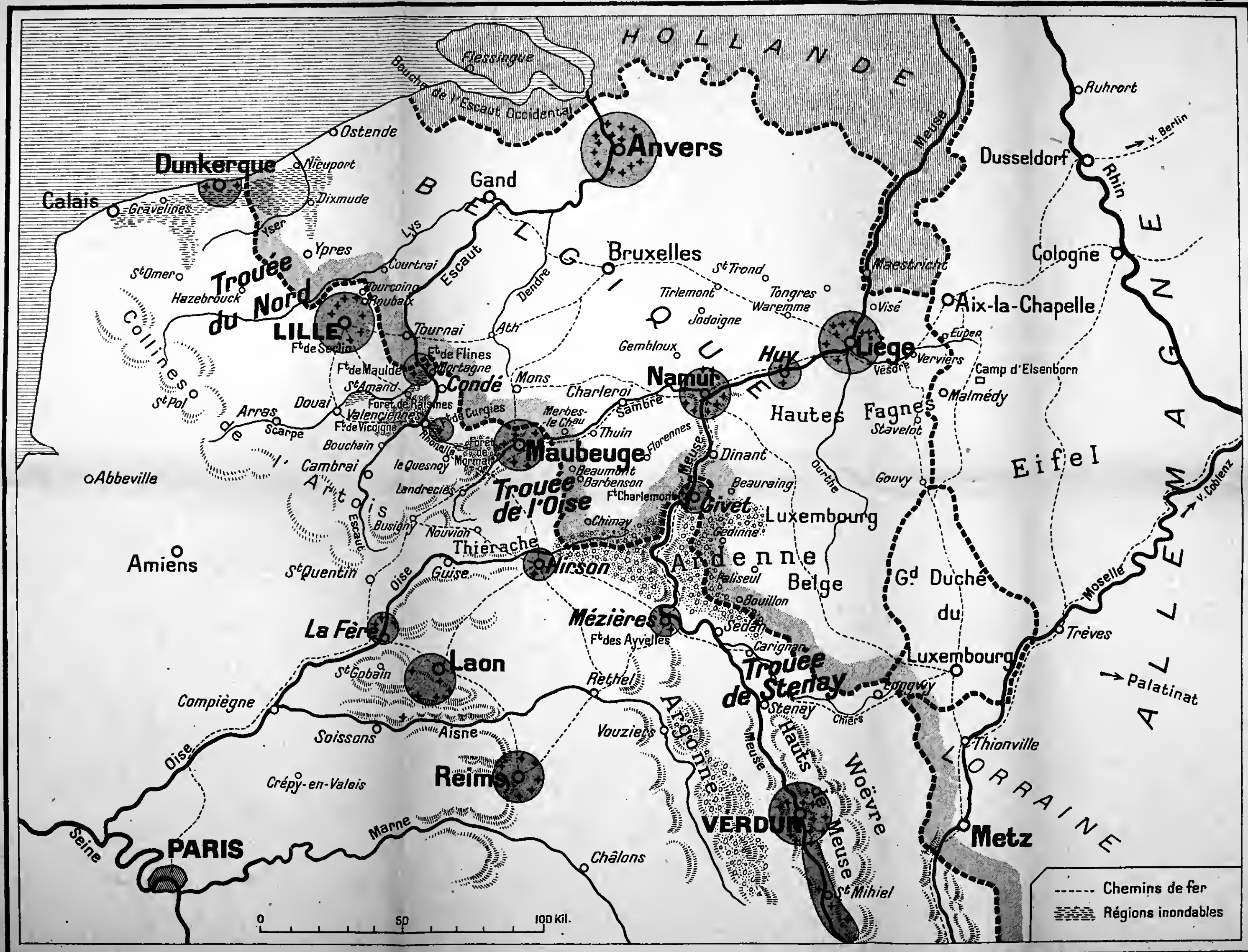
HOLLANDE
Anvers
BELGIQUE
Dunkerque
Calais
FLANDRES
Ypres
Menin
Escaut
Bruxelles
Maestricht
Aix-la-Chapelle
PRUSSE
Cologne
ALLEMAGNE
Rhin
Liège
Meuse
Namur
Lys
LILLE
Tournai
Collines de l'Artois
Charleroi
Malmédy
Scarpe
Valenciennes
Condé
Mons
Sambre
EIFEL
RHÉNANE
Bouchain
Maubeuge
Philippeville
le Quesnoy
Avesnes
Mariembourg
Cambrai
Landrecies
Fᵗ Charlemont
Givet
Luxembourg Belge
le Cateau
Trouée de l'Oise
Chimay
Moselle
1ère voie d'invasion
THIÉRACHE
Anor
Rocroi
Amiens
Péronne
Hirson
Guise
Oise
ARDENNE
Alzette
Mézières
Carignan
Luxembourg
PALATINAT
Serre
Fᵗ des Ayvelles
Sedan
Trouée de Stenay
Esch-s-Alzette
Laon
La Fère
Sᵗ Gobain
Craonne
Champagne pouilleuse
Aisne
Argonne
Montmédy
Stenay
Longwy
BASSIN FERRIFÈRE
Thionville
Sarre
Sarrelouis
Landau
Condé
Dun
Buzancy
Hauts de Meuse
WOEVRE
Briey
LORRAINE
Compiègne
Soissons
Reims
CHAMPAGNE
Montfaucon
Metz
Oise
Crépy
2e voie d'invasion
VERDUN
ILE DE
Seille
Morhange
Château-Salins
Dieuze
Pagny
Pont-à-Mousson
Nomeny
Pétoncourt
Sarrebourg
Seine
Marne
Epernay
Châlons
Frouard
Meuse
Falaise
Nancy
Strasbourg
PARIS
Vezouse
DE
FRANCE
Sézanne
TOUL
Sanon
Lunéville
Vaucouleurs
le Donon
Nogent-s-Seine
Trouée de Charmes
Meurthe
Charmes
Rhin
Fontainebleau
Neufchâteau
Troyes
Sens
EPINAL
VOSGES
Colmar
Seine
Moselle
ALSACE
Ballon d'Alsace
Mulhouse
Langres
Huningue
Trouée de BELFORT
de Belfort
Delle
3e voie d'invasion
Porrentruy
SUISSE
JURA
Dijon
Besançon

dressé par E. Fonné

Carte B

FRONTIÈRE DU NORD

B



Dressé et dessiné par E. Fonné

FRONTIÈRE DE L'



FRONTIÈRE DE L'EST

C

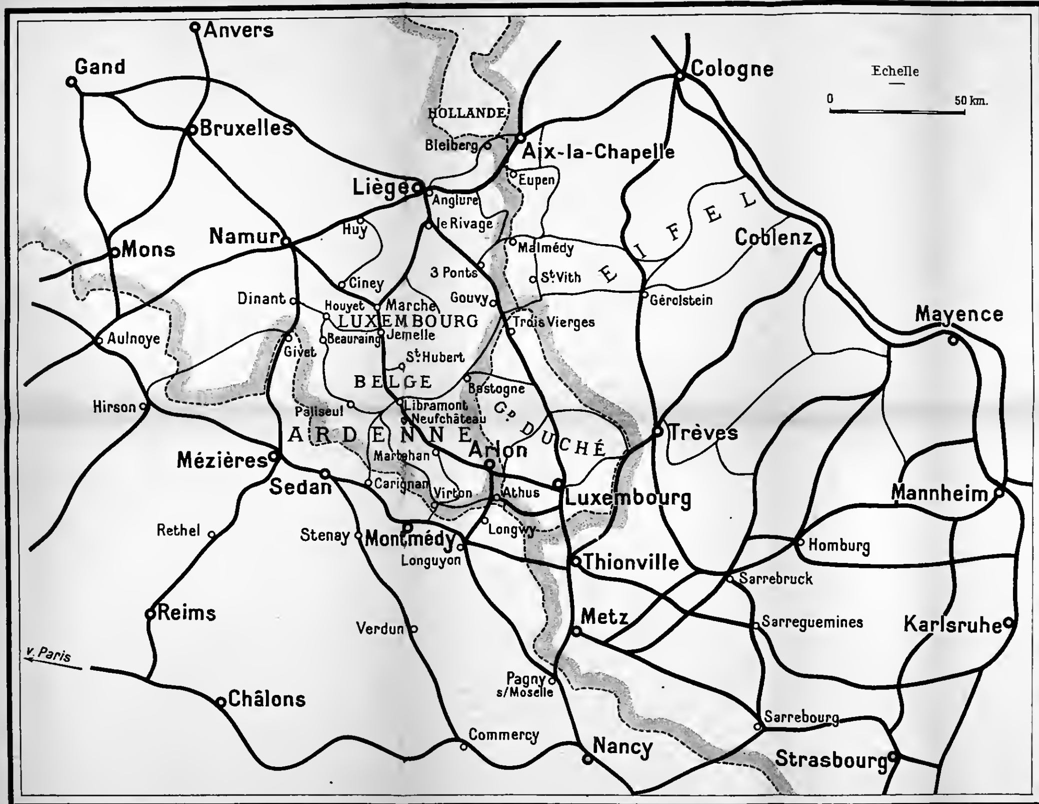
BELGIQUE
Gd Duché du Luxembourg
Arlon
Luxembourg
Esch-s-Alzette
Longwy
Montmédy
Stenay
Trouée de Stenay
Longuyon
BASSIN MINIER DE LONGWY
BASSIN MINIER DE BRIEY
Briey
Sierck
Thionville
Metz
Verdun
VERDUN
Meuse
Hauts de Meuse
Chambley
Vigneulles
Mars-la-Tour
Novéant
Pagny
Pont-à-Mousson
St Mihiel
Ft de Liouville
Ft de Gironville
Liverdun
Commercy
Bar-le-Duc
TOUL
Nancy
Frouard
Grand Couronné
Pont St Vincent
Vaucouleurs
Lunéville
Trouée de Charmes
Bayon
Charmes
Neufchâteau
Mirecourt
Rambervillers
Châtel
EPINAL
Chaumont
Faucilles
LANGRES
FRANCHE COMTE
Vesoul
BELFORT
Trouée de Belfort
Delle
Porrentruy
SUISSE
Bâle
Huningue
Istein
Mulhouse
Col de Bussang
Bon de Servance
Bon d'Alsace
Hohneck
Col de la Schlucht
Col du Bonhomme
Neuf-Brisach
Colmar
Fribourg
FORET NOIRE
Rhin
Schelestadt
Ste Marie-aux-Mines
St Dié
Saales
Schirmeck
Mutzig
Donon
Raon l'Etape
Baccarat
Blamont
Avricourt
Sarrebourg
Saverne
Phalsbourg
Trouée de Saverne
Strasbourg
Château-Salins
Dieuze
Etangs
Moyenvic
Morhange
Benstroff
St Avold
Sarreguemines
Bitche
Sarrebruck
Sarrelouis
Deux-Ponts
Pirmasens
Landau
Germersheim
Spire
Karlsruhe
Mannheim
Neckar
Kaiserslautern
PALATINAT
HARDT
VOSGES
BASSES VOSGES
HAUTES VOSGES
HUNSRUCK
Mt Tonnerre
Trèves
Moselle
Mayence
Nahe

LÉGENDE.
Chemins de fer.
Frontières.
ECHELLE
0 50 100 K.



RÉSEAU FERRÉ DE L'ARDENNE

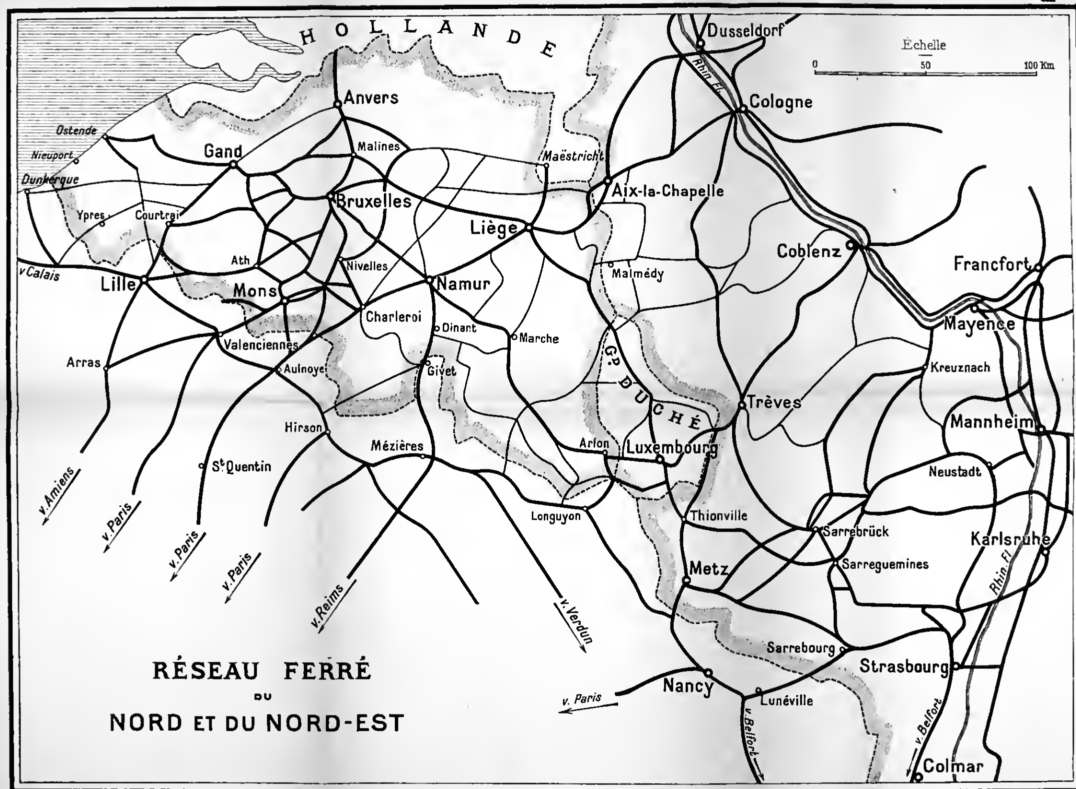
D



dressé par E. Fonne

Carte E

E



HOLLANDE
Échelle
0
50
100 Km
Dusseldorf
Rhin Fl.
Cologne
Anvers
Ostende
Nieuport
Dunkerque
Gand
Malines
Maëstricht
Aix-la-Chapelle
Bruxelles
Ypres
Courtrai
Liège
Coblenz
Francfort
v. Calais
Ath
Nivelles
Lille
Mons
Namur
Malmédy
Charleroi
Dinant
Marche
Mayence
Valenciennes
Arras
Aulnoye
Givet
Kreuznach
Gᵈ DUCHÉ
Trèves
Mannheim
Hirson
Mézières
Arlon
Luxembourg
St Quentin
Neustadt
v. Amiens
v. Paris
Longuyon
Thionville
Sarrebrück
v. Paris
v. Paris
Karlsruhe
Sarreguemines
Metz
v. Reims
v. Verdun
Rhin Fl.
Sarrebourg
Strasbourg
Nancy
v. Paris
Lunéville
v. Belfort
v. Belfort
Colmar
RÉSEAU FERRÉ
DU
NORD ET DU NORD-EST
dressé par E. Fonné

Carte F,G

AINS de MINES de FER

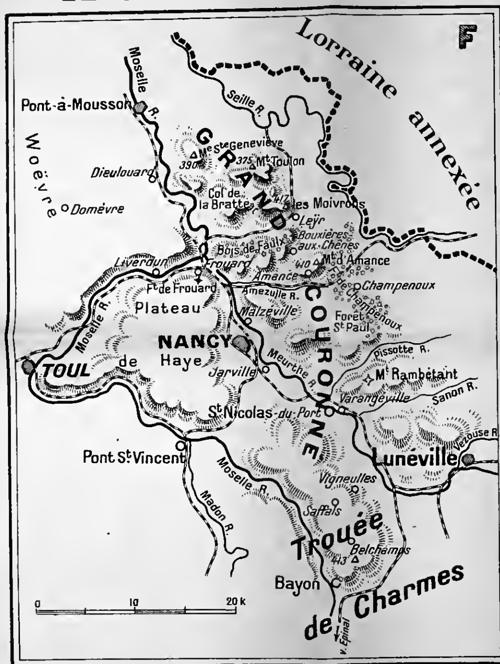
COU





Carte F, G

LE GRAND COURONNÉ

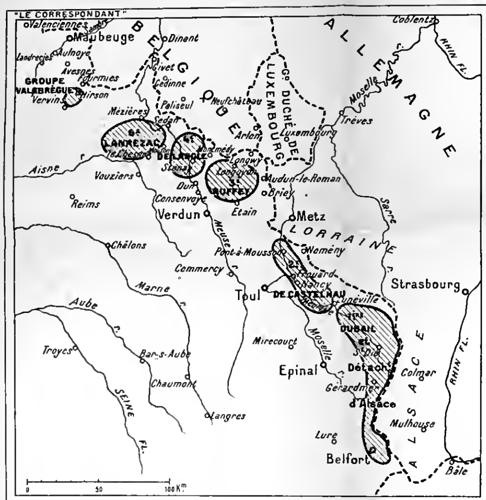


BASSINS LORRAINS de MINES de FER



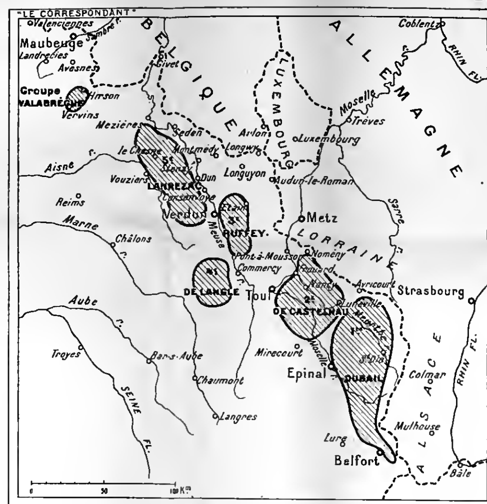
Carter [illegible], L.

J



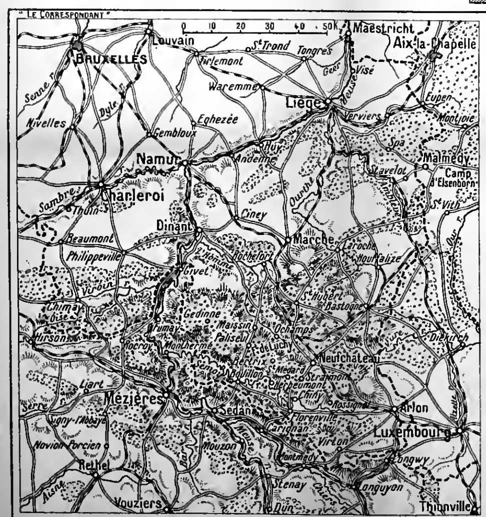
Position des Armées au 15 août.

H



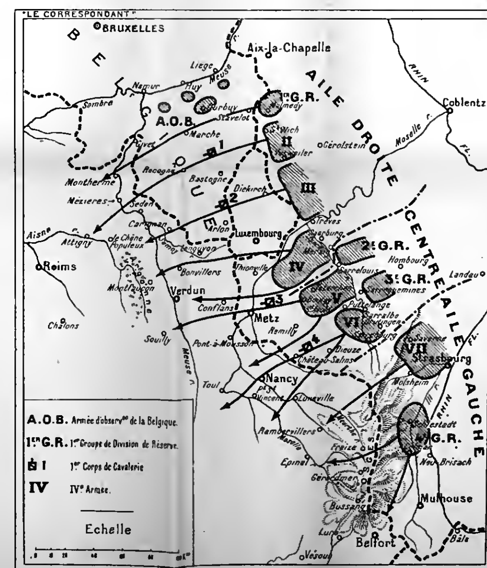
Plan de concentration français *(Directive N°1)*.

L



La région de l'Ardenne assignée à l'offensive des 3e et 4e Armées.

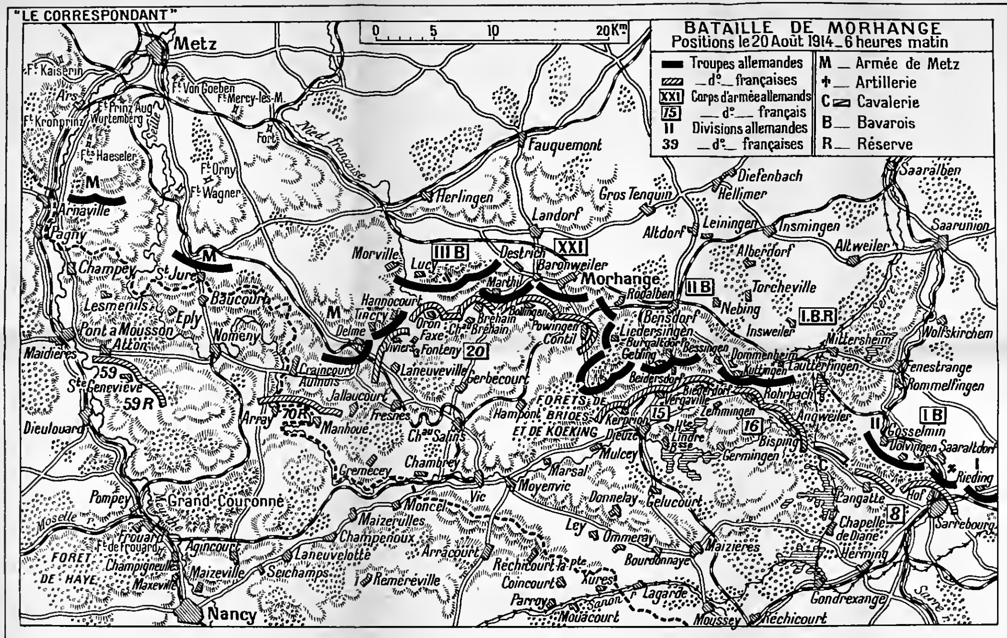
I



La concentration allemande telle que la concevait l'État-Major français

Carte K.

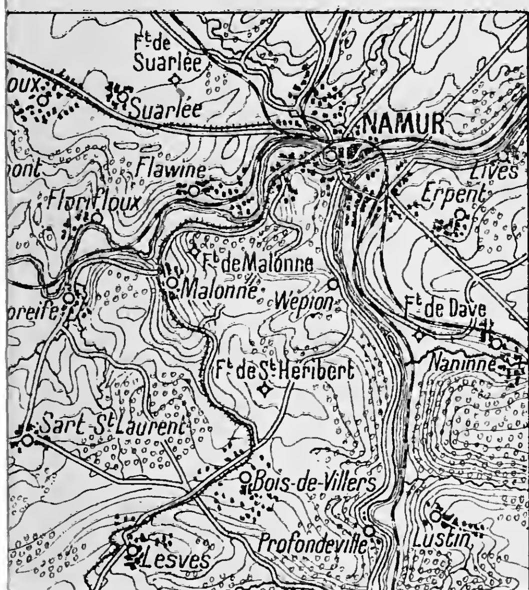
K



"LE CORRESPONDANT"
0 5 10 20Km
BATAILLE DE MORHANGE
Positions le 20 Août 1914 _ 6 heures matin
Troupes allemandes
_d°_ françaises
XXI Corps d'armée allemands
15 _d°_ français
II Divisions allemandes
39 _d°_ françaises
M _ Armée de Metz
+ _ Artillerie
C _ Cavalerie
B _ Bavarois
R _ Réserve
Metz
Ft Kaiserin
Ars
Ft Von Goeben
Ft Mercy-lès-M.
Ft Prinz Aug. Wurtemberg
Ft Kronprinz
Seille
Fort
Nied française
Fts Haeseler
Ft Orny
Ft Wagner
M
Arnaville
Pagny
Champey
St Jure
Lesménils
Eply
Baucourt
Pont à Mousson
Atton
Nomeny
Maidières
59
Ste Geneviève
59 R
Dieulouard
Array
70 R
Manhoué
Craincourt
Aulnois
Jallaucourt
Fresnes
Chau Salins
Chambrey
Gremecey
Fauquemont
Herlingen
Landorf
Gros Tenquin
Diefenbach
Hellimer
Altdorf
Leiningen
Insmingen
Saaralben
Saarunion
Altweiler
Alberdorf
Torcheville
Morville
III B
Lucy
Destrich
XXI
Baronweiler
Morhange
Marthil
Rodalben
II B
Nebing
I.B.R
Insweiler
Hannocourt
Tincry
Delme
Oron
Chau Bréhain
Bréhain
Faxe
Fonteny
20
Viviers
Laneuveville
Gerbecourt
Bollingen
Powingen
Contil
Bensdorf
Liedersingen
Burgaltdorf
Gebling
Bessingen
Dommenheim
Kuttingen
Lauterfingen
Mittersheim
Wolfskirchen
Fenestrange
Rommelfingen
Beidersdorf
Biederdorf
Vergaville
Rohrbach
FORETS DE BRIOES ET DE KOEKING
Hampont
Kerprich
Dieuze
15
Zemmingen
16
Angweiler
Bisping
Hte Lindre
Bsse
Germingen
Mulcey
Marsal
IB
Gosselmin
Dolvingen
Saaraltdorf
Rieding
C
Langatte
Hof
Sarrebourg
8
Chapelle de Diane
Hèrming
Gondrexange
Sarre
Pompey
Grand Couronné
Moselle r.
Meurthe
Frouard
Ft de Frouard
FORET DE HAYE
Champigneulles
Maxéville
Agincourt
Maizéville
Nancy
Laneuvelotte
Seichamps
Champenoux
Maizerulles
Moncel
Vic
Moyenvic
Donnelay
Gelucourt
Ley
Ommeray
Marzières
Bourdonnaye
Arracourt
Réméréville
Réchicourt la Pte
Coincourt
Xures
Parroy
Mouacourt
Sanon r.
Lagarde
Moussey
Réchicourt

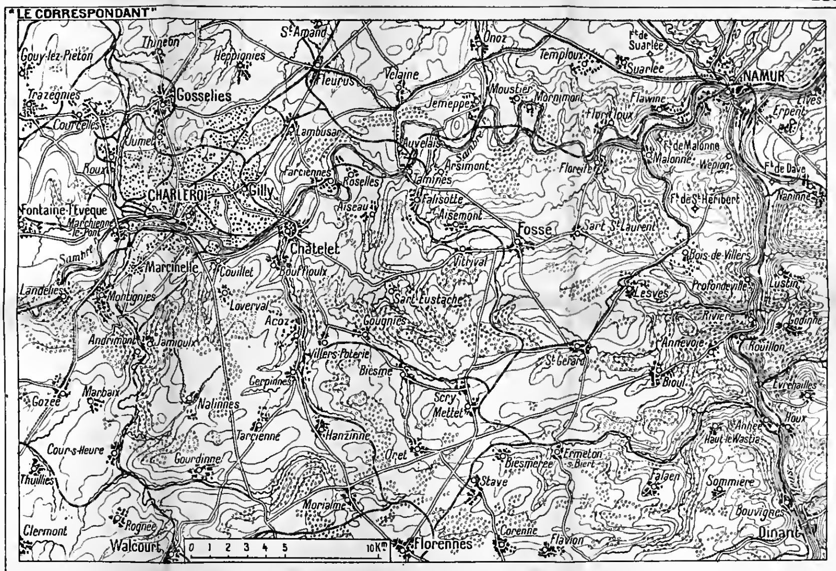
Morhange.

M


Ft de Suarlée
Suarlée
NAMUR
Flawine
Floriffoux
Lives
Erpent
Ft de Malonne
Malonne
Wepion
Ft de Dave
Naninne
Ft de St Heribert
Sart-St Laurent
Bois-de-Villers
Profondeville
Lustin
Lesves

DANT"


Jumet

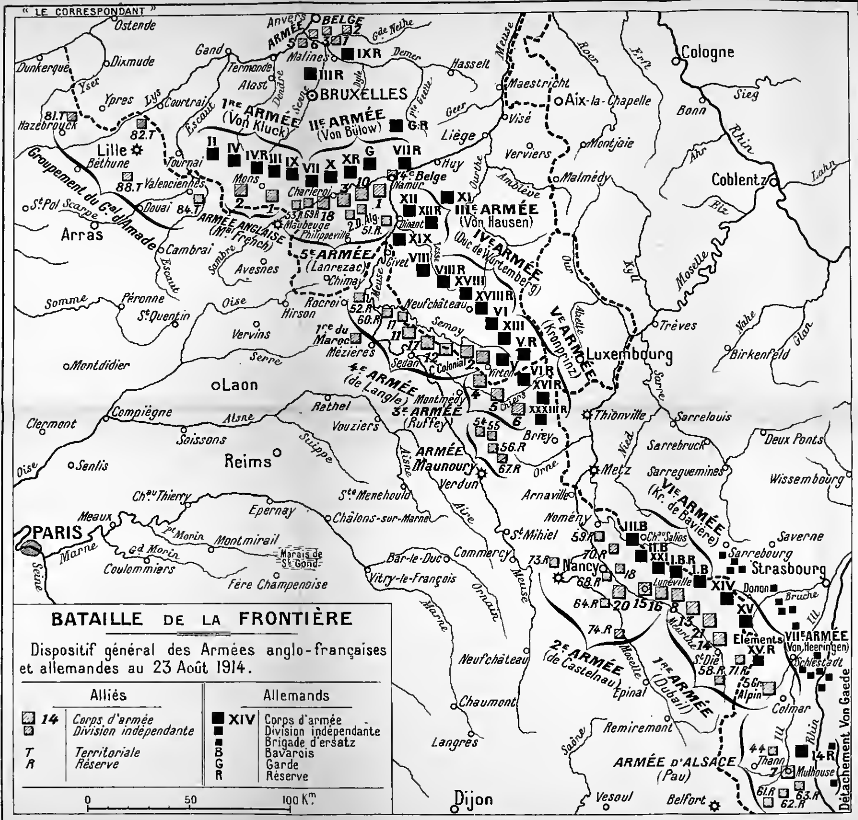


La région de Charleroi.

Carte N

a, Riverside

N



« LE CORRESPONDANT »
BATAILLE DE LA FRONTIÈRE
Dispositif général des Armées anglo-françaises et allemandes au 23 Août 1914.
Alliés
Allemands
14 Corps d'armée
Division indépendante
T Territoriale
R Réserve
XIV Corps d'armée
Division indépendante
Brigade d'ersatz
B Bavarois
G Garde
R Réserve
0 50 100 Km
Ostende
Anvers
ARMÉE BELGE
Gde Nethe
Gand
Malines
IXR
Demer
Dunkerque
Dixmude
Termonde
IIIR
Hasselt
Alost
BRUXELLES
Maestricht
Aix-la-Chapelle
Cologne
Yser
Ypres
Lys
Courtrai
Escaut
Dendre
Senne
Dyle
Pte Geete
Geer
Visé
Bonn
Sieg
Roer
Erft
Meuse
81.T
Hazebrouck
82.T
1re ARMÉE (Von Kluck)
IIe ARMÉE (Von Bülow)
G.R
Liège
Verviers
Montjoie
Rhin
Lille
Béthune
Tournai
II
IV
IV.R
III
IX
VII
X
XR
G
VIIR
Huy
Ahr
Groupement du Gal d'Amade
88.T
Valenciennes
Mons
Charleroi
4e Belge
Namur
Ourthe
Amblève
Malmédy
Coblentz
Lahn
St Pol
Scarpe
Douai
84.T
2
1
3e
10
53.R
69R
18
2.D.Alg.
51.R.
XII
XIIR
XI
IIIe ARMÉE (Von Hausen)
Dinant
Elz
Arras
ARMÉE ANGLAISE (Mal French)
Maubeuge
Philippeville
XIX
IVe ARMÉE (Duc de Wurtemberg)
Cambrai
Sambre
5e ARMÉE (Lanrezac)
Givet
VIII
VIIIR
XVIII
Lesse
Our
Kyll
Moselle
Avesnes
Chimay
XVIIIR
Somme
Péronne
St Quentin
Oise
Hirson
Rocroi
52.R
60.R
Neufchâteau
VI
XIII
Ve ARMÉE (Kronprinz)
Alzette
Trèves
Nahe
Glan
Vervins
1re du Maroc
17
11
Semoy
V.R
Luxembourg
Birkenfeld
Montdidier
Serre
Mézières
12
C. Colonial
Sedan
Virton
V
VIR
XVIR
4e ARMÉE (de Langle)
Laon
Montmédy
4
5
Othain
XXXIIIR
Sarre
Rethel
3e ARMÉE (Ruffey)
Clermont
Compiègne
Aisne
Vouziers
54
55
6
Thionville
Sarrelouis
Soissons
Briey
56.R
Deux Ponts
Suippe
Sarrebruck
Nied
Reims
ARMÉE Maunoury
67.R
Oise
Senlis
Verdun
Orne
Metz
Sarreguemines
Wissembourg
Chau Thierry
Ste Menehould
Arnaville
VIe ARMÉE (Kr. de Bavière)
Epernay
Meaux
Châlons-sur-Marne
Aire
Noméný
PARIS
Pt Morin
Montmirail
St Mihiel
59.R
III.B
Chau Salins
Saverne
Marne
Gd Morin
Marais de St Gond
70.R
II.B
XXI
I.B.R
Sarrebourg
Coulommiers
Bar-le-Duc
Commercy
73.R
Nancy
I.B
Strasbourg
Seine
Fère Champenoise
Vitry-le-François
68.R
Lunéville
XIV
Donon
Bruche
Ornain
64.R
20
15
16
XV
Marne
Meuse
Mortagne
13
21
Ill
74.R
Eléments
VIIe ARMÉE (Von Heeringen)
XV.R
2e ARMÉE (de Castelnau)
Moselle
Neufchâteau
Meurthe
St Dié
58.R
71.R
Schlestadt
1re ARMÉE (Dubail)
5 Gr. Alpin
Epinal
Chaumont
Colmar
Remiremont
Saône
Ill
Rhin
Langres
44
Thann
14.R
ARMÉE D'ALSACE (Pau)
7
Mulhouse
Détachement Von Gaede
61.R
63.R
62.R
Dijon
Vesoul
Belfort

